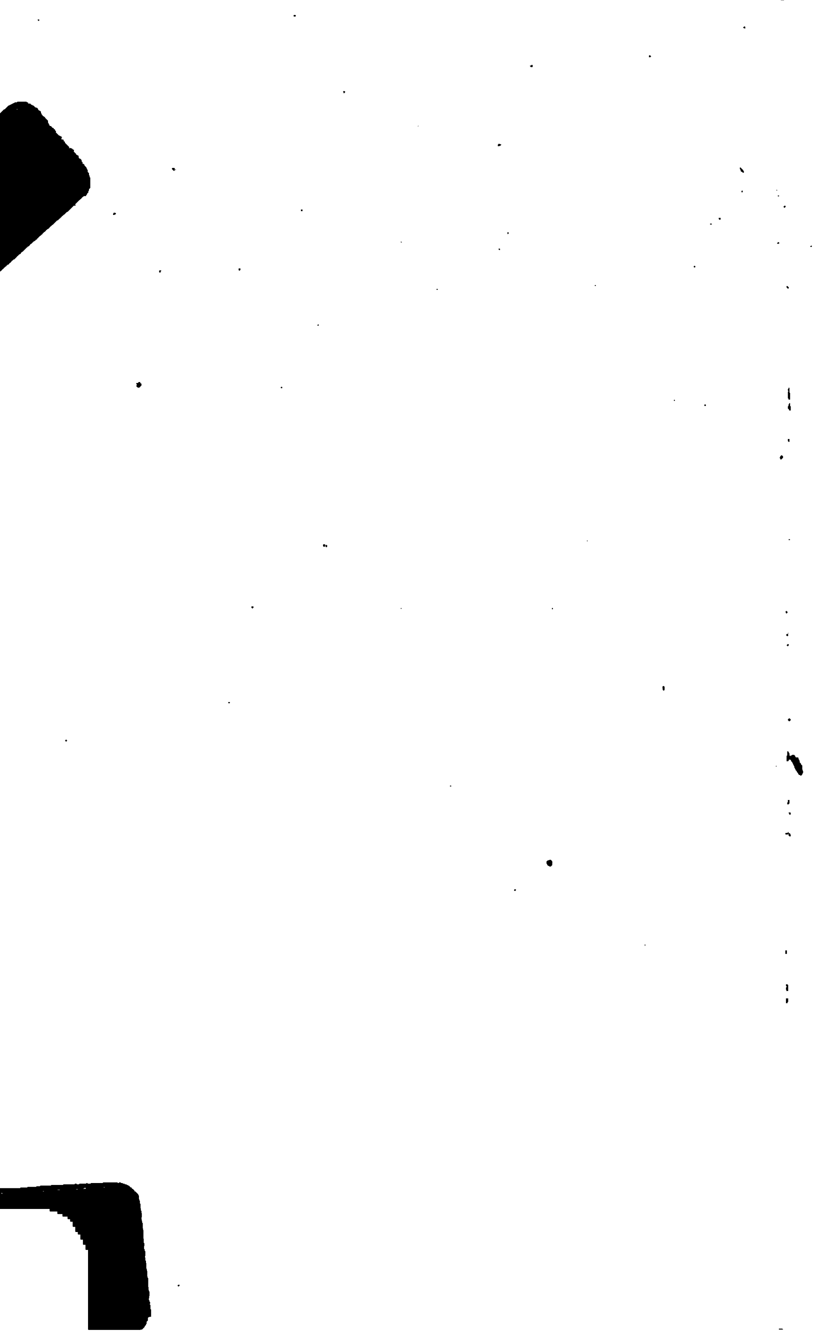




HISTOIRE
DES FRANÇAIS.

IV.

PARIS. IMPRIMÉ PAR PLON FRÈRES,
RUE DE VAUGIRARD, 36.

HISTOIRE

DES

FRANÇAIS

DEPUIS LE TEMPS DES GAULOIS JUSQU'EN 1830,

PAR

THÉOPHILE LAVALLÉE.

L'homme s'agite, mais Dieu le mène.
FÉNELON.

SIXIÈME ÉDITION, REVUE ET CORRIGÉE.

TOME QUATRIÈME.

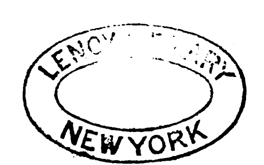


PARIS,

J. HETZEL, LIBRAIRE-ÉDITEUR, RUE MENARS, 10.

CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR, RUE DE LILLE, 17.

1847



HISTOIRE

DES FRANÇAIS.

DEUXIÈME PARTIE.

RÉVOLUTION.

1789-1830.

LIVRE I.

MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE.

1789-1792.

SECTION I.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

5 mai 1789 — 30 septembre 1791.

CHAPITRE PREMIER.

Serment du Jeu-de-Paume. — Prise de la Bastille. — Les Parisiens à Versailles. — Du 5 mai au 6 octobre 1789.

§ I. Le peuple a seul la direction de la révolution. — L'ouverture des états-généraux se fit en grande pompe à Versailles, dans la salle des Menus-Plaisirs[1]. Elle excita une ivresse générale, des transports d'enthousiasme, un attendrissement « dont le tableau ravissant, enchanteur, disent les contemporains, ne peut se retracer. » La joie brillait dans tous les yeux; toutes les mains s'unissaient; tous les cœurs battaient des plus généreux sentiments; il n'y avait plus de place pour les discordes et les haines; on ne voyait devant soi qu'un avenir immense de bonheur, de liberté et de gloire; on rêvait les plus magnifiques destinées pour la France: la révolution semblait si facile à faire avec un peuple éclairé et sensible, des classes de citoyens qui paraissaient disposées à tous les sacrifices, un roi qui ouvrait l'assemblée par ces mots : « Tout ce qu'on peut attendre du plus tendre intérêt au bonheur public, tout

[1] Située sur l'avenue de Paris, au coin de la rue des Chantiers. Le bâtiment n'existe plus.

ce qu'on peut demander à un souverain, le premier ami de ses peuples, vous pouvez, vous devez l'espérer de mes sentiments ! »

Mais une révolution qui devait bouleverser radicalement un ordre social assis depuis huit siècles, remuer hommes et choses, religion et richesses, institutions et propriétés, changer même les passions, l'esprit, le caractère de la nation, une telle révolution ne pouvait être qu'une lutte; et la lutte fut la plus terrible dont parle l'histoire, parce que la direction en fut abandonnée entièrement au peuple. En effet, cette royauté que nous avons vue presque constamment, depuis le douzième siècle, inspirée si profondément du sentiment national, qu'elle a mérité le surnom glorieux de « Providence visible de la France, » cette royauté qui avait tant travaillé à amener les temps de la démocratie par sa politique de nivellement social et d'unité monarchique, se trouva tout à coup, quand ces temps furent arrivés, inerte, aveugle, et, pour ainsi dire, hébétée; elle ne sut prendre en rien l'initiative, et se laissa continuellement traîner à la remorque de l'opinion et des événements. C'est ainsi que nous l'avons vue forcée de renvoyer Calonne et Brienne, de rappeler Necker, de convoquer les états-généraux, de donner la double représentation au tiers. Quand Louis XVI ouvrit les états, on s'attendait à lui voir énoncer largement et sans arrière-pensée les grandes concessions qui serviraient de base à la constitution nouvelle du pays; en présence des classes privilégiées qui devaient nécessairement résister, des communes qui devaient nécessairement envahir, c'était à la couronne à trancher dans le vif; « quelques hommes même, dit un journal royaliste, pensaient qu'elle devait abdiquer son pouvoir devant la nation assemblée, pour le recevoir de sa libre reconnaissance. » Mais le roi, inspiré par la faction dont le comte d'Artois était le chef, ne prononça que des paroles de vague bienveillance, et ses ministres ne parlèrent que de la situation du trésor. Le fait seul de la convocation des états était une révolution; le gouvernement ne parut pas s'en douter : les députés n'apparaissaient à ses yeux que comme des contribuables et non des législateurs; la crise était pour lui toute dans les finances, non dans les institutions. Il s'ensuivit que la direction des états-généraux fut livrée aux passions des partis, que la résistance fut plus violente parce qu'elle croyait la cour d'accord avec elle, que le mouvement fut plus hardi parce qu'il croyait la cour contre lui, et qu'enfin le peuple, devant cette inertie de la royauté qu'il taxait de mauvaise foi, le peuple prit seul l'initiative de la révolution.

§ II. Dispute pour la vérification des pouvoirs. — Le tiers-

ÉTAT SE DÉCLARE ASSEMBLÉE NATIONALE. — Le gouvernement, en donnant la double représentation au tiers, n'avait rien prononcé sur la délibération par tête, qui semblait la conséquence de cette double représentation : il désirait même la délibération par ordre, ce qui rendait illusoire son premier bienfait et laissait à l'assemblée une cause de discorde qui renfermait toute la question révolutionnaire. Aussi, dès le premier jour et quand les âmes étaient encore pleines de bienveillance, la lutte commença à ce sujet, mais non pas directement : ce fut à l'occasion de la vérification des pouvoirs des députés, question tout accessoire et de formes, qui impliquait pourtant celle de la délibération par tête ou par ordre.

Les membres du tiers-état, qui occupaient, à cause de leur nombre, la salle des séances générales, firent savoir aux députés de la noblesse et du clergé, qui occupaient deux salles voisines, qu'ils les attendaient pour procéder en commun à la vérification des pouvoirs (1789, 6 mai). La noblesse répondit que, les trois ordres formant trois assemblées distinctes, chacun d'eux devait vérifier séparément les pouvoirs de ses députés; en effet elle se mit à l'œuvre, et aussitôt après se déclara constituée. Le clergé fit une réponse semblable, mais sans procéder à la vérification; et il proposa des conférences entre les commissaires des trois ordres pour lever la difficulté. Ces conférences furent acceptées; et là les deux premiers ordres déclarèrent qu'ils renonçaient à leurs priviléges en matière d'impôts, mais qu'ils refusaient entièrement la délibération par tête. C'était le comité du comte d'Artois et de la reine qui dirigeait et excitait ces résistances, dans l'espoir d'annuler dès l'abord les états-généraux en y jetant la dissension. Les conférences furent rompues. La noblesse persista dans la vérification séparée, et décréta que « la délibération par ordre et la faculté d'*empêcher* que les ordres ont tous divisément, sont constitutifs de la monarchie. » Le clergé était disposé à prendre une résolution semblable, mais il reçut une députation solennelle des communes qui « l'invitaient, au nom du Dieu de paix et dans l'intérêt national, à se réunir au tiers pour aviser aux moyens d'opérer la concorde si nécessaire au salut de la chose publique (27 mai); » alors il se remit à délibérer et il penchait vers la réunion, lorsque le roi fit rouvrir les conférences entre les commissaires des trois ordres, en proposant un plan de conciliation. Le clergé adopta ce plan; la noblesse le rejeta; le tiers persista dans son système d'inertie et refusa de prendre aucune mesure qui pût le faire considérer comme étant constitué : conduite admirable, qu'on ne pouvait attendre d'hommes si neufs dans la vie politique, et d'autant plus courageuse que les

opinions révolutionnaires n'avaient pas encore la sanction matérielle de la force. La cour commença à prendre l'alarme; Paris était dans une vive agitation et accusait l'aristocratie d'une conspiration pour faire échouer l'assemblée des états; la disette augmentait; des bandes de gens affamés, qu'on appelait brigands, parcouraient les campagnes, en pillant les fermes et les châteaux; la bourgeoisie commençait à se liguer pour protéger les propriétés et soutenir ses députés. Le moment était décisif pour le tiers-état: s'il faiblissait une seule fois il était perdu; il fallait qu'il s'emparât violemment du pouvoir législatif et franchît résolument le pas révolutionnaire. Alors, et sur la proposition de Syeyès, député de Paris, qui démontra aux communes qu'elles ne pouvaient rester plus longtemps dans l'inaction sans trahir leurs devoirs, il fut décidé que « les deux ordres seraient invités, tant individuellement que collectivement, à se réunir au tiers, pour assister, concourir et se soumettre à la vérification commune des pouvoirs (12 juin). » Cette invitation ayant été faite et une adresse ayant été envoyée au roi pour expliquer la résolution de l'assemblée, on commença la vérification des pouvoirs, tant des absents que des présents. Alors trois curés du Poitou vinrent se réunir au tiers; le lendemain il en arriva six autres, et le peuple vit commencer sa victoire.

La vérification étant faite, l'assemblée, sur le point de se déclarer constituée, recula devant la dénomination d'états-généraux qui la rejetait dans un passé odieux et était devenue tout à fait fausse: alors, et sur la proposition de Syeyès, elle reconnut « qu'elle était déjà composée de représentants envoyés directement par les quatre-vingt-seize centièmes de la nation; et qu'une telle masse de députation ne pouvait rester inactive par l'absence des députés de quelques bailliages ou de quelques classes de citoyens. » Elle déclara donc « que l'œuvre commune de la restauration nationale pouvait et devait être commencée sans retard par les députés présents, et qu'ils devaient la suivre sans interruption comme sans obstacle (17 juin). » Puis elle prit le nom d'*Assemblée nationale*, « comme le seul qui lui convînt, soit parce que les membres qui la composaient étaient les seuls représentants légitimement et publiquement connus et vérifiés, soit parce qu'ils étaient envoyés directement par la presque totalité de la nation, soit parce que la représentation étant une et indivisible, aucun député, dans quelque ordre ou classe qu'il fût choisi, n'avait le droit d'exercer ses fonctions séparément de la présente assemblée. »

Après cette « démarche hardie qui tranchait des questions jusque-là indécises et changeait l'assemblée des états en assemblée du

peuple[1], » elle vota une adresse au roi et à la nation, et tous ses membres firent le serment solennel de « remplir avec zèle et fidélité les fonctions dont ils étaient chargés. » Puis elle arrêta que les contributions, n'ayant pas été consenties par la nation, étaient illégales; mais qu'elles continueraient provisoirement à être perçues comme par le passé, à moins que l'assemblée ne fût dissoute. Ensuite elle plaça la dette de l'état sous la sauvegarde de l'honneur national. Enfin elle déclara qu'elle allait chercher des remèdes à la disette et à la misère publique.

§ III. Serment du Jeu-de-Paume. — Séance royale. — La cour fut stupéfaite de tant de fermeté, d'audace et d'habileté, et elle se vit perdue quand, le lendemain, le clergé, à la majorité de 149 voix contre 115, décréta sa réunion au tiers-état. Les nobles, le parlement, les princes, la reine, firent cause commune, et effrayèrent le roi des usurpations menaçantes de la bourgeoisie. Necker s'inquiéta des violences qu'on méditait et conseilla d'arrêter la marche illégale du tiers-état par une séance royale dans laquelle le pouvoir ferait la révolution lui-même en accordant tout ce que l'opinion demandait et en ordonnant la réunion des ordres en une seule assemblée. La cour appuya ce projet, mais en le modifiant de telle sorte qu'elle en fit un coup d'état contre-révolutionnaire; et encore y procéda-t-elle avec sa frivolité ordinaire et par des détours puérils. Ainsi, au lieu de frapper « les factieux » par l'apparition subite du roi dans leur assemblée, elle voulut que la majesté du trône se déployât tout entière, et l'on remit à trois jours la séance royale. Mais pour empêcher la réunion du clergé au tiers, on ferma la salle des états, sous prétexte de préparatifs à faire pour la séance annoncée. C'était Bailly, savant modeste et courageux, qui présidait l'assemblée : averti du coup qu'on méditait, il ne craignit pas de désobéir, et se présenta, avec une foule de députés, à l'hôtel des états; mais il fut repoussé par les troupes qui garnissaient la salle et les portes (20 juin). Les députés protestèrent contre cet attentat et se rassemblèrent par groupes sur l'avenue de Paris, au milieu de la foule qui partageait leur colère, pendant que les courtisans, aux fenêtres du château, riaient de leur déconvenue. Les uns voulaient qu'on allât à Marly, où était le roi; les autres, qu'on tînt la séance sur l'esplanade du château. Une voix cria : « Au Jeu-de-Paume! » et tous, bravant les périls d'une réunion qu'une autorité plus habile eût dispersée par la force, se rendirent dans la salle indiquée[2], dont le peuple garnit les entours. Là un député du

[1] Mignet, Hist. de la Révolution, t. I, p. 52.

[2] Rue du Jeu-de-Paume. La salle existe encore.

Dauphiné, Mounier, prenant la parole : « Blessés dans nos droits et notre dignité, dit-il, avertis de toute la vivacité de l'intrigue et de l'acharnement avec lesquels on pousse le roi à des mesures désastreuses, nous devons nous lier au salut public et aux intérêts de la patrie par un serment solennel. » Alors le président, montant sur une table, prononça ce serment : « Nous jurons de ne jamais nous séparer de l'Assemblée nationale, et de nous réunir partout où les circonstances l'exigeront jusqu'à ce que la constitution du royaume soit établie et affermie sur des fondements solides ! » Et tous, les bras tendus vers Bailly, au milieu des acclamations du peuple, s'écrièrent : « Nous le jurons ! »

Cette scène fut un nouveau sujet d'épouvante pour les courtisans, qui crurent couper court à toute réunion en louant la salle du Jeu-de-Paume. Alors les députés s'assemblèrent dans l'église Saint-Louis (22 juin) ; là cent quarante-huit membres du clergé et deux de la noblesse vinrent se réunir à eux, et tous s'ajournèrent au lendemain, pleins d'inquiétude du coup d'état qu'on annonçait.

La cour avait garni de troupes et d'artillerie le château, les places, les abords de l'hôtel des états ; et ce fut au milieu d'un appareil militaire destiné à imprimer la terreur que le roi se rendit à l'assemblée (23 juin). Il y parla avec une sévérité inaccoutumée et d'un ton de menace qui n'avait nulle portée dans sa bouche : « J'ordonne, dit-il, que la distinction des trois ordres de l'état soit conservée en son entier ; les députés, formant trois chambres, délibérant par ordre et pouvant, avec l'approbation seule du souverain, délibérer en commun, peuvent seuls être considérés comme formant le corps des représentants de la nation. En conséquence, je déclare nulles les délibérations prises par le tiers-état, comme illégales et inconstitutionnelles. » Puis il défendit aux députés de s'occuper des questions qui regardaient les droits antiques et constitutifs des trois ordres, la forme de constitution à donner aux prochains états, les propriétés féodales et seigneuriales, etc. Enfin il proposa à leur examen et adopta à l'avance les innovations suivantes : consentement des impôts et des emprunts par les représentants de la nation, publicité des recettes et des dépenses, abolition des priviléges en matière d'impôts, liberté individuelle et liberté de la presse, établissement d'états provinciaux, abolition de la corvée, des douanes intérieures, etc. Après ces concesssions, qui arrivaient encore trop tard, il ajouta : « Je puis dire sans illusion que jamais roi n'en a fait autant pour aucune nation : secondez-moi donc dans cette belle entreprise, sinon je ferai seul le bien de mes peuples, je me considérerai seul comme

leur véritable représentant..... » Et il termina en disant : « Je vous ordonne de vous séparer tout de suite et de vous rendre demain matin dans les chambres affectées à vos ordres pour y reprendre vos séances. »

Louis sortit ; la noblesse et une partie du clergé le suivirent ; le tiers resta en place, étonné, sombre, incertain. Alors Mirabeau se leva : « Messieurs, j'avoue que ce que vous venez d'entendre pourrait être le salut de la patrie, si les présents du despotisme n'étaient toujours dangereux. Quelle est cette insultante dictature ? L'appareil des armes, la violation du temple national pour vous commander d'être heureux ! Qui vous fait ce commandement ? votre mandataire ? qui vous donne des lois impérieuses ? votre mandataire ? lui qui doit les recevoir de nous, messieurs, qui sommes revêtus d'un sacerdoce politique et inviolable, de nous enfin de qui seuls vingt-cinq millions d'hommes attendent un bonheur certain, parce qu'il doit être consenti, donné et reçu par tous ! Je demande qu'en vous couvrant de votre dignité, de votre puissance législative, vous vous renfermiez dans la religion de votre serment : il ne nous permet de nous séparer qu'après avoir fait la constitution. »

Alors le grand-maître des cérémonies entra dans la salle et dit : « Messieurs, vous avez entendu les ordres du roi. — Oui, monsieur, reprit Mirabeau, nous avons entendu les intentions qu'on a suggérées au roi ; et vous qui ne sauriez être son organe auprès des états-généraux, vous qui n'avez ici ni place ni droit de parler, vous n'êtes pas fait pour nous rappeler son discours. Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple, et que nous ne sortirons que par la puissance des baïonnettes. — Oui ! oui ! s'écrièrent tous les députés. — Nous l'avons juré, dit Syeyès, et notre serment ne sera pas vain ; nous avons juré de rétablir le peuple dans ses droits. L'autorité qui nous a institués pour cette grande entreprise nous demande une constitution : qui peut la faire sans nous ? qui peut la faire, si ce n'est nous ?... Messieurs, vous êtes aujourd'hui ce que vous étiez hier. » Alors l'assemblée déclara à l'unanimité qu'elle persistait dans ses arrêtés précédents, et elle décréta l'inviolabilité de ses membres.

La cour eut l'intention de punir une désobéissance si flagrante, si hardie ; on parla de sauver, par d'énergiques violences, l'autorité royale méconnue ; « un grand attentat fut sur le point d'être commis. » Les princes reculèrent devant l'attitude de la population de Versailles, devant les dispositions des gardes-françaises, qui refusèrent d'employer leurs armes contre les attroupements for-

més autour du château, devant les agitations de Paris, où l'on parlait de marcher sur la cour avec quarante mille hommes. « On ne saurait peindre, dit un contemporain, le frissonnement qu'éprouva la capitale à ce seul mot : le roi a tout cassé. Je sentais du feu qui couvait sous mes pieds; il ne fallait qu'un signe, et la guerre civile éclatait. » La cour eut peur : elle s'entoura de troupes, garnit d'artillerie le pont de Sèvres, et remit à un autre temps d'engager la lutte par la force; car la force était déjà l'unique ressource des privilégiés : en six semaines, ils avaient usé l'opposition des ordres et l'autorité royale! Toute la puissance morale était passée à l'assemblée, et la puissance matérielle allait bientôt venir à elle.

Le lendemain la majorité du clergé et le surlendemain la minorité de la noblesse vinrent se réunir au tiers; deux jours après, le roi, compromettant pour la centième fois sa dignité par ses retours en arrière, invita lui-même les deux portions d'ordres qui siégeaient séparément à se joindre à tous les députés (27 juin). La cour leur fit entendre que la réunion ne serait que passagère et qu'on voulait seulement combiner des mesures certaines contre les factieux. Les privilégiés cédèrent; mais ils affectèrent de ne prendre aucune part aux délibérations de l'assemblée, et de n'y assister que debout, avec un air de moquerie, et comme en attendant.

§ IV. Complots de la cour contre l'assemblée.—Insurrection de Paris. — Prise de la Bastille. — Le roi approuve l'insurrection. — En effet, le comité du comte d'Artois et de la reine avait décidé le roi à employer la force pour venger son autorité et les lois violées. On fit venir autour de Paris jusqu'à quarante mille hommes, dont huit régiments étrangers et deux d'artillerie; tous les villages, les routes, les points militaires étaient encombrés de troupes; le Champ-de-Mars fut transformé en un camp de dix mille hommes; le maréchal de Broglie eut le commandement de toute cette armée, et le baron de Besenval celui de Paris. Mais avec leur frivolité ordinaire, les courtisans firent tous ces apprêts sans mystère et sans ensemble; le vieux maréchal méditait des plans de bataille ridicules, comme s'il eût dû combattre des armées régulières; enfin le complot fut déjoué avec tant de rapidité, que probablement les conspirateurs n'avaient pas même eu le loisir de le combiner entièrement.

Pendant ce temps, la capitale était pleine de craintes et d'agitations. On soupçonnait les desseins de la cour, et l'on répandait à ce sujet les bruits les plus sinistres : que le roi devait dissoudre l'assemblée, déclarer la banqueroute, affamer Paris. Mais on

était disposé, non pas seulement à déjouer ces desseins, mais à les prévenir; et la multitude, qui était d'ailleurs tourmentée par la disette, n'avait là-dessus qu'un sentiment avec la bourgeoisie. C'était au Palais-Royal, rendez-vous des agitateurs et des nouvellistes, qu'on s'attroupait pour s'instruire des délibérations de l'Assemblée nationale et s'exciter à la résistance; c'était là que des orateurs montés sur une chaise, les uns ardents et convaincus, les autres achetés, disait-on, par l'or du duc d'Orléans, haranguaient la foule; c'était là qu'on cherchait à corrompre les troupes, principalement les gardes-françaises, régiment formé d'enfants de Paris, qui avait toujours la ville pour garnison. L'Assemblée nationale partageait les terreurs de la capitale, et craignait pour elle-même en voyant Versailles entouré de troupes et la route de Paris fermée : elle se tenait en correspondance avec les meneurs du parti populaire, avec le Palais-Royal, avec les électeurs parisiens, qui, dès le 12 mai, avaient déclaré qu'ils resteraient assemblés pour soutenir les délibérations des états-généraux. A la fin, elle voulut sortir d'incertitude, et dénonça ouvertement le pouvoir à la nation dans une adresse au roi où elle demandait que la liberté fût rendue à ses délibérations par l'éloignement des troupes. Le roi répondit sèchement qu'il avait fait venir des régiments pour prévenir les troubles, et que si les états-généraux en prenaient ombrage, il les transférerait à Soissons. Ce fut le signal de la lutte, et la cour, craignant d'être prévenue, la commença.

Necker avait refusé d'assister à la séance du 23 juin, et son absence avait excité une vive colère parmi les privilégiés, qui demandèrent son renvoi; mais le ministre était si populaire que ce renvoi eût été un engagement prématuré d'hostilité, et on le garda pour couvrir de sa présence le complot formé. Lorsque la cour fut décidée à commencer ses vengeances, Necker reçut l'ordre de se démettre de ses fonctions, avec l'invitation de partir sur-le-champ et en secret pour Bruxelles. Le bruit de ce renvoi se répandit à Paris le lendemain et causa la plus vive agitation (12 juillet); malgré les troupes répandues partout, des rassemblements se formèrent, surtout au Palais-Royal, où un jeune homme, nommé Camille Desmoulins, monta sur une chaise un pistolet à la main, et s'écria : « Citoyens, il n'y a pas un moment à perdre. Le renvoi de Necker est le tocsin d'une Saint-Barthélemy de patriotes. Ce soir même les bataillons étrangers sortiront du Champ-de-Mars pour nous égorger. Il ne nous reste qu'une ressource, c'est de courir aux armes! » Aux armes! crie la foule, qui s'empare des bustes de Necker et du duc d'Orléans et les porte en triomphe dans

les rues les plus populeuses. Les troupes dispersent ce rassemblement, et le prince de Lambesc, à la tête d'un régiment de cavalerie, fait une charge dans les Tuileries qui tue et blesse plusieurs personnes. Alors l'indignation est à son comble : on sonne le tocsin, on brûle les barrières, on pille les boutiques d'armuriers. Des brigands se mêlent au peuple, dévastent quelques maisons et augmentent la terreur. Les gardes-françaises sortent de leurs casernes où l'autorité les avait renfermées, et se portent la baïonnette en avant sur la place Louis XV, dont elles chassent les régiments étrangers. Le baron de Besenval appelle les troupes du Champ-de-Mars et veut se maintenir dans les Champs-Élysées; mais la plupart de ses soldats refusent de se battre, et il est obligé de se mettre en retraite devant le peuple et les gardes-françaises.

Pendant ce temps, les électeurs s'étaient rassemblés à l'Hôtel-de-Ville, et cherchaient à arrêter le tumulte ou à le diriger : ils ordonnent la convocation des assemblées primaires des districts et livrent les armes de l'hôtel à la multitude; ils se forment en municipalité provisoire avec le prévôt des marchands, Flesselles; ils décrètent la formation d'une garde bourgeoise de quarante-huit mille hommes, portant la cocarde bleue et rouge, couleurs de Paris, qui sortaient, après plus de quatre siècles, de l'opprobre où elles étaient tombées depuis Étienne Marcel.

Le lendemain, la milice bourgeoise se forme, et l'on y fait entrer les gardes-françaises et les soldats du guet; des corps de volontaires stationnent sur les places, les districts se réunissent; on dépave les rues; on ouvre des tranchées; on cherche partout des armes.

Le troisième jour (14 juillet), la foule se porte aux Invalides, où elle enlève vingt-huit mille fusils et vingt canons; de là elle se dirige sur la Bastille, qui n'avait pour garnison que cent quatorze Suisses et invalides, et demande des armes. Elle est accueillie à coups de fusil, et un combat s'engage. Le gouverneur Delaunay avait reçu l'ordre de Besenval de tenir jusqu'au soir, et il repousse les parlementaires envoyés par l'Hôtel-de-Ville. Après cinq heures de combat, où le peuple eut quatre-vingt-dix-huit tués et soixante-treize blessés, pendant que les assiégés n'avaient perdu qu'un seul homme, les gardes-françaises mirent leurs canons en batterie devant le pont-levis. La garnison demanda à se rendre; mais pendant qu'on pourparlait, un petit pont fut abaissé, et le peuple, se précipitant dans la forteresse, égorgea le gouverneur, trois officiers et plusieurs soldats. Alors, ivre de sa victoire, il s'en

alla à l'Hôtel-de-Ville, portant en triomphe les clefs de la Bastille; mais là il tourna sa fureur contre Flesselles, qui la veille l'avait plusieurs fois trompé en lui promettant des armes : il l'entraîna de l'hôtel sur la place de Grève, et le massacra. On avait trouvé, dit-on, dans les habits de Delaunay, un billet du prévôt qui l'engageait à tenir ferme, pendant qu'il amusait les Parisiens avec des cocardes. La ville s'attendait à être attaquée pendant la nuit par Besenval, qui rassemblait ses forces au Champ-de-Mars : aussi l'on forma des barricades, on forgea des piques, on braqua les canons sur les quais; la garde bourgeoise fut tout entière sur pied; mais cette nuit-là même le camp du Champ-de-Mars fut levé précipitamment.

Pendant ces trois jours, Versailles était dans l'agitation et la terreur. La cour tremblait que les Parisiens ne se portassent sur la ville; la reine et les princes visitèrent les soldats, et leur distribuèrent de l'argent et du vin; les avenues furent garnies de troupes, et toute communication rompue avec Paris. L'Assemblée nationale se trouva à la merci de ses ennemis, protégée seulement par la crainte qu'inspirait le bruit de la fusillade de la capitale. Cependant, dès qu'elle apprit les événements du 12, elle envoya une députation au roi pour lui demander l'éloignement des troupes et l'établissement d'une garde bourgeoise. Louis refusa durement. Alors l'assemblée, redoublant de raison et d'énergie au milieu des dangers, décréta : que Necker emportait son estime et ses regrets, qu'elle ne cesserait d'insister sur le renvoi des troupes et l'établissement d'une garde bourgeoise ; que les ministres et conseillers du roi, « de quelque rang et état qu'ils pussent être, » étaient responsables de toute entreprise contraire aux droits de la nation et aux décrets de l'assemblée, de tous les malheurs présents et de ceux qui les suivraient; puis elle se déclara en permanence et continua avec calme la discussion sur les travaux préparatoires de la constitution. La cour, à ce qu'on croit, répondit à ce décret en donnant des ordres secrets pour que, dans la nuit du 14 au 15, Paris fût attaqué sur sept points à la fois et l'Assemblée nationale enlevée par trois régiments; le roi devait se transporter au parlement, y faire enregistrer sa déclaration du 23 juin et pourvoir aux besoins du trésor par la banqueroute. La prise de la Bastille fit manquer ce plan.

A la nouvelle de l'attaque de cette forteresse, l'assemblée envoya successivement deux députations au roi, qui les accueillit vaguement; le lendemain, et quand elle eut appris la victoire du peuple, elle allait en envoyer une troisième chargée des imprécations de

Mirabeau « contre les princes et princesses qui ont gorgé de vin les satellites étrangers; » mais tout à coup l'on annonça l'arrivée du roi. Ce prince avait appris dans la nuit la prise de la Bastille par le duc de Liancourt, et il en fut terrifié : « Quelle révolte ! s'écria-t-il. — Dites quelle révolution, sire ! » Sur les instances de ce fidèle serviteur, il écrivit au comte d'Artois pour lui annoncer qu'il révoquait ses ordres : « Résister en ce moment, lui dit-il, se serait perdre la monarchie, ce serait nous perdre tous. » Puis il se rendit à l'assemblée à pied et sans escorte, et il la rassura dans un discours simple et touchant où il annonça qu'il avait ordonné l'éloignement des troupes. « Vous avez craint, dit-il aux députés; eh bien! c'est moi qui me fie à vous... » Il fut vivement applaudi, entouré et reconduit par toute l'assemblée, aux acclamations de le foule. Alors une députation de cent membres se rendit à Paris, qui s'apprêtait à soutenir un siége, pour lui annoncer la réconciliation du roi et de l'assemblée, et elle fut accueillie avec le plus grand enthousiasme. Bailly et La Fayette faisaient partie de cette députation : on offrit au premier la mairie de Paris, au second le commandement de la garde bourgeoise ou nationale. Tous deux acceptèrent, et, à leur retour, ils conseillèrent au roi de sceller, par sa présence dans la capitale, la paix avec son peuple. Louis y consentit malgré la reine et les princes, mais si bien convaincu qu'il ne reviendrait pas, qu'il fit, en s'en allant, ses dispositions pour la régence. Il partit, accompagné d'une députation de l'assemblée, et arriva à l'Hôtel-de-Ville au milieu d'une multitude armée, sombre et silencieuse (17 juillet). Le peuple ne se dérida qu'en lui voyant prendre la cocarde parisienne, à laquelle on ajouta la couleur royale : ce fut alors cette cocarde tricolore qui, suivant la prophétie de La Fayette, devait faire le tour du monde. Louis acheva la réconciliation en confirmant la formation de la garde nationale et de la municipalité provisoire, en approuvant les nominations du général et du maire, enfin en légitimant toute la révolution que la force venait de faire.

§ V. COMMENCEMENT DE L'ÉMIGRATION. — DÉSORDRES A PARIS ET DANS LES PROVINCES. — NUIT DU 4 AOUT. — Les journées de juillet furent le complément des journées de juin : au 17 et au 23 juin, l'assemblée s'était emparée de la puissance législative; au 12 et au 14 juillet, le peuple s'empara de la puissance publique. « L'autorité ainsi que la force se trouvèrent entièrement déplacées, » et la nation eut désormais dans ses mains tous les moyens d'accomplir la révolution. Les partisans de l'ancien régime en furent terrifiés, et ils se partagèrent dès lors en deux grandes fractions : celle

qui voulait faire la contre-révolution par l'intérieur, celle qui voulait la faire par l'extérieur Dans la première étaient ces députés de la noblesse et du clergé qui jusqu'alors avaient protesté contre les travaux de l'assemblée : ceux-ci, dans l'espoir d'entraver par leur vote la marche législative de la révolution, déclarèrent que, vu les circonstances impérieuses où l'état se trouvait, ils prendraient part dorénavant à tous les actes de l'assemblée. Dans la seconde fraction étaient les instigateurs de la conspiration déjouée par l'insurrection, le comte d'Artois, le prince de Condé, le maréchal de Broglie, le duc de Polignac, le baron de Breteuil, etc. : ceux-là, qui avaient manœuvré de telle sorte qu'en deux mois et demi ils avaient usé toutes les ressources de l'ancien régime, craignant les vengeances populaires, et laissant le roi se tirer de l'abîme où ils l'avaient poussé, s'en allèrent lâchement à l'étranger éveiller l'attention des couronnes sur la révolution française (16 juill.).

Cependant Louis avait rappelé Necker, qui avait été porté en triomphe jusqu'à Paris; il avait fait entrer dans son conseil des députés pris dans la majorité de l'assemblée; il semblait marcher franchement dans le sens révolutionnaire : mais tout cela ne rendait pas le calme et la prospérité au royaume. L'insurrection avait brisé toutes les idées d'obéissance et de subordination. Paris était dans une agitation perpétuelle, et la famine en était la principale cause. Les électeurs s'étaient démis de leurs fonctions et les avaient transmises à cent vingt administrateurs élus par les districts; mais la nouvelle municipalité n'ayant aucune loi pour la guider, entourée d'obstacles, obligée de tout régler, police, subsistances, justice, armée, succombait à l'immensité de ses travaux. La garde nationale, où l'on avait incorporé des compagnies soldées composées de gardes-françaises, était sans cesse sur pied pour escorter les farines, dissiper les émeutes, et son chef acquit la popularité la mieux méritée par son dévouement, sa fermeté, sa vigilance infatigable. Mais ses efforts ne furent pas toujours capables d'arrêter les fureurs populaires, excitées, à ce qu'on croit, par des agitateurs dont le but et les menées sont restés inconnus. C'est ainsi que deux anciens administrateurs, qu'on accusait d'être les chefs actuels du pacte de famine, Foulon et Berthier, ayant été arrêtés en province, furent conduits à Paris et, malgré la résistance désespérée de La Fayette, massacrés devant l'Hôtel-de-Ville (22 juillet).

Le mouvement de la capitale s'était communiqué à toutes les provinces; et plusieurs villes avaient imité la prise de la Bastille

en s'emparant des citadelles qui les dominaient. Tout à coup le bruit se répandit que les brigands qu'on voyait dans toutes les émeutes dévastaient les granges et coupaient les blés. Aussitôt toutes les campagnes s'armèrent, et les paysans commencèrent une nouvelle jacquerie contre les nobles : ils attaquèrent les châteaux, brûlèrent les archives seigneuriales, refusèrent de payer les impôts et même en quelques lieux tuèrent leurs anciens maîtres. Les gardes nationales et les municipalités, qui se formèrent partout à l'exemple de Paris, étaient plus enclines à protéger ces désordres qu'à les arrêter. Les nobles résistèrent; et dans plusieurs provinces, il y eut de vrais combats, où des deux côtés on se livra à d'horribles représailles.

L'Assemblée nationale, entre un gouvernement discrédité, malintentionné, et un peuple affamé et insurgé, était le seul pouvoir qui pût arrêter l'anarchie, et elle avait dû, dès le premier jour, se mêler d'administration, créer un comité de subsistances, donner des ordres directs aux autorités civiles et militaires. A la nouvelle de l'incendie des châteaux et des fureurs des paysans, une vive discussion s'engagea sur les mesures à prendre pour faire respecter les propriétés (4 août). Alors le vicomte de Noailles proposa d'arrêter l'effervescence populaire en déclarant que tous les droits féodaux étaient rachetables, que les corvées seigneuriales et autres servitudes personnelles étaient abolies sans rachat. Aussitôt le duc d'Aiguillon demanda que les corps, villes, communautés et individus qui jouissaient de priviléges particuliers et d'exemptions personnelles supportassent à l'avenir toutes les charges publiques. Ces deux propositions sont accueillies par des acclamations, et l'assemblée proclame « qu'elle détruit le régime féodal, qu'elle abolit à jamais les priviléges personnels ou réels en matière de subsides, enfin que tous les citoyens sont admissibles à tous les emplois et dignités ecclésiastiques, civils et militaires. » L'enthousiasme s'empare de tout le monde; chacun veut offrir un sacrifice; une lutte de générosité s'engage, dans laquelle un évêque propose l'abolition des dîmes, un magistrat l'administration gratuite de la justice, toute la noblesse la suppression du droit exclusif de chasse. La tribune est envahie; les secrétaires n'ont pas le temps d'écrire; on vote par acclamation la révision des pensions, la réforme des corporations des métiers, l'abolition des justices seigneuriales sans indemnité, de la vénalité des offices, des droits casuels des curés, des annates, de la pluralité des bénéfices, etc. Puis les députés des pays d'états viennent offrir la renonciation aux priviléges de leurs provinces; les villes privilégiées deman-

dent que leurs libertés locales soient confondues dans le droit commun des Français; tous veulent être régis par une même loi, une même justice, une même administration. Enfin l'assemblée, avec des transports d'enthousiasme, proclame Louis XVI restaurateur de la liberté française, et se sépare aux cris de : Vive le roi.

Cette séance mémorable détruisit de fond en comble l'ancienne société, et c'est à ce jour que nous aurions dû rigoureusement terminer l'histoire du régime féodal. Mais quand il fallut transformer en décrets ces résolutions générales et discuter les détails d'exécution, les difficultés apparurent, les égoïsmes se montrèrent, le clergé et la noblesse firent des réclamations et parlèrent de leurs mandats dépassés et de la volonté de leurs commettants. Louis XVI fut effrayé de cette révolution législative, autrement redoutable que l'insurrection du 14 juillet, et qu'un royaliste appela la Saint-Barthélemy des propriétés. « J'admire le sacrifice, dit-il; mais je ne consentirai jamais à dépouiller ma noblesse et mon clergé... Si la force m'obligeait à sanctionner, je céderais; mais alors il n'y aurait plus en France ni monarchie ni monarque. » En effet, quand les décrets furent présentés à sa sanction, il les repoussa, disant que ce n'étaient que des textes pour des lois futures. Alors l'assemblée déclara que ces décrets étaient constitutifs, qu'ils n'avaient pas besoin de la sanction royale, et le roi n'eut plus qu'à les promulguer.

§ VI. Situation des partis dans l'assemblée — Déclaration des droits de l'homme. — Discussion sur le pouvoir législatif et le *veto*. — Anarchie dans Paris. — Projets de la cour. — Les partis commençaient à se dessiner, et l'assemblée à se diviser clairement en côté gauche, composé des constitutionnels; côté droit, composé des partisans de l'ancien régime, centre, composé de ceux qui cherchaient à accorder ces deux grandes divisions. Jamais carrière plus vaste n'avait été ouverte à l'éloquence; mais aussi jamais assemblée n'avait réuni tant de grands talents. Le côté droit comptait parmi ses orateurs Cazalès et Maury : l'un simple, ardent et facile; l'autre sophiste, discoureur, érudit. On remarquait au centre Mounier, Malouet, Lally-Tollendal, partisans de la constitution anglaise, et voulant arrêter la révolution à cette forme de gouvernement. Le côté gauche se glorifiait de Barnave, Duport, Lameth, association de talents brillants, jeunes, pleins d'avenir et de patriotisme; puis de Syeyès, esprit systématique et absolu, mais doué d'une prodigieuse puissance de conception et de déduction; sa renommée était immense, même parmi le peuple;

et la constitution presque entière fut son œuvre ou celle de ses disciples. Au-dessus de tous ces hommes dominait Mirabeau, le tribun et le vrai représentant du peuple, parce qu'il en avait toutes les passions, toute la colère contre le despotisme, tout le génie révolutionnaire; parce que, seul peut-être de toute l'assemblée, il ne mêlait pas à l'énergie de la destruction et de la liberté des rêveries spéculatives; parce que son esprit lumineux et pratique trouvait d'inspiration ce qui était possible, positif et vrai. Ce transfuge de l'aristocratie, se mettant en quête de tous les projets, profitant de toutes les idées des autres et s'en faisant l'ardent promoteur, donna une telle impulsion à la révolution, qu'on peut douter que, sans ce terrible guide, elle eût marché si vite. C'était dans les circonstances difficiles, dans les temps de danger, quand il fallait prendre de grandes résolutions, que tout son génie éclatait : alors son esprit faisait en un instant le travail des années; sa pensée jaillissait rapide comme l'éclair, substantielle et serrée comme la méditation; la raison, le sophisme, le sublime, l'invective, coulaient à flots de sa bouche, et il emportait d'assaut les acclamations et les délibérations. Dévoué sincèrement à la révolution, mais sans idées morales, sans croyance religieuse, déprimé par l'arriéré de honte que lui avaient laissé les désordres de sa jeunesse, « il faisait tout supposer de ses talents, de son ambition, de ses vices, du mauvais état de sa fortune, et autorisait, par le cynisme de ses propos, tous les soupçons et toutes les calomnies [1]. »

A côté de ces rois de la parole étaient une foule d'hommes remarquables par les lumières, la générosité des sentiments, l'habitude des travaux de la pensée; audacieux à entreprendre et à détruire, intrépides à résister, pleins de foi pour leur grande mission, enfin mêlant à l'énergie et à l'activité révolutionnaire un caractère d'abstraction rêveuse et de généralité métaphysique qui tenait à la disposition des esprits du dix-huitième siècle, à cette origine littéraire et philosophique que la réforme sociale avait parmi nous, à l'influence de ces théories dont Rousseau avait été le tribun éloquent [2]. Ainsi, après avoir rasé par le pied, en quelques heures, tout l'édifice féodal, l'assemblée consacra de longues séances à une *déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, qui devait servir de préface à la constitution, œuvre métaphysique, empruntée au *Contrat social* et pourtant empreinte de matérialisme. C'était une imitation des Américains, toute naturelle à des esprits

[1] Thiers, t. I, p. 126.
[2] Villemain, Littérature du dix-huitième siècle, t. IV, p. 63.

systématiques, qui, séduits par les idées d'une société primitive, devaient vouloir en poser les fondements, à des hommes « qui, suivant Mirabeau, travaillaient pour le monde entier et pensaient que l'espèce humaine les compterait au nombre de ses bienfaiteurs. » Nul ne songea que les législateurs font des lois, non des abstractions philosophiques, qu'ils prescrivent et ne définissent pas. C'était pourtant une grande faute que de poser des maximes inflexibles qui soulevaient toutes les imaginations sans mettre à côté leur application; que de déclarer à un peuple si ardent à traduire en faits les théories, qu'il avait des droits, sans lui parler de ses devoirs; que de lui dire, sans restriction et sans commentaire, que la résistance à l'oppression était dans le droit naturel. Enfin, il aurait fallu songer qu'en posant comme principe social la souveraineté du peuple, on posait un principe de droit des gens hostile à celui de toutes les nations voisines, et qui tôt ou tard devait mettre la France en guerre avec elles. Aussi la déclaration des droits, destinée par les constituants à donner aux citoyens l'idée de leur dignité et de leur importance, fut le code qu'on invoqua plus tard pour détruire la constitution elle-même.

L'adoption de la déclaration des droits fut suivie de longues discussions sur les formes du gouvernement. D'après les recommandations des cahiers, unanimes pour demander l'établissement d'une monarchie représentative, la constitution anglaise semblait le modèle qui devait se présenter à tous les esprits. Néanmoins cette constitution eut très-peu de partisans; et c'était une conséquence toute simple des causes et du but de la révolution. En effet, la révolution avait été faite socialement contre l'aristocratie, politiquement contre la royauté : on réclamait contre la première l'égalité, contre la seconde la liberté; on voulait détruire la noblesse et lier les mains au pouvoir. C'étaient là les principes qui inspiraient l'assemblée dans ses actes, le peuple dans ses insurrections; et il semble que dès le premier jour de la révolution on avait passé de plain-pied de la monarchie absolue à la république démocratique. Il était donc impossible de constituer une aristocratie, et l'idée que tout le monde se faisait du gouvernement à établir était : la nation ordonne, le roi exécute; la nation est souveraine, le roi est son premier mandataire. C'était l'idée de Syéyès, et il la développait avec une implacable rigueur : aussi paraissait-il absurde d'établir une chambre haute, qu'elle fût nommée par le roi ou par le peuple; de donner à un seul homme le droit d'arrêter la volonté de toute une nation. « La multitude, qui ignore la nature et les limites des pouvoirs, voulait que l'assemblée en qui elle se confiait pût tout, et

que le roi, dont elle se défiait, ne pût rien[1]. » On peut donc dire que lorsque les questions suivantes furent posées : le pouvoir législatif sera-t-il composé d'une ou de deux chambres? le droit de sanction accordé au roi sera-t-il absolu ou suspensif? elles étaient résolues à l'avance. Pourtant l'assemblée n'était pas républicaine, ou du moins elle ne croyait pas l'être ; mais elle ignorait que pour qu'un état reste monarchique, ce n'est pas au prince qu'il faut donner le *veto*, mais à la nation ; « elle voulait sincèrement le roi, elle était pleine de déférence pour lui et le prouvait à chaque instant ; mais elle chérissait la personne, et, sans s'en douter, elle détruisait la chose[2]. » Aussi il fut décidé (10 septembre), à une très-forte majorité, que le pouvoir législatif serait composé d'une seule assemblée, que cette assemblée serait permanente, qu'elle aurait seule l'initiative des lois. La question du *veto* fut plus vigoureusement débattue ; et Mirabeau, qui n'était pas seulement le plus grand orateur, mais le plus grand homme d'état de l'assemblée, se prononça pour le *veto* absolu : « Sans cela, dit-il, j'aimerais mieux vivre à Constantinople qu'à Paris. » Mais tout le parti constitutionnel fut obligé de se rejeter sur le *veto* suspensif, tant cette discussion excitait de tumulte parmi le peuple. Le peuple ne comprenait pourtant rien ni au mot ni à la chose ; mais il n'en criait pas moins : « A bas le *veto* ! » Pour lui, le *veto*, c'était l'ancien régime ; car, s'il n'entendait rien au gouvernement représentatif, il avait au plus haut degré l'instinct révolutionnaire. Aussi l'on fit au Palais-Royal les motions les plus violentes contre l'assemblée : on menaçait les députés royalistes de les révoquer, de faire leur procès, « d'éclairer leurs châteaux ; » on demandait la convocation générale des districts ; on proposa et on essaya même de marcher sur Versailles. La Fayette fit les plus grands efforts pour arrêter le tumulte ; des rixes violentes éclatèrent entre le peuple et la garde nationale, et on commença à déclamer contre le « despotisme bourgeois. » Enfin, à la majorité de six cent soixante-treize voix contre trois cent quinze, le *veto* fut déclaré suspensif pendant deux législatures (21 septembre).

Ce vote ne rendit pas le calme à la capitale, où il y avait deux causes permanentes de désordre : la disette, qui augmentait sans cesse, l'absence de toute autorité respectée. La municipalité envoyait au loin chercher des blés qu'elle revendait à perte ; et comme les campagnes étaient affamées, il fallait faire escorter les convois par des corps entiers de garde nationale. On vivait au jour le jour, dans de mortelles inquiétudes pour le lendemain. Bailly était dé-

[1] Mignet, t. I, p. 121. — [2] Thiers, t. I, p. 239,

voré de soucis et de travail, pendant que La Fayette attendait à chaque instant une émeute. D'un autre côté, les districts avaient fait comme la municipalité, et celle-ci comme l'assemblée : ils avaient dû empiéter sur tous les pouvoirs et se charger de toutes les affaires ; et la capitale se trouvait divisée en soixante républiques indépendantes. Chacun d'eux agissait comme étant une commune séparée, rendait des arrêts opposés aux arrêts de la commune, avait des comités de police, de surveillance, de force armée, qui entraient en lutte avec ceux de la commune : peu s'en fallut même que plusieurs ne se missent en guerre ouverte avec elle.

L'avenir paraissait sombre et effrayant : l'anarchie et la défiance étaient partout ; on soupçonnait les projets de vengeance de l'aristocratie ; on parlait des menées des princes à l'étranger ; on s'inquiétait des intentions du roi, qui n'avait accepté que certains articles de la déclaration des droits, disant qu'il ne pouvait approuver les autres avant que la constitution ne fût faite. Le peuple croyait à une conspiration nouvelle de la cour, dans laquelle, disait-on, le roi devait s'enfuir à Metz et marcher sur Paris avec une armée ; on parlait de signatures demandées à toute la noblesse, de lettres de la reine au comte d'Artois et à l'empereur ; on s'alarmait d'un régiment dont la garnison de Versailles venait de se grossir, de deux mille officiers et gardes du corps dont le château se garnissait. Le Palais-Royal prétendait qu'il fallait arracher le roi à son entourage, l'amener à Paris, et assurer ainsi les approvisionnements de la capitale et l'achèvement de la constitution. « Il faut un second accès de révolution, » disaient Marat, Camille Desmoulins, Loustalot, dans leurs journaux pleins de fougue et de violence.

§ VII. Journée du 5 octobre. — Les Parisiens a Versailles. — Dans cette disposition des esprits, on apprit que les gardes du corps venaient de donner un banquet aux officiers de la garnison de Versailles (3 octobre), que la reine et le roi s'y étaient présentés et avaient été accueillis avec des transports d'enthousiasme ; que la fête ayant dégénéré en orgie, les convives, exaltés par le vin, avaient foulé aux pieds la cocarde tricolore, insulté l'Assemblée nationale et les Parisiens, fait le simulacre d'une charge contre eux. Tout cela confirma les soupçons sur la conspiration de la cour ; et comme la disette augmentait, on prétendit que le plan des aristocrates était d'affamer Paris. Des attroupements se formèrent de tous côtés ; et le matin du 5 octobre, une femme saisissant un tambour, parcourut les rues en criant : « Du pain ! du pain ! » Elle rassembla ainsi des milliers de femmes qui se portèrent à l'Hôtel-de-Ville. Les postes de la garde nationale s'ouvrirent devant

leur attaque furieuse, et elles se précipitèrent dans l'hôtel, suivies par des hommes armés de haches qui pillèrent le magasin d'armes. Alors Maillard, l'un des vainqueurs de la Bastille, leur proposa d'aller à Versailles. « A Versailles ! » crièrent-elles; et aussitôt elles se mirent en marche, emmenant des charrettes, des armes, des canons, et entraînant avec elles toutes les femmes qu'elles rencontraient.

Pendant ce temps, les représentants de la commune étaient accourus, et le tocsin rassembla la garde nationale sur la place de Grève. Mais la bourgeoisie partageait tous les sentiments de la multitude; et un grenadier, au nom de ses camarades, dit à La Fayette : « Le peuple est malheureux; la source du mal est à Versailles. Il faut aller chercher le roi, l'amener à Paris, et exterminer ceux qui ont outragé la cocarde nationale. » La Fayette représenta vainement les malheurs qui suivraient une telle résolution. « A Versailles ! » criait-on de toutes parts. Les faubourgs avaient déjà lancé à la suite des femmes leurs bandes d'hommes farouches, qui prenaient la route de Versailles en poussant d'horribles menaces contre la cour et surtout contre la reine; les districts envoyaient leurs canons; le mouvement était universel. Après huit heures de résistance inutile, La Fayette se fit donner par la commune, qui envoya même avec lui deux de ses membres, l'ordre de mener la garde nationale à Versailles, et tout se mit en marche avec des cris de joie.

A la nouvelle de l'approche des femmes, la cour fut pleine de stupeur. On garnit de troupes la place d'Armes de Versailles, et la municipalité donna l'ordre à la garde nationale de protéger le départ du roi, s'il voulait quitter la ville. Pendant ce temps, l'assemblée avait envoyé au château une députation pour demander l'acceptation pure et simple de la déclaration des droits; mais elle éprouva un refus qui fut accueilli par de violents murmures. Ce fut l'occasion de dénoncer le banquet des gardes; et comme le côté droit criait à la calomnie : « Je désapprouve, dit Mirabeau, ces dénonciations impolitiques; mais puisqu'on insiste, je dénoncerai moi-même et je signerai quand on aura déclaré qu'il n'y a d'inviolable en France que le roi. » En ce moment, les hordes des femmes arrivèrent et se précipitèrent dans la salle avec de grands cris. Maillard harangua l'assemblée et lui exposa la misère du peuple. On décida qu'une députation serait envoyée au roi; mais les femmes voulurent l'accompagner, et il fallut en admettre douze à la suite du président. Le roi accueillit ces femmes avec sa bonté ordinaire, donna des ordres pour diriger des blés sur Paris, et promit

d'accepter, sans restriction, la déclaration des droits. Mais pendant ce temps un combat s'engagea entre les gardes du corps et la garde nationale ; quelques hommes furent tués, et l'on fit évacuer la place aux gardes, qui se retirèrent dans le château. Le roi tint conseil pour savoir s'il devait rester ou fuir, et ses voitures se présentèrent même à l'une des grilles : la garde nationale les repoussa. Alors il donna son acceptation à la déclaration des droits, et se décida à demeurer, pour ne pas laisser, dit-il, la place au duc d'Orléans. Il faisait nuit ; la cour était pleine de terreur ; on entendait les cris de fureur de la multitude contre les aristocrates et la reine ; enfin on annonçait l'approche de l'armée parisienne.

Cette armée arriva à minuit. La Fayette alla exposer au roi la situation de Paris, et l'assurer du dévouement de la garde nationale. Les deux représentants de la commune qui l'accompagnaient dirent que le vœu des Parisiens était que le roi ne fût gardé que par les milices bourgeoises, qu'il pourvût aux subsistances, qu'il hâtât l'achèvement de la constitution, qu'il vînt habiter Paris. Louis répondit par de vagues promesses, et ordonna à La Fayette de confier les postes extérieurs à la garde nationale, dont la présence avait suffi pour ramener l'ordre et la sécurité. D'ailleurs, la pluie, la fatigue et la nuit avaient apaisé la fougue de la multitude, qui se dispersa dans les maisons et les édifices publics. A deux heures du matin, la famille royale reposait ; à quatre heures, l'assemblée nationale se sépara ; à cinq heures, La Fayette alla se jeter sur un lit.

§ VIII. Journée du 6 octobre. — Le roi a Paris. — Suites des journées d'octobre. — Une heure après, quelques hommes du peuple, qui rôdaient autour du château, trouvent une grille ouverte sur la route de Saint-Cyr ; ils entrent dans le jardin et insultent un garde du corps, qui tire sur eux ; ils ripostent par des coups de fusil. La foule accourt, envahit le château, tue plusieurs gardes du corps, et pénètre jusqu'à la chambre de la reine, qui eut à peine le temps de s'enfuir chez le roi. Les gardes se retranchent derrière les portes, et sont bientôt soutenus par les compagnies soldées de la garde nationale, qui parviennent à rejeter les assaillants dans les cours. Toute la ville était en tumulte. Les hôtels des gardes du corps avaient été envahis par le peuple, et dix-sept prisonniers allaient être égorgés sur l'avenue de Sceaux, quand La Fayette, éveillé au premier bruit, disperse cette foule furieuse, sauve les gardes et court au château, où il achève, avec ses grenadiers, de faire évacuer les appartements. Les députés, à la première nouvelle du tumulte, s'étaient rassemblés dans leur salle ;

le roi leur demande de se rendre au château pour protéger sa famille : une députation de trente-six membres lui est envoyée.

Cependant la foule entassée dans la cour criait : « Le roi à Paris ! » Louis, après avoir tenu conseil, parut au balcon et fit un signe d'assentiment. « Vive le roi ! » cria la foule, mais en accompagnant ce cri de menaces contre la reine. La Fayette conduisit la princesse au balcon, et comme les paroles ne pouvaient être entendues, il lui baisa respectueusement la main. Le peuple accueillit cette réconciliation par des cris de joie, et l'on fit les apprêts du départ. L'Assemblée nationale décréta qu'elle était inséparable de la personne du roi, et qu'une députation de cent membres l'accompagnerait à Paris.

Les premières bandes du peuple étaient déjà en marche pour annoncer leur victoire à la capitale : elles portaient sur des piques les têtes de deux gardes du corps, et elles arrivèrent à midi aux portes de Paris ; mais là elles furent dispersées par un détachement que La Fayette avait envoyé à leur suite. Deux heures après, arriva le commencement d'un cortége dont la fin n'entra dans la ville qu'à dix heures du soir, et qui offrait le spectacle le plus étrange. C'étaient d'abord le régiment de Flandre, les Suisses, l'artillerie, des charrettes où étaient montés hommes et femmes déguenillés, couverts de rubans tricolores et portant des branches de peuplier ; puis soixante voitures de grains ; puis la garde nationale pêle-mêle avec les femmes armées, les hommes des faubourgs, les gardes du corps ; puis l'assemblée nationale à cheval ou en voitures ; puis les carrosses de la famille royale et de la cour, entourés d'une foule de gens de toute espèce ; puis enfin des voitures de farine et de bagages. Tout cela poussait des cris de joie, chantait, menaçait, insultait : « Nous ne mourrons plus de faim, disaient les femmes, nous amenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron. »

Le roi se logea aux Tuileries, où il fut gardé par les milices bourgeoises. L'assemblée tint séance dans la salle du Manége, qui communiquait au pavillon septentrional des Tuileries par la terrasse des Feuillants [1].

Les journées d'octobre furent le complément de celles de juillet : en transportant le roi dans le foyer révolutionnaire et sous la surveillance du peuple, elles devaient rendre désormais impossible toute tentative pour arrêter la révolution par la force. Elles changèrent entièrement la situation des partis : le mouvement crut la révolution terminée et sauvée ; la résistance fut pleine de terreur,

[1] Sur l'emplacement des numéros 36 et 38 de la rue de Rivoli.

et l'émigration devint telle que trois cents députés demandèrent des passe-ports à l'assemblée, qui finit par les refuser ; plusieurs même des hommes modérés, tels que Mounier et Lally-Tollendal, désespérant de la liberté, donnèrent leur démission et jurèrent de « ne plus mettre le pied dans cette caverne d'anthropophages. » Les royalistes ne voulurent pas attribuer au peuple ces journées si bien empreintes de ses passions, si naturellement engendrées par sa défiance et sa misère : ils en chargèrent le duc d'Orléans, et prétendirent qu'on l'avait vu avec Mirabeau courir dans les groupes pour exciter la fureur populaire. Ce fut même l'opinion de la garde nationale. Une procédure fut instruite à ce sujet, et elle lava les deux personnages ; mais La Fayette força le duc d'Orléans à s'exiler pour quelque temps en Angleterre. La révolution était si bien en tous lieux, en toutes choses, elle éclatait par tant de points différents, par des causes si diverses, qu'on ne pouvait croire qu'elle fût sans direction, et l'on personnifiait le génie révolutionnaire qui inspirait le peuple dans le duc d'Orléans. Cependant ce prince n'avait ni le talent, ni le pouvoir, ni même la volonté de jouer ce grand rôle ; il laissait compromettre son nom par ses amis, qu'on voyait dans tous les mouvements populaires ; mais son ambition était sans constance, sans plan de conduite, sans idées arrêtées ; il put, en répandant de l'or, exciter quelques émeutiers subalternes, mais ce n'est pas avec des millions qu'on enfante une révolution tellement préparée par les siècles précédents qu'elle semblait inévitable. Il n'était pas besoin d'or pour soulever ce peuple irritable et défiant : il ne fallait que la parole sanglante de Marat ou de Desmoulins ; il ne fallait que ce terrible cri de guerre contre le gouvernement qui avait laissé faire le pacte de famine : Du pain !

CHAPITRE II.

Travaux de l'Assemblée constituante. — Fuite et arrestation du roi. — Achèvement de la constitution. — Du 6 octobre 1789 au 30 septembre 1791.

§ I. Désordres dans tout le royaume. — Club des Jacobins. — Omnipotence de l'assemblée. — Les journées d'octobre, triomphe de la force populaire sur la puissance royale, n'étaient pas faites pour rendre du crédit et du nerf au gouvernement : aussi vit-on partout s'accroître le désordre. La guerre des chaumières contre les châteaux continuait ; les tribunaux étaient impuissants ; les troupes refusaient d'obéir ; aucune autorité n'était respectée. Mais l'enthousiasme révolutionnaire ne faisait qu'augmenter dans

toutes ces agitations : partout les gardes nationales se fédéraient « pour faire respecter les décrets de l'Assemblée constituante, » au cri de : « Vivre libres ou mourir ! » La foi religieuse, unique passion du peuple pendant tant de siècles, faisait place, chez lui, à la foi révolutionnaire, sentiment nouveau, aussi spontané, aussi dévoué, aussi inflexible, qui devait le porter, comme le premier, à de grandes choses, mais en même temps le rendre aussi impitoyable contre les résistances contre-révolutionnaires qu'il l'avait été jadis contre les oppositions hérétiques. « Il est difficile de se figurer le mouvement qui agitait la capitale de la France : elle sortait du repos et du silence de la servitude, elle était comme surprise de la nouveauté de sa situation, et s'enivrait d'enthousiasme et de liberté [1]. » Une fièvre de discussion s'était emparée de tous les esprits : on lisait avec une confiance avide et entière les journaux dont les murs étaient placardés ; on briguait avec ardeur toutes les fonctions publiques ; on courait aux assemblées des districts ; on allait applaudir Mirabeau à la salle du Manége ; et comme les émotions de la tribune nationale ne suffisaient pas, on cherchait, dans les clubs, des tribunes plus accessibles et plus populaires.

Les clubs commençaient à prendre une grande extension ; mais nul n'avait plus de faveur que celui des *Amis de la constitution*. Fondé d'abord à Versailles par les députés bretons, il se transporta, en même temps que l'Assemblée, à Paris, et tint ses séances dans le couvent des Jacobins, rue Saint-Honoré. Il admit alors dans son sein des personnes étrangères à l'Assemblée nationale, eut sa tribune, son public, ses journaux, et devint le centre de tous les mouvements de Paris. Nul ne put prétendre à une renommée de patriote sans appartenir à ce club : c'était là qu'on faisait les motions les plus révolutionnaires, que Mirabeau et Barnave venaient s'inspirer avant de monter à la tribune nationale, qu'on dévoilait les manœuvres de la cour. Ce club s'affilia les sociétés patriotiques des provinces, et il forma avec elles une vaste confédération qui rivalisa d'influence avec l'Assemblée nationale, entrava souvent le pouvoir légal, mais donna une grande énergie à la révolution, dont il devint le foyer et le directeur.

L'Assemblée constituante voyait avec chagrin les désordres du royaume ; mais elle craignait, en y portant remède, de comprimer l'élan révolutionnaire : « Les maux dont on nous rend compte, disait Robespierre, député d'Arras, sont tombés sur des hommes qu'à tort ou avec raison le peuple accuse de son oppression et des obstacles apportés chaque jour à sa liberté. » Elle se hâtait de tra-

[1] Mignet, t. I, p. 63.

vailler à la constitution, croyant que l'anarchie cesserait avec l'état de provisoire légal où l'on se trouvait; mais à mesure qu'elle avançait, elle rencontrait un débris de l'ancienne société à renverser, une question accidentelle à résoudre, un fait pour lequel il fallait prendre une décision préalable. C'est ainsi qu'après une émeute à Paris, causée encore par la disette et dans laquelle un boulanger fut pendu par la multitude, elle décréta la loi martiale, qui autorisait les municipalités à dissiper par la force les attroupements séditieux. C'est ainsi qu'Avignon et le comtat Venaissin s'étant révoltés contre l'autorité pontificale et ayant demandé à revenir à l'unité française, il fallut décréter l'envoi de troupes dans ce pays, et plus tard sa réunion à la France (1790, 11 juin). C'est ainsi que des troubles ayant éclaté à Saint-Domingue, où les hommes de couleur réclamaient les droits politiques, il fallut décréter que l'état des hommes de couleur serait laissé à l'initiative des assemblées coloniales : décision qui amena la guerre civile dans les colonies. L'assemblée était accablée de travaux : elle devait expliquer les détails d'exécution de ses décrets, pourvoir provisoirement à la conservation des choses qu'elle n'avait pas encore examinées, répondre aux plaintes, aux demandes, aux dénonciations des villes, des corps, des individus. Le pouvoir exécutif était suspendu de fait ; il semblait qu'il n'y eût pas de ministres ; et les ordonnances royales, pour être obéies, devaient passer par la bouche de l'assemblée.

§ II. Division de la France en départements. — Système électoral. — Cependant la constitution s'élevait peu à peu sur le terrain nivelé au 4 août, et les résolutions de cette nuit fameuse devenaient le point de départ d'une organisation politique où les existences particulières, soit d'individus, soit d'institutions, allaient disparaître dans l'unité nationale. Il fallait d'abord mettre cette unité dans le sol en effaçant ces provinces qui semblaient encore autant de nations que la dynastie des Capétiens avait ramassées, sans les fondre, dans son unité monarchique. Un décret abolit la division du royaume en provinces, et partagea la France en quatre-vingt-trois départements à peu près égaux en population et en étendue, et subdivisés en districts, cantons et communes (1790, 15 janv.). On ne tint compte, dans cette division, ni des coutumes, ni des souvenirs, ni des existences locales : on prit le sol pour base unique ; on enleva aux provinces leurs priviléges, leur parlement, leur administration séparée ; on effaça même leurs noms historiques, qui rappelaient des idées d'indépendance, et on leur donna des noms tout physiques, qui annonçaient qu'il n'y avait

plus ni duchés ni pays d'états, ni Bretons ni Provençaux, mais seulement une France et des Français. Ce fut l'œuvre capitale de l'assemblée : elle complétait la destruction du régime féodal, rompait pour jamais la chaîne des temps anciens, commençait l'ère des sociétés nouvelles, réunissait les forces du pays dans une puissante centralisation; enfin elle était l'acte constitutif de cette unité nationale, poursuivie avec tant de persévérance depuis Hugues Capet, et atteinte après huit siècles de combats.

L'assemblée mit tout le système politique en harmonie avec la division départementale, et, pour cela, elle confia l'administration du département à un conseil de trente-six membres et à un directoire exécutif de cinq membres, celle du district à de semblables autorités subordonnées à celles du département, celle de la commune à un conseil et à une municipalité subordonnés aux autorités du district. C'était là la base matérielle du système nouveau ; la base morale fut l'élection de tous ces pouvoirs par le peuple. Les citoyens *actifs*, c'est-à-dire ceux qui payaient une contribution de trois journées de travail, choisissaient, parmi les citoyens qui payaient une contribution de cent cinquante à deux cents journées, des électeurs qui nommaient les députés à l'Assemblée nationale, les administrateurs de département, de district, de commune, et, comme nous le verrons, les juges, les évêques, les curés. Par ce double moyen, la division départementale et l'élection universelle, tout l'ancien ordre social se trouva anéanti ; mais en même temps commença la lutte des pouvoirs détruits contre le nouveau régime, lutte dont nous allons suivre les résultats dans l'ordre des faits plutôt que dans l'ordre des temps.

§ III. Changements dans l'ordre judiciaire. — Vente des biens du clergé. — Assignats. — Les parlements furent abolis; et, à leur place, trois ordres de tribunaux furent créés dont les membres étaient temporaires et élus : un tribunal criminel par département, un tribunal civil par discrict, un tribunal de paix par canton. En outre, on établit une cour suprême chargée de veiller à la conservation des formes judiciaires. Le jury fut admis en matière criminelle.

A ces grands changements, les existences provinciales, dont les parlements avaient été si long-temps les défenseurs, se ranimèrent : les pays d'états prirent un air de révolte : Mounier essaya de soulever le Dauphiné ; les parlements de Rennes, de Metz, de Bordeaux, de Toulouse, protestèrent contre les décrets de l'assemblée. Mais la magistrature était tombée si bas dès le commencement de la révolution, qu'elle fut bientôt réduite à se soumettre ou

à confondre sa résistance avec celle du clergé et de la noblesse, résistances autrement redoutables, et qui allaient engendrer la guerre civile et la guerre étrangère.

L'assemblée ne s'était encore occupée des finances qu'accidentellement; elle avait autorisé le ministère à faire deux emprunts, de 30 et de 80 millions, mais ces emprunts n'avaient pas été remplis; elle avait décrété l'établissement d'une contribution patriotique, fixée au quart du revenu; mais on comptait peu sur le produit de cet impôt. Cependant la crise financière devenait effrayante : les impôts ne rentraient pas; tous les services étaient en souffrance; les besoins s'accroissaient à mesure que les ressources diminuaient; « la hideuse banqueroute, disait Mirabeau, était là, prête à nous consumer. » La révolution pouvait avorter par le déficit : il fallait, par quelque voie extraordinaire, assurer sa vie et son avenir. On chercha cette voie dans les biens du clergé, où l'état avait plusieurs fois, et principalement à l'époque des guerres de religion, trouvé des ressources abondantes [1]. Talleyrand de Périgord, évêque d'Autun, proposa, au nom du comité des finances, de déclarer que le clergé n'était pas propriétaire, mais administrateur des biens que les fidèles lui avaient donnés depuis des siècles; que, par conséquent, la nation, en se chargeant des frais du culte, de l'entretien des ministres, du soin des hôpitaux, était en droit de reprendre les propriétés ecclésiastiques et de les vendre pour éteindre la dette de l'état, combler le déficit, rembourser les charges judiciaires, abolir la gabelle, etc. (1789, 2 nov.). On estimait la valeur de ces biens à 4 milliards. Cette proposition jeta l'alarme dans le parti de l'ancien régime, qui voyait la révolution s'attaquer plus largement encore qu'au 4 août à la propriété, effacer tout à coup un des trois ordres, en annulant, avec son droit de posséder, son existence à part, et changer le sacerdoce, jusque-là indépendant par ses richesses, en une magistrature salariée et assujettie au pouvoir temporel. Le clergé représenta que ses biens avaient été considérés jusqu'alors comme propriété de l'Église universelle, et que l'état n'y avait cherché des ressources, dans les cas graves, qu'avec l'assentiment du pape et dans un but tout catholique. Il consentait à en céder une partie pour mettre un terme à la crise financière; mais il demandait à rester propriétaire de tout le reste. La conservation du principe sauvait son indépendance, et son dépouillement n'était plus qu'un accident. Ces raisons ne tinrent pas contre la nécessité de fournir à la révolution un trésor pour ainsi dire inépuisable, de lui donner ce caractère de solidité

[1] Voyez t. II, p. 371 et 402.

indestructible qu'imprime à tout changement politique un bouleversement de propriétés, enfin d'abolir un des ordres privilégiés; d'ailleurs elles avaient peu de valeur pour la plupart des députés, imbus des idées voltairiennes sur le clergé et les abus de sa constitution. La proposition de l'évêque d'Autun fut adoptée, et un décret ordonna la vente de domaines ecclésiastiques pour une valeur de 400 millions (1789, 19 déc.).

Ces domaines ne trouvèrent pas d'acheteurs. La révolution avait marché avec tant de rapidité et de violence, ses dangers paraissaient si grands, ses ennemis si nombreux, enfin l'assemblée démolissait si vite, que, pour les esprits même les moins superficiels, l'ordre nouveau avait un caractère de précipitation qui semblait rendre sa durée impossible. « Cela ne tiendra pas, » était le mot qu'on entendait de toutes parts. La grande mesure de l'assemblée se trouvait donc inutile, et la révolution empêchée matériellement par le défaut d'argent, moralement par le défaut de crédit, quand la commune de Paris trouva le moyen de monnayer les biens nationaux. Elle proposa et l'assemblée décida que les municipalités seraient autorisées à acheter ces biens à l'état, pour les revendre elles-mêmes aux particuliers; mais que, n'ayant pas les fonds nécessaires pour payer sur-le-champ, elles donneraient des bons sur elles, portant intérêts, avec lesquels le trésor payerait ses créanciers. Par là l'état s'acquittait; les créanciers avaient en main un gage sûr et réel, qu'ils pouvaient transformer en terres; et la vente se trouvait opérée d'elle-même. Plus tard, on généralisa l'opération en changeant les billets municipaux en billets d'état ou *assignats*, et l'on rendit la circulation des assignats forcée. Alors les créanciers se trouvèrent réellement remboursés, puisque le papier devenait une monnaie véritable. Leur hypothèque fut d'ailleurs assurée; car un décret limita la quantité des assignats à la valeur des biens mis en vente, et ordonna le brûlement immédiat des assignats rentrés; de sorte que les biens ecclésiastiques devaient se trouver vendus en même temps que le papier-monnaie se trouverait supprimé. Cette opération n'était pas parfaite sous le rapport financier; car elle donnait au gouvernement une terrible facilité de créer plus d'assignats qu'il n'avait de biens pour leur servir d'hypothèque, et en effet cela arriva; mais c'était une excellente mesure politique, et qui fut le salut de la révolution. Le clergé en fut profondément irrité: il intrigua, cabala, cria au sacrilége, pour empêcher la vente de ses biens; mais son dépouillement n'attaquant en rien la religion, quoiqu'il eût été déterminé par un sentiment d'hostilité contre les prêtres, il n'osa montrer trop

d'acharnement à défendre des intérêts tout matériels, et attendit que l'assemblée mît réellement la main à l'encensoir[1].

§ IV. CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ. — TROUBLES RELIGIEUX. — L'assemblée ne tarda pas à se lancer dans cette voie dangereuse et à se donner ainsi une renommée d'irréligion qui compromit son œuvre et la révolution. D'abord, et quoiqu'elle déclarât que « sa constitution était basée sur l'égalité évangélique, et avait réalisé la parole de Jésus-Christ, » elle refusa de reconnaître le catholicisme comme religion de l'état (1790, 13 févr.); ensuite elle abolit les vœux monastiques, supprima tous les ordres et congrégations, excepté ceux qui étaient chargés du soulagement des malades, et jeta ainsi dans le monde, avec une chétive pension, des individus qui ne pouvaient qu'y être déplacés. Enfin, et quand elle eut décrété la division départementale, elle voulut rendre conforme à la circonscription civile la circonscription ecclésiastique, et elle décréta (12 juill.) : qu'il y aurait un évêque par département, que les chapitres métropolitains étaient supprimés, que les évêques et curés seraient nommés par les électeurs. Ces innovations détruisaient le concordat de 1517, rompaient les rapports du clergé avec le saint-siége, et changeaient sa discipline, Blâmées par Mirabeau et les esprits les plus élevés de l'assemblée, mais sans qu'ils voulussent compromettre leur popularité pour les combattre, elles furent l'œuvre du parti janséniste, qui avait donné à l'assemblée trente à quarante membres, et qui la domina, dans cette question, par ses maximes austères, sa haine contre le clergé, son attachement à la révolution. « Tous les jansénistes, dit un historien protestant, virent avec joie la puissance de Babel, c'est ainsi qu'ils nommaient la cour de Rome, recevoir un coup aussi terrible; le clergé, dont ils avaient essuyé tant de persécutions, ruiné, dépossédé de ses honneurs, de son immense pouvoir. Ils allaient même jusqu'à dire « qu'en dépouillant le clergé de ses richesses, on le forçait à acquérir des mérites réels[2]. » Ce fut là le dernier fruit

[1] Voici quelles furent les autres opérations financières de l'assemblée : « Tous les revenus furent imposés : ceux de la terre et des maisons par la contribution foncière, ceux des capitaux par la contribution mobilière, ceux de l'industrie par les patentes, ceux du commerce par les douanes transportées aux frontières. L'acquisition de la propriété par héritage ou par contrat fut assujettie à un enregistrement qui constata sa transmission, et à l'acquittement d'un droit qui fut le prix de sa sanction. Il en fut de même des divers actes devant les tribunaux et de quelques opérations de la vie économique qui, exigeant l'intervention de l'Etat ou son appui, durent lui payer tribut par l'enregistrement ou le timbre. L'impôt sur les consommations fut beaucoup plus ménagé qu'il ne l'a été depuis, parce que, regardé comme prélevé sur les salaires, et par les salaires sur le peuple, on le crut moins bon sous le rapport économique et moins juste sous le rapport politique. » (Mignet, Notice sur Rœderer.)

[2] Ranke, Hist. de la papauté, t. IV, p. 507 de la trad. de M. Haiber.

du jansénisme, et nous n'aurons plus à prononcer le nom de cette secte, qui finissait son opposition tracassière d'un siècle et demi par une réalisation de ses doctrines d'église primitive, qui a été plus funeste à la religion que la philosophie de Voltaire.

L'assemblée avait manqué d'habileté et de mesure en touchant à des choses qui auraient été réglées sans conteste par un concile national; mais le clergé oublia son caractère évangélique et ferma les yeux à l'avenir, en profitant de cette occasion, qu'il attendait, pour crier à l'hérésie et à la persécution. Il abandonna les rangs démocratiques, où il avait montré tant de sagesse et de dévouement, et passa dans ceux des privilégiés; il confondit le salut de la foi avec celui de ses intérêts temporels, et se plaça dans cette politique contre-révolutionnaire où il végète encore aujourd'hui, et qui semble faire de la religion de la liberté et de l'égalité, la religion de l'aristocratie et du despotisme : « Les évêques, dit Ferrières, refusèrent de se prêter à aucun arrangement, et par leurs intrigues coupables, fermèrent toute voie de conciliation, sacrifièrent la religion à un fol entêtement et à un attachement condamnable à leurs richesses. » Ils déclarèrent que toute érection d'évêché faite sans le concours du pape était nulle, que les métropolitains refuseraient l'institution aux nouveaux élus, que les prélats déchus ne se retireraient que par la force de leurs siéges, et continueraient leurs fonctions. Ils firent des mandements contre les décrets, provoquèrent les fidèles à la désobéissance, et excitèrent des troubles dans le midi. L'assemblée s'irrita de ces résistances, résolut de les briser, et mit le comble à la faute qu'elle avait faite en décrétant (1790, 27 nov.) que les ecclésiastiques seraient astreints au serment civique devant leur commune et dans leur église, et qu'ils y ajouteraient celui de maintenir la *constitution civile du clergé;* le refus du serment entraînait la déchéance des titulaires; enfin il fut ordonné de former la liste des prêtres qui auraient prêté ou refusé le serment.

Ces décrets furent présentés à la sanction du roi, qui en référa secrètement au pape. Celui-ci refusa son adhésion, et alors il fallut une émeute pour que Louis, se disant forcé, donnât sa sanction. Les évêques furent indignés de cette faiblesse et lui reprochèrent d'empiéter sur le pouvoir spirituel. Tous les ecclésiastiques de l'assemblée, à l'exception de soixante-quatre curés, refusèrent le serment, et cet exemple fut suivi par les cinq sixièmes du clergé (1790, 27 déc.). On destitua les réfractaires et on les remplaça par des prêtres assermentés; mais les destitués protestèrent, déclarèrent leurs successeurs intrus, et les excommunièrent avec tous ceux

qui recevraient les sacrements de leurs mains. Le parti de la révolution perdit des sectateurs qui lui donnaient un puissant crédit par leur caractère moral; le parti de l'ancien régime y gagna ce qui pouvait seul lui donner quelque force, une portion du peuple. Il y eut dès lors deux clergés, l'un rebelle, l'autre hérétique; et malheureusement le premier était généralement vertueux et croyant, le second scandaleux et impie. Tous deux firent le plus grand mal à la révolution, les réfractaires en l'embarrassant d'une opposition inflexible qui finit par la guerre civile, les constitutionnels en la discréditant par leurs mœurs et leurs doctrines. Ce fut l'incrédulité qui y gagna, elle qui n'avait encore que faiblement corrompu la masse populaire. Le peuple préféra sa foi nouvelle à sa foi ancienne, la révolution à la religion : voyant les prêtres engagés dans les rangs de ses adversaires, il s'habitua à regarder la religion comme ennemie de la révolution et la traita comme telle. Les deux églises engendrèrent partout des désordres : à Paris la multitude brûla un mannequin du pape, lequel venait d'excommunier les prêtres assermentés; elle fit des émeutes devant les maisons où officiaient les prêtres réfractaires; elle les poursuivit de ses cris « A la lanterne! » Dans le midi et dans l'ouest il y eut des troubles encore plus graves causés par des prêtres non-assermentés : l'évêque de Tréguier excita une insurrection par un mandement où il disait que « les ministres de la religion sont réduits à la condition de commis appointés par les brigands; » à Montauban, les protestants furent massacrés par les catholiques; Montpellier, Nîmes, Toulouse, Castres, furent ensanglantées par des meurtres et des combats. L'esprit et les fureurs religieuses du seizième siècle semblèrent se réveiller.

§ V. Abolition de la noblesse. — Conduite des nobles dans l'assemblée.— Conspiration de Favras.—Situation de l'armée. — Affaire de Nanci. — La résistance de la magistrature aux décrets de l'assemblée avait causé des agitations sans résultat ; celle du clergé devait engendrer la guerre civile; mais celle de la noblesse, dans laquelle se réunirent toutes les autres, engendra la guerre étrangère. A l'organisation départementale, la noblesse avait perdu son influence sur les provinces qu'elle dominait jadis par ses dignités ou par ses biens, et elle se voyait par là soumise à des pouvoirs tout roturiers. Confondue dès lors avec les autres citoyens, ne formant plus un ordre dans l'assemblée, n'ayant plus d'emplois à la cour, privée de ses priviléges utiles par les décrets du 4 août, elle n'avait plus que des priviléges honorifiques qui ne signifiaient rien dans le nouvel ordre social, et encore lui furent-

ils enlevés. Un décret abolit toutes les distinctions du régime féodal, les titres, les armes, les armoiries (1790, 19 juin); et alors la noblesse cessa d'exister comme corps de l'état.

Ce fut le dernier coup qu'elle put supporter. « Il n'y a plus qu'un moyen d'en finir, dit un député noble en montrant le côté gauche, c'est de tomber le sabre à la main sur ces gaillards-là. » Alors la noblesse n'eut plus qu'un désir et qu'un but, la contre-révolution, et elle chercha des auxiliaires partout, dans l'assemblée, la cour, les provinces, l'armée, les étrangers. « Menaçante, faible et désunie, confondant toutes les nuances d'opinions dans sa haine, puérile dans ses regrets, impolitique dans ses vues, elle dédaigna les places qui auraient pu lui donner des moyens de résistance, » et poussa à l'anarchie de tous ses efforts, espérant que l'excès du mal amènerait le retour du bien. Ainsi, dans l'assemblée, on entendait l'abbé Maury dire au côté droit : « Laissez-vous faire, ce ne sera pas long. — Laissez rendre ce décret, nous en avons besoin. — Encore deux ou trois comme celui-là et tout sera fini. » « Les nobles, les évêques, dit Ferrières qui siégeait au côté droit, ne tendaient qu'à dissoudre l'assemblée, qu'à jeter de la défaveur sur ses opérations; loin de s'opposer aux mauvais décrets, ils étaient d'une indifférence à cet égard que l'on ne saurait concevoir. Ils sortaient de la salle lorsque le président posait la question, invitant les députés de leur parti à les suivre; ou bien s'ils demeuraient, ils leur criaient de ne point délibérer... Croyant fermement que le nouvel ordre de choses ne subsisterait pas, ils hâtaient avec une sorte d'impatience, dans l'espoir d'en avancer la chute, la ruine de la monarchie et leur propre ruine. A cette conduite insensée ils joignaient une insouciance insultante, et pour l'assemblée et pour le peuple qui assistait aux séances. Ils n'écoutaient point, riaient, parlaient haut, confirmant ainsi le peuple dans l'opinion peu favorable qu'il avait conçue d'eux... Toutes ces sottises venaient de ce que les évêques et les nobles ne pouvaient se persuader que la révolution était faite depuis longtemps dans l'opinion et dans le cœur de tous les Français. Ils s'imaginaient, à l'aide de ces digues, contenir un torrent qui grossissait chaque jour. Ils ne faisaient qu'amonceler ses eaux, qu'occasionner plus de ravages, s'entêtant avec opiniâtreté à l'ancien régime, base de toutes leurs actions, de toutes leurs oppositions, mais dont personne ne voulait. Ils forçaient, par cette obstination maladroite, les révolutionnaires à étendre leur système de révolution au delà même du but qu'ils s'étaient proposé[1]. »

Avec de telles dispositions, la noblesse formait des complots con-

[1] Ferrières, t. II, p. 122.

tinuels, qui avaient presque tous pour but l'enlèvement du roi. Le plus célèbre fut conduit par un habile aventurier, le marquis de Favras, qui avait, dit-on, pour instigateur le comte de Provence : on devait, à ce qu'on croit, assassiner Bailly et La Fayette, enlever le roi et le conduire en Piémont, d'où une armée le ramènerait en France. Favras fut découvert, traduit devant le Châtelet, condamné à être pendu, et, malgré ses protestations d'innocence, exécuté (1790, 19 fév.). D'autres conspirateurs cherchaient à soulever les provinces du midi en profitant des troubles religieux et en s'appuyant sur les princes réfugiés à Turin ; mais ces mouvements, mal combinés, s'apaisèrent d'eux-mêmes. D'autres voulurent révolter l'armée, mais ils ne réussirent qu'à y mettre le désordre et l'indiscipline. C'était dans l'armée que l'inégalité des rangs était le mieux sentie ; partout les soldats avaient fraternisé avec la bourgeoisie et se laissaient endoctriner par elle ; de plus, l'assemblée eut soin de les attacher à la révolution, en décrétant que la distribution des grades serait dorénavant indépendante de la fortune et de la naissance (1790, 13 fév.). Enfin, les officiers étaient détestés à cause de leur orgueil, de leurs tyrannies et même de leur improbité, car les soldats les accusaient de les tromper sur leur solde, et il y eut à ce sujet de si grands désordres, que l'assemblée décréta que les caisses des régiments feraient des redditions de comptes. L'indiscipline ne fit que s'accroître : les officiers maltraitèrent les soldats, les soldats firent la loi à leurs officiers, et il s'engagea entre eux une sorte de guerre. L'affaire la plus grave fut celle de Nanci, où trois régiments enlevèrent la caisse pour se faire rendre des comptes. L'assemblée ordonna au marquis de Bouillé, qui commandait à Metz, de ramener ces régiments à la soumission. Bouillé était un de ces royalistes qui auraient voulu faire la contre-révolution par l'armée ; et en isolant ses soldats du peuple, il avait maintenu son ascendant sur eux. Il marcha sur Nanci avec ses troupes et la garde nationale de Metz, et ordonna aux trois régiments de sortir de la ville. Ceux-ci refusèrent, et un combat terrible s'engagea, où le peuple de Nanci prit parti pour les soldats, et où trois mille hommes périrent (31 août). Les régiments furent vaincus ; des chefs de la révolte, vingt-neuf furent fusillés et quarante-deux envoyés aux galères. L'assemblée vota des remercîments à Bouillé ; mais les Parisiens blâmèrent cette expédition, qui leur sembla contre-révolutionnaire : ils regardèrent les soldats comme les victimes des aristocrates, et menacèrent la cour d'une émeute que La Fayette ne dissipa qu'aux dépens de sa popularité.

§ VI. **Révolutions de Belgique et de Pologne. — Situation politique de l'Europe.** — La noblesse, voyant ses efforts inutiles pour faire la contre-révolution à l'intérieur, ne compta plus que sur l'intervention étrangère. L'émigration, établie d'abord à Turin, n'avait pas trouvé le roi de Sardaigne assez zélé pour sa cause et s'était transportée à Coblentz, dans les états de l'électeur de Trèves : elle négocia avec les puissances du Nord, et se crut d'autant mieux assurée de leurs secours que les principes révolutionnaires commençaient à se propager dans toute l'Europe.

La Belgique, menacée de nouveau par Joseph II dans ses libertés, avait chassé les troupes impériales et déclaré l'empereur déchu de ses droits de souveraineté (1790, 11 janv.) ; elle s'était confédérée en république et avait envoyé une ambassade à l'Assemblée constituante pour solliciter la protection de la France. La Pologne, profitant des embarras de la Russie, occupée à la guerre contre les Turcs, cherchait à recouvrer son indépendance, et elle se donna une constitution nouvelle, qui rendit le trône héréditaire, abolit le *liberum veto*, donna le pouvoir législatif aux deux chambres, etc. (1791, 3 mai). En Angleterre, les idées françaises avaient excité le plus grand enthousiasme ; les couleurs parisiennes étaient portées par tout le monde, même par les femmes, « non comme le signe des combats et de la victoire, disait Mirabeau, mais comme celui de la sainte confraternité des amis de la liberté ; » l'opposition parlementaire n'avait que des paroles d'admiration pour la révolution : « C'est le plus grand pas, dit Fox, qui ait encore été fait pour l'affranchissement du genre humain.... Une politique nouvelle va gouverner et calmer l'Europe, et c'est la révolution française qui m'en donne l'assurance. Ami de la liberté, j'applaudis au triomphe éclatant qu'elle remporte chez la seule nation que nous reconnaissions pour rivale dans tous les points élevés de la civilisation ; et j'admire la constitution nouvelle de la France comme le plus glorieux monument de liberté que la raison humaine ait élevé dans aucun temps et dans aucun pays. »

Mais, malgré ces symptômes menaçants, malgré les sollicitations des émigrés, les gouvernements de l'Europe continuaient avec une aveugle sécurité leur vieille guerre de rois à rois, leur diplomatie d'équilibre, leur politique d'intérêts, seule guerre, seule diplomatie, seule politique que l'on connût depuis le traité de Westphalie. Ils ne sentaient pas que les idées révolutionnaires engendraient un monde démocratique tout hostile au monde féodal sur lequel était basée leur puissance ; qu'elles ruinaient les vieilles combinaisons diplomatiques ; qu'elles donnaient naissance à une

politique nouvelle, la politique de principes, qui devait causer des guerres telles que l'Europe, même au temps de Luther, n'en avait vu qu'une ébauche. Loin de croire que la commotion pût s'étendre jusqu'à eux, ils encourageaient même, dit-on, par de l'argent, les troubles de la France : ils n'y voyaient qu'une occasion de ruiner la puissance des Bourbons, leur influence européenne, leur vaste système d'alliances si habilement renouvelé par Choiseul et Vergennes. Ainsi la Russie et l'Autriche convoitaient les dépouilles de la Turquie et de la Suède, et continuaient leur guerre contre ces deux états. Ainsi la Prusse et l'Angleterre, toujours alliées contre les deux cours impériales, équipaient des armées et des vaisseaux pour secourir les Turcs et les Suédois; elles protégeaient les Polonais contre Catherine, les Belges contre Joseph; mais tout cela n'étaient que pour enlever à la France l'alliance des cours de Constantinople et de Stockholm, que pour détruire l'influence française en Pologne et en Belgique. Toutes deux tenaient déjà la Hollande en vassalité, et, pendant que la Prusse tendait à s'agrandir aux dépens de l'Autriche, alliée continentale de la France depuis 1756, l'Angleterre cherchait querelle à l'Espagne pour ruiner la marine de cette sœur donnée à la France par Louis XIV et le Pacte de famille.

Cependant, comme les Turcs et les Suédois n'éprouvaient que des revers, la ligue anglo-prussienne paraissait décidée à prendre une part active à la guerre d'Orient, lorsque Joseph II mourut (1790, 22 fév.). Son successeur, Léopold, avait mieux compris la situation politique : il montra à Frédéric-Guillaume le nouvel et commun ennemi qui s'était dressé derrière eux pendant qu'ils se faisaient la guerre pour de chétifs intérêts. « Déjà, lui dit-il, les révolutionnaires ne se contentent plus de leurs triomphes intérieurs : ils ont, au mépris des traités, dépouillé plusieurs princes de l'empire de leurs droits [1]; ils répandent leur système contagieux dans les provinces belgiques, et communiquent leurs idées aux têtes ardentes de la diète polonaise; leurs clubs ont établi des correspondances avec les clubs anglais; certains journaux d'Allemagne servent d'échos à leurs pamphlets; enfin ils dévoilent complétement le désir et l'espérance de rendre leur révolution universelle [2]. » Frédéric-Guillaume écouta ces représentations : avec son inconstance ordinaire, il changea tout à coup de système, et, « pour

[1] En Alsace, où quelques princes avaient des possessions qui subirent le sort de toutes les propriétés féodales du royaume; c'est-à-dire que les droits féodaux y furent abolis. Ces princes réclamèrent; l'Assemblée constituante leur offrit une indemnité : ils refusèrent, et ce fut le grief que l'Autriche mit en avant pour faire la guerre à la France.

[2] Ségur, Hist. de Frédéric-Guillaume II, t. II, p. 169.

des motifs secrets de la plus haute importance, » dit-il lui-même, il conclut la paix de Reichenbach avec l'Autriche (1790, 27 juill.). La Suède suivit cet exemple, et, lasse d'une guerre où les secours de la Prusse et de l'Angleterre s'étaient bornés à des promesses, elle fit la paix avec la czarine (14 août). Il ne resta plus en armes que la Russie et la Turquie. Les émigrés, le ministère anglais et les souverains de la Prusse et de l'Autriche s'efforcèrent d'accorder ces deux puissances pour que, toute l'Europe étant pacifiée, la nouvelle position politique que la révolution française lui avait faite se montrât clairement; mais Catherine, qui avait professé les maximes philosophiques les plus outrées, ne trouvait pas les principes français redoutables pour son peuple de serfs : elle ne vit, dans les préoccupations des autres puissances, que le moyen de satisfaire son ambition sur la Turquie, et elle continua la guerre. Cette conduite mit de l'incertitude dans les projets de la Prusse et de l'Autriche sur la révolution, et rendit inutiles toutes les sollicitations des émigrés. D'ailleurs le gouvernement anglais refusait de prendre parti dans la question : Pitt voyait bien que les idées françaises menaçaient l'Angleterre d'une révolution démocratique; mais il craignait d'alarmer le peuple par un semblant d'absolutisme, et il avait à lutter contre une formidable opposition. Il se tint donc dans l'immobilité, et attendit l'occasion d'accroître la grandeur de son pays aux dépens de la France. Pendant ce temps, Frédéric et Léopold s'entendirent pour détruire d'abord les deux révolutions qui semblaient filles de la révolution française, celle de Pologne, celle de Belgique. La Prusse entama avec la Russie des négociations qui devaient aboutir à un deuxième démembrement de la Pologne; l'Autriche envoya dans le Brabant le maréchal Bender avec trente mille hommes, qui dispersa les patriotes, entra à Bruxelles, et, sans aucun obstacle, détruisit la révolution belge.

§ VII. Conduite du roi. — Serment civique. — Fédération du 14 juillet. — Depuis le 5 mai 1789, le roi avait continuellement passé de la haine à la résignation, de la crainte à l'espérance, pour la position nouvelle où la révolution l'avait placé. Après les journées d'octobre et avant les décrets sur le clergé, comme il voyait la révolution populaire et universelle, il crut, lui qui avait fort peu d'amour pour le pouvoir, qu'il pourrait vivre avec la constitution. C'est pourquoi il s'inquiéta réellement des menées et des efforts des aristocrates, sentant dans quelle situation dangereuse ils le mettaient, entendant déjà l'opinion publique qui l'accusait d'être d'accord avec les conspirateurs et les émigrés; plusieurs fois même il chercha, par des actes spontanés, à ramener

les esprits à lui et à convaincre le peuple de la sincérité de ses intentions. Ainsi, quand le décret sur les départements fut présenté à sa sanction, il se rendit à l'assemblée (1790, 4 fév.), « profitant, dit-il, de l'occasion que lui offre cette grande résolution, d'où dépend l'avenir de la France, pour s'associer, d'une manière encore plus manifeste, à l'exécution et à la réussite de tout ce que l'assemblée a concerté pour l'avantage du pays. » Il désavoua les manœuvres des royalistes avec chaleur. « Que ceux, dit-il, qui s'éloigneraient encore d'un esprit de concorde devenu si nécessaire me fassent le sacrifice de tous les souvenirs qui les affligent, je les en payerai par ma reconnaissance et mon affection. Ne professons tous, je vous en donne l'exemple, qu'une seule opinion, qu'un seul intérêt, qu'une seule volonté, l'attachement à la constitution nouvelle et le désir ardent de la paix et du bonheur de la France. »

L'assemblée accueillit avec enthousiasme ce discours simple et touchant, et elle y répondit en prêtant le serment civique : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi, au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi. » Tout Paris répéta ce serment avec transport et fut en fête pendant plusieurs jours ; l'enthousiasme se communiqua aux provinces, et l'on se crut encore arrivé à la fin des troubles. A chaque moment la France, avide de jouir d'une révolution qui n'avait produit jusqu'alors que des souffrances, d'une « liberté dont la palme n'avait été arrosée que de sang et de larmes, » la France hâtait de tous ses vœux la fin du provisoire, et, sans songer que les révolutions profitent rarement aux générations qui se dévouent à les faire, elle cherchait à unir tous les partis dans un même esprit de concorde et de patriotisme. Ce sentiment éclata complétement dans la fête du 14 juillet, fête unique par l'enthousiasme universel qu'elle excita, où tous les cœurs s'épanouissaient dans l'amour du bien public, où l'on oubliait tout le passé pour ne songer qu'à un avenir pur et brillant, où le roi, l'assemblée, la garde nationale, soixante mille fédérés des départements, quatre cent mille spectateurs renouvelèrent le serment civique qui fut répété par toute la France.

§ VIII. Changement de ministère. — Relations du roi avec les étrangers. — Mirabeau acheté par la cour. — Discussion sur l'émigration. — Mort de Mirabeau. — Ce fut le dernier beau jour de la royauté. Louis XVI n'était nullement rassuré sur la légitimité de ces concessions ; il s'inquiétait d'une constitution qui lui donnait 30 millions de *liste civile*, mais qui lui enlevait, ter-

rible témoignage de la défiance populaire, le droit de faire grâce! Il sentait en lui comme un remords d'amoindrir l'héritage que ses pères lui avaient transmis; il flottait perpétuellement entre le désir bienveillant de satisfaire aux volontés du peuple et les idées de droit divin qu'il avait reçues dès le berceau. Un seul guide l'avait jusqu'alors maintenu dans des dispositions favorables à la révolution, c'était Necker; mais ce ministre avait déjà perdu toute sa popularité; il se voyait oublié, méprisé, dépassé : il donna sa démission (1790, 4 sept.), et se retira près de Genève. Les autres ministres, attaqués par les clubs, les journaux et l'assemblée, à cause des intrigues qu'ils menaient avec les émigrés, essayèrent vainement de résister à la clameur populaire; ils se retirèrent (20 oct.), à l'exception de Montmorin, chargé des affaires étrangères, et furent remplacés par Fleurieu, Duportail, Duport-Dutertre, Delessart, Bertrand de Molleville. Le roi fut très-irrité de se voir forcé à un changement de ministres, et il médita dès lors des projets de fuite. Enfin, quand les décrets sur le clergé furent rendus et que le pape se fut prononcé contre eux, il se sentit au terme de ses sacrifices, perdit tout espoir de s'accommoder avec la constitution, et n'eut plus qu'une pensée : détruire la révolution par les aristocrates et l'extérieur, ou l'arrêter par les modérés et l'intérieur. Le premier plan était celui de la reine, du comte d'Artois, des émigrés; le second était celui du marquis de Bouillé, de la plupart des députés royalistes, enfin de ces serviteurs éclairés qui aimaient aussi peu l'émigration que la révolution. Louis, avec son indécision accoutumée, alla alternativement de l'un à l'autre.

Il négocia avec tous les souverains de l'Europe, envoya auprès d'eux le baron de Breteuil pour les solliciter de le rétablir dans son autorité, et écrivit au roi de Prusse (3 déc.) : « Je réclame votre intérêt avec confiance dans ce moment-ci, où, malgré l'acceptation que j'ai faite de la nouvelle constitution, les factieux montrent ouvertement le projet de détruire le reste de la monarchie. Je viens de m'adresser à l'empereur, à l'impératrice de Russie, aux rois d'Espagne et de Suède, et je leur présente l'idée d'un congrès des principales puissances de l'Europe, appuyé d'une forte armée, comme la meilleure mesure pour arrêter ici les factieux, donner le moyen de rétablir un ordre de choses plus durable et empêcher que le mal qui nous travaille puisse gagner les autres états de l'Europe. J'espère que Votre Majesté approuvera mes idées et me gardera le secret le plus absolu[1]..... »

[1] Hist. parlem. de la Révolution, t. x.

Cependant, soit que le sentiment français le portât à se défier du désintéressement des rois étrangers, soit qu'il comprît tout le danger de sa conduite équivoque, Louis ne sollicitait les secours de l'extérieur qu'avec répugnance, et il revenait avec plaisir à l'autre plan ; mais, comme il croyait que la révolution était l'œuvre accidentelle de quelques hommes, c'était en ralliant quelques noms à sa cause qu'il pensait arriver à son but. Tout le parti constitutionnel, dont La Fayette était le représentant et qui voulait aussi sincèrement la monarchie que la révolution, lui offrait son appui, en lui démontrant que la couronne ne pouvait être sauvée que par son attachement à la constitution : il fut repoussé à cause de la haine aveugle que la reine avait vouée à La Fayette. « C'est un factieux fanatique et imbécile, disait-elle ; nous n'aurons jamais de confiance en lui. » Alors la cour s'adressa à un autre chef populaire plus accessible à la corruption, et elle crut avoir gagné la révolution elle-même en gagnant Mirabeau. Le grand orateur s'effrayait de la marche de l'assemblée et trouvait la constitution mauvaise : « Pour une monarchie, disait-il, elle est trop démocratique ; pour une république il y a un roi de trop. » Et, plein de cette folle confiance en lui-même qui le portait à dire : « qu'il ferait à son gré de la France une monarchie ou une république, » il voulait réconcilier le peuple avec la couronne et la cour avec la révolution. Il était dans ces dispositions lorsque la reine lui fit demander son appui pour sauver la royauté, et, comme on savait que Mirabeau, prodigue, dissolu, couvert de dettes, avait sa fortune à refaire et sa fièvre de débauches à assouvir, elle accompagna cette demande d'offres pécuniaires. L'alliance fut conclue, mais l'homme politique ne vendit rien de ses convictions : il fit sa profession de foi et ne s'engagea à soutenir le trône que dans la ligne tracée par lui. En effet, on le vit, pendant toute l'année 1790, et bien que l'accord remontât au mois de janvier, continuer sa lutte contre la cour, et celle-ci le considérer toujours comme un ennemi. Mais, dès que l'occasion s'offrit d'être royaliste en conservant ses principes, Mirabeau la saisit.

Le roi ayant donné l'ordre d'armer quelques vaisseaux, à cause d'un différend qui s'était élevé entre l'Espagne et l'Angleterre (22 mai), une vive discussion s'engagea sur cette question : A qui appartient le droit de guerre et de paix ? Mirabeau voulait sagement que la nation déléguât ce droit au chef du pouvoir exécutif, seul capable de mettre de l'unité et du secret dans les affaires diplomatiques. Mais d'après les idées du temps, il paraissait absurde de confier à un homme le droit de disposer du sang et des trésors

d'une nation, surtout quand l'on soupçonnait cet homme d'ourdir des trahisons avec l'étranger. Aussi, ce fut l'occasion pour le parti Barnave et Lameth d'éveiller les soupçons sur l'accord de l'orateur avec la cour, et l'on criait dans les rues : « La grande trahison du comte de Mirabeau ! » Celui-ci repoussa cette attaque par un chef-d'œuvre d'éloquence; et il fut résolu que la guerre serait décidée par un décret de l'assemblée, mais qui ne pourrait être rendu que sur la proposition formelle et nécessaire du roi.

Une autre question, où Mirabeau défendit encore les vrais principes contre les passions révolutionnaires, dévoila plus clairement son accord avec la cour, sans pourtant lui faire perdre sa popularité ; ce fut celle de l'émigration.

L'émigration était devenue une mode et une partie de plaisir : on partait pour Coblentz en sortant de l'Opéra; on quittait son château et sa famille comme pour un voyage d'agrément ; les femmes même s'en allaient. Mais toute cette noblesse portait à l'étranger sa frivolité désordonnée, ses goûts licencieux, sa morgue insultante, son impiété voltairienne. Elle trouvait ridicule d'employer la religion comme moyen contre-révolutionnaire; elle mettait du *bourgeois* dans les brevets des quelques roturiers mêlés dans ces rangs; elle trouvait plaisant d'appeler de chaque décret de l'Assemblée nationale « à la botte du maréchal Bender. » Cependant les rassemblements de Coblentz jetèrent l'inquiétude en France, et l'on proposa une loi pour empêcher l'émigration (1791, 28 fév.). Mirabeau combattit le projet de tous ses efforts, et subjugua l'assemblée par son audace : « Si vous faites une loi contre les émigrants, dit-il, je jure de n'y obéir jamais. « La question fut ajournée, et il ne sortit de la discussion qu'un décret sur la résidence des fonctionnaires publics, dans lequel il fut déclaré que, si le roi quittait le royaume, il serait censé avoir abdiqué la couronne.

Mirabeau fut dénoncé comme traître aux Jacobins; mais il n'en continua pas moins ses plans de contre-révolution, et, lorsqu'il vit la cour plus confiante en lui et décidée à prendre un parti, il proposa au roi de s'enfuir à Lyon, et de se poser là comme médiateur entre l'émigration et l'assemblée, en donnant lui-même une constitution nouvelle qui consacrerait tous les grands principes de la révolution. Il se disait assuré d'une partie de l'assemblée, des orateurs des clubs et des autorités administratives de trente-six départements. Le roi hésita long-temps à adopter ce plan, craignant la guerre civile, qui le mènerait, disait-il, à avoir le sort de Charles Ier. Néanmoins l'on avertit Bouillé, et l'on discutait les

moyens d'exécution, lorsque Mirabeau, usé par la débauche et le travail, tomba malade et mourut (2 avril). Cette mort fut accueillie par un deuil universel : le peuple ne se souvint plus que des services de l'homme qui semblait le génie de la révolution; l'assemblée décréta que l'église Sainte-Geneviève serait transformée en Panthéon pour la sépulture des grands hommes et que Mirabeau y serait enterré. Tout Paris assista à ses funérailles. Et pourtant Mirabeau était mort en doutant de l'œuvre dont il avait été le grand artisan : « J'emporte avec moi, dit-il, le deuil de la monarchie; les factieux s'en partageront les lambeaux. »

§ IX. Fuite et arrestation du roi. — La mort de Mirabeau ne changea rien aux projets de fuite de la cour, mais elle les rendit moins certains et plus criminels, et l'on s'arrêta au plan proposé par Breteuil : le roi devait chercher asile dans une place frontière, auprès de l'armée de Bouillé, de là dicter ses volontés à l'assemblée, et, en cas de revers, se réfugier à l'étranger.

La fuite fut d'abord tentée sous prétexte d'aller passer la semaine sainte à Saint-Cloud; mais le peuple arrêta les voitures. La Fayette accourut et voulut ouvrir la route par la force; la garde nationale refusa de lui obéir, et le roi rentra aux Tuileries (1791, 18 avril). Louis se plaignit à l'assemblée de cet outrage; mais, décidé plus que jamais à s'enfuir, et descendant, pour réussir, à une indigne duplicité, il affecta le plus grand zèle pour la révolution : il sanctionna tous les décrets qu'il avait refusés, mais en protestant secrètement contre cette sanction; il écrivit à ses ambassadeurs une lettre pleine d'un enthousiasme exagéré pour la constitution, proclamant ses ennemis ceux qui douteraient de sa parfaite liberté, désavouant les intentions de fuite qu'on lui supposait; mais cette lettre avait pour but, ainsi qu'il l'avoua lui-même, de faire croire qu'elle lui avait été arrachée par la violence. En même temps, il sollicita les princes étrangers de se concerter définitivement pour son salut. Ce fut alors que le comte d'Artois, après avoir obtenu de lui son autorisation formelle, eut à Mantoue une entrevue avec l'empereur (20 mai), dans laquelle il fut décidé que trente-cinq mille Autrichiens entreraient en Flandre, quinze mille en Alsace, pendant que trente mille Piémontais se porteraient sur Lyon et vingt mille Espagnols sur les Pyrénées. Cette convention fut apportée à Louis XVI, qui l'approuva; mais cette ébauche de coalition resta sans effet, et le roi, qui se défiait de son frère et des étrangers, reprit le projet de Breteuil.

Bouillé dispersa des troupes sur la route de Montmédy à Châlons, et tout étant disposé, le roi, la reine, leurs enfants, madame

Élisabeth, sœur du roi, sortirent déguisés des Tuileries, montèrent dans une berline devant laquelle couraient trois gardes du corps, et se dirigèrent sur la route de Châlons (21 juin). Le comte de Provence, pour ne pas éveiller les soupçons, prit une autre route, celle de Bruxelles, et passa la frontière sans obstacle. Les fugitifs, arrivés à Sainte-Menehould, furent reconnus par le fils du maître de poste, Drouet, qui courut à Varennes par un chemin de traverse et avertit la municipalité. Lui-même barricada le pont, arrêta la voiture royale en demandant les passe-ports, et fit descendre les voyageurs à la maison commune. Le maire se fit attendre jusqu'à ce que la garde nationale fût rassemblée, et alors il déclara au roi qu'il était reconnu. Louis harangua les habitants, et leur demanda à continuer son voyage : on lui dit qu'il fallait retourner à Paris. En ce moment, les hussards que Bouillé avait cantonnés sur la route arrivèrent ; mais ils refusèrent d'obéir à leurs officiers et se laissèrent désarmer par la garde nationale. On retourna la voiture, et la famille royale partit. Deux heures après, accourut Bouillé, avec un régiment de cavalerie, pour délivrer le roi; mais il trouva Varennes barricadée, le pont rompu, toute la garde nationale en armes : il fut obligé de rebrousser chemin, et se sauva à l'étranger.

La nouvelle de la fuite du roi avait causé une vive surprise dans la capitale, mais point de consternation. La Fayette, que le peuple accusait de complicité avec la cour, envoya ses aides-de-camp sur toutes les routes, et l'un d'eux arriva à Varennes au moment même du départ du roi. Les sections et les clubs se mirent en permanence ; on détruisit tous les insignes de la royauté ; la presse poussa de cyniques cris de joie sur ce que la France était « débarrassée d'un roi imbécile et d'une scélérate qui réunit la lubricité de Messaline à la soif de sang de Médicis. » « Voici le moment, disait Marat, et c'était sa prédication habituelle, de faire tomber la tête des ministres, de La Fayette, de tous les scélérats de l'état-major, de Bailly, de tous les municipaux, de tous les traîtres de l'assemblée. » L'assemblée accueillit la nouvelle par un profond silence, et se montra pleine de calme et de dignité. Sur-le-champ, elle se déclara en permanence, et décréta : que toutes les autorités et les gardes nationales se mettraient en mouvement pour arrêter l'évasion du roi, qu'elle qualifia d'enlèvement ; que les ministres recevraient directement les ordres de l'assemblée, laquelle prenait en main le pouvoir exécutif ; que ses décrets seraient exécutés sans sanction ni acceptation ; que les frontières seraient mises en état de défense, et la garde nationale en activité, etc.

« En moins de quatre heures, dit Ferrières, l'assemblée se vit investie de tous les pouvoirs; le gouvernement marcha, la tranquillité publique n'éprouva pas le moindre choc, et Paris et la France apprirent, par cette expérience devenue si funeste à la royauté, que presque toujours le monarque est étranger au gouvernement qui existe sous son nom. »

Un lettre de la municipalité de Varennes annonça l'arrestation du roi; et aussitôt trois commissaires, Latour-Maubourg, Pétion et Barnave, furent envoyés avec des pleins pouvoirs pour assurer son retour. Le voyage dura huit jours, et fut remarquable par l'esprit révolutionnaire des départements : plus de cent mille gardes nationaux se portèrent sur la route pour servir d'escorte, et, malgré la présence des commissaires de l'assemblée, ils n'épargnèrent à la famille royale ni les reproches ni les injures. On arriva ainsi à Paris au milieu d'une foule immense, silencieuse, menaçante; et il fallut tous les efforts de La Fayette et de la garde nationale pour garantir de ses outrages les fugitifs, qui rentrèrent aux Tuileries.

§ X. Décret sur l'inviolabilité du roi. — Affaire du Champ-de-Mars. — L'assemblée décréta que le roi était provisoirement suspendu de ses fonctions, et qu'une garde lui serait donnée, laquelle répondrait de sa personne. Deux cent quatre-vingt-dix députés protestèrent contre ce décret, et, pour frapper de nullité les opérations de l'assemblée, refusèrent de prendre part aux délibérations (1791, 30 juin). Alors de vives discussions s'engagèrent sur l'inviolabilité du roi et le rétablissement de son autorité. Les Jacobins prétendaient que sa désertion était une abdication, et que l'assemblée n'avait qu'à proclamer sa déchéance et l'établissement de la république. C'était la première fois que ce mot était ouvertement prononcé; mais la chose existait déjà en réalité, et c'était la faute non de l'assemblée et de sa constitution, mais de la révolution elle-même, qui, faite en haine de l'ancien régime, avait si bien détruit tous les pouvoirs qu'il ne restait plus que le nom de roi à faire disparaître. Les journaux, les districts, les meneurs des clubs criaient sans cesse : « Plus de roi! » L'extrême gauche, ayant à sa tête Pétion et Robespierre, députés qui avaient parmi le peuple la plus haute renommée d'austérité et de patriotisme, l'extrême gauche, qui jusqu'alors n'avait fait que suivre et appuyer les constitutionnels, combattit pour son compte et ne cacha plus ses idées républicaines. Enfin les Jacobins résolurent de faire signer au Champ-de-Mars, sur l'autel de la Patrie, une pétition pour la déchéance. L'assemblée se vit débordée et revint alors à des idées

monarchiques; le parti Barnave, Lameth et Duport, qui avait dirigé jusqu'alors le mouvement démocratique, s'effraya de la république et se réunit au centre; tout ce qui tenait à la constitution se rallia; et quoiqu'il fût facile de prévoir ce que serait un roi replacé sur son trône ébranlé, sans respect, sans estime, sans pouvoir, une forte majorité voulut sauver l'œuvre constitutionnelle en sauvant l'autorité royale. Alors, et après que des commissaires nommés par l'assemblée pour interroger le roi lui eurent secrètement dicté une déclaration qui palliait les intentions du voyage de Varennes, alors fut rendu un décret qui suspendait l'exercice du pouvoir exécutif dans les mains de Louis XVI jusqu'à ce que, la constitution étant achevée, elle fût présentée à son acceptation (1791, 16 juill.). Il devait, à cette époque, recouvrer ses prérogatives, sa garde constitutionnelle, sa liste civile; mais s'il venait à rétracter son serment, s'il se mettait à la tête d'armées étrangères, ou souffrait qu'on fît la guerre à la France en son nom, il serait censé avoir abdiqué, redeviendrait simple citoyen et pourrait être mis en jugement pour les actes postérieurs à cette abdication.

Ce décret mit en fureur les républicains, qui cherchèrent à soulever le peuple : ils persistèrent à signer leur pétition et formèrent au Champ-de-Mars des rassemblements menaçants dans lesquels deux hommes furent massacrés (17 juill.). L'assemblée manda la municipalité à sa barre, et lui enjoignit de veiller à la tranquillité publique par tous les moyens que la loi lui avait confiés. Alors Bailly, La Fayette et la garde nationale se rendirent au Champ-de-Mars, où plus de six mille signatures avaient été apposées sur la pétition : après plusieurs heures de pourparlers dans lesquels les autorités furent outragées et toutes les exhortations inutiles, on proclama la loi martiale. La multitude répondit aux sommations par des cris furieux, une grêle de pierres et un coup de pistolet tiré sur La Fayette. Alors celui-ci ordonna le feu, et une centaine d'individus tombèrent morts ou blessés. La foule se dispersa, et la terreur se répandit dans le parti républicain.

Ce fut un grave et fâcheux événement : de là date la scission entre les constitutionnels et les républicains, entre la bourgeoisie et le peuple; et elle se déclara sur-le-champ aux Jacobins, où il ne resta que six députés de la gauche; tous les autres allèrent fonder un club nouveau dans le couvent des Feuillants. La garde nationale fut pleine d'incertitude sur la légitimité de l'exécution du Champ-de-Mars, et elle regretta que la révolution eût été réduite, comme l'ancien régime, à tirer sur le peuple. Le peuple mit Barnave, Lameth, Duport au rang de ses ennemis; il enve-

loppa dans la même haine les Feuillants et les émigrés; il voua à l'exécration Bailly et La Fayette.

§ XI. — CONVENTION DE PILNITZ. — FIN DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. — Les royalistes virent cet événement avec espoir : ils étaient déjà sortis de la stupeur où les avait jetés l'arrestation de Louis XVI, et ils ne songeaient qu'à profiter de sa captivité pour exciter le zèle des étrangers. Mais, jusqu'à cette époque, ils avaient obtenu plus de promesses que d'effets : ils avaient beau représenter la facile répression de la révolution belge, la désorganisation de l'armée française, les troubles de l'intérieur; les souverains de la Prusse et de l'Autriche hésitaient, à cause des craintes inspirées par l'ambition de Catherine, qui continuait ses succès contre les Turcs et menaçait réellement la route de Constantinople. Alors la ligue anglo-prussienne fit mine de se reformer et reprocha à la czarine une guerre « qui empêchait les puissances européennes de s'occuper des révolutionnaires de l'Occident. » Catherine, inquiète de ces menaces, et pensant qu'elle aurait meilleur marché de la Turquie et de la Pologne quand toute l'Europe serait occupée à la guerre contre la France, consentit à traiter avec la Turquie et à laisser tranquille la Pologne (1791, 4 août). Alors les émigrés redoublèrent leurs sollicitations auprès de Léopold et de Frédéric; et ces deux princes conclurent à Pilnitz une convention assez vague, mais dans laquelle ils menaçaient d'envahir la France si Louis XVI n'était rendu à la liberté, l'assemblée dissoute, les émigrés réintégrés dans leurs biens et honneurs, etc. (27 août).

Cette convention ne fit qu'imprimer un nouveau mouvement à l'esprit révolutionnaire : la France en fut indignée. On se demanda de quel droit l'étranger se mêlait des affaires d'un grand peuple; on menaça les tyrans de révolutionner leurs sujets; on se prépara à la résistance. Mais, sur cette question si grave, l'assemblée ne sut pas prendre l'initiative et manqua de vues d'avenir. Bornant la révolution à la constitution, elle ne crut pas que son œuvre eût de sérieux dangers à craindre de l'extérieur, et elle pensa que la constitution française serait acceptée sans obstacle dans le droit public de l'Europe, à la place du roi très-chrétien. Elle avait déclaré que la France renonçait aux conquêtes, mais c'était aux conquêtes telles que les entendaient Richelieu et Louis XIV, et leur système politique n'existait plus : elle ne vit pas que la révolution, plaçant la France dans une position hostile à tous ses voisins, devait inévitablement engendrer la guerre, que cette guerre ne pouvait être qu'une guerre de propagande, et qu'il eût fallu s'y préparer. Elle

laissa donc à résoudre à l'assemblée qui lui succéda cette immense question, et, pendant que le peuple, avec son instinct révolutionnaire, s'agitait des menaces de l'étranger, elle sembla les dédaigner, se contenta d'ordonner la levée de cent mille gardes nationaux, et ne s'occupa plus qu'à mettre la dernière main à la constitution. Mais là encore cet esprit de candeur généreuse qui l'avait constamment animée pendant sa laborieuse carrière, la conduisit à une nouvelle faute : elle décréta, sur la proposition de Robespierre et à la grande joie des républicains et des royalistes, que ses membres ne pourraient faire partie de la prochaine législature, ni même accepter aucun emploi conféré par le roi (16 mai). Ainsi, ceux qui avaient eu tant de peine à faire une constitution, laissaient leur œuvre à défendre à des hommes nouveaux, élus sous l'influence du mouvement révolutionnaire, et tout prêts à innover. « On voulait, disait Duport, exposer la France à voir arriver tous les deux ans une révolution dans les lois et les opinions. » Le même mouvement d'imprudente générosité porta La Fayette et Bailly à se démettre de leurs fonctions de général et de maire; et alors il n'y eut plus au pouvoir un seul des hommes qui avaient fait le serment du Jeu-de-Paume [1].

La constitution étant achevée, elle fut envoyée au roi, qui l'accepta sur-le-champ : « Je prends, dit-il, l'engagement de la maintenir au dedans, de la défendre contre les attaques du dehors, et de la faire exécuter par tous les moyens qu'elle met en mon pouvoir. Je déclare qu'instruit de l'adhésion que la grande majorité du peuple lui a donnée, je renonce au concours que j'avais réclamé dans ce travail, et que, n'étant responsable qu'à la nation, nul autre, lorsque j'y renonce, n'a droit de se plaindre. » Il vint ensuite dans l'assemblée et prêta serment à la constitution (1791, 14 sept.). Alors, et après que, sur la proposition de La Fayette, une amnistie générale eut été décrétée pour tous les crimes et délits politiques, le président déclara que « l'Assemblée nationale constituante avait terminé sa mission » (30 sept.).

[1] La garde nationale de Paris fut alors réorganisée : on n'y admit que des citoyens actifs; elle forma six légions de dix bataillons chacune; il n'y eut plus de commandant-général, les chefs de légion en exercèrent, tour à tour et chacun pendant un mois, les fonctions.

SECTION II.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

1er octobre 1791 — 20 septembre 1792.

CHAPITRE PREMIER.

Déclaration de guerre. — Journée du 20 juin. — Insurrection du 10 août. — Du 1er octobre 1791 au 10 août 1792.

§ I. L'Assemblée législative n'est qu'une transition entre la monarchie constitutionnelle et la république. — Une allégresse universelle accueillit la fin du provisoire ; une ère nouvelle d'ordre, de liberté et de bonheur semblait s'ouvrir pour la France ; la constitution paraissait réunir tous les vœux et les opinions. Œuvre du parti de La Fayette et de Barnave, c'est-à-dire de la garde nationale et de la bourgeoisie, elle avait pour elle les classes qui occupaient les fonctions publiques et avaient la force ; elle dominait dans la nouvelle assemblée, où le parti de l'ancien régime n'avait pas un représentant, où le parti qui fit plus tard la république ne pensait pas encore sérieusement à cette forme de gouvernement ; enfin elle était acceptée sincèrement par Louis XVI, qui attendait sa révision de l'apaisement des passions populaires. La reine elle-même disait « qu'avec de la patience, de la fermeté et de la suite, tout n'était pas perdu. » Ainsi donc il semblait que la constitution fût destinée à une longue vie. Cependant elle ne vécut pas un an, et l'assemblée appelée à la mettre en activité ne fut qu'une transition entre la monarchie constitutionnelle et la république. C'est que la révolution, nous ne cesserons de le dire, était bien moins politique que sociale ; or la constitution ne prétendait terminer que la révolution politique : la révolution sociale restait à achever, puisque les anciennes classes privilégiées, quoique dépouillées et abaissées, étaient pleines de ressentiments et cherchaient à recouvrer leur puissance ; puisque le peuple, dont l'ambition était excitée par ses succès, ne croyait pas sa victoire

complète tant qu'il restait quelque chose à ses ennemis, tant que lui-même n'aurait pas de part, comme la bourgeoisie, au butin de la victoire. La constitution se trouva donc placée entre ceux qui avaient perdu et qui s'efforçaient de reprendre, et ceux qui avaient gagné et s'efforçaient encore d'envahir; elle demandait aux premiers de céder quelque chose, aux seconds de ne pas tant désirer. Mais exposée aux coups des deux partis qu'elle empêchait de se prendre corps à corps, elle fut renversée, et périt non par ses énormes défauts, mais dans la lutte révolutionnaire.

§ II. Composition de l'assemblée. — Situation des royalistes a l'intérieur et a l'extérieur. — Décrets contre les émigrés et les prêtres réfractaires. — Le roi refuse sa sanction. — L'Assemblée législative était composée de sept cent quarante-cinq députés, presque tous choisis dans la classe moyenne et dévoués à la révolution; ceux de la droite et de l'extrême droite se nommaient généralement Feuillants, ceux de la gauche et de l'extrême gauche Jacobins. La droite était formée des constitutionnels, lesquels s'appuyaient sur la garde nationale et les autorités départementales; ils mettaient toute la révolution dans la constitution et croyaient que celle-ci était suffisante pour sauver celle-là; représentants de la bourgeoisie, ils voulaient son triomphe en s'alliant aux anciens privilégiés et en écartant le peuple du pouvoir. Ses membres les plus remarquables étaient Mathieu Dumas, Girardin, Lemontey, Ramond, Pastoret, etc., et son homme d'état hors de l'assemblée était La Fayette. L'extrême droite n'était distinguée de la droite elle-même que par son attachement plus prononcé pour le roi et ses liaisons avec la cour; mais elle voulait la constitution, toute défectueuse qu'elle la trouvât. La gauche était composée d'hommes résolus à sauver la révolution, même aux dépens de la constitution, et qui se trouvèrent entraînés jusqu'à la république; mais ils manquaient d'unité de vues et ne formaient pas un parti compacte; représentants de la bourgeoisie, ils voulaient son triomphe en s'alliant au peuple contre les classes privilégiées. Ses membres les plus remarquables étaient Vergniaud, Guadet et Gensonné, députés de la Gironde, orateurs plein d'enthousiasme et de véhémence, d'où le parti prit le nom de *Girondins;* Brissot, publiciste fécond; Condorcet, philosophe aux idées supérieures. Son homme politique hors de l'assemblée était Pétion, républicain froid et dissimulé, qui avait une grande popularité. A l'extrême gauche et occupant en petit nombre les gradins supérieurs de l'assemblée, ce qui fit donner à ce parti le nom de *Montagne*, se trouvaient les représentants de la multitude et des clubs, Bazire,

Chabot, Merlin de Thionville, auxiliaires des Girondins pour sauver la révolution, mais voulant la sauver uniquement au profit du peuple. Ses hommes politiques hors de l'assemblée étaient Robespierre, qui dominait les Jacobins par son rigorisme dogmatique et sa réputation d'intégrité; Danton, surnommé le Mirabeau de la populace, homme d'action et d'audace, qui dominait le club des Cordeliers. Le centre de l'assemblée n'avait ni les vertus ni les lumières du centre de l'Assemblée constituante : sa modération passait pour de la peur, et il vota presque toujours avec la gauche.

L'Assemblée étant ainsi composée, on voit que des deux partis extrêmes qui s'avouaient les ennemis de la constitution, c'est-à-dire les républicains et les royalistes, les premiers y avaient seuls quelques représentants; conséquemment le parti de l'ancien régime n'avait aucun moyen d'action légal, et il ne pouvait chercher la victoire que par des voies illégitimes, c'est-à-dire par la guerre civile et la guerre étrangère.

A l'intérieur, son système était toujours de pousser au mal pour amener le retour du bien : il confondait dans une même haine tous les membres de l'assemblée, et ne faisait aucune distinction entre La Fayette, Pétion et Robespierre; mais comme au jour de son triomphe il lui faudrait, disait-il, compter avec les Feuillants et non avec les Jacobins, il ne cherchait qu'à affaiblir les premiers et à fortifier les seconds. Ainsi les constitutionnels voulaient porter à la mairie de Paris La Fayette, toujours adoré de la bourgeoisie: la cour, qui n'appréciait nullement ce caractère loyal et généreux, fit jouer toutes ses intrigues contre lui, et lui opposa Pétion. « La Fayette, disait la reine, ne veut être maire de Paris que pour être maire du palais. » Il fut donc écarté, à la grande joie des Jacobins, qui voyaient en lui un autre Cromwell. Paris fut donné aux Girondins par l'élection de Pétion, et Pétion fit servir perfidement sa place à renverser la constitution et le trône.

Les royalistes portaient dans toutes leurs manœuvres le même esprit d'aveuglement : ils soldaient des journaux, ils payaient des motions et des applaudissements dans les clubs, ils cherchaient à gagner quelques chefs populaires, comme Danton; mais tout cela tournait contre eux, et ils n'avaient qu'un moyen efficace d'embarrasser la révolution, les troubles religieux. « Les prêtres et surtout les évêques, dit Ferrières, employaient toutes les ressources du fanatisme pour soulever le peuple des campagnes et des villes contre la constitution civile du clergé. On répandait des instructions destinées au peuple, où l'on disait qu'on ne pouvait s'adresser, pour les sacrements, aux prêtres intrus; que tous ceux qui y partici-

paient devenaient coupables de péché mortel; que ceux qui se feraient marier par les prêtres intrus ne seraient pas mariés... Ces écrits produisirent l'effet qu'en attendaient les évêques : des troubles éclatèrent de toutes parts. » Dans le Gévaudan, le Poitou, la Bretagne, pays où la classe moyenne était peu nombreuse, les villes petites, les campagnes dépendantes de la noblesse, les paysans se portèrent à des violences contre les prêtres constitutionnels et les chassèrent des églises. La guerre civile devint imminente.

A l'extérieur, la conduite des royalistes était encore plus hostile et menaçante. Léopold et Frédéric, ayant vu l'empressement de Louis XVI à accepter la constitution, étaient restés immobiles, et ils protestaient même de leurs intentions pacifiques; l'Angleterre paraissait résolue à garder la neutralité; il n'y avait que l'Espagne, la Suède et la Russie qui témoignassent une malveillance peu redoutable. Mais les émigrés n'en continuaient pas moins leurs apprêts de guerre; les frères du roi avaient protesté contre l'acceptation de la constitution, qu'ils disaient n'être pas sincère, protestation qui avait fait grand bruit et encouragé l'émigration; les journaux royalistes se vantaient follement des deux mille officiers qui avaient déjà abandonné l'armée, des quinze mille gentilshommes rassemblés à Coblentz, des quatre cent mille étrangers qui s'apprêtaient à les soutenir.

Louis désirait ardemment le « retour des émigrés, qui aurait fait revivre le parti royaliste entièrement désorganisé; » il sentait tout le danger de leurs bravades; il voyait le peuple qui était plein de défiance, les journaux et les clubs qui parlaient déjà de trahison, l'assemblée qui allait être entraînée à des lois de rigueur qu'il était résolu d'avance à ne pas sanctionner. Il fit donc une proclamation aux réfugiés de Coblentz (1791, 14 octobre), pour les assurer de son adhésion libre et sincère à la constitution et les engager à revenir en France. Cette proclamation ne fut pas écoutée des émigrés, qui étaient convenus de regarder comme forcées toutes les démarches du roi, sans s'inquiéter de la position périlleuse où ils le mettaient en le taxant ainsi de mensonge. Les princes eux-mêmes s'en étaient expliqués à Louis en ces termes : « Si l'on nous parle de la part de ces gens-là (l'assemblée), nous n'écouterons rien; si c'est de la vôtre, nous écouterons, mais nous irons droit notre chemin. Ainsi si l'on veut que vous nous fassiez dire quelque chose, ne vous gênez pas [1]. »

En face des manœuvres royalistes à l'intérieur et à l'extérieur, l'assemblée dut commencer la tâche que lui avait laissée l'Assemblée

[1] Pièces de l'armoire de fer.

constituante, c'est-à-dire préparer la guerre; et, pour cela, elle prit sur-le-champ une position nettement révolutionnaire et sortit des voies constitutionnelles, qu'elle trouvait insuffisantes. D'ailleurs, comme elle voyait le roi entouré de prêtres réfractaires et qu'elle soupçonnait sa correspondance secrète avec Coblentz[1], elle voulait savoir ce qu'elle pourrait attendre ou craindre de lui dans la lutte qu'elle engageait. Elle s'occupa d'abord de l'extérieur, et décréta (9 novembre) : 1° que le comte de Provence était sommé de rentrer dans le royaume avant deux mois, sous peine de perdre son droit éventuel à la régence; 2° que les Français rassemblés au delà du Rhin étaient suspects de conjuration; que s'ils étaient encore en état de rassemblement au 1er janvier prochain, ils seraient poursuivis comme coupables et punis de mort; les revenus des contumaces devaient être perçus au profit de la nation, sans préjudice des droits des femmes et des enfants.

Le roi sanctionna le premier décret et opposa son *veto* sur le second. Pour atténuer l'effet de ce *veto*, il fit une nouvelle proclamation aux émigrés, les engageant à faire cesser les défiances par leur retour, leur prouvant sa liberté par son *veto*, les menaçant de mesures sévères. Cela ne ramena ni les émigrés qui continuèrent leurs rassemblements, ni le peuple qui conclut sur-le-champ qu'il était impossible au roi de ne pas faire cause commune avec les ennemis de la révolution. « En refusant de sanctionner le décret contre les émigrants, dit Camille Desmoulins, le roi sanctionne leurs criminels projets.... Avant peu la nation se trouvera placée entre la nécessité de se laisser égorger ou celle de désobéir, c'est-à-dire entre la servitude et l'insurrection... La prétendue sincérité du roi est une dérision. »

L'assemblée fut très-irritée du *veto* royal; mais elle persista dans la voie qu'elle suivait, et elle chercha à se garantir de la guerre civile par des mesures extra-légales contre les prêtres réfractaires. Aucune considération religieuse ne pouvait l'arrêter : car elle était, plus encore que l'assemblée précédente, imbue d'idées voltairiennes, et les Girondins disaient hautement : « Notre Dieu c'est la loi, nous n'en connaissons pas d'autre. » Elle décréta (29 nov.) : que les prêtres insermentés seraient privés de la pension qui leur avait été donnée en indemnité de la vente de leurs biens; qu'ils ne pourraient plus exercer le culte, même dans des maisons particulières; qu'ils étaient déclarés suspects de révolte et mis sous la surveillance des autorités. S'il survenait des troubles religieux dans la commune qu'habitait un réfractaire,

[1] Mém. de madame Campan, t. II, p. 172.

celui-ci pouvait être changé de résidence par les autorités départementales, lesquelles devaient envoyer à l'assemblée la liste des prêtres insermentés.

Ces mesures iniques étaient réellement de la persécution. Tout le parti constitutionnel se souleva contre elles; le directoire de Paris supplia le roi de les empêcher, et Louis y mit son *veto* en disant : « On m'ôtera plutôt la vie que de sanctionner un tel décret. » Il était parfaitement dans la constitution en s'opposant à des lois qui en violaient tous les principes; mais il n'était pas dans la révolution : son *veto* sur les émigrés et sur les prêtres apportait, pour ainsi dire, la guerre étrangère et la guerre civile; et dès lors tout fut rompu entre lui et le peuple. Ce n'était pas la force légale qui lui manquait, c'était la force d'opinion : son pouvoir, quelque absurdement restreint qu'il fût, aurait peut-être suffi dans des temps ordinaires; mais la situation était tellement révolutionnaire, qu'en faisant un légitime usage de sa prérogative, il passait pour traître. Le peuple s'inquiétait peu si les mesures proposées étaient constitutionnelles : il était envers les royalistes ce que nous l'avons vu au seizième siècle envers les protestants, plein de défiance et de fureur, voulant lier les mains à ses ennemis, croyant tout juste et bon contre eux, criant à la trahison contre le pouvoir qui n'avait pas toutes ses passions. Pour obtenir sa confiance, il eût fallu se montrer aussi révolutionnaire que lui, se mettre en avant de tous ses désirs, satisfaire à toutes ses haines; et Louis XVI, depuis le commencement de son règne, n'avait jamais cédé aux exigences populaires qu'avec répugnance et par crainte : aussi se trouvait-il toujours en arrière de ces exigences, et il s'ensuivait que, plus il perdait, plus il était obligé de perdre. Maintenant encore, résigné à la position qu'on lui avait donnée, il croyait faire tout son devoir en se tenant dans les limites de la constitution; mais le peuple voulait de la passion et non de la résignation; d'ailleurs il ne pouvait estimer cette résignation sincère : il se souvenait du voyage de Varennes; il s'épouvantait de voir la défense de la révolution aux mains d'un homme qui en était l'ennemi naturel; il regrettait toutes les armes qu'on avait données au roi contre la nation : le *veto*, 30 millions, l'initiative de la guerre, etc.

§ III. Apprêts de guerre. — Ministère girondin. — Déclaration de guerre. — Cependant les souverains étrangers, excités soit par la lutte du roi et de l'assemblée, soit par les sollicitations de la cour, avaient repris leurs projets hostiles : les ambassadeurs français étaient partout maltraités, les voyageurs français proscrits;

'Autriche, la Prusse, le Piémont levaient des troupes; l'Espagne t la Russie menaçaient; le roi de Suède, glorieux de la victoire u'il avait remportée sur sa noblesse, voulait conduire la croisade es rois contre la révolution française. Les alarmes des patriotes t leurs défiances contre le pouvoir exécutif devinrent plus vives, t Louis XVI essaya de les apaiser. Il signifia (20 déc.) aux lecteurs de Trèves et de Mayence que s'ils n'empêchaient les rassemblements des émigrés, ils seraient considérés comme ennemis e la France; il écrivit à l'empereur pour qu'il interposât son autoité auprès de ces deux princes; enfin il déclara à l'assemblée que, ans le cas où il n'aurait pas satisfaction, il ne lui resterait plus u'à proposer la guerre. Les électeurs ne dissipèrent pas les rassemblements; la diète de Ratisbonne demanda la réintégration les princes possessionnés en Alsace; l'empereur déclara que, si es électeurs étaient attaqués, il les soutiendrait. Louis fit dire à 'assemblée que si, au 15 janvier, les rassemblements n'étaient pas lispersés, il emploierait la force des armes. L'assemblée applaudit ce langage : elle décréta d'accusation les frères du roi et le prince le Condé, et priva le comte de Provence de ses droits à la régence. 'rois armées furent formées sous le commandement de Luckner, a Fayette et Rochambeau, les seuls généraux qui n'eussent pas migré. Rochambeau avait quarante-huit mille hommes de Dunerque à Philippeville; La Fayette, cinquante-deux mille de Phippeville à Lauterbourg; Luckner, quarante-deux mille de Laurbourg à Bâle. Une quatrième armée, commandée par Montesuiou, devait observer les Alpes. Mais toutes les troupes étaient ésorganisées et sans discipline, les officiers mal disposés, les laces désarmées, les arsenaux vides. Cependant on fit, avec beauup d'ardeur et un peu de confusion, d'immenses apprêts; la uerre devint la pensée universelle : elle était demandée par les euillants pour qu'elle rendît du crédit au gouvernement, et par s Girondins pour que la révolution y trouvât un dénoûment. es Montagnards seuls la blâmaient, parce que, inquiets des oubles intérieurs, ils se défiaient d'une guerre qui serait prosée par Louis XVI, préparée par les Feuillants, dirigée par La ayette.

Les hostilités devenaient imminentes; mais le roi, étant le but nique des projets de l'étranger, n'avait pas regagné la connce populaire : ses démonstrations de dévouement passaient ur des manœuvres perfides; ses deux *veto* laissaient toujours la volution sans défense contre ses ennemis; ses ministres étaient cusés d'intrigues contre la constitution, ou de correspondance

avec les étrangers. Un seul avait la confiance de l'assemblée : c'était le jeune Narbonne, qui avait été récemment porté au ministère de la guerre par les Feuillants et qui réorganisait l'armée avec la plus grande activité ; mais il n'était pas aimé du roi, qui se voyait ainsi dominé par les constitutionnels et contraint à la guerre. Cependant il était impossible à l'assemblée de laisser la conduite des opérations à un gouvernement suspect de trahison, et les Girondins auraient voulu envahir le ministère, pour surveiller, dominer, enchaîner le roi, et sauver ainsi légalement la révolution. Ils s'élevaient avec violence contre Bertrand de Molleville, ministre de la marine, et Delessart, ministre des affaires étrangères, qui avaient, disait-on, suscité la coalition pour effrayer la France, et ils soutenaient Narbonne, qui était en lutte avec ces deux ministres. Narbonne fut destitué. Les Girondins accusèrent de trahison Bertrand et Delessart. Le premier était l'homme de confiance de la reine ; il essayait habilement de faire la contre-révolution par l'intérieur, surtout en rendant la constitution impraticable : l'assemblée déclara qu'il avait perdu la confiance de la nation. Le second était en correspondance avec les émigrés, et les réponses de l'empereur avaient été concertées entre lui et le prince de Kaunitz : convaincu d'avoir « professé des doctrines inconstitutionnelles en face de l'étranger, » il fut envoyé devant la haute-cour d'Orléans, instituée récemment pour juger les crimes de lèse-nation (1792, 10 mars). Tous les autres ministres donnèrent leur démission.

Le roi, effrayé de cette attaque, résolut de s'allier aux dominateurs de l'assemblée, et il prit son ministère dans l'opinion de gauche (24 mars) : il donna la guerre à Servan, les finances à Clavière, l'intérieur à Roland. C'étaient trois Girondins prononcés, principalement le dernier, homme instruit, austère et courageux, que gouvernait une femme belle, ardente, spirituelle, âme de la Gironde et qui communiquait à ce parti son enthousiasme philosophique et républicain. Les autres ministres furent : Duranthon à la justice, Lacoste à la marine, le général Dumouriez aux affaires étrangères. Ce dernier, avec du génie politique et militaire, une vaste ambition, des talents de premier ordre, n'était encore, à l'âge de cinquante ans, qu'un aventurier qui avait passé sa vie dans les intrigues diplomatiques. Haï des Feuillants, lié avec la Gironde, aimé des Jacobins, il fut l'homme important du ministère, et plut à Louis par son caractère, son esprit, son audace, son sang-froid, ses ressources infinies, enfin en lui persuadant qu'il ne cherchait la popularité que pour sauver le trône.

Avec un ministère ainsi composé, la guerre devenait inévitable,

et la diplomatie française prit, dans la bouche de Dumouriez, le langage le plus ferme et le mieux résolu. L'Autriche avait envoyé quarante mille hommes dans les Pays-Bas, vingt mille sur le Rhin ; elle venait de signer un traité d'alliance avec la Prusse, « pour mettre un terme aux troubles de la France ; » enfin Léopold, dont l'humeur pacifique ne se prêtait qu'avec répugnance à tous ces apprêts d'hostilités, vint à mourir et eut pour successeur son neveu François, qui prit le titre de roi de Bohême et de Hongrie en attendant son élection à l'empire (1792, 1er mars). Celui-ci, jeune et tout disposé à la guerre, répondit aux sommations de Dumouriez en demandant la restauration de la monarchie française sur les bases de la déclaration du 23 juin, le rétablissement des ordres, la restitution des biens du clergé, etc. C'était une déclaration de guerre, et toute la France en fut saisie d'indignation. Alors le roi se rendit à l'assemblée avec tous ses ministres, et, après un rapport où Dumouriez exposa la marche et les résultats des négociations, il proposa, « aux termes de la constitution, la guerre contre le roi de Bohême et de Hongrie » (20 avril). Cette proposition fut accueillie par une vive émotion et des cris de : Vive le roi ! et après une discussion approfondie, la guerre fut décrétée. C'était la guerre de vingt-cinq ans, et la plus solennelle de l'histoire.

§ IV. Échecs de l'armée française. — Décrets contre les prêtres et pour l'établissement d'un camp de fédérés. — Renvoi du ministère girondin. — Malgré tant de menaces des puissances étrangères, il n'y avait que l'Autriche qui fût disposée à commencer les hostilités : la Prusse et le Piémont préparaient leurs armements, mais l'Espagne et la Russie restaient immobiles ; quant au roi de Suède, si ardent et résolu, il venait d'être assassiné. La France avait étonné l'Europe par sa déclaration de guerre ; elle résolut de la surprendre par une invasion, et Dumouriez conçut le plan de conquérir la Belgique, toujours remuante sous la domination autrichienne. D'après ses ordres, trois colonnes de Rochambeau se dirigèrent sur Furnes, Tournay et Mons, pendant que La Fayette se portait de Stenay sur Namur. La colonne qui marchait sur Tournay (28 avril), forte de quatre mille hommes et commandée par Dillon, se débanda dès qu'elle vit l'ennemi, en criant : « Nous sommes trahis ! » Elle abandonna ses canons, massacra son général et rentra à Lille. La colonne qui marchait sur Mons, commandée par Biron et forte de dix mille hommes, engagea un combat près de Jemmapes contre six mille Autrichiens ; mais dès les premiers coups elle s'enfuit en criant à la trahison. A la nou-

velle de ces déroutes, le corps qui marchait sur Furnes et l'armée de La Fayette s'arrêtèrent.

Ces premiers échecs, où la trahison semble certaine sans qu'elle ait été prouvée, firent jeter des cris de joie aux émigrés, qui crurent toutes leurs espérances vérifiées. Mais les Autrichiens n'en profitèrent pas : leurs généraux ne firent que des fautes, et ils restèrent sur la défensive en attendant l'arrivée des Prussiens. Quant aux Français, leur indiscipline en fut augmentée ; Rochambeau donna sa démission, et les trois armées n'en formèrent plus que deux : celle du nord, sous La Fayette, de Dunkerque à la Moselle ; celle de l'est, sous Luckner, de la Moselle au Jura. Luckner, qui n'avait jamais été qu'un bon officier de hussards, montra l'ignorance la plus grossière ; La Fayette était moins occupé de l'ennemi que des troubles de l'intérieur ; et les hostilités se bornèrent, pendant trois mois, à des escarmouches insignifiantes.

Les défaites de Tournay et de Mons jetèrent la consternation en France et augmentèrent l'irritation et la défiance populaires. Les Jacobins, qui voyaient leurs craintes justifiées, en devinrent plus violents ; Marat, qui n'avait cessé depuis trois ans de demander « cinq à six cents têtes, pour assurer le repos et le bonheur de la France, » Marat, du fond des souterrains où il échappait à l'autorité publique, renouvela ses atroces conseils : « La première chose que l'armée ait à faire, dit-il, c'est de massacrer ses généraux. » Et de telles paroles étaient écoutées sans dégoût, parce que la crainte des trahisons dominait tous les sentiments, parce qu'on ne voyait que conspirations autour de soi : aussi y avait-il une fureur ignoble de délations ; aussi les journaux dénonçaient-ils sans cesse les moindres mouvements de la cour, les troubles excités par les prêtres réfractaires, le *comité autrichien* que dirigeait la reine, la garde constitutionnelle du roi composée de royalistes et portée de dix-huit cents hommes à six mille ; aussi le peuple, plein de frayeur et de colère, commençait-il a vouloir gouverner, pour n'être trahi ni par la cour, ni par l'assemblée, ni par la garde nationale. Ce fut alors que, par le conseil des Jacobins, il se forma en troupes armées de piques, et Pétion eut soin de régulariser cet armement ; son bonnet de laine rouge devint le bonnet de la liberté et fut porté par tous les patriotes ; enfin il se fit gloire du nom de *sans-culottes* que les royalistes lui avaient donné, et ce nom hideux devint bientôt synonyme de révolutionnaire.

L'assemblée se trouva encore entraînée dans des voies violentes pour sauver la révolution. Elle se déclara en permanence et décréta : 1° que les directoires des départements étaient autorisés à

prononcer la déportation contre les prêtres réfractaires, sur la simple dénonciation de vingt citoyens (27 mai); 2° que la garde constitutionnelle du roi serait licenciée pour être sur-le-champ recomposée, et que son chef, Brissac, serait envoyé devant la haute-cour d'Orléans (29 mai); 3° qu'il serait formé à Paris, à l'occasion de la fête du 14 juillet, un camp de vingt mille fédérés des départements destiné à protéger la capitale contre l'invasion étrangère (8 juin). Cette dernière mesure avait été proposée par Servan, sans qu'il en prévînt ses collègues, et elle avait pour but de donner aux Girondins, contre le pouvoir royal et la garde nationale de Paris, une armée composée des révolutionnaires les plus exaltés de la France. Le roi donna sa sanction au deuxième décret et refusa de recomposer sa garde; mais il était résolu à repousser les deux autres, et il se crut soutenu par l'opinion publique en voyant le décret sur le camp désapprouvé par une pétition de huit mille gardes nationaux et par une partie de son ministère.

Alors les Girondins résolurent d'en venir à une explication définitive, et Roland écrivit au roi une lettre dure jusqu'à l'insulte (10 juin), mais qui résumait nettement la situation de Louis XVI en face de la révolution: «.... Votre Majesté jouissait de grandes prérogatives qu'elle croyait appartenir à la royauté. Élevée dans l'idée de les conserver, elle n'a pu se les voir enlever avec plaisir; le désir de se les faire rendre était aussi naturel que le regret de les voir anéantir. Ces sentiments ont dû entrer dans le calcul des ennemis de la révolution: ils ont compté sur une faveur secrète jusqu'à ce que les circonstances permissent une protection déclarée. Ces dispositions ne pouvaient échapper à la nation elle-même, et elles ont dû la tenir en défiance. Votre Majesté a donc été constamment dans l'alternative de céder à ses affections particulières ou de faire des sacrifices exigés par la nécessité, par conséquent d'enhardir les rebelles en inquiétant la nation, ou d'apaiser celle-ci en vous unissant à elle. Tont a son terme, et celui de l'incértitude est arrivé... La déclaration des droits est devenu un évangile politique, et la constitution française une religion pour laquelle le peuple est prêt à périr... Tous les sentiments ont pris l'accent de la passion... La fermentation est extrême; elle éclatera d'une manière terrible, à moins qu'une confiance raisonnée dans les intentions de Votre Majesté ne puisse enfin la calmer; mais cette confiance ne s'établira pas sur des protestations, elle ne saurait plus avoir pour base que des faits... Il n'est plus temps de reculer; il n'y a même plus moyen de temporiser: la révolution est faite dans les esprits; elle s'achèvera au prix du sang, et sera cimentée par

lui si la sagesse ne prévient pas les malheurs qu'il est encore possible d'éviter... Encore quelque délai, et le peuple contristé croira apercevoir dans son roi l'ami et le complice des conspirareurs. »

Cette lettre décida la rupture : le roi renvoya Roland, Clavière et Servan (12 juin) ; c'était de l'avis de Dumouriez, qui trouvait encore des voies de salut, mais qui voulait que les deux décrets fussent sanctionnés. Louis refusa, déclarant « que son parti était pris et que nulle menace ne pourrait l'en détourner. » Dumouriez donna sa démission. Alors le malhereux roi tomba dans un abattement voisin de la stupidité et désespéra de son salut. Il fallut les larmes de la reine pour le tirer de cet état : « elle alla jusqu'à lui dire que s'il fallait périr, ce devait être avec honneur et sans attendre qu'on vînt les étouffer l'un et l'autre sur le parquet de leur appartement [1]. » Louis appela au ministère Lajard, Chambonas, Terrier-Monciel, hommes inconnus appartenant au parti feuillant, qui étaient tout dévoués au roi et croyaient aveuglément à la constitution, sans rien comprendre à la situation révolutionnaire et aux dangers extérieurs de la France [2]. De tels choix semblaient indiquer que Louis n'espérait plus sortir de sa position par les voies constitutionnelles. En effet, il envoya aux émigrés et aux coalisés Mallet-Dupan, chargé d'instructions secrètes dans lesquelles il représentait aux souverains d'Autriche et de Prusse la nécessité de se faire précéder d'un manifeste où ils déclareraient qu'ils faisaient la guerre non à la nation, mais à une faction, qu'ils prenaient la défense des gouvernements légitimes contre l'anarchie, qu'ils n'avaient aucune pensée de démembrement, qu'ils n'imposeraient de lois à personne, mais rendraient l'assemblée et toutes les autorités responsables de tous attentats commis sur la personne du roi [3].

§ V. Efforts du parti constitutionnel. — Lettre de La Fayette a l'assemblée. — Cependant le renvoi des ministres girondins avait excité la plus grande fermentation : les Jacobins disaient que c'était le signal de la contre-révolution ; l'assemblée déclara que les trois ministres emportaient les regrets de la nation, et elle envoya la lettre de Roland aux quatre-vingt-trois départements ; les Girondins songèrent à reprendre le pouvoir en effrayant le roi par la multitude. Alors les Feuillants cherchèrent à sauver le trône en ralliant toutes les nuances de l'opinion con-

[1] Madame Campan, t. II, p. 205.

[2] « Notre opinion était si connue avant notre nomination que nous reçûmes un accueil très-défavorable de l'assemblée, que la populace nous insulta, et que plusieurs députés allèrent jusqu'aux injures les plus grossières. » (Mém. manuscrits du général Lajard.)

[3] Bertrand de Molleville, t. VIII, p. 59.

stitutionnelle. Lally, Malouet, Duport, Barnave, La Fayette s'entendirent ; mais ils ne trouvèrent à s'appuyer sur personne ; la cour leur refusa toute confiance ; la garde nationale était fatiguée et désorganisée ; l'assemblée était dominée par la Gironde ; enfin il n'y avait pas dans ce parti l'unité de but qui donnait tant de force à leurs adversaires, et c'était avec une répugnance marquée que Lally donnait la main à La Fayette. La Fayette était pourtant la tête et l'âme des constitutionnels ; son armée semblait leur unique ressource ; c'était lui que les Girondins et les Montagnards surveillaient, redoutaient, détestaient, en faisant de lui tantôt un nouveau Monk, tantôt un nouveau Cromwell. Mais La Fayette, si courageux, si loyal, si bienveillant, manquait de génie politique, et, trop amoureux d'applaudissements, il n'était plus lui-même lorsqu'il combattait les passions populaires. Cependant, avec plus de dévouement que de prudence, il n'hésita pas à déclarer la guerre aux Jacobins, et il écrivit à l'assemblée (1792, 18 juin) : « .... Cette faction a causé tous les désordres ; c'est elle que j'en accuse hautement ! Organisée comme un empire à part, aveuglément dirigée par quelques chefs ambitieux, cette secte forme une corporation distincte au milieu du peuple français, dont elle usurpe les pouvoirs en subjuguant ses représentants et ses mandataires... Pour que nous, soldats de la liberté, combattions avec efficacité et mourions avec fruit pour elle, il faut que le régime des clubs, anéanti par vous, fasse place au règne des lois, leurs usurpations à l'exercice ferme et indépendant des autorités constituées, leurs maximes désorganisatrices aux principes de la liberté, leur fureur délirante au courage calme et constant d'une nation qui connaît ses droits et les défend.... »

Ce manifeste des constitutionnels n'était qu'une courageuse maladresse ; il fit perdre à La Fayette le reste de sa popularité, et donna à son parti, aux yeux de la multitude, une position déclarée d'ennemi de la liberté. En temps de révolution, la modération paraît tellement un contre-sens, qu'elle passe presque toujours pour de la perfidie et de la trahison. Il suffisait que le salut du roi fût invoqué également par les Feuillants et les émigrés pour que ceux-là devinssent autant que ceux-ci odieux au peuple. Plus la situation devenait révolutionnaire, moins la position toute constitutionnelle des Feuillants avait de chances de succès. Aux yeux des émigrés, ils étaient confondus avec les Jacobins ; aux yeux du peuple, avec les étrangers ; ils voulaient sauver le trône, et la cour n'avait en eux nulle confiance ; ils voulaient sauver la constitution, et le peuple les regardait comme des traîtres. Les

Feuillants ne pouvaient donc qu'être victimes : ils le furent des Jacobins ; ils l'auraient été de même des émigrés.

§ VI. INSURRECTION DU 20 JUIN. — La lettre de La Fayette décida les Jacobins à obtenir la sanction des décrets et le rappel des ministres patriotes par une insurrection. Le peuple n'avait en réalité pas de chefs, et il n'était vraiment mené que par son instinct révolutionnaire ; seulement il mettait à sa tête des hommes fort médiocres, mais qui avaient complétement ses passions, et ne reculaient devant aucun excès dès qu'il fallait se débarrasser des aristocrates. Ces hommes étaient le brasseur Santerre, qui dominait le faubourg Saint-Antoine ; Alexandre, commandant un bataillon du faubourg Saint-Marceau ; le boucher Legendre, l'orfévre Rossignol, Fournier, Panis, Sergent, etc. Ils communiquaient avec les chefs du parti populaire dans les clubs, l'assemblée, la municipalité, avec Robespierre, Chabot, Pétion, etc. Par leurs conseils, ils résolurent de faire marcher la multitude en armes sur l'assemblée et le château, sous le prétexte de leur présenter des pétitions, et de fêter l'anniversaire du serment du Jeu-de-Paume. La demande de se rassembler en armes fut adressée à la municipalité, qui la rejeta ; les apprêts n'en continuèrent pas moins, et Santerre déclara que « rien ne pourrait empêcher les faubourgs de marcher. — La garde nationale, disait-il aux ouvriers, n'aura pas d'ordre, et M. Pétion sera là. » Le directoire du département invita le maire à dissiper les rassemblements par la force ; mais Pétion se contenta d'ordonner au commandant-général de doubler les postes et de consigner les six bataillons des deux faubourgs ; il dit même au directoire : « A la manière dont se conduit le pouvoir exécutif, il ne faudrait pas s'étonner que l'indignation publique ne produisît des événements fâcheux. » En effet, les bataillons des faubourgs, avec leurs canons et la multitude armée de piques, repoussèrent les ordres de la municipalité, se mirent en marche par la rue Saint-Honoré, et arrivèrent devant le Manége. L'assemblée était dans une vive agitation. Rœderer, procureur-syndic du département[1], vint lui demander de faire exécuter les lois contre les attroupements armés : « Il ne faut pas renouveler la scène du Champ-de-Mars, » dit Vergniaud ; et l'assemblée, qui avait plusieurs fois souffert que des pétitionnaires armés se présentassent à elle, admit la foule qui s'entassait à ses portes. « Le peuple est debout, dit l'orateur de la multitude, et prêt à se servir des grands moyens pour venger sa majesté

[1] Le procureur-syndic était le premier magistrat du département et une sorte de préfet populaire. Il était élu.

outragée..... Il est temps de mettre à exécution l'article 2 de la déclaration des droits.... Nous demandons que vous pénétriez la cause de l'inaction de nos armées. Si elle dérive du pouvoir exécutif, qu'il soit anéanti. »

Ensuite les pétitionnaires, au nombre de vingt à trente mille, défilèrent dans la salle. On voyait d'abord des femmes et des enfants portant les tables de la déclaration des droits avec des branches de peuplier ; puis des ouvriers sans habits, armés de fusils, de piques, de bâtons, et portant des culottes déchirées pour étendards ; puis des bataillons de garde nationale. Tout cela chantait, dansait et faisait retentir la salle des cris : Vive la nation ! vivent les sans-culottes ! à bas les prêtres ! à bas le *veto !* les aristocrates à la lanterne ! « Les applaudissements des tribunes, les cris du peuple, les chants civiques, les rumeurs confuses, le silence plein d'anxiété de l'assemblée, composaient une scène étrange et affligeante même pour les députés qui voyaient un auxiliaire dans la multitude. Hélas ! pourquoi faut-il que dans les temps de discordes la raison ne suffise pas ? Pourquoi ceux qui appelaient les barbares disciplinés du Nord obligeaient-ils leurs adversaires à appeler ces autres barbares indisciplinés, tour à tour gais ou féroces, qui pullulent au sein des villes et croupissent au-dessous de la civilisation la plus brillante [1] ? »

La foule, en sortant de la salle, suivit la terrasse des Feuillants [2], et elle devait, les portes du jardin étant fermées et gardées, regagner la rue Saint-Honoré par la cour du Manége ; mais une des grilles fut forcée, et le défilé continua le long de la façade du château, devant lequel étaient rangés dix bataillons de garde nationale. Quatorze autres bataillons étaient dans le château, les cours et la place du Carrousel. La foule sortit du jardin par la porte du Pont-Royal, suivit le quai et se pressa aux portes de la place [3]. La garde résista ; mais les officiers municipaux firent ouvrir les portes, et le peuple, envahissant le Carrousel, s'entassa devant la Cour-Royale. La garde nationale résista encore ; mais Santerre arriva avec du canon, et deux officiers municipaux ordonnèrent d'ouvrir la porte. Alors la foule se précipita dans la

[1] Thiers, t. II, p. 135.

[2] Le bâtiment du Manége et le couvent des Feuillants étaient situés sur l'emplacement de la rue Rivoli et de la rue Castiglione. Ils avaient leur entrée principale par la rue Saint-Honoré, en face de la place Vendôme ; l'espace occupé aujourd'hui par la rue Rivoli jusqu'aux Tuileries comprenait la cour du Manége, qui avait une entrée près de la rue du Dauphin, et cette cour était fermée, du côté de la terrasse des Feuillants, par un mur remplacé aujourd'hui par une grille.

[3] Le Carrousel, moins spacieux que la place qui existe aujourd'hui, était coupé par plusieurs petites rues. L'espace entre la grille et le château était occupé par trois cours fermées de bâtiments : celle du milieu était appelée Cour-Royale.

cour, entra dans le château et gravit le grand escalier en portant à bras une pièce de canon. « Nul obstacle, nulle résistance, ni à l'entrée du château, ni à celle des appartements ; pas un homme pour la défense, pas un garde national à son poste, pas une porte barricadée [1]. »

Le roi était dans son cabinet, n'ayant autour de lui que ses ministres, des officiers de la garde nationale et quelques anciens serviteurs : on l'engagea à se montrer ; il n'hésita pas. La porte était ébranlée par les coups de hache ; il ordonna de l'ouvrir au moment où le panneau tomba : « Me voici ! » dit-il à cette cohue furieuse, qui brandissait ses armes. Ses serviteurs l'entourent pour qu'il ne soit pas écrasé par la foule, le poussent dans une embrasure de fenêtre, et le font monter sur une table, où il est protégé par quelques gardes nationaux. « A bas le *veto!* criait le peuple ; le rappel des ministres ! le décret sur les prêtres ! le camp de vingt mille hommes ! » Le boucher Legendre parvint à obtenir quelque silence, et lui dit : « Monsieur... oui, monsieur ! écoutez-nous ; vous êtes fait pour nous écouter...Vous êtes un perfide, vous nous avez toujours trompés, vous nous trompez encore ; mais prenez garde à vous : la mesure est à son comble, et le peuple est las de se voir votre jouet. » Puis il lut une sorte de pétition sur les deux décrets. Louis, devant cette foule hideuse qui l'injuriait et le menaçait de ses armes, montra la plus noble fermeté. « Je ferai ce que la constitution m'ordonne de faire, » répondit-il à toutes les clameurs. On lui présenta un bonnet rouge : il le mit sur sa tête ; on lui offrit un verre de vin : il le but sans hésiter. Le malheureux roi, si faible dans son intérieur, et qui manquait totalement du courage d'action, trouvait dans sa résignation chrétienne ce courage passif qui résiste à l'outrage par l'inertie.

Cependant la cohue augmentait sans cesse ; mais « la masse générale paraissait n'être qu'égarée, ou entraînée, ou amenée par la curiosité, et ne pas se douter que c'était une offense faite au roi que de violer son palais. » Il y avait deux heures que durait cette horrible confusion, dont personne ne voyait ni le but ni la fin ; la garde nationale était immobile ou mêlée au peuple ; des députations de l'assemblée n'avaient pu se faire entendre ; enfin le maire arriva. « Citoyens, cria-t-il, vous venez de présenter votre vote au représentant héréditaire de la nation ; vous ne pouvez aller plus loin. Le roi verra dans le calme et la réflexion ce qu'il a à faire. » Mais les clameurs et les menaces continuaient... « Retournez dans vos foyers. En restant plus long-temps, vous donneriez occasion

[1] Rœderer, Chronique des cinquante jours.

aux ennemis du bien public d'envenimer vos respectables intentions. Allez, vous avez agi avec la fierté et la dignité d'hommes libres. » Ordre fut donné d'ouvrir les appartements; le peuple commença à défiler avec tumulte, mais sans colère, entre deux haies de gardes nationaux; et il passa en les saluant avec respect devant la reine et ses enfants, qui s'étaient établis dans la salle du conseil pour diviser la curiosité populaire et favoriser ainsi le défilement [1]. Alors le roi effectua sa retraite au milieu d'un carré formé par les députés et les grenadiers, et il se jeta par une porte dérobée dans son appartement intérieur. Le château ne fut entièrement évacué qu'à dix heures du soir.

§ VII. Réaction infructueuse des constitutionnels. — La Fayette demande la punition des auteurs du 20 juin. — Cette insurrection avortée faillit perdre les Girondins et relever la royauté. Tout le parti constitutionnel, la moitié de la garde nationale, soixante-seize directoires de département se prononcèrent énergiquement contre le 20 juin. Paris envoya au roi une adresse qui portait, dit-on, vingt mille signatures. Le directoire du département ordonna des poursuites contre les auteurs de l'insurrection et contre Pétion, qui l'avait presque ouvertement favorisée. Enfin, La Fayette se chargea d'exprimer les sentiments de l'armée; et il résolut d'aller à Paris pour réunir contre les Jacobins la cour et les constitutionnels, et en finir avec eux par la force. Après avoir pris ses mesures contre l'ennemi, il partit, parut à la barre de l'assemblée, avoua sa lettre du 18 et témoigna l'indignation de son armée sur les délits et violences du 20 juin : « Je supplie, dit-il, l'assemblée d'ordonner que les instigateurs de cette journée soient promptement punis, de détruire une secte qui envahit la souveraineté, tyrannise les citoyens, et dont les débats publics ne laissent aucun doute sur l'atrocité des projets de ceux qui la dirigent. » Après une violente discussion, sa pétition fut renvoyée à une commission; mais ce fut là tout ce qu'il obtint de l'assemblée : il n'échappa même que difficilement à une mise en accusation pour avoir quitté son armée sans ordre. Il alla aux Tuileries; mais il fut accueilli par les courtisans avec des injures, par le roi avec froideur, et la reine défendit aux royalistes de le seconder. Cependant « La Fayette réunit chez lui tout ce qu'il put de citoyens de la garde nationale, et l'on promit de se réunir, le soir, aux Champs-Élysées; à peine cent hommes s'y trouvèrent. On s'ajourna au lendemain pour marcher sur les Jacobins, si l'on était trois cents : on ne s'y trouva pas trente [2]. » Le lendemain, La Fayette

[1] Mém. manuscrits de Lajard. — [2] Toulongeon, t. I, p. 280.

retourna à son armée, plein de douleur, mais non pas découragé. Il continua à offrir au roi son dévouement et son armée, d'accord avec Luckner, dont il avait vaincu la pusillanimité. « En vérité, écrivait-il à Lally, quand je me vois entouré de gens qui viennent de dix lieues pour me jurer qu'ils n'ont confiance qu'en moi, quand je me vois chéri de mon armée, sur laquelle les efforts jacobins n'ont aucune influence; quand je vois dans toutes les parties du royaume arriver des témoignages d'adhésion à mes opinions, je ne puis croire que tout est perdu. » Mais toutes ses offres furent rejetées. « Le meilleur conseil à donner à M. de La Fayette, répondit le roi, est de servir toujours d'épouvantail aux factieux en faisant bien son métier de général [1]. » C'est que la cour ne comptait plus que sur les étrangers. La Prusse s'était déclarée contre la France, ainsi que le Piémont; quatre-vingt mille hommes, commandés par le duc de Brunswick, se rassemblaient à Coblentz. Luckner et La Fayette se tenaient sur la défensive, plus occupés des Jacobins que des ennemis, avec des armées désorganisées et auxquelles le gouvernement n'envoyait pas de renforts. Les royalistes ne cachaient pas leur allégresse. La reine disait tout haut qu'elle serait délivrée avant un mois.

§ VIII. **Mesures de défense de l'assemblée. — Discours de Vergniaud contre le roi. — La patrie est déclarée en danger.** — La marche des Prussiens fit oublier les attentats du 20 juin et rendit aux Jacobins toute leur puissance. Le peuple, en se voyant entouré d'ennemis, avec des désertions et des échecs à l'extérieur, la guerre civile à l'intérieur, un gouvernement qui endormait le pays et restait immobile devant le danger qu'il appelait secrètement, le peuple ne sentait plus que le désir de se sauver par la violence. La situation était terrible; la constitution ne fonctionnait plus, ses formes seules existaient; et l'assemblée, qui partageait les terreurs du peuple, n'eut d'autre pensée que de se mettre en défense contre la cour. Le ministère ayant proposé la levée de quarante-deux bataillons de volontaires qui formeraient un camp de réserve à Soissons, l'assemblée décréta que ceux de ces bataillons qui passeraient par Paris au 14 juillet, assisteraient à la fête de la Fédération. C'était renouveler le camp des vingt mille et décréter une armée d'insurrection. Néanmoins le roi donna sa sanction. De plus, comme on se défiait de la garde nationale, il fut décidé que les états-majors des grandes villes seraient dissous et réélus. Enfin il fut proposé de déclarer la patrie en danger (1792, 3 juill.) : et, à cette occasion, Vergniaud déchira le voile respecté

[1] Hist. parlem. de la Révol., t. XVII, p. 249.

jusqu'alors, en démontrant que « c'était au nom du roi, pour venger la dignité du roi, pour défendre le roi, pour venir au secours du roi, que les princes français avaient soulevé les cours de l'Europe, que s'était conclu le traité de Pilnitz, que l'Autriche et la Prusse avaient pris les armes... Tous les maux qu'on s'efforce d'accumuler sur nos têtes, tous ceux que nous avons à redouter, c'est le nom seul du roi qui en est le prétexte ou la cause! Or, je lis dans la constitution : « Si le roi se met à la tête d'une armée et en dirige les forces contre la nation, ou s'il ne s'oppose pas par un acte formel à une telle entreprise qui s'exécuterait en son nom, il sera censé avoir abdiqué la royauté. » Alors, cherchant ce qu'il fallait entendre par un acte formel d'opposition, il demanda si le roi avait fait cet acte en n'instruisant pas l'assemblée de la marche des Prussiens, en refusant le camp de réserve, en laissant le commandement à La Fayette, en n'envoyant pas des renforts à Luckner, etc. Puis, répondant au roi, qui pourrait se justifier en disant qu'il avait exécuté à la lettre la constitution : « O roi qui n'avez feint d'aimer les lois que pour conserver la puissance qui vous servirait à les braver; la constitution, que pour qu'elle ne vous précipitât pas du trône où vous aviez besoin de rester pour la détruire; la nation, que pour assurer le succès de vos perfidies, en lui inspirant de la confiance, pensez-vous nous abuser avec d'hypocrites protestations? Était-ce nous défendre que d'opposer aux soldats étrangers des forces dont l'infériorité ne laissait pas même d'incertitude sur leur défaite? Était-ce nous défendre que d'écarter les projets tendant à fortifier l'intérieur du royaume, ou de faire des préparatifs de résistance pour l'époque où nous serions déjà devenus la proie des tyrans? Était-ce nous défendre que de ne pas réprimer un général qui violait la constitution, et d'enchaîner le courage de ceux qui la servaient? Non, non, vous n'avez pas rempli le vœu de la constitution! Elle est peut-être renversée; mais vous ne recueillerez pas le fruit de votre parjure! Vous ne vous êtes pas opposé par un acte formel aux victoires qui se remportaient en votre nom sur la liberté; mais vous ne recueillerez pas le fruit de ces indignes triomphes! Vous n'êtes plus rien pour cette constitution que vous avez si indignement violée, pour ce peuple que vous avez si lâchement trahi! »

Ces révélations terribles et l'approbation que leur donna l'assemblée augmentèrent les alarmes populaires. De plus, le directoire de Paris, statuant sur la conduite du maire dans la journée du 20 juin, le suspendit de ses fonctions. Enfin les ministres vinrent exposer la situation désastreuse du royaume et de l'armée (1792,

10 juill.), et ils déclarèrent « que dans un tel état de choses, ou plutôt dans un tel renversement de tout ordre, il leur était impossible d'entretenir la vie et le mouvement d'un vaste corps dont tous les membres étaient paralysés, de défendre le royaume de l'anarchie qui, dans cet état d'impuissance publique, menaçait de tout engloutir; que conséquemment ils avaient tous donné leur démission. » « Leur but secret, écrivirent-ils au roi, était de démontrer à la nation que l'assemblée nationale voulait détruire toute espèce de gouvernement[1]. » Leur démission ne fut pas acceptée.

Le lendemain, l'assemblée déclara *la patrie en danger* (11 juill.). « Dès cet instant, et d'après un décret rendu auparavant, les séances furent déclarées permanentes; des coups de canon, tirés de moment en moment, annoncèrent cette grande crise; toutes les municipalités, tous les conseils de district et de département siégèrent sans interruption; toutes les gardes nationales se mirent en mouvement; des amphithéâtres étaient élevés au milieu des places publiques, et des officiers municipaux y recevaient, sur une table portée par des tambours, le nom de ceux qui venaient s'enrôler volontairement; les enrôlements s'élevèrent jusqu'à quinze mille dans un jour[2]. »

§ IX. Préparatifs d'insurrection. — Manifeste du duc de Brunswick. — Dispositions de la cour. — La déclaration du danger de la patrie exalta tous les sentiments révolutionnaires : l'agitation des masses se trouvait par là régularisée; la nation entière était debout, en armes, discutant ses intérêts, formant le gouvernement. Une foule de pétitions demandèrent la mise en accusation de La Fayette, la réintégration de Pétion, enfin la déchéance du roi, motivée sur ce que « Louis XVI ne pouvait diriger une guerre dont il était l'objet unique. » Cinq à six mille fédérés des départements, qui se dirigeaient sur le camp de réserve, arrivèrent à Paris : c'étaient des hommes d'une exaltation et d'une bravoure furieuses, qui déclarèrent à l'assemblée qu'ils ne partiraient pas que les ennemis de l'intérieur ne fussent terrassés : « et si la nation, dirent-ils, ne peut être sauvée par ses représentants, elle le sera par elle-même. » L'assemblée, entraînée et dominée par les Jacobins, s'efforça de désarmer le pouvoir et d'armer le peuple par tous les moyens. Elle décréta : que les anciens gardes-françaises, disséminés l'année précédente dans l'armée, seraient réunis à Paris pour y former un corps de gendarmerie; que le pouvoir exécutif éloignerait de la capitale toutes les troupes de

[1] Pièces de l'armoire de fer, n° DXXI. — [2] Thiers, t. II, p. 184.

ligne, sauf les Suisses, dont deux bataillons restèrent seuls à la garde des Tuileries; que la suspension de Pétion, qui avait été confirmée par le roi, serait levée; que les compagnies d'élite de la garde nationale, qui étaient toute la force de la bourgeoisie, seraient cassées; qu'une commission extraordinaire examinerait si le roi s'était rendu coupable d'actes entraînant la déchéance.

Tout annonçait une révolution : les Girondins auraient désiré la faire par un changement de ministres et au moyen de l'assemblée; mais comme celle-ci était forcément enfermée dans les voies légales, les Montagnards ne pensaient qu'à une insurrection, et ils la préparèrent avec si peu de mystère qu'elle fut annoncée, pour ainsi dire, à heure et à jour fixes. Le plan en fut tracé par cinq chefs des fédérés auxquels s'adjoignirent le journaliste Carra, le sous-officier Westermann, Santerre, Alexandre, Fournier, Manuel, Desmoulins et Danton. Danton semblait le chef marqué de cette révolution : il était plein d'action sur la multitude par sa parole, ses formes athlétiques, ses passions fougueuses et brutales, son mélange de générosité et de férocité; c'était le peuple lui-même, avec ses vices, ses haines, ses misères, son audace, son intelligence. Pétion et le conseil-général de la commune, dont Danton, Desmoulins, Panis, Sergent, etc., faisaient partie, promirent leur coopération inerte. Le noyau de l'armée insurrectionnelle devait être la troupe des fédérés, et l'avant-garde le bataillon des Marseillais, fort de cinq cents hommes. Ce bataillon s'était fait une terrible réputation sur sa route par sa fougue méridionale, sa bravoure sanguinaire, enfin par un chant civique qui venait de l'armée du Rhin, mais qui, sous le nom de *la Marseillaise*, devait retentir dans toute l'Europe et devenir l'hymne de la révolution[1].

Au milieu de l'effervescence causée par la déclaration du danger de la patrie et les apprêts d'une insurrection, quand les terreurs et les défiances populaires semblaient justifiées par des échecs à l'extérieur et des troubles religieux à l'intérieur, arriva le manifeste publié par le duc de Brunswick en entrant en campagne (28 juillet). Il déclarait que l'empereur et le roi de Prusse n'étaient armés « que pour faire cesser l'anarchie dans l'intérieur de la France, arrêter les attaques portées au trône et à l'autel, rendre au roi sa liberté et le mettre en état d'exercer son autorité légitime. » Il sommait donc toutes les autorités civiles et militaires de se soumettre sur-le-champ au roi, leur légitime souverain : « tout garde national pris les armes à la main serait traité comme re-

[1] La *Marseillaise* était l'œuvre, paroles et musique, de Rouget-Delisle, officier du génie en garnison à Huningue.

belle; tous habitants qui oseraient se défendre seraient mis à mort et leurs maisons brûlées; tous les membres de l'assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité et de la garde nationale de Paris étaient rendus responsables de tous les événements sur leur tête, pour être jugés militairement, sans espoir de pardon; déclarant que s'il était fait le moindre outrage à la famille royale et s'il n'était pas pourvu immédiatement à sa sûreté, leurs majestés impériale et royale livreraient Paris à une exécution militaire et à une subversion totale. »

Ce fougueux langage inspira au peuple une colère poussée jusqu'à la férocité. « Il n'y eut qu'un vœu, qu'un cri de résistance d'un bout de la France à l'autre; et quiconque ne l'eût pas partagé, eût été regardé comme coupable d'impiété envers la patrie et la sainte cause de l'indépendance [1]. » Le roi se hâta de désavouer un écrit où l'on avait si absurdement exagéré les instructions données à Mallet-Dupan, mais personne ne crut à sa sincérité; et en effet ni lui ni ses ministres ne prenaient de mesures de défense contre l'invasion étrangère. Toutes les sections de Paris demandèrent sa déchéance (3 août). Pétion transmit leur pétition à l'assemblée, accusa hautement Louis XVI de trahison, et demanda la convocation d'une Convention nationale. La discussion sur cette question fut renvoyée au 9 août.

Devant de tels dangers, la cour gardait une incroyable sécurité. Il lui arriva de tous côtés des offres de secours, et même de la part des Girondins, qui ne voulaient de la république qu'en désespoir de la monarchie. Louis repoussa tout. Enfin La Fayette lui proposa un plan d'évasion parfaitement conçu, de concert avec Lally, Liancourt et autres royalistes dévoués; tout était prêt, hommes, argent, chevaux; la famille royale devait se retirer à Gaillon sous l'escorte des Suisses, et de là à Rouen : en cas de revers, on avait l'Océan. Le roi sortit enfin de la torpeur qui désespérait ses serviteurs, et consentit à fuir; mais la reine refusa de « se mettre entre les mains de gens qui lui avaient fait tant de mal. » « Autant vaut périr ici, dit-elle. Quel que soit le danger qui menace nos jours, le roi et moi resterons à Paris : c'est l'avis du duc de Brunswick. Son plan, qu'il nous a fait communiquer, est de venir dans ces murs mêmes nous délivrer [2]. »

§ X. Combat du 10 août. — Prise des Tuileries. — Le roi est suspendu de ses fonctions. — Pendant ce temps, l'insurrection préparait ses armes, pour ainsi dire, au grand jour; des affi-

[1] Mignet, t. I, p. 272.

[2] Mém. de M. Hüe. — Lacretelle, Hist. du dix-huitième siècle, t. IX.

ches menaçaient de la vengeance du peuple ceux qui oseraient lui résister. Enfin, le 5 août, la section des Quinze-Vingts, qui donnait tout le mouvement aux autres, décide de marcher; mais, sur les représentations de Pétion, elle arrête que « si le corps législatif ne prononce pas le 9 la déchéance du roi, si justice et droit ne sont pas faits au peuple, à minuit le tocsin sonnera, la générale battra, et tout se lèvera à la fois. » Quarante-six sections adhèrent à cet arrêté; et l'une d'elles, la section Mauconseil, proclame la déchéance. Rœderer vient avertir l'assemblée de la situation de Paris, et celle-ci casse la délibération de la section Mauconseil; mais la municipalité ne publie pas ce décret, et déclare les sections en permanence. En même temps, l'assemblée est forcée par les Jacobins de s'occuper de la mise en accusation de La Fayette; mais comme elle se voit débordée, elle veut résister, et quatre cent six voix contre deux cent vingt-quatre rejettent la mise en accusation (8 août). C'est le signal de l'insurrection : le peuple tourne sa fureur contre les députés constitutionnels, qu'il veut égorger. Ceux-ci déclarent que « l'assemblée, avilie par les huées des tribunes et tenue sous la main des factieux, n'est plus libre, et qu'ils n'assisteront plus aux séances; » tout le côté droit demande vainement l'éloignement des fédérés; le ministre de la jnstice annonce « que les lois sont impuissantes, et que, sans le secours le plus prompt du corps législatif, le gouvernement ne peut plus encourir de responsabilité. » D'un autre côté les Jacobins s'écrient : « Il ne faut plus compter sur l'assemblée pour faire la révolution. Plus d'adresse! plus de pétitions! il faut que le peuple s'appuie sur ses armes, ses canons, et fasse la loi! »

Le lendemain au soir, les fédérés sont en armes; deux officiers municipaux leur distribuent de la poudre; les sections se remplissent d'insurgés qui nomment des commissaires « pour se réunir à la commune, y remplacer de gré ou de force le conseil-général, et aviser aux moyens de sauver la chose publique. » C'était la base du plan d'insurrection. Trois corps d'insurgés se forment : le premier au faubourg Saint-Marceau, sous Alexandre et Fournier; le deuxième au faubourg Saint-Antoine, sous Santerre et Westermann; le troisième, où étaient les Marseillais, aux Cordeliers[1]. A minuit, Danton donne le signal : le tocsin sonne, le tambour bat, le cri : Aux armes! retentit par toute la ville, les bataillons de garde nationale se réunissent pleins d'indécision, les colonnes d'insurgés se mettent en marche portant ce drapeau : « Loi martiale du peuple souverain contre la rébellion du pouvoir exécutif. »

[1] Place de l'École-de-Médecine.

La cour, tremblante, ramassait confusément ses moyens de défense : huit à neuf cents Suisses, deux mille quatre cents hommes de garde nationale, dont deux bataillons seulement, ceux des Filles-Saint-Thomas et des Petits-Pères, étaient dévoués; une gendarmerie composée d'anciens gardes-françaises; enfin quatre à cinq cents gentilshommes à peine armés, qui encombraient le château et étaient vus de mauvais œil par la garde nationale. Pétion, Rœderer et le directoire de Paris se rendent au château; l'on fait signer au premier l'ordre de repousser la force par la force; et Mandat, commandant-général, quoique le maire lui eût, la veille, refusé des ordres et de la poudre, prend de bonnes dispositions. Il garnit d'artillerie les trois cours du château; il place au Louvre la gendarmerie, au Pont-Neuf un bataillon de garde nationale, à la Grève un autre bataillon, avec ordre à ces trois corps d'attaquer en flanc et en queue la colonne des insurgés, pendant qu'il l'assaillirait en tête. Ces défenses étaient suffisantes pour dissiper la cohue des faubourgs, incapable d'un combat régulier; mais canonniers, gendarmes, gardes nationaux, étaient d'une fidélité fort douteuse.

Cependant les commissaires des sections s'emparent de l'Hôtel-de-Ville, à la faveur des chefs de l'insurrection, qui faisaient partie du conseil-général. Aussitôt ils se constituent en commune insurrectionnelle, suspendent le conseil-général ainsi que l'état-major de la garde nationale, et somment Mandat de venir rendre compte des ordres qu'il a donnés. Le commandant arrive, croyant obéir à la commune légale; mais il est très-surpris de trouver la commune nouvelle : interrogé sur l'ordre qu'il a donné d'attaquer les colonnes des insurgés, il est décrété d'accusation et envoyé en prison; mais, en sortant de l'hôtel, il est assassiné. Ce fut la perte de la cour, qui, privée d'un commandant-général, resta indécise, abandonna les approches du château, et, au lieu de prendre l'offensive, attendit l'attaque des insurgés. La commune nomma Santerre à la place de Mandat, et les ordres du nouveau commandant achevèrent de jeter la confusion dans la garde nationale, dont les bataillons se réunirent, les uns aux insurgés, les autres aux défenseurs du château.

Cependant la colonne du faubourg Saint-Antoine, forte de quinze mille hommes, et celle du faubourg Saint-Marceau, forte de cinq mille hommes, s'étaient réunies sur le quai du Louvre, après avoir dissipé les bataillons de la Grève et du Pont-Neuf, et elles envahirent le Carrousel, où il eût suffi de quelques troupes régulières pour les mettre en déroute. Mais les gendarmes du Louvre aban-

donnèrent leur poste et se mêlèrent à la multitude; les canonniers, placés dans les cours du château, déchargèrent leurs pièces en disant qu'ils ne tireraient pas sur le peuple; enfin les bataillons de la garde nationale qui étaient postés dans le jardin, ayant été passés en revue par le roi, défilèrent devant lui au cri de : A bas le *veto!* vive la nation! et allèrent se réunir aux insurgés.

Alors Rœderer dit au roi : « Votre Majesté n'a pas cinq minutes à perdre : il n'y a plus de sûreté pour elle que dans l'assemblée nationale. » Les députés, au bruit du tocsin, s'étaient réunis dans leur salle au nombre de deux cent quatre-vingt-quatre, presque tous du côté gauche, et par conséquent complices ou partisans de l'insurrection : ils avaient enlevé Pétion au château en le mandant à leur barre; ils avaient refusé de donner au roi une députation pour sauvegarde; ils avaient reçu une députation de la commune insurrectionnelle, qui demandait la déchéance du roi et la convocation d'une Convention nationale. Cependant, malgré l'imminence du danger, « il y avait au château une forte résolution de combattre et des gens qui promettaient à la reine une victoire. » Aussi la malheureuse fille de Marie-Thérèse, dévorant ses larmes, affectait du calme et de la résolution, et disait à Rœderer : « Monsieur, il y a ici des forces; il est temps de savoir qui l'emportera du roi et de la constitution, ou de la faction[1]. » Mais Louis, craignant pour les jours de sa famille, consentit à se rendre dans l'assemblée, et il y marcha avec la reine et ses enfants, escorté par le directoire et la garde nationale, au milieu des cris et des insultes du peuple, qui avait envahi la terrasse des Feuillants. Il était huit heures du matin. « Je suis venu ici, dit le roi, pour éviter un grand crime, et je pense, messieurs, que je ne saurais être plus en sûreté qu'au milieu de vous. » Il se plaça avec sa famille dans la loge d'un journaliste, et l'assemblée décréta que vingt de ses membres iraient calmer le peuple. A peine les députés étaient-ils sortis, que le canon se fit entendre et la fusillade y répondit. « Je viens, dit le roi, de donner l'ordre aux Suisses de ne pas tirer. » Mais le canon redouble; la consternation est dans l'assemblée; les députés rentrent dans la salle, refoulés par le peuple, qui ébranle les portes. « Nous sommes forcés! dit une voix. — C'est ici notre poste, s'écrie-t-on, il faut y mourir! » Et toute l'assemblée, sous l'impression du combat solennel qui se livre à ses portes, pendant que les balles atteignent les croisées de la salle, devant l'infortuné descendant de Hugues Capet dont le trône s'écroule, toute l'assemblée se lève en criant : Vive la nation! vive la liberté!

[1] Rœderer, Chronique des cinquante jours.

Les masses populaires avaient eu beaucoup de peine à se mettre en ordre devant les Tuileries, et elles ignoraient que le roi avait quitté le château, lorsque, conduites par Westermann et la troupe régulière des fédérés et des gendarmes, elles enfoncèrent la porte principale et se précipitèrent dans la cour, où les canonniers se joignirent à elles et tournèrent leurs pièces contre le château. « Livrez-nous les Tuileries, crie-t-on aux Suisses postés aux fenêtres, et nous sommes amis. » Les Suisses jettent leurs cartouches et crient : Vive la nation! Les Marseillais pénètrent dans le vestibule et l'escalier; mais alors un coup de canon se fait entendre : les Suisses se croient attaqués et font une décharge terrible sur les envahisseurs, qui sont rejetés de l'escalier dans la cour; ils descendent, la baïonnette en avant, pendant que les gardes nationaux font des croisées un feu soutenu. En un instant la Cour-Royale est balayée; la terreur se répand dans le Carrousel, et les insurgés s'enfuient de toutes parts. Mais alors arrive aux Suisses l'ordre de ne pas tirer : les fédérés rallient la multitude; en même temps, deux colonnes d'insurgés s'emparent des terrasses du bord de l'eau et des Feuillants, et attaquent le château par derrière. Les Suisses se replient dans le grand escalier et se défendent pendant vingt minutes contre des masses d'assaillants. Le canon gronde sur toute la face des Tuileries, et, dans la rue de l'Échelle, une batterie incendie les bâtiments voisins. Enfin le château est envahi, et le combat n'est plus qu'un massacre. Des héroïques défenseurs de la royauté expirante, les uns cherchent une issue par le Louvre, le jardin, l'assemblée, la rue Saint-Honoré, la place Louis XV, et presque tous succombent en combattant; les autres, restés dans le château, sont égorgés sans pitié; on n'épargne que les femmes; on pille et l'on dévaste tout. A onze heures du matin la victoire du peuple est complète : il se précipite dans l'assemblée, apportant des armes, des meubles, des prisonniers, demandant la déchéance avec des cris furieux contre le roi et sa famille. L'insurrection s'adressait, pour ainsi dire, autant à l'assemblée qu'au trône : aussi l'assemblée dut-elle plier la tête devant les vainqueurs, et elle rendit les décrets suivants :

« Considérant que les dangers de la patrie sont parvenus à leur comble; qu'ils dérivent principalement des défiances qu'a inspirées la conduite du chef du pouvoir exécutif dans une guerre entreprise en son nom contre la constitution et l'indépendance nationale; que le corps législatif, dans les circonstances où l'ont placé des événements imprévus par toutes les lois, ne peut concilier ce qu'il doit à sa fidélité à la constitution avec sa résolution de s'ensevelir sous

les ruines du temple de la liberté qu'en recourant à la souveraineté du peuple, l'assemblée nationale décrète : Le peuple français est invité à former une Convention nationale. — Le chef du pouvoir exécutif est provisoirement suspendu de ses fonctions jusqu'à ce que la Convention nationale ait prononcé sur les mesures à adopter pour assurer la souveraineté du peuple et le règne de la liberté et de l'égalité. — Le roi et sa famille seront logés au Luxembourg et mis sous la garde des citoyens et de la loi. — Les ministres actuels sont destitués, et ceux qui les remplaceront seront nommés provisoirement par l'assemblée. — Les décrets déjà rendus et qui n'ont pas été sanctionnés auront force de loi. — L'assemblée se déclare en séance permanente. »

CHAPITRE II.

Massacre des prisons. — Combat de Valmy. — Du 10 août au 21 septembre 1792.

§ I. Suites du 10 aout. — Puissance de la commune de Paris. — L'insurrection du 10 août était regardée, par la plupart des amis de la révolution, comme légitime et nécessaire; mais, faite par l'entraînement populaire sans le concours actif de la bourgeoisie et de l'assemblée, pour ainsi dire, sans chefs politiques, elle eut pour conséquence immédiate d'anéantir tous les pouvoirs, d'annuler la bourgeoisie et l'assemblée, de livrer la France à la domination brutale et sanguinaire de la multitude, au moment même où l'invasion augmentait les craintes et les fureurs populaires. Aussi les quarante jours qui s'écoulèrent jusqu'au commencement de la Convention furent une terrible et désastreuse époque : au dehors, la guerre étrangère avec les vengeances de l'émigration; au dedans, l'anarchie avec les excès d'une ignoble démocratie, et, comme conséquence de la guerre et de l'anarchie, le massacre des prisons, telle est l'histoire de ces quarante jours.

C'étaient les Girondins qui avaient préparé le 10 août, c'étaient les Montagnards qui l'avaient fait : les premiers se trouvaient dépassés avec l'assemblée où ils dominaient; les seconds se trouvaient les maîtres avec la commune insurrectionnelle qu'ils avaient créée. La commune s'empara donc de tous les pouvoirs, et ne conserva l'assemblée que pour lui dicter ses volontés et légaliser son usurpation. Avant même que le combat des Tuileries fût terminé, elle lui avait déclaré, par la voix de Danton, qu'elle « ne reconnaissait d'autre juge des mesures extraordinaires auxquelles la nécessité l'avait contrainte de recourir que le peuple réuni dans

les assemblées primaires. » Et l'assemblée, obéissant à l'insurrection, déclara qu'elle approuvait tous les actes de la commune; que tous les Français âgés de vingt et un ans étaient citoyens actifs; que la police de sûreté générale, c'est-à dire celle qui consiste à rechercher les délits menaçant la sûreté intérieure et extérieure de l'état, serait attribuée aux municipalités (11 août). Elle envoya aux armées et dans les départements des commissaires chargés de faire accepter la révolution nouvelle et de changer les autorités civiles et militaires; elle rappela au ministère Roland, Clavière et Servan; elle nomma ministres de la marine, des affaires étrangères et de la justice, Monge, Lebrun et Danton.

La commune n'avait pas attendu ces décrets pour agir en souveraine; elle déployait une prodigieuse activité, prenait jusqu'à deux cents arrêtés par jour, absorbait tout, ne respectait rien. Elle suspendit le directoire du département; elle transféra Louis XVI et sa famille dans la tour du Temple, et les fit garder rigoureusement par ses commissaires et la garde nationale; elle jeta en prison les rédacteurs des journaux royalistes, et distribua leurs presses aux journaux patriotes; elle ordonna la destruction des statues des rois, des monuments et des « emblèmes qui rappelaient au peuple le temps d'esclavage sous lequel il avait gémi. » Elle institua un comité de surveillance qui domina la capitale par la police la plus tyrannique, et résuma en lui toutes les usurpations et les excès de la commune. Le maire fut entièrement annulé et l'administration bouleversée. « Le conseil-général était devenu, dit Pétion, une assemblée politique se croyant investie de pleins pouvoirs, discutant les lois faites et en promulguant de nouvelles; on n'y parlait que de complots contre la liberté; on y dénonçait et on y jugeait les citoyens. Toutes les délibérations s'emportaient avec l'impétuosité de l'enthousiasme : le jour, la nuit, le conseil était toujours en séance. » Les membres de ce conseil n'étaient rien moins que l'élite de la population parisienne : c'étaient généralement des gens du peuple, n'ayant que l'énergie révolutionnaire, ignorants et brutaux, sans conviction, sans probité, pleins d'envie et de haine contre tout ce qui avait un semblant d'aristocratie, c'est-à-dire contre la naissance, la richesse, l'éducation. Ils étaient dirigés par trois hommes qui surgirent du 10 août et en furent les représentants : Danton, Robespierre, Marat. Danton, le plus compréhensible et le mieux connu des trois, était « entré au ministère, disait-il, par la brèche des Tuileries; » il servait de lien entre la commune et le pouvoir exécutif, et livrait celui-ci aux Montagnards, malgré les trois ministres girondins, qu'il éclipsait. C'était

l'homme dominant de l'époque ; mais il n'empruntait sa grandeur que des passions populaires, qu'il avait au degré le plus éminent : il était, disait-il lui-même, « révolutionnaire selon l'énergie de son tempérament ; » mais il n'avait pas le génie nécessaire pour conduire la révolution, et il ne sut que la jeter en avant par le plus effroyable coup de main. Robespierre n'avait pas pris part à l'insurrection : il se cacha même, dit-on, pendant le combat ; mais il fit ensuite partie du conseil-général et y exerça le plus grand ascendant, moins par sa réputation de talents supérieurs et son éloquence diffuse et déclamatoire que par son caractère ombrageux et défiant, par son tempérament bilieux, son imagination sombre, son esprit de domination envieuse, qui le rendait implacable pour quiconque avait blessé son amour-propre ; enfin par les dénonciations, les alarmes, les soupçons dont il agitait continuellement le peuple. Marat, sans faire partie de la commune, s'était attribué gratuitement la direction du comité de surveillance, et y ordonnait en maître. Ce personnage étrange, dont le crédit prodigieux a couvert d'opprobre la révolution, dont le nom était devenu une injure, dont on ne parlait qu'avec horreur et dégoût, que Pétion appelait le plus insensé ou le plus scélérat des hommes, après avoir été décrété dix fois d'arrestation pour ses publications sanguinaires et ses atroces calomnies contre tout le monde, sortit des souterrains où il se cachait depuis trois ans pour renouveler ouvertement ses prédications de meurtre et d'extermination, unique moyen, disait-il, de débarrasser la révolution de ses obstacles. « Il voulait un dictateur, non pour lui procurer le plaisir de la toute-puissance, mais pour lui imposer la charge terrible d'épurer la société. Ce dictateur devait avoir un boulet aux pieds pour être toujours sous la main du peuple ; il ne fallait lui laisser qu'une seule faculté, celle d'indiquer les victimes, et d'ordonner, pour unique châtiment, la mort[1]. » Et il sollicitait ce pouvoir pour lui-même !

L'assemblée s'effraya des usurpations de la commune, et essaya

[1] Thiers, t. II, p. 200. — Marat, Robespierre et Danton ne se connaissaient pas personnellement et marchaient isolément au même but. Marat raconte qu'il eut avec Robespierre, avant le 10 août, une seule entrevue, dans laquelle celui-ci voulut excuser les demandes sanguinaires de l'*Ami du peuple* comme des exagérations nécessaires. « Non pas, dit Marat, tout cela sortait de mon âme. Apprenez qu'après le massacre du Champ-de-Mars, si j'avais trouvé deux mille hommes animés des mêmes sentiments qui déchiraient mon sein, j'aurais été à leur tête poignarder le général au milieu de ses bataillons de brigands, brûler le despote dans son palais, et empaler nos atroces représentants sur leurs siéges. — Robespierre, continue Marat, m'écoutait avec effroi ; il pâlit et garda le silence. Cette entrevue me confirma dans l'opinion que j'avais toujours eue de lui, qu'il réunissait aux lumières d'un sage sénateur l'integrité d'un véritable homme de bien et le zèle d'un vrai patriote ; mais qu'il manquait également et des vues et de l'audace d'un homme d'état. » (L'Ami du peuple, n° DXLVIII.)

de secouer sa domination en décrétant le rétablissement du directoire de Paris. La commune s'y opposa et déclara que si cette autorité, entachée d'aristocratie, était renouvelée, « il faudrait que le peuple s'armât encore une fois de sa vengeance. » L'assemblée modifia son décret de telle sorte que le directoire ne fut plus chargé que de la collection des impôts. Alors la commune demanda la formation d'un tribunal extraordinaire pour juger les traîtres et les conspirateurs dont le peuple avait déjoué les complots au 10 août. L'assemblée résista de tous ses efforts jusqu'à ce qu'un représentant de la commune vînt lui dire : « Je vous annonce que ce soir, à minuit, le tocsin sonnera et la générale battra. Le peuple est las de n'être pas vengé. Craignez qu'il ne se fasse justice lui-même. » L'assemblée décréta la formation du tribunal, dont les membres furent élus par les sections, et qui jugea sans appel (17 août). Puis elle ordonna que lés émigrés seraient expropriés de leurs biens (23 août), que les prêtres insermentés sortiraient de France ou seraient déportés à la Guiane, que les municipalités feraient des visites domiciliaires pour chercher des armes et arrêter les suspects (26 août). Mais ces mesures révolutionnaires ne lui rendirent pas sa popularité, et la commune de Paris resta réellement la dominatrice de la France.

§ II. Invasion des Prussiens. — Fuite de La Fayette. — Prise de Longwi. — Cependant tous les ambassadeurs étrangers avaient quitté Paris après le 10 août, et la révolution se trouvait mise au ban de l'Europe; mais elle n'avait définitivement affaire qu'à l'Autriche, à la Prusse, au Piémont, aux trois électeurs ecclésiastiques et au landgrave de Hesse. La grande armée des alliés, où le roi Frédéric-Guillaume était en personne, partie de Coblentz le 30 juillet, se dirigeait de Luxembourg sur Longwi, voulant percer le centre de la ligne de l'armée française, éparpillée de Dunkerque à Bâle, et pénétrer, par Verdun et Châlons, sur Paris; mais elle marchait très-lentement et ne passa la frontière que le 19 août. Elle était forte de soixante mille Prussiens, et s'appuyait, à droite, sur vingt mille Autrichiens, qui marchaient sur Stenay; à gauche, sur vingt-cinq mille Impériaux, qui devaient assiéger Thionville et bloquer Montmédy. En outre, il y avait vingt mille Autrichiens dans les Pays-Bas, sous le duc de Saxe-Teschen; vingt-cinq mille Impériaux partagés en trois corps sur le Rhin, et douze mille émigrés disséminés dans ces diverses armées. Devant ces cent soixante mille hommes, la France avait : 1° l'armée du nord, commandée par La Fayette et divisée en deux corps : celui du nord, fort de dix-huit mille hommes, sous Dumouriez; celui de la Meuse, fort

de vingt mille hommes, sous La Fayette, qui depuis le 10 août n'avait reçu aucuns renforts; 2° l'armée de l'est, commandée par Luckner et divisée en deux corps : celui de la Moselle, fort de dix-huit mille hommes, sous Luckner; celui d'Alsace, fort de quarante mille hommes, sous Biron et Custine. Ces quatre-vingt-seize mille hommes étaient indisciplinés, commandés par des officiers nouveaux ou peu sûrs, par des généraux sans renommée, enfin mis en plein désordre par la révolution du 10 août. Dès que la nouvelle de cette révolution arriva, La Fayette se prononça contre elle, fit renouveler le serment constitutionnel à ses soldats, obtint de Luckner, toujours faible et indécis, la promesse de marcher avec lui sur Paris, et fit arrêter les trois députés que l'assemblée envoyait à son armée. Cette résistance était très-dangereuse, et pouvait faire avorter la révolution en favorisant l'invasion étrangère. L'assemblée déclara le général traître à la patrie et le décréta d'accusation. Les soldats furent ébranlés; le corps de Dumouriez reconnut la révolution; les autorités civiles refusèrent de soutenir la révolte, et La Fayette se trouva bientôt abandonné de tout le monde. Alors il s'enfuit avec ses amis (19 août), Latour-Maubourg, Bureau de Pusy, Lameth, etc.; fut arrêté par les avant-postes ennemis, traité, contre le droit des gens, en prisonnier de guerre, et traîné de cachot en cachot, avec ses compagnons, pendant cinq ans. Ce traitement, fait aux derniers constitutionnels qui eussent essayé de défendre le trône, justifia toutes les craintes des révolutionnaires sur les vengeances que méditait l'émigration, et ne servit qu'à rendre leur résistance plus compacte et désespérée.

Dumouriez fut nommé au commandement de l'armée du nord, et Kellermann à celui de l'armée de l'est, en remplacement de Luckner, qui se hâta vainement de désavouer La Fayette. Le premier se prépara à envahir la Belgique, croyant cette opération décisive pour arrêter la marche des alliés. Mais ceux-ci étaient enfin arrivés devant Longwi, et, après quinze heures de bombardement, ils firent capituler cette place par le désordre de la garnison et la terreur des habitants (23 août); puis ils marchèrent sur Verdun, devant laquelle il n'y avait plus de place forte jusqu'à Paris; en même temps leur aile gauche assiégea Thionville.

§ III. Agitation de Paris. — Visites domiciliaires. — Projets de massacre des prisonniers. — A la nouvelle des succès des alliés, la fermentation fut extrême par toute la France et surtout à Paris. On voyait se vérifier les prédictions tant de fois faites par les révolutionnaires les plus exaltés, les trahisons se dévoilant de

tous côtés, La Fayette se révoltant, la Vendée s'insurgeant [1], nos places fortes se rendant, nos armées étant désorganisées et laissées par les anciens ministres sans munitions et sans renforts, les royalistes relevant partout la tête, les Prussiens disant eux-mêmes que la trahison les mènerait jusqu'à Paris. L'assemblée déclara que quiconque proposerait de se rendre, dans une place assiégée, serait puni de mort (30 août); que Paris et les départements voisins fourniraient trente mille hommes pour le camp de Montmartre; en même temps elle essaya de reprendre sa liberté, en cassant la commune insurrectionnelle et en déclarant que les sections nommeraient de nouveaux commissaires pour former le conseil général provisoire. Mais la commune, sans s'inquiéter de ce décret, dont elle ne permit pas l'exécution, parla plus haut que l'assemblée, et arrêta, à son tour, des mesures de défense : que les cloches seraient converties en canons, les fers des grilles en piques; que l'argenterie des églises serait fondue, une solde et des armes données aux indigents; que les signataires des pétitions contre le camp de vingt mille hommes et contre le 20 juin seraient désarmés; que des visites domiciliaires seraient faites pour découvrir les armes et arrêter les suspects. Ces mesures tyranniques répandirent la terreur; du 29 au 30 août, les barrières furent fermées, la Seine barrée, les voitures arrêtées, les rues désertes, et les commissaires de la commune, assistés des sections armées, firent leurs visites. Tout citoyen trouvé hors de son domicile fut réputé suspect, et l'on jeta ainsi dans les prisons trois à quatre mille individus, nobles, prêtres réfractaires, gens de l'ancienne cour, officiers de la garde nationale, etc. Le but de la commune n'était peut-être que d'empêcher les ennemis de la révolution d'inquiéter l'intérieur au moment où le danger extérieur s'augmentait; mais quand elle vit le nombre des prisonniers, la difficulté de les garder, l'impossibilité de les juger, elle pensa à une extermination en masse. C'était satisfaire au vœu du peuple, qui était plein de cette fureur qui avait jadis transporté les Parisiens à la Saint-Barthélemy. Il se défiait de tous les pouvoirs; il s'irritait des lenteurs du tribunal du 17 août, qui n'avait fait encore tomber que cinq à six têtes; il ne voyait partout que des traîtres, et, par un sentiment aveugle et féroce, composé de peur et de colère, il ne songeait qu'à les tuer.

Pendant ce temps, le comité de défense générale de l'assemblée se réunissait avec tous les ministres et une foule de députés pour aviser aux moyens de sauver la chose publique. Les ministres dé-

[1] Le 22 août, huit mille paysans du canton de Châtillon-sur-Sèvre s'étaient emparés de cette ville. Cette première insurrection n'eut pas de suites.

clarèrent que rien ne pouvait arrêter les Prussiens, que dans quinze jours ils seraient devant Paris, que l'unique voie de désespoir était de leur livrer bataille devant les murs, et qu'en cas de défaite l'assemblée et les autorités se retireraient sur la Loire. Danton se leva : « Reculer, c'est nous perdre, dit-il. Il faut nous maintenir ici par tous les moyens et nous sauver par l'audace.... Il faut... il faut faire peur aux royalistes. » Tout le monde tremble. Danton répète sa phrase avec un geste terrible, et, pendant que l'assemblée se sépare épouvantée, il s'en va au comité de surveillance. Celui-ci, « vu la crise des circonstances et les divers et importants travaux auxquels il lui fallait vaquer, » s'était adjoint Marat et cinq autres membres. Là, une Saint-Barthélemy contre les royalistes est résolue.

Le bruit s'en répand; tout le monde en est effrayé; personne ne s'en étonne : l'idée d'une extermination était devenue vulgaire dans les sections, aux Jacobins, dans une partie de l'assemblée. Le peuple était dans une exaltation poussée jusqu'à la rage; tous les travaux avaient été interrompus; on ne vivait plus de la vie ordinaire. Paris présentait le spectacle le plus terrible : des troupes de volontaires partant pour l'armée; des bandes d'ouvriers allant travailler au camp; les femmes fabriquant, dans les églises, des effets de campement; les places publiques occupées par des théâtres d'enrôlement; les barrières fermées; des canons partout, des hommes armés partout, des groupes animés partout, des affiches menaçantes à tous les coins des rues. Pour nous, enfants de cette génération de terreur et de souffrances, qui connaissons le résultat de ses efforts, qui savons combien ses ennemis étaient faibles, combien le peuple était fort, cette terreur nous paraît étrange et presque pusillanime; mais alors cette faiblesse des ennemis, cette force du peuple étaient inconnues : ces ennemis sortaient d'être si puissants! ce peuple sortait d'être si peu de chose!

§ IV. Massacre des prisons. — Le 2 septembre était un dimanche. Le bruit se répand prématurément que Verdun venait de se rendre (il se rendit ce jour-là): l'effervescence augmente; les rues se remplissent de peuple; tout le monde cherche des voies de salut, et des cris de mort contre les traîtres se font entendre. L'assemblée, saisie de l'exaltation universelle, décrète que quiconque refusera de servir de sa personne ou de donner ses armes sera puni de mort. « Il n'est plus temps de discourir, dit Vergniaud; il faut piocher la fosse de nos ennemis, ou chaque pas qu'ils font en avant pioche la nôtre. — Tout s'émeut, tout s'ébranle, s'écrie Danton.... une partie du peuple se porte aux frontières, une autre creuse des re-

tranchements; la troisième, avec des piques, défendra l'intérieur des villes... Le tocsin qui va sonner n'est point un signal d'alarmes : c'est la charge sur les ennemis de la patrie. Pour les vaincre, messieurs, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée. »

Et, pour répondre à ces effrayantes paroles, la commune fait placarder partout cette affiche : « Aux armes! citoyens, aux armes! l'ennemi est à nos portes.—Le conseil de la commune a décrété : Les barrières seront fermées; tous les citoyens se rendront au Champ-de-Mars pour former une armée qui se tiendra prête à marcher à l'ennemi; tous les individus suspects seront arrêtés, » etc. En même temps le canon d'alarme tire, la générale est battue, le tocsin sonne; toute la ville est debout, sections, commune, assemblée. L'assemblée envoie douze députés travailler au camp de Montmartre; la commune disperse ses membres dans les sections, pour y attiser les fureurs populaires; les sections sont pleines de tumulte, et trois d'entre elles décrètent la mort en masse de tous les prisonniers. Tout à coup le bruit se répand que les royalistes marchent sur les prisons et vont livrer la ville aux Prussiens, bruit absurde, qui est accepté aveuglément par le peuple. « Courons aux prisons! » ce cri terrible retentit à l'instant d'une manière spontanée, unanime, universelle, dans les rues, dans les places publiques, dans tous les rassemblements, enfin dans l'assemblée nationale même : « Qu'il ne reste pas derrière nous un seul de nos ennemis vivants pour se réjouir de nos revers et frapper nos femmes et nos enfants [1]. »

En ce moment, vingt-quatre prêtres étaient conduits de l'Hôtel-de-Ville à l'Abbaye par les fédérés, au milieu des huées du peuple furieux : quatre sont massacrés en route, et, en arrivant dans la cour, tous les autres, à l'exception de l'abbé Sicard, l'instituteur des sourds-muets, sont égorgés par une bande armée que commandait Maillard. Les assassins courent ensuite aux Carmes et à Saint-Firmin, où deux cent quarante-quatre prêtres sont tués à coups de fusils et de sabres, dans le jardin et dans l'église; quarante-neuf seulement parviennent à se sauver. Puis ils reviennent à l'Abbaye, où ils massacrent trente-huit Suisses et vingt-six gardes du roi. Alors ils forment une espèce de tribunal présidé par Maillard; le registre des écrous est ouvert, et, après un interrogatoire sommaire, les prisonniers sont ou tués ou délivrés : « expéditif et sanglant tribunal, dit l'un de ceux qui y comparurent, en présence duquel la meilleure protection était de n'en pas avoir, et où toutes les res-

[1] La Vérité entière, par Méhée. — Hist. parlem., t. XVIII, p. 166.

sources de l'esprit étaient nulles si elles n'étaient pas fondées sur la vérité [1]. » Soixante-dix-neuf prisonniers furent amenés : quarante-cinq furent « mis en liberté par jugement du peuple » (ce sont les termes du registre des écrous, qui existe encore) ; trente-deux furent « condamnés à mort par jugement du peuple et exécutés sur-le-champ. » En outre, vingt-sept prêtres furent massacrés après qu'on leur eut simplement demandé le serment, qu'ils refusèrent. Les condamnés étaient poussés de la salle du tribunal dans la cour, où ils étaient hachés à coups de sabres et de piques, au milieu des cris furieux d'une multitude de spectateurs. Les acquittés étaient embrassés par les sanglants exécuteurs au cri de vive la nation ! et reconduits chez eux. L'un des membres de la commune, Billaud-Varennes, marchant sur les cadavres, criait aux meurtriers : « Vous sauvez la patrie ! braves citoyens, continuez votre ouvrage. » Et il leur fit distribuer du vin et leur promit 24 livres à chacun « pour son travail. »

Le massacre continua pendant les trois jours suivants avec une sorte de régularité, au Châtelet, à la Force, aux Bernardins, à Bicêtre. A la Force, sur trois cent soixante-quinze prisonniers, il y eut cent soixante-sept condamnés. C'était Hébert, membre de la commune et rédacteur du journal le plus infâme, *le Père Duchêne*, qui présidait l'affreux tribunal, et c'est là que périt la princesse de Lamballe, la malheureuse amie de Marie-Antoinette : son cadavre fut déchiré en lambeaux, et sa tête, promenée dans Paris, fut portée jusqu'autour du Temple. Pétion courut à cette prison et essaya vainement d'arrêter le massacre : « les hommes qui jugeaient, dit-il, et les hommes qui exécutaient, avaient la même sécurité que si la loi les eût appelés à remplir ces fonctions ; ils me vantaient leur justice, leur attention à distinguer les innocents des coupables, les services qu'ils avaient rendus ; ils demandaient à être payés du temps qu'ils avaient passé ! »

Le nombre des victimes fut, selon un historien royaliste, de mille quatre-vingt-douze. Il n'y eut pas que des détenus politiques qui périrent ; il y eut aussi des criminels ordinaires : ainsi, au Châtelet, cent quatre-vingt-neuf périrent, quarante-quatre furent mis en liberté. De même, « on se transporta à Bicêtre, dit un journal, avec des pièces de canon, parce que le bruit courut qu'il y avait des armes : on procéda à l'épurement de cette maison de force avec le même ordre qu'on avait observé dans celles de Paris. Les prisonniers pour dettes furent élargis ; beaucoup de citoyens,

[1] Journiac de Saint-Méard, Mon Agonie de trente-six heures. — Hist. parlem., t. XVIII, p. 121.

que leur misère avait relégués là, ne coururent aucun danger; mais tout le reste tomba sous les coups de sabre, de pique, de massue du peuple-Hercule nettoyant les étables du roi Augias. Il y eut beaucoup de monde de tué [1]. »

Pendant ces exécutions, Paris était dans la stupeur; mais pas une main, dans une ville de cinq cent mille habitants, ne se leva contre cinq à six cents assassins! La garde nationale, déjà désorganisée par Santerre, était embarrassée d'ordres contradictoires, en partie occupée au Champ-de-Mars, en partie complice des massacres. L'assemblée, terrifiée, envoya à l'Abbaye une députation qui fut repoussée avec des menaces, et elle se tint dans un lâche silence. Roland supplia Pétion d'interposer son autorité, mais Pétion fut partout désobéi; il somma Santerre de requérir la garde nationale, Santerre refusa; il rendit la commune responsable des massacres, le comité de surveillance lança contre lui un mandat d'arrêt qui aurait été exécuté sans l'opposition de Danton. Danton, qui détestait comme homme ce qu'il avait conseillé comme révolutionnaire, « couvrait sa pitié sous des rugissements et dérobait à droite et à gauche autant de victimes qu'il lui était possible [2]. »

Le massacre ne cessa que le 6 : les prisons étaient vides. La commune avoua le crime en payant les exécuteurs [3], et le comité de surveillance écrivit à toutes les communes de France une circulaire où l'on lisait : « Prévenue que des hordes barbares s'avançaient contre elle, la commune de Paris se hâte d'informer ses frères de tous les départements qu'une partie des conspirateurs féroces détenus dans les prisons a été mise à mort par le peuple, actes de justice qui lui ont paru indispensables pour retenir par la terreur les légions de traîtres renfermées dans ses murs au moment où il allait marcher à l'ennemi; et, sans doute, la nation, après la longue suite de trahisons qui l'a conduite sur les bords de l'abîme, s'empressera d'adopter ce moyen si utile et si nécessaire, et tous les Français se diront comme les Parisiens : Nous marchons à l'ennemi, et nous ne laissons pas derrière nous des brigands pour égorger nos femmes et nos enfants [4]. »

L'horrible conseil ne fut écouté que dans quatre villes : à Reims, il y eut huit victimes; à Meaux quatorze; à Lyon onze; à Orléans

[1] Révolutions de Paris, nº 165.

[2] Mém. de Garat. — Hist. parlem., t. XVIII, p. 448.

[3] « Mandat de quarante-huit livres au profit de...... pour prix du temps qu'ils ont mis à l'expédition des prêtres de Saint-Firmin, pendant deux jours, suivant réquisition faite par la section des Sans-Culottes qui les a mis à l'ouvrage. »

[4] Signé Duplain, Panis, Sergent, Lenfant, Marat, Dufort, Jourdeuil.

trois. Un décret de l'assemblée avait ordonné le transport à Saumur des individus traduits devant la haute cour d'Orléans : quinze cents Marseillais et volontaires allèrent les chercher, mais pour les conduire à Paris, et, arrivés à Étampes, ils se détournèrent, dit-on, par des ordres secrets, sur Versailles (9 septembre). La municipalité de cette ville, sur le bruit qui se répandit du projet d'un massacre, résolut de loger les prisonniers hors des murs, dans le bâtiment de la ménagerie, sur la route de Saint-Cyr; mais le cortége, venu de Jouy, et ayant traversé Versailles, fut arrêté à la grille de l'Orangerie par le peuple et l'escorte, qui fermèrent cette grille. Alors le maire Richaud fit descendre le cortége par la rue de l'Orangerie, pour mener les prisonniers à l'Hôtel-de-Ville; mais à peine la première voiture était-elle arrivée à la rue Satory, que les volontaires se jetèrent sur les prisonniers et les massacrèrent au nombre de quarante-six : sept s'échappèrent. Parmi les victimes étaient le ministre de Lessart et le duc de Brissac. De là les assassins se portèrent aux prisons et tuèrent vingt-trois individus détenus pour crimes ordinaires.

§ V. Excès de la commune. — Après ces horribles journées, la commune fut plus que jamais maîtresse de Paris, de l'assemblée, de toute la France, et l'anarchie fut à son comble. Elle envoya des commissaires dans les départements pour exciter les municipalités à suivre son exemple; elle domina les élections à la Convention, et fit nommer à Paris Robespierre, Danton, Marat, Desmoulins, Panis, Sergent, Billaud-Varennes, Legendre, le duc d'Orléans, qui se faisait appeler Philippe-Égalité, etc.; elle favorisa tous les désordres et se livra à tous les excès. Ses membres, surtout ceux du comité de surveillance, dont les vols sont attestés[1], dévastèrent les propriétés nationales, dilapidèrent les fonds publics, et contribuèrent, dit-on, au pillage du Garde-Meuble, dont le trésor disparut en grande partie sans que les auteurs de ce crime aient été découverts. Ils s'emparèrent des richesses des églises, du mobilier des émigrés, des dépouilles des victimes de septembre; ils refusèrent de rendre des comptes à aucune autorité. La démocratie la plus hideuse disposa de la vie et des biens des citoyens. Les prisons se remplirent de quatre à cinq cents suspects. Les bandits ordinaires eurent libre carrière, et l'on en vit, dans les promenades, arrachant les bijoux des femmes, pour en faire, disaient-ils, un don à la patrie. Plus de sûreté individuelle, plus de force publique. La

[1] Par un arrêté de la commune du 10 mai 1793, qui autorise des poursuites contre eux « pour bris de scellés, violations, dilapidations de dépôts, fausses déclarations et autres infidélités. »

garde nationale, recomposée par un décret de l'assemblée, sous le nom de *sections armées*, était entièrement désorganisée; tous les citoyens riches et honnêtes l'avaient abandonnée : il n'y avait plus que des compagnies de piques.

Roland, devant tant de désordres, succombait à la peine : il dévoilait courageusement tous les excès de la commune, il osait parler contre les massacres des prisons, il faisait entendre le premier cri des départements contre le despotisme de Paris : « La Convention, disait-il, ira s'établir au delà de la Loire si la capitale n'offre pas à ses membres sûreté et liberté. »

Les Girondins se ranimèrent pour secouer le joug de « ces brigands revêtus d'écharpes municipales. » Vergniaud appela les massacres des prisons une boucherie de chair humaine. « Les Parisiens, dit-il, ne sont plus esclaves des tyrans couronnés; mais ils le sont des hommes les plus vils, des plus détestables scélérats. Il est temps de briser ces chaînes honteuses, d'écraser cette nouvelle tyrannie... Périsse l'assemblée nationale et sa mémoire, si elle épargne un crime qui imprimerait une tache ineffaçable au nom français, si sa vigueur n'apprend aux nations de l'Europe que, malgré les calomnies dont on cherche à flétrir la France, il est encore, et au sein même de l'anarchie momentanée où des brigands nous ont plongés, il est encore dans notre patrie quelques vertus publiques, et qu'on y respecte l'humanité! » L'assemblée défendit d'obéir aux commissaires de la commune; elle les rendit responsables sur leur tête de la sûreté des prisonniers; elle ordonna à tous les citoyens de résister par la force à toute visite domiciliaire. Tout cela ne fit qu'augmenter l'anarchie sans rendre à l'assemblée son pouvoir; elle fut même obligée, ses membres étant menacés d'assassinat à leur sortie de fonctions, de mettre leur vie sous la garde de la nation. La commune continua ses excès et ses tyrannies, et l'on n'eut plus d'espoir que dans la Convention.

§ VI. Campagne de Dumouriez dans l'Argonne. — Canonnade de Valmy. — Retraite des Prussiens. — Prise de Mayence. — Conquête de la Savoie et de Nice. — Cependant Verdun s'était rendu malgré le gouverneur Beaurepaire, qui, désespéré de la lâcheté de la garnison, se brûla la cervelle. Mais le duc de Brunswick mettait toujours dans sa marche la même lenteur, la même indécision; il n'approuvait pas le plan d'invasion; il trouvait la France autrement disposée que ne le disaient les émigrés; il était imbu des idées méthodiques de la guerre de Sept-Ans; et quand, après Verdun, il n'avait plus d'obstacles à redouter jusqu'à Paris, il s'arrêta, s'étendit le long de la Meuse, et perdit huit jours.

A la nouvelle de la prise de Longwi, Dumouriez, abandonnant son plan d'invasion de la Belgique, accourut à Sedan, où il trouva l'armée de La Fayette désorganisée, pleine d'inquiétude, regrettant son général, et détestant celui qui le remplaçait. Il assembla un conseil de guerre : tous les généraux furent d'avis de reculer derrière la Marne, d'y ramener les armées du nord et de l'est, et de s'y retrancher en attendant des renforts. Ce ne fut pas l'avis de Dumouriez, qui, en examinant sur la carte les hauteurs de l'Argonne couvertes de bois, coupées de marais et de ruisseaux, ouvertes seulement par cinq défilés, jugea qu'elles pouvaient devenir les Thermopyles de la France [1], et résolut d'y prévenir les ennemis, qui s'arrêtaient si absurdement sur la Meuse. Mais les Prussiens étaient devant l'entrée de ces défilés; Dumouriez se trouvait à l'extrémité septentrionale de l'Argonne, et pour gagner les défilés des Islettes et de Grand-Pré, qui ouvraient, le premier la route de Châlons, le second la route de Reims, il fallait faire douze lieues (31 août). Cependant il se mit en marche, et au lieu de passer derrière l'Argonne, ce qui aurait dévoilé son plan à l'ennemi, il osa passer entre l'Argonne et la Meuse, devant les Prussiens et sur un terrain occupé par leurs premiers postes. Dillon, qui commandait l'avant-garde, forte de huit mille hommes, fit réussir cette manœuvre téméraire : il poussa vivement sur Stenay, rejeta l'ennemi derrière la Meuse, et poursuivant rapidement sa marche, arriva aux Islettes, occupa le défilé et garnit le passage secondaire de la Chalade. Dumouriez suivait Dillon avec quinze mille hommes et s'arrêta à Grand-Pré (4 sept.), où il se retrancha d'une manière formidable entre l'Aire et l'Aisne, en garnissant le passage secondaire de la Croix-aux-Bois. Enfin quatre mille hommes appelés de l'armée du nord et dix-huit cents gardes nationaux de Reims occupèrent le défilé septentrional du Chêne-Populeux. Ainsi Dumouriez tenait tous les passages de l'Argonne avec moins de trente mille hommes, dont moitié au centre, huit mille à droite et six mille à gauche. De plus, il fit ordonner à Kellermann de venir avec vingt-deux mille hommes, par Bar-le-Duc et Ligny, opérer sur le flanc des Prussiens et se joindre à lui vers Sainte-Menehould; il commanda à Beurnonville de se rendre à Rhétel avec seize mille hommes, et de là, s'il le fallait, à Grand-Pré. Enfin il fit concentrer dans les camps de Châlons et de Reims et, en arrière, dans celui de Meaux, tous les renforts sortis de Paris et qui étaient poussés par Servan avec la plus intelligente activité. Cent mille hommes se trouvaient donc échelonnés de l'Argonne à la capitale.

[1] Voy. ma *Géographie militaire*, p. 117.

Il partait chaque jour de Paris deux mille volontaires tout équipés; l'armée était pleine d'ardeur; Dumouriez avait gagné, par sa fermeté et son audace, la confiance des soldats.

Les Prussiens, voyant la faute qu'ils avaient faite en laissant occuper l'Argonne par toute une armée, se mirent à attaquer les défilés et furent partout repoussés (10 septembre). Mais, trompé par ces démonstrations qui menaçaient sa gauche, Dumouriez dégarnit la Croix-aux-Bois, qu'il jugeait très-secondaire; aussitôt les ennemis occupèrent ce défilé, et firent échouer tous les efforts des Français pour le reprendre (13 sept.). Cette manœuvre des Prussiens était décisive : le corps qui gardait le Chêne-Populeux étant attaqué de front et se voyant coupé de Grand-Pré, se retira par Attigny et Suippe sur Châlons; l'Argonne se trouva franchie, et Dumouriez, avec quinze mille hommes, allait être tourné au nord par vingt-cinq mille Autrichiens, attaqué de front par quarante mille Prussiens, enfermé entre deux rivières et forcé de se rendre. Dans ce grand danger, il garda un admirable sang-froid et prit la résolution la plus hardie : il ne voulait pas abandonner un terrain si favorable à la défensive pour se retirer derrière la Marne, en plaine, dans un pays où il ne pourrait résister aux masses disciplinées de l'ennemi; il allait laisser les Prussiens s'emparer de la route de Châlons, mais il se placerait derrière eux, occuperait leurs communications, et les enchaînerait, pour ainsi dire, dans leur élan vers la capitale. Profitant du retard que mettait l'ennemi à sortir de la Croix-aux-Bois pour tourner sa position, il décampe pendant la nuit (10 septembre), traverse l'Aisne, arrive à Autry, et, sans s'inquiéter des coureurs prussiens qui jettent la terreur dans son arrière-garde, il remonte la rivière jusqu'à Sainte-Menehould; puis il prend position devant la route de Châlons, la droite appuyée à l'Aisne, la gauche à des étangs, s'adossant à la ville et au corps de Dillon, auquel il ordonne de tenir dans les Islettes jusqu'à la dernière extrémité. Dans cette position extraordinaire où il fait face à Paris, en laissant toute liberté à l'ennemi de venir se placer devant lui et par conséquent de faire face au Rhin, il voit arriver Beurnonville, auquel il a donné l'ordre de le joindre par Châlons, et il attend Kellermann, dont la marche est très-lente, mais qui doit lui former une armée de soixante-dix mille hommes; de plus deux camps, de dix mille hommes chacun, s'établissent sur la Suippe et devant Châlons, et ils se renforcent continuellement des volontaires de Paris.

Cependant les Prussiens avaient passé l'Aisne à Vouziers, remonté la rivière, occupé la route de Châlons; mais au lieu de se

porter sur cette ville, ils avaient fait face à Dumouriez, le croyant tourné, comptant le forcer à mettre bas les armes, et ils étaient résolus à lui livrer bataille, pour l'empêcher, disaient-ils, de « sortir du piége. » Mais les Français n'avaient aucunement l'envie de s'ouvrir la route de Châlons; d'ailleurs, il leur restait celle de Vitry, par laquelle Kellermann arriva le 19. Dès le lendemain, une violente canonnade s'engagea entre les deux armées et sans résultat (20 sept.). Alors le duc de Brunswick dirigea trois colonnes d'attaque contre le corps de Kellermann posté au moulin de Valmy. Nos jeunes soldats regardaient ces vieilles troupes avec indécision, lorsque Kellermann leur ordonna de marcher à l'ennemi la baïonnette en avant; et, se mettant à leur tête : « Vive la nation ! » s'écria-t-il. Toute l'armée s'ébranla en répétant ce cri avec un tel enthousiasme, que les Prussiens s'arrêtèrent et que le duc de Brunswick les fit rentrer dans leurs positions. La révolution, qui n'était, au dire des émigrés, qu'une *cohue de savetiers* et une anarchie sans nom, s'était montrée à la coalition jeune, ardente, aussi bien armée que sagement disposée : « elle fut jugée, et ce chaos jusque-là ridicule n'apparut plus que comme un terrible élan d'énergie. »

La canonnade insignifiante de Valmy, qui coûta de part et d'autre huit à neuf cents hommes, eut pour la France tout l'effet d'une grande victoire. Le camp français était plein de joie, d'assurance et d'audace, il avait des vivres, il bravait la mauvaise saison, il attendait des renforts. « J'ai toujours l'avantage de la position, écrivait Dumouriez, soit que les ennemis marchent en avant, soit qu'ils tentent une retraite, soit qu'ils veuillent risquer une bataille. » L'armée prusienne était au contraire pleine d'incertitude et de tristesse ; elle piétinait dans une boue argileuse ; elle manquait entièrement de vivres ; elle était ravagée par les maladies ; elle avait perdu déjà vingt mille hommes. Le duc de Brunswick voyait tout le pays occupé et battu par les coureurs français, des camps de volontaires partout, Paris en révolution et ne reculant devant aucun excès, enfin Thionville qui venait de forcer l'armée qui l'assiégeait à décamper ; il ne pouvait ni rester où il était, ni aller plus loin : il se décida donc à la retraite. Le roi de Prusse y était d'ailleurs résolu, à cause des événements qui se passaient dans le Nord, où les Russes avaient envahi la Pologne pour y renverser la constitution de 1791, de concert avec l'Autriche, qui y envoya ses meilleures troupes : il se voyait la dupe de l'empereur, et ne pensait plus qu'à prendre sa part de la Pologne.

Les Prussiens décampèrent, repassèrent les défilés de l'Argonne,

évacuèrent Verdun et Longwi, et sortirent de France (1er oct.). Leur marche fut très-lente et très-faiblement inquiétée. Dumouriez ne songeait plus qu'à conquérir les Pays-Bas : il laissa le soin de la poursuite à Kellermann, qui était en désaccord avec lui ; enfin l'on croit qu'il avait conclu avec l'ennemi une convention secrète d'évacuation, qui fut ratifiée par le pouvoir exécutif et les commissaires de l'assemblée nationale [1].

La facilité de retraite laissée aux Prussiens fut une faute d'autant plus grande que les succès de l'armée d'Alsace auraient pu, à cette époque, amener leur entière destruction. En effet, les Impériaux ayant dégarni le Rhin pour augmenter l'armée qui assiégeait Thionville, Custine, qui commandait l'aile gauche de l'armée d'Alsace, prit l'offensive, s'empara sans obstacle de Worms et de Spire (21 oct.), et, bientôt après, de la grande place de Mayence, où il avait des intelligences. Les Prussiens craignirent qu'il ne descendît jusqu'à Coblentz, seul pont qu'ils eussent sur le Rhin, et ils se hâtèrent d'y arriver ; mais Custine ne songeait nullement à eux : il prit Francfort, et courut sur le Mein pour révolutionner l'Allemagne, au risque de forcer la diète germanique à se déclarer ennemie.

Dans le même temps, les hostilités avaient commencé aux deux extrémités de la ligne d'opérations des alliés, dans les Pays-Bas et sur les Alpes. — Dans les Pays-Bas, les Autrichiens, après avoir mis les Français en déroute au camp de Maulde (24 septembre), prirent position devant Lille ; mais au lieu d'assiéger cette ville régulièrement, ils la bombardèrent pendant douze jours et brûlèrent sept cents maisons. La défense héroïque des habitants et la nouvelle de la marche de Dumouriez sur les Pays-Bas forcèrent l'ennemi, après cette barbarie inutile, à repasser la frontière (8 oct.). — Sur les Alpes, Montesquiou, avec vingt mille hommes, envahit la Savoie (23 sept.), pays tout français de langue et de position, qui l'accueillit avec enthousiasme. En même temps, Anselme, avec six mille hommes, quelques vaisseaux et un million fourni par Marseille, entra dans le comté de Nice (28 sept.), en faisant croire aux Piémontais que sa troupe était l'avant-garde d'une armée de quarante mille hommes. Tout s'enfuit à son approche ; Nice, le fort Montalban, Villefranche se rendirent avec d'immenses munitions, cent canons, des vaisseaux de guerre, etc.

La conquête de Nice et de la Savoie, la résistance de Lille, la prise de Mayence, complétèrent la glorieuse campagne de Dumouriez et jetèrent la stupéfaction dans toute l'Europe. La révolution

[1] Mém. de Hardemberg, t. I, p. 483.

se présenta à elle sous une nouvelle face et trouva partout de nombreux admirateurs ; l'émigration fut désespérée : la France, pleine de la confiance la plus belliqueuse, sentit, pour la première fois, toute sa force ; elle oublia ses maux, ne regarda plus que comme passagère l'anarchie présente, et mit tout son espoir dans la Convention nationale, qui s'était assemblée le lendemain même de la bataille de Valmy.

LIVRE II.

RÉPUBLIQUE.

1792-1804.

SECTION I.

CONVENTION NATIONALE.

21 septembre 1792 — 26 octobre 1795.

CHAPITRE PREMIER.

Mort de Louis XVI. — Chute des Girondins. — Du 21 septembre 1792 au 2 juin 1793.

§ I. Situation des partis. — La Gironde, la Montagne, la Plaine. — Paris avait, depuis trois ans, gouverné la révolution et envoyé au reste de la France son histoire et ses opinions toutes faites. Le reste de la France, tant que la révolution se maintint dans les voies de 1789, avait béni la courageuse initiative de la capitale ; il avait accepté avec transport son influence, il avait secondé son mouvement de tous ses efforts ; mais les départements, surtout ceux du midi, empreints de leur esprit d'opposition éternelle à ceux du nord, les départements, dont la constitution de 91 avait satisfait tous les vœux, et qui voyaient mal les dangers extérieurs de la révolution, commencèrent, au 10 août, à s'inquiéter de l'ardeur révolutionnaire de Paris ; ils furent épouvantés de l'anarchie des quarante jours ; ils s'indignèrent du despotisme sanguinaire que la commune insurrectionnelle voulait leur imposer. Aussi les élections à la Convention furent-elles généralement faites dans un sentiment d'hostilité jalouse contre la capitale, dans

le désir d'échapper à son influence tyrannique, dans la volonté d'arrêter son exaltation révolutionnaire et ses excès par le retour de l'ordre, le règne des lois, l'établissement d'un gouvernement fort et respecté ; et les Girondins, auxquels le 2 septembre avait enlevé le pouvoir, arrivèrent en force et pleins de confiance à la nouvelle assemblée.

La Convention était composée de sept cent quarante-neuf membres, dont soixante-quinze avaient siégé à l'Assemblée constituante, et cent soixante-quatorze à l'Assemblée législative. La Gironde en forma le côté droit. Vergniaud, Brissot, Condorcet, etc., avaient été réélus, et ils s'étaient renforcés de Buzot, Pétion, Louvet, Barbaroux, Lanjuinais, qui ne le cédaient aux premiers ni en lumières ni en courage. La Gironde se croyait sûre de la victoire, car elle avait pour elle, outre le nombre, la supériorité des talents, la moralité des opinions, la générosité des sentiments; elle s'appuyait sur les classes moyennes, riches et éclairées; elle possédait le ministère et les administrations départementales ; elle rédigeait presque tous les journaux ; enfin elle espérait entraîner, par ses opinions modérées, le centre de l'assemblée. Son but était d'arrêter la révolution au 10 août et de la sauver des dangers intérieurs, c'est-à-dire de l'anarchie, par une constitution républicaine où la bourgeoisie aurait le pouvoir.

La Montagne forma le côté gauche de la Convention ; elle se composait généralement d'hommes ignorants, positifs, audacieux, qui, au langage élégant, aux candides illusions, au respect pour les lois et à l'humanité des Girondins, opposaient la passion révolutionnaire, une haine implacable contre tout ce qui faisait obstacle à leur but ; nulle aversion pour le sang, peu de respect pour la propriété, et le principe qu'il n'y a « pas de crime en temps de révolution. » « Ils étaient, disaient-ils, les hommes de la nature ; leurs adversaires étaient les hommes d'état. » Ils s'appuyaient sur la multitude, qui, selon eux, avait seule commencé la révolution et seule devait l'achever; ils avaient pour eux Paris, qui était le centre de leurs forces, où leurs ennemis se trouvaient isolés, où ils dirigeaient tout ce qui avait fait la révolution, les clubs, les sections, la municipalité ; enfin ils espéraient, par leur énergie, dominer le centre de l'assemblée. Leur but était de sauver la révolution des dangers extérieurs, de la jeter tellement en avant qu'elle ne pût jamais revenir en arrière ; d'ouvrir un abîme entre la monarchie et la république ; enfin de « chercher des lois qui fissent sortir le pauvre de sa misère et le riche de son opulence, pour amener le régime de l'égalité réelle.

Entre ces deux partis était le centre, qu'on appelait la *Plaine* ou le *Marais*, composé d'hommes probes et éclairés, mais paisibles et timides. Portés vers les Girondins par leurs idées de modération et de jalousie contre Paris, ils se défiaient de leur confiance en eux-mêmes et de leurs abstractions philosophiques ; portés vers les Montagnards par leur désir de sauver la révolution, ils détestaient l'anarchie et la violence. Ils firent la majorité en appuyant, tantôt les Girondins dans les questions de gouvernement, tantôt les Montagnards dans les mesures de salut public, jusqu'à ce que, jetés par la peur sous la main du parti énergique, ils ne servirent plus qu'à sanctionner tous les excès.

La Gironde et la Montagne étaient inconciliables ; elles différaient en tout : c'étaient la bourgeoisie et la multitude, les départements et Paris, le 10 août et le 2 septembre, la révolution considérée à l'intérieur et comme constitution à faire, la révolution considérée à l'extérieur et comme pays à défendre. Aux yeux des Girondins, les Montagnards n'étaient que des anarchistes vendus à l'étranger pour discréditer la révolution par leurs excès ; aux yeux des Montagnards, les Girondins n'étaient que des intrigants qui s'entendaient avec l'émigration pour ramener l'ancien régime. Les deux partis étaient sincèrement attachés à la révolution, et ils s'accusaient mutuellement de conspirer contre elle et de la trahir. Ce fut la minorité qui l'emporta. Inférieure en moralité et en talents à la majorité, elle lui était supérieure par l'intelligence ou le sentiment de la situation révolutionnaire ; car l'anarchie que poursuivaient les Girondins ne pouvait être qu'un danger éphémère et local, tandis que la contre-révolution que repoussaient les Montagnards était un danger constant et universel. La révolution n'était pas encore arrivée à l'époque où elle pourrait se constituer ; elle ne devait songer qu'à se défendre ; et la Convention nationale était appelée à sauver l'indépendance du pays, non à lui donner un gouvernement : mission terrible, qui a fait son malheur et sa gloire !

§ II. Abolition de la royauté. — Premières luttes entre les Girondins et les Montagnards. — Dès son entrée en session, la Convention, sans discussion et avec des applaudissements unanimes, proclama l'abolition de la royauté (1792, 21 sept.). C'était proclamer l'existence d'un fait : l'établissement de la république était, non le résultat de théories politiques, mais une nécessité de position ; non une forme régulière de gouvernement, mais une manière d'être révolutionnaire : la république existait depuis le 10 août.

La Convention décréta ensuite que toutes les lois non abrogées

étaient conservées; que tous les corps administratifs, municipaux et judiciaires seraient réélus; que les émigrés étaient bannis à perpétuité, que ceux qui rentreraient en France ou seraient pris les armes à la main seraient punis de mort (22 sept.). Elle se partagea en plusieurs comités, dits de surveillance, de la guerre, de législation, de finances, de diplomatie, de constitution, et ces comités furent presque entièrement composés de Girondins. Enfin elle demanda aux ministres un rapport sur la situation de l'état; et à ce sujet, Roland ayant dévoilé l'anarchie de Paris, qui se répandait dans les provinces, les Girondins commencèrent la lutte contre les Jacobins, sans préparation et sans plan, avec une généreuse étourderie et une aveugle confiance dans la bonté de leur cause. Ils s'élevèrent contre les crimes de septembre et leurs auteurs; ils accusèrent la commune de Paris de s'être arrogé une puissance qui n'appartenait qu'à la France; ils déclarèrent qu'il existait un parti qui voulait s'élever au pouvoir suprême par le sang et l'anarchie; ils nommèrent Danton, Robespierre, Marat, comme les triumvirs qui visaient à la dictature (25 sept.). « Je ne veux pas, dit Lasource, que Paris devienne dans l'empire français ce que fut Rome dans l'empire romain. Il faut que Paris soit réduit à un quatre-vingt-troisième d'influence, comme chacun des autres départements. » Danton répondit à cette accusation en prétendant que les Girondins voulaient morceler l'empire, sacrifier Paris, appelé par eux la ci-devant capitale, et faire de la France une fédération de petites républiques. Il leur reprocha la proposition qu'ils avaient faite de se retirer au delà de la Loire quand on apprit la prise de Verdun: « Voilà pourquoi, dit-il, ils se sont tant indignés des mesures énergiques que nous avons prises pour la défense commune. Ils voulaient, dans les départements désunis, exercer une dictature plus réelle que celle dont ils nous accusent, et déchirer la république par le *fédéralisme*. » Robespierre, bien que l'accusation de dictature fût entièrement dénuée de preuves, ne se défendit, selon sa coutume, qu'en énumérant à satiété ses services et ses vertus. Enfin Marat parut à la tribune; mais, à sa vue, il n'y eut qu'un cri d'horreur contre « cet homme tout dégouttant de calomnie, de fiel et de sang, » qu'aucun parti n'osait avouer, et que les Jacobins regardaient eux-mêmes comme « l'enfant perdu de la révolution. » Il lutta audacieusement contre la clameur universelle, ne répondit aux outrages que par le sourire du mépris, et avoua avec un cynisme épouvantable ses opinions sur la dictature. « Si, à la prise de la Bastille, dit-il, on eût compris la nécessité de cette mesure, cinq cents têtes scélérates seraient

tombées à ma voix, et la paix eût été affermie dès cette époque... Mes idées ne tendaient qu'au bonheur public. Si vous n'étiez pas vous-mêmes à la hauteur de m'entendre, tant pis pour vous ! »

L'assemblée passa à l'ordre du jour sur les accusations mutuelles de dictature et de fédéralisme, accusations également mal fondées, dans lesquelles les deux partis avaient pourtant une crédulité puérile, et qui furent leurs éternels instruments de guerre. Ensuite elle décréta que la république était une et indivisible, et qu'une commission chercherait les moyens de donner à la Convention une force publique prise parmi les citoyens des quatre-vingt-trois départements. La Plaine satisfaisait par le premier décret à la Montagne, et par le second à la Gironde.

Cette première attaque des Girondins fut une faute insigne. On ne crut pas à l'accusation de dictature qu'ils avaient si absurdement énoncée, et l'on commença à parler de leur fédéralisme, qui était une calomnie si l'on entendait par là un plan arrêté de séparer les départements de la capitale, qui n'en était plus une si l'on entendait par là l'inimitié des provinces contre Paris. Cependant la Gironde recommença bientôt son attaque et avec autant de maladresse. Louvet, imagination crédule et ardente, dénonça de nouveau Robespierre comme prétendant à la dictature; mais son éloquente accusation ne reposait que sur les plus vagues soupçons. La Gironde voyait un projet d'usurpation là où il n'y avait qu'ambition d'influence; et Louvet découvrait un dictateur dans « l'homme qui avait souffert qu'on le proclamât le plus vertueux citoyen de la France. » Robespierre se défendit avec beaucoup d'habileté, et cette accusation eut pour résultat de grandir encore sa réputation, surtout auprès des fanatiques qui rêvaient la mise en œuvre du *Contrat social* et du déisme de Rousseau, et qui le regardaient comme le chef de leur secte.

Les Girondins usèrent, dans ces stériles débats, leur crédit, leur verve d'indignation et la magnifique position qu'ils avaient en arrivant à la Convention. Toute leur conduite fut entachée de la même inhabileté, du même défaut de plan, de la même inconséquence: les mesures de gouvernement qu'ils proposèrent furent mal soutenues; ils ne purent faire adopter leur projet favori d'une garde prise dans les départements; ils firent arriver au ministère de la justice, à la place de Danton, Garat, idéologue qui visait à l'impartialité et penchait vers eux par ses affections, mais médiateur d'une mollesse extrême et d'une bienveillance banale; ils mirent au ministère de la guerre (5 octobre), à la place de Servan, qui était malade, l'ignoble et inepte Pache, qui livra ses bureaux et

l'armée aux Jacobins; ils permirent à Pétion de refuser la mairie de Paris, à laquelle fut nommé Chambon, homme faible et nul, qui fut assisté de deux hommes infâmes, Chaumette et Hébert, procureur et substitut de la commune. Ils laissèrent Marat « se vautrer dans la calomnie, » dénoncer tout le monde, demander, à la tribune même, deux cent soixante-dix mille têtes pour assurer la paix; et ils s'habituèrent à rire de ce maniaque, dont ils méconnaissaient l'influence, et qu'ils proposaient d'envoyer aux Petites-Maisons. Ils achevèrent de s'aliéner Danton, qui, n'étant cruel que par position révolutionnaire, penchait vers eux dans ses retours vers l'humanité; et ils ne cessèrent de lui rappeler les crimes de septembre. Ils ne pensèrent plus à arrêter la grandeur de Robespierre que par le ridicule : « La révolution française est une religion, disaient leurs journaux, et Robespierre y fait secte; c'est un prêtre qui a ses dévots. Robespierre prêche, Robespierre censure; il tonne contre les riches et les grands; il vit de peu et ne connaît pas de besoins physiques; il s'est fait une réputation d'austérité qui vise à la sainteté; il parle de Dieu et de la Providence; il se dit l'ami des pauvres et des faibles; il se fait suivre par les femmes et les faibles d'esprit; il reçoit gravement leurs adorations et leurs hommages [1]. » Tant de fautes excitaient la joie des Montagnards, qui allaient bientôt passer de la défensive à l'offensive.

§ III. Bataille de Jemmapes. — Conquête de la Belgique. — Dumouriez, après sa belle campagne de l'Argonne, était venu à Paris et avait fait adopter au conseil exécutif le plan qu'il avait conçu étant ministre, et qui consistait à faire prendre à la France ses limites naturelles. Anselme, Montesquiou, Biron, devaient se tenir sur la défensive; Custine, descendre le Rhin; Kellermann, percer, par Trèves, jusqu'à Coblentz, où il donnerait la main à Custine; enfin Dumouriez, envahir la Belgique, et rejeter, à l'aide de Kellermann, l'ennemi derrière le Rhin.

La conquête de la Belgique semblait facile : nul pays n'avait adopté avec plus d'ardeur les idées révolutionnaires; le clergé, la noblesse, le peuple étaient unanimes pour appeler les Français; il n'y avait, pour le défendre, que vingt mille Autrichiens dispersés de la Sambre à la mer; enfin l'armée française était supérieure en nombre, exaltée par ses premiers succès, et composée en grande partie de volontaires indisciplinés et pillards, mais audacieux, alertes, enthousiastes, qui dansaient la *Carmagnole* [2] sous le feu du canon. Avec de tels *enragés*, Dumouriez ne songea qu'à atta-

[1] Patriote français, n° MCXCII. — Hist. parlement. de la Révol., t. XXI.
[2] Chanson républicaine dont le refrain était : « Vive le son du canon ! »

quer de front; et au lieu de se jeter, par la Meuse, sur la ligne de retraite des Autrichiens, et de les forcer ainsi, sans combat, à évacuer la Belgique, il marcha droit sur eux. Son armée était divisée en trois corps : à droite, Valence, avec dix-huit mille hommes, devait suivre la Meuse jusqu'à Namur pour empêcher la jonction de Saxe-Teschen avec douze mille Autrichiens commandés par Clairfayt, qui venait d'évacuer la Champagne; à gauche, La Bourdonnaie, avec vingt mille hommes, devait envahir la Flandre maritime, prendre Anvers, arriver sur la Meuse à Ruremonde, et donner la main à Valence sous Maëstricht; au centre, Dumouriez, avec quarante-cinq mille hommes, devait pousser les Autrichiens dans le cercle fermé par ses lieutenants, et chercher, par une victoire éclatante, à effrayer l'Europe, qui croyait les Français, depuis la guerre de Sept-Ans, incapables de gagner une bataille.

Valence ne put empêcher la jonction de Clairfayt et de Saxe-Teschen, et il fut forcé, par le manque de vivres, de rester dans l'inaction. Dumouriez n'en marcha pas moins de Valenciennes sur Mons (23 oct.), et il rencontra l'armée ennemie, forte de vingt à vingt-cinq mille hommes, sur les hauteurs de Cuesmes et de Jemmapes, hauteurs boisées, « où s'élevaient en amphithéâtre trois étages de redoutes garnies de cent bouches à feu. » Il résolut d'enlever cette position (6 nov.). Pendant que Harville, avec douze mille hommes, devait, à l'extrême droite, tourner les hauteurs et fermer la route de Bruxelles, Beurnonville à droite, le général Égalité (Louis-Philippe Ier)[1] au centre, Ferrand à gauche, devaient les attaquer de front. Harville, à cause d'un malentendu, resta à peu près inactif; Ferrand parvint avec beaucoup de peine à se porter sur le flanc des Autrichiens; mais au centre, nos soldats, ayant à braver un feu épouvantable pour pénétrer dans la trouée entre Jemmapes et Cuesmes, commençaient à se débander, lorsque leur jeune général les rallia, les forma en colonne serrée, et enleva les redoutes. En ce moment, l'attaque de droite, qui avait d'abord faibli, fut ranimée par Dumouriez; les villages furent emportés, et les Autrichiens, poussés de toutes parts, se mirent en retraite par la route de Bruxelles, que Harville n'avait pas fermée. La perte fut égale de part et d'autre, et estimée à deux mille hommes.

Dumouriez, avec des forces doubles, n'avait obtenu que l'honneur d'un champ de bataille sur un ennemi qu'il aurait pu écraser

[1] Le duc de Chartres et le duc de Montpensier, fils du duc d'Orléans, servaient depuis le commencement de la guerre, et s'étaient distingués dans la campagne de l'Argonne.

par de meilleures dispositions. Néanmoins sa victoire eut un éclat prodigieux ; on en exagéra les périls et la gloire ; nos soldats en prirent une confiance excessive ; l'Europe en fut profondément étonnée. Dumouriez n'en tira qu'un médiocre profit : son armée était dans un dénûment presque complet, par la faute de Pache ; ce n'était qu'avec la plus grande peine qu'il la nourrissait, et pour cela il passa lui-même des marchés et s'arrogea une dictature administrative qui le fit accuser de concussion par les Jacobins. Cependant, malgré ces obstacles, il entra à Mons, à Bruxelles, à Liége, en suivant pas à pas l'ennemi, qui aurait dû être écrasé dans sa retraite. En même temps, La Bourdonnaie prenait Ostende, Bruges, Gand et Anvers, Valence se mettait en mouvement et s'emparait de Charleroy et de Namur. Toute la Belgique fut occupée jusqu'à la Meuse, et l'on rouvrit l'Escaut, fermé depuis 1648, au risque de se faire des ennemies de la Hollande et de l'Angleterre. Le pays était plein de joie ; il déclara ses liens rompus avec la maison d'Autriche, et se disposa à se former en république, mais en conservant ses anciennes institutions et surtout son clergé, qui s'était mis à la tête de la révolution.

Les Autrichiens avaient passé la Meuse, évacué Aix-la-Chapelle, et pris position entre la Roër et l'Erft. Le conseil exécutif arrêta que l'armée française ne quitterait pas les armes jusqu'à ce que l'ennemi eût été repoussé au delà du Rhin ; mais Dumouriez ne dépassa pas Aix-la-Chapelle (8 décembre) : son armée manquait de tout ; le gouvernement avait cassé ses marchés et decrété d'accusation ses fournisseurs ; enfin les armées de la Moselle et du Rhin ne l'avaient pas secondé. Kellermann avait été remplacé par Beurnonville, qui, après des combats brillants en avant de Trèves, fut obligé de se retirer sur la Sarre ; Custine n'était occupé qu'à piller et révolutionner l'Allemagne, où il fit détester le nom et les principes français, et il laissa reprendre Francfort par les Prussiens.

La conquête de la Belgique exalta les esprits : on ne parlait plus que de renverser tous les tyrans ; la Convention, disait Danton, était le « comité général d'insurrection de tous les peuples ; » et en effet, l'assemblée, emportée par son ardeur de propagande, décréta qu'elle accorderait « secours et fraternité à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté » (19 nov.). C'était une déclaration de guerre à la vieille Europe. Pour la compléter, il fut décrété que dans tous les pays où les généraux français entreraient, ils proclameraient sur-le-champ la souveraineté du peuple, l'abolition de la féodalité, de la dîme, de tous les abus ; la séquestration

des biens des prêtres et des nobles pour servir de gage aux frais de la guerre; la circulation des assignats; la destitution des anciennes autorités et l'élection de nouvelles administrations, « où entreraient nécessairement les sans-culottes » (1792, 15 déc.).

§ IV. Procès de Louis XVI. — C'étaient les Montagnards qui avaient pris l'initiative de ces mesures révolutionnaires; les Girondins s'étaient empressés de les adopter, avec le regret d'être devancés par leurs ennemis; mais les deux partis n'en continuaient pas moins leur combat de soupçons et de haines. La Gironde, chargée de faire la constitution, hâtait son travail, dans l'espoir de ruiner ses adversaires par le rétablissement de l'ordre légal. La Montagne ne cherchait, au contraire, qu'à prolonger l'état révolutionnaire; et, pour démasquer le *modérantisme* de ses ennemis, elle mit en avant une question qui devait soulever toutes les passions : le sort de Louis XVI (13 nov.).

Alors une discussion très-compliquée s'engagea sur ces deux propositions : Louis peut-il être jugé? Quel tribunal prononcera le jugement? — Nul doute que le roi n'eût trahi la nation par ses intelligences avec l'étranger; mais la peine était écrite dans la constitution, et, aux termes mêmes de la déclaration des droits, elle ne pouvait être prise que dans la constitution[1] : cette peine, c'était la déchéance, et la déchéance existait de fait depuis le 10 août. Il n'y avait donc pas lieu à jugement : tout ce qu'on pouvait faire, par mesure de sûreté générale, était de bannir Louis XVI ou de le tenir en captivité jusqu'à la paix. Mais la Convention, appelée pour prononcer l'abolition de la monarchie et faire une constitution républicaine, ne se croyait nullement liée par la constitution de 91, et il n'y eut qu'une très-faible minorité qui osât prendre la défense de l'inviolabilité du roi. La Montagne, avec son audace et sa cruauté ordinaires, avoua hautement qu'elle voulait la mort immédiate de Louis XVI, par le « droit qu'avait Brutus sur César, » et elle taxa de royalisme ceux qui espéraient le sauver, soit en invoquant l'inviolabilité, soit en demandant un jugement : « Comment! dit Saint-Just (c'était un fanatique de vingt-cinq ans, tout semblable à ces moines du moyen âge, qui brûlaient les hérétiques avec une conscience paisible et en louant Dieu), comment! faire avec respect le procès d'un homme assassin du peuple, pris en flagrant délit! Mais juger, c'est appliquer la loi. Une loi est un rapport de justice : quel rapport de justice y a-t-il entre l'humanité et les rois? Moi je dis que le roi doit être jugé en en-

[1] « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit. »

nemi, que nous avons moins à le juger qu'à le combattre; que, n'étant pour rien dans le contrat qui unit les Français, les formes de la procédure ne sont point dans la loi civile, mais dans la loi du droit des gens. — Il n'y a point ici de procès à faire, dit Robespierre; Louis n'est point un accusé; vous n'êtes point des juges: vous êtes, vous ne pouvez être que des hommes d'état et les représentants du peuple; vous n'avez pas une sentence à rendre pour ou contre un homme, mais une mesure de salut public à prendre, un acte de providence nationale à exercer. »

La Gironde, en face de ces adversaires implacables dans leur but et dans leur haine, fut incertaine et divisée : soit qu'elle craignît d'être accusée de royalisme, soit qu'elle fût encore sous l'impression des trahisons royales qu'elle avait, la première, dévoilées, elle ne défendit pas l'inviolabilité; mais en même temps elle prit un détour pour sauver son ennemi vaincu, et elle crut avoir remporté une victoire sur la Montagne en faisant décider que le roi serait jugé, et qu'il serait jugé par la Convention (1792, 3 déc.). La Convention discuta ensuite les formes du procès, et dressa l'acte d'accusation d'après les pièces qui avaient été trouvées chez l'intendant de la liste civile et celles qu'on avait récemment découvertes dans une armoire secrète du château des Tuileries[1]. Ces pièces attestaient les correspondances de la cour avec l'émigration, ses intrigues avec les constituants, la trahison de Mirabeau, etc.; mais elles témoignaient de la part de Louis moins une volonté arrêtée de faire la contre-révolution que la « faiblesse d'un homme qui se laisse aller à toutes les espérances qu'on lui donne de recouvrer son ancienne autorité. » Il fut cité à comparaître devant la Convention sous le nom de Louis *Capet*, comme si l'on avait voulu insulter en lui les trente-deux rois dont il descendait et toute la vieille histoire de la France.

La famille royale avait été gardée avec la plus grande rigueur dans la tour du Temple. « Les commissaires de la commune n'avaient pas su, disaient les Jacobins eux-mêmes, concilier ce qu'ils devaient à l'humanité et à l'infortune avec les précautions qu'exigeait le dépôt qu'ils avaient en garde. » Louis sanctifiait sa captivité par sa piété et sa résignation : rendu à la vie privée, pour laquelle il était fait, il redevenait lui-même, c'est-à-dire plein de bonté, de calme, de simplicité. En se voyant appelé devant la Convention, il ne montra nulle émotion, ne récusa pas l'étrange tribunal, et comparut devant lui avec une sérénité si modeste qu'il excita un

[1] C'est la fameuse *armoire de fer* qui fut dénoncée par le serrurier que Louis XVI avait appelé pour la construire.

attendrissement marqué (11 déc.). On lui lut l'acte énonciatif des faits, où l'on avait tourné à crime non-seulement ses tentatives pour reprendre son ancienne puissance, mais même ses désirs et ses regrets; non-seulement sa fuite de Varennes et ses relations avec l'étranger, mais ses refus de sanction, et jusqu'au sang qui avait coulé le 10 août. Ensuite, et sans qu'il y eût été préparé, on lui fit subir un interrogatoire très-compliqué, très-embarrassant, où les faits étaient entassés sans aucun ordre. Il y répondit avec peu d'adresse et même de dignité : il nia la plupart des faits, rejeta les autres sur ses ministres, et s'appuya sur la constitution, qu'il prétendit n'avoir jamais violée; il refusa de reconnaître l'existence de l'armoire de fer, les pièces y contenues, même ses lettres, même sa signature; il assura que « jamais idée de contre-révolution n'était entrée dans sa tête. »

Après cet interrogatoire, Louis fut ramené au Temple, séparé de sa famille et libre de communiquer avec Tronchet et Malesherbes, qu'il avait choisis pour conseils, et qui s'adjoignirent le jeune Desèze. Celui-ci prononça la défense (26 déc.), qui fut un chef-d'œuvre de logique et d'éloquence : d'abord il démontra que les faits antérieurs à l'acceptation de la constitution étaient couverts par l'acceptation même, et les faits postérieurs par l'inviolabilité; ensuite il discuta habilement tous les faits; enfin il releva l'iniquité d'un procès où les formes judiciaires, telles que la faculté de récusation, la majorité des deux tiers, le vote secret, étaient violées. « Je cherche parmi vous des juges, dit-il, et je n'y vois que des accusateurs. »

Dès que Louis fut retiré, Lanjuinais demanda l'annulation de la procédure : « Vous ne pouvez pas, dit-il, rester juges, applicateurs de la loi, jurés d'accusation, accusateurs, jurés de jugement, ayant tous ou presque tous ouvert votre avis, l'ayant fait, quelques-uns de vous, avec une férocité scandaleuse. » Ces paroles excitèrent le plus grand tumulte, et peu s'en fallut que la salle ne devînt le théâtre d'un combat. Plusieurs fois Louvet et Barbaroux, descendant dans le parquet avec une centaine de Girondins, voulurent escalader les gradins de la Montagne. On n'entendait que les mots de scélérats, de brigands, de traîtres, de conspirateurs, échangés de part et d'autre. Marat déploya son cynisme furibond dans ce hideux conflit, et les tribunes s'en mêlèrent, d'accord avec les députés de la gauche, qui leur indiquaient les orateurs à huer ou à applaudir. Enfin l'on décréta que la discussion sur le procès serait continuée, toutes affaires cessantes, jusqu'à ce que l'arrêt fût rendu. La Montagne, irritée de tous ces délais, recommença à demander la mort de Louis sans jugement et par

le droit de l'insurrection, comme étant le salut du peuple, une nécessité de la révolution, l'unique et éclatant moyen de rompre à jamais avec le passé. « Si j'avais suivi ma première pensée, dit Merlin de Thionville, au 10 août, je vous aurais épargné la peine de juger le tyran. » On n'abordait plus le nom du malheureux roi qu'avec des épithètes injurieuses jusqu'au ridicule, qu'avec des allusions déclamatoires aux mœurs incomprises de l'antiquité, qu'avec de basses flatteries pour le peuple des tribunes. A mesure que la discussion s'avançait, la question devenait de plus en plus révolutionnaire; on ne songeait plus à la personne du roi : sa mort ou son salut était l'achèvement ou l'avortement de la révolution. Les Girondins s'effrayaient de la marche que prenait une question dont ils n'avaient pas saisi toute la portée; ils voulaient sauver Louis XVI, regardant sa mort comme un opprobre pour la révolution, une cruauté inutile, un défi porté à toute l'Europe; mais, se voyant perdus s'ils absolvaient, et ne voulant pas servir leurs ennemis par une condamnation, ils cherchèrent un moyen terme qui ne fut qu'un témoignage de leur faiblesse et de leur incapacité politique : ils demandèrent que le jugement fût porté à l'appel du peuple, pour rejeter sur la nation elle-même ou l'absolution ou la condamnation. C'était exposer inévitablement la France à une guerre civile; et les Montagnards relevèrent avec leur audace calomnieuse l'absurdité de cette proposition, en dévoilant la pitié hypocrite de leurs adversaires, qui avouaient, disaient-ils, leur complicité avec le tyran, leur désir d'appeler l'étranger, leur projet de bouleverser la France par le fédéralisme.

La discussion dura douze jours et fut une lutte à coups de décrets entre les deux partis : ainsi la Gironde fit décider que quiconque tenterait ou proposerait de rétablir la royauté, sous quelque dénomination que ce fût, serait puni de mort. A son tour, la Montagne fit décider que quiconque tenterait ou proposerait de rompre l'unité de la république serait puni de mort. Les Girondins obtinrent un décret de bannissement contre la famille d'Orléans, qu'ils soupçonnaient de viser au trône; les Montagnards firent suspendre l'exécution de ce décret jusqu'après le jugement de Louis. Pendant ce temps l'agitation était extrême dans Paris; les Jacobins les plus ardents envahissaient les sections et en chassaient les hommes honnêtes et paisibles; la garde nationale était passive et découragée; le conseil général de la commune, quoique renouvelé d'après le décret du 22 septembre, se trouvait encore composé d'exaltés que dirigeaient Chaumette et Hébert; enfin le désordre

était augmenté par une disette qui avait pour cause la ruine du commerce et le discrédit des assignats. Le peuple souffrait la plus grande misère, parce que le prix des denrées devenait excessif en assignats, et que le travail n'était payé qu'au pair ; il demandait à grands cris le *maximum*, c'est-à-dire la fixation légale du prix des denrées; la Convention et la commune résistaient à cette mesure désastreuse; il y avait partout des émeutes pour les grains, et l'on s'attendait à une guerre civile à l'issue du procès de Louis XVI.

§ V. Jugement et mort de Louis XVI. — Cependant la Convention avait fermé la discussion et décrété que les questions seraient ainsi posées (1793, 14 janv.) : Louis est-il coupable de conspiration contre la liberté de la nation et d'attentat contre la sûreté générale de l'état? — Le jugement sera-t-il soumis à la sanction du peuple? — Quelle sera la peine? — Chaque député devait venir à la tribune prononcer son vote motivé, écrit et signé. L'appel nominal commença sur la première question (15 janv.), et, à la presque unanimité, Louis fut déclaré coupable. Sur la deuxième question, il y eut deux cent quatre-vingt-une voix pour et quatre cent vingt-trois contre l'appel au peuple; quarante-cinq voix perdues. L'appel nominal sur la troisième question commença le lendemain à huit heures du soir et dura vingt-cinq heures, au milieu d'un tumulte effroyable (16 janvier). Les tribunes étaient envahies par la multitude, qui vociférait des menaces ou des applaudissements, selon que le vote était pour ou contre la mort. Les Montagnards, fidèles à leur haine et à leur plan, votèrent la mort avec une joie cruelle; les Girondins, plus incertains et plus inconséquents que jamais, sentirent leurs résolutions d'indulgence s'évanouir devant les cris sinistres des tribunes, la plupart laissèrent tomber de leurs lèvres tremblantes le mot de mort, quelques-uns en y ajoutant avec sursis : acte de lâcheté, qui décida du sort de Louis XVI et fut un suicide pour la Gironde. Enfin, l'appel nominal étant terminé, « l'assemblée reçut de tous ceux qui n'avaient pas voté la mort ou qui y avaient attaché une condition la déclaration qu'ils s'étaient déterminés à voter comme législateurs et non comme juges, et qu'ils n'avaient entendu prendre qu'une mesure de sûreté générale. » Les votes se trouvaient ainsi partagés en deux grandes classes; et le dépouillement étant fait, il fut reconnu que sur sept cent vingt et un votants (vingt-huit voix furent perdues) trois cent trente-quatre s'étaient prononcés pour le bannissement, la détention ou la mort conditionnelle, et trois cent quatre-vingt-sept pour la mort (17 janv.).

L'arrêt fut aussitôt communiqué au malheureux roi (18 janv.), qui écrivit à l'assemblée : « Je dois à mon honneur, je dois à ma famille de ne point souscrire à un jugement qui m'inculpe d'un crime que je ne puis me reprocher. En conséquence, je déclare que j'interjette appel à la nation elle-même du jugement de ses représentants. » Sur la motion de Robespierre, cet appel fut rejeté (19 et 20 janv.); et l'on renvoya au surlendemain à décider une dernière question : Sera-t-il sursis à l'exécution du jugement de Louis? Trois cent dix voix se prononcèrent pour, trois cent quatre-vingts contre le sursis; cinquante-neuf voix furent perdues. Aussitôt il fut décrété que les ministres feraient exécuter le jugement dans les vingt-quatre heures, que la commune laisserait communiquer Louis avec sa famille et appeler auprès de lui tel ministre du culte qu'il lui plairait.

Les Jacobins étaient transportés de joie; mais plus leur victoire était inespérée, plus ils doutaient de son achèvement. Le bruit d'une conspiration royaliste se répandait, et il prit consistance par la mort de Lepelletier de Saint-Fargeau, député qui avait voté la mort du roi, et qui fut assassiné dans un café du Palais-Royal par un ancien garde du corps. La ville était dans la consternation, et l'on s'attendait généralement à une bataille; les Jacobins, redoublant d'audace, d'activité et de fureur, étaient partout, dans les sections, dans les rangs de la garde nationale, sur les places publiques, comprimant le moindre mouvement de pitié, exaltant toutes les passions, montrant la délivrance du condamné comme le triomphe de l'étranger, qui arriverait sur-le-champ à Paris. La commune déploya toute sa vigilance et sa tyrannie; elle fit fermer les barrières et les boutiques, interdit tout rassemblement, mit de l'artillerie sur toutes les places, fit prendre les armes à toute la population.

Louis avait reçu son arrêt de mort avec le plus grand calme. Après une entrevue déchirante avec sa famille, il dormit paisiblement, communia des mains d'un prêtre qu'il avait choisi, et fut conduit, lentement et à travers une armée entière, à la place de la Révolution, où l'échafaud était dressé près des débris de la statue de Louis XV (1793, 21 janv.). Pas un cri de grâce, pas un mot d'indignation, pas un murmure ne sortit de toute cette population armée [1], dont la majorité était pourtant pleine de douleur. Louis ne démentit pas un instant sa religieuse fermeté; monté sur l'échafaud, il voulut haranguer la force armée qui remplissait la place :

[1] La garde nationale de Paris, à cette époque, était de cent dix mille hommes; il y avait en outre dix mille gendarmes, fédérés et cavaliers.

« Français, dit-il, je meurs innocent des crimes qu'on m'impute. Je pardonne aux auteurs de ma mort, et je demande que mon sang ne retombe pas sur la France... » Santerre l'interrompit par un roulement de tambours, les bourreaux le saisirent; et à dix heures vingt minutes l'infortuné monarque, victime de la révolution que ses ancêtres lui avaient léguée, n'existait plus.

§ VI. Politique de Pitt. — Déclaration de guerre a l'Angleterre. — Nouvelle coalition. — La mort de Louis XVI eut les résultats que voulaient les Jacobins. La rupture de la France avec le passé était complète; la nation entière se trouvait compromise, car ce n'était pas une faction, c'était toute la nation qui avait la responsabilité du coup, et « elle sentait qu'il lui fallait être la première des nations sous peine d'être la dernière [1]. » « Il n'y a plus à reculer, dit Marat; et telle est la position où nous nous trouvons aujourd'hui, qu'il faut vaincre ou périr. » Et l'armée écrivit à l'assemblée : « Nous vous remercions de nous avoir mis dans la nécessité de vaincre. » Jamais la révolution n'avait été si audacieusement hostile aux principes sur lesquels reposait encore la société européenne; jamais elle ne s'était moins souciée si elle triplait ses périls en augmentant les haines des gouvernements et en diminuant les sympathies des peuples; jamais elle n'avait avoué si terriblement, si arrogamment, qu'elle était la guerre : la tête du dernier Capétien était, suivant l'expression des Montagnards, le gant jeté à la vieille Europe; et en tombant au milieu des royautés endormies dans leur neutralité égoïste, elle les réveilla pleines de terreur. Il fallait combattre : une coalition nouvelle se forma, et ce fut Pitt et l'aristocratie anglaise qui se mirent à la tête de la croisade des gouvernements absolus contre la révolution française.

Nul peuple n'avait montré pour la révolution plus de sympathie, nul gouvernement n'avait conçu plus de crainte que le peuple, que le gouvernement anglais. Les clubs de Londres correspondaient avec ceux de Paris dans le projet avoué de faire une révolution démocratique; les journées révolutionnaires avaient été célébrées en Angleterre, même par des violences anarchiques [2]; un livre de Thomas Payne, *les Droits de l'homme*, qui reproduisait les idées françaises, était dans toutes les mains [3]; le cri de réforme devenait universel. L'aristocratie et sa vieille constitution se

[1] Toulongeon, t. II, p. 145.

[2] A Birmingham, l'anniversaire du 14 juillet occasionna, en 1791, une émeute effroyable, où la populace, maîtresse de la ville pendant quatre jours, incendia les maisons des habitants connus pour ennemis de la révolution française.

[3] Thomas Payne, persécuté pour ce livre, se réfugia en France, où il fut élu député à la Convention.

voyaient menacées de ruine : Pitt conçut l'espoir de les sauver, en lançant l'Angleterre dans la guerre contre la France. Refroidir les Anglais pour la révolution française, en la présentant comme irréligieuse, antisociale, avide de tout détruire, prête à tous les crimes, et, en même temps, exciter leur orgueil et leur cupidité, en leur montrant l'occasion unique d'acquérir l'empire des mers par la ruine d'une rivale éternelle, tel fut son plan. Il parvint d'abord à diviser l'opposition parlementaire ; et le plus ardent ennemi de la révolution, Burke, en se séparant de Fox, son ami de vingt ans, donna au ministère un appui qui annula entièrement les whigs et rendit les tories tout-puissants (1791, 4 mars). Ensuite il favorisa par son or et ses intrigues les excès des Jacobins et l'anarchie de la France. Enfin, après le 10 août, il commença à prendre une position hostile, en rappelant son ambassadeur de Paris. Alors il réveilla le zèle des Anglais pour leur constitution, si chère par son antiquité ; il montra comme un insolent défi le décret du 19 novembre ; il ranima les vieilles inimitiés de la nation à cause de la conquête de la Belgique et des dangers qui menaçaient la Hollande, et il demanda à ce sujet des explications menaçantes à la France. L'opinion publique se modifia : « les Anglais s'effrayèrent de cette chose sans nom qu'on appelait la révolution française ; » ils s'inquiétèrent des mouvements anarchiques dont leur pays était déjà tourmenté ; ils furent séduits par l'espoir de se venger de la guerre d'Amérique en conquérant les colonies françaises. Pitt convoqua un parlement extraordinaire (1792, 18 déc.) : il y fit rejeter toute demande de réforme ; il dénonça les sectes qui s'étaient formées pour renverser le gouvernement ; il obtint des lois contre la liberté de la presse et la liberté individuelle ; il prépara des armements. Alors commencèrent des actes réels d'hostilité : on interdit aux vaisseaux français d'acheter des blés en Angleterre ; une frégate française fut prise par deux vaisseaux anglais dans les mers de l'Inde ; le stathouder de Hollande, vassal soumis du roi d'Angleterre, entra par ses conseils dans la coalition.

Jusqu'à ce moment, la Convention avait montré une patience singulière et offert toutes sortes de concessions, tant elle avait à cœur de conserver l'alliance du seul peuple qui eût quelque sympathie d'institutions avec la France ; mais alors elle demanda des explications, et menaça Pitt de « faire un appel à la nation anglaise et de l'établir juge entre les deux gouvernements, examen qui pourrait amener des suites qu'il n'avait pas prévues. » En effet, les Anglais répugnaient encore à la guerre par une sorte d'instinct démocratique qui leur faisait voir la cause de tous les peuples dans

la cause de la France; et le parti républicain continuait à remuer. Mais le 21 janvier arriva : Plitt, qui avait refusé obstinément de faire la moindre démarche pour sauver Louis XVI, exploita l'horreur excitée par sa mort et renvoya l'ambassadeur français; mais quoiqu'il fût, depuis plus de deux mots, en hostilité réelle avec la France, il voulait rejeter sur elle l'initiative de la guerre. Alors « on écrivit, presque sous sa dictée, à des membres influents de la Convention, et notamment à Brissot, que la déclaration de guerre serait le signal de la révolution anglaise, que tout était disposé à cet effet[1]. » La Convention donna dans le piége : Brissot, au nom du comité diplomatique, proposa de déclarer la guerre à l'Angleterre et à la Hollande, et la guerre fut déclarée à l'unanimité (1793, 8 fév.).

C'est la guerre des opinions armées, » dit Pitt, et il chercha à ameuter toute l'Europe contre la France. Il ramina par des subsides la Prusse et l'Autriche; il promit des secours au roi de Sardaigne irrité de la perte de la Savoie et de Nice, que la Convention avait réunies au territoire français; il tira de son immobilité l'Espagne, qui jusqu'alors, et malgré ses rois Bourbons, avait résisté aux intrigues des émigrés, tant le Pacte de famille était le pacte des nations! et pour cela, il fit tomber du ministère le sage d'Aranda, qui fut remplacé par Manuel Godoï, indigne favori du faible Charles IV. Il fit entrer dans la coalition le Portugal, devenu colonie anglaise depuis le traité de Methwen; le roi de Naples, récemment insulté dans sa capitale par une escadre française qui l'avait forcé de reconnaître la république; et le pape, irrité de la perte d'Avignon et des persécutions contre le clergé, et menacé par la France à cause de l'assassinat du consul français à Rome. Il parvint à secouer de sa torpeur la diète germanique, et prit à sa solde les princes de Bade, de Hesse, de Bavière; enfin il laissa la Russie, qui prétextait la nécessité de comprimer d'abord les Jacobins du Nord, renverser en Pologne la constitution de 1791, envahir ce royaume, et, d'accord avec la Prusse, en arracher encore deux lambeaux, l'un de douze cent mille, l'autre de trois millions d'habitants. Il ne resta dans la neutralité que la Suède, le Danemarck, la Suisse, Venise et la Turquie. Tous les intérêts furent méconnus, toute la politique ancienne oubliée, toutes les alliances de position renversées : la Hollande et l'Espagne unissaient leurs vaisseaux à ceux de leur ennemie contre leur unique amie; la Prusse et l'Autriche faisaient alliance intime; l'Italie se livrait à l'Angleterre, l'Allemagne à l'Autriche; l'Angleterre laissait la Russie démembrer

[1] Mém. de Hardemberg, t. II, p. 94.

la Pologne! Il n'y avait plus qu'une ennemie, la révolution française !

§ VII. Levée de trois cent mille hommes. — Invasion de la Hollande. — Désastre des Français sur la Meuse. — Bataille de Neerwinden. — Projets de contre-révolution de Dumouriez. — La France ne fut pas alarmée des ennemis qu'elle avait provoqués; elle était exaltée par ses premières victoires, par la grandeur de sa situation, même par ses excès ; elle se voyait pour ressources trois millions d'hommes, huit milliards de biens, et tous les peuples à révolutionner. « Il faut que tous les Français, dit Brissot, ne soient qu'une grande armée, que toute la France soit un camp. » Et la Convention oublia un moment ses discordes pour ne songer qu'au salut de la patrie. Pache fut enlevé au ministère de la guerre, où il avait mis l'anarchie, et remplacé par Beurnonville. Sur la proposition de Cambon, rapporteur du comité des finances, qui démontra qu'on ne pouvait recourir ni aux contributions ni aux emprunts pour faire face aux frais de la guerre, une nouvelle émission d'assignats fut décrétée. La somme des assignats déjà émis s'élevait, il est vrai, à 2,387 millions ; mais, par suite de la confiscation des biens des émigrés, l'hypothèque était de 7,750 millions ; l'assemblée ordonna donc une émission de 800 millions d'assignats, et, trois mois après, une de 1,200 millions. Ensuite, sur la proposition de Dubois-Crancé, rapporteur du comité militaire, qui démontra que l'effectif de l'armée était réduit à deux cent soixante-dix mille hommes, dont près de deux cent mille volontaires, et que la république avait besoin de cinq cent mille hommes pour se tenir sur la défensive au midi et à l'est, et prendre l'offensive dans le nord, elle décréta que toutes les gardes nationales étaient en état de réquisition permanente, et qu'il en serait levé sur-le-champ trois cent mille (1793, 24 fév.). Le contingent de Paris était de trente mille hommes; et les sections de cette ville, qui avaient déjà fourni cinquante mille hommes vingt-quatre heures après le décret rendu, faisaient défiler leurs contingents dans le sein de l'assemblée. « Ce qui me passe, dit un conventionnel, c'est que les ouvriers, les manœuvres, les indigents, en un mot les classes de la société qui perdaient tout à la révolution et que des législatures vénales avaient exclues du rang des citoyens, soient les seules qui l'aient constamment soutenue; si ces classes avaient été moins nombreuses au sein de la capitale, il était impossible qu'elle se soutînt contre ses ennemis. »

Cependant il fallait ouvrir la campagne avec deux cent soixante-dix mille hommes. Cinquante mille se rassemblaient sur les côtes

ou près des Pyrénées ; quarante mille étaient sur les Alpes, quatre-vingt mille sur le Rhin, vingt mille sur la Moselle, quatre-vingt mille sur la Roër et en Belgique. Cette dernière armée était dans le plus grand délabrement ; les soldats n'avaient d'autre moyen de vivre que le pillage ; des compagnies entières de volontaires qui s'étaient levées, disaient-elles, pour sauver la patrie et non pour mourir de faim en Belgique, rentraient dans leurs foyers. Dumouriez, avec une telle armée, n'avait pas essayé de rejeter l'ennemi au delà du Rhin ; d'ailleurs il était moins occupé d'opérations militaires que des troubles de l'intérieur ; enfin il s'inquiétait de la Belgique, où, à la suite du décret du 15 décembre, une nuée de Jacobins s'étaient répandus comme commissaires du pouvoir exécutif, et y avaient transporté sans transition l'anarchie de la France, les clubs, les assignats, les emprisonnements, la séquestration des biens du clergé et de la noblesse. Les Belges maudissaient les libérateurs qu'ils avaient appelés, et leur indignation fut au comble quand ils virent jusqu'à leurs églises profanées et dépouillées de leurs vases sacrés. Dumouriez avait traité ce pays avec circonspection pour préparer sa réunion à la France et s'y ménager des ressources pour ses soldats. Irrité de tant d'excès, il vint à Paris les dénoncer ; mais il fut accueilli par les calomnies des clubs, qui l'accusèrent d'avoir laissé échapper les Autrichiens comme autrefois les Prussiens, et il repartit, décidé à acquérir par quelque coup d'éclat le droit de mettre fin à cet odieux régime.

Son plan de campagne semblait tout tracé ; il fallait rejeter au delà du Rhin l'ennemi qu'il avait laissé se renforcer sur la Roër. Mais séduit par les promesses des émigrés bataves qui lui montraient la Hollande prête à s'insurger contre le stathouder, il résolut avec vingt mille hommes de se porter entre Bréda et Gertruydenberg, de traverser le Biesboch, et de courir par les embouchures des fleuves jusqu'à Rotterdam. Miranda, avec vingt-cinq mille hommes, devait s'emparer de Maëstricht, descendre la Meuse, joindre Dumouriez à Utrecht, pendant que Valence, avec trente-cinq mille hommes sur la Roër, à Aix, à Limbourg, observerait l'armée autrichienne. Un plan si aventureux, si mal adapté aux localités et à la position des ennemis, ne pouvait qu'amener des désastres.

La coalition avait mis sur pied près de quatre cent mille hommes ; mais avec une telle supériorité de forces, elle ne cherchait qu'à reprendre Mayence et à débloquer Maëstricht. Pendant que quatre-vingt mille Espagnols et Piémontais se réunissaient sur les Pyrénées et sur les Alpes, cent mille Prussiens devaient se porter

au siége de Mayence, soixante-dix mille Autrichiens à la délivrance de Maëstricht; un corps de trente-cinq mille hommes était dans le Luxembourg, et quarante mille Anglais ou Hollandais se rassemblaient en Hollande. Dumouriez, sans s'inquiéter des soixante-dix mille hommes qu'il laissait sur son flanc droit, partit d'Anvers (1793, 20 févr.) en partageant son armée en plusieurs corps qui se présentèrent à l'improviste devant Bréda, Gertruydenberg, Wilhemstadt : les deux premières places, garnies d'immenses approvisionnements, se rendirent presque sans résistance. Pendant ce temps, l'avant-garde était arrivée sur le Biesboch; mais, faute de bateaux, elle laissa le temps aux Hollandais d'occuper Gorkum et l'île Dort; ce fut alors qu'on apprit les désastres des Français sur la Meuse.

Miranda avait jeté quelques bombes dans Maëstricht; mais la place, qui était défendue par un corps d'émigrés, ne se rendit pas; et pendant ce temps l'armée de Valence, disséminée sur un intervalle de vingt lieues, n'effectuait aucun mouvement de concentration. Alors le prince de Cobourg, à la tête des Autrichiens, passa la Roër, chassa les Français d'Aix-la-Chapelle (1793, 1er mars), et ne permit à leurs divisions, surprises, de se rallier à Liége qu'après avoir perdu six mille hommes. Miranda leva le blocus de Maëstricht et se retira à Tongres. L'ennemi passa la Meuse à Maëstricht, menaça Liége, et força l'armée de Valence à se retirer sur Louvain, où elle alla se réunir à celle de Miranda. Les Français étaient entièrement démoralisés; dix mille désertèrent à l'intérieur; la Belgique était prête à se soulever. Dumouriez accourut (13 mars) : irrité de voir son plan manqué, il fit arrêter deux agents du pouvoir exécutif, ferma les clubs, invita les Belges à porter plainte contre les dilapidateurs, maltraita les volontaires dont l'indiscipline avait augmenté le désastre. Enfin il adressa à la Convention une lettre de colère contre les Jacobins, le décret du 15 décembre et l'anarchie de Paris, lettre qu'on eut la sagesse de tenir secrète.

Cependant il avait réuni quarante-cinq mille hommes à Tirlemont, et il résolut d'arrêter les Autrichiens par une bataille : il avait besoin d'une victoire pour rendre de l'éclat à son armée, ramener les Belges, et, en rejetant l'ennemi au delà de la Meuse, être libre dans ses projets de contre-révolution. Cobourg, avec quarante-deux mille hommes, avait pris position sur la petite Ghète. Dumouriez, pendant que sa gauche, commandée par Miranda, devait occuper une partie des forces ennemies, porta son centre et sa droite, commandés par Égalité et Valence, contre les

villages de Neerwinden et d'Oberwinden, qui flanquaient des hauteurs hérissées d'artillerie, où vingt mille Autrichiens s'étaient retranchés (18 mars). Trente mille hommes s'entassèrent dans ce redoutable rentrant, s'emparèrent trois fois de Neerwinden, trois fois en furent chassés, et enfin restèrent en bon ordre dans leurs positions, résolus à recommencer la bataille le lendemain. Mais pendant ce temps, Miranda, qui n'avait que douze mille hommes, était assailli par plus de vingt mille, et forcé à une retraite précipitée, sans qu'il pût en prévenir Dumouriez. Celui-ci se trouva ainsi dans une position dangereuse entre deux armées et ayant une rivière à dos; cependant il effectua sa retraite en bon ordre, se rallia à Miranda, et se dirigea sur Bruxelles.

La défaite de Neerwinden devait entraîner la perte de la Belgique, et Dumouriez se vit exposé à la fureur de ses ennemis. Alors il résolut d'exécuter le plan qu'il avait en tête depuis son entrée en campagne, et qu'il devait effectuer dans l'éclat d'une victoire et comme conquérant de la Hollande : il voulait ramener la France à la constitution de 91, la réconcilier avec l'Europe en lui rendant un gouvernement légal, et mettre sur le trône le duc de Chartres, jeune homme qui avait joué un rôle brillant dans toute la guerre, dont les talents étaient appréciés et redoutés des Jacobins, enfin qui était le seul Bourbon dont la position, en face de la révolution, fût parfaitement nette et pure. Il rappela ses troupes de Hollande, garnit les places et se mit en retraite, faiblement suivi par les Autrichiens, avec lesquels il convint secrètement de l'évacuation de la Belgique. Son armée était en plein désordre ; des corps entiers de volontaires désertaient; mais les troupes de ligne lui restaient attachées, et il forma lui-même l'arrière-garde avec quinze mille hommes d'élite. Il abandonna Bruxelles, fit évacuer Anvers et Namur, et arriva sur la frontière française, où il cantonna son armée dans les camps de Maulde et de Bruille, pour mettre son plan à exécution : plan absurde, qui ne fut pas fatal seulement à lui-même, mais à la Gironde, sur laquelle il comptait, et qui, innocente de sa défection, ne fut pas moins entraînée dans sa ruine.

§ VIII. Continuation de la lutte entre les Girondins et les Montagnards. — Création du tribunal révolutionnaire. — Journée du 10 mars. — Le 21 janvier n'avait que rendu plus atroces et plus personnelles les haines entre les Girondins et les Montagnards : ceux-ci avaient dévoilé leur système inflexible de destruction, ceux-là leur désir impuissant d'indulgence. Ils s'accusaient mutuellement de trahison, et « l'on eût dit que c'étaient deux assemblées dressant tous les jours devant la république chacune

un acte d'accusation contre l'autre. Ils regardaient la ruine de leurs ennemis comme le devoir le plus sacré : chaque jour on annonçait un massacre pour le jour suivant, et les menaces ne partaient pas toujours des Jacobins, elles se faisaient aussi quelquefois contre eux [1]. » Enfin ils se prêtaient réciproquement les projets les plus absurdes. Ainsi, la Montagne prétendait que la Gironde voulait se séparer de la France pour se réunir à l'Angleterre ; qu'elle allait ouvrir la Savoie aux Piémontais, le midi aux Espagnols, etc. D'un autre côté, la Gironde disait : « Quand le côté gauche aura égorgé le côté droit, le duc d'York arrivera pour s'asseoir sur le trône, et d'Orléans, qui le lui a promis, l'assassinera ; d'Orléans sera assassiné lui-même par Marat, Danton et Robespierre, et les triumvirs se partageront la France couverte de cendres et de sang, jusqu'à ce que le plus habile de tous, et ce sera Danton, assassine les deux autres et règne seul [2]. » C'était donc Danton que la Gironde poursuivait avec un acharnement aveugle ; et pourtant « l'espérance des gens qui observaient et réfléchissaient désignait Danton comme l'intermédiaire par lequel le génie qui devait organiser la république pouvait communiquer avec les passions qui l'avaient enfantée [3]. » Danton lui-même inclinait vers eux : « Vingt fois je leur ai offert la paix, disait-il plus tard, ils ne l'ont pas voulue ; ils refusaient de me croire pour conserver le droit de me perdre : ce sont eux qui nous ont forcés de nous jeter dans le sans-culottisme, qui les a dévorés, qui nous dévorera tous, qui se dévorera lui-même [4]. »

Dans cette lutte corps à corps, le désavantage de la position était aux Girondins, qui n'avaient été amenés à la république que par la force des événements, et qui ne la voulaient qu'avec la bourgeoisie : or, la bourgeoisie, capable de gouverner le pays, était incapable de le défendre, et la république n'était pourtant que l'état de guerre. Au contraire, les Jacobins, en appelant la multitude à défendre le pays, l'appelaient aussi à le gouverner et prétendaient ne travailler que pour elle : ils indiquaient à sa haine les riches, les marchands, les accapareurs ; ils faisaient décréter un versement de 7 millions, payables par les bourgeois, pour les subsistances de Paris : « La Convention, disaient-ils, a senti qu'il était temps de faire vivre les pauvres aux dépens des riches. » Et comme le peuple souffrait toujours à cause de la baisse des assignats, de la cherté de toutes les denrées, Marat lui dit un jour : « Dans tout pays où les droits du peuple ne seraient pas de vains

[1] Mém. de Garat. — Hist. parlem., t. XVIII, p. 355. — [2] Id., p. 342. — [3] Id., p. 446. — [4] Id., p. 451.

titres, le pillage de quelques magasins, à la porte desquels on pendrait les accapareurs, mettrait bientôt fin à ces malversations qui réduisent cinq millions d'hommes au désespoir. » La multitude, docile à la voix de son *ami*, pilla toutes les boutiques d'épiciers. La Gironde porta une accusation contre Marat; mais elle échoua encore dans cette tentative, et ce fut une nouvelle occasion pour les Jacobins de dire qu'elle s'entendait avec les égoïstes et les accapareurs.

Les Girondins perdaient donc sans cesse du terrain, et se voyaient chassés successivement de leurs positions. Toute influence sur la commune venait de leur être enlevée par l'élection de Pache à la mairie. Roland, qui avait servi de centre à leur résistance, dont l'intrépide activité luttait sans relâche contre l'anarchie, qui entretenait, par ses journaux et ses agents, l'accord entre les départements et leurs députés; Roland, découragé, avait donné sa démission, et fut remplacé par Garat. Dans la Convention, le plan de constitution présenté par Condorcet n'avait pas même été mis en discussion. Enfin les désastres de l'armée, en rendant plus intempestive que jamais l'opposition des Girondins, allaient commencer la ruine de ce parti.

La nouvelle de la défaite d'Aix-la-Chapelle répandit la consternation. La Convention envoya des commissaires dans les sections pour requérir les citoyens de voler au secours de leurs frères dans la Belgique. « Aux armes! cria la commune; hommes du 10 août, levez-vous! il faut que cette campagne décide du sort du monde. » Les sections se réunirent; les spectacles furent fermés; on arbora le drapeau noir; les imaginations se montèrent comme au 2 septembre, et l'on demanda qu'avant de marcher à l'ennemi extérieur on comprimât l'ennemi intérieur par l'établissement d'une taxe extraordinaire sur les riches, et d'un tribunal extraordinaire pour juger les traîtres.

Le maire apporta à l'assemblée le vœu des sections (1793, 9 mars). Les Girondins y firent une vive opposition, taxant d'exagération les terreurs de la commune, qui voulait diriger contre eux l'exaltation populaire. Danton s'indigna de cette résistance : « Vous qui me fatiguez, s'écria-t-il, par vos contestations particulières, au lieu de vous occuper du salut de la patrie, je vous répudie tous comme des traîtres. Vos discussions sont misérables; je ne connais que l'ennemi : battons l'ennemi! » Et la Convention décréta qu'un tribunal extraordinaire serait établi pour juger les conspirateurs; qu'une taxe de guerre, proportionnelle aux fortunes, serait mise sur les riches; que quatre-vingt-deux députés

iraient dans les départements accélérer la levée des trois cent mille hommes.

Le lendemain, on discuta l'organisation du redoutable tribunal. Les Jacobins voulaient qu'il fût composé de neuf juges, nommés par la Convention, affranchis de toutes les formes, poursuivant directement tous les suspects de conspiration, et jugeant sans appel. Les Girondins obtinrent que le tribunal aurait des jurés pris dans les départements et nommés par la Convention ; que les dénonciations seraient envoyées à un comité de l'assemblée, lequel présenterait les actes d'accusation et surveillerait l'instruction. La Montagne se regarda comme battue : clubs, sections, commune se mirent en séance et discutèrent les projets les plus atroces contre la Gironde ; la foule se porta autour du Manége, demandant la tête de Brissot et de ses amis ; enfin, dans la nuit, une bande de Jacobins marcha sur l'assemblée pour la décimer. La plupart des Girondins, avertis, se cachèrent chez leurs amis ; d'autres s'armèrent, résolus à vendre chèrement leur vie en tombant sur les Montagnards. La commune n'osa seconder les conjurés ; Pache et Santerre leur résistèrent avec vigueur ; Beurnonville se mit à la tête d'un bataillon du Finistère qui se trouvait à Paris, et les dispersa. Ce fut un 20 juin contre la Convention. Les dangers n'étaient pas encore assez grands pour exalter les passions à ce point qu'on osât violer la représentation nationale, seule puissance respectée depuis 1789 ; d'ailleurs les Montagnards redoutaient les départements et la guerre civile, et le côté gauche resta compromis par cette insurrection manquée.

§ IX. Défection de Dumouriez. — Nouvelles accusations contre la Gironde. — Création du comité de salut public. — Quelques jours après, arriva la nouvelle de la défaite de Neerwinden et de la perte de la Belgique, avec une nouvelle lettre de Dumouriez, pleine de menaces contre la Convention, et où se révélait un second La Fayette. La fermentation fut extrême, et la Gironde se vit compromise par les dangers du pays, qui allaient justifier les fureurs de ses adversaires. La Montagne fit décréter la mise hors la loi de tous ceux qui prendraient part à des émeutes contre-révolutionnaires, la peine de mort contre les prêtres déportés qui se trouveraient sur le territoire, des visites domiciliaires pour le désarmement des suspects, l'inscription sur les portes de chaque maison des noms de ses habitants, etc. Elle demanda que la Convention prît le pouvoir exécutif, trop lent entre les mains des ministres, et proposa la création d'un *comité de salut public* qui exercerait une sorte de dictature. Enfin, sur la nouvelle que Dumouriez

avait avoué ses projets de contre-révolution, elle fit décréter qu'il serait mandé à la barre de la Convention, et que quatre députés et le ministre de la guerre iraient lui signifier ce décret.

Dumouriez avait consommé sa trahison : il était convenu avec le prince de Cobourg d'une suspension d'armes, pendant laquelle il marcherait sur Paris ; les Autrichiens devaient rester sur la frontière et ne la franchir qu'à sa demande ; il promettait de leur livrer la place de Condé en garantie. Mais, quoiqu'il avouât dès lors ses projets avec une présomptueuse légèreté, il n'était pas assuré de son armée et surtout des volontaires, et il voulut s'emparer de Lille et de Valenciennes : ces villes fermèrent leurs portes à ses troupes (1793, 1er avril). Alors les commissaires de la Convention arrivèrent, lui signifièrent le décret, et, sur son refus d'obéir, le déclarèrent suspendu de ses fonctions. Il fit arrêter les députés, les envoya à Tournay entre les mains des Autrichiens, et fit une proclamation à son armée, où il déclara qu'il allait marcher sur Paris « pour rétablir la constitution de 91, et sauver la partie saine et opprimée de la Convention. » Puis il donna rendez-vous à Cobourg sous les murs de Condé, dont il devait s'emparer ; mais, dans sa route, il fut assailli par les volontaires et forcé de se réfugier dans le camp ennemi. Le lendemain, il essaya encore d'entraîner ses soldats ; mais tous l'abandonnèrent (4 avril), et il retourna dans l'armée autrichienne avec les princes d'Orléans, son état-major et quelques hussards. L'estime qu'on faisait de ses talents lui épargna le sort de La Fayette ; mais l'homme qui avait sauvé la France à Valmy végéta vingt ans et mourut dans l'exil.

A la nouvelle de l'arrestation de ses commissaires (1793, 2 avril), la Convention avait mis à prix la tête de Dumouriez, ordonné une levée de quarante mille hommes, nommé Dampierre commandant de l'armée de Belgique et Bouchotte ministre de la guerre. Les Jacobins n'eurent qu'un cri, c'est que la Gironde et Philippe d'Orléans étaient complices de Dumouriez. Les Girondins, pleins d'indignation, renvoyèrent l'accusation aux Montagnards et principalement à Danton, qui, récemment envoyé en Belgique, avait pris part au pillage de ce pays, et connaissait, disaient-ils, les projets de Dumouriez. Danton fut transporté de fureur : « Il n'y a que ceux, dit-il, qui ont eu la lâcheté de vouloir ménager un roi, qui peuvent être soupçonnés de vouloir rétablir le trône ; il n'y a que ceux qui ont voulu armer contre Paris les départements, qui sont complices de la corruption ..... Et c'est moi qu'on accuse, moi ! Eh bien, il n'y a plus de trêve entre vous et nous... Ralliez-vous, vous qui avez prononcé l'arrêt du tyran, contre les lâches

qui ont voulu l'épargner; appelez le peuple aux armes, confondez les aristocrates et les modérés... Plus de composition avec eux!... Je me suis retranché dans la citadelle de la raison, j'en sortirai avec le canon de la vérité, et je pulvériserai les scélérats qui ont voulu m'accuser. » Et la Convention décréta que les représentants pourraient être traduits devant le tribunal révolutionnaire dès qu'ils seraient fortement soupçonnés de complicité avec les ennemis de l'état; que Philippe d'Orléans et sa famille seraient mis en arrestation et transférés à Marseille; que le tribunal extraordinaire pourrait juger les crimes de conspiration sur la simple poursuite de l'accusateur public; que trois représentants résideraient constamment auprès de chaque armée, avec des pouvoirs illimités pour surveiller la conduite des généraux, concerter les opérations, lever les gardes nationales, prendre des mesures d'urgence pour l'entretien des troupes, mettre en réquisition tous les fonctionnaires, etc. Enfin l'établissement du comité de salut public fut décrété (6 avril). Ce comité était composé de neuf membres qui se renouvelaient tous les mois, et dont les délibérations étaient secrètes; il surveillait, accélérait ou suspendait l'action du pouvoir exécutif; il prenait d'urgence les mesures de défense extérieure et intérieure; il correspondait avec les commissaires de la Convention, etc. Pas un Girondin ne fit partie de ce comité.

Dès ce moment, les Girondins chassés de la commune, du ministère, de l'armée, n'eurent plus que la Convention où ils se tinrent sur la défensive, mais où ils obtenaient encore, à force de talents, la majorité. Marat fit colporter dans les sections un projet de pétition contre eux; ils dénoncèrent ce projet; Robespierre l'appuya dans une longue accusation où il déploya la plus perfide habileté. Mais Vergniaud ramena l'assemblée par un discours improvisé avec la chaleur du plus éloquent et du plus innocent des hommes; Guadet excita l'indignation générale en lisant l'écrit de Marat, et, après une orageuse discussion, l'Ami du peuple fut décrété d'accusation et envoyé devant le tribunal révolutionnaire.

La commune répondit à ce décret en apportant une petition des sections pour l'expulsion de vingt-deux députés (1793, 15 avril). La moitié de l'assemblée se leva, demandant à être comprise sur cette liste de proscription, et la petition fut déclarée calomnieuse. La Gironde l'emportait; mais Marat fut absous dans les termes les plus honorables par le tribunal révolutionnaire; la multitude le porta en triomphe dans la Convention (24 avril); Paris sembla possédé, contre le côté droit, d'un redoublement de fureur; enfin le danger de la patrie toujours croissant allait rendre la violence

plus urgente, la modération moins admissible, et emporter l'opposition de cette généreuse mais impolitique députation qui compromettait la révolution et la France.

§ X. Opinions des départements. — Insurrection de la Vendée. — La lutte entre la Gironde et la Montagne comprenant toute la question révolutionnaire, la France presque entière était divisée entre ces deux partis. Les départements de l'est et du nord-est, menacés directement de l'invasion étrangère et exaltés par les dangers de la révolution, étaient généralement montagnards, et aucun sentiment girondin ou royaliste n'osait s'y manifester. Les départements du midi étaient girondins; mais dans le sud-est « le républicanisme voilé, dont se couvraient les honnêtes gens, cachait en réalité des sentiments royalistes. » Les Montagnards avaient là contre eux, outre les administrations départementales nommées par les électeurs et qui représentaient la haute bourgeoisie, les assemblées des sections, qui représentaient la masse paisible des villes. Mais moins ils étaient nombreux, plus ils étaient violents : comme les municipalités étaient élues par les assemblées primaires, ils les avaient presque toutes envahies; leurs clubs leur donnaient de l'ensemble et de l'unité; enfin ils s'efforçaient de l'emporter sur la majorité en faisant des visites domiciliaires, en désarmant les suspects, en demandant l'établissement des tribunaux révolutionnaires. Lyon était le centre de l'opinion des départements du sud-est. Cette ville, dont l'industrie avait été tuée par la révolution, était regardée comme une rivale de Paris et le lien qui unissait le midi de la France à l'émigration; c'était là que la lutte était complète entre la minorité montagnarde et la majorité prétendue girondine. Les Jacobins, dirigés par Chalier, qu'on appelait le Marat du midi, y occupaient la municipalité : ils avaient levé une armée révolutionnaire, imposé les riches à 30 millions, emprisonné quinze cents personnes qu'ils menaçaient de *septembriser;* mais les sections luttaient avec énergie contre le despotisme de la municipalité; des troubles sanglants avaient déjà éclaté; la guerre civile était imminente.

Le sud-ouest était franchement girondin, et Bordeaux, qui se glorifiait de ses députés, était le centre de cette opinion, si favorable aux vieilles idées d'indépendance de la Guyenne. Dans le nord-ouest, on inclinait davantage vers la constitution de 91, et Caen était le centre de cette opinion. Enfin dans l'ouest, c'est-à-dire dans la Bretagne, le Poitou et l'Anjou, le sentiment royaliste avait arboré hautement le drapeau de l'ancien régime et fait une insurrection terrible pour rétablir le trône absolu, la noblesse, le

clergé. C'était là que la vieille foi catholique et féodale allait lutter franchement, corps à corps, avec la foi nouvelle, la foi révolutionnaire; lutte fatale où devaient se déployer tant de convictions, tant d'héroïsme, tant de fureurs!

Dans le pays appelé vulgairement *Vendée*, pays aussi étranger au reste de la France par son aspect physique [1] que par ses mœurs, la révolution avait blessé toutes les affections et les croyances, détruit tout le repos et le bonheur des habitants. Le régime féodal était là tout patriarcal et bienfaisant : les seigneurs, peu riches, simples, vertueux, vivaient en pères et en amis avec leurs vassaux; les prêtres étaient ignorants, mais pieux et irréprochables. Les paysans, ne comprenant pas une révolution qui était le résultat de croyances et de besoins entièrement étrangers à leur situation, continuèrent à payer les droits féodaux et les dîmes; ils voulurent que leurs seigneurs fussent maires; ils maltraitèrent les prêtres constitutionnels, et allèrent dans les bois entendre la messe des prêtres réfractaires; ils se mirent en hostilité ouverte avec les habitants des villes, qui avaient des opinions tout opposées; ils s'isolèrent de la révolution, et ne s'inquiétèrent point des dangers de la France. Des troubles fréquents avaient déjà éclaté, ils s'étaient apaisés d'eux-mêmes; mais la levée des trois cent mille hommes décida un soulèvement général. Le 10 mars, jour fixé pour le tirage au sort des jeunes gens appelés à l'armée, le tocsin sonna dans plus de six cents villages. A Saint-Florent-d'Anjou, les paysans désarmèrent les gendarmes, mirent à leur tête un voiturier nommé Cathelineau, regardé comme un saint dans sa paroisse, et enlevèrent Chemillé, qui était défendu par trois canons et deux cents hommes (1793, 14 mars). Cathelineau fut joint par une autre troupe que commandait Stofflet, ancien garde-chasse; il alla attaquer Chollet, chef-lieu de district, gardé par cinq cents républicains, et s'en empara (16 mars).

Dans le même temps, les paysans du littoral prenaient Machecoul, Challans et Pornic; ils fusillèrent leurs prisonniers, et ce fut le commencement des atrocités qui devaient souiller cette guerre. Dans le sud, deux mille quatre cents hommes de troupes de ligne et de garde nationale furent battus à Saint-Vincent (19 mars), et les rebelles assiégèrent les Sables-d'Olonne pendant cinq jours (24 mars). Enfin, au commencement d'avril, tout le pays compris entre la mer, la Loire, le Thoué et la route de Thouars aux Sables-d'Olonne était en pleine insurrection; cent mille paysans avaient pris les armes en forçant les seigneurs de se mettre à leur tête.

[1] Voy. la description de la Vendée dans ma *Géographie militaire*, p. 108.

Dans le *Marais*, on distinguait Charette, ancien officier de marine, qui fit de Noirmoutier sa place d'armes, et commanda jusqu'à vingt mille hommes; dans le *Bocage*, c'étaient d'Elbée, Lescuro, La Rochejacquelein, gentilshommes d'une valeur héroïque; dans la *Plaine*[1], c'était Bonchamp, qui avait servi avec distinction dans l'Inde. Il se forma ainsi trois corps d'armée distincts que dirigeait un conseil supérieur chargé d'organiser et de presser l'insurrection. Les paysans marchaient par paroisses, emportant des vivres pour quelques jours, et, après chaque expédition, ils rentraient dans leurs villages. Inhabiles aux exercices militaires, mais excellents tireurs, ils avaient adopté d'instinct une tactique d'autant plus redoutable qu'ils n'eurent affaire d'abord qu'à des gardes nationales mal aguerries : à l'approche de leurs ennemis, ils se dispersaient en tirailleurs, et, à l'aide des mouvements du terrain, ils les ébranlaient par un feu juste et continu; puis ils s'élançaient sur eux avec de grands cris, et les enfonçaient.

A la nouvelle de cette insurrection, le conseil exécutif ordonna la formation d'une armée (1793, 13 avril); mais on ne put rassembler que des détachements de gendarmerie et dix mille volontaires des départements voisins, avec lesquels on ne fit que des attaques décousues. Deux corps républicains furent battus par d'Elbée, à Coron et à Beaupréau, et rejetés au delà de la Loire; un troisième (5 mai), commandé par le général Quétineau, fut défait aux Aubiers par La Rochejacquelein et ramené sur Thouars, où il fut assailli par vingt à trente mille hommes; après un violent combat, la ville fut emportée.

§ XI. Agitations intérieures. — Revers des armées. — Cette grande rébellion mit en fermentation toutes les passions populaires. Plusieurs départements du midi levèrent des troupes et de l'argent contre les insurgés; la Convention approuva leur conduite, et la commune de Paris décréta : 1° la levée de douze mille hommes pris parmi les oisifs et les égoïstes, et un emprunt forcé et proportionnel sur les riches; 2° la création, dans chaque section, d'un comité révolutionnaire chargé de diriger cette levée et cet emprunt. Paris ayant fourni aux armées tout ce qu'il avait de population jeune et dévouée, ces mesures éprouvèrent la plus vive résistance; les royalistes et les Girondins envahirent les sections, et l'on ne parvint à faire partir, à force d'argent, que le rebut de la populace. Santerre fut mis à la tête de ces *héros à 500 livres*, qui se signalèrent dans la Vendée par leur lâcheté et leur fureur sanguinaire.

[1] Voy. ma *Géographie militaire*, p. 103.

Cependant le danger croissait sans cesse. Les paysans du Bocage avaient tué ou pris quatre mille républicains devant Fontenay, et s'étaient emparés de cette ville ; ceux du Marais avaient enlevé une seconde fois Machecoul, où ils massacrèrent cinq cent quarante prisonniers. On annonçait que toute la Bretagne et même la Normandie allaient se révolter. En même temps, l'opinion girondine se manifestait dans tout le midi par des apprêts de guerre : Bordeaux et Marseille menaçaient la Convention de marcher sur Paris, pour sauver leurs représentants ; à Lyon, les sections et la municipalité étaient prêtes à se livrer bataille ; la Corse, travaillée par Paoli, allait être conduite à une révolte ouverte. Enfin les nouvelles de l'extérieur devenaient alarmantes.

Les alliés auraient pu, après la fuite de Dumouriez, détruire l'armée française divisée et trahie ; mais comme ils se croyaient assurés de la victoire, ils ne songeaient qu'au partage des dépouilles, se disputaient sur les indemnités et les garanties qu'ils exigeraient de la France, et avaient résolu, pour tout plan de guerre, de s'emparer, chacun d'eux, de quelque place : les Autrichiens convoitaient Valenciennes et Condé, les Anglais Dunkerque, les Prussiens Mayence et Landau, etc.

Cobourg, s'étant renforcé de trente-cinq mille Anglais et Hollandais commandés par le duc d'York, passa la frontière, forma de ses cent mille hommes un long cordon de la Meuse à la mer, menaça à la fois toutes les places, et enfin, après de nombreuses escarmouches, bloqua Condé. Dampierre s'était retiré sous Bouchain pour rétablir son armée ; quand il eut réuni quarante mille hommes, il se porta en avant, et livra sur toute la frontière des combats multipliés qui rendirent la confiance à ses soldats, mais dans l'un desquels il fut tué. Son armée se retira dans le camp de Famars qui couvrait Valenciennes, et elle n'en fut chassée qu'après quinze jours de combats contre des forces doubles (1793, 8 mai). Alors les Autrichiens investirent Valenciennes, et les Français se retirèrent derrière l'Escaut, entre Bouchain et Cambrai (28 mai).

Sur le Rhin, tout l'effort des alliés s'étant dirigé contre Mayence, le roi de Prusse, avec cinquante mille hommes, passa le fleuve à Baccharach (1793, 25 mars), et Wurmser, avec vingt mille hommes, près de Spire. Custine pouvait opposer à l'ennemi quarante-cinq mille hommes disséminés de Spire à Bingen, trente-cinq mille des places d'Alsace, et même les vingt-cinq mille de l'armée de la Moselle ; mais il ne prit aucune mesure, et laissa surprendre le passage de la Nahe par les Prussiens (29 mars) ; alarmé de cet échec, et voyant Wurmser sur ses derrières, il perdit la tête, éva-

cua Bingen, Kreutznach, Worms, Spire, sans résistance, abandonna Mayence à ses propres forces, se replia sur Landau et Weissembourg, et rejeta même ses bagages jusqu'à Strasbourg. Le roi de Prusse bloqua Mayence, qui avait vingt-deux mille hommes de garnison, et dissémina trente mille hommes de Lauterbourg à Sarrelouis, pour couvrir le siége. Custine, qui, avec l'armée de la Moselle, avait plus de soixante mille hommes disponibles, au lieu de percer ce faible cordon d'observation, dispersa ses troupes sur une ligne parallèle à celle des Prussiens, et, après un essai offensif qui dégénéra en pleine déroute, il donna sa démission (17 mai). La Convention l'envoya à l'armée du nord, où il fit de nouvelles fautes qui devaient le conduire à l'échafaud. Beauharnais lui succéda à l'armée du Rhin.

Dans la Savoie, on resta de part et d'autre sur la défensive. Dans le comté de Nice, l'armée française, réduite à quinze mille hommes dénués de tout, fit de vaines tentatives pour rejeter les Piémontais au delà des Alpes; et une dernière attaque sur le camp de Saorgio, qui commandait le col de Tende, n'amena qu'une défaite.

Aux Pyrénées, où la France n'avait que des noyaux d'armée, les Espagnols avaient pris l'offensive avec quarante mille hommes. Pendant que quinze mille passaient la Bidassoa, surprenaient le camp de Sarre et rejetaient les détachements français sous Bayonne, vingt-cinq mille, masquant Bellegarde et Fort-les-Bains, pénétrèrent jusque devant Perpignan, dont ils se seraient emparés s'ils eussent tenté la moindre attaque. Deflers, chargé du commandement de cette frontière, rallia à la hâte quelques troupes de volontaires et attaqua les Espagnols à Mas-d'Eu (19 mai); il fut mis en pleine déroute.

§ XII. Création de la commission des Douze. — Opposition de la commune. — A la nouvelle de toutes ces défaites, les Girondins et les Montagnards s'accusèrent mutuellement des malheurs de la France. Ceux-ci n'y voyaient de remède que dans la violence, et ils parvinrent à faire décréter le *maximum* pour les grains et un emprunt forcé d'un milliard sur les riches. Ceux-là résistaient à toutes les mesures révolutionnaires, sachant bien qu'elles étaient dirigées autant contre eux que contre les ennemis. La lutte devint effroyable, et la salle des séances, qui, depuis le 10 mai, était dans le château des Tuileries, semblait « une arène de gladiateurs. » La Montagne disait que le côté droit était d'intelligence avec les Vendéens, et que, pour sauver la patrie, il fallait faire contre lui un 10 août. La Gironde dénonçait les complots tramés contre elle, et demandait la destitution des autorités de Paris

et la translation de la Convention à Bourges. Le parti modéré l'emporta, grâce à l'intervention du comité de salut public; et sur la proposition de Barrère, l'homme le plus habile à ménager tous les partis, il fut décrété qu'une commission de douze membres serait nommée pour examiner les actes de la commune et rechercher les complots tramés contre la représentation nationale (1793, 18 mai).

La commission des Douze fut composée des Girondins les plus énergiques, et elle dévoila sur-le-champ ses projets de réaction en cassant les comités révolutionnaires, en menaçant la commune, en laissant courir le bruit de la suppression du tribunal extraordinaire. Tout cela était imprudent. « Les Douze sont des hommes vertueux, disait Garat; mais la vertu a ses erreurs : ils en ont de bien grandes... Avant de faire des actes de gouvernement, il faut avoir un gouvernement. » Or, toute la force était à la commune, qui disposait seule des sections armées, contre laquelle ni les Douze ni les ministres n'avaient de moyens de répression, et qui résolut d'arrêter la réaction girondine par une insurrection.

Des commissaires nommés par les sections se formèrent ouvertement en *comité central révolutionnaire :* on y chercha, en se modelant sur le 10 août, des moyens de sauver la chose publique, et, en présence de Pache, il fut proposé de *septembriser* les vingt-deux. La commission des Douze, instruite du complot, lança des mandats d'arrêt contre les commissaires et principalement contre Hébert, qui avait loué, dans son dégoûtant journal, les projets du comité. Le conseil-général se regarda comme frappé dans la personne du hideux magistrat qui dépravait le peuple par son cynisme infâme et son athéisme déclaré; les sections et les clubs se mirent en permanence, et la commune commença l'attaque en se présentant à la Convention pour lui demander justice de la commission des Douze (1793, 25 mai). Isnard, l'un des plus véhéments Girondins, présidait; il répondit à la députation : « Écoutez ce que je vais vous dire. Si jamais, par une de ces insurrections qui se renouvellent depuis le 10 mars, il arrivait qu'on portât atteinte à la représentation nationale, je vous le déclare au nom de la France entière, Paris serait anéanti; oui, la France entière tirerait vengeance de cet attentat, et bientôt on chercherait sur quelle rive de la Seine Paris a existé. »

Ces paroles imprudentes mettent en fureur les Jacobins, qui font signer, dans les sections, une nouvelle pétition pour la délivrance d'Hébert et la suppression des Douze. C'est l'occasion d'un grand tumulte dans Paris; mais enfin vingt-huit sections ayant signé la pétition, la commune vient la présenter en son nom à l'assem-

blée, escortée d'une multitude furieuse qui envahit la salle et menace les députés. Alors, au milieu de la plus horrible confusion, un décret, frauduleusement rendu, supprime la commission et élargit les citoyens incarcérés par elle (27 mai).

§ XIII. Insurrections des 31 mai et 2 juin. — Le lendemain, Lanjuinais demande le rapport du décret : « Depuis deux mois, dit-il, on a fait plus d'arrestations arbitraires que sous l'ancien régime en trente ans ; et vous vous plaignez de ce qu'on a enfermé deux hommes qui prêchent le meurtre et l'anarchie à deux sous la feuille ! » Après une violente discussion, la commission des Douze est rétablie ; mais l'élargissement d'Hébert est maintenu. Alors les Jacobins voient qu'ils ne peuvent vaincre le côté droit que par une insurrection, et celui qui la dirige c'est Danton, qui, en estimant la personne des Girondins, regarde leur parti comme un obstacle insurmontable au salut de la révolution. Le 29 mai, il se fait à l'Évêché une assemblée des commissaires des sections, de la commune, du département et des clubs, et le plan d'insurrection est arrêté.

Pendant la nuit du 30 mai, le tocsin sonne, la générale est battue, les barrières sont fermées ; les commissaires de l'assemblée de l'Évêché se rendent à l'Hôtel-de-Ville et transmettent aux autorités constituées, de la part du peuple en insurrection, des pouvoirs nouveaux et illimités. Sur-le-champ, la commune nomme commandant-général des sections Henriot, chef du bataillon des Sans-Culottes, homme grossier et presque toujours ivre ; elle donne une solde de 40 sous à tout citoyen pauvre qui prendra les armes ; elle convoque les sections armées, qui se laissent conduire aveuglément autour des Tuileries.

Au bruit du tocsin, les députés s'étaient réunis pleins de frayeur et avaient appelé à la barre les autorités. « La Convention n'a rien à craindre, dit Luillier, procureur du département ; l'insurrection est toute *morale*. » Danton, qui voulait modérer le mouvement, demande qu'on sauve le peuple de sa propre colère, en supprimant la commission des Douze, « instituée, dit-il, pour réprimer l'énergie populaire et dans cet esprit de modérantisme qui perdra la révolution. » Alors arrive une députation de la commune : elle demande l'arrestation des députés qui ont calomnié Paris et veulent le détruire ; Robespierre soutient la pétition avec une verve de colère inaccoutumée. Mais la Plaine était de l'avis de Danton : elle estimait les intentions et haïssait l'opposition de la Gironde ; et la Convention décrète seulement la suppression de la commission des Douze.

C'était tout ce que voulait Danton ; mais la commune regardait sa victoire comme incomplète, et elle consacre tout le 1er juin à préparer une nouvelle insurrection. « Citoyens, restez debout, écrit-elle, le salut de la patrie l'exige. » Le soir, Marat fait sonner le tocsin ; toutes les autorités se mettent en permanence ; on tire le canon d'alarme, et le comité de l'Évêché décide que la Convention sera assiégée jusqu'à ce qu'elle ait livré les Vingt-deux et les Douze. Toute la nuit se passe en tumulte, et le matin, quatre-vingt mille hommes de Paris et des environs se trouvent réunis et en armes autour des Tuileries. Henriot avait placé aux abords quatre à cinq mille hommes tout dévoués à l'insurrection, avec les canonniers : les bataillons les moins sûrs avaient été éloignés ; les autres ne comprenaient rien au mouvement, et croyaient défendre l'assemblée, autour de laquelle se dressait un appareil formidable : cent soixante canons, des caissons, des grils à rougir les boulets, etc.

La Convention entra en séance. La plupart des Girondins s'étaient cachés chez leurs amis ; mais quelques-uns avaient résolu de mourir à leur poste, et, parmi eux, l'intrépide Lanjuinais : au milieu des vociférations de la multitude et en se cramponnant à la tribune, dont ses indignes collègues voulaient l'arracher, il dévoila la lâcheté de l'assemblée qui se laissait dominer par les anarchistes, et il demanda que les autorités révolutionnaires de Paris fussent cassées. Mais alors arriva la députation de la commune : « Représentants, dit-elle, les crimes des factieux de la Convention vous sont connus : nous venons pour la dernière fois vous les dénoncer. Décrétez à l'instant qu'ils sont indignes de la confiance publique... Sauvez le peuple, ou nous vous déclarons qu'il va se sauver lui-même. » La Montagne applaudit ; la Plaine dit qu'il faut céder ; la Gironde ne peut se faire entendre. Enfin Barrère offre comme moyen terme la suspension volontaire des Vingt-deux. Aussitôt Isnard, Lantenas, Faucher, offrent leur démission. Quant à Lanjuinais : « N'attendez de moi, dit-il, ni démission, ni suspension... » Et comme des cris s'élèvent : « La victime qu'on traînait à l'autel ornée de fleurs et de bandelettes n'était pas insultée par le prêtre qui l'immolait... On parle de sacrifice de mes pouvoirs : les sacrifices doivent être libres, et vous ne l'êtes pas ! »

En ce moment, l'assemblée s'aperçoit que les issues de la salle sont gardées par la force armée ; quelques députés essaient de sortir : ils sont repoussés. L'indignation est générale : Danton lui-même est honteux de tant d'outrages ; et, sur la proposition de Barrère, l'assemblée entière se lève, sort de la salle ayant à sa tête le président Hérault-Séchelles, et arrive dans la Cour-Royale, près des

canonniers. Hérault leur ordonne de livrer passage aux représentants du peuple. « Nous ne sommes pas ici, dit Henriot, pour entendre des phrases. Vous ne sortirez pas que vous n'ayez livré les traîtres... Canonniers, à vos pièces! » Aussitôt les sabres sont tirés, les fusils mis en joue, les mèches posées sur les canons. La Convention recule et se dirige dans le jardin; elle en trouve les portes gardées, et Marat à la tête d'une troupe de Sans-Culottes, qui lui dit : « Je vous somme, au nom du peuple, de retourner à votre poste que vous avez lâchement abandonné. » Elle rentre humiliée et n'ayant plus qu'à obéir. Alors Marat fait faire quelques changements à la liste des proscrits. La Plaine refuse de voter; et la Montagne décrète seule l'arrestation des deux ministres et des trente et un députés suivants : Clavière, Lebrun, Gensonné, Guadet, Brissot, Gorsas, Pétion, Vergniaud, Salles, Barbaroux, Chambon, Buzot, Birotteau, Lidon, Rabaud, Lasource, Lanjuinais, Grangeneuve, Lehardy, Lesage, Louvet, Valazé, Doulcet, Kervelegan, Gardien, Rabaud-Saint-Étienne, Boileau, Bertrand, Vigée, Mollevaut, Larivière, Gomaire, Bergoing.

Ce fut le 10 août de la Convention : la Gironde, suspendue et captive comme Louis XVI, n'avait plus qu'à attendre sa condamnation!

CHAPITRE II.

Insurrection girondine. — Destruction des hébertistes et des dantonistes. — Révolution du 9 thermidor. — Du 2 juin 1793 au 27 juillet 1794. — Succès de la coalition.

§ I. Situation nouvelle de la Montagne. — Insurrection des départements contre Paris. — Succès de la coalition. — Dangers de la France. — La Montagne était victorieuse; elle allait changer de position et de rôle. Le principe révolutionnaire qu'elle représentait avait été, jusqu'à cette époque, à l'état d'opposition contre le pouvoir successivement occupé par les royalistes, les Feuillants, les Girondins; après le 2 juin, ce principe, devenu lui-même le pouvoir, passe de l'offensive à la défensive; il ne songe plus qu'à donner une position stable à la révolution, qu'à empêcher les uns de la pousser en avant, les autres de la ramener en arrière; mais, assailli par tous les partis vaincus, il tombe; et la révolution, qui avait suivi jusque-là une échelle ascendante, commence à suivre l'échelle contraire. Le règne de la Montagne présente donc trois périodes distinctes : dans la première, elle terrasse le parti qu'elle vient de vaincre et qui essaie

une insurrection ; dans la deuxième, elle se divise en trois factions, celle des exagérés ou des hébertistes, celle des modérés ou des dantonistes, celle des stationnaires ou de Robespierre : celle-ci l'emporte ; dans la troisième, tous les partis vaincus, depuis le royalisme jusqu'au dantonisme et à l'hébertisme, font réaction contre le parti de Robespierre : celui-ci succombe à son tour, et la marche en avant de la révolution se trouve définitivement arrêtée.

Vergniaud, Gensonné et quelques autres s'étaient soumis volontairement au décret du 2 juin pour provoquer un jugement qui démontrât leur innocence ; mais le plus grand nombre des députés proscrits s'évada pour aller soulever les départements indignés. Pétion, Buzot, Guadet, Barbaroux, etc., se retirèrent à Caen ; et le département de l'Eure donna le signal de l'insurrection en levant une armée de quatre mille hommes et en envoyant des commissaires dans les autres départements pour les exhorter à concerter leurs mouvements (1793, 13 juin). Il s'établit à Caen une assemblée insurrectionnelle de douze départements, qui ordonna la formation d'une armée, enleva les caisses publiques, mit en détention deux représentants en mission, et fit d'Évreux le rendez-vous des forces des insurgés. Les départements du sud-ouest suivirent cet exemple : à Bordeaux, les autorités se formèrent en commission populaire de salut public, levèrent une armée, et en dirigèrent l'avant-garde sur Langon. Les départements du sud-est eurent pour centres d'insurrection Marseille et Lyon ; à Marseille, les sections cassèrent la municipalité, créèrent un tribunal pour juger les anarchistes, arrêtèrent les commissaires de la Convention, enfin levèrent une armée qui devait se joindre, à Pont-Saint-Esprit, aux insurgés du Languedoc, et remonter avec eux jusqu'à Lyon. A Lyon, la lutte entre les sections et la municipalité s'était terminée par une véritable bataille, où les sections prirent d'assaut l'Hôtel-de-Ville (9 mai), s'emparèrent de tous les pouvoirs, mirent en jugement Chalier et le firent périr, avec trois de ses complices, sur l'échafaud ; une armée fut levée, qui devait se concerter avec les insurgés de l'Isère, de l'Ain et du Jura.

Ainsi plus de cinquante départements étaient soulevés contre Paris. En même temps, trente mille paysans des Cévennes arboraient le drapeau blanc, s'emparaient de Mende et de Marvejols, et menaçaient de se joindre, par l'Auvergne et le Limousin, à la Vendée. La Vendée avait proclamé Louis XVII, formé une *grande armée royale et catholique* de soixante mille hommes, sous le commandement de Cathelineau, battu les républicains à Saumur, enfin

enlevé cette ville, d'ou elle menaçait à son gré Nantes, Tours ou la route de Paris (1793, 10 juin). Condé venait de se rendre (13 juin); Valenciennes et Mayence étaient réduites aux dernières extrémités; Bellegarde était prise (24 juin); les armées des Pyrénées et des Alpes se trouvaient coupées de Paris par l'insurrection du midi, et elles allaient se diviser pour marcher contre les révoltés. La Corse, insurgée, menaçait de se donner aux Anglais, dont les vaisseaux dominaient toutes les mers, prenaient nos colonies, et insultaient nos côtes. Pitt fomentait les troubles de la France, intriguait dans toutes les cours, arrêtait nos ambassadeurs sur le territoire suisse; par une mesure nouvelle dans les annales du monde, il déclarait tous les ports français en état de blocus, et prononçait la confiscation des navires neutres qui y porteraient des vivres (9 juin). Enfin les émigrés se rapprochaient de toutes nos frontières; ils s'assemblaient à Jersey, sur le Rhin, en Suisse; ils se jetaient dans Lyon.

La révolution ne s'était pas encore trouvée dans une situation si désespérée : il restait à peine à la Convention quinze à vingt départements; la France se voyait cernée par terre et par mer, déchirée par deux guerres civiles, épuisée par la disette, avec un papier discrédité pour toute ressource, des armées découragées, sans habits, sans pain, sans généraux, un gouvernement désorganisé, parce qu'il sortait d'une lutte; enfin elle était menacée par les étrangers d'un démembrement, par les émigrés d'une contre-révolution qui ne pouvait causer que sa ruine. La situation était unique : elle amena un élan de dévouement et de fureur unique comme la situation. La France fit les plus grands efforts qu'une nation ait jamais faits pour son salut, et son gouvernement fut à la hauteur du danger.

§ II. Mesures de la Convention. — Mort de Marat. — Défaites des Girondins. — D'un côté était l'Europe avec les trois quarts de la France; de l'autre côté, Paris avec quelques départements; mais là étaient la division, l'incertitude, l'égoïsme; ici l'unité, l'énergie, le dévouement; là on combattait pour de chétifs intérêts politiques, ici pour la sainte cause de l'indépendance. Les étrangers ne voulaient plus, comme en 1792, le triomphe du principe monarchique : aveuglés par une basse cupidité, croyant inévitable la dissolution de la France, ils ne songeaient qu'à partager ses dépouilles; aussi l'émigration était-elle partout victime de ses alliés : on la tenait loin de la frontière, on la sacrifiait dans les arrière-gardes, on lui défendait, sous peine de mort, de débarquer en Vendée. De même, dans les deux guerres civiles qui dé-

chiraient la France, c'était l'esprit étroit de localité qui dominait. Les paysans vendéens s'étaient insurgés pour leur religion, par un instinct héroïque, sans autre but que d'échapper aux lois de la révolution, entraînant leurs seigneurs, aussi sincères, aussi désintéressés, aussi ignorants qu'eux; mais, abandonnés par l'étranger, n'ayant aucune relation avec les chefs de l'émigration et nul espoir de soulever le reste de la France, ils ne pouvaient que mourir pour leur Dieu et leur roi. Les Girondins faisaient de la révolte, comme ils avaient fait de l'opposition, sans direction et sans ensemble; ils ne surent pas former un plan général d'insurrection; ils laissèrent Bordeaux, Caen, Lyon, se mouvoir isolément; ils parlèrent beaucoup et n'agirent point; leur position était plus fausse que jamais; ils appelaient à eux les républicains modérés, et c'étaient les royalistes qui leur répondaient; ils se reprochaient d'augmenter les dangers de la patrie; ils se sentaient forcément contre-révolutionnaires, et voyaient avec effroi les étrangers derrière eux. Au contraire, la Montagne n'avait qu'une pensée, le salut du pays; elle ne doutait point d'elle-même, de son but, de son droit; elle n'avait pas la moindre idée d'une transaction, d'une conciliation; pour sauver la révolution, elle croyait tout juste et légitime, elle était résolue à tous les sacrifices, à tous les excès; elle allait verser son sang comme celui de ses ennemis, sans pitié et sans mesure.

Danton, qui était l'homme des grandes crises, déploya alors toute son énergie et son audace, et, sur sa motion, il fut décrété: que la commune et le peuple de Paris avaient sauvé la liberté et la république dans les journées des 31 mai et 2 juin; que les députés absents étaient déchus et seraient remplacés par leurs suppléants; que les instigateurs de la révolte, les autorités départementales, les chefs des troupes insurgées, étaient mis hors la loi. La Convention ordonna ensuite à ses commissaires de l'armée des Alpes de faire rentrer Lyon et Marseille dans le devoir; elle forma un noyau d'armée à Vernon, contre les insurgés de Caen; elle adopta une constitution qui fut faite en huit jours (1793, 24 juin), la plus simple et la plus démocratique qu'on eût jamais vue, mais que la Montagne s'était peu souciée de rendre praticable, parce que la question était moins que jamais dans la forme du gouvernement: elle était uniquement dans le salut de la révolution.

Toutes ces mesures furent votées sans discussion: il n'y avait plus d'opposition; le côté droit et le centre, quoique soixante-treize députés eussent fait une protestation secrète contre les derniers événements, souscrivaient avec acclamation à toutes les demandes

de la Montagne. Depuis le 31 mai, la Convention n'était plus une assemblée délibérante, mais un conseil d'État où des comités chefs de travaux venaient rendre des comptes toujours applaudis et proposer des décrets qu'on adoptait silencieusement. C'était aux Jacobins, devenus entièrement les directeurs de l'opinion publique, qu'avait lieu la discussion des lois révolutionnaires.

Pendant que les lenteurs et les incertitudes de ses ennemis laissaient le temps à la Convention de préparer sa défense, un événement vint augmenter les fureurs populaires et achever le discrédit des Girondins : ce fut la mort de Marat. Une jeune, belle et courageuse fille, Charlotte Corday, ayant les opinions des orateurs de la Gironde, qui furent accusés de complicité avec elle, partit de Caen pour Paris, se fit introduire près de Marat et lui plongea un couteau dans le cœur (13 juill.). Elle croyait, en tuant le chef le plus renommé de la Montagne, jeter le trouble dans le parti au moment où l'insurrection girondine éclaterait; mais elle ne fit que débarrasser le gouvernement d'un homme qui aurait pu, à cette époque, le gêner par ses extravagances. Elle montra le plus grand calme et même une sorte de joie devant le tribunal : « J'ai tué un homme pour en sauver cent mille, » dit-elle, et elle se glorifia de son action sans morgue, avec une intrépidité paisible, un enjouement plein de grâce, qu'elle garda jusqu'à l'échafaud[1]. D'incroyables honneurs furent rendus à l'Ami du peuple : il devint le martyr de la révolution, son image fut partout; le club des Cordeliers en fit un dieu et éleva un autel à son cœur; la Convention décréta, sur la proposition de David, que ses restes seraient portés au Panthéon.

Cependant les premières mesures de la Convention, et surtout l'adoption de la constitution, qui était alors soumise à l'acceptation des assemblées primaires, avaient jeté l'alarme et l'incertitude dans les départements insurgés, si mal unis, si peu résolus. Les députés réfugiés à Caen avaient à peine rassemblé huit à dix mille hommes, dont ils donnèrent le commandement au général Wimpfen, royaliste déclaré; encore une partie de cette armée était-elle formée de ces Bretons qui furent plus tard connus sous le nom de *chouans*. L'avant-garde, commandée par Puisaye, autre royaliste

[1] Elle écrivit à Barbaroux une lettre où on lisait : « Je jouis délicieusement de la paix; depuis deux jours, le bonheur de mon pays fait le mien. Il n'est point de dévouement dont on ne retire plus de jouissance qu'il n'en coûte à s'y décider.... Une imagination vive, un cœur sensible promettaient une vie bien orageuse; je prie ceux qui me regretteraient de le considérer, et ils se réjouiront de me voir jouir du repos dans les Champs-Elysées, avec Brutus et quelques anciens. Pour les modernes, il est peu de vrais patriotes qui sachent mourir pour leur pays : presque tout est égoïsme. Quel triste peuple pour former une république! »

très-ardent, se porta à Vernon ; mais, à la première vue des quatre ou cinq mille gendarmes et volontaires que la Convention y avait rassemblés, elle se mit en pleine déroute (1793, 15 juill.). Le reste de l'armée se dispersa. Les députés proscrits se virent perdus ; Wimpfen leur proposa d'appeler les Anglais, ils refusèrent et cherchèrent un refuge à Bordeaux. Alors les administrations départementales s'empressèrent de faire leur soumission, et les commissaires de la Convention entrèrent sans obstacle à Caen (3 août). Peu de temps après, Bordeaux accepta la constitution, supplia la Convention de rapporter les décrets lancés contre ses autorités, et laissa entrer dans ses murs les représentants Tallien et Ysabeau, qui rétablirent la municipalité montagnarde, désarmèrent les habitants et dressèrent des échafauds pour les députés proscrits.

De si faibles efforts, une si chétive révolte, une soumission si précipitée, témoignèrent ce que serait devenue la révolution entre les mains des Girondins : malgré ses brillantes qualités et ses intentions droites, ce parti, s'il eût été vainqueur au 31 mai, aurait perdu la France.

§ III. **Toulon livré aux Anglais. — Revers dans la Vendée. — Prise de Mayence et de Valenciennes. — Détresse de la France.** — La soumission de Caen et de Bordeaux rassurait la Convention sur l'attaque et le concert des pays de l'ouest ; mais dans le sud-est, quoique le soulèvement des Cévennes eût été apaisé par le député Fabre de l'Hérault, la résistance prit de plus en plus la couleur royaliste. Lyon se mit en révolte ouverte, leva une armée de vingt mille hommes, en donna le commandement à deux royalistes, Précy et Virieu, et se concerta avec le roi de Sardaigne. A Marseille, les royalistes s'emparèrent aussi du mouvement, firent rejeter la constitution et dirigèrent dix mille hommes sur Avignon. Mais cinq à six mille républicains détachés de l'armée des Alpes battirent ces dix mille Marseillais dans les gorges de Septêmes, entrèrent dans leur ville et y rétablirent l'autorité de la Convention (1793, 23 août). Les royalistes de la Provence, redoutant les vengeances des Montagnards, se réfugièrent à Toulon, ville qui avait suivi le mouvement de Marseille avec violence, et où les sections, après avoir emprisonné deux représentants, avaient fait périr les chefs des clubs sur l'échafaud. Ils furent poursuivis par l'armée républicaine ; alors ils fermèrent les portes, proclamèrent Louis XVII, appelèrent l'amiral Hood et livrèrent à la flotte anglaise le grand port de la Méditerranée (27 août).

En même temps, le royalisme obtenait de nouveaux succès dans la Vendée. Après la prise de Saumur, les insurgés avaient marché

sur Nantes, et ils avaient échoué devant cette ville après un combat de dix-huit heures, où Cathelineau fut tué (29 juin); mais, rentrés dans leur pays, ils reprirent de nouvelles forces, battirent Westermann à Châtillon, Labarolière à Vihiers, Santerre à Coron, et ils rejetèrent une seconde fois les républicains au delà de la Loire (17 juill.). On ne pouvait opposer aux bandes enthousiastes des Vendéens, qui, armés de bâtons, se ruaient sur l'artillerie, que des levées en masse, sans ardeur, sans discipline, sans armes, qui affamaient et dévastaient le pays, ou bien les héros à 500 livres, aussi lâches que féroces. Les généraux et les représentants étaient en pleine discorde : il n'y avait pas de plan d'opérations; toutes les troupes qu'on jetait à la débandade sur ce pays s'y engloutissaient.

Enfin, Mayence et Valenciennes étaient prises. Mayence avait été défendue héroïquement par les représentants Merlin et Rewbell, les généraux Doyré, Meunier, Dubayet, Kléber, et vingt mille braves; mais, ayant épuisé tous ses vivres et n'espérant plus de secours de Beauharnais, qui ne bougeait pas, elle se rendit sous condition que sa garnison rentrerait en France et ne servirait pas pendant une année contre la coalition (1793, 25 juill.). Trois jours après, Valenciennes, après avoir reçu quatre-vingt-quatre mille boulets, vingt mille obus, quarante-huit mille bombes, capitula et eut sa garnison prisonnière de guerre (28 juill.).

En même temps qu'on recevait la nouvelle de ces désastres, la disette était affreuse; des incendies éclataient dans les magasins et les arsenaux; des lettres surprises attestaient les manœuvres de Pitt pour accaparer les denrées et exciter l'anarchie. Enfin, les assignats n'avaient plus que le sixième de leur valeur : ils devaient rentrer par la vente des biens, et les biens se vendaient d'autant moins que les dangers du pays étaient plus grands, « ils restaient dans la circulation comme une lettre de change non acceptée et s'avilissant par le doute et par la quantité. » Malgré les lois violentes qui avaient été faites pour en favoriser la circulation, les marchands ne voulaient pas livrer leurs denrées pour une monnaie discréditée; et le peuple, qui n'était payé de ses travaux qu'en assignats au pair, criait aux accapareurs, faisait des émeutes et demandait la mort des agioteurs, qui, en effet, élevaient des fortunes scandaleuses sur la misère publique et affichaient un luxe insultant.

§ IV. Renouvellement du Comité de salut public. — Levée en masse. — Loi des suspects. — Maximum. — Gouvernement révolutionnaire. — Dans cette situation terrible, où l'on ne

voyait que dangers, trahisons, souffrances de toutes parts, la Montagne fut saisie de cette fièvre de colère qui semble l'état normal des hommes de la révolution ; et résolue à sauver le pays, même en lui imposant la plus vaste tyrannie, elle renouvela le comité de salut public, accusé de mollesse, et le composa des patriotes les plus renommés par leur probité, leurs talents, leur courage, et aussi par leur fanatisme politique, leur impitoyable énergie, leur dévouement aveugle et barbare à la révolution. Ces hommes, qui dominèrent la France depuis le 10 juillet 1793 jusqu'au 27 juillet 1794, étaient : Barrère, Jean-Bon-Saint-André, Couthon, Hérault-Séchelles, Saint-Just, Robert Lindet, Prieur de la Marne, Robespierre, Carnot, Prieur de la Côte-d'Or, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois[1]. Alors, et sur la proposition du comité, les mesures suivantes furent décrétées (1793, 1er août) : — La Convention dénonce à tous les peuples, et même au peuple anglais, la conduite du gouvernement britannique qui soudoie des assassins et des incendiaires. — Elle déclare Pitt l'ennemi du genre humain, prohibe l'entrée en France de toute marchandise anglaise, ordonne l'arrestation de tous les sujets britanniques. — Marie-Antoinette est renvoyée devant le tribunal révolutionnaire. — Vingt députés de la droite sont mis hors la loi (c'étaient les fugitifs) ; quarante-cinq autres sont décrétés d'accusation (c'étaient les détenus avec plusieurs autres) ; soixante-treize sont mis en arrestation (c'étaient les signataires de la protestation). — Les tombeaux de Saint-Denis seront détruits. — Les biens des personnes mises hors la loi seront confisqués. — La garnison de Mayence sera envoyée en poste dans la Vendée : la population de ce pays sera transplantée, les récoltes coupées, les maisons détruites, les bois brûlés ; les habitants des départements voisins, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à soixante, devront s'y porter en masse.

Ces mesures de vengeance furieuse n'étaient que les préliminaires de mesures plus efficaces. A cette époque la constitution avait été acceptée par toutes les assemblées primaires, et huit mille députés des communes avaient été envoyés pour en célébrer, au 10 août, l'acceptation. Cette fête, symbolique et païenne, comme toutes celles de la révolution, où l'on rendit de froids hommages aux statues de la Nature et de la Raison, où l'on affubla Paris de costumes grecs, de décorations champêtres, d'allégories mythologiques, tout cela nous semble, à nous qui n'avons pas les passions de ce temps terrible, des mascarades ridicules ; mais alors le sen-

[1] Robespierre n'entra au comité que le 27 juillet, Carnot et Prieur de la Côte-d'Or que le 14 août, enfin Billaud et Collot que le 6 septembre.

timent de la situation faisait prendre au sérieux ces choses qui nous paraissent si grotesques. On était plein d'un sombre enthousiasme; des idées de désespoir et de terreur fermentaient dans toutes les têtes exaltées par le danger; et ce fut à la suite de cette fête du 10 août que les envoyés des communes, réunis aux commissaires des quarante-huit sections de Paris, allèrent demander à la Convention une levée en masse. « Que le tocsin de la liberté, dirent-ils, sonne dans toute la république à heure fixe. Que le cours des affaires soit interrompu; que la grande et unique affaire des Français soit de sauver la république. » Et la Convention décréta (1793, 23 août) : « Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées : les jeunes gens iront au combat; les hommes mariés forgeront des armes et transporteront des subsistances; les femmes feront des tentes, des habits, et serviront dans les hôpitaux; les enfants mettront les vieux linges en charpie; les vieillards se feront porter dans les places publiques pour exciter le courage des guerriers et la haine des rois. Les maisons nationales seront converties en casernes, les places publiques en ateliers d'armes; le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre. Les chevaux de selle seront requis pour le service de la cavalerie; les chevaux de trait conduiront l'artillerie et les vivres. Tous les artistes et ouvriers sont à la disposition du Comité de salut public pour la fabrication des armes. Les propriétaires, fermiers et possesseurs de grains seront requis de payer les deux tiers de leurs contributions en nature pour assurer la subsistance des armées. Des représentants du peuple seront envoyés dans les départements pour accélérer, de concert avec les délégués des assemblées primaires, le recensement des armes et la levée des hommes. »

Avec ces mesures contre l'ennemi extérieur, il fallait des mesures contre l'ennemi intérieur, et il fut décrété (5 sept.) : « Une armée révolutionnaire de six mille hommes et de douze cents canonniers est mise à la disposition du Comité pour faire respecter ses ordres par toute la France. — Les assemblées des sections seront réduites à deux jours par semaine, et, pour y donner la majorité aux gens du peuple, l'on accorde une indemnité de quarante sous à ceux qui y assisteront (1793, 17 sept.). — Toutes les personnes suspectes seront détenues jusqu'à la paix; et l'on comprend parmi les suspects tous ceux qui par paroles, actions ou écrits se sont montrés partisans du royalisme ou du fédéralisme, les parents des émigrés, les fonctionnaires destitués, etc. Les ar-

restations seront faites par les comités révolutionnaires établis dans toutes les communes et les sections de commune, lesquels rendront compte au comité de *sûreté générale*, chargé de la police et des tribunaux. »

Après toutes ces mesures contre l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur, il fallait nourrir le peuple, relever les assignats, empêcher l'agiotage. Sur le rapport de Cambon, il fut décidé que toutes les créances de l'état seraient converties en une seule créance inscrite sur le *grand livre de la dette publique* (24 août). Par cette belle et énergique opération, la dette contractée par le despotisme ne pouvait plus être distinguée de celle qui avait été contractée par la révolution; le capital de la dette se trouvait converti en une rente perpétuelle portant intérêt à 5 pour 100. L'état n'était plus exposé à des remboursements de capital; enfin le système du crédit public commençait. Ensuite on réduisit, par divers moyens, le chiffre des assignats en circulation, qui était de 3,776 millions, à 1,500 millions. L'assignat se releva, mais pas assez pour faire baisser le prix des denrées, et il fallut décréter le *maximum* pour toutes les marchandises de première nécessité, les journées de travail et les mains-d'œuvre (29 sept.). Ce *maximum* fut fixé, pour les marchandises, aux prix de 1790, auxquels on ajoutait un tiers, et, pour les journées de travail et les mains-d'œuvre, aux prix de la même année, auxquels on ajouta une moitié. Les marchands étaient obligés de déclarer l'état de leurs magasins, de s'approvisionner, de vendre : quiconque abandonnait son commerce était réputé suspect; l'accaparement était puni de mort.

Toutes ces mesures furent complétées par le décret suivant, qui, au moment où l'on ressentait le besoin de l'unité et de la promptitude d'action, concentra le pouvoir aux mains de quelques hommes et légalisa la dictature du comité : « Le gouvernement est déclaré révolutionnaire jusqu'à la paix.—La mise en activité de la constitution est ajournée jusqu'à cette époque. — Le conseil exécutif, les généraux, les corps constitués sont placés sous la surveillance du comité de salut public (1793, 10 oct.). » Par ce décret, « le comité disposa de tout sous le nom de la Convention, qui lui servait d'instrument. C'était lui qui nommait et destituait les généraux, les ministres, les commissaires représentants, les juges, les jurés. Par ses commissaires, les armées et les généraux étaient sous sa dépendance, et il dirigeait d'une manière souveraine les départements; par la loi des suspects, il disposait de toutes les personnes; par le tribunal révolutionnaire, de toutes les existences; par les réquisitions et le *maximum*, de toutes les fortunes; par la

Convention effrayée, des décrets d'accusation contre ses propres membres [1]. » « Disposant sans scrupule du sang et de la fortune de vingt-cinq millions d'hommes, condamnant tout ce qui ne voulait pas s'armer ou se dépouiller, il trouva dans ces effrayantes mesures le secret du salut et de l'intégrité de la république : les instruments et les moyens furent odieux, le résultat sublime [2]. »

§ V. NOUVEAU SYSTÈME DE GUERRE. — CARNOT. — BATAILLES DE HONDSCHOOTE, DE MENIN ET DE WATTIGNIES. — Avec un gouvernement si étrange, des mesures si tyranniques, une situation si pleine de dangers, il fallait un système de guerre approprié aux hommes et aux circonstances, nouveau, décisif, révolutionnaire comme la situation, les lois, le gouvernement. Jusqu'alors les généraux, anciens nobles élevés à l'école de la guerre de Sept-Ans, n'avaient suivi que les vieilles routines, gardant toutes les positions, opposant bataillon à bataillon, marchant pas à pas d'une ville à une autre. Batailler ainsi sur tous les points n'amenait aucun résultat : il fallait concentrer les masses sur un point décisif, écraser l'ennemi par des coups d'éclat, en finir avec la résistance extérieure comme avec la résistance intérieure, à force d'audace et de violence. Enfin, une guerre nouvelle demandait des hommes tout nouveaux : il fallait donc proscrire les états-majors sortis de l'ancien régime, porter des bas grades aux commandements des plébéiens jeunes, audacieux, intelligents, qui trouveraient des inspirations sur les champs de bataille : les chaumières de la république pouvaient enfanter des Condés aussi bien que les palais de la monarchie.

Ce système de guerre, déjà entrevu par Grimoard [3], fut apporté au Comité par Carnot, officier du génie du plus haut mérite, qui fut admirablement secondé, pour l'administration, par Prieur (de la Côte-d'Or) et Robert-Lindet. Dès lors les opérations prirent de l'ensemble, les mouvements des diverses armées furent coordonnés, un plan uniforme fut tracé pour chaque campagne, auquel durent s'astreindre généraux et représentants; et pendant qu'à la fin d'août l'état de la France semblait désespéré, grâce à l'énergie du

[1] Mignet, t. II, p. 30. — [2] Jomini, t. IV, p. 24.

[3] « Le moyen le plus simple, écrivait-il en mars 1793 au comité de défense générale, de suppléer, autant que possible, à l'art par le nombre, est de faire une guerre de masses; c'est-à-dire de diriger toujours sur les points d'attaque le plus de troupes et d'artillerie qu'on pourra, d'exiger que les généraux soient constamment à la tête des soldats pour leur donner l'exemple du dévouement et du courage, et d'habituer les uns et les autres à ne jamais calculer le nombre des ennemis, mais à se jeter brusquement dessus à coups de baïonnette, sans songer ni à tirailler ni à faire des manœuvres auxquelles les troupes françaises actuelles ne sont nullement exercées ni même préparées. »

Comité, au génie de Carnot, à la valeur de nos armées, grâce enfin à l'ineptie et à la lenteur des alliés, à la fin de décembre le salut de la France était assuré dans le nord, sur le Rhin, à Lyon, à Toulon, dans la Vendée.

Après la prise de Valenciennes, les alliés s'étaient portés contre les Français campés entre Cambrai et Bouchain et les avaient contraints à se retirer derrière la Scarpe. Cobourg avait cent mille hommes; il ne songea ni à cerner les trente-cinq mille hommes auxquels était réduite l'armée française, ni à se jeter sur la route de Paris, qui était tout ouverte; mais il se disposait à faire le siége de Cambrai, quand Pitt ordonna au duc d'York de se porter sur Dunkerque; ordre absurde qui, en donnant aux opérations une direction excentrique, rendait inutiles les succès des alliés et dévoilait la cupidité égoïste du cabinet anglais. Les deux armées se séparèrent (1793, 11 sept.). Cobourg s'en alla faire le siége du Quesnoy, qui, n'ayant que de faibles moyens de résistance, capitula. Le duc d'York marcha sur Dunkerque; mais il laissa quinze mille Hollandais à Menin; il mit quinze mille hommes en observation à Rousbrugge sur l'Yser, et, avec vingt mille, il alla camper devant la place, sur une langue de terre entre des marais et la mer, qui ne lui laissait d'autre retraite que la route de Furnes.

Le comité avait destitué Custine, accusé de la perte de Valenciennes, et donné le commandement de l'armée du nord à Houchard. Il lui envoya des renforts, et lui prescrivit de ramasser toutes les troupes disséminées dans les camps de la Flandre pour délivrer Dunkerque : « L'honneur de la nation est là, lui dit-il. Pitt ne peut se soutenir qu'en indemnisant le peuple anglais par de grands succès; autrement une révolution est inévitable en Angleterre. Portez des forces immenses dans la Flandre, et que l'ennemi en soit chassé. » Houchard n'exécuta pas complétement le plan du comité : il laissa trente mille hommes dans les camps, et, avec vingt-cinq mille hommes seulement, il se mit en marche; mais au lieu de se jeter sur la route de Furnes, entre l'armée de siége et sa ligne de retraite, il alla attaquer de front le corps d'observation. Néanmoins, après de violents combats à Roxpeede et à Hondschoote, il força l'ennemi à se mettre en retraite et le duc d'York à lever le siége de Dunkerque (1793, 8 sept.). De là il se tourna contre les Hollandais disséminés à Menin, les battit, leur fit perdre trois mille hommes et quarante canons (18 sept.), et se jeta à leur poursuite sur Courtray. Mais tout à coup ses soldats, saisis d'une terreur panique, s'enfuirent dans le plus grand désordre, et ils ne s'arrêtèrent que sous les murs de Lille.

Alors Cobourg, qui marchait au secours des Hollandais, reprit l'offensive. Maître de l'Escaut par Condé et Valenciennes, de l'espace entre l'Escaut et la Sambre par le Quesnoy, il résolut de s'assurer de la Sambre par Maubeuge et ensuite de marcher sur Paris. Le comité était irrité de la désobéissance de Houchard : « Nous avons écrit aux généraux, disait-il à la Convention, de se battre en masse : ils ne l'ont pas fait; nous avons eu des revers. » Houchard fut envoyé devant le tribunal révolutionnaire. Jourdan, qui, au commencement de la campagne, était chef de bataillon, lui succéda. Il rassembla à Guise cinquante mille hommes de nouvelles levées et marcha à la délivrance de Maubeuge. Cobourg avait laissé la moitié de ses forces devant la place, et s'était posté près de Wattignies avec trente-cinq mille hommes; il fut attaqué dans cette position pendant deux jours, battu et forcé de lever le siége (16 oct.). Il se retira derrière la Sambre et fit sa jonction avec le duc d'York. Les Français, après des tentatives inutiles sur Charleroy et Tournai contre les deux ailes de l'ennemi pour faire tomber son centre, prirent des quartiers d'hiver.

§ VI. Batailles de Pirmasens, de Kayserlautern et de Weissembourg. — Après la prise de Mayence, les armées de la Moselle et du Rhin s'étaient repliées sur la Sarre et la Lauter; elles étaient fortes ensemble de soixante mille hommes, et se liaient par le camp de Hornbach, dans les Vosges; mais elles étaient découragées, changeaient chaque jour de généraux et manquaient de plan d'opérations. A la première étaient opposés les Prussiens, commandés par Brunswick; à la seconde, les Autrichiens, commandés par Wurmser. Mais ces deux généraux étaient en mésintelligence ouverte : ils ne profitèrent pas des cent mille hommes dont ils disposaient, et perdirent deux mois en simulacres de combats sans but, sans concert et sans résultat. Ce furent les Français qui prirent l'offensive, en cherchant à s'emparer de Pirmasens, position qui assurait la communication de leurs deux armées; mais ils furent battus (1793, 13 oct.), perdirent quatre mille hommes, furent contraints d'évacuer le camp de Hornbach et, bientôt après, les lignes de Weissembourg. L'armée du Rhin se retira sur Saverne, l'armée de la Moselle sur Sarreguemines; Haguenau ouvrit ses portes aux étrangers (29 oct.), Fort-Vauban fut pris et Landau bombardée; les autorités de Strasbourg conspirèrent pour livrer la place aux ennemis; toute la province fut inondée de prêtres et d'émigrés qui cherchaient à soulever une population où les idées révolutionnaires n'avaient pas pénétré.

Le comité envoya Saint-Just et Lebas en Alsace; il nomma

Hoche au commandement de l'armée de la Moselle, Pichegru à celui de l'armée du Rhin, et ordonna de sauver Landau à tout prix. Les deux jeunes représentants firent lever les départements voisins, réorganisèrent l'armée, punirent les conspirateurs, firent trembler tout le monde par leur énergie tyrannique, leur infatigable activité, leurs ordres sévères et laconiques [1]. En quelques jours tout rentra dans l'ordre ; et les deux jeunes généraux, naguère sortis des derniers rangs, se préparèrent à reprendre l'offensive. Brunswick, ayant échoué dans une attaque sur Bitche, rétrograda jusqu'à Kayserlautern pour occuper de meilleurs cantonnements. Aussitôt Hoche déboucha de la Sarre avec trente-cinq mille hommes (1793, 17 nov.) pour débloquer Landau par la route de Kayserlautern ; il livra une multitude de combats en avant de cette ville, et fut définitivement repoussé. Mais alors, voyant le flanc des Autrichiens découvert par la retraite de Brunswick (30 nov.), il se jeta, avec douze mille hommes, à travers les Vosges, sur la droite de Wurmser, pendant que Pichegru attaquait les Impériaux de front. Après de nombreux combats, les positions centrales et dominantes des Vosges furent enlevées (24 déc.), et les Autrichiens se retirèrent dans les lignes de Weissembourg, où ils se joignirent aux Prussiens. Alors les armées de la Moselle et du Rhin se réunirent ; Hoche en prit le commandement ; il attaqua les lignes (26 déc.), les emporta, et força l'ennemi à debloquer Landau et à évacuer Fort-Vauban. Les Autrichiens repassèrent le Rhin (28 déc.), les Prussiens se retirèrent sous Mayence ; les Français, harassés de cette campagne laborieuse dans un pays affreux, prirent leurs quartiers d'hiver dans le Palatinat.

§ VII. Revers dans les Pyrénées. — Prise de Lyon et de Toulon. — Toute la sollicitude du comité s'était portée sur les armées du nord et du Rhin ; celles des Alpes et des Pyrénées furent négligées, parce qu'on ne pouvait rien tenter de décisif de ce côté

[1] Voici quelques-uns de leurs arrêtés : « Dix mille hommes sont nu-pieds dans l'armée : il faut que vous déchaussiez tous les aristocrates de Strasbourg, et que demain à dix heures les dix mille paires de souliers soient en marche pour le quartier-général. — Tous les manteaux des citoyens de Strasbourg sont en réquisition : ils doivent être rendus demain soir dans les magasins de la république. — La municipalité de Strasbourg tiendra deux mille lits prêts dans les vingt-quatre heures chez les riches de Strasbourg, pour être délivrés aux soldats. — Il sera levé un emprunt de neuf millions sur les riches, dont deux millions serviront aux indigents, un million à la place, six millions à l'armée. Le particulier le plus riche imposé dans cet emprunt, qui n'aura pas satisfait dans les vingt-quatre heures à son imposition, sera exposé pendant trois heures sur l'échafaud de la guillotine. » — Ils traduisirent au tribunal révolutionnaire de Paris, comme émissaire de l'ennemi, l'accusateur public de Strasbourg, Schneider, qui avait effrayé le département par ses folies sanguinaires, promenant la guillotine dans toutes les villes, poussant le délire, disait Robespierre, jusqu'à mettre en réquisition les femmes pour son usage. »

tant que Lyon et Toulon ne seraient pas soumis : aussi, dans les Alpes maritimes, on se tint sur la défensive, et dans les Pyrénées orientales on n'éprouva que des revers. Ricardos avait trente mille hommes bien aguerris à opposer aux levées républicaines, postées en avant de Perpignan; il voulut faire tomber cette place en tournant les Français, s'empara de Villefranche pour assurer sa gauche, masqua avec sa droite Collioure et Port-Vendre, et força une partie des Français à se replier sur Salces, pendant que l'autre partie se maintenait sous Perpignan. Mais alors les deux ailes de l'armée républicaine reprirent l'offensive (1793, 17 sept.), battirent les Espagnols à Peyrestortes, et les rejetèrent derrière le Tet, dans leur camp du Mas-d'Eu. Une nouvelle bataille s'engagea près de Truillas pour chasser Ricardos de cette importante position : celui-ci fut vainqueur; mais, trompé par la nouvelle de renforts survenus aux républicains, il se retira dans le camp du Boulou. Les Français renouvelèrent leurs attaques sur ce camp; mais leurs généraux changeaient tous les jours; les opérations étaient décousues : les représentants n'avaient que de la bravoure sans génie militaire. On fut encore battu à Céret, à Villelongue, et enfin à Collioure, où le représentant Fabre (de l'Hérault) fut tué à la tête d'une colonne d'attaque; Collioure, Port-Vendre, Saint-Elne, se rendirent (29 déc.), et l'armée, entièrement démoralisée, se retira sous Perpignan.

La France n'était qu'humiliée et non compromise par ces défaites; mais à Lyon, à Toulon, dans la Vendée, c'était l'existence même de la révolution qui se débattait, et le comité dirigea contre ces révoltes de l'intérieur ses principaux efforts.

Le représentant Dubois-Crancé, habile officier du génie, avait commencé le siége de Lyon avec dix mille hommes détachés de l'armée des Alpes; en attendant des renforts, il ouvrit le bombardement; mais pendant six semaines il ne fit qu'incendier la ville et resserrer le blocus. Les Lyonnais se défendirent avec une valeur héroïque, et Précy disputa les approches de la ville, sinon avec habileté, du moins avec acharnement. Cependant vingt-cinq mille Piémontais étaient descendus des Alpes, et marchaient lentement à la délivrance de Lyon. Kellermann se porta contre eux avec douze mille hommes de nouvelle levée, et, par de simples manœuvres sur leurs flancs, les battit complétement, et les rejeta en Piémont. Alors les troupes victorieuses vinrent compléter le blocus de Lyon, et formèrent avec la levée en masse de l'Auvergne, amenée par Couthon, quarante mille hommes. Les habitants souffraient de la famine et n'espéraient plus aucun secours : au

moment où une dernière et générale attaque allait livrer leur ville à la dévastation, ils se rendirent sans condition (1793, 9 oct.). Deux mille d'entre eux essayèrent de percer les républicains pour se sauver en Suisse; mais ils furent tous tués, à l'exception de Précy et de quatre-vingts hommes.

Aussitôt l'armée de siége fut divisée : une partie alla reprendre ses positions dans la Savoie; l'autre partie fut dirigée sur Toulon, qui depuis deux mois n'était bloqué que par deux corps de sept à huit mille hommes. Alors trente mille républicains, commandés par Dugommier, enveloppèrent cette ville. Sa garnison était de quinze mille hommes, et les Anglais l'avaient fortifiée de toutes parts et surtout à la pointe de l'Éguillette, qui commande la rade. Soit par les ordres du comité, soit par les conseils d'un chef de bataillon d'artillerie, Napoléon Bonaparte, âgé alors de vingt-quatre ans, il fut résolu d'enlever les ouvrages de l'Éguillette, d'où l'on pouvait incendier la flotte anglaise et forcer la ville à capituler. En effet, après des attaques contre la place pour resserrer la ligne d'investissement, l'assaut fut donné aux forts de l'Éguillette, qui furent emportés. Aussitôt les Anglais se disposèrent, non à capituler pour les malheureux habitants qui les avaient appelés, mais à évacuer la place, malgré le désespoir des royalistes, qui se précipitèrent en foule sur leur flotte. Ils mirent le feu, en s'en allant, aux arsenaux, aux chantiers, aux navires qu'ils ne pouvaient emmener; et, des cinquante-six vaisseaux ou frégates que renfermait Toulon, il n'en resta que dix-huit. Ce furent les forçats qui arrêtèrent l'incendie ! Les républicains, en voyant les flammes qui s'élevaient du port, jetaient des cris de fureur; ils enfoncèrent les portes et entrèrent dans la ville, qu'ils trouvèrent à demi déserte (19 déc.).

§ VIII. **Opérations dans la Vendée.—Batailles de Torfou et de Chollet. — Les Vendéens passent la Loire. — Bataille d'Entrames.—Siége de Granville.—Bataille du Mans.—Destruction des Vendéens.** — Après la défaite de Santerre à Coron, les Vendéens auraient pu marcher sur Nantes ou sur Angers sans obstacle; mais ils ne songèrent qu'à débarrasser des républicains le sud de leur pays, et ils livrèrent bataille au général Tuncq (13 août), près de Luçon : ils furent vaincus, et il leur fallut alors se retourner du côté de la Loire, où se préparait une grande expédition. Deux armées avaient été formées sous le commandement de Rossignol et de Canclaux : le premier, jacobin forcené, mais brave, intelligent et dévoué, voulait qu'on refoulât les insurgés dans l'angle formé par la Loire et la mer, et il offrit à son collè-

gue le commandement pour que ce plan fût mis à exécution. Le second avait une réputation de militaire sage et instruit, mais il se trouvait humilié de l'ouvrier parisien qu'on lui avait donné pour compagnon; il voulait que l'armée de Rossignol, divisée en cinq colonnes qui partiraient des Sables, de Luçon, de Niort, de Saumur et d'Angers, enfermât les rebelles entre Mortagne, Bressuire et Argenton, pendant que lui, avec son armée, où était la garnison de Mayence, partirait de Nantes pour refouler les insurgés vers les mêmes points, en les isolant de la côte. Ce plan, qui dénote une absence totale de génie militaire[1], fut adopté. Canclaux se mit en marche, et donna la main à la colonne des Sables; mais les Vendéens profitèrent de l'occasion qui leur était offerte d'écraser l'une après l'autre les colonnes républicaines isolées : ils se jetèrent, au nombre de quarante mille, sur l'avant-garde de Canclaux, commandée par Kléber, l'écrasèrent à Torfou, et forcèrent toute l'armée à revenir sur Nantes (1793, 19 sept.). Alors ils se tournèrent contre les colonnes de Saumur et d'Angers, les battirent et s'emparèrent des Ponts-de-Cé.

La Convention destitua les deux généraux, réunit leurs armées en une seule, et en donna le commandement à Léchelle, général très-médiocre, qui fut guidé par Kléber; en même temps elle déclara à cette armée qu'il fallait que la guerre civile fût terminée au 20 octobre. Alors deux colonnes, parties de Fontenay et de Saumur, se réunirent à Bressuire, chassèrent les Vendéens de Châtillon, et les rejetèrent sur Chollet et sur Beaupréau. En même temps les colonnes de Luçon et de Nantes se réunirent à Mortagne, et joignirent les premières à Chollet. L'armée républicaine se trouva forte de trente-cinq mille hommes; elle avait refoulé dans le quadrilatère formé par ses quatre colonnes une cohue de cent mille hommes, femmes, enfants, embarrassés de troupeaux et de charrettes, qui, se voyant acculés près de la Loire, se décidèrent à combattre. Les Vendéens furent complétement défaits (16 oct.); ils évacuèrent Beaupréau, et s'enfuirent à Saint-Florent. Là s'entassèrent quatre-vingt mille malheureux désespérés, dont tous les chefs étaient blessés mortellement, et qui résolurent, au lieu de se disperser, de passer sur la rive droite.

Cette grande émigration, où il y avait à peine vingt mille combattants, parcourut Ingrande, Candé, Château-Gontier, Laval sans résistance. L'armée républicaine se mit lentement à sa poursuite, arriva devant Laval, et trouva sur les hauteurs d'Entrames les Vendéens en bataille. Léchelle prit les plus mauvaises disposi-

[1] Jomini, t. II, p. 295.

tions et fut mis en pleine déroute : les fuyards ne s'arrêtèrent qu'à Angers.

Après cette victoire, les Vendéens avaient encore des chances de salut : la Bretagne leur était ouverte, pays tout disposé à la révolte et favorable à la guerre défensive ; mais ils n'avaient plus d'autre chef que le jeune La Rochejacquelein ; ils marchaient au hasard, comme une horde de brigands, et ils perdirent vingt-six jours. Enfin ils résolurent, séduits par les promesses des Anglais, qui préparaient un armement à Jersey, de marcher sur Granville ; ils se dirigèrent par Fougères, Pontorson, Avranches, et arrivèrent devant la place (1793, 15 nov.), dans laquelle deux représentants s'étaient jetés avec les troupes de Cherbourg. Ils tiraillèrent inutilement pendant trois jours contre les remparts ; et, découragés, accusant leurs chefs de trahison, demandant à grands cris à retourner dans leur pays, ils revinrent sur Dol.

Rossignol avait pris le commandement de l'armée, réorganisée à Angers ; il l'avait conduite à Rennes et ensuite à Antrain. Là il livra bataille aux Vendéens pour leur couper le passage, fut complétement battu et rejeté sur Rennes. Alors les rebelles, trouvant la route libre, repassèrent par Fougères, Laval, et cherchèrent à s'emparer d'Angers ; mais ils furent assaillis devant cette ville par Westermann et Kléber, et rejetés sur le chemin de La Flèche, d'où ils arrivèrent au Mans. Ils n'avaient plus ni but ni plan ; leurs bandes malheureuses jonchaient les routes de femmes et d'enfants morts de faim et de souffrances : leur ruine était assurée. Le jeune Marceau avait pris le commandement des républicains : il attaqua le Mans pendant la nuit, et livra (12 déc.), dans les rues de cette ville, un combat qui devint une boucherie : dix-huit mille Vendéens, hommes, femmes, enfants, y périrent ; le reste s'enfuit sur Laval, poursuivi par l'impitoyable Westermann, qui était toujours à l'avant-garde et couvrait la route de cadavres. Les fuyards se jetèrent de Laval sur Ancenis, où ils essayèrent vainement de passer la Loire. Alors ils marchèrent sur Savenay, épuisés, sans vivres, sans chefs ; et là, acculés au fleuve et à des marais, ils livrèrent un dernier combat (1793, 22 déc.). Tout fut tué ou pris, à l'exception d'un millier d'hommes, qui se réfugia dans la Bretagne.

§ IX. Régime de la terreur. — Mort de la reine, des Girondins, du duc d'Orléans, etc. — Exécutions a Toulon, a Lyon, a Nantes, etc. — La campagne de 1793 avait sauvé la France par les victoires les plus nationales et les plus légitimes qu'elle eût jamais remportées ; mais ce grand résultat n'avait été obtenu qu'au prix de souffrances infinies : cent mille hommes

étaient restés sur les champs de bataille ; quinze cent mille bras avaient été enlevés à l'agriculture et à l'industrie ; plusieurs provinces étaient dévastées ; les réquisitions, le *maximum*, la levée en masse n'avaient été exécutés qu'à force de tyrannies. « Le peuple, dit Robert Lindet, faisait à la patrie le sacrifice continuel de ses travaux, de ses vêtements, de ses subsistances, s'oubliant pour elle et recommençant chaque jour son dévouement ! » Enfin, pour échapper au joug de l'étranger, la France s'était donnée elle-même à quelques hommes ; elle s'était imposé la dictature ; elle avait souffert le plus effroyable despotisme, la *terreur* était à l'ordre du jour ; cent mille suspects gémissaient dans les prisons ; le sang coulait sur les échafauds avec une atroce indifférence, une exécrable facilité.

Il fallait, pour qu'un tel régime vînt à s'établir, une situation qui n'a point d'exemple et qui ne se reproduira jamais : alors les actes, les passions et les hommes furent exceptionnels comme la situation. « Dans le duel entre la liberté et la servitude, et dans la cruelle alternative d'une défaite mille fois plus sanglante que notre victoire, outrer la révolution, disait Danton, avait moins de péril que de rester en deçà ; et il fallait, avant tout, que la république s'assurât du champ de bataille [1]. » De là vint qu'on couvrit l'intérieur de la France d'un réseau de comités révolutionnaires, par lesquels cinq cent mille individus étaient occupés à tyranniser des millions de leurs concitoyens, de la même manière qu'on protégeait l'extérieur par une ceinture de douze cent mille baïonnettes. « Nos ennemis étaient en si grand nombre, dit Lindet, ils étaient si répandus et si disséminés, ils avaient tant de formes et de moyens de s'insinuer dans les administrations et les sociétés populaires, que tout citoyen dut se regarder comme une sentinelle chargée de surveiller un poste. » D'ailleurs la grandeur du danger, la peur d'être vaincus, la certitude que la contre-révolution serait impitoyable, avaient perverti chez les révolutionnaires les idées les plus simples d'humanité, à tel point qu'ils trouvaient tout naturel et légitime de se débarrasser de leurs adversaires par la mort. Entraînés par l'ivresse du combat et la rage aveugle de la lutte, des hommes de mœurs paisibles et remarquables par leurs vertus privées jugeaient dignes du supplice des actes à peine répréhensibles, une parole imprudente, des velléités d'opposition. Enfin la tolérance politique, précieuse conquête de la révolution, dont nous jouissons à peine aujourd'hui, était aussi ignorée que l'était, deux siècles auparavant, la tolérance religieuse, conquise aussi à force de sang et de larmes ; elle était même impossible. Tous les partis

[1] Le vieux Cordelier, n° 3.

étaient, comme ceux du seizième siècle, possédés de la même fureur fanatique, et nous verrons que la réaction contre le régime de la terreur fut tout aussi sanglante que ce régime lui-même. On excusait la cruauté avec les mêmes sophismes que dans les guerres religieuses : c'était au nom du peuple, comme autrefois au nom de Dieu, qu'on versait le sang; les exécuteurs de 93 avaient à la bouche le mot de vertu, comme ceux de la Saint-Barthélemy le mot de charité. De même que les catholiques ne regardaient comme citoyens et comme frères que les catholiques, de même Robespierre disait : « Il n'y a de citoyens dans la république que les républicains; les royalistes, les conspirateurs, ne sont pour elle que des étrangers, ou pluôt des ennemis. — Celui-là seul, disait Saint-Just, a des droits dans notre patrie, qui a coopéré à l'affranchir. — Une goutte de sang, disait Collot-d'Herbois, versée des veines généreuses d'un patriote, me retombe sur le cœur; mais je n'ai point de pitié pour les conspirateurs. On parle de sensibilité; et nous aussi nous sommes sensibles! Les Jacobins ont toutes les vertus : ils sont humains, compatissants, généreux; mais tous ces sentiments, ils les réservent pour les patriotes, qui sont leurs frères; et les aristocrates ne le seront jamais. »

Avec de tels principes, les excès étaient pour ainsi dire obligés, et ils furent si grands, que la génération qui avait fait la révolution, oubliant des bienfaits achetés par tant de sang, n'eut plus pour elle que des malédictions qui durent encore. A Paris, la commune avait défini les classes de suspects avec une telle stupidité, que les neuf dixièmes de la population s'y trouvaient compris, que le nombre des détenus s'élevait, à la fin de 1793, à près de cinq mille, et qu'il avait fallu transformer le Luxembourg et plusieurs autres édifices en prisons. Le tribunal révolutionnaire, qui du 10 mars au 31 mai n'avait condamné que dix-neuf individus, du 31 mai au 31 octobre en condamna quatre-vingt-dix-huit, et dans les mois de novembre et de décembre cent vingt-six. Le comité s'était donné d'atroces instruments dans les juges, les jurés et surtout l'accusateur public de ce sanglant tribunal; et tout prévenu semblait d'avance dévoué à la mort. Le premier grand personnage condamné fut Custine, accusé d'avoir favorisé la prise de Mayence et celle de Valenciennes. Ensuite vint la malheureuse Marie-Antoinette, qui fut accusée d'avoir dilapidé le trésor, appelé l'étranger, exercé une influence criminelle sur son époux : elle se défendit avec beaucoup de calme, de sens et de dignité contre les témoins infâmes ou insignifiants qu'on lui opposait, et mourut avec une courageuse résignation (1793, 16 oct.). Après la reine comparu-

rent vingt et un Girondins : Brissot, Vergniaud, Gensonné, Lasource, Gardien, Lehardy, Mainvielle, Ducos, Fonfrède, Duchâtel, Duperret, Carra, Valazé, Lacaze, Duprat, Sillery, Fauchet, Beauvais, Boileau, Antiboul, Vigée. Leur éloquente défense embarrassa tellement le tribunal, que Robespierre fit rendre un décret qui autorisait dorénavant les jurés, après trois jours de débats, à se déclarer suffisamment instruits. Le tribunal ne manqua pas d'user de cette odieuse faculté, et prononça la sentence de mort. Valazé se tua d'un coup de couteau. Ses compagnons entonnèrent la *Marseillaise* et la chantèrent encore en allant au supplice[1] (31 oct.).

Les Girondins furent suivis du duc d'Orléans, qui, profondément dégoûté des hommes et des choses, mourut avec la plus complète indifférence (6 nov.). Ensuite vint madame Roland, toujours noble et courageuse, qui salua l'échafaud de ces paroles : « O liberté! que de crimes se commettent en ton nom! » (10 nov.) Elle était parvenue à faire échapper son mari aux proscripteurs du 31 mai; mais à la nouvelle de la mort de sa femme, Roland se tua. Puis mourut Bailly, qui fut exécuté au Champ-de-Mars avec des raffinements de cruauté; puis les Girondins Kersaint, Manuel, Rabaud-Saint-Étienne; les Feuillants Barnave et Duport Dutertre; le ministre Lebrun; les généraux Biron, Houchard, Brunet, Lamarlière; la fameuse Dubarry, etc.

Dans toutes ces condamnations quelques formes judiciaires avaient été gardées, les victimes avaient quelque apparence de culpabilité, et leur mort semblait calculée dans un but de terreur politique; mais dans les lieux entachés de la rébellion girondine, et surtout de la rébellion royaliste, ce furent des masses, et non quelques personnages choisis, qui furent dévouées à la mort. A Caen et à Marseille, qui s'étaient facilement soumises, les victimes furent peu nombreuses; elles le furent davantage à Bordeaux, où les chefs de la Gironde s'étaient réfugiés, et où Tallien régna en satrape et se gorgea de concussions et de débauches. Mais à Toulon, à Lyon, dans la Vendée, où la contre-révolution s'était démasquée, où l'exaltation révolutionnaire était poussée jusqu'à la rage, les commissaires de la Convention versèrent le sang comme par délire. Cependant à Toulon Barras et Fréron ne purent trouver que deux cents victimes, puisque la moitié des habitants avait fui sur les vaisseaux anglais. A Lyon, la Convention, par une mesure aussi insensée que barbare, avait décrété la destruc-

[1] Grangeneuve, Birotteau, Guadet, Salles, Barbaroux, furent exécutés à Bordeaux; Buzot et Pétion se tuèrent; Condorcet s'empoisonna, etc.

tion de cette ville : avec les maisons des pauvres et les édifices publics, il devait être formé une cité nouvelle qui porterait le nom de *Commune-Affranchie*. Collot-d'Herbois et Fouché furent envoyés avec deux mille hommes de l'armée révolutionnaire pour faire exécuter ce décret et punir les rebelles, et ils le firent avec une stupide férocité. Ils démolirent les plus belles rues et employèrent à cette œuvre de destruction plus de dix mille ouvriers ; ils créèrent une commission de cinq juges peu différents des égorgeurs de septembre, qui condamnait sept personnes en un quart d'heure, et envoya au supplice, de son propre aveu, seize cent quatre-vingt-quatre individus ; enfin, comme ils trouvaient le marteau et la guillotine trop lents, ils employèrent la mine contre les édifices et la mitraille contre les condamnés. « Exerçons la justice, écrivait Fouché, à l'exemple de la nature ! vengeons-nous en peuple ! frappons comme la foudre ! »

A Nantes, tout ce que l'imagination peut enfanter de plus atroce se trouva dans la tête d'un scélérat en démence, Carrier : croyant tous les excès justifiés par les excès des Vendéens et la mêlée d'une guerre civile, il fit massacrer les habitants de vingt-deux communes qui s'étaient soumises ; il fit submerger en pleine mer des bateaux où étaient enfermés plus de quinze cents hommes, femmes et enfants ; il fit jeter à la Loire des couples d'hommes et de femmes liés ensemble, exécutions qu'il appelait des *mariages républicains*[1]. Le fleuve engloutit tant de victimes, qu'il fut défendu de boire de ses eaux corrompues. Toujours le sabre à la main, le blasphème à la bouche, ce Néron de mauvais lieux trouva de dignes complices dans les membres du comité révolutionnaire de Nantes et des exécuteurs dans une troupe de bandits qui s'appelait la compagnie de Marat : vols, débauches, massacres, ces bêtes féroces ne s'épargnèrent rien ; les Nantais accusés de fédéralisme furent l'objet de leurs fureurs comme les Vendéens, et le nombre de leurs victimes a été porté jusqu'à quinze mille.

§ X. PARTI DES HÉBERTISTES. — ABOLITION DU CULTE CATHOLIQUE. — CULTE DE LA RAISON. — La terreur gouvernait donc la France, et l'on voyait croître chaque jour la puissance et la tyrannie du comité qui semblait vouloir immobiliser en lui la révolution. Mais deux fractions de la Montagne, complétement opposées et ennemies, commençaient à l'attaquer pour prendre sa place et faire prévaloir dans le gouvernement d'autres idées : c'étaient

[1] « La défaite des brigands, écrivait-il à la Convention, est si complète, qu'ils arrivent à nos avant-postes par centaines : je prends le parti de les faire fusiller. Il en vient autant d'Angers : je leur assure le même sort. C'est par principe d'humanité que je purge la terre de la liberté de ces monstres. »

celle des *exagérés*, à laquelle Hébert donnait son nom ; et celle des *modérés*, dont Danton était le chef.

La faction d'Hébert dominait à la commune, était soutenue par les bandits de l'armée révolutionnaire, avait pour adhérents les conventionnels qui ensanglantaient Lyon, Toulon et Nantes. Composée de fous, d'hypocrites et de scélérats qui firent planter les jardins en pommes de terre, qui allaient en sabots pour faire baisser le prix du cuir, qui affectaient les haillons et la saleté des sans-culottes, qui proscrivirent le titre de monsieur et ordonnèrent le tutoiement, c'était la réunion de toutes les passions méchantes, les appétits brutaux, les extravagances barbares que soulève naturellement un grand bouleversement social ; c'était l'écume de la révolution. Elle avait pour digne chef un escroc de profession, « le *Père Duchêne*, qui dans sa feuille, disait Desmoulins, poussait au désespoir vingt classes de citoyens et plus de trois millions de Français qu'il enveloppait dans une proscription commune ; qui, pour s'étourdir sur ses remords et ses calomnies, avait besoin de se procurer une ivresse plus forte que celle du vin et de lécher sans cesse le sang au pied de la guillotine [1]. » Les hébertistes dépassaient dans leur imagination atroce et maladive les fureurs de Marat : ils voulaient appliquer les exécutions de Nantes et de Lyon à toute la France, faire de la terreur un système de gouvernement régulier et perpétuel, donner pour uniques institutions à la France des tribunaux révolutionnaires, des comités révolutionnaires, des armées révolutionnaires. Ils demandaient que la Convention se séparât, dans l'espoir de trouver place dans l'assemblée nouvelle ; que le pouvoir fût organisé constitutionnellement, dans l'espoir de faire partie du conseil exécutif. C'étaient des attaques directes contre le comité ; mais ils cherchaient à les rendre populaires en paraissant ne s'attaquer qu'aux indulgents, en accusant les amis de Danton, en demandant le supplice des soixante-treize députés détenus ; enfin ils imaginèrent, pour vaincre le comité en mesures révolutionnaires, d'abolir le culte catholique.

Le caractère spécial de la révolution, comme celui de la philosophie qui l'avait enfantée, était la destruction de tout le passé [2] : de là vient le dédain si profond que témoignaient toutes les sectes révolutionnaires pour les quatorze siècles qui les avaient précédées, siècles de barbarie et de fanatisme, où l'on ne trouvait pas un souvenir, un nom, un fait à honorer ; où il semblait que la France n'eût pas existé. La seule patrie dont on invoquait avec enthousiasme les souvenirs, les noms, les faits, c'étaient Rome

[1] Le vieux Cordelier, nº 4. — [2] Voy. t. III, p. 402.

et Athènes, républiques-modèles, sociétés parfaites, qu'on eût voulu restaurer, dont on empruntait les cérémonies et les usages, où l'on allait chercher des patrons, des héros, des saints, dont on citait les paroles comme des textes sacrés. Ce monde ancien, si beau et si cher, c'était le christianisme qui l'avait détruit; ce monde du moyen âge, si malheureux et si odieux, c'était le christianisme qui l'avait engendré : le christianisme semblait ainsi la première chose que la révolution eût dû proscrire. Mais la révolution, qui ne cachait pas au christianisme ses mépris et ses colères, n'avait pas voulu employer contre lui la violence, croyant, tant l'incrédulité faisait de progrès, qu'il s'anéantirait de lui-même. Cette pensée était celle de la Convention, dans laquelle dominait l'esprit de l'Encyclopédie : elle avait pris aux églises leurs vases sacrés, elle avait applaudi aux prêtres qui se mariaient, elle avait laissé la commune de Paris interdire la publicité du culte, enlever les croix des cimetières, les noms des saints aux rues, fermer même quelquefois ce que Chaumette appelait les « boutiques à prêtres; » elle avait permis à ses commissaires « d'emprisonner par douzaines, comme disait André Dumont, les animaux noirs; » elle avait applaudi à l'un de ses membres, Jacob Dupont, disant hautement : « La nature et la raison, voilà les dieux de l'homme, voilà mes dieux!.... Je l'avoue de bonne foi, je suis athée! » Enfin la Convention, matérialiste dans ses discours, matérialiste dans ses fêtes, l'avait encore été dans la réforme du calendrier, réforme annexée à la belle loi qui dota la France du système uniforme des poids et mesures (1793, 5 oct.). Déjà l'on datait de l'ère républicaine de 1792 ou de l'an Ier; on fit alors commencer l'année au 22 septembre, jour de l'équinoxe d'automne et de l'institution de la république; et on la partagea en douze mois de trente jours, auxquels on donna des noms magnifiques, tirés des saisons, mais qui ne convenaient qu'au climat de Paris. Le mois était partagé en décades de dix jours, et chacun de ces jours fut nommé d'un produit de la terre. Enfin l'année s'achevait par cinq jours complémentaires, qu'on appelait les *sans-culottides*. La célébration du dimanche, les fêtes religieuses, les noms des saints, se trouvèrent ainsi bannis du calendrier : il semblait qu'il n'y eût plus qu'un pas à faire pour les bannir des églises et arriver à la destruction du culte.

La Montagne représentait dans les trois partis qui la divisaient les trois écoles philosophiques du dix-huitième siècle. Le parti de Robespierre était admirateur passionné de Rousseau, ce « précepteur du genre humain, » dont il voulait mettre en œuvre les idées

morales et politiques, dont il imitait jusqu'au style. Le parti de Danton, par son impiété indulgente, ses goûts licencieux, sa verve d'esprit, son amour du luxe et des arts, représentait l'école de Voltaire. Enfin l'école encyclopédique avait pour disciples les hébertistes, qui reproduisaient les extravagances de Lamettrie, et paraphrasaient, dans le *Père Duchéne*, deux vers de Diderot, dont le cynisme de cruauté semblait présager les abominations de 93[1].

Ce dernier parti avait des adhérents très-nombreux dans la Convention, entre autres Anacharsis Clootz, baron prussien, ayant 100,000 livres de rente, qui se disait l'orateur du genre humain, et prêchait la république universelle et le culte de la raison. Il résolut de prendre l'initiative sur la question religieuse, jusqu'alors respectée par le gouvernement, et de faire ainsi, contre le comité, un coup d'état qui mettrait la commune de Paris à la tête de la révolution. A l'instigation d'Hébert et de Clootz, l'évêque de Paris, Gobel, avec onze de ses vicaires, se présenta à la Convention et déclara qu'il renonçait à ses fonctions de ministre du culte cathoque, « parce qu'il ne devait plus y avoir, dit-il, d'autre culte public et national que celui de la liberté et de l'égalité » (1793, 7 nov.). La Convention applaudit à « ceux qui venaient de s'élever à cette hauteur de la révolution où la philosophie les attendait. » « L'Être Suprême, dit le président, ne veut de culte que celui de la raison, et ce sera désormais la religion nationale. » Presque tous les ecclésiastiques de l'assemblée suivirent l'exemple de Gobel; il n'y eut que Grégoire qui fit une protestation courageuse : « Catholique par conviction et par sentiment, dit-il, prêtre par choix, j'ai été désigné par le peuple pour être évêque ; mais ce n'est ni de lui ni de vous que je tiens ma mission.... On ne m'arrachera pas une abdication ! »

Le mouvement étant donné, la commune transforma l'église métropolitaine en *temple de la Raison*, et y fit célébrer une fête où la Raison était représentée par une femme qui trônait à la place du Saint des saints. Toutes les sections assistèrent à cette hideuse cérémonie; et le cortége, où la déesse était traînée sur un char antique, se porta à la Convention, qui l'applaudit et se mit à sa suite. Pendant quinze jours, la commune redoubla de stupidité dans ses arrêtés : elle fit abattre les statues des saints et brûler les reliques; elle décréta la démolition des clochers, « qui, par leur domination sur les autres édifices, semblaient contrarier les principes de l'égalité; » elle décréta la fermeture de toutes les églises et la mise

[1] Et mes mains ourdiraient les entrailles du prêtre,
A défaut de cordon, pour étrangler les rois.

en surveillance de tous les prêtres; elle fit défiler dans la Convention des processions de sans-culottes couverts des ornements sacerdotaux, parodiant les cérémonies catholiques, dansant la *Carmagnole*, portant les bustes de Marat et de Lepelletier, qui devinrent les saints du nouveau culte. De tous côtés arrivèrent des abjurations de prêtres infâmes, qui se déclaraient charlatans et imposteurs; et ces apostasies, dernier terme de la corruption où était tombé le clergé pendant le dix-huitième siècle, pervertirent toutes les idées populaires, et donnèrent une immense impulsion à l'incrédulité. Enfin les commissaires de la Convention mirent un zèle fanatique à propager dans les provinces le mouvement hébertiste : « Partout, écrivait André Dumont, on ferme les églises, on brûle les confessionnaux et les saints, on fait des gargousses avec les livres des lutrins. » Mais ils ne firent que compromettre la cause républicaine aux yeux de la population des départements, qui voulait être révolutionnaire sans cesser d'être chrétienne [1]; et le triomphe de l'athéisme fut pour la révolution non-seulement un opprobre ineffaçable, mais un embarras qui dure encore. Les déclamations du clergé contre elle se trouvèrent justifiées; l'idée que la révolution est essentiellement anti-chrétienne devint et est encore un préjugé vulgaire; enfin les étrangers dirent qu'elle s'était démasquée, « qu'elle n'était que l'orgie d'un ramassis de brigands révoltés contre Dieu même, » que la France allait s'abîmer dans sa propre infamie.

§ XI. Parti des dantonistes. — Le Vieux Cordelier. — Cependant une partie de la Montagne s'effrayait non-seulement des extravagances hébertistes, mais encore du régime de terreur du comité de salut public; elle voyait la Convention et le gouvernement qui étaient entraînés dans les voies anarchiques de la commune, et la révolution qui allait se perdre par ses excès. C'était l'opinion de l'homme qui avait jusqu'alors allumé les passions effrénées de la démocratie, fait décréter le tribunal révolutionnaire, l'armée révolutionnaire, les comités révolutionnaires, soulevé enfin toutes les tempêtes populaires : c'était l'opinion de Danton. Effrayé des proscriptions du comité, et saisi de la plus vive douleur à la mort des Girondins, il s'était retiré à Arcis-sur-Aube, sa patrie, pour y respirer en liberté. « Il en revint, portant dans son cœur la conspiration qu'il avait formée dans le silence des champs et de la retraite. Son but était de ramener le règne des lois et de la

[1] « J'ai vu, dit un contemporain, des cultivateurs dire leurs prières matin et soir, détester les brigandages de leur seigneur émigré, bénir la révolution; mais ne vouloir pas entendre parler du curé intrus, regrettant les messes et les sermons du réfractaire. » (Hist. des Prisons, t. II.)

justice pour tous, de rappeler dans le sein de la Convention tous ceux de ses membres qui en avaient été écartés, de soumettre à un examen approfondi cette constitution de 93, rédigée par cinq ou six jeunes gens dans cinq ou six jours; d'offrir la paix aux puissances de l'Europe, de réparer par un bien immense et durable fait au genre humain les maux terribles et passagers qu'il avait faits à la France, de faire expirer la révolution sous un gouvernement républicain assez puissant et assez éclatant pour rendre éternelle l'alliance de la liberté et de l'ordre[1]. » Les députés qui adoptaient ces projets étaient Hérault-Séchelles, Camille Desmoulins, Philippeaux, Lacroix, Fabre d'Églantine, etc. : les uns, hommes de mœurs faciles, amis des plaisirs et du luxe, qui abhorraient le règne des sans-culottes et des sectaires fanatiques du comité; les autres, qui étaient indulgents par calcul personnel et parce qu'ils avaient besoin d'amnistie pour leur vie privée. Ainsi en était-il de Danton lui-même, qui, avant le 10 août, avait reçu de l'argent de la cour[2]; de Lacroix, qui avait malversé avec lui en Belgique; de Fabre, qui se trouvait compromis avec trois autres députés dans la falsification d'un décret. Danton comptait qu'il serait appuyé, dans la Convention, par les membres de la Plaine, qui formaient toujours la majorité, « mais dont les oreilles, dit Dussault, retentissaient de menaces éternelles, dont les cœurs étaient maigris de terreur, à qui l'on avait donné un nom qui les rendait pour ainsi dire moites, le nom de *Crapauds du Marais.* » Il espérait rallier à lui quelques membres du gouvernement, principalement Robespierre, le grand ennemi des hébertistes, qui s'était indigné des massacres de Lyon et de Nantes, qui avait empêché la mise en jugement des soixante-treize, qui, étant, en quelque sorte, le dictateur de l'opinion, aurait fait entrer la modération dans le gouvernement sans que la révolution fût compromise. Enfin il propagea ses idées par un journal qui est considéré comme l'écrit le plus original de cette époque, le *Vieux Cordelier* : c'était l'œuvre de Camille Desmoulins, cette âme vive et tendre, devenue cruelle, comme tant d'autres, dans le bouillonnement révolutionnaire, et qui revenait tout naturellement à la douceur et à la générosité, « maintenant que la république était maîtresse du champ de bataille. » Le *Vieux Cordelier* était dirigé contre les hébertistes, et principalement contre l'infâme *Père Duchêne*[3]; mais il attaquait aussi le comité, en faisant une satire san-

[1] Mém. de Garat, p. 453. — [2] Bertrand de Molleville, t. VII.

[3] « Ne sais-tu donc pas, disait-il à Hébert, que quand les tyrans d'Europe veulent avilir la république, quand ils veulent faire croire à leurs esclaves que la

glante de la loi des suspects, qu'il comparait aux lois de lèse-majesté des empereurs romains [1] ; en conseillant l'établissement d'un comité de clémence qui viderait les prisons; en demandant qu'on retournât enfin à un régime de vraie liberté [2]. C'était l'opinion des masses que Camille exprimait avec une verve spirituelle, âpre, cynique, qui semblait dérobée à Voltaire : les masses lui répondirent par un immense murmure d'approbation; cinquante mille exemplaires du *Vieux Cordelier* furent vendus en quelques jours; il y eut dans les prisons un long tressaillement d'espoir.

§ XII. Politique du comité. — Attaques contre les deux partis. — Supplice des Hébertistes. — La modération et l'excès étaient en présence, prétendant également s'emparer du pouvoir : du parti que prendrait le comité dépendait l'avenir de la révolution. Le comité se partageait en trois groupes : celui des *gens d'examen*, composé de Carnot, Lindet, Prieur de la Côte-d'Or, hommes d'administration, et tout ensevelis dans leurs bureaux; celui des *gens révolutionnaires*, composé de Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes et Barrère, hommes d'exécution et meneurs des clubs de la commune; celui des *gens de la haute-main*, composé de Robespierre, Couthon et Saint-Just, hommes de théorie, chargés des rapports à la Convention [3]. Le premier inclinait vers les indulgents, le second était d'accord avec les athées, le troisième haïssait les uns et les autres; il les croyait également immoraux : « or, dans le système de la révolution française, disait-il, ce qui est immoral est contre-révolutionnaire; » il prétendait que les deux partis étaient vendus à l'étranger pour déshonorer et perdre

France est couverte des ténèbres de la barbarie, ne sais-tu pas, malheureux, que ce sont des lambeaux de tes feuilles qu'ils insèrent dans leurs gazettes, comme si le peuple était aussi ignorant, aussi bête que tu voudrais le faire croire à M. Pitt, comme si c'était là le langage de la Convention et du comité de salut public, comme si tes saletés étaient celles de la nation, comme si un égout de Paris était la Seine!... » (Le vieux Cordelier, n° 5.)

[1] « Tout donnait alors de l'ombrage au tyran. Un citoyen avait-il de la popularité! c'était un rival du prince qui pouvait susciter une guerre civile : suspect. — Fuyait-on, au contraire, la popularité, et se tenait-on au coin de son feu! cette vie retirée vous avait fait remarquer, vous avait donné de la considération : suspect. — Etiez-vous riche! Il y avait un péril imminent que le peuple ne fût corrompu par vos largesses : suspect — Etiez-vous pauvre! comment donc, invincible empereur! il faut surveiller de plus près cet homme; il n'y a personne d'entreprenant comme celui qui n'a rien : suspect... » (N° 3 du vieux Cordelier.)

[2] « Non, la liberté, cette liberté descendue du ciel, ce n'est point une nymphe de l'Opéra, ce n'est point un bonnet rouge, une chemise sale ou des haillons : la liberté, c'est la raison, c'est l'égalité, c'est la justice. Voulez-vous que je la reconnaisse, que je tombe à ses pieds, que je verse tout mon sang pour elle! ouvrez les prisons à ces deux cent mille citoyens que vous appelez suspects... » (N° 4.)

[3] Jean-Bon-Saint-André et Prieur de la Marne restèrent constamment en mission; Hérault-Séchelles fut mis en prison à cette époque, pour avoir donné asile à un émigré.

la république ; enfin il demandait la destruction des hébertistes au nom de Dieu, celle des dantonistes au nom de la vertu. Les gens de la haute-main l'emportèrent dans le comité : Billaud, Collot et Barrère consentirent à livrer les athées les plus décriés de la commune, pourvu que ceux de la Convention fussent épargnés, et sous la promesse qu'on sacrifierait ensuite les indulgents, même Danton, que Robespierre aurait voulu sauver[1].

Robespierre commença l'attaque contre les athées aux Jacobins : « De quel droit, dit-il, des hommes inconnus jusqu'alors dans la carrière de la révolution viendraient-ils troubler la liberté des cultes au nom de la liberté et attaquer le fanatisme par un fanatisme nouveau? de quel droit feraient-ils dégénérer les hommages rendus à la vérité pure en des farces éternelles et ridicules? On a supposé qu'en accueillant des offrandes civiques, la Convention avait proscrit le culte catholique ; non, la Convention n'a point fait cette démarche téméraire, elle ne la fera jamais. » Les Hébertistes furent déconcertés de cette attaque et bientôt après d'un décret, rendu sur la motion de Robespierre, qui défendait toute violence contraire à la liberté des cultes. Alors la commune se rétracta et déclara qu'il était libre aux partisans de chaque religion de se réunir dans des lieux payés par eux et entretenus à leurs frais. Les sacriléges du culte de la Raison cessèrent ; mais ils avaient porté fruit : les églises restèrent fermées ; le culte catholique se trouva aboli de fait ; tout homme religieux devint suspect ; les actes administratifs continuèrent à être empreints d'athéisme.

Avant d'engager plus sérieusement la lutte, le comité voulut donner au pouvoir une concentration nouvelle, et il fit rendre un décret qui fut en réalité le règlement constitutif du gouvernement révolutionnaire (1793, 4 déc.) ; « gouvernement, disait Robespierre, qui est pour bien des gens une énigme ou un scandale, mais dont tout le but est de fonder la république comme celui du gouvernement constitutionnel sera de la conserver. » — Tous les corps constitués et les fonctionnaires publics furent mis sous les ordres directs du comité. — L'application des lois révolutionnaires fut confiée aux comités révolutionnaires, qui correspondaient directement avec les comités de salut public et de sûreté générale. — Les procureurs-syndics des départements et des communes étaient remplacés par des *agents nationaux*, qui étaient les hommes du gouvernement et non plus des localités. — Il était interdit aux repré-

[1] « La première fois que je dénonçai Danton au comité, dit Billaud le 9 thermidor, Robespierre se leva comme un furieux, disant qu'il voyait mes intentions, que je voulais perdre les meilleurs patriotes. »

sentants en mission et aux autorités locales d'étendre ou de limiter les décrets, de faire des levées d'hommes et d'argent, etc. — Le *Bulletin des Lois* était créé pour assurer la promulgation des décrets et des actes du gouvernement. — Tout cela fut développé dans un rapport de Robespierre « sur les principes de morale qui devaient diriger le gouvernement révolutionnaire, » rapport qui était en même temps un manifeste contre les indulgents et les athées (1794, 5 fév.). « Au dehors, tous les tyrans nous cernent, dit-il; au dedans, tous les amis de la tyrannie conspirent. Il faut étouffer les ennemis intérieurs et extérieurs de la république ou périr avec elle; or, dans cette situation, la première maxime de notre politique doit être que l'on conduit le peuple par la raison, et les ennemis du peuple par la terreur. Si le ressort du gouvernement populaire dans la paix est la vertu, le ressort du gouvernement populaire en révolution est à la fois la vertu et la terreur. La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible : elle est donc une émanation de la vertu. Punir les oppresseurs de l'humanité, c'est clémence; leur pardonner, c'est barbarie... Les ennemis intérieurs du peuple se sont divisés en deux factions qui marchent par des routes diverses au même but, la désorganisation du gouvernement populaire et le triomphe de la tyrannie. L'une de ces deux factions nous pousse à la faiblesse, l'autre aux excès; l'une veut changer la liberté en bacchante, l'autre en prostituée. »

Ce manifeste fut suivi de quelques arrestations dans les deux partis : d'un côté on saisit Ronsin, général de l'armée révolutionnaire, Vincent, secrétaire-général du ministre de la guerre; de l'autre côté, Fabre, Chabot, Delaunay, qui avaient falsifié, pour une somme de 500,000 livres, le décret d'abolition de la compagnie des Indes; enfin on leur adjoignit quelques étrangers pour faire croire à la complicité des uns et des autres avec la coalition. A cette attaque les indulgents ne répondirent que par des sarcasmes; mais les athées cherchèrent à soulever le peuple; une section se mit en insurrection; le club des Cordeliers déclara la patrie en danger; l'on crut qu'un 31 mai allait éclater. Cependant la commune n'osa se prononcer; l'armée révolutionnaire ne bougea pas; le peuple ne répondit point au cri d'insurrection, et tous les chefs de la conspiration furent arrêtés. Saint-Just vint demander à la Convention leur mise en jugement (13 mars) : « Il est temps, dit-il, que tout le monde retourne à la morale, et l'aristocratie à la terreur; il est temps de faire un devoir de toutes les vertus, de faire la guerre à toute espèce de perversité, de mettre

la révolution dans l'état civil, d'immoler sans pitié sur la tombe du tyran tout ce qui regrette la tyrannie, tout ce qui est intéressé à la venger, tout ce qui peut la faire revivre parmi nous... Il y a dans la république une conjuration ourdie par l'étranger pour empêcher par la corruption que la liberté ne s'établisse; c'est la ligue de tous les vices armés contre la vertu. Que la justice et la probité soient mises à l'ordre du jour! » Et la Convention déclare traître à la patrie quiconque aura favorisé dans la république le plan de corruption des citoyens, de subversion des pouvoirs et de l'esprit public; quiconque excitera des inquiétudes sur les denrées, donnera asile à un émigré, tentera d'ébranler la forme du gouvernement, etc. Les prévenus de conspiration qui se seront soustraits à leur jugement, seront mis hors la loi. Quiconque recèlera un individu mis hors la loi sera puni de mort, etc.

Hébert, Ronsin, Vincent, Clootz, quelques chefs de l'armée révolutionnaire qui s'étaient signalés par leurs atrocités, plusieurs étrangers qui connaissaient à peine les hébertistes, en tout dix-neuf individus, furent traduits au tribunal révolutionnaire comme complices de la conjuration de l'étranger, condamnés à mort et menés à l'échafaud (24 mars).

§ XIII. Supplice des Dantonistes.—Le supplice des Hébertistes fit une vive sensation : c'était la première fois depuis cinq ans que le gouvernement l'emportait sur l'insurrection, que la résistance était victorieuse du mouvement, que la révolution s'arrêtait. On crut partout à un changement de politique; les dantonistes s'imaginèrent que le comité entrait dans leurs idées; les détenus furent pleins d'espoir; tous les partis vaincus relevèrent la tête avec une folle confiance; il y eut même des tentatives de réaction royaliste dans les départements. Un tel mouvement justifiait, pour ainsi dire, le système de la terreur : aussi le comité, convaincu que le moindre retour à l'indulgence amènerait la contre-révolution, résolut-il de faire rentrer dans le néant toutes les espérances des vaincus, en frappant les patriotes imprudents qui avaient poussé le premier cri de modération. L'opposition des indulgents était moins dangereuse que celle des athées, mais Danton était un homme autrement redoutable que Hébert; d'ailleurs les membres du comité avaient à satisfaire contre lui des vengeances d'orgueil, à rassurer leur ambition privée, à garantir leur vie. Robespierre seul avait désiré la destruction du parti sans celle de son chef, et l'on essaya de le réconcilier avec Danton; mais il n'y avait plus d'accord possible entre le sectaire envieux et dissimulé qui, avec une réserve sauvage, une austérité presque monacale,

sans familiarité, sans tolérance, sans plaisirs, vivait sous le toit et à la table d'un menuisier, et le révolutionnaire bouillant et expansif, accessible à toutes les passions généreuses, adoré de ses amis, à qui il fallait des hôtels, des festins, la compagnie des aristocrates et des débauchés : « Ma vie entière, dit Robespierre, n'a été qu'un sacrifice de mes affections. Si mon ami est coupable, je le sacrifierai à la république. »

Danton fut averti du danger et refusa de se mettre en défense. Il n'avait ni raison ni prétexte de tenter une insurrection dans laquelle il aurait trouvé contre lui le peuple et la Convention, pendant que la force et le droit étaient du côté de ses adversaires. Comme il n'avait jamais songé à faire prévaloir ses idées que par l'opinion publique, il ne pouvait imaginer que le comité voulût faire de son opposition un motif d'accusation contre lui : « Il n'oserait, » disait-il avec une confiance insouciante dans sa renommée et ses services; et comme on lui conseillait de fuir : « Emporte-t-on, dit-il, sa patrie à la semelle de son soulier? » Pendant ce temps, le comité prenait ses mesures, et, six jours après la mort des Hébertistes, Danton, Desmoulins, Philippeaux, Lacroix, Bazire furent arrêtés (30 mars).

A cette nouvelle, la Convention fut pleine de stupeur; et quelques députés avaient fait entendre des paroles de résistance, quand Robespierre arriva : « Au trouble depuis long-temps inconnu qui règne dans cette assemblée, dit-il, il est aisé de s'apercevoir qu'il s'agit ici d'un grand intérêt... Quiconque tremble en ce moment est coupable... Nous verrons si dans ce jour la Convention saura briser une prétendue idole, pourrie depuis si long-temps, ou si dans sa chute elle écrasera la Convention et le peuple français. » Puis Saint-Just vint demander le décret d'accusation contre les cinq députés, dans un rapport plein de la subtilité la plus haineuse, où les faits les mieux connus étaient dénaturés : Danton, selon lui, était vendu à Mirabeau, au duc d'Orléans, à Dumouriez; ce Catilina cupide et débauché était d'accord avec les Girondins, conspirait avec Hébert, voulait traiter avec l'étranger pour rétablir Louis XVII. La Convention tremblante vota à l'unanimité le décret d'accusation contre les hommes dont la mort allait désormais la livrer sans défense au despotisme du comité. On adjoignit aux cinq députés Hérault-Séchelles, Westermann, qui partageaient leurs idées, Fabre, Chabot, Delaunay, plusieurs étrangers et fournisseurs, afin de faire croire à la complicité des modérés avec les faussaires, les émigrés, les agioteurs.

Danton, en entrant à la Conciergerie, s'écria : « C'est à pareille

époque que j'ai fait instituer le tribunal révolutionnaire. J'en demande pardon à Dieu et aux hommes. Mon but n'était que de prévenir un nouveau septembre. » Tout Paris fut dans l'agitation lorsqu'on vit apparaître devant le tribunal ces députés si célèbres, tous âgés de trente-trois à trente-quatre ans, dans toute la vigueur du talent et du caractère. Danton ne put contenir sa fougueuse indignation : « Que les lâches qui m'accusent paraissent, et je les couvrirai d'ignominie... Que les comités se rendent ici, je ne répondrai que devant eux : il me les faut pour accusateurs et pour témoins. » Le tribunal fut épouvanté ; les comités s'alarmèrent ; Saint-Just et Billaud dirent à l'accusateur public, Fouquier-Tinville, de ne pas répondre à la demande des accusés, d'arriver, à force de délais, à la fin des trois jours, et de clore les débats. Mais Danton continua ses emportements, ses mépris, ses invectives ; Fouquier était au bout de ses ruses, et le peuple commençait à s'émouvoir, quand le comité eut connaissance de quelques propos du général Dillon, enfermé au Luxembourg, qui semblaient annoncer un projet de délivrer les accusés. On fit de ces vagues propos une conspiration des prisons : Saint-Just apporta à la Convention la nouvelle de ce prétendu complot, en ajoutant que les accusés étaient en pleine révolte contre le tribunal. La Convention, hébétée de terreur, autorisa le tribunal à mettre hors des débats les accusés qui manqueraient de respect à la justice, et à prononcer sans désemparer sur leur sort. Armé de ce décret, Fouquier mit fin aux débats, ordonna d'emmener les accusés furieux, et fit prononcer leur condamnation. Ils furent conduits, au nombre de quinze, à l'échafaud (5 avril). Quelques jours après, on envoya au supplice, sous le prétexte de la conspiration des prisons, les restes des deux partis, Chaumette, Gobel, le général Dillon, les veuves d'Hébert et de Desmoulins, etc.

Alors, la dernière résistance étant vaincue, aucune voix ne se fit plus entendre contre la dictature de la terreur ; tout ce qui avait fait un semblant d'opposition se hâta de s'humilier et de se soumettre ; de tous les coins de la France il arriva des félicitations au comité, qui régna sans rival et avec plus de puissance qu'aucun monarque n'en avait jamais possédé. « Onze armées à diriger, disait Robespierre à la Convention, le poids de l'Europe entière à porter, partout des traîtres à démasquer, des émissaires soudoyés par l'or des puissances étrangères à déjouer, des administrateurs infidèles à surveiller, à poursuivre ; partout à aplanir des obstacles et des entraves à l'exécution des plus sages mesures ; tous les tyrans à combattre, tous les conspirateurs à intimider : telles sont

nos fonctions. » Alors le comité put se donner tout entier à l'œuvre qui affaiblira dans la postérité le souvenir de sa tyrannie sanguinaire, le salut du pays. La campagne de 1794 était commencée, campagne qui compléta celle de 93, et donna à la révolution l'attitude conquérante qu'elle devait garder pendant vingt ans.

§ XIV. Campagne d'été de 1794. — Batailles de Troisville, de Courtray, de la Sambre, de Turcoing, de Pont-a-Chin, de Fleurus. — Conquête de la Belgique. — Il n'y avait que deux états à qui la guerre eût encore profité : c'étaient ceux dont cette guerre a créé la grandeur actuelle, ceux que gouvernaient les deux pouvoirs les plus habiles, les plus complets qui soient sortis de l'ancienne société, et par conséquent les deux plus grands ennemis de la révolution : c'étaient l'Angleterre et la Russie. La question démocratique se débattait depuis cinq ans, principalement en France, accessoirement en Pologne, deux états voués par la coalition des rois et des nobles à la destruction. La Russie s'était chargée de dompter la Pologne, « où deux démembrements n'avaient pas empêché l'expansion des principes français, » et qui, à cette époque, allait jouer, dans une dernière insurrection, les restes de sa glorieuse vie (1794, mars). L'Angleterre se trouvait seule, pour ainsi dire, chargée de la guerre contre la France; car la Prusse et l'Espagne étaient disposées à se retirer d'une coalition où elles se voyaient les dupes de leurs alliés, et la Hollande, le Piémont, l'Autriche commençaient à se lasser de leurs défaites; mais Pitt déploya toutes les ressources de son génie pour ranimer une guerre qui, en sauvant l'aristocratie britannique, venait de donner à l'Angleterre, sans qu'elle eût tiré un coup de canon, cet empire des mers, objet de tous ses vœux et de ses efforts! Malgré les troubles démocratiques qui agitaient plusieurs comtés, malgré les déclamations des clubs, qui demandaient la convocation d'une convention nationale; malgré l'opposition éloquente de Fox et de Sheridan, qui qualifiaient d'injuste et d'inutile une guerre faite à un peuple libre pour accroître la prérogative royale, Pitt obtint du parlement toutes les mesures qu'il demanda « pour empêcher que la démagogie ne mît ses rêves séditieux à la place de la constitution britannique, » c'est-à-dire la destruction des clubs, la suspension de la liberté individuelle, l'augmentation de l'armée et de la marine, l'autorisation de solder quarante mille émigrés ou étrangers, etc. Il donna à la Prusse 150,000 livres sterling par mois pour qu'elle tînt sur pied soixante-deux mille hommes; il corrompit, à force d'or, le ministre d'Espagne; il ranima l'Autriche, la Hollande, le Piémont; il força Naples, Gênes, Florence, à abandonner leur

neutralité; il laissa la Russie égorger la Pologne, pourvu que la flotte russe forçât le Danemarck et la Suède à reconnaître le nouveau droit des gens que l'Angleterre imposait aux mers; il ordonna à ses vaisseaux d'enlever tous les bâtiments destinés pour la France, et fit saisir sur les navires américains des matelots pour garnir ses flottes; il envoya un armement formidable dans les Indes, un autre dans les Antilles, un autre à Jersey; il débarqua quarante mille hommes en Hollande; enfin les alliés ayant mis sur pied plus de quatre cent mille hommes, il fit résoudre que le tiers de ces forces serait destiné à marcher sur Paris.

Cependant, malgré l'ardeur de Pitt, la coalition en était réduite aux ressources méthodiques et régulières de son recrutement et de ses finances; la France, au contraire, employait à la guerre toute sa population, toutes ses richesses, toutes les ressources de la civilisation et de la science, et elle opposa aux alliés un développement de forces sans exemple dans les annales modernes. La levée en masse, dont les premiers bataillons seulement avaient contribué aux succès de la dernière campagne, avait maintenant donné douze cent mille hommes, dont les deux tiers étaient en ligne; les manufactures d'armes avaient produit un million de fusils; les fonderies pouvaient donner sept mille canons par an; on avait extrait du sol douze millions de livres de salpêtre; notre marine, si complétement ruinée par l'émigration, avait été recrutée par la vigueur tyrannique de Saint-André et de Prieur, avec des paysans, des officiers marchands, quelques capitaines : soixante vaisseaux protégeaient nos côtes, et nos intrépides corsaires avaient déjà enlevé quatre cents navires au commerce anglais.

L'armée du nord, commandée par Pichegru, était forte de cent soixante mille hommes : la gauche, entre Lille et Dunkerque, en comptait soixante-dix mille; le centre, entre Cambrai et Bouchain, cinquante mille; la droite, entre Maubeuge et Avesnes, quarante mille. Les alliés avaient des forces à peu près égales : Clairfayt, avec vingt-cinq mille hommes, était sur la Lys; Kaunitz, avec trente mille, gardait la Sambre, et au centre Cobourg, avec cent mille, vint assiéger Landrecies, pour, après la prise de cette place, marcher, par Guise, sur Paris. Les Français, d'après le plan de Carnot, qui avait mis en oubli son grand principe de combattre en masse, cherchèrent d'abord à délivrer Landrecies; mais leurs attaques décousues sur toute la ligne ennemie échouèrent. Alors il fut résolu de manœuvrer par les deux ailes sur la Lys et la Sambre, pendant que le centre s'efforcerait d'enfoncer Cobourg; mais ce centre fut battu complétement à Troisville (1794, 26 avril),

et cette défaite entraîna la chute de Landrecies ; la droite ne fit qu'une promenade inutile ; la gauche seule réussit par la faute de Cobourg, qui, après la prise de Landrecies, resta immobile. En effet, l'armée de Lille, sous Moreau et Souham, s'empara de Courtray et de Menin, battit complétement Clairfayt à Moucron (29 avril), et ensuite à Courtray (10 mai). Pichegru, voyant le succès de cette attaque à sa gauche, partagea son centre entre ses deux ailes, et laissa seulement vingt mille hommes à Guise devant Cobourg, qui était incertain s'il irait secourir Clairfayt ou Kaunitz. L'armée de la Sambre, dirigée par les représentants Saint-Just et Lebas, et commandée par les généraux Desjardins et Charbonnier, devait opérer, sur la gauche des alliés, placés entre Mons et Charleroy, le même mouvement que l'armée de Lille venait d'exécuter sur leur droite. Elle passa trois fois la Sambre, et trois fois fut obligée de la repasser, après les trois batailles de Grandreng, du Péchant et de Marchiennes, où elle perdit dix mille hommes (10, 20 et 26 mai). Les deux représentants étaient sans cesse, le sabre à la main, à la tête des colonnes, mettant la victoire à l'ordre du jour, comme ils y avaient mis la terreur, faisant trembler les généraux par leur sévérité, excitant l'enthousiasme des soldats par leur bravoure. Leurs efforts furent inutiles, et un quatrième passage de la rivière fut encore suivi d'une quatrième défaite.

Cependant Cobourg, partageant son centre, à l'exemple de Pichegru, avait envoyé des renforts à Kaunitz, et s'était porté lui-même au secours de Clairfayt. Il résolut de couper de leurs communications avec Lille Moreau et Souham, qui étaient à Courtray, et il dirigea ses troupes, disséminées de Thielt à Saint-Amand, sur Turcoing ; mais les généraux français réunirent rapidement sur ce point soixante-dix mille hommes (18 mai), surprirent les colonnes autrichiennes isolément, les battirent et les forcèrent à la retraite, avec perte de trois mille hommes et de soixante canons. Le lendemain, Pichegru arriva et se mit à la poursuite de l'ennemi ; mais, après une sanglante bataille livrée à Pont-à-Chin, sur l'Escaut, il fut forcé de reprendre ses premières positions. Alors il alla assiéger Ypres, pour attirer Clairfayt et le battre isolément. En effet, celui-ci, s'étant avancé à Hooglède, éprouva une nouvelle défaite, et Ypres se rendit (17 juin).

Depuis deux mois les forces des deux partis s'entre-choquaient ou couraient de la Sambre à la mer, sans que ces mouvements multipliés, ces scènes si sanglantes, eussent amené aucun résultat : Carnot reconnut les vices de son plan, et répara tout par une manœuvre décisive. L'armée de la Moselle, depuis le déblocus de

Landau, était restée dans une inaction presque complète : elle comptait soixante mille hommes et était commandée par Jourdan. Ce général reçut l'ordre de se réunir, avec quarante-cinq mille hommes, à l'armée de la Sambre. Il se mit aussitôt en marche et arriva au moment où Saint-Just et Lebas, après avoir passé une cinquième fois la rivière et investi Charleroy, venaient d'être encore rejetés sur la rive droite (3 juin) : il prit le commandement des deux armées, qui formaient près de cent mille hommes, et qui furent confondues sous le nom de Sambre-et-Meuse ; puis il passa la Sambre et investit Charleroy ; mais avant que toute son armée eût pu se mettre en ligne, il fut assailli, sur les hauteurs de Fleurus, par toutes les forces ennemies, et, après une vive résistance, contraint de repasser la rivière (16 juin).

Lebas et Saint-Just firent résoudre sur-le-champ un septième passage. Charleroy était le nœud de la campagne : sa prise déterminait la marche des Français sur Bruxelles et faisait tomber toutes les positions entre la Sambre, la mer et les places fortes de notre frontière. Le passage fut effectué, Charleroy investi, et le siége poussé avec tant de vigueur que la ville se rendit au bout de sept jours. La garnison venait d'en sortir lorsque le canon se fit entendre sur les hauteurs de Fleurus. C'était Cobourg qui arrivait pour délivrer la place par une bataille décisive : après avoir promené successivement et en détail ses masses centrales de la Lys à la Sambre, il s'était décidé à partir de Tournay pour Charleroy, en laissant Clairfayt et le duc d'York sur l'Escaut ; il arriva avec soixante-dix mille hommes à Nivelle, et, ignorant la prise de Charleroy, attaqua l'armée française forte de quatre-vingt mille hommes et rangée en demi-cercle sur les hauteurs de Fleurus. La bataille fut très-acharnée, et l'ennemi battu se mit en retraite sur Bruxelles avec perte de quatre à cinq mille hommes (25 juin).

Le comité ne profita pas de cette victoire décisive pour menacer la ligne de la Meuse et la communication directe des Impériaux avec leur base du Rhin : il dirigea Pichegru sur Bruges, Jourdan sur Mons, et détacha des deux armées trois divisions pour investir Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé. Le duc d'York évacua Bruges et Gand ; Cobourg, Bruxelles ; leurs armées battues en toutes rencontres se retirèrent derrière la Dyle, où elles se réunirent ; mais les Anglais ne songeaient plus qu'à couvrir la Hollande, les Autrichiens qu'à se rapprocher de Cologne. Ils se séparèrent et donnèrent ainsi aux deux armées françaises, qui venaient de faire leur jonction à Bruxelles, une occasion unique de les accabler les uns après les autres (1794, 10 juill.) ; mais Piche-

gru et Jourdan, à peine réunis, se séparèrent et marchèrent, le premier sur Malines, le second sur Tirlemont. Pichegru poursuivit mollement les Anglais, qui abandonnèrent Anvers et se retirèrent sur Bréda; Jourdan, plus actif, battit les Autrichiens à Louvain, les força à repasser la Meuse et entra dans Liége. Alors les Français s'arrêtèrent par l'ordre du comité jusqu'à ce que les quatre places de la Flandre eussent capitulé (25 juin) : les Anglais étaient postés derrière Bréda et Eindhoven; les Autrichiens gardaient la Meuse de Ruremonde à Liége.

§ XV. Batailles de Saorgio et du Boulou. — Les opérations furent peu importantes aux armées de la Moselle et du Rhin, où soixante mille Français tenaient les lignes de la Sarre, de la Lauter et du Spirebach devant soixante-dix mille Prussiens; mais aux Alpes et aux Pyrénées, les deux batailles de Saorgio et du Boulou ouvrirent l'Italie et l'Espagne aux soldats de la république.

Les armées des Alpes et d'Italie étaient fortes ensemble de soixante-quinze mille hommes, et avaient reçu l'ordre de s'emparer de la crête des montagnes qui était gardée depuis le Mont-Blanc jusqu'à la mer par quarante mille Piémontais. Elles agirent isolément : l'armée des Alpes s'empara sans obstacle du petit Saint-Bernard et du mont Cenis; l'armée d'Italie résolut de faire tomber le camp de Saorgio, qui la tenait en échec depuis deux ans, en le tournant à droite par les sources du Tanaro. Ce plan avait été donné par le jeune Bonaparte, qui commandait l'artillerie et qui dirigeait de ses conseils le vieux général Dumerbion. En effet, en moins de vingt jours on s'empara d'Oneille, d'Ormea, de Garessio, du col Ardente (28 avril); les Piémontais abandonnèrent Saorgio et le col de Tende avec quatre mille prisonniers et soixante-dix canons, et les Français furent maîtres de toute la crête des Alpes, depuis les sources de la Stura jusqu'à celles de la Doria d'Aoste. Les deux armées pouvaient, par ces deux rivières, pénétrer jusqu'à Turin et se réunir sous cette place; mais le comité ne sut pas donner un but unique à leurs opérations, et, après un si brillant début, elles restèrent dans l'inaction.

Aux Pyrénées orientales, Dugommier avait réorganisé, avec une activité pleine de génie, l'armée tombée dans le plus grand délabrement : il la porta à soixante mille hommes et attaqua de front le camp du Boulou, où les Espagnols s'étaient retranchés d'une manière formidable (1794, 1er mai), pendant qu'il le faisait tourner par la route de Bellegarde. L'armée ennemie fut mise en pleine déroute; tout le centre fut tué ou pris avec d'immenses ba-

gages et cent quarante canons; la droite resta isolée vers Collioure; il n'y eut que la gauche qui demeura intacte vers Saint-Laurent. Cette belle victoire porta les Français sous Bellegarde, qui fut assiégée, et sous Collioure, qui fut bloquée. Cette dernière place, avec Saint-Elne et Port-Vendre, se rendit en livrant la droite de l'armée espagnole prisonnière; et les Français attendirent la chute de Bellegarde pour entrer dans la Catalogne.

§ XVI. Revers maritimes. — Bataille navale du 1er juin. — Tant de victoires furent compensées par des revers maritimes. En Corse, deux représentants se défendaient encore, dans Bastia, contre les forces de Paoli : ils furent bloqués par la flotte anglaise qui venait de quitter Toulon, et contraints de se rendre (20 juill.). Alors l'île se donna au roi d'Angleterre, qui prit le titre de roi de Corse. Nos établissements de l'Inde avaient été pris sans coup férir. La Guadeloupe fut perdue, reprise et perdue encore. A la Martinique, Rochambeau résista dans un fort à peine fermé, pendant trente-deux jours, avec quatre cents hommes contre six mille soutenus d'une flotte, et il fut forcé de se rendre. Saint-Domingue était le théâtre de la plus épouvantable guerre civile entre les noirs et les blancs [1] : les Anglais en profitèrent pour s'emparer du Môle-Saint-Nicolas et du Port-au-Prince. Enfin la France perdit la plus terrible bataille navale qu'elle eût encore livrée à ces maîtres de la mer. Un convoi de grains parti de Saint-Domingue, et auquel s'étaient joints quelques navires des États-Unis, approchait des côtes de France, fort de deux cents voiles et escorté seulement par trois frégates. L'amiral Howe, avec trente-huit vaisseaux, croisait dans le golfe de Gascogne pour capturer ce convoi, d'où dépendait la vie de la France, alors dévorée par la disette. Saint-André et Prieur, avec une merveilleuse activité, et en prodiguant l'argent, les honneurs, l'avancement, firent sortir de Brest vingt-six vaisseaux qui n'avaient pour équipages que des paysans à qui il fallut apprendre les manœuvres pendant la route, et pour commandant un simple capitaine, Villaret-Joyeuse. On rencontra, à cent lieues des côtes, la flotte anglaise, et Saint-André, qui montait lui-même un vaisseau de cent trente canons, entraîné par l'ardeur des équipages, engagea le combat qu'il pouvait éviter (1794, 1er juin). Mais, dans la guerre maritime, l'enthousiasme ne peut suppléer à l'expérience, et, malgré la bravoure furieuse des républicains, les Anglais percèrent le centre, doublèrent et écrasèrent la gauche,

[1] La Convention avait décrété, le 4 février 1794, l'abolition immédiate de l'esclavage dans les colonies, reconnaissant tous les habitants, sans distinction de couleur, pour citoyens français.

et forcèrent la droite à rester spectatrice de la bataille. Les Français perdirent huit mille hommes et sept vaisseaux : l'un d'eux, *le Vengeur*, s'engloutit aux cris de : Vive la république ! Les Anglais furent épouvantés de leur victoire et célébrèrent eux-mêmes l'héroïsme des vaincus[1] : leur flotte avait tellement souffert, qu'elle fut obligée de regagner ses ports, et le convoi de Saint-Domingue arriva en France sans obstacle.

§ XVII. Dictature du comité. — Continuation de la terreur. — Malgré les revers maritimes, malgré les restes de la Vendée, qui occupaient encore cinquante mille hommes, malgré la *chouannerie*, qui commençait à infester la Bretagne, la campagne d'été de 1794 avait assuré l'état de la république à l'extérieur; mais, à l'intérieur, les souffrances n'avaient fait que s'accroître. Les assignats étaient retombés au sixième de leur valeur; on ne pouvait en restreindre l'émission avec quatorze armées à nourrir, et le chiffre de ceux qui étaient en circulation s'élevait à 4 ou 5 milliards; les réquisitions s'étaient faites avec tant de confusion et de tyrannie, que la plupart des denrées premières avaient disparu des marchés, et qu'on ne trouvait plus de chevaux ; la production était presque partout arrêtée ; l'industrie et le commerce ne s'exerçaient plus que pour les besoins de la guerre et les subsistances journalières; le *maximum* était impuissant à arrêter la disette : malgré les mesures minutieuses et multipliées par lesquelles on cherchait à assurer l'exécution de cette loi, elle était éludée ou fraudée presque ouvertement par les commerçants, qui avaient deux espèces de marchandises : l'une bonne, pour les riches, qui payaient le prix réel ; l'autre, mauvaise, pour le peuple, qui payait au prix du *maximum* : c'était une source perpétuelle d'embarras, de clameurs, de tyrannies.

Cependant le comité montrait une vigilance égale à sa vigueur, et, sauf les troubles occasionnés par la disette, il avait fait cesser l'anarchie qui semblait permanente depuis cinq ans, et mis l'ordre, l'unité, l'ensemble le plus complet dans le gouvernement. Ainsi les ministères avaient été supprimés comme inutiles, et remplacés

[1] Trompé par les journaux anglais, Barrère fit un rapport un peu emphatique sur la perte du *Vengeur*, rapport que les historiens britanniques ont traité ensuite de mensonger. Voici un extrait du procès-verbal de Renaudin, capitaine du *Vengeur* et prisonnier des Anglais, qui rétablit simplement la vérité : « Bientôt disparurent le vaisseau et les malheureuses victimes qu'il contenait. Au milieu de l'horreur que nous inspirait ce tableau déchirant, nous ne pûmes nous défendre d'un sentiment mêlé d'admiration et de douleur. Nous entendions en nous éloignant quelques-uns de nos camarades former encore des vœux pour leur patrie ; les derniers cris de ces infortunés furent ceux de Vive la république ! ils moururent en les prononçant. » Les canots des Anglais recueillirent 267 personnes de l'équipage ; 456 périrent dans le combat ou s'engloutirent avec le vaisseau.

par douze commissions qui n'étaient que les bureaux du comité; l'armée révolutionnaire avait été licenciée comme n'étant composée que de brigands; les comités révolutionnaires des communes, excepté à Paris, avaient été supprimés pour rendre plus active la police, disséminée dans des mains trop nombreuses; tous les clubs, sauf celui des Jacobins, qui devint plus que jamais le régulateur de l'opinion, avaient disparu; enfin l'expulsion de tous les anciens nobles de Paris et des places fortes fut décrétée. Mais, en même temps, l'extermination des ennemis de la république semblait un plan arrêté, et les exécutions redoublaient : à Nantes, Carrier continuait ses folies sanguinaires; à Orange, un tribunal révolutionnaire avait été institué, qui jugeait, sans jurés et sur des preuves morales, les suspects du midi; et le représentant Maignet, qui dirigeait ce tribunal, fit détruire, avec ses habitants, tout le bourg de Bedouin, qui avait fait mine de se révolter. A Arras, Joseph Lebon imitait les fureurs, les orgies, les cruautés de Carrier, et il trouva un apologiste dans Barrère, qui excusa « ses formes un peu acerbes. » A Paris, le tribunal condamnait par *fournées* des individus qui ne s'étaient jamais vus et auxquels on faisait à peine quelques questions [1]. Parmi les victimes, on remarqua la vertueuse sœur de Louis XVI, le vieux Malesherbes avec toute sa famille, les constituants Chapelier et Thouret, le chimiste Lavoisier, etc. Jamais fanatiques n'avaient poursuivi leur but avec moins de souci des moyens, moins de pitié pour les souffrances individuelles, moins d'inquiétude sur le nombre et l'ardeur des haines qu'ils soulevaient. « On a le droit, disaient-ils, d'être audacieux, inébranlable, inflexible, lorsqu'on veut le bien. — Les forfaits ne se rachètent point contre une république, écrivait Billaud à l'un des commissaires conventionnels; ils s'expient sous le glaive. — Que les fonctionnaires, disait Collot aux Jacobins, se pénètrent bien de cette idée, qu'il n'y a peut-être pas une rue, pas un carrefour où il ne se trouve un traître qui médite un dernier complot : que ce traître trouve la mort, et la mort la plus prompte! — Il faut que nos ennemis périssent, disait Barrère à la Convention : il n'y a que les morts qui ne reviennent point. — Ces hommes, dit Dussault, avaient le teint et la physionomie flétris par les travaux pénibles et nocturnes auxquels ils se livraient; l'habitude et la nécessité du secret leur avaient imprimé sur le visage un sombre caractère

[1] « Je fus surpris, dit Sénart, agent du comité de sûreté générale, de voir traduits au tribunal, sous le prétexte de la même conspiration, des gens dont les crimes n'étaient pas relatifs à cette affaire, qui non-seulement n'y étaient pour rien, mais au contraire étaient fort éloignés de tremper dans cette conspiration ; d'y voir enfin des innocents. »

de dissimulation; leurs yeux caves, ensanglantés, avaient quelque chose de sinistre. Le long exercice du pouvoir avait laissé sur leur front et dans leurs manières je ne sais quoi de fier et de dédaigneux. Les membres du Comité de sûreté générale avaient quelque chose des anciens lieutenants de police, et ceux du Comité de salut public quelques formes des anciens ministres d'état. »

§ XVIII. Projets politiques et religieux de Robespierre. — Décret de reconnaissance de l'Être-Suprême. — Opposition aux projets de Robespierre. — Cependant le triumvirat de Robespierre, de Couthon et de Saint-Just, en approuvant le système d'extermination, voulait « marquer un but à la révolution. » Ces esprits systématiques, qui n'avaient vu dans les partis d'Hébert et de Danton que l'anarchie niant Dieu, que la débauche rejetant toute idée austère, prétendaient effectuer une transformation sociale qui changerait complétement les mœurs, le caractère, les passions des Français. Ils rêvaient une démocratie chimérique, une république à la manière de Sparte, une société en dehors de toutes les idées et les habitudes européennes. Ils ne songeaient pas à instruire, à purifier, à moraliser la multitude; ils l'avaient prise pour source du droit et de la force; ils l'adoraient comme telle. « Le sentiment qui perçait le plus chez eux, et dont ils ne faisaient même aucun mystère, c'est que, dans tout ce que fait le peuple et dans tout ce qu'on dit pour lui, tout est vertu et vérité; rien ne peut être excès, erreur ou crime [1]. » « Les malheureux sont les puissances de la terre, disaient-ils; ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent. » Ils ne s'inquiétaient pas d'arriver graduellement à leur but dans les limites du possible: ils prétendaient opérer une régénération subite, universelle, absolue. « Nous voulons, disaient-ils, un ordre de choses où toutes les passions basses et cruelles soient enchaînées, toutes les passions bienfaisantes et généreuses éveillées par les lois, où la patrie assure le bien-être de chaque individu, où chaque individu jouisse de la prospérité de la patrie... Nous voulons substituer la morale à l'égoïsme, le mépris du vice au mépris du malheur, l'amour de la gloire à l'amour de l'argent... Nous voulons, en un mot, remplir les vœux de la nature, accomplir les destinées de l'humanité, tenir les promesses de la philosophie, absoudre la Providence du long règne du crime et de la tyrannie [2]. »

A cette société, qui ne pouvait exister que dans l'imagination de

[1] Garat, p. 331.

[2] Rapport de Robespierre du 5 février 1794. — Voyez les Institutions de Saint-Just, dans l'Histoire parlementaire, t. XXXV.

sectaires aussi niveleurs, aussi farouches, aussi absurdes que les anabaptistes du XVI[e] siècle, il fallait une religion « dont les dogmes, disaient-ils, fussent des sentiments de sociabilité. » Ce fut l'œuvre particulière de Robespierre. Cet homme, qui n'avait nulles passions généreuses, qui ne ressentait de faiblesse et de sympathie pour personne, était plutôt un chef de secte qu'un homme d'état, et semblait ambitionner moins le rôle d'un dictateur que celui d'un pontife. Il avait au plus haut degré le fanatisme de ses idées, l'ambition de faire triompher ses théories; il avait poursuivi ce but sans génie, sans grandeur d'âme, même sans talents supérieurs; mais avec une persévérance indomptable, une conviction inflexible, une unité de vues que rien ne troubla. Ses collègues, qui lui réservaient, à cause de sa réputation de vertu, toutes les questions de principes, le chargèrent de présenter à la Convention la profession de foi du comité; et son discours, où il s'était empreint des idées de Rousseau, fut une solennité. La Convention applaudit à son étalage de sentimentalité mystique, à son spiritualisme déclamatoire, à sa religion, qui s'avouait pourtant la « religion universelle de la nature ; » elle vota des fêtes à la *liberté*, à la *justice*, au *genre humain* : elle proclama de nouveau la liberté des cultes; enfin elle décréta, avec des transports d'un enthousiasme simulé : « Le peuple français reconnaît l'existence de l'Être-Suprême et l'immortalité de l'âme (1794, 7 mai). »

Ce décret eut un immense retentissement, et la Convention fut accablée de félicitations presque universelles : on avait jusqu'à présent tant détruit, qu'on était heureux de voir une pensée de reconstruction, si chétive qu'elle fût, poindre au milieu de tant de ruines. Robespierre devint le nom unique de la révolution : on ne parla plus que de sa vertu, de son génie, de son éloquence; on le regarda comme une sorte de dictateur; les étrangers affectaient d'appeler les Français « les soldats de Robespierre. » Tout ce qu'il y avait d'esprits chimériques parmi les révolutionnaires crut qu'il était l'homme destiné à fonder un ordre nouveau. Enfin, « comme il exerçait, dirent ses ennemis, son prestige sur les imaginations tendres; comme il jetait dans les âmes ardentes des dévots et des illuminés quelques-unes des bases de sa domination; comme son style avait quelque chose des expressions des prêtres qu'il choyait[1], » il se forma une secte de « gens dont le cerveau faible et inquiet, tourmenté de la manie de prophétiser, trouvait des rapports singuliers entre les événements de la révolution et beaucoup de pas-

[1] Portrait de Robespierre, dans les journaux de thermidor.

sages de l'Écriture[1], » et qui fit de Robespierre un nouveau Messie et le rédempteur du genre humain. C'étaient les noms que lui donnait, dit-on, une vieille folle, Catherine Théot, qui était à la tête de cette secte.

Dans la pensée des gens de la haute-main, c'était un premier pas vers leur système politique, que le décret sur l'Être-Suprême. Maintenant que les résistances intérieures avaient été noyées dans le sang, que la patrie était sauvée des étrangers, ils songeaient à mettre fin à la terreur pour établir le « règne de la vertu. » Ce fut dans ce but que Robespierre demanda le rappel de Carrier, prit sous sa protection les membres de la droite, sauva de la proscription un grand nombre de prêtres et de nobles, fit établir un bureau de police qui s'opposait aux opérations du comité de sûreté générale, obtint la suppression des tribunaux révolutionnaires des départements, enfin « fit entrevoir qu'il fallait que le régime des *proconsuls* (ainsi appelait-on les représentants en mission) se terminât; qu'il fallait faire justice des hommes impurs qui avaient rendu la révolution odieuse dans les provinces. »

« Billaud-Varennes et Collot-d'Herbois frémirent de voir la fin du gouvernement révolutionnaire : ils se réunirent à tous les représentants qui, dans leurs missions, avaient fait couler le sang, à tous les nombreux amis que Danton avait dans la Convention[2]; » enfin aux principaux membres du comité de sûreté générale. Ce comité se divisait en trois partis : Vadier, Vouland, Amar, Jagot, Louis du Bas-Rhin, étaient les *hommes d'expédition*, les amis de Billaud, les anciens complices d'Hébert, des gens dignes de Carrier, qui allaient rire des guillotinades au pied de l'échafaud, qui voulaient, disaient-ils, élever un mur de têtes entre eux et le peuple, qui se gorgeaient de vols et de débauches. David et Lebas passaient pour les *écouteurs* de Robespierre, qui faisait espionner très-activement tous ses ennemis. Moïse Bayle, Élie Lacoste, Dubarran, Lavicomterie, étaient les *gens de contrepoids*. Vadier et ses amis « travaillaient en secret à la chute de Robespierre, et se préparaient un parti dans la Convention : » Tallien, Barras, Fouché et tous ces hommes d'argent et d'orgie, qui se vendirent plus tard au royalisme, étant les hommes les plus menacés, « ils firent tout en leur faveur pour détourner l'effet des dénonciations

[1] Les Mystères de la mère de Dieu dévoilés, par Villatte.

[2] Mémorial de Sainte-Hélène, t. IV, p. 268. — « L'Empereur disait qu'à l'armée de Nice il avait vu de longues lettres de Robespierre à son frère (député et commissaire à l'armée d'Italie, lié d'amitié avec Bonaparte), blâmant les horreurs des commissaires conventionnels, qui perdaient, disait-il, leur révolution par leur tyrannie et leurs atrocités. » (T. I, p. 423.)

portées contre eux, par la raison qu'ils étaient poursuivis par Robespierre. « Tallien, disait Moïse Bayle, a commis tant de crimes que de cinq cent mille têtes il n'en conserverait pas une; mais il suffit qu'il ait été attaqué par Robespierre pour que nous gardions le silence. Les circonstances exigent que, quels que soient les crimes de ceux qui paraissent Montagnards, il n'en soit pas poursuivi un ; c'est un mur dont nous ne voulons pas arracher un moellon, quelque salpêtré qu'il soit[1]. »

La lutte semblait donc engagée entre le triumvirat et les deux comités; mais rien d'éclatant ne l'avait encore manifestée, lorsque fut célébrée une fête à l'Être-Suprême, où Robespierre, comme président de la Convention, joua en quelque sorte, et avec une joie, un orgueil, une exaltation qu'il ne dissimula pas, le rôle de grand-prêtre (1794, 8 juin). La Convention, qui avait applaudi aux sacriléges d'Hébert, se moqua des farces mystiques de Robespierre, de ses airs de pontife, de la supériorité morale dont il voulait accabler ses collègues; on lança contre lui une foule de sarcasmes et d'insultes; enfin, lorsque le sectaire demanda, le lendemain, au comité le sacrifice de ceux qui l'avaient outragé, Billaud et Collot le raillèrent eux-mêmes de ses « superstitions, qui faisaient rétrograder la révolution. » Alors sa résolution fut prise.

§ XIX. LOI DU 22 PRAIRIAL. — REDOUBLEMENT DE LA TERREUR. — Deux jours après (10 juin, 22 prair.), et sans que les autres membres du comité en fussent prévenus, Couthon et Robespierre présentèrent à la Convention un projet de loi pour accélérer et étendre l'action du tribunal révolutionnaire. D'après ce projet, le tribunal était partagé en quatre sections, et le nombre des jurés s'élevait à soixante; il était institué pour punir les ennemis du peuple, et l'on comprenait dans ce nombre ceux qui avaient cherché à causer la disette, donné retraite aux conspirateurs, corrompu les patriotes, abusé des principes de la révolution par des applications perfides, inspiré le découragement, répandu de fausses nouvelles, égaré l'opinion, dépravé les mœurs, etc. La seule peine contre tous ces délits était la mort. La preuve nécessaire était « toute espèce de document, soit matériel, soit moral, soit verbal, soit écrit, qui peut obtenir l'assentiment de tout esprit raisonnable. » La règle unique des jugements était la conscience des jurés; il n'y avait plus d'instruction préliminaire, plus de témoins, plus de défenseurs. Enfin un article, perdu au milieu des autres, donnait à la Convention, aux deux comités, à l'accusateur public, le droit de traduire les ennemis du peuple devant le tribunal, en

[1] Mém. de Sénart, p. 147.

ajoutant qu'il était dérogé à toutes les lois précédentes qui ne concorderaient pas avec le présent décret.

Ce dernier article semble prouver, bien que la révélation n'en ait jamais été faite, que cette abominable loi, en désaccord avec la nouvelle politique de Robespierre, était un piége tendu par lui à ses ennemis : en effet, la Convention se dessaisissait par là du droit exclusif qu'elle avait eu jusqu'alors de mettre les députés en jugement; et comme il suffisait de la signature de trois membres du comité pour rendre légaux les actes du gouvernement, Robespierre pouvait, en quelques heures, faire arrêter, condamner, exécuter ses ennemis de la Convention et des comités. Aussi la lecture du projet de loi fut accueillie par un silence de stupeur, et un des députés menacés s'écria : « Si ce décret n'est pas ajourné, je me brûle la cervelle. » Cependant personne ne récrimina contre l'horrible iniquité de ses dispositions, car la doctrine de la loi était en accord avec les idées d'extermination des Montagnards, et le lâche Marais n'avait jamais eu que des acclamations et de l'unanimité pour les décrets les plus sanguinaires; mais tout le monde se souleva contre l'article qui livrait les députés à la merci de Fouquier-Tinville, et chacun ne pensa qu'à sa propre vie. Robespierre fut déconcerté : il avait compté que cette loi passerait comme toutes les autres sans discussion; il se vit deviné dans son attaque astucieuse, et fut réduit à protester hypocritement qu'il n'avait pas d'arrière-pensée contre ses collègues. Enfin, après plusieurs jours d'une discussion où il fut déclaré que la Convention conservait seule le droit de mettre ses membres en arrestation, la loi fut adoptée.

Le plan de Robespierre était manqué : ce fut sa perte. Quelques jours après, le comité commença des poursuites contre Catherine Théot; Robespierre s'y opposa vainement et même avec des pleurs de colère : il lui fallut entendre le rapport de Vadier, qui fut une parodie de la fête à l'Être-Suprême, soutenir les regards et les rires de la Convention, enfin voir les fanatiques qui l'appelaient fils de Dieu traduits au tribunal révolutionnaire. Son orgueil ne put supporter cet affront : il se retira du comité, et resta pendant quarante jours totalement étranger aux actes du gouvernement. Ce fut une nouvelle faute. Il abandonna ainsi à ses collègues la dictature qu'il avait obtenue par la loi de prairial, leur laissa appliquer cette loi avec une atrocité sans exemple, et, pris dans son propre piége, porta toute la responsabilité de son exécution. Ses ennemis le vouèrent à l'exécration de tous les siècles, comme unique auteur de la terreur : et cette exécration était juste, car lui seul avait in-

venté la loi de prairial ; il voulait s'en servir non-seulement contre les hébertistes, mais contre tous ceux qui résisteraient à ses utopies et à sa dictature ; il continua à en faire l'éloge aux Jacobins ; il n'essaya pas d'en modérer l'exécution ; il resta en relation directe avec les infâmes chefs du tribunal, Dumas, Coffinhal, Fouquier et tous les juges et jurés, qu'il avait fait nommer ; enfin, lui-même envoya à l'échafaud, avec toute sa famille, une jeune fille dont on fit une Charlotte Corday, parce qu'elle s'était présentée chez lui « pour voir, disait-elle, comment était fait un tyran. »

Ce fut l'époque de la grande terreur. Les comités se servirent de la loi de prairial pour vider les prisons, qui renfermaient alors plus de dix mille détenus : d'après des listes qui étaient dressées par des agents provocateurs mêlés aux prisonniers, ils traduisaient devant le tribunal cinquante à soixante personnes par jour. Plus d'instruction, de témoignages, de plaidoiries : on demandait aux accusés leurs noms, et, après quelques mots d'interrogatoire, les jurés, que Fouquier avait soin de choisir parmi les *solides*, condamnaient en masse des gens qui avaient ordinairement des opinions royalistes, mais qui n'étaient rien moins que coupables des deux fabuleuses conspirations des prisons et de l'étranger, prétextes obligés des condamnations. C'était à peu de chose près le tribunal des égorgeurs de septembre. Les juges pouvaient à peine constater l'identité des prévenus : un père fut pris pour son fils, un fils pour son père ; on envoya au supplice deux femmes enceintes, un enfant de seize ans. « Cela va bien, disait Fouquier, les têtes tombent comme des ardoises. » Du 10 juin au 27 juillet, le tribunal fit périr quatorze cents individus [1], parmi lesquels on remarque presque tous les noms illustres de la monarchie, un Montmorency, un Rohan, un Béthune, un Boufflers, un Lévis, un Saint-Aignan, un La Trémoille, tous les membres du parlement de Toulouse, le vieux ministre Machault, les maréchaux de Noailles et de Mouchy, d'Esprémesnil, les généraux Beauharnais et Deflers, le fils de Buffon, André Chénier, Roucher, etc. Les femmes se relevèrent, à force de dévouement et d'héroïsme, de l'infamie où elles étaient tombées sous le règne de Louis XV : on en vit crier : Vive le roi ! sous l'échafaud, pour partager le sort de leurs époux, et elles l'obtinrent ! Femmes, vieillards, jeunes gens, royalistes et républicains, nobles et bourgeois, tous mouraient avec courage et une sorte d'indifférence ; on était habitué depuis deux ans à

[1] Il n'y eut que 296 acquittements. Le nombre des condamnés, depuis le 10 mars 1793 jusqu'au 10 juin 1794, avait été de 1269. Total des victimes du tribunal révolutionnaire : 2669.

voir la mort sous tant de formes, que la lutte révolutionnaire ne paraissait plus qu'une bataille, et la guillotine, selon l'expression de Desmoulins, qu'un coup de sabre. D'ailleurs, cette habitude de la mort rendait encore plus faciles les exécutions, puisqu'elle ôtait au supplice quelque chose de son horreur ; et les exécuteurs en prirent une confiance si extravagante que Fouquier voulait faire dresser l'échafaud dans la salle du tribunal et juger en un seul jour cinq cents individus. Collot l'arrêta en lui disant : « Veux-tu donc démoraliser le supplice ? »

§ XX. Lutte entre les comités et le parti de Robespierre. — Discours de Robespierre. — Un régime si effroyable ne pouvait durer plus long-temps : l'exaltation furieuse qui avait d'abord porté le peuple à applaudir aux supplices était passée avec le danger de la patrie ; la nation avait pu s'imposer, pour son salut, des efforts inouïs, sacrifier sa vie, ses richesses, sa liberté, fermer l'oreille au cri de la justice et de l'humanité ; mais cet état de souffrance et de colère hors nature ne pouvait être que temporaire : on avait hâte de revenir à un ordre social régulier, de reprendre la vie pacifique de la civilisation ; l'humanité demandait grâce. La fin de la terreur était donc inévitable : elle devait être le résultat de la lutte engagée entre les triumvirs et les comités, quels que fussent les vainqueurs. Deux conjurations se formèrent l'une contre l'autre, qui ne pouvaient avoir de succès qu'avec l'appui de la droite, c'est-à-dire avec le triomphe de la modération ; conjurations dont les menées sont mal connues, car, selon l'expression de Cambacérès, la révolution du 9 thermidor a été un *procès jugé et non plaidé*, et les vainqueurs seuls ont écrit l'histoire des vaincus, dont la plupart des papiers ont été anéantis.

Robespierre, devenu plus défiant et plus renfermé en lui-même, n'allait plus qu'aux Jacobins : il y préparait un 31 mai contre les *pourris* de la Convention ; il y blâmait tous les actes du gouvernement, même nos victoires ; « il s'y plaignait qu'on le rendait odieux en mettant sous son nom les massacres qui se commettaient[1] ; » il y disait mollement qu'il fallait « arrêter l'effusion du sang humain versé par le crime. » Il avait pour appuis, outre cette société si puissante, la commune, dont le maire, Fleuriot-Lescot, l'agent national, Payan[2], le commandant des sections, Henriot, lui étaient dévoués ; puis le tribunal révolutionnaire, composé entièrement de ses créatures ; enfin les faubourgs, qui le regar-

[1] Mémorial de Sainte-Hélène, t. IV, p. 269.

[2] Fleuriot fut élu à la place de Pache le 10 mai, et Payan à la place de Chaumette le 29 mars.

daient toujours comme l'homme de la révolution : d'ailleurs il comptait sur la droite de la Convention, qu'il avait sauvée de l'échafaud. D'un autre côté, Collot, Billaud, Vadier, Amar, Tallien, Fouché, etc., avaient mis dans leur parti les membres modérés des deux comités et presque tous les Montagnards, hommes probes et sincères, mais qui étaient blessés de l'orgueil excessif et des idées religieuses de Robespierre; ils répandirent des bruits sinistres sur ses projets de tyrannie ; ils rappelèrent la fête du 20 prairial comme un commencement d'usurpation; ils lui attribuèrent une influence dominatrice sur tous les actes du gouvernement; ils firent circuler des listes de proscription tellement effrayantes que soixante à quatre-vingts députés ne couchaient plus chez eux. Cependant de part et d'autre on chercha un rapprochement. Barrère proposa à Robespierre de lui livrer « toute la séquelle dantoniste » de la Convention, pourvu qu'il respectât les membres des comités. Saint-Just proposa de « remettre le salut public à une destinée particulière, et, en articulant le mot de dictateur, il laissa voir le but où tendaient les amis de Robespierre. » On ne put s'entendre, et Robespierre résolut de commencer l'attaque; mais il le fit avec la même maladresse qui avait dirigé sa conduite depuis le 22 prairial, le même dédain pour ses ennemis, la même confiance dans l'appui de la droite, qu'il n'avait pas seulement sondée. Il n'écouta pas Saint-Just, fanatique autrement trempé que lui, aussi calme qu'intrépide, aussi audacieux qu'impitoyable, qui lui disait de frapper sans prévenir et de faire hautement un 31 mai : l'homme qui ne s'était élevé que par la parole, qui n'avait paru dans aucune des journées révolutionnaires, qui n'était en définitive qu'un utopiste déclamateur, crut qu'il suffisait d'un discours pour lui donner la victoire.

Son apparition à la tribune fut un événement, et tout le monde s'attendit à une catastrophe (1794, 26 juill.). Il se plaignit des impostures répandues contre lui, des listes de proscrits qu'on faisait courir sous son nom, des exécutions qu'on imputait à lui seul; il critiqua les finances « qui sont entre les mains de fripons connus; » il dénonça les cruautés et les rapines du comité de sûreté général; il montra les deux comités livrés à des intrigues qui dépravaient le gouvernement. « Les affaires publiques, dit-il, prennent une marche perfide et alarmante. On veut détruire le gouvernement révolutionnaire en cherchant à le rendre odieux par des excès. Partout les actes d'oppression ont été multipliés pour étendre le système de terreur et de calomnie; des agents impurs prodiguent les arrestations injustes; on épouvante les prêtres et les

nobles par des motions concertées; on dit que je veux immoler la Montagne, que je veux perdre l'autre partie de la Convention. On s'est attaché à me charger de toutes les iniquités, de tous les torts de la fortune, de toutes les rigueurs commandées par le salut de la patrie... On disait aux nobles : C'est lui seul qui vous a proscrits; aux patriotes : Il veut sauver les nobles... On s'est attaché particulièrement à prouver que le tribunal révolutionnaire était un tribunal de sang créé par moi seul pour faire égorger tous les gens de bien. Ce cri retentissait dans toutes les prisons... Il a suffi que je fusse chargé momentanément du bureau de police pour mettre sur ma tête la responsabilité de toutes les opérations du comité de sûreté générale, des erreurs de toutes les autorités constituées, des crimes de tous mes ennemis. Il n'y a peut-être pas un individu arrêté ou un citoyen vexé à qui l'on n'ait dit de moi : Voilà l'auteur de tous tes maux. Eh bien! depuis plus de six semaines la nature et la force de la calomnie, l'impuissance de faire le bien et d'arrêter le mal m'ont forcé à abandonner absolument mes fonctions de membre du comité de salut public... Les auteurs de cette trame sont les agents du système de corruption et d'extravagance qui a déshonoré la république, les apôtres impurs de l'athéisme et de l'immoralité. Disons donc qu'il existe une conspiration contre la liberté, qu'elle doit sa force à une coalition criminelle qui intrigue même au sein de la Convention, que cette coalition a des complices dans le comité de sûreté générale, que des membres du comité de salut public entrent dans ce complot. Quel est le remède à ce mal? Punir les traîtres, épurer les comités, et constituer l'unité du gouvernement sous l'autorité suprême de la Convention. »

Ce discours, plein de circonlocutions et de réticences, manqua complétement son but, et fut accueilli par un morne silence. Bourdon en demanda le renvoi aux deux comités; Vadier justifia le comité de sûreté général; Cambon, chef du comité des finances, dont la probité et les talents n'étaient mis en doute par personne, s'écria : « Il est temps de dire la vérité tout entière : un seul homme paralysait la volonté de la Convention, cet homme est celui qui vient de parler, c'est Robespierre. » Billaud ajouta : « J'aime mieux que mon cadavre serve de trône à un ambitieux que de devenir, par mon silence, le complice de ses forfaits. — Qu'il dise s'il a proscrit nos têtes, s'écria Panis, qu'il dise si la mienne est sur la liste qu'il a dressée. » Robespierre fut déconcerté. « Quoi! dit-il, l'on renverrait mon discours à l'examen de ceux que j'accuse? — Nommez ceux que vous accusez, » lui cria-t-on.

Mais il ne répondit que par ces mots : « En jetant mon bouclier, je me suis présenté à découvert à mes ennemis : je n'ai flatté personne, je ne crains personne, je n'ai calomnié personne. »

§ XXI. Révolution du 9 thermidor. — Après une telle séance il ne fallait plus de phrases, mais des actions, et Robespierre, au lieu d'agir, s'en alla relire son discours aux Jacobins. « Ce discours est mon testament de mort, dit-il. Je l'ai vu aujourd'hui : la ligue des méchants est tellement forte que je ne puis espérer de lui échapper. Je succombe sans regrets ; je vous laisse ma mémoire, elle vous sera chère, et vous la défendrez. » Tous s'écrient qu'il faut une insurrection. Mais Robespierre ne voulait qu'un combat de tribune. « Je n'attends plus rien de la Montagne, dit-il, mais la masse de l'assemblée m'entendra. » Et sans s'inquiéter davantage des dispositions de la Plaine et de la droite, il fut résolu que le lendemain Saint-Just recommencerait l'attaque, et que la commune se tiendrait prête à faire un 31 mai.

Pendant ce temps, Tallien, Bourdon et les autres Montagnards faisaient tous leurs efforts pour séduire le côté droit : c'était de là que dépendait l'issue de la lutte. « Le côté droit, dit Durand-Maillane qui était l'un de ses chefs, plus nombreux en suffrages, était et devait être moins ami des Montagnards menacés qui avaient demandé leur arrestation et leur accusation même, que de Robespierre qui les avait constamment protégés, sans doute pour se faire d'eux un rempart en cas de besoin. Les Montagnards s'adressèrent à Palasne-Champeaux, à Boissy-d'Anglas et à moi, dont l'exemple devait entraîner les autres. Ils nous dirent que nous étions responsables des nombreux assassinats de Robespierre, si nous refusions de concourir aux moyens de les faire cesser, que la protection politique que Robespierre nous avait accordée n'était que passagère et que notre tour arriverait. Renvoyés une fois, ils revinrent aussitôt à la charge : nous cédâmes à la troisième fois, et dès ce moment les fers furent au feu[1]. » Ainsi donc la révolution qui allait se faire prit des chefs qui la conduisirent, les uns, comme Tallien, Fouché, Barras, Fréron, qui se vendirent plus tard aux Bourbons, les autres, comme Boissy-d'Anglas, Durand-Maillane, qui s'avouèrent plus tard royalistes, une couleur de victoire contre-révolutionnaire que confirma la réaction dont elle fut suivie le lendemain.

Saint-Just monta à la tribune (1794, 27 juillet, [9 therm.]) ; mais à peine avait-il commencé de parler, que Tallien l'interrompit : « Hier, dit-il, un membre du gouvernement s'en est isolé : aujour-

[1] Mém. de Durand-Maillane, ch. 10.

d'hui un autre veut faire la même chose. C'est assez aggraver les maux de la patrie : je demande que le rideau soit entièrement déchiré. » Ces paroles sont couvertes d'applaudissements. « L'assemblée, dit Billaud, est entre deux égorgements; elle périra, si elle est faible. » Et alors il entasse des accusations très-vagues contre Robespierre, qu'il représente à la fois comme partisan d'Hébert et de Danton : il lui reproche d'avoir mis des nobles dans l'armée, d'avoir protégé des voleurs, d'avoir fait rendre la loi du 22 prairial, « qui, dans les mains impures qu'il avait choisies, pouvait être funeste aux patriotes; » il dit que les Jacobins ont tramé la veille une conspiration pour égorger la Convention. Robespierre s'élance à la tribune : A bas le tyran! crie-t-on de toutes parts. Et Tallien, un poignard à la main : « J'ai vu hier, dit-il, la séance des Jacobins; j'ai vu se former l'armée du nouveau Cromwell, et je me suis armé d'un poignard pour lui percer le sein, si la Convention n'avait pas le courage de le décréter d'accusation. » Alors on décrète la permanence des séances, l'arrestation de Dumas, d'Henriot et autres créatures de Robespierre; on décide que la commune de Paris répond, sur sa vie, de la tranquillité publique; on fait une proclamation au peuple. Robespierre montait et descendait l'escalier de la tribune, demandant sans cesse la parole, ayant sans cesse sa voix étouffée par les cris de l'assemblée et la sonnette du président. Tallien recommence ses accusations; Robespierre s'écrie : « C'est faux! je... » Mais les clameurs redoublent. Il arrête un moment ses yeux sur les plus ardents Montagnards; quelques-uns détournent la tête, d'autres restent immobiles. Alors, s'adressant à tous les côtés de l'assemblée : « C'est à vous, hommes purs, que je m'adresse, et non pas aux brigands... » Les cris continuent. Il s'épuise en efforts, sa voix s'éteint, sa langue s'épaissit, et écumant de rage : « Pour la dernière fois, président d'assassins, je te demande la parole. —Le sang de Danton l'étouffe, s'écrie Garnier de l'Aube. —C'est donc Danton que vous voulez venger? répond Robespierre. — Le décret d'arrestation contre Robespierre, » dit Louchet. Le proscrit, aux abois, apostrophe l'assemblée avec une furieuse véhémence; les cris : Aux voix! aux voix! étouffent ses cris, et, au milieu d'un tumulte épouvantable, l'arrestation est décrétée et suivie d'un cri unanime : Vive la république! vive la liberté! « La république, dit amèrement Robespierre, elle est perdue : les brigands triomphent! » Louchet déclare qu'il a entendu voter l'arrestation du triumvirat, et l'assemblée décrète l'arrestation de Couthon et de Saint-Just, qui avaient assisté à cette scène calmes et impassibles. Robespierre le jeune demande

à partager le sort de son frère, et Lebas s'écrie : « Je ne veux pas m'associer à l'opprobre d'un tel décret ; je demande l'arrestation contre moi. » Robespierre le jeune et Lebas sont ajoutés aux trois proscrits : tous cinq descendent à la barre, sont conduits au comité de sûreté générale et de là en diverses prisons. La séance est suspendue pour deux heures. Il était cinq heures du soir.

A la nouvelle de l'arrestation des cinq députés, le conseil général de la commune se déclara en insurrection, et mit tout en mouvement, sections, Jacobins, comités révolutionnaires ; il fit sonner le tocsin, fermer les barrières, garnir de canons la place de Grève ; il envoya dans les prisons où avaient été mis les cinq députés des officiers municipaux qui les délivrèrent et les menèrent à l'Hôtel-de-Ville, où ils furent reçus avec enthousiasme. La commune semblait victorieuse ; elle n'avait éprouvé qu'un échec par l'arrestation d'Henriot, qui, parcourant les rues, à moitié ivre et en criant aux armes, avait été pris par deux députés et conduit au comité de sûreté générale.

La Convention rentra en séance ; mais elle n'avait plus personne pour elle : pleine de terreur de la position qu'avait prise la commune, elle cherchait des mesures de salut, lorsque Coffinhal, vice-président du tribunal révolutionnaire et l'un des plus chauds partisans de Robespierre, entra dans les Tuileries avec deux cents canonniers, dispersa les comités et délivra Henriot, qui monta sur-le-champ à cheval et ordonna aux canonniers de pointer leurs pièces sur le palais. L'assemblée se croyait à sa dernière heure ; mais quelques députés, bravant les menaces d'Henriot, se jetèrent au milieu des canonniers, parvinrent à leur faire tourner leurs pièces ; et le commandant n'eut plus qu'à les ramener à l'Hôtel-de-Ville. Ce fut le salut de la Convention : elle mit hors la loi Henriot, les députés conspirateurs, la commune insurgée, envoya des commissaires dans les sections, nomma Barras commandant de la force armée, et fit des comités le centre des opérations contre les rebelles.

Cependant la commune perdait un temps précieux par les indécisions de Robespierre et l'ineptie d'Henriot : le premier reculait encore devant une insurrection, et voulait qu'on le livrât au tribunal révolutionnaire ; le second ne sut pas donner un seul ordre aux sections, et laissa celles des faubourgs, qui s'étaient mises en mouvement, rentrer, incertaines, dans leurs foyers. Pendant ce temps, les sections des quartiers riches, principalement celle Lepelletier (autrefois Filles-Saint-Thomas), s'assemblaient à la voix des commissaires de la Convention, et, dès qu'elles eurent appris

qu'il s'agissait d'un combat contre l'homme réputé le chef des terroristes, elles vinrent jurer à l'assemblée de mourir pour sa défense, et se mirent en marche contre l'Hôtel-de-Ville. Il était minuit. La commune, comptant sur Henriot, attendait les sections qu'elle avait convoquées, et la place de Grève se remplissait de quelques compagnies sectionnaires, des canonniers, d'une foule incertaine et pleine d'anxiété. Tout à coup le bruit court que les sections se sont déclarées pour la Convention, et que la commune est mise hors la loi : la multitude se disperse ; les canonniers tournent leurs pièces; la commune n'a plus un défenseur. En même temps les sections arrivent, cernent l'Hôtel-de-Ville, et occupent la place, aux cris de : Vive la Convention! Le conseil-général se voit perdu, et chacun ne songe plus qu'à sauver sa tête; mais à l'instant même Léonard Bourdon entre dans la salle, à la tête de quelques gendarmes : alors Lebas se brûle la cervelle; Robespierre se fracasse la mâchoire d'un coup de pistolet; son frère se jette par une fenêtre; Couthon et Saint-Just restent immobiles. Tous les conspirateurs sont saisis. Robespierre est porté, tout sanglant, au comité de sûreté générale, et reste exposé pendant plusieurs heures aux outrages de ses collègues, qui viennent lui cracher au visage, le frapper, l'accabler d'invectives. Le lendemain il fut conduit, avec son frère, ses deux collègues, Henriot, Fleuriot, Payan, Dumas et seize membres de la commune, au tribunal révolutionnaire, qui constata seulement l'identité des vingt-deux proscrits et les envoya au supplice (1794, 28 juill.). Une foule immense encombrait les rues, poussant des cris de joie et des imprécations contre les condamnés. Robespierre, Couthon et Saint-Just étaient impassibles, et regardaient cette allégresse et cette fureur universelle sans abattement et avec une sorte de pitié. Robespierre monta le dernier sur l'échafaud; le bourreau, en lui arrachant les linges qui bandaient sa plaie, livra pendant quelques instants son visage livide et sanglant aux regards de la foule, et lorsque sa tête tomba, d'immenses applaudissements éclatèrent. Le lendemain et le surlendemain, la défaite de la commune fut complétée par la mort de quatre-vingt-deux de ses membres, hommes obscurs et tirés de la classe ouvrière, qui furent conduits en masse et sans jugement à l'échafaud.

Robespierre avait tellement rempli de son nom la révolution, qu'il semblait en être le représentant; mais il n'était pas possible qu'une telle gloire fût réservée à un rhéteur fanatique et sanguinaire. La révolution était arrivée au terme de son élaboration intérieure; une nouvelle ère s'ouvrait pour elle : c'était celle de la

propagation à l'extérieur. Constituée, dès son origine, comme en état de guerre contre la vieille Europe, elle allait devenir, de défensive qu'elle avait été jusqu'alors, offensive, passer de la résistance contre l'invasion à la conquête, universaliser ses idées par les armes. C'était donc le temps où les hommes de tribune, qui avaient fondé la révolution à l'intérieur par la parole, devaient céder la place aux hommes d'action, qui devaient la répandre au dehors par l'épée. Robespierre était tombé : Napoléon allait bientôt paraître ; et voici quelle fut, sur l'homme de tribune qui était si peu digne de personnifier en lui la révolution, l'opinion de l'homme d'action qui, perdu alors dans la foule, devait, avant deux ans, en devenir le glorieux représentant :

« Robespierre était incorruptible et incapable de voter ou de causer la mort de qui que ce fût par inimitié personnelle ou par désir de s'enrichir. C'était un enthousiaste ; mais il croyait agir selon la justice, et il ne laissa pas un sou à sa mort.... Il avait plus de suite et de conception qu'on ne pensait ; et après avoir renversé les factions effrénées qu'il avait eu à combattre, son intention était de revenir à l'ordre et à la modération... On lui imputa tous les crimes commis par Hébert, Collot-d'Herbois et autres.... C'étaient des hommes plus affreux et plus sanguinaires que lui qui le firent périr.... Ils ont tout jeté sur lui[1]. »

CHAPITRE III.

Réaction thermidorienne. — Insurrection de prairial et de vendémiaire. — Fin de la Convention. — Du 28 juillet 1794 au 26 octobre 1795.

§ I. Abolition des lois révolutionnaires. — Fermeture du club des Jacobins. — Procès de Carrier. — Rappel des Girondins. — La révolution du 9 thermidor amena la fin de la terreur et de la dictature ; mais ce fut un résultat tout à fait inattendu des comités, « qui avaient sacrifié Robespierre comme celui-ci avait sacrifié Danton, parce qu'il voulait adoucir et modérer la révolution[2]. » Aussi Barrère, dès le matin du 10, annonça-t-il à la Convention « que la force du gouvernement révolutionnaire allait être centuplée par la chute du tyran qui entravait sa marche, que les comités, épurés, allaient reprendre une nouvelle énergie ; » et il demanda le maintien de toutes les lois révolutionnaires et surtout du tribunal tel qu'il était composé, même avec Fouquier-Tinville.

[1] O'Méara, t. II, p. 134. — Las-Cases, t. II, p. 423, et t. IV, p. 269.
[2] Mémorial de Sainte-Hélène, t. IV, p. 269.

« Les terroristes et leurs doctrines avaient donc survécu à Robespierre ; mais la victoire n'avait pu se remporter sur les Jacobins et la commune que par l'appel de tous les citoyens, de sorte que, pour la masse de la bourgeoisie et du peuple, la mort de Robespierre était la mort du gouvernement révolutionnaire. Toute la nation cria que la journée avait été contre la tyrannie, et cette croyance la fit finir[1]. »

Les paroles de Barrère furent donc mal accueillies de toutes parts : le prestige de la terreur était dissipé; les comités, en faisant périr Robespierre, s'étaient suicidés eux-mêmes; les *thermidoriens* (ainsi appelait-on les Montagnards qui avaient fait la révolution et qui s'en allèrent siéger à droite), entraînés par leur victoire même, par leurs alliés de la Plaine, par l'opinion publique, lancèrent l'assemblée dans une voie de réparation qui dégénéra en réaction, et lui firent démolir pièce à pièce tout le gouvernement révolutionnaire. On décréta (1794, juillet et août) que les comités seraient renouvelés par quart tous les mois; que le comité de salut public, où l'on fit entrer six thermidoriens, n'aurait plus que la direction des affaires militaires et diplomatiques ; on rapporta la loi du 22 prairial; on réduisit le nombre et le pouvoir des comités révolutionnaires; on réorganisa dans un sens modéré le tribunal révolutionnaire, dont on changea tous les juges et les jurés; on abolit la commune de Paris, et on confia l'administration de cette ville à deux commissions de police et de finances, nommées par la Convention et dépendantes des comités; on supprima les quarante sous donnés aux sectionnaires ; on modifia le *maximum* et on limita les réquisitions; on envoya dans les départements des commissaires pour épurer les administrations, réprimer les terroristes, délivrer les suspects; on rappela les représentants qui dévastaient la Vendée, et l'on offrit une amnistie aux rebelles; on chargea Legendre, Dumont, Rovère, Bourdon, Merlin, de visiter et déblayer les prisons de Paris, et ils le firent avec une clémence si facile qu'en huit jours il n'y resta pas un seul des dix mille suspects qu'elles renfermaient.

Chacune de ces mesures était accueillie par un concert de bénédictions qui entraînait de plus en plus les thermidoriens dans la réaction : Girondins, Feuillants, royalistes, relevaient la tête et commençaient à demander des vengeances; la presse, devenue libre, poursuivait avec acharnement la « queue de Robespierre : » *l'Orateur du peuple*, rédigé par Fréron, « invitait la jeunesse à sortir de son sommeil léthargique pour venger les vieillards, les

[1] Mémorial de Sainte-Hélène, t. IV, p. 269.

femmes et les enfants, en exterminant les massacreurs. » Cet appel fut entendu des jeunes gens dont les familles avaient été victimes de la terreur, de ceux qui avaient échappé à la réquisition ou qui avaient déserté les armées, des habitués de cafés et de spectacles, enfin de toute cette jeunesse frivole, égoïste, débauchée, turbulente, qui voulait le retour de l'ancien régime, non par conviction politique, mais par haine contre une démocratie qui ne demandait que des sacrifices. Ces jeunes gens, qu'on appelait les *muscadins* ou la *jeunesse dorée*, se donnèrent un costume ridicule, dit *à la victime*, et, armés de bâtons plombés, allèrent attaquer, dans les rues, le Palais-Royal et les théâtres, les agents de la terreur, les Jacobins, les ouvriers des faubourgs. Ils venaient ensuite parader dans les salons qui commençaient à se rouvrir, et y étaient applaudis par la femme de Tallien[1], la veuve de Beauharnais[2] et autres dames, qui donnaient le ton à la société nouvelle. « Tout jeune homme, dit Lacretelle, qui refusait d'entrer dans la troupe vengeresse était disgracié auprès des femmes les plus aimables[3]. » Ce furent eux qui inventèrent les *bals des victimes*, où l'on dansait en deuil, et où n'étaient admis que les individus dont les parents avaient péri sur l'échafaud; ils mirent à la mode, chez les femmes, les costumes et les nudités des courtisanes grecques, avec les saluts à la *victime*, les bonnets à l'*humanité*, les corsets à la *justice*; ils ramenèrent le goût du luxe, des mœurs élégantes et des plaisirs. Il y eut alors une fureur de débauches et d'orgies digne de la régence, et où les chefs des thermidoriens justifièrent le nom de *pourris*, donné par Robespierre à tous les dantonistes. On se dédommageait ainsi du régime de ces sectaires farouches, qui n'aimaient ni les arts, ni les parures, ni les festins, et qui avaient sacrifié tous les sentiments et les plaisirs au salut du pays.

Une minorité se prononça contre la marche réactionnaire de la Convention : elle se composait d'abord des débris du parti vaincu, puis de ces Montagnards sincères et honnêtes qui avaient contribué à la chute de Robespierre parce qu'ils croyaient à ses projets de dictature, mais qui voyaient maintenant le royalisme à la suite de la réaction; enfin des anciens membres des comités, qui avaient

[1] Fille du banquier Cabarrus et mariée à un ancien président du parlement de Bordeaux, elle fut arrêtée en 1793 comme suspecte, délivrée par Tallien, dont elle suspendit les proscriptions et sur lequel elle prit le plus grand ascendant par sa beauté et son esprit. Emprisonnée de nouveau par l'ordre de Robespierre, de sa prison elle excita son amant à renverser le tyran. Divorcée, elle épousa Tallien, et devint la protectrice des royalistes. On l'appelait *la Notre-Dame de thermidor*.

[2] Joséphine Tascher de La Pagerie, née en 1761 à la Martinique.

[3] Hist. du dix-huitième siècle, t. XII, p. 148.

été chassés du gouvernement par le sort, et qui étaient déjà dénoncés à la Convention comme complices du tyran[1]. Cette minorité, dépossédée de la commune, du tribunal révolutionnaire, des comités, des administrations, réduite à former contre le gouvernement un parti hostile, n'avait plus qu'un centre, le club des Jacobins, qui recevait les dénonciations des départements contre la délivrance des aristocrates, et d'où partaient journellement des pétitions, des plaintes, des menaces à la Convention. C'était un foyer révolutionnaire que Billaud, Barrère, Vadier essayaient de ranimer. « Le lion n'est pas mort quand il sommeille, disait Billaud, et à son réveil il extermine tous ses ennemis. » Les thermidoriens ne crurent pas leur victoire assurée tant que les Jacobins existeraient; et la jeunesse dorée engagea la lutte contre eux par des rixes, du tapage, des coups de pierre et de bâton. Alors la Convention décréta l'épuration de la société; puis elle lui interdit les affiliations et la correspondance, qui étaient les conditions essentielles de sa valeur politique. Enfin la salle ayant été assiégée par les muscadins, qui dispersèrent, après un combat, les membres du club, sa fermeture fut ordonnée par les comités, et cette mesure fut aussitôt sanctionnée par la Convention (1795, 24 janv.). Ainsi cette société fameuse, qui avait été constamment l'inspiratrice du mouvement révolutionnaire, disparut presque sans secousse alors que la résistance était définitivement victorieuse.

Les applaudissements de toute la France accueillirent la fin des Jacobins; on crut réellement le retour de la terreur impossible. La réaction en prit une nouvelle ardeur et alla des choses aux individus. La Convention rappela dans son sein les soixante-treize (1794, 8 déc.), ce qui doubla la force du parti réacteur; elle décida que les Girondins mis hors la loi cesseraient d'être poursuivis; elle obligea tous les membres des municipalités, des comités révolutionnaires, etc., à rendre compte de leur gestion. Elle décréta d'arrestation Fouquier-Tinville, Joseph Lebon, David; elle prononça qu'il y avait lieu à examiner la conduite de Billaud, Collot et Barrère; elle mit en jugement Carrier et le comité révolutionnaire de Nantes.

Le procès de Carrier fit la plus grande sensation : il inspira de l'horreur, non-seulement contre les cruautés de l'homme, mais aussi contre la cause qu'il avait prétendu défendre; « cependant, dit un journal[2], l'intérêt de la chose publique exigeait qu'on nous

[1] Barrère, Collot et Billaud sortirent du comité le 1er septembre; Carnot, Lindet et Prieur, le 6 octobre; mais Carnot fut réélu le mois suivant, et resta jusqu'au 5 mars. — [2] Annales patriotiques de Mercier.

épargnât ce raffolement de toutes les atrocités révolutionnaires qui semblent moins avoir pour but de nous ramener dans les voies de la justice que de nous conduire à l'abnégation de la révolution. » C'était, en effet, éveiller une question brûlante : « on se voyait exposé à discuter la part de chacun dans les violences de la révolution; les commissaires pouvaient rejeter sur les comités, les comités sur la Convention, la Convention sur la France, cette inspiration qui avait amené de si affreuses mais de si grandes choses, et qui appartenait à tout le monde et surtout à une situation sans exemple. « Tout le monde est coupable ici, disait Carrier, jusqu'à la sonnette du président [1]. » Et il pouvait ajouter que la majorité était plus coupable que ceux qu'elle voulait punir; car elle avait approuvé tous les excès des exterminateurs, sans partager leurs passions. Il rappela les cruautés des Vendéens, la situation de la France, les ordres du comité qui lui disait de tout tuer et brûler. « Aujourd'hui qu'on est dans le calme, ces horreurs font frémir; mais reportez-vous aux temps et aux circonstances... A cette époque, on se persuadait qu'on ne pouvait être patriote qu'en étant exalté... Faut-il s'étonner si tant de périls d'une part, tant d'atrocités de l'autre ont fait outrer les mesures? » Carrier fut condamné à mort avec deux de ses complices et exécuté (1794, 25 déc.).

Les Montagnards regardèrent cette mort comme le commencement des représailles contre les hommes qui avaient sauvé la France. Les royalistes, espérant détruire les révolutionnaires les uns par les autres, ne cessèrent d'invoquer « la vengeance nationale contre les restes de la faction de Robespierre. » La Convention, entraînée de plus en plus dans une voie qu'elle croyait être uniquement celle du bien et de l'ordre, proclama la liberté des cultes, en déclarant qu'elle n'en salariait aucun et en prohibant tous signes extérieurs; elle rétablit la libre circulation du numéraire; elle abolit entièrement le *maximum* et les réquisitions (24 déc.). Tout cela était parfaitement équitable, mais inopportun : les prêtres réfractaires excitèrent des troubles dans les provinces pour ravoir l'usage des églises; « l'unique effet de l'abolition du *maximum* fut d'accroître le discrédit et de hâter la chute des assignats [2]. » La hausse des denrées devint exorbitante; il y eut un agiotage effréné sur tous les objets de consommation; un hiver, qui fut l'un des plus rigoureux du siècle, vint s'ajouter aux horreurs de la famine. Et cette famine était factice! tous les contemporains l'attestent : « Elle l'était tellement, dit Toulongeon, que

[1] Thiers, t. VII, p. 148. — [2] Toulongeon, t. III, p. 116.

l'abondance reparut avant la récolte de l'année suivante[1]. » Le peuple, pour lequel les travaux manquaient, qui n'était payé qu'en assignats, qui passait les jours et les nuits à faire queue aux portes des boulangers et des bouchers pour obtenir quelques onces de pain et de viande; le peuple, poussé aux dernières limites du désespoir, se portait en foule à la Convention, menaçant de se révolter, déclarant qu'il regrettait « les sacrifices qu'il avait faits pour la révolution. » Mais le gouvernement était tombé dans la débilité et l'anarchie : à une concentration extrême du pouvoir avait succédé une dissémination tout aussi extrême et bien plus dangereuse : « Ceux qui sont aux affaires publiques, disait Carnot, semblent frappés de stupeur. » En effet, ils ne surent obvier à la famine que par une mesure déplorable : ils fixèrent la quantité de pain et de viande qui serait vendue journellement à chaque individu; fixation qui fut éludée par les riches et ne fit qu'augmenter la misère du peuple.

Cependant la Convention rendait quelques décrets utiles pour ranimer le goût du travail, l'instruction publique, les sciences et les arts : elle établissait des manufactures, projetait l'ouverture de canaux et de routes, favorisait l'agriculture; elle créait des écoles *centrales*, une école *normale*, des écoles de droit et de médecine, l'école *polytechnique* (1795, 21 mars); elle rétablissait sur un plan encyclopédique les académies abolies deux ans auparavant comme aristocratiques, et en formait l'*Institut*; elle créait le Muséum, le Conservatoire des arts et métiers, etc. Mais en politique elle voulait être juste et réparatrice, et n'était souvent que violente et passionnée : attribuant les émeutes du peuple aux Jacobins qui voulaient reprendre le pouvoir, et ne voyant d'autre danger pour la France que dans le retour de la terreur, elle renouvela la loi martiale contre les attroupements séditieux; elle décréta d'arrestation Billaud, Collot et Barrère ; enfin, à la voix de Sieyès, qui n'avait pas encore prononcé un mot dans la Convention, « par la peur qu'il avait eue, disait-il, de l'ignorance la plus ombrageuse qui eût existé sur le globe, » elle rappela les Girondins qui avaient échappé à l'échafaud (8 mars). C'était flétrir le 31 mai, qu'elle déclara le plus grand de tous les crimes, réprouver tout le règne de la terreur, ramener la révolution à deux années en arrière. Alors reparurent Lanjuinais, Louvet, Larivière, Doulcet, etc. La Gironde, tirée du tombeau et profitant de la victoire des thermidoriens, allait se venger à son tour de la Montagne, se mettre à la tête de la contre-révolution républicaine, et dominer la Convention.

[1] Toulongeon, t. III, p. 118.

§ II. Campagne d'hiver de 1794. — Opérations sur la Meuse et sur le Rhin. — Bataille de la Roer. — Conquête de la Hollande. — La réaction thermidorienne ne pénétra pas dans les armées : créées, nourries, dirigées par l'ancien comité, les armées partageaient son exaltation révolutionnaire ; elles étaient passionnées pour le salut du pays, endurcies à toutes les privations, prêtes à tous les sacrifices, enfin les plus pures et les plus dévouées que la France ait jamais eues ; elles allaient sauver encore la révolution, compromise à l'intérieur par la réaction, en la rendant à l'extérieur plus imposante que jamais par leurs conquêtes.

La mort de Robespierre les avait remplies de consternation : elles craignaient la chute du gouvernement révolutionnaire ; elles s'attristaient des cris de joie royalistes qui sortaient de la journée de thermidor ; elles se voyaient oubliées et réduites à une profonde misère par les administrateurs intrigants ou incapables qui succédèrent à Prieur et à Lindet. Les opérations se ressentirent d'abord de cette inquiétude et de cette pénurie. Ainsi l'armée du nord forte de soixante-dix mille hommes ; celle de Sambre-et-Meuse, forte de cent mille, étaient très-supérieures en nombre aux armées autrichiennes ; néanmoins elles restèrent dans l'inaction pendant six semaines, laissant le temps aux ennemis de se rétablir, attendant la reddition de Landrecies, du Quesnoy, de Valenciennes et de Condé, qui étaient assiégées par vingt-cinq mille hommes ; obligées, pour vivre, d'épuiser la Belgique de réquisitions. Lorsque les quatre places se furent rendues et presque sans résistance, elles reprirent l'offensive. L'armée du nord arriva sur l'Aa, culbuta les Anglais à Boxtel, les rejeta derrière la Meuse, les força d'abandonner Berg-op-Zoom, Bréda, Bois-le-Duc à leurs propres forces (1794, 14 sept.). Bois-le-Duc capitula (10 oct.), et fournit ainsi une base excellente aux opérations ultérieures. Alors le duc d'York se replia derrière le Wahal ; Pichegru franchit la Meuse en face de Grave, investit cette ville, rejeta sur Nimègue l'ennemi, qui se croyait à couvert dans un pays coupé de fossés, d'eaux, de redoutes, de digues ; Venloo se rendit à Moreau, qui donna la main à l'armée de Sambre-et-Meuse ; Grave capitula à son tour ; puis on se porta sur Nimègue, défendue en avant par un camp retranché ; mais le camp, la ville, le pont même, furent abandonnés presque sans combat (8 nov.). Cent mille hommes de troupes superbes ne savaient que se tapir successivement derrière une rivière, une place, un canal, sans rien défendre. L'armée du nord se trouvait donc maîtresse de la ligne du Rhin ; mais l'hiver était venu : nos soldats, qui ne recevaient du gouvernement ni paye, ni pain, ni

habits, qui étaient couverts de haillons et de vermine, furent mis en cantonnement sur les bords de la Meuse et du Wahal. L'ennemi s'était retiré entre l'Yssel et le Rhin.

Pendant ce temps, l'armée de Sambre-et-Meuse, forte de cent quinze mille hommes et placée entre Maëstricht et Namur, devant quatre-vingt-cinq mille Autrichiens disséminés de Ruremonde à l'Ourthe, s'était mise en mouvement. La droite, commandée par Schérer, passa la Meuse à Namur, força le passage de l'Ourthe, livra une bataille sur l'Ayvaille (18 sept.), franchit cette rivière, et rejeta l'ennemi sur la Vesder. Alors toute l'armée impériale se retira sur Aix-la-Chapelle; mais menacée à gauche par la marche de Schérer sur Limbourg, elle se retira sur la Roër, et s'établit, la droite à Ruremonde, le centre à Aldenhoven, la gauche à Dueren. Jourdan résolut de rejeter l'ennemi derrière le Rhin par une bataille décisive, et il prit les dispositions les plus hardies pour passer la rivière de Ruremonde à Dueren (2 oct.) : cent mille hommes, partagés en cinq colonnes, s'ébranlèrent sur tout cet espace avec autant d'ensemble que de précision, culbutèrent l'ennemi sur tous les points, le chassèrent de Juliers, le poursuivirent et le forcèrent à passer le Rhin (5 oct.), après qu'il eut perdu huit à dix mille hommes. Ils entrèrent à Cologne, à Andernach, à Coblentz; ils firent capituler Maëstricht avec huit mille hommes de garnison, trois cent cinquante canons, d'immenses approvisionnements; ils donnèrent la main à l'armée du nord par Clèves, et, par Coblentz, à l'armée de la Moselle.

L'armée de la Moselle formait l'aile gauche de l'armée du Rhin, et était forte, avec celle-ci, de soixante-quinze mille hommes, disséminés des deux côtés des Vosges devant les Prussiens, qui s'étendaient de Sarrebruck à Germersheim. Le comité fit concentrer les deux armées entre Landau et Kayserlautern, et leur ordonna de s'emparer des montagnes, pour couper la ligne ennemie. En effet, les hauteurs centrales situées entre Tripstadt et Annweiler furent enlevées, et les Prussiens, battus de tous côtés (13 juillet), se mirent en retraite sur Manheim, avec perte de trois mille hommes. Alors, et pendant que l'armée du Rhin, établie sur la Spirebach, tenait les Prussiens en échec, l'armée de la Moselle, forte de vingt-cinq mille hommes, se dirigea sur Trèves et s'empara de cette ville. C'était prendre une position centrale et hardie, qui inquiétait et le flanc droit des Prussiens, retirés près de Manheim, et le flanc gauche des Autrichiens, établis sur la Roër. Cependant les Prussiens reprirent l'offensive, attaquèrent les Français vers Kayserlautern et leur firent perdre quatre mille hommes; mais

cette victoire ne leur servit à rien, les succès de Jourdan les ayant forcés à rétrograder rapidement sur Coblentz. Aussitôt les armées de la Moselle et du Rhin se réunirent, investirent Mayence, bloquèrent Luxembourg, et prirent Rhinfels. Alors les quatre armées du nord, de Sambre-et-Meuse, de la Moselle et du Rhin se donnèrent la main sur le grand fleuve, depuis Bâle jusqu'à la mer (2 novembre).

Il semblait que pour des hommes qui ressemblaient à des spectres, qui se revêtaient de paille et de lambeaux, et étaient rongés de maladies, le repos, par un froid de dix-sept degrés, fût forcé; mais l'armée du nord ne vit dans ce terrible hiver qu'une occasion de conquérir la Hollande en franchissant l'inextricable réseau de fleuves et de canaux qui la gardait. La Hollande était pleine d'agitations: elle se souvenait de la révolution de 1787; elle détestait le stathouder, qui la sacrifiait aux Prussiens et aux Anglais; elle était travaillée par les idées françaises. Pichegru et les représentants Bellegarde, Gillet, Richard, instruits de ces dispositions, mirent l'armée en mouvement. La droite gardait l'entre-Meuse et Wahal, le centre était devant l'île de Bommel, la gauche bloquait Breda et Berg-op-Zoom. Le centre traversa la Meuse gelée (28 décembre), surprit les Hollandais dispersés et les rejeta sur Gorkum; en même temps Breda se rendit; et Walmoden, qui avait succédé au duc d'York, sans attendre que le Wahal fût franchi, se retira derrière le Leck avec son armée qui mourait de froid et de misère. Les Français passèrent le Wahal à Nimègue: alors les alliés se mirent à la débandade; à gauche le stathouder s'enfuit à La Haye, déclara aux états-généraux qu'il abdiquait sa dignité et se réfugia en Angleterre; à droite Walmoden abandonna la Hollande à elle-même et se retira derrière l'Yssel. Les Français passèrent le Leck, entrèrent à Utrecht, à Arnheim, à Amersford, et enfin à Amsterdam (20 janvier 1795), où ils furent reçus aux acclamations des habitants. « Cette cité, fameuse par ses richesses, vit avec une juste admiration dix bataillons de ces braves sans souliers, sans bas, privés même des vêtements les plus indispensables, et forcés de couvrir leur nudité avec des tresses de paille, entrer triomphants dans ses murs, au son d'une musique guerrière, placer leurs armes en faisceaux et bivouaquer pendant plusieurs heures sur la place publique au milieu de la glace et de la neige, attendant avec résignation et sans un murmure qu'on pourvût à leurs besoins et à leur casernement[1]. » En même temps Gertruydemberg, Dordrecht, Rotterdam, La Haye ouvrirent leurs portes; la Zélande capitula; les Anglais évacuèrent les places de l'Yssel, se

[1] Jomini, t. VI, p. 215.

retirèrent sur l'Ems, et de là allèrent s'embarquer à Brême ; enfin, pour mettre le comble à cette campagne merveilleuse, des escadrons de hussards, courant au galop sur le Zuyderzée, allèrent sommer la flotte du Texel immobile dans les glaces, et la forcèrent de se rendre. Les représentants déclarèrent aux Hollandais qu'ils étaient venus pour les délivrer, non pour les conquérir ; et les états abolirent le stathoudérat, travaillèrent à une constitution démocratique et demandèrent l'alliance de la France.

La conquête de la Hollande, faite sans bataille et presque sans effusion de sang, avec des circonstances si étranges, des soldats si intrépides et si désintéressés, excita en France une joie qui tint du délire et qui fit de Pichegru le grand capitaine de la révolution : la république avait vengé l'injure de Louis XIV ; on enlevait une alliée à l'Angleterre ; on menaçait l'Allemagne sur son flanc ; on allait créer une république démocratique comme celle de la France !

§ III. Opérations en Italie et en Espagne. — Bataille de la Mouga. — Conquête du Guipuzcoa. — La nouvelle du 9 thermidor arriva à l'armée d'Italie comme elle débouchait dans la vallée de la Stura pour marcher sur Turin, d'après un plan donné par Bonaparte : aussitôt cette armée, composée de révolutionnaires exaltés, crut que la France allait être bouleversée ; elle rétrograda en désordre sur le col de Tende et se tint sur la défensive. Alors les alliés voulurent surprendre Savone ; mais ils furent battus à Carcare (15 septembre 1794), rejetés sur la Bormida, pendant que les Français assuraient leur position dans la rivière de Gênes par la prise de Vado. Le reste de la campagne se passa en hostilités insignifiantes.

Dans les Pyrénées orientales, La Union, successeur de Ricardos, avait profité de l'inaction de Dugommier qui attendait la reddition de Bellegarde : il fit construire, depuis le pied du col de Bagnols jusqu'à Saint-Laurent de la Mouga, une double ligne de soixante-dix-sept redoutes et batteries armées de deux cent cinquante pièces, qui s'appuyaient en arrière sur le camp retranché et sur la place de Figuières. Dès que Bellegarde eut capitulé, Dugommier attaqua cette redoutable enceinte (18 novembre) : Augereau, à droite, tourna Saint-Laurent et culbuta les Espagnols ; mais au centre Dugommier fut tué, et à gauche l'ennemi eut l'avantage. Pérignon prit le commandement, et le lendemain recommença la bataille ; Augereau passa la Mouga, enleva six redoutes et se trouva sur le Llobregat ; au centre Pérignon eut le même succès et La Union fut tué ; alors la droite ennemie se mit en retraite. Les

Espagnols reculèrent en désordre sur Figuières, n'osèrent défendre le camp et se retirèrent sur Girone. Les Français sommèrent Figuières, et au bout de quatre jours (27 novembre) reçurent la capitulation d'une des plus fortes places de l'Europe, qui avait dix mille hommes de garnison et était si abondamment pourvue que Pérignon écrivait : « Je doute qu'on puisse en deux mois dresser l'état des ressources de tout genre qui viennent de tomber dans nos mains. »

Dans les Pyrénées occidentales, la guerre s'était faite jusqu'alors avec mollesse; néanmoins les Français, commandés par Moncey, restèrent maîtres des débouchés de la vallée de Bastan : alors leur gauche pénétra dans cette vallée, en même temps que leur droite s'emparait du camp de Berra, sur la Bidassoa. Les Espagnols voulurent défendre cette rivière en avant d'Irun au moyen de vastes retranchements garnis de deux cents canons; mais ils furent tournés par la vallée de Bastan et forcés de les évacuer (1er août 1794). Fontarabie, Saint-Sébastien, Tolosa se rendirent, et on se dirigea sur Pampelune. Les Espagnols se retranchèrent fortement en avant de cette place : Moncey, après avoir assuré la conquête du Guipuzcoa, les attaqua, et, après trois jours de combats, les délogea de leurs positions; mais la place resta couverte. L'hiver approchait; il se retira sur Tolosa et Saint-Sébastien, où il prit des cantonnements.

§ IV. Première pacification de la Vendée. — Dernier partage de la Pologne. — Tant de succès sur la coalition furent complétés par des succès plus obscurs sur les ennemis de l'intérieur. Depuis la défaite de Savenay, la Vendée n'était plus le théâtre de grandes opérations, mais de brigandages et d'atrocités sans résultat; les paysans continuaient à détester la révolution, mais voulaient du repos; il n'y avait plus en campagne que des aventuriers avides de pillage; il ne restait de chefs illustres que Charette et Stofflet, qui se détestaient l'un l'autre, s'étaient partagé le pays insurgé et ne mettaient aucun concert dans leurs mouvements. On avait envoyé dans la Vendée le général Thureau, qui enveloppa le pays de camps retranchés et y pénétra avec des colonnes dites *infernales*, parce qu'elles brûlaient et détruisaient tout sans pitié; mais Charette et Stofflet, avec leurs petites bandes d'hommes déterminés, harcelèrent, battirent et détruisirent la plupart de ces colonnes. Thureau fut rappelé avec les représentants qui avaient autorisé ses barbaries; on commença à chercher des voies de conciliation, et le commandement fut donné à Canclaux.

Dans le même temps, les débris de Savenay avaient excité en Bretagne la chouannerie; guerre plus hideuse que celle de la Vendée, où l'on dévalisait les voitures publiques, on fouillait les routes, on tuait les fonctionnaires et les soldats isolés : les chefs étaient Scepeaux, Bourmont, Cadoudal, et surtout Puisaye, l'ancien général des Girondins, qui se tenait en correspondance avec l'Angleterre et voulait organiser l'insurrection d'une manière redoutable. On envoya contre eux Hoche, qui habitua ses soldats à être moins des destructeurs que des pacificateurs, et leur fit respecter les mœurs et surtout la religion des habitants.

Ces deux guerres civiles enlevaient à la république huit à dix départements, occupaient quatre-vingt mille hommes, et inquiétaient perpétuellement la France en laissant au royalisme une chance d'avenir. Mais les chefs s'indignaient de l'oubli où les laissaient les Bourbons et les étrangers, dont ils ne recevaient pas un mot d'encouragement; le pays était disposé à la paix par la marche qu'avait prise le gouvernement depuis le 9 thermidor. Aussi, dès que la Convention eut offert une amnistie aux rebelles, des négociations s'entamèrent; et Charette, le premier, conclut sa paix (15 février 1795) : on lui accorda la liberté du culte, une indemnité de deux millions, la promesse de rebâtir les maisons incendiées, la permission de former lui-même une garde territoriale de deux mille hommes soldée par l'état, etc. On eut plus de peine à soumettre les chouans, et Hoche déploya dans cette tâche ingrate des talents de premier ordre : Puisaye était en Angleterre, où il avait obtenu de Pitt la promesse d'une flotte et d'une armée; mais son aide-de-camp Cormatin conclut en son absence une pacification analogue à celle de Charette. Stofflet se soumit le dernier (4 mai). Ces traités n'étaient pas sincères, et Charette écrivit au comte de Provence que « ce n'était qu'un piége tendu aux républicains; » mais ils n'en furent pas moins utiles, en habituant le pays au repos.

Ce fut la fin de la campagne de 1794 : « campagne sans exemple dans les annales du monde, » disait Fox au parlement anglais, et qui assura le salut de la révolution en donnant à la France la Belgique, la Hollande, la rive gauche du Rhin, une partie du Piémont, de la Catalogne et de la Navarre. La coalition en fut désespérée : mais elle prit sa revanche sur la fille aînée de la révolution française, et elle détruisit non-seulement la révolution, mais l'existence même de la Pologne.

Le deuxième partage avait terrifié les Polonais, qui ne firent qu'une faible résistance aux spoliateurs; mais, lorsqu'ils virent la

Prusse et l'Autriche engagées de toutes leurs forces contre la France, électrisés par l'exemple de cette glorieuse république, et croyant n'avoir affaire qu'à la Russie, ils se proclamèrent en insurrection (23 mars 1794), mirent à leur tête Kosciusko, l'ami de Washington et de La Fayette, et battirent les Russes en tous lieux. La France sollicita la Turquie, la Suède et le Danemarck d'empêcher la destruction de la seule barrière qui les protégeait contre la Russie; mais, pendant qu'elle négociait, les trois spoliateurs inondaient la Pologne de leurs soldats. Le roi de Prusse fut battu; les troupes autrichiennes n'allèrent pas au delà de Cracovie; mais Catherine, qui n'avait pas, comme ses deux alliés, à faire la guerre en avant et en arrière, et qui se voyait arrivée au but de toute son ambition, Catherine dirigea soixante mille hommes, commandés par Suwarof, contre les insurgés. Kosciusko fut battu et pris; les Russes assiégèrent Praga, l'enlevèrent d'assaut et y massacrèrent trente mille habitants (6 novembre). Alors les trois alliés déclarèrent que, « convaincus par l'expérience de l'impossibilité où étaient les Polonais de se donner une constitution éclairée et durable, ils avaient, par amour de la paix et du bien de leurs sujets, résolu de partager la Pologne. »

Et la Pologne fut définitivement partagée! C'était le témoignage impérissable de la moralité de ces rois qui s'étaient dévoués, disaient-ils, à la conservation de la société et de la religion contre les principes destructeurs de la révolution française; la démonstration du sort qui attendait la France si elle n'eût jeté tous ses trésors et ses enfants dans les batailles; enfin, il faut le dire, la justification complète des hommes qui dirigèrent ses efforts et ses sacrifices!

§ V. Traités avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne. — La fin de la terreur, la conquête de la Hollande, la pacification de la Vendée, avaient inspiré aux ennemis de la France de la confiance et du respect pour cette révolution, maintenant si puissante qu'on pouvait la dire inébranlable; et la plupart d'entre eux cherchèrent à abandonner la coalition. Le grand-duc de Toscane, le premier, traita avec la France (9 février 1795), se déclara neutre, et envoya un ambassadeur à Paris. Ensuite les Provinces-Unies obtinrent la paix et la déclaration de leur indépendance (16 mai), mais à des conditions onéreuses : elles cédèrent à la France la Flandre septentrionale, Venloo, Maëstricht, avec le droit de mettre garnison dans Grave, Bois-le-Duc, Berg-op-Zoom, Flessingue; elles laissèrent libre la navigation des fleuves; elles donnèrent cent millions de florins pour les frais de la guerre; elles firent avec la

France une alliance offensive contre l'Angleterre, et mirent à sa disposition trente vaisseaux ou frégates et vingt-cinq mille hommes. Enfin, le souverain qui avait commencé l'invasion de la France, le roi de Prusse, voyant Mayence investie, ses états de Clèves et de Juliers conquis, le stathouder dépossédé, demanda à traiter. Le comité de salut public déclara nettement que la première condition de la paix serait la cession de la rive gauche du Rhin : ainsi, la diplomatie ignorante et plébéienne de la république avait le sentiment de la gloire et des intérêts nationaux plus hardiment que la brillante diplomatie monarchique, si souvent embarrassée d'intérêts de dynastie : elle demandait de suite et sans hésiter le Rhin ! le Rhin, tant désiré de Richelieu, et dont Louis XIV n'avait pu toucher qu'une partie ! Le roi de Prusse ne recula pas devant une telle condition : il envoya le comte de Hardenberg à Bâle, où Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, et disciple de Choiseul, fut chargé de mener la négociation. Trois mois après, la paix fut conclue (5 avril) : la république gardait les possessions du roi sur la rive gauche du Rhin; elle promettait de lui faire obtenir des indemnités à l'époque de la pacification générale; elle s'engageait à respecter la neutralité des pays germaniques qui étaient ses alliés, c'est-à-dire de tout le nord de l'Allemagne, qui se trouva ainsi placé en dehors de la confédération, sous la protection de la Prusse.

La coalition, indignée de cette paix, eut bientôt à s'alarmer des négociations d'un Bourbon avec la république : c'était le roi d'Espagne, qui se trouvait épuisé d'argent, et voyait que les hostilités, poussées en avant de Pampelune, allaient livrer la route de Madrid aux Français; d'ailleurs l'exemple de la Hollande témoignait le sort que lui réservait son alliance contre nature avec l'Angleterre. Les négociations traînèrent d'abord en longueur, parce que Charles IV voulait qu'on mît en liberté les deux enfants de Louis XVI, oubliés dans la prison du Temple; mais elles furent bientôt facilitées par la mort du jeune prince, que les royalistes appelaient Louis XVII (8 juin) : malheureux enfant qui avait été réduit à une stupidité abrutissante par le gardien féroce que la commune de Paris lui avait donné, et qui périt des suites des mauvais traitements de ce misérable. Alors la paix fut signée à Bâle entre Barthélemy et le marquis d'Yriarte (14 juillet). La guerre ayant été une guerre d'opinions et non d'intérêts, la France rendit ses conquêtes à l'Espagne, et n'exigea d'elle que la cession de la partie espagnole de Saint-Domingue. On se prépara même à une alliance offensive et défensive; alliance inévitable, puisque les deux

états revenaient à leur situation normale et naturelle, « puisque la France et l'Espagne, disait Yriarte, avaient le même intérêt à délivrer la Méditerranée de la marine anglaise, le même intérêt à délivrer l'Italie des armées autrichiennes. »

La Prusse et l'Espagne ayant donné l'exemple, tous les petits états cherchèrent à négocier, en rejetant la faute de la guerre sur l'Angleterre et l'Autriche; la Saxe, les deux Hesses, le Hanovre, entrèrent dans la neutralité de la Prusse; la diète germanique demanda à l'empereur qu'on « mît fin à une guerre ruineuse par une paix acceptable; » la cour du Portugal avoua qu'elle « n'était entrée dans la coalition qu'entraînée par l'ascendant de l'Angleterre; » celle de Naples disait qu'elle « comptait sur la générosité de la république à l'égard des puissances faibles entraînées malgré elles; » le pape et le duc de Parme déclaraient qu'ils n'avaient jamais été ennemis de la France, etc.

La révolution était donc reconnue; la croisade des rois contre elle se trouvait réduite aux proportions d'une guerre ordinaire de l'Autriche et de l'Angleterre contre la France; guerre d'intérêts comme celles que Louis XIV avait eu à supporter; guerre où l'Angleterre jouait son jeu accoutumé en soldant l'Autriche pour occuper la France sur le continent, pendant qu'elle prendrait les colonies françaises, les colonies espagnoles, les colonies hollandaises. Aussi Pitt ne fut pas ébranlé par les revers de la dernière campagne : le peuple anglais désirait pourtant la paix; les corsaires français avaient causé de grands dommages à son commerce; les ouvriers se révoltaient dans les villes manufacturières; l'Irlande s'agitait et se tenait en relation avec les Jacobins; enfin la disette était presque aussi grande en Angleterre qu'en France. Mais l'aristocratie était sourde à toutes ces souffrances : « Tant de défaites, disait Pitt, n'ont pas touché à la puissance anglaise. L'Espagne et la Hollande nous ont abandonnés; mais elles arrivent trop tard à l'aide de leur ancienne alliée : leur marine est ruinée, et elles vont perdre leurs colonies. Les Français sont maîtres de la Belgique, mais ils la rendront à la paix; tandis que nous, nous avons pris des vaisseaux et des colonies qui nous assurent à jamais l'empire des mers. » Il déclara qu'il fallait continuer la guerre, « la paix ne lui paraissant solide que lorsque les Français seraient rentrés dans la monarchie. » Il obtint du parlement 115 millions de subsides pour l'Autriche, « la puissance la mieux aguerrie aux défaites, disait-il, et qui sait le mieux s'en relever; » il porta l'armée de terre à deux cent quinze mille hommes, l'armée de mer à cent mille; il prit à sa solde les régiments émigrés, et prépara

un grand armement pour la Vendée; enfin il chercha à faire la contre-révolution en France par l'intérieur.

§ VI. Suite de la réaction thermidorienne. — Famine. — Mise en jugement de Collot, Billaud et Barrère. — Insurrection du 12 germinal. — C'était, en effet, de l'intérieur que venait maintenant le danger. Depuis la rentrée des Girondins, les thermidoriens étaient effacés; la droite s'était emparée des comités de gouvernement; l'un des proscrits du 31 mai, Aubry, remplaçait Carnot et n'était que l'agent de la réaction dans l'armée : il fit des plans de campagne qui étaient l'œuvre de l'ineptie ou de la trahison; il remplaça des généraux républicains par des royalistes; il destitua Bonaparte à cause de ses opinions robespierristes. Une agence royaliste s'établit à Paris, qui recevait les ordres du prétendant et correspondait avec l'émigration, la Vendée et le midi. Les assemblées de sections se remplirent d'orateurs qui portaient aux nues les soixante-treize, et confondaient dans leurs menaces et leurs outrages les thermidoriens et la Montagne [1]. La presse disait que « la révolution n'était qu'une Saint-Barthélemy philosophique de cinq années. » Les domaines nationaux ne se vendaient plus; les assignats étaient discrédités; l'agiotage le plus effréné s'exerçait sur toutes les valeurs et les objets de première nécessité; « tous les individus, même les plus étrangers aux spéculations, étaient à l'affût de chaque variation de l'assignat, pour faire subir la perte à autrui, et recueillir eux-mêmes la plus-value d'une denrée ou d'une marchandise [2]. » En même temps la famine augmentait : la ration journalière était fixée à trois onces de pain et à quatre onces de viande par individu; mais il n'y avait réellement que le peuple qui souffrît de la faim; l'accaparement était si manifeste, qu'à trois onces de pain par individu, il n'eût fallu que trois cents sacs de farine pour l'approvisionnement de la ville; or cet approvisionnement était de deux mille sacs, c'est-à-dire suffisant, d'après la ration, pour quatre à cinq millions de personnes : « Il faut le redire encore sans pouvoir l'expliquer, s'écrie Toulongeon, la disette était factice [3] ! » Aussi le peuple était-il plein de fureur contre les marchands, les riches, les agioteurs qui se vengeaient du *maximum* par la disette, et contre le gouvernement qui laissait faire ce nouveau pacte de famine. Les femmes surtout, qui passaient les nuits aux portes des boulangers et des bouchers, assiégeaient journellement la Convention de menaces et d'insultes avec l'audace et l'opiniâtreté de la faim, malgré les poursuites des muscadins qui

[1] Thibaudeau, t. I, p. 197. — [2] Thiers, t. VII, p. 421. — [3] Toulongeon, t. III, p. 118.

les appelaient *Furies de guillotine*. Les restes de la commune et des Jacobins, tous les révolutionnaires qui avaient été chassés des administrations, excitaient continuellement la multitude à se révolter; et l'exaspération de ce parti, qui avait gardé toute son énergie, mais qui n'avait plus de chefs, fut poussée à bout par la discussion sur la mise en jugement de Billaud, Collot et Barrère.

C'était en réalité toute la révolution qui était en cause : aussi Carnot, Lindet et Prieur demandèrent-ils à partager le sort des accusés, en disant que tous les membres du comité étaient solidaires de ses actes. Ils firent l'apologie de l'ancien gouvernement; ils demandèrent compte de la famine au nouveau comité, disant qu'ils avaient laissé en thermidor deux millions cinq cent mille quintaux de blés achetés à l'étranger; ils prétendirent que la réaction actuelle était la justification complète du système de la terreur. Les accusés invoquèrent l'applicatien de ce principe : que tout ce qui est nécessaire est légitime; « ils imputèrent tout aux circonstances, aux propres lois de la Convention, et au bureau de police générale, dirigé par Robespierre, où se préparaient les proscriptions [1]. » « C'est un triste spectacle, dirent-ils, de voir trois hommes long-temps obscurs, qui, de concert avec des collègues courageux, ont soutenu sans affront, pendant quinze mois, une lutte à jamais mémorable contre toutes les puissances de l'Europe, forcés d'écouter une sinistre accusation. »

Cette discussion causa la plus vive agitation dans Paris : les aristocrates voyaient avec joie la révolution accusée par les révolutionnaires eux-mêmes, déshonorée par d'odieuses révélations, réduite à se justifier; les patriotes étaient consternés, et excitaient le peuple à marcher sur la Convention pour lui demander du pain, la constitution de 93 et la liberté des accusés. Enfin, le 1er avril (12 germinal), les distributions ayant manqué le matin, il n'y eut qu'un cri de fureur dans cette population affamée, dont on a trop oublié les souffrances quand on a tant rappelé ses excès; quelques meneurs obscurs se jetèrent dans ses rangs pour donner un but à l'insurrection; et une foule immense, envahissant les Tuileries, se rua dans la salle de la Convention avec un tumulte effroyable, où il fut à peine possible aux députés montagnards de faire entendre quelques mots en faveur du peuple. Les sections thermidoriennes (ainsi appelait-on les sections Lepelletier, Butte-des-Moulins et des Piques [2]), appelées par les comités, arrivèrent au pas de charge, firent évacuer la salle et le palais; la foule se dissipa.

[1] Thibaudeau, t. I, p. 149.

[2] Quartiers du Palais-Royal, Saint-Honoré et place Vendôme.

Aussitôt la Convention décréta que les trois accusés, cause ou prétexte du mouvement, seraient déportés dans la nuit même et sans jugement. On ajouta à ces « trois brigands » Vadier; l'on arrêta sept autres députés qui avaient pris la parole dans l'insurrection; Paris fut mis en état de siége. Les jours suivants, on alla plus loin, et l'on décréta l'emprisonnement de neuf Montagnards, parmi lesquels Cambon, Maignet, Moïse Bayle; le désarmement de tous les individus qui avaient « contribué à la vaste tyrannie abolie le 9 thermidor; » l'organisation nouvelle de la garde nationale sur les bases de 89; la restitution des biens confisqués aux familles des condamnés pour autre cause que l'émigration; la célébration du culte dans les édifices qui y sont destinés; la suppression définitive du tribunal révolutionnaire; enfin la nomination d'une commission de onze membres, presque tous Girondins, pour faire une nouvelle constitution, « celle de 93 étant reconnue impraticable. »

§ VII. Insurrection du 1er prairial. — Ce dernier coup fut le plus sensible aux Jacobins, qui avaient mis leur dernier espoir dans la constitution de 93, et qui déclamèrent alors contre l'apostasie de la Convention. Les royalistes, au contraire, en furent pleins de joie, espérant introduire dans la constitution nouvelle quelque principe monarchique qui permettrait de faire la contre-révolution par la constitution elle-même. Le 12 germinal leur semblait une victoire, et leur audace s'accroissait de jour en jour. Les émigrés rentraient à l'aide de faux passe-ports; d'autres se rassemblaient en Suisse, annonçant leur prochain retour; des prêtres réfractaires reparaissaient et remuaient les provinces. Les administrations, pleines de royalistes et de Girondins, se servaient des décrets de la Convention pour désarmer, persécuter, emprisonner les individus réputés terroristes. Dans le midi il y eût de nombreux assassinats, et il se forma même des compagnies dites de *Jéhu* ou du *Soleil*, qui égorgeaient les patriotes sur les routes et dans les maisons. A Lyon, les royalistes enfoncèrent les prisons, massacrèrent quatre-vingt-dix-huit détenus et les jetèrent dans le Rhône (1795, 9 mai [5 floréal]).

Cependant la sévérité de la Convention envers les terroristes n'avait pas apaisé les agitations populaires, qui avaient une cause matérielle permanente et terrible, la faim. « Il serait difficile, écrivait Mercier dans les *Annales patriotiques*, de trouver aujourd'hui sur le globe un peuple aussi malheureux que l'est celui qui habite la ville de Paris. Nous avons reçu hier deux onces de pain par personne; cette ration a été encore diminuée aujourd'hui. Toutes les rues retentissent des plaintes de ceux qui sont tiraillés par la faim. » Dans une telle situation, une révolte était, pour ainsi dire, obligée,

et elle fut encore excitée par le supplice de Fouquier-Tinville et de quinze juges ou jurés du tribunal révolutionnaire. Quelques hommes obscurs répandirent un violent manifeste, où ils demandaient l'expulsion des soixante-treize, le rappel des députés patriotes, la constitution de 93, l'arrestation des membres des comités, le rétablissement du *maximum*, etc. (1795, 6 mai). C'était un 31 mai qu'ils voulaient faire; mais il n'y avait plus de commune pour le diriger; ils ne songèrent pas à s'entendre avec les restes de la Montagne, qui seuls auraient pu donner de l'ensemble à l'insurrection; et ils marchèrent comme au 12 germinal, sans plan, sans chef et sans direction.

Dès le matin du 1er prairial, la générale bat, le tocsin sonne, et une immense multitude de femmes, d'hommes, mêlés à quelques bataillons des faubourgs, enveloppe les Tuileries, force la garde et les portes, pénètre dans le palais, et se précipite dans la salle de la Convention en criant : « Du pain ! la constitution de 93 ! » Les députés se réfugient sur les gradins supérieurs, protégés par quelques gendarmes; Boissy-d'Anglas se jette au fauteuil de la présidence : il est entouré de piques, de fusils et de sabres; un député, Féraud, veut le couvrir de son corps; il est frappé d'un coup de pistolet, entraîné, massacré; quelques instants après, on apporte sa tête, et on la présente à Boissy, qui s'incline devant elle. Il n'y avait pas eu dans toute la révolution une plus horrible scène de confusion : on se poussait, on tirait des coups de fusil, on criait sans but et sans raison; la foule, aveugle et délirante, occupait les banquettes, faisait tapage, jouissait de l'humiliation de ses maîtres, sans se douter que le gouvernement, c'est-à-dire les comités qui siégeaient dans l'autre aile du palais, restait libre et travaillait à appeler des secours. Un canonnier lit le manifeste des insurgés : il est interrompu par des applaudissements, des roulements de tambours, des injures aux députés. L'un crie : « La liberté des patriotes ! — L'arrestation des émigrés ! dit un autre. — Une municipalité à Paris ! ajoute un troisième. — La constitution de 93 ! du pain ! du pain ! » vocifère la foule. Ce tumulte durait depuis six heures, lorsque, sur la motion d'un insurgé, le peuple envahit les gradins supérieurs, fait descendre les députés dans le parquet, les entoure et les force de voter ses demandes. Quelques Montagnards, pour donner une direction au tumulte, prennent la parole : Romme demande la liberté des patriotes et la permanence des sections; Bourbotte, l'arrestation des folliculaires qui ont empoisonné l'esprit public; Duroy, la restitution des armes aux patriotes; Goujon, le renouvellement des comités de gouvernement; Soubrany, la nomi-

nation d'une commission de quatre membres chargés du gouvernement provisoire. Le président met toutes ces propositions aux voix ; les députés tremblants lèvent leurs chapeaux : les décrets sont adoptés. Il est minuit ; les commissaires nommés, Duroy, Duquesnoy, Bourbotte, Prieur de la Marne, vont sortir pour s'emparer du pouvoir exécutif ; mais alors les comités avaient réuni les sections thermidoriennes et la jeunesse dorée ; les députés Auguis, Legendre, Kervelegan se mettent à la tête de ces troupes et entrent dans la salle au pas de charge. Un combat s'engage ; la multitude est enfoncée, culbutée dans les salons, les escaliers, les cours : elle se disperse en tumulte. Aussitôt la Convention brûle les minutes des décrets rendus par les révoltés, décrète l'arrestation des députés qui ont pris part à l'insurrection, ordonne aux sections de s'assembler « pour désarmer les assassins, les buveurs de sang, les voleurs et les agents de la tyrannie qui précéda le 9 thermidor. »

Le lendemain, les attroupements continuèrent ; les bataillons du faubourg Saint-Antoine arrivèrent devant les Tuileries, braquèrent leurs canons sur les sections thermidoriennes, et même entraînèrent dans leurs rangs les canonniers de ces sections. Un combat allait s'engager, mais il n'y avait plus là de Henriot pour forcer l'assemblée à faire les volontés du peuple. La Convention envoya des parlementaires aux ouvriers, admit leurs pétitionnaires dans son sein, et enfin les décida à se retirer. Le surlendemain, le faubourg reprit encore les armes ; mais la Convention avait fait venir six mille dragons, qu'elle joignit à vingt-cinq mille hommes choisis dans les sections ; le faubourg fut investi de tous côtés par cette armée, sommé de livrer ses canons, menacé d'un bombardement. Les habitants, irrésolus et manquant de chefs, cédèrent ; et ce fut pour la multitude une véritable abdication du pouvoir qu'elle avait conquis le 14 juillet 1789. Le parti démocratique perdit la seule force qui lui était restée, la force matérielle de la multitude ; il cessa d'être quelque chose, et fut réduit à faire d'obscures et inutiles conspirations.

La Convention assura son triomphe par les mesures les plus énergiques : elle envoya devant une commission militaire les députés Rhul, Romme, Goujon, Duquesnoy, Duroy, Soubrany, Bourbotte, Peyssard, Forestier, Albitte, Prieur de la Marne : les deux derniers s'enfuirent ; le premier se poignarda. Elle décréta d'arrestation Robert Lindet, Prieur de la Côte-d'Or, Jean-Bon-Saint-André, Vouland, Jagot, Lavicomterie, David, Dubarran, avec vingt et un autres députés ; de sorte que tous les membres

des fameux comités de salut public et de sûreté générale, à l'exception de Carnot et de Louis (du Bas-Rhin), étaient, à cette époque, morts, déportés ou emprisonnés. La gendarmerie fut licenciée; on retira les canons à toute la garde nationale, qui fut réorganisée de telle sorte qu'aucun ouvrier n'en fit plus partie; on établit un camp d'artillerie et de cavalerie dans la plaine des Sablons; on donna à la capitale une garnison de troupes de ligne, qu'elle n'avait plus depuis 1789; on incarcéra en dix jours plus de dix mille patriotes[1]; enfin la commission militaire envoya à l'échafaud vingt-neuf prisonniers, et elle traduisit devant elle les huit députés accusés. C'étaient des républicains sincères, probes, purs de tout excès, qui n'avaient en aucune sorte préparé l'insurrection : ils s'étaient inspirés du moment, disaient-ils; et c'était pour empêcher la dissolution de la Convention qu'ils avaient cherché à régulariser le tumulte. Néanmoins Peyssard fut condamné à la déportation, Forestier à la prison, tous les autres à mort. Dès que l'arrêt fut prononcé, Romme se frappa d'un coup de couteau et le passa à Goujon, qui se frappa à son tour et le passa à Duquesnoy. Le couteau passa, ainsi ensanglanté, aux mains des six condamnés; mais Soubrany, Bourbotte, Goujon ne se tuèrent pas, et furent traînés à l'échafaud tout sanglants et encore pleins de calme et de dignité.

§ VIII. Progrès du royalisme. — Massacres dans les provinces. — Le 1er prairial fut pour la multitude ce qu'avait été pour la bourgeoisie le 31 mai : désarmée, privée de sa constitution, exclue du gouvernement, elle laissa les classes moyennes reprendre la conduite de la révolution; et cette destitution du peuple, cette restauration de la bourgeoisie, était dans l'ordre naturel des choses. Au commencement de 93, alors que la France et la révolution étaient agonisantes, la brillante Gironde, son gouvernement légal, les classes riches et éclairées qu'elle représentait, avaient été écartés et persécutés à cause de leur funeste et intempestive modération; la Montagne, le comité de salut public, la multitude s'étaient emparés de la dictature, et, par des prodiges d'énergie barbare et de dévouement furieux, avaient sauvé la France et la révolution. Cette grande œuvre opérée, le pouvoir de la multitude, du comité de salut public, de la Montagne, devint illégitime et impossible. Le comité fut renversé le 9 thermidor, la Montagne désorganisée le 12 germinal, la multitude destituée le 1er prairial; les classes moyennes, seules capables de constituer la révolution, revinrent au pouvoir; l'ordre légal dut succéder au gouvernement

[1] Annales patriotiques du 29 mai.

révolutionnaire; la Gironde vainquit à son tour la Montagne, exerça sur elle de sanglantes représailles, supplicia, déporta, emprisonna soixante-deux de ses membres. Tout cela se fit avec d'autant plus de facilité que tout ce qu'il y avait d'énergique et de turbulent parmi la multitude avait péri sur les champs de bataille, pendant que ce qu'il y avait d'énergique et de turbulent dans la bourgeoisie s'était tenu à l'écart, et que les masses étaient maintenant indifférentes, lasses et dégoûtées de tout. Mais alors le royalisme apparut, prêt à profiter de cette apathie des masses et de l'abdication de la multitude pour égarer la bourgeoisie. « Ce qui faisait sa principale force, disait Boissy-d'Anglas, c'est qu'il était soutenu par des gens honnêtes, d'un caractère faible, qui n'aimaient pas la république, parce que cette idée se liait, dans leur esprit, avec celle des troubles et des factions. » « L'opinion qui avait triomphé en prairial, échauffée par le succès, trahit promptement les secrets desseins de la faction qui la poussait[1]. » « On eût dit, à lire les écrits des partis, à entendre les gens qui se croyaient dans la confidence, que c'en était fait du gouvernement républicain, et que la Convention n'avait plus qu'à proclamer la royauté[2]. » La chasse aux Jacobins prit une nouvelle activité; les *honnêtes gens* (ainsi s'appelaient les royalistes) croyaient tout légitime contre les terroristes, et « l'on poursuivait comme tels tous ceux qui avaient gouverné, administré ou participé d'une manière quelconque aux succès de la révolution. La perte de la république se tramait publiquement[3]. »

Pour venger la France de la terreur passée, il s'en forma une nouvelle, plus odieuse, plus atroce, sans autre motif que la vengeance[4]. » « La cocarde tricolore, disait Barras, est devenue, dans plusieurs contrées du midi, un signe de proscription et de mort. » Les compagnies de Jéhu et du Soleil, formées et entretenues par les députés Cadroy, Isnard, Durand-Maillane, etc., coururent sus à tous les révolutionnaires : « Si vous n'avez pas d'armes, leur criait Isnard, déterrez les ossements de vos pères, et servez-vous-en pour exterminer ces brigands. » Les autorités, complices de ces assassinats, les excusèrent en disant : « Le peuple a cru pouvoir donner la mort à ceux qui la lui donnaient depuis trop longtemps. » Lyon, Arles, Aix, Tarascon, vingt-cinq autres villes et dix départements eurent leur 2 septembre, avec des circonstances plus odieuses que le massacre de Paris, car les égorgeurs roya-

[1] Fain, Manuscrit de l'an III, p. 296. — [2] Moniteur du 18 prairial.
[3] Mémorial de Sainte-Hélène, t. II, p. 232.
[4] Thibaudeau, Introd. à l'Histoire du Consulat et de l'Empire.

listes satisfirent seulement des inimitiés personnelles; ils tuèrent sans raison, comme sans nécessité, des gens obscurs, qui ne pouvaient rien changer à la situation des partis; ils dansèrent des farandoles autour des cadavres. Le plus affreux de ces massacres fut celui du fort Saint-Jean à Marseille (17 prair.), où deux cents détenus furent égorgés sous les yeux de Cadroy, qui encourageait les assassins. La Convention, dominée par les Girondins, ne punit pas ces crimes : « elle craignait moins les terroristes royaux que les terroristes révolutionnaires; et il ne lui venait pas à la pensée que le royalisme pût renaître de ses cendres [1]. » D'ailleurs les excès des contre-révolutionnaires n'eurent pas le même éclat que ceux des Jacobins : les premiers étaient des exécutions publiques et terribles; les seconds étaient des assassinats sourds et isolés : de là vient que l'horreur populaire qui s'attache aux exécutions de la terreur n'a pas atteint les assassinats de la réaction, qui fut pourtant aussi sanglante et encore moins légitime qu'elle.

§ IX. Campagne de 1795. — Trahison de Pichegru. — La contre-révolution avait maintenant plus de chances de succès qu'à l'époque où les coalisés étaient maîtres de cinq ou six de nos places fortes : elle ne comptait plus sur l'étranger, dont elle connaissait toute la duplicité égoïste; mais sur l'intérieur, où elle avait des partisans partout, même dans la Convention, même dans les comités. Elle se croyait si voisine du triomphe, qu'elle s'occupait de régler à l'avance le sacre de Louis XVIII. Alors elle combina une triple attaque : à l'est, par une trahison dans l'armée du Rhin; à l'ouest, par un débarquement dans la Vendée; à Paris, par les sections, qui, depuis le 1er prairial, étaient entièrement dominées par les royalistes. En même temps Pitt devait « faire couler le Pactole au milieu de la ligue. »

Les opérations militaires se ressentaient du relâchement de tous les pouvoirs : nos armées étaient désorganisées, livrées à une profonde misère, diminuées par la désertion du quart de leur effectif. Deux batailles navales, livrées près de la Corse et près des îles d'Hyères, avaient été perdues. L'armée d'Italie, réduite à trente mille hommes devant soixante-dix mille Austro-Piémontais, après des combats multipliés dans la rivière de Gênes, avait évacué Vado, Finale, Loano, et s'était retirée sur la Taggia. Dans le nord, l'unique succès obtenu était la prise de Luxembourg. Le blocus de Mayence continuait; mais les trahisons d'Aubry avaient forcé les armées du Rhin à rester dans une inaction complète pendant plus de six mois, faute de matériel pour passer le fleuve.

[1] Thibaudeau, Mém. sur la Convention, t. I, p. 240.

L'Autriche avait là deux armées, l'une, commandée par Wurmser, devant l'Alsace; l'autre, commandée par Clairfayt, sur le Mein : toutes deux restaient immobiles, attendant l'effet des intrigues de l'intérieur, la première pour entrer en Alsace par Bâle, la seconde pour débloquer Mayence. L'armée de Sambre-et-Meuse avait pour chef Jourdan; l'armée de Rhin-et-Moselle, Pichegru. Le premier passa le fleuve près de Dusseldorf (1795, 6 sept.), le remonta par sa rive droite pendant douze jours, et arriva sur la Lahn avec le projet de se réunir à Pichegru, pour agir concentriquement avec lui entre le Mein et le Necker, séparer les deux armées autrichiennes, et faire tomber Mayence. Mais Pichegru, homme d'argent et de débauches, croyait la république perdue; il s'était laissé séduire par le prince de Condé, qui lui promit un monceau d'honneurs et de richesses sous condition qu'il livrerait Huningue et marcherait avec son armée sur Paris. Pendant qu'il marchandait sa trahison, il fut forcé, par la marche de Jourdan, de se mettre en mouvement : il passa le fleuve, s'empara de Manheim sans résistance (20 sept.); mais, après ce coup de fortune, au lieu de pousser sur Heidelberg, point stratégique de la plus haute importance pour la séparation des armées autrichiennes, « il commit le plus grand crime qu'un homme puisse commettre sur la terre[1] : » il exposa isolément et fit écraser deux de ses divisions pour favoriser la jonction des ennemis; enfin il laissa Clairfayt s'emparer d'Heidelberg. Cependant Jourdan avait bloqué Mayence par la rive droite; il se trouva alors isolé dans une position critique, avec une armée manquant de tout : voyant Clairfayt qui allait le tourner par le Mein et la Nidda, il se mit en retraite et repassa le Rhin à Neuwied et Dusseldorf. Clairfayt traversa le fleuve à Mayence, tourna la ligne de blocus, la coupa en deux, et força ses débris à se jeter sur les armées de Jourdan et de Pichegru (29 oct.). Celui-ci laissa neuf mille hommes dans Manheim, qui fut bientôt prise par Wurmser; il repassa le Rhin, abandonna sans résistance les lignes de la Spirebach et de la Queich, et se retira en désordre sur les lignes de Weissembourg. Alors, et pour se donner le temps de conclure sa trahison, il signa un armistice avec les Autrichiens (31 déc.); mais le gouvernement, qui soupçonnait ses menées, le destitua.

§ X. Désastre des émigrés a Quiberon. — La Vendée et la Bretagne menaçaient de reprendre les armes; mais les deux comités qui dirigeaient l'insurrection étaient ennemis l'un de l'autre : le premier siégeait à Paris et s'entendait avec Stofflet et Corma-

[1] Mémorial de Sainte-Hélène, t. VII, p. 22.

tin; le second siégeait à Londres et s'entendait avec Charette et Puisaye. Hoche voyait l'orage; il écrivit au gouvernement que la république était jouée, arrêta Cormatin, observa Stofflet, et fit échouer les projets de l'agence de Paris. Mais l'agence de Londres était autrement redoutable, et Pitt, sollicité par Puisaye, prépara un grand armement, qui fut absurdement partagé en trois expéditions.

La première, forte de neuf vaisseaux et frégates, et portant trois mille six cents émigrés, quatre-vingt mille fusils, des uniformes, des canons, de l'argent, mit à la voile, protégée par une flotte entière. Celle-ci rencontra une flotte française qui croisait dans l'Océan (1795, 23 juin), la battit à la hauteur de Belle-Isle, lui prit trois vaisseaux, et la força de rentrer à Lorient. Alors l'expédition, au lieu de se porter dans la Vendée, où Charette avait repris les armes, se dirigea sur la Bretagne; elle débarqua dans la presqu'île de Quiberon (27 juin), s'empara du fort Penthièvre, et fut jointe par neuf à dix mille chouans. La Bretagne fut vivement agitée; mais elle n'avait pas la foi et le dévouement des Vendéens; elle détestait les Anglais; elle se défiait de l'absence du comte d'Artois: elle ne prit pas les armes. Néanmoins il y avait chance de la soulever si, comme le voulait Puisaye, l'on s'était jeté hardiment sur la route de Rennes; mais les chefs perdirent quinze jours en vaines disputes.

Pendant ce temps, Hoche rassembla des troupes; il marcha sur Quiberon, refoula les avant-postes des émigrés dans la presqu'île, et la ferma par une ligne de retranchements. Alors Puisaye, ayant reçu douze à quinze cents hommes de la seconde expédition, et se voyant avec quinze à seize mille hommes dans une langue de terre, sans abri et sans vivres, résolut de reprendre l'offensive. Il jeta à droite et à gauche, sur les plages de Sarzeau et de Guidel, deux troupes de six à sept mille hommes qui devaient marcher sur les derrières de Hoche et l'attaquer à un jour fixé (12 juill.). Ce jour-là, il sortit de la presqu'île et assaillit les retranchements républicains (16 juill.); mais les deux troupes royalistes avaient été détournées de leur marche par les ordres de l'agence de Paris: il fut écrasé par un feu épouvantable, et ramené dans la presqu'île avec de grandes pertes. Alors Hoche, ayant pratiqué des intelligences dans le fort Penthièvre, escalada ce fort pendant la nuit; les émigrés s'enfuirent de toutes parts et furent acculés à la côte; l'escadre anglaise, battue par une tempête, ne pouvait approcher, à l'exception d'un vaisseau qui balayait de son feu royalistes et républicains; tout se jeta dans la mer, où la moitié des

embarcations périt : il ne resta qu'un millier d'hommes, débris de notre vieille gloire monarchique, qui se défendait avec désespoir, lorsqu'un cri de : Rendez-vous! partit des rangs républicains. Il n'y avait pas de capitulation possible : tout le monde le savait; pourtant, sur le cri si vague de quelques soldats, les émigrés posèrent les armes (21 juillet).

Hoche référa du sort des prisonniers au gouvernement. La Convention avait alors ouvert les yeux sur les progrès du royalisme ; les thermidoriens, qui se voyaient menacés par la réaction, étaient revenus en arrière, et s'étaient ralliés aux restes de la Montagne ; Tallien lui-même, quoiqu'il fût dès lors en marché avec le prétendant [1], disait qu'il fallait réveiller la terreur chez les royalistes ; « sinon la contre-révolution serait faite constitutionnellement avant trois mois. » Le gouvernement donna ordre d'exécuter la loi contre les émigrés, et Tallien, qui avait été envoyé en mission auprès de Hoche, fit fusiller les sept cent onze émigrés qui s'étaient rendus. De son camp de Belleville, Charette répondit à cette exécution en faisant massacrer deux mille prisonniers républicains.

§ XI. Constitution de l'an III. — Résistance des sections de Paris. — Le terrible coup qui enleva à l'émigration ses soldats les plus dévoués n'intimida pas les royalistes. Pichegru, Puisaye, l'Angleterre leur manquaient, ils résolurent de faire la contre-révolution au moyen de la Convention et par les Parisiens eux-mêmes. Le parti monarchique avait des adhérents dans la commission des Onze, principalement Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, Durand-Maillane, Cambacérès ; et il devait être appuyé par la plupart des soixante-treize, devenus suspects par les louanges des royalistes, et dont quelques-uns même étaient vendus à la royauté [2]. Les sections étaient maintenant des foyers de contre-révolution, que dirigeaient des hommes dont le royalisme n'était pas douteux : Vaublanc, Pastoret, Dupont de Nemours, Quatremère de Quincy, Delalot, Lacretelle, Fiévée, Suard, etc. « Les sections, écrivait le principal ministre du prétendant à l'agence de Paris, les sections peuvent devenir le point d'union de la France entière.... Aux sections et à Charette à réparer nos maux.... Le parti dominant de la Convention veut rétablir la royauté : c'est sûr [3].... »

L'espoir des royalistes fut encore trompé : la commission des Onze proposa une constitution républicaine (22 août), qui fut

[1] Voy. Mém. de Thibaudeau, t. I, p. 229. — [2] Id., p. 179 et 197.
[3] Papiers de Lemaître. — Fain, Manuscrit de l'an III, p. 320.

l'œuvre des Girondins, et principalement du savant Daunou, l'un des plus beaux caractères de la révolution. Dans cette constitution, le pouvoir législatif était confié à deux conseils, l'un de cinq cents membres âgés de trente ans, l'autre de deux cent cinquante membres âgés de quarante ans, élus de la même façon par des électeurs nommés dans les assemblées primaires, et se renouvelant par tiers tous les ans. Le premier avait la préparation, le second la sanction des lois; de plus, celui-ci pouvait changer la résidence du corps législatif et du gouvernement. Le pouvoir exécutif était confié à un directoire de cinq membres élus par les conseils, ayant des ministres responsables, et se renouvelant par cinquième tous les ans. La presse et les cultes étaient libres, les sociétés populaires prohibées, les lois contre l'émigration déclarées irrévocables, etc.

Cette constitution sage et modérée, résultat de six années d'expérience, qui refaisait le pouvoir, rasseyait le peuple et donnait le gouvernement aux classes moyennes, devait satisfaire la majorité de la France : la Convention l'adopta. Cependant les royalistes songèrent à renverser par elle la république. Le retour d'un gouvernement légal, quel qu'il fût, leur donnait, en effet, des chances de succès, parce qu'ils étaient maintenant le seul parti remuant; parce que la république était, pour le vulgaire de la bourgeoisie, synonyme de la terreur; parce que la masse de la population avait conçu un tel dégoût pour les agitations de la vie politique, qu'elle devait, en ne paraissant pas dans les élections, laisser le champ libre aux réactionnaires. Mais la Convention vit le danger et ne fit pas la faute de générosité qu'avait faite l'Assemblée constituante : pour sauver la révolution et même la vie de ses membres, elle confia la mise en activité de la constitution à elle-même, et décréta que le nouveau corps législatif aurait nécessairement deux tiers de ses membres élus parmi les conventionnels (30 août); que le choix de ces deux tiers serait remis aux électeurs, et, s'ils refusaient de le faire, à la Convention; enfin, que ce décret additionnel serait soumis, ainsi que la constitution, à l'acceptation des assemblées primaires.

Les royalistes furent désespérés de ce décret, et il y eut dans toute la presse un concert d'imprécations contre cette odieuse assemblée, qui voulait perpétuer sa dictature, et attentait à la souveraineté du peuple. « Les jours de 1789, dit Lacretelle, semblaient revenus, mais dans une direction complétement inverse. Les orateurs se présentaient en foule; les journaux, les brochures, les pamphlets, les affiches ne laissaient pas un moment de relâche

à la Convention. Pour agir dans un concert parfait, on évitait de s'expliquer sur la forme de gouvernement qu'il conviendrait d'adopter. Le roi légitime était présent à toutes les pensées; mais aucune bouche ne proférait son nom, aucune plume ne le traçait : tout se dirigeait par l'impulsion d'un royalisme mystérieux[1]. » Enfin les ministres du prétendant excitaient les meneurs à une résistance ouverte qui se combinerait avec la prise d'armes de Charette et le débarquement du comte d'Artois dans la Vendée. « C'est la chute des deux tiers, écrivaient-ils, qui peut nous sauver. Nous n'avons d'espoir que dans les troubles intérieurs, Charette, et l'horreur de la Convention... Il faut un coup d'éclat : plus de Convention! » En effet, les royalistes ayant expulsé des sections formées en assemblées primaires tous les patriotes, celles-ci, excepté la section des Quinze-Vingts (celle qui avait fait le 10 août, le 31 mai et le 1er prairial), acceptèrent la constitution, et rejetèrent le décret additionnel. Mais, pour la première fois, l'exemple de Paris ne fut pas suivi par les départements : là, le retour de l'ordre légal satisfaisait le plus grand nombre; il y avait désir de repos à tout prix et indifférence pour la forme du gouvernement; la constitution et le décret furent donc acceptés à une très-grande majorité (1795, 23 sept.); la Convention se hâta de proclamer sa victoire.

§ XII. Journée du 13 vendémiaire. — Fin de la Convention. —Il ne restait plus aux royalistes d'autre ressource que l'insurrection, et ils s'y préparèrent en appelant à Paris des émigrés et des chouans, en ralliant à eux tous les mécontents, en entraînant la bourgeoisie par un faux point d'honneur et l'épouvantail ordinaire du retour de la terreur. La section Lepelletier, qui avait défendu le trône au 10 août, qui avait marché la première contre la commune au 9 thermidor, contre les faubourgs au 1er prairial, donna le signal de l'insurrection en invitant les électeurs à s'assembler dans la salle du Théâtre-Français (Odéon) (1795, 2 oct.). La Convention dissipa facilement ce rassemblement illégal; mais, comme elle se vit menacée, elle appela à elle les Jacobins, les anciens agents de la terreur, les officiers destitués, leur donna des armes et en forma un bataillon dit des Patriotes de 89. Aussitôt les sections crièrent au retour des suppôts de Robespierre; elles firent une proclamation où elles déclarèrent qu'elles cessaient d'obéir aux ordres de l'assemblée; elles sommèrent les citoyens de prendre les armes. La Convention se mit en permanence (4 oct.), et les comités ordonnèrent à Menou, général de l'armée de l'intérieur, de désarmer la section Lepelletier, centre de tout le mouvement.

[1] Hist. du dix-huitième siècle, t. XII, p. 403.

Celui-ci marcha avec trois ou quatre mille hommes sur le couvent des Filles-Saint-Thomas [1], où siégeait la section ; mais, comme il partageait les opinions des Parisiens, au lieu d'employer la force il négocia, et, sur la simple promesse que les sectionnaires se disperseraient, il fit retirer ses troupes. La section resta assemblée, et cette victoire facile fit croire aux Parisiens qu'il suffirait d'une démonstration hostile pour détrôner la Convention. Mais les comités avaient destitué Menou, et ils nommèrent à sa place le général du 9 thermidor, Barras. Celui-ci accepta, et, voulant se donner pour lieutenant un homme d'action qui eût sa fortune à faire, il choisit Bonaparte, qui, depuis sa destitution, avait été employé par les successeurs d'Aubry dans la direction des opérations militaires. Sur-le-champ le jeune général se mit à l'œuvre ; il n'avait que cinq à six mille hommes, quinze cents patriotes, un millier de gendarmes ou citoyens des faubourgs : il fit venir du camp des Sablons trente canons qui devaient jouer le principal rôle, puisque les Parisiens n'avaient pas d'artillerie ; il forma des Tuileries et des environs un vaste camp dont il garnit toutes les issues, surtout les rues du Dauphin, de l'Échelle, Saint-Nicaise, Rohan, le Louvre, les ponts Neuf, Royal et Louis XVI, la place Louis XV ; il fit garder la route de Saint-Cloud pour servir de retraite ; il envoya des armes au faubourg Saint-Antoine, qui s'était déclaré pour la Convention ; vivres, munitions, ambulances, réserves, il prépara tout en quelques heures.

La générale avait battu toute la nuit (1795, 5 oct., 13 vend.) ; vingt à trente mille hommes, venus de trente-deux sections, s'avançaient en deux colonnes, l'une par le quartier Saint-Honoré, l'autre par le faubourg Saint-Germain ; « mais la multitude n'entrait pas dans leurs rangs, elle paraissait spectatrice indifférente du combat [2]. » Un gouvernement provisoire se forma à la section Lepelletier, qui mit les comités hors la loi, s'empara des édifices publics, fit arrêter les armes et les vivres destinés à la Convention, appela les villes voisines à sa défense, et nomma pour commandants Danican et Lafond : le premier, général républicain destitué ; le second, ancien colonel de la garde de Louis XVI.

Le combat ne s'engagea que vers les quatre heures du soir. L'attaque des sections fut d'abord si vive dans la rue du Dauphin que les républicains furent ramenés dans les Tuileries ; les balles pleuvaient de toutes les maisons voisines sur le palais et dans le jardin. Mais les patriotes de 89 s'élancèrent ; Bonaparte, Barras et

[1] Emplacement de la Bourse.
[2] Lacretelle, t. XII, p. 438.

quatre autres représentants accoururent; la mitraille dispersa les assaillants, balaya l'église Saint-Roch et la rue Saint-Honoré, pendant qu'aux rues de l'Échelle, Saint-Nicaise et Rohan les républicains avaient le même succès. Alors Bonaparte courut au Pont-Royal, vers lequel s'avançait la colonne du faubourg Saint-Germain : il fit pointer quatre pièces sur la tête et le flanc de cette colonne, la cribla de mitraille et la dispersa. A neuf heures du soir, les insurgés étaient débusqués de tous leurs postes; il y avait eu quatre à cinq cents morts des deux côtés.

La révolution venait encore d'être compromise par la bourgeoisie : pour la sauver, il avait fallu recourir à l'armée; et cette première victoire de la troupe de ligne sur la garde nationale annonçait l'avénement prochain du pouvoir militaire. Les révolutions allaient être pendant vingt ans l'œuvre de l'armée; l'armée, qui était encore le peuple; l'armée, où s'étaient réfugiés, depuis le 9 thermidor, l'énergie et le dévouement révolutionnaire, allait, pendant vingt ans, représenter, défendre et propager la révolution, et, le jour même où le pouvoir commençait à passer dans ses mains, l'homme de l'armée, du peuple et de la révolution venait de surgir de la foule [1].

Impitoyable envers les terroristes, la Convention fut extrêmement modérée envers les sectionnaires : elle désarma la section Lepelletier, destitua l'état-major et licencia les compagnies d'élite de la garde nationale; mais elle laissa évader tous ses prisonniers, et il n'y eut que Lafond qui fut fusillé. Cependant la correspondance du prétendant avec ses agents de Paris ayant été découverte chez un nommé Lemaître, Tallien, Boissy-d'Anglas, Isnard, Lanjuinais, Cambacérès, Pichegru, Barthélemy, etc., s'y trouvèrent compromis, et l'on dut prendre quelques mesures contre de nouvelles tentatives de contre-révolution. Deux députés thermidoriens, Rovère et Saladin, convaincus d'avoir pris part à la révolte des sections, furent emprisonnés; et Aubry, « accusé d'avoir favorisé les opérations de l'ennemi, » fut décrété d'arrestation. On prononça l'exclusion des parents d'émigrés de toutes les fonctions législatives, judiciaires, administratives; on renouvela les lois contre les prêtres déportés; on réintégra les officiers destitués par Aubry; on élargit les patriotes détenus. Les royalistes furent abattus; mais les Jacobins relevèrent faiblement la tête, car on maintint toutes les mesures portées contre eux, et à cette époque même on rejeta

[1] Bonaparte, dont le nom ne fut prononcé que le 18 vendémiaire, car tout l'honneur de la victoire revint à Barras, fut nommé général de division le 16 vendémiaire, et général en chef de l'armée de l'intérieur le 4 brumaire.

l'appel de Joseph Lebon, condamné à mort par le tribunal criminel d'Amiens. Enfin, les élections étant terminées, la Convention, après avoir solennellement décrété la réunion de la Belgique à la France, après avoir accordé une amnistie pour tous les délits politiques, sauf l'émigration, décréta que sa mission était terminée (1795, 26 octobre).

SECTION II.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

27 octobre 1795 — 11 novembre 1799.

CHAPITRE PREMIER.

Campagnes de Bonaparte en Italie. — Coup d'état du 18 fructidor. — Traité de Campo-Formio. — Du 20 octobre 1795 au 10 décembre 1797.

§ I. **Installation du nouveau gouvernement. — État des finances. — Fin des assignats.** — Dès que la Convention se fut séparée, les cinq cents conventionnels réélus [1] se joignirent aux deux cent cinquante députés nouveaux, et se partagèrent, suivant leur âge, en deux conseils : celui des *Anciens* siégea aux Tuileries, celui des *Cinq-Cents* au Manége. Ensuite les Cinq-Cents dressèrent une liste de cinquante candidats, sur lesquels les Anciens choisirent les cinq directeurs : on était convenu secrètement qu'on ne prendrait que des révolutionnaires marquants, c'est-à-dire qui eussent voté la mort de Louis XVI. Les élus furent : Laréveillère-Lépaux, Rewbell, Sieyès, Letourneur de la Manche, Barras. Sieyès refusa et fut remplacé par Carnot.

Les nouveaux magistrats étaient, sauf Barras, des républicains sincères, probes, courageux, qui comprenaient la grandeur et la difficulté de leur mission, et qui se mirent à l'œuvre avec le plus louable dévouement. Ils se partagèrent le travail : Laréveillère eut l'intérieur et la justice ; Rewbell, les affaires étrangères ; Carnot, la guerre ; Letourneur, la marine ; Barras, la police et les réceptions : les finances devaient être traitées en commun. Ils prirent pour ministres Benezech à l'intérieur, Lacroix aux affaires étrangères, Dubayet à la guerre, Pléville-Lepelet à la marine, Merlin de Douai à la justice, Gaudin aux finances.

[1] Les assemblées électorales n'en avaient réélu que trois cent quatre-vingt-seize : ces trois cent quatre-vingt-seize, dès que la Convention eut clos sa session, se formèrent en assemblée électorale et choisirent cent quatre autres conventionnels.

La situation était déplorable, et l'on pouvait dire que la France allait toute seule, tant le gouvernement était impuissant et tombé dans l'anarchie : les armées désertaient, les approvisionnements manquaient, tous les services menaçaient de s'arrêter ; les fonctionnaires, mourant de faim, donnaient leur démission ; il n'y avait pas un sou de numéraire au trésor. Depuis le 9 thermidor, 17 milliards en papier avaient été dépensés ; en les joignant aux 12 ou 13 milliards qui existaient déjà, en retranchant de cette somme 10 milliards qui étaient rentrés, il restait encore 19 à 20 milliards en circulation. Il est vrai que la Convention avait commencé une sorte de banqueroute en établissant pour les assignats une échelle de réduction proportionnelle au nombre des émissions qu'on avait faites ; mais cette échelle ramenait seulement l'assignat au cinquième de son titre, et c'était au centième qu'il était maintenant tombé. Les 20 milliards en circulation ne représentaient donc que 200 millions, et leur valeur fictive jetait la perturbation plus encore dans les services publics que dans les transactions particulières. En effet, les citoyens n'échangeaient plus entre eux les assignats que pour leur valeur réelle, et même refusaient, la terreur n'étant plus là pour les y contraindre, de les recevoir autrement du gouvernement ; mais l'état, qui devait percevoir par mois 58 millions d'impôts, n'étant payé qu'en assignats, ne percevait réellement que 500,000 francs, et comme il dépensait 80 à 100 millions réels, il lui fallait émettre mensuellement 8 à 9 milliards d'assignats. C'est ainsi que, dès le premier jour de son installation, les Conseils autorisèrent le Directoire; pour parer aux premiers besoins, à émettre 3 milliards d'assignats, qui produisirent 25 à 30 millions. Il fallait sortir à tout prix de cette fiction des assignats pour rétablir l'ordre dans les valeurs. Relever le papier en l'absorbant, c'est-à-dire en vendant les biens nationaux, était impossible : l'origine de ces biens était trop odieuse, leur quantité trop supérieure à la richesse publique, la révolution trop discréditée par les tentatives royalistes ; mais l'on pouvait rentrer hardiment dans la réalité en déclarant que les 20 milliards d'assignats ne valaient plus que 200 millions : c'était faire une banqueroute moins réelle que fictive ; car personne n'avait gardé les assignats des premières émissions, tout le monde avait perdu graduellement sur leur valeur, et les 20 milliards existants n'avaient été reçus par leurs possesseurs actuels que pour 200 millions. On recula devant le mot de banqueroute, et l'on se traîna encore dans de petites mesures qui prolongèrent le mal. Il fallait 1,500 millions pour les dépenses de l'année courante ; il fut décrété : 1° que l'im-

pôt foncier serait payé moitié en denrées, moitié en assignats réduits au dixième; les douanes, moitié en assignats réduits, moitié en numéraire; l'arriéré des contributions depuis cinq ans, estimé à 13 milliards, en assignats au pair; 2° qu'il serait emprunté à des capitalistes, en leur donnant des cédules portant hypothèque spéciale sur certains biens nationaux; 3° qu'il serait levé sur les classes riches un emprunt forcé de 600 millions, percevables en valeurs réelles, c'est-à-dire en numéraire et en assignats réduits au centième de leur titre; de sorte que 20 milliards de papier pouvaient rentrer à l'état pour 200 millions, et qu'il devenait possible d'émettre des assignats nouveaux auxquels l'absorption des anciens donnerait du crédit.

Ces divers moyens ne produisirent que des résultats très-lents, surtout le dernier, qui excita de vives clameurs : aussi le Directoire dut-il, en attendant, émettre encore 25 milliards d'assignats pour avoir 200 millions réels. Le papier ne valait plus que les deux centièmes de son titre; tout le monde le refusait : ouvriers, propriétaires, rentiers, ne voulaient plus être payés qu'en numéraire. Alors le gouvernement imagina de remplacer l'assignat par des *mandats* territoriaux, qui représenteraient une valeur fixe de biens nationaux, et sur la présentation desquels ces biens devaient être délivrés, sans enchère, pour un prix égal à vingt-deux fois le revenu. C'était une réimpression des assignats avec un chiffre moindre et une valeur déterminée par rapport aux biens. On en créa pour 2 milliards 400 millions, et l'on se servit du tiers de cette somme pour retirer tous les assignats. Le chiffre des émissions s'élevait à 45 milliards, sur lesquels il en restait en circulation 24; on réduisit ces 24 milliards au trentième de leur valeur, c'est-à-dire à 800 millions, lesquels furent échangés contre 800 millions de mandats. La planche aux assignats fut brisée (1796, 18 mars).

§ II. Situation des partis. — La situation financière et les diverses mesures employées pour y remédier excitèrent de vives discussions entre les Conseils et le Directoire; mais généralement le corps législatif se montra disposé à fortifier le gouvernement et à lui fournir des moyens d'action. C'est ainsi qu'il donna aux directeurs le droit de suppléer aux élections non faites dans les tribunaux et les administrations départementales, qu'il força tous les jeunes gens de la réquisition à rejoindre leurs drapeaux, qu'il abolit la commune de Paris en la partageant en douze municipalités, qu'il forma, au camp de Grenelle, une armée de l'intérieur, qu'il créa une garde du Directoire, une garde des Conseils, etc. Toutes ces mesures, l'activité du nouveau gouvernement, surtout

le retour du numéraire, ramenèrent l'ordre et la prospérité ; le commerce se rétablit, la famine cessa, et l'on put mettre fin au rationnement de la capitale. D'ailleurs chacun ne travaillait plus qu'à refaire son bien-être matériel, à reprendre sa vie ordinaire, à goûter quelque repos. Les passions politiques étaient éteintes : on ne se faisait plus d'illusion sur l'avenir ; on ne croyait plus à l'avénement d'une société parfaite, d'une liberté absolue, d'une ère de bonheur ; on se sentait dans un temps de transition ; on ne regardait le gouvernement directorial que comme une sorte de compromis entre tous les partis ; on ne désirait son maintien que par la crainte d'un bouleversement nouveau qui serait, disait-on, sans issue ; car personne ne prévoyait l'avénement du pouvoir militaire. « Le peuple, trompé dans ses espérances, égaré par les menées du royalisme, occupé chaque jour du soin de vivre le lendemain, languissait dans une profonde indifférence et même une sorte de haine pour la révolution. »

Malgré cette apathie universelle, suite naturelle d'une époque d'agitations et de souffrances, les deux grands partis qui divisaient la France depuis six ans, c'est-à-dire celui de la révolution et celui de l'ancien régime, existaient toujours, et les Conseils se partageaient en deux grandes fractions, les républicains et les monarchistes. Les républicains étaient les hommes dévoués à la révolution, qui étaient prêts à tout sacrifier pour son salut, même la constitution. Ce parti se composait généralement des anciens conventionnels, et avait derrière lui les restes des diverses factions montagnardes, qui voulaient la destruction du régime actuel et le rétablissement du pouvoir de la multitude, avec la constitution de 93. Les monarchistes, qui s'appelaient eux-mêmes les constitutionnels, se portaient comme champions de la légalité, et paraissaient plus libéraux que les hommes de la révolution ; ils se montraient impatients d'abolir toutes les mesures transitoires du gouvernement révolutionnaire au régime constitutionnel ; ils voulaient que la monarchie sortît, pour ainsi dire, légalement de l'expérience de la république ; enfin, sans avoir de liaison avouée avec les Bourbons, ils travaillaient réellement à leur restauration. Ce parti était composé d'anciens Girondins ou membres de la Plaine, et surtout du tiers nouvellement élu, « qui se glorifiait d'être resté pur des actes de la révolution et les flétrissait en masse. » Il était très-puissant, parce qu'il s'appuyait sur la bourgeoisie, parce qu'il semblait une conséquence de la réaction thermidorienne, enfin parce qu'il avait à sa tête des hommes éminents, comme Lanjuinais, Boissy-d'Anglas, Barbé-Marbois, Pastoret, Por-

talis, Dupont de Nemours. Derrière lui étaient les royalistes purs, qui travaillaient presque ouvertement à ramener l'ancien régime et la famille déchue : ainsi en était-il de Vaublanc, l'un des chefs du 13 vendémiaire ; de Job Aymé, qui avait essayé une Vendée dans le Dauphiné ; de Mersan et de Lemerer, agents secrets du prétendant. Les républicains, placés encore sous le coup de la réaction thermidorienne, se tenaient sur la défensive, et avec peu de succès, parce qu'ils avaient perdu l'appui du peuple et qu'ils refusaient de s'aider des Jacobins, réduits à n'être plus qu'une secte obscure d'hommes compromis et désespérés. Au contraire, les royalistes, malgré le 13 vendémiaire, n'avaient rien perdu de leur audace ; ils se voyaient représentés dans le corps législatif, avaient pour eux presque tous les journaux, et parvenaient peu à peu à ramener la révolution en arrière : ainsi ils firent prononcer l'absolution des députés accusés des massacres du midi, amnistier les conspirateurs de vendémiaire, modifier la loi qui excluait les parents d'émigrés des fonctions publiques, etc.

§ III. Le comte d'Artois a l'ile Dieu. — Mort de Charette et de Stofflet. — Pacification de l'Ouest. — Le Directoire, placé entre les royalistes qu'il haïssait et les Jacobins dont il avait peur, suivait le système de *bascule* politique qui avait réussi à la Convention dans sa dernière année ; c'est-à-dire qu'il s'appuyait tantôt sur les républicains, tantôt sur les monarchistes, pour contenir les uns et les autres ; système qui lui aliéna tous les cœurs généreux et le fit flétrir du nom de gouvernement de plomb, mais qui dans l'origine lui servit à renverser les premières tentatives des partis extrêmes.

Le désastre de Quiberon n'avait pas mis fin aux troubles de l'ouest : des trois expéditions préparées par le ministère anglais, deux seulement avaient été détruites ; la troisième aborda à l'île Dieu avec deux mille cinq cents hommes, des cadres de régiments, des armes et le comte d'Artois. Charette, nommé par le prétendant général en chef des armées catholiques, avait balayé la côte, et, avec dix mille hommes, attendait le débarquement. Toute la Vendée était prête à se soulever dès que le prince tant désiré aurait touché la terre ; mais le comte d'Artois était un homme frivole, débauché, sans intelligence et sans énergie : « Tout ce qu'il y avait de brave, de sensé et de généreux dans l'émigration, dit le comte de Vauban, s'était éloigné de lui. » Il dit qu'il ne voulait pas aller *chouanner*, refusa de débarquer malgré les supplications des Vendéens, et pendant six semaines écrivit au gouvernement anglais lettres sur lettres pour obtenir son rappel. Hoche mit à profit cette

inaction honteuse. Il avait été nommé au commandement général des armées de l'ouest : avec une prodigieuse activité, il isola Charette du reste de la Vendée, contint Stofflet et les chefs de la Bretagne, battit tout le Marais, et borda le rivage de trente mille hommes. Alors le comte d'Artois, que Pitt refusait de rappeler, supplia à genoux le commandant de l'escadre de remettre à la voile (1795, 17 déc.). Celui-ci céda, parce que ses vaisseaux ne pouvaient plus tenir dans cette mer sans mouillage; et le prince retourna en Angleterre, où les ministres ne lui cachèrent pas leur mépris et leur indignation.

Charette fut désespéré : « Sire, écrivit-il à Louis XVIII, la lâcheté de votre frère a tout perdu; aujourd'hui il n'y a plus qu'à périr inutilement pour votre service[1]. » Et il commença une guerre furieuse, dans l'espoir d'être joint par Stofflet et de ranimer les chouans; mais il fut battu de tous côtés; Stofflet n'osa bouger; les chouans étaient livrés à des discordes sans résultat. Hoche vit que le temps était venu de pacifier l'ouest, et ce jeune homme de vingt-sept ans montra, dans cette œuvre si difficile, le génie du capitaine et de l'homme d'état. Il enveloppa le pays par un cercle de postes qui s'avançaient graduellement dans l'intérieur, occupaient les villages et s'emparaient des bestiaux, jusqu'à ce que les paysans eussent remis leurs armes et munitions; il fit respecter par ses soldats la religion et les idées des habitants avec une telle loyauté qu'il trouva dans les curés et les nobles des auxiliaires; enfin, à force de vigueur et de prudence, il parvint à désarmer, soumettre, pacifier tout le pays. Charette, traqué dans les bois et les marécages, fut enveloppé, saisi, mené à Nantes, où il fut fusillé (1796, 24 mars). Un mois auparavant, Stofflet, qui avait repris les armes, avait eu le même sort à Angers. Alors Hoche conduisit ses troupes en Bretagne, et, par les mêmes moyens, avec la même habileté, il mit fin à la chouannerie. Tout l'ouest fut pacifié, et la république eut quatre-vingt mille hommes de plus à porter sur ses frontières.

§ IV. Conspiration de Babeuf. — Pendant que le Directoire enlevait au royalisme son champ de bataille, les terroristes, qui n'étaient plus que la lie des révolutionnaires, sans appui dans aucune classe de la population, sans autres chefs que d'anciens complices d'Hébert, essayaient de revenir au pouvoir par une conspiration. Le plan en fut formé par un nommé Babeuf : c'était un homme d'une exaltation frénétique, qui, dans un journal imité de Marat, prétendait amener « le règne du bonheur commun, » et

[1] Capefigue, Hist. de la Restauration, t. I, p. 89.

qui, pour grossir son parti, avait ouvert un club au Panthéon, que le Directoire fit fermer. Alors il forma une association secrète pour « proscrire tous les impurs, livrer les riches aux pauvres, opérer la délivrance du peuple; » association dans laquelle entrèrent Vadier, Amar et plusieurs autres conventionnels, avec des officiers destitués, d'anciens membres des comités révolutionnaires, des canonniers des sections, etc. Ce complot était redoutable non-seulement par le nombre des conjurés, qui s'élevait à dix-sept mille, mais par leur fanatisme, leur habile organisation, leurs projets de destruction sociale, qui devaient leur donner pour alliés tous les bandits et les scélérats. Au moment où Babeuf allait éclater, il fut trahi et arrêté (10 mai). Le gouvernement se hâta de publier son plan, qui excita une profonde terreur et un redoublement d'indignation contre tous les hommes de 93. Les conjurés essayèrent quelques mouvements dans Paris : sept à huit cents hommes déterminés cherchèrent à soulever le camp de Grenelle (10 sept.); mais ils furent reçus à coups de sabre et laissèrent de nombreux prisonniers que le Directoire livra à des commissions militaires. Trois conventionnels et trente-cinq autres conjurés furent fusillés, les autres déportés. Babeuf, traduit devant une cour de justice, fut condamné à mort et exécuté avec un de ses complices.

La défaite des Jacobins et la pacification de l'ouest donnèrent au gouvernement de la confiance dans sa force, et firent croire à la durée du régime actuel. « La république marchait à pleines voiles, dit Thibaudeau; tout s'y ralliait et suivait sa fortune; en France, en Europe, elle était grande, honorable, honorée. » En effet, c'était le temps de la grande campagne d'Italie, celle où la révolution accumula plus de victoires en quelques mois que la monarchie n'en avait laborieusement amassé pendant des siècles, celle où Napoléon commença sa carrière de merveilles et « le roman de sa vie. »

§ V. Campagne de 1796. — Victoires de Montenotte, Millesimo, Dego, Mondovi. — Armistice de Cherasco. — Carnot avait conçu un plan gigantesque pour la campagne de 1796 : porter la guerre au cœur des états autrichiens, et marcher simultanément sur Vienne par le Mein, le Danube et le Pô, tel était ce plan, qu'il confia à trois généraux jeunes et entreprenants, Jourdan, Moreau et Bonaparte. Jourdan garda l'armée de Sambre-et-Meuse; Moreau eut l'armée de Rhin-et-Moselle; Bonaparte, l'armée d'Italie. Mais toutes les troupes étaient dans le plus grand dénûment; avec un gouvernement qui n'avait que des assignats et ne pouvait plus recourir aux réquisitions, il fallait beaucoup de temps pour les réta-

blir et les approvisionner : le génie du vainqueur de vendémiaire précipita les événements.

L'armée d'Italie n'était pas restée inactive pendant la campagne de 1795 : commandée par Schérer, elle occupait les sommets des Alpes, et avait devant elle les Piémontais et les Autrichiens postés sur les deux revers des montagnes depuis Ceva jusqu'à Loano. Schérer résolut de rouvrir la communication avec Gênes, et de séparer les deux armées ennemies en perçant leur ligne par le centre. Pendant que la gauche, commandée par Serrurier, contenait les Piémontais, le centre, commandé par Masséna, occupa les crêtes et les issues des Alpes; et la droite, commandée par Augereau, tourna les Autrichiens et enferma leur gauche à Loano. Ceux-ci, battus sur tous les points, perdirent huit mille hommes, quarante canons, et firent une retraite désastreuse en abandonnant tout le littoral jusqu'à Savone (1795, 24 nov.). La communication avec Gênes se trouva rétablie, et l'on pouvait achever la séparation des Autrichiens et des Piémontais; mais le manque d'audace de Schérer, l'hiver, le défaut absolu de subsistances empêchèrent de tirer parti de cette belle victoire.

Bonaparte succéda à Schérer : il trouva son armée disséminée et aventurée entre Savone et Ormea sur les sommets des Alpes, occupant les cols de Tende et de Garessio avec le littoral, et ayant ses communications mal assurées avec la France (1796, 30 mars). Cette armée n'était que de trente-cinq mille hommes, dont six mille cavaliers et artilleurs; elle n'avait ni pain, ni solde, ni habits, ni souliers; mais elle était composée d'hommes du midi, exaltés, audacieux, intelligents, habitués à la guerre, vivant au jour le jour dans ces mantagnes depuis quatre ans. Bonaparte, qui arrivait jeune et inconnu dans cette armée où étaient des généraux déjà illustrés par des victoires, lui dit : « Soldats, vous êtes mal nourris et presque nus; le gouvernement vous doit beaucoup et ne peut rien pour vous. Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde... Vous y trouverez honneur, gloire et richesse. » En effet, d'après le plan qu'il avait communiqué à Carnot, et qui lui valut son commandement, il avait résolu de percer la ligne des alliés par le centre, de prendre à travers les Piémontais, et de les forcer à quitter la coalition; de poursuivre ensuite les Autrichiens en Lombardie, et de conquérir cette province pour en faire un équivalent à la cession de la Belgique.

Les alliés, commandés par Beaulieu, avaient leur droite formée de vingt-cinq mille Piémontais dispersés depuis la Stura jusqu'à la Bormida par Ceva; leur centre, formé de quinze mille Autrichiens,

vers les sources des deux Bormida ; leur gauche, de vingt-cinq mille Autrichiens, au col de la Bocchetta. Bonaparte partagea son armée en quatre divisions, que commandaient Serrurier, Masséna, Augereau, Laharpe; il laissa Serrurier à Garessio devant les Piémontais, porta Laharpe sur Voltri pour menacer Gênes, et se réserva les deux autres divisions pour percer le centre ennemi, au col de Cadibone, dans la plus grande dépression de la chaîne, là même où finissent les Alpes et commencent les Apennins[1]. En ce moment Beaulieu avait résolu de prendre l'offensive pour chasser les Français du pays de Gênes et les rejeter sur le Var : à cet effet, il marcha lui-même avec sa gauche sur Voltri, pendant que son centre occupait Dego et communiquait avec les Piémontais par Millesimo. A la nouvelle de ce mouvement, Bonaparte replie Laharpe et le porte au-devant du centre autrichien, pendant qu'Augereau et Masséna le tournent par Montenotte : l'ennemi, assailli de toutes parts, est enfoncé et rejeté sur Dego, où Beaulieu se hâte de rejoindre son centre (12 avril). Cette première victoire plaçait les Français au delà des montagnes entre les Piémontais à gauche, gardant vers Millesimo la route de Ceva, et les Autrichiens à droite, gardant vers Dego la route d'Acqui : il fallait achever la séparation des deux armées alliées. Pendant qu'Augereau force les gorges de Millesimo, fait capituler une division piémontaise et rejette les autres sur Ceva (13 avril), Masséna et Laharpe se portent sur Dego, battent de nouveau les Autrichiens, et les rejettent sur Acqui (14 avril). La séparation se trouva alors définitive : les Français occupaient les deux Bormida ; les Autrichiens se retiraient dans la direction de Milan, les Piémontais dans la direction de Turin, et il n'avait fallu, pour arriver à ce grand résultat, que trois jours de combats qui firent perdre aux ennemis dix mille hommes et quarante canons.

Bonaparte, voulant en finir avec les Piémontais, laisse Laharpe devant les Autrichiens, joint les divisions Augereau et Masséna à la division Serrurier jusqu'alors inactive, et marche sur Ceva. Les Piémontais, pressés de front par des forces supérieures, et menacés sur leur gauche par la retraite de Beaulieu, abandonnent leur camp, repassent le Tanaro et s'arrêtent à Mondovi : ils sont battus, perdent quatre mille hommes, et se retirent derrière la Stura (21 avril). Les Français arrivent à Fossano, qui rouvre leur communication avec Nice, et à Cherasco, qui n'est qu'à dix lieues de Turin.

[1] Voyez, pour toute cette campagne, ma *Géographie militaire*, bassin du Pô, p. 262 à 282.

La cour de Piémont était consternée : elle voyait ses peuples travaillés par les idées françaises et prêts à se révolter : elle demanda un armistice. Le sort de l'Italie dépendait de la ruine des Autrichiens, et Bonaparte avait hâte de se mettre à leur poursuite après avoir ouvert une communication directe avec la France par Turin et la Savoie : il accorda l'armistice (28 avril), sous condition que l'armée sarde serait dispersée dans les places, que les Français occuperaient Ceva, Tortone, Alexandrie, jusqu'à la paix, et qu'à cette époque la Savoie et Nice seraient cédées à la France.

§ VI. PASSAGE DU PÔ. — COMBAT DE LODI. — ENTRÉE A MILAN. — SIÉGE DE MANTOUE. — ARMISTICE DE BOLOGNE. — A la nouvelle de cette campagne de quinze jours, de ces victoires si rapides suivies d'un traité si avantageux, la France fut étonnée; l'Italie, avilie sous des maîtres étrangers et travaillée d'un violent désir d'indépendance, fut profondément agitée, et toutes ces souverainetés décrépites, qui étaient entrées dans la coalition, tremblèrent en se disposant à la résistance. C'était une entreprise dangereuse que de s'avancer avec trente mille hommes dans un pays réputé le tombeau des Français, en laissant derrière soi le Piémont et Gênes dans une neutralité douteuse, en ayant devant soi la puissance autrichienne, et sur son flanc Rome et Naples, pleines d'une haine fanatique contre « les athées et les brigands de la France. » Mais pas un de ces états n'avait d'armée; on pouvait trouver des alliés chez les peuples; une victoire sur les Autrichiens annulerait les inimitiés : Bonaparte reprit sa marche par Alexandrie.

Beaulieu avait passé le Pô; il s'était fortifié et renforcé entre la Sesia et le Tesin, pensant que les Français franchiraient le fleuve à Valenza. Mais Bonaparte, laissant un rideau de troupes sur ce point, porta son armée à Voghera et courut lui-même, avec trois mille hommes et sa cavalerie, à Plaisance, où le reste de l'armée le suivit (6 mai). Là on franchit le fleuve, mais lentement, faute de bateaux, et l'on ne put couper complétement les Autrichiens. A la nouvelle de la marche des Français, Beaulieu avait abandonné le Tesin et courait se réfugier derrière l'Adda. Sa gauche arriva à Fombio et essaya d'arrêter les vainqueurs; elle fut battue et rejetée sur Pizzighitone; son centre se retira derrière l'Adda, à Lodi, dont il garnit le pont de trente canons, pendant que sa droite alla jeter garnison dans Milan, et passer la rivière à Cassano. Bonaparte, voulant couper cette droite et s'assurer la possession de l'Adda, ordonna d'enlever le pont de Lodi. Une colonne de six mille grenadiers s'élança sur ce pont au pas de course, se précipita sur les canons, et mit l'ennemi en déroute (10 mai); mais

la division qu'on voulait couper avait passé l'Adda, et Beaulieu se retirait sur le Mincio. Alors les Français s'emparèrent de Pavie, de Crémone, de Pizzighitone, et enfin de Milan, où Bonaparte entra en triomphe (14 mai). Il y resta huit jours, pendant lesquels il organisa sa conquête, fit espérer aux Milanais la création d'une république italienne, et équipa son armée. Il avait déjà accordé au duc de Parme un armistice, moyennant 2 millions, des chevaux, des grains et vingt tableaux pour le Musée de Paris; il fit un pareil traité avec le duc de Modène; il leva 20 millions sur la Lombardie, en envoya 10 au Directoire, et 1 à Moreau pour l'aider à se mettre en campagne. C'était chose toute nouvelle qu'un général nourrissant non-seulement son armée, mais encore son gouvernement : aussi les directeurs commencèrent-ils à s'alarmer de ce jeune homme qui régissait à son gré les pays conquis, qui signait des traités avec les peuples et les princes, laissant le trône à ceux-ci, promettant l'indépendance à ceux-là, enfin qui témoignait le talent le plus extraordinaire pour conduire les hommes. On voulut le gêner dans son plan de campagne : il offrit sa démission; on n'osa l'accepter. Dès lors commença son ascendant sur le gouvernement comme sur l'armée : il était maître des opérations de la guerre et de la paix; les peuples et les soldats le traitaient déjà comme un maître.

Il se remit en marche avec son armée renforcée, pourvue de tout, pleine d'enthousiasme, et arriva à Brescia (24 mai), sur le territoire vénitien, en déclarant qu'il ne demandait que le passage accordé déjà aux Autrichiens. L'aristocratie de Venise, décrépite, mais riche encore, et pouvant disposer de douze mille hommes et de vingt vaisseaux, n'aimait pas l'Autriche, qui l'enlaçait de toutes parts; mais elle détestait la France à cause de sa révolution : elle prit un parti qui amena sa ruine, la neutralité désarmée, et se trouva à la discrétion, tantôt des Autrichiens, tantôt des Français. Beaulieu, avec les débris de son armée, s'était retranché en arrière du Mincio, après s'être emparé de Peschiera, place vénitienne. Bonaparte franchit la rivière de vive force, et jeta l'ennemi, ruiné par tant de défaites, sur la route du Tyrol (30 mai). Il s'empara de Peschiera, prit aux Vénitiens Vérone et Legnago, qui lui assuraient la ligne de l'Adige, et assiégea Mantoue, sans laquelle on ne pouvait se dire maître de l'Italie supérieure.

Malgré tant de succès, la situation des Français se compliquait d'une multitude d'obstacles : outre le Piémont et l'état de Gênes où des bandes de brigands massacraient nos soldats isolés, outre Parme et Modène dont la malveillance n'était pas douteuse, ils

avaient sur leurs derrières les Anglais, maîtres de Livourne et de la Corse; sur leur flanc droit Rome et Naples, qui faisaient des armements; au milieu d'eux Venise pleine de colère, car on l'avait forcée à nourrir notre armée; on occupait trois de ses places, on protégeait les idées d'indépendance dans ses villes; enfin, quarante mille Autrichiens, détachés des armées du Rhin, étaient en marche avec le vieux Wurmser pour ramasser les débris de Beaulieu, débloquer Mantoue et reconquérir l'Italie. Il fallait réprimer activement tous ces mouvements et ces intentions hostiles. Bonaparte laissa quinze mille hommes devant Mantoue, vingt mille sur l'Adige, et avec sept à huit mille marcha sur la péninsule pour forcer Naples au repos, rançonner le pape et chasser les Anglais de Livourne. La cour de Naples se hâta de se soumettre, retira ses troupes de la coalition, et ferma ses ports aux Anglais. Gênes menacée donna toutes les sûretés exigées (5 juin). Bonaparte traversa Reggio, Modène, Bologne, villes éclairées, énergiques, avides de liberté, qui le reçurent avec enthousiasme; Ferrare capitula sans résistance; le pape Pie VI, prêtre vertueux, mais faible, et qui s'était prononcé avec violence contre la révolution, fut effrayé : il demanda un armistice (2 juin), et fut étonné de l'obtenir avec des marques de vénération, mais moyennant la cession des légations de Bologne et de Ferrare et de la citadelle d'Ancône, une contribution de 21 millions, cent tableaux et cinq cents manuscrits. Alors Bonaparte détacha en Toscane une division qui entra à Livourne, y mit garnison, et jeta en Corse des armes et des munitions, au moyen desquelles les patriotes de cette île chassèrent les Anglais. Enfin, après avoir, par ses menaces, forcé le Piémont à rentrer dans le repos, il revint devant Mantoue.

§ VII. Opérations contre Wurmser : batailles de Lonato, Castiglione, Bassano et Saint-Georges. — Les états italiens ne s'étaient humiliés sous la main du jeune conquérant qu'en attendant l'arrivée des Autrichiens : dès que Wurmser fut descendu à Trente, tous les ennemis de la France jetèrent des cris de joie; le pape rompit l'armistice; Naples fit marcher des troupes; les aristocraties génoise et vénitienne préparèrent des armements. Bonaparte n'avait, contre tant d'ennemis, que quarante-cinq mille hommes, dont les deux tiers seulement pouvaient entrer en ligne, à cause des garnisons et du blocus de Mantoue : la division Sauret occupait Salo avec six mille hommes; Masséna était à Rivoli et à Vérone avec quinze mille, Augereau à Legnago avec huit mille.

Wurmser partagea son armée en deux corps : vingt mille hommes, commandés par Quasdanowich, descendirent la route qui de

Trente débouche sur la Chiese en tournant le lac de Garda; quarante mille, commandés par lui-même, descendirent l'Adige par les deux rives jusqu'à Vérone : il espérait surprendre les Français devant Mantoue, les écraser lui-même sur leur front, pendant que son lieutenant leur couperait toute retraite. En effet, Quasdanowich d'un côté s'empara de Brescia, de l'autre chassa Sauret de Salo, pendant que Wurmser repoussait Masséna de Rivoli et marchait sur Mantoue. Aussitôt Bonaparte, calculant qu'il peut battre les deux armées l'une après l'autre, fait évacuer Vérone et Legnago, lève le siége de Mantoue, en abandonnant tout son matériel, concentre ses forces derrière le Mincio, et marche sur Quasdanowich (30 juill.) : Salo et Brescia sont dégagées; et les Autrichiens, culbutés à Lonato, sont rejetés sur Gavardo. Alors il laisse Masséna à Lonato contre Quasdanowich; il porte Augereau à Castiglione contre Wurmser, qui était entré à Mantoue et avait fait passer le Mincio à deux de ses divisions; lui-même se tient prêt à soutenir ses deux lieutenants. Masséna bat à Lonato Quasdanowich, qui s'avançait de nouveau pour se joindre à Wurmser, et le rejette encore sur Gavardo (2 août); Augereau bat les deux divisions de Wurmser à Castiglione, et les rejette sur le Mincio (3 août). Bonaparte, qui avait aidé d'abord Masséna, ensuite Augereau, revient sur Quasdanowich à Gavardo, le met en déroute, fait poser les armes à quatre mille hommes, et rejette le reste sur la chaussée de Trente (4 août). Ensuite il se retourne contre Wurmser, qui, ralliant ses deux divisions battues, prenait position à Castiglione avec vingt-cinq mille hommes; il le défait complétement, et lui fait repasser la rivière (5 août). Masséna court à Peschiera, culbute l'aile droite de l'ennemi, et va lui couper la route du Tyrol : alors le vieux maréchal se replie sur l'Adige, et se retire sur Roveredo. Vérone et Legnago sont reprises, et l'on recommence le blocus de Mantoue. Dans cette campagne de six jours, trente mille hommes en avaient battu soixante mille, en avaient tué ou pris vingt mille avec soixante canons et vingt drapeaux.

Bonaparte donna vingt jours de repos à ses troupes, reçut six mille hommes de renfort, et se mit à la poursuite de l'ennemi, avec le projet de se rendre, par le Tyrol, à l'armée du Rhin, qui pénétrait alors, comme nous le verrons bientôt, dans la Bavière. De son côté, Wurmser, ayant reporté son armée à cinquante mille combattants, reprit l'offensive, laissa Davidowich avec vingt mille hommes pour occuper les républicains sur l'Adige et les attirer dans le Tyrol; puis il se mit lui-même à descendre la Brenta pour revenir par Bassano sur l'Adige, délivrer Mantoue, et enfermer les

Français entre son armée et celle de Davidowich. Bonaparte, laissant trois mille hommes à Vérone et Legnago, huit mille devant Mantoue, remonte l'Adige avec vingt-huit mille, culbute les Autrichiens dans les gorges de Roveredo et de Calliano (3 sept.), et arrive à Trente, où il apprend que Wurmser vient de se jeter dans la vallée de la Brenta. Aussitôt, au lieu de s'enfoncer dans le Tyrol, il laisse Vaubois avec huit mille hommes sur le Lavis, devant Davidowich, et se lance avec vingt mille dans les gorges de la Brenta. Il atteint l'arrière-garde autrichienne, qui avait deux jours d'avance, à Primolano, la met en déroute (7 sept.), et force le vieux maréchal à s'arrêter à Bassano. Il le bat (8 sept.), lui prend quatre mille hommes, et lui coupe les routes d'Allemagne. Wurmser, avec quatorze mille hommes, est contraint de se diriger sur Vicence, dans un pays dont les Français occupent toutes les issues, pour se réfugier dans Mantoue : il court, poursuivi par Bonaparte, vers ce dernier asile, que lui fermaient encore l'Adige et la Molinella. Les fautes de deux subalternes le sauvèrent : le poste de Legnago n'était pas gardé, il passa l'Adige; un pont avait été oublié à Villa-Impenta, il passa la Molinella; enfin il entra dans Mantoue, dont la garnison fut alors portée à vingt-cinq mille hommes (12 sept.). Avec de telles forces, il essaya de tenir la campagne, et se déploya devant le faubourg Saint-Georges; mais Bonaparte était arrivé : furieux de voir sa proie échappée, il l'attaqua, le battit et le força à se renfermer désormais dans la place (15 sept.). Ainsi, l'armée de Wurmser était une seconde fois détruite : elle avait perdu vingt-deux mille hommes avec soixante-quinze canons, et le reste était bloqué dans Mantoue avec son général. Bonaparte laissa Vaubois sur le Lavis, Masséna à Bassano, Augereau à Vérone, Kilmaine au blocus de Mantoue. Il n'avait plus qu'à attendre la chute de cette place par la famine, car les armées du Rhin venaient d'éprouver des revers qui lui interdisaient toute pensée de se joindre à elles par le Tyrol.

§ VIII. Opérations des armées du Rhin. — Revers des Français. — Retraite de Moreau. — Les armées du Rhin, à cause du manque de vivres et de munitions, n'avaient commencé leurs opérations que dans le mois de juin. Jourdan avait cinquante-six mille hommes, Moreau soixante-dix mille; devant eux était l'archiduc Charles d'Autriche avec cent dix mille hommes qui s'étendaient de Manheim à Bâle. D'après le plan de Carnot, les deux généraux devaient passer le Rhin, s'avancer isolément par le Mein et le Necker, et, en débordant ses ailes, faire tomber le centre du prince Charles : le premier rejetterait l'ennemi dans la Bohême;

« le second, en le forçant à rétrograder derrière le Danube, inquiéterait les derrières de l'armée autrichienne d'Italie, et occuperait par sa droite la ligne d'Ingolstadt à Inspruck. » Pour cela, il avait été « ordonné à Bonaparte de lier sa gauche à la droite de Moreau, et de combiner ses mouvements avec lui de manière à écraser à la fois Wurmser et le prince Charles. » Ce plan était très-vicieux, puisqu'il laissait l'ennemi en force au centre devant des armées qui s'éparpillaient de la Lahn aux Alpes Rhétiques : il ne devait amener que des revers.

Jourdan, possédant deux ponts pendant que Moreau n'en avait pas, franchit le fleuve pour attirer l'ennemi à lui : il rencontra les Autrichiens à Altenkirchen, les batit, mais fut bientôt obligé de reculer devant des forces supérieures (1796, 4 juin). Pendant ce temps, Moreau surprit le passage du fleuve devant Strasbourg, s'empara de Kehl (24 juin), et se dirigea sur la Forêt-Noire, dont il n'obtint les débouchés qu'après les deux victoires de Renchen et de Rastadt. L'archiduc se retira par la vallée du Necker sur le Danube, entre Ulm et Ratisbonne (juillet), position centrale d'où il pouvait avec soixante mille hommes se jeter sur l'une ou l'autre des armées envahissantes; son lieutenant Wartensleben, avec quarante-cinq mille hommes, tenait tête à Jourdan.

Jourdan, à la nouvelle des succès de Moreau, laissa vingt-cinq mille hommes pour bloquer Mayence, et se dirigea sur le Mein en poussant devant lui Wartensleben : il occupa Francfort, Wurtzbourg, Bamberg, déboucha sur la Naab, s'empara d'Amberg, et détacha une division pour donner la main à Moreau (4 août). Si la jonction s'effectuait, l'archiduc était perdu, et les Français allaient droit à Vienne. Déjà les princes de Bade, de Wurtemberg et de Bavière avaient abandonné la coalition. Mais Moreau, après avoir traversé les Alpes de Souabe, battu l'archiduc à Neresheim et débouché sur le Danube, ne songeait plus qu'à s'étendre par sa droite en Bavière, pour joindre Bonaparte dans le Tyrol (11 août); et pendant qu'il s'éloignait de son collègue, l'archiduc prit la résolution la plus hardie : il laissa trente-six mille hommes devant Moreau, et marcha avec vingt-cinq mille sur la Naab pour se joindre à son lieutenant et écraser Jourdan. En effet, celui-ci, accablé par des forces doubles, se mit en retraite, en combattant sans cesse, depuis Amberg jusqu'à Wurtzbourg : là, il s'arrêta, livra bataille, fut défait, rejeté sur la Lahn; enfin il fut forcé de repasser le Rhin (2 sept.).

Pendant ce temps, Moreau avait franchi le Danube et le Lech; il courait sur Munich en poussant déjà une division dans le Tyrol;

mais, à la nouvelle de la retraite de Jourdan, il se vit isolé en Bavière, pendant que l'archiduc allait, en se rabattant de la Lahn sur le Necker, lui fermer toute communication avec la France. Aussitôt il se mit en retraite par la vallée du Danube, ayant derrière lui trente-six mille hommes qui le harcelaient, et craignant d'en trouver quarante mille dans les gorges de la Forêt-Noire. Arrivé à Biberach, et sur le point de traverser les montagnes, il voulut avoir sa marche libre : il se retourna, accula les Autrichiens sur la Riss, et les battit complétement (2 oct.); puis il traversa le Val d'Enfer, et arriva sur le Rhin dans un ordre parfait et sans avoir fait aucune perte pendant cette marche de vingt-six jours. Il rencontra les avant-gardes de l'archiduc, qui, après avoir débloqué Mayence, remontaient le fleuve pour lui couper la route; mais il les battit, et repassa le Rhin sur les ponts de Brisach et de Huningue (26 oct.).

§ IX. Alliance de la France et de l'Espagne. — Opérations de Bonaparte contre Alvinzi. — Batailles d'Arcole et de Rivoli. — Prise de Mantoue. — Traité de Tolentino. — La retraite de Jourdan et de Moreau laissait l'armée d'Italie dans un isolement périlleux au milieu de ses conquêtes. Venise, Rome, Naples prenaient les armes; Gênes et le Piémont n'étaient pas sûrs; l'Autriche, à l'aide des victoires de l'archiduc Charles, allait porter en Italie une nouvelle armée. « On nous compte, écrivait Bonaparte; des troupes, ou l'Italie est perdue. » Le Directoire, ne pouvant lui envoyer des renforts, chercha du moins à l'aider par ses négociations ; il signa avec le Piémont, Gênes et Naples trois traités de paix qui assurèrent la neutralité de ces états, le passage des troupes françaises en Italie et la fermeture des principaux ports aux Anglais (octobre); il empêcha, par ses promesses et ses menaces, Rome et Venise de se déclarer ennemies; il approuva la formation des états du duc de Modène, qui avait violé l'armistice, en république *Cispadane;* il promit aux Milanais la formation d'une république *Lombarde;* enfin il signa avec l'Espagne un traité d'alliance, qui fut un renouvellement du Pacte de famille, et par lequel les deux états se donnaient mutuellement un secours de vingt-quatre mille hommes et de quarante vaisseaux (18 août). L'Angleterre fût effrayée : ses finances étaient en détresse; la moitié des ports de l'Europe lui était fermée; l'Irlande menaçait de se révolter, et la France se préparait à lui faire une Vendée dans cette île. Pitt parut céder aux vœux des Anglais : il envoya à Paris un plénipotentiaire (22 oct.); mais il ne voulait que gagner du temps.

Cependant l'Autriche avait rassemblé vingt mille hommes sous Davidowich dans le Tyrol, quarante mille sous Alvinzi dans le Frioul, en leur ordonnant de se séuuir sous Vérone, d'accabler Bonaparte par des forces doubles et de délivrer Wurmser. En effet, Davidowich entra à Trente, rejeta Vaubois sur Calliano, et de là sur Rivoli, pensant qu'Alvinzi entrait à Bassano, rejetait Masséna sur Vérone, et venait occuper la formidable position de Caldiero (1er nov.). Bonaparte était dans une situation très-critique, et son armée prenait l'alarme : « Je suis désespéré, écrivait-il au Directoire ; et ce qui me reste de braves voit la mort infaillible. » Cependant, après s'être assuré que Vaubois pouvait tenir encore sur le plateau de Rivoli, il attaque la position de Caldiero avec les divisions Augereau et Masséna, c'est-à-dire avec vingt mille hommes contre quarante mille ; mais il est repoussé, et rentre dans Vérone. Alors il conçoit le plan hardi de tourner le flanc gauche de l'ennemi, de lui faire abandonner sa position et de le forcer à combattre en plaine. Laissant la garde de Vérone à deux mille hommes, il sort de cette ville par la porte occidentale avec le reste de ses forces, tourne à gauche, longe l'Adige, et arrive à Ronco, où un pont venait d'être jeté (14 nov.). Là il passe le fleuve et se trouve à l'origine de deux chaussées qui traversent de vastes marais, et où le nombre devient inutile, puisque les têtes de colonnes peuvent seules être engagées : celle de gauche longe l'Adige par Porcil jusqu'à Vérone, devant la position de Caldiero ; celle de droite traverse l'Alpon à Arcole, et atteint la route de Vérone à Vicence vers Villanova, seul point par lequel Alvinzi peut se retirer, puisqu'il a devant lui Vérone, à gauche l'Adige, à droite des montagnes impraticables. Masséna marche par la digue de Porcil, et inquiète de face Caldiero ; Augereau marche par la digue d'Arcole, mais il trouve le pont de ce village défendu par quelques bataillons dont la vive résistance donne le temps à Alvinzi d'abandonner Caldiero et de jeter des renforts sur Arcole. Vainement Augereau et Bonaparte lui-même s'élancent sur le pont, un drapeau à la main, à la tête des grenadiers : ils sont ramenés en arrière, et Bonaparte, précipité dans le marais, n'est sauvé que par le dévouement de ses soldats. La nuit était venue ; on craignait que Vaubois n'eût été rejeté sur le Mincio : les Français repassèrent l'Adige. Le lendemain, comme Vaubois tenait encore, ils franchirent de nouveau le fleuve, non pour tourner Alvinzi, puisqu'il s'était déployé en plaine, mais pour le rejeter sur la Brenta. Ils trouvèrent Arcole occupé en force, ne purent l'emporter, et repassèrent encore l'Adige. Pendant ce temps, Vaubois avait été chassé de Rivoli

et se maintenait avec peine à Castelnovo. Bonaparte allait se trouver enfermé entre les deux armées ennemies s'il n'en finissait avec Alvinzi : il franchit le fleuve pour la troisième fois (17 nov.); et tandis qu'Augereau tournait la gauche de l'Alpon pour prendre Arcole à revers, Masséna attaqua de front et enfonça les Autrichiens. Alors Alvinzi n'osa tenir en plaine et se retira en désordre sur Montebello, après avoir perdu dans ces trois jours douze mille morts et six mille prisonniers. Bonaparte rentra à Vérone par la route de Villanova et la porte orientale, au milieu des transports d'admiration des habitants et des soldats. Aussitôt il envoya Masséna au secours de Vaubois qui s'était replié derrière le Mincio, et porta Augereau sur Dolce pour couper la retraite à Davidowich; mais celui-ci se hâta de remonter l'Adige et ne s'arrêta qu'à Roveredo. Vaubois réoccupa le plateau de Rivoli et les hauteurs de la Corona.

Bonaparte donna six semaines de repos à ses troupes, harassées de leurs victoires; il réorganisa l'administration des pays conquis, livrés par le Directoire à des agents pillards et despotes; il menaça Venise, qui armait ses régiments esclavons; enfin il se mit en marche pour châtier le pape; mais arrivé à Bologne, il apprit qu'Alvinzi avait repris l'offensive, et il revint sur l'Adige. L'armée autrichienne avait été reportée à soixante mille hommes : quarante mille, sous Alvinzi, devaient, de Trente, descendre l'Adige jusqu'à Rivoli, pendant que vingt mille, sous Provera, attaqueraient Vérone et Legnago en même temps; Wurmser devait franchir la ligne de blocus, rallier à lui l'armée du pape, se réunir à Provera, et attaquer les derrières des Français occupés en avant par Alvinzi. L'armée républicaine avait été partagée en quatre divisions de dix mille hommes chacune : Serrurier était devant Mantoue, Augereau à Legnago, Masséna à Vérone, Joubert à la Corona; en outre Rey, avec une réserve de quatre mille hommes, se tenait à Castelnovo. Joubert, assailli par des forces supérieures, fut chassé des hauteurs de la Corona, et essaya de tenir sur le plateau de Rivoli. Ce plateau plonge à l'est sur l'Adige; il est dominé à l'ouest par le Monte-Baldo, qui n'est lui-même ouvert que par des sentiers impraticables pour les chevaux; enfin il n'est abordable au nord que par la route qui vient de Trente en longeant l'Adige, mais qui, arrivée à Incanale, grimpe sur le plateau en escalier tournant. Alvinzi résolut d'attaquer cette position par tous les côtés : à droite, par seize mille hommes d'infanterie qui franchiraient les sentiers du Monte-Baldo; de front, par l'artillerie, la cavalerie, six mille hommes d'infanterie et les bagages, qui suivraient l'escalier d'Incanale; à gauche, par six mille hommes

placés sur la rive gauche de l'Adige, qui balaieraient le plateau de leurs boulets; enfin, sur les derrières des Français, par six mille hommes qui fileraient entre le Monte-Baldo et le lac de Garda, et qui étaient commandés par l'émigré Lusignan. Joubert appela du secours.

Bonaparte, ne sachant de quel côté l'ennemi porterait ses coups principaux, avait dirigé la division Masséna au-devant de Provera, qui fut battu (1797, 13 janv.); mais, à la nouvelle de la marche d'Alvinzi, il laissa Augereau sur le bas Adige, fit partir à la hâte la division Masséna pour Rivoli, et arriva de sa personne sur le plateau au moment où Joubert en abandonnait les pentes septentrionales et où Alvinzi, avec les bataillons d'infanterie qui descendaient les sentiers de Monte-Baldo, allait faire sa jonction avec la longue colonne qui montait l'escalier d'Incanale (14 janv.). Si cette jonction s'opérait, tout était perdu. Bonaparte ramena les braves de Joubert au combat; mais les forces étaient trop inférieures : la colonne d'Incanale commençait à gravir le plateau; Alvinzi gagnait du terrain sur notre flanc; Lusignan arrivait sur la route de Castelnovo; enfin les boulets de la rive gauche de l'Adige portaient quelque trouble dans la petite armée française, qui se trouvait ainsi escaladée de front, serrée à droite et à gauche, coupée par derrière. Heureusement Masséna arriva. Bonaparte avait maintenant seize mille combattants et soixante canons contre quarante mille hommes qui ne pouvaient se servir de leur artillerie ni de leur cavalerie, et dont un tiers était occupé à des opérations accessoires : il ne s'inquiète ni du corps de la rive gauche qui n'agit que par ses boulets perdus, ni des soldats de Lusignan, qu'il montre de loin à ses braves en leur disant : « Ceux-là sont à nous! » C'est sur la colonne d'Incanale qu'il porte tous ses efforts : au moment où elle va se déployer sur le plateau, elle est assaillie sur ses flancs par l'infanterie, chargée de front par la cavalerie, criblée de boulets par l'artillerie, qui plonge dans le profond défilé où plus de douze mille hommes sont entassés; tout est culbuté, tué ou pris. De là il se porte sur les colonnes d'Alvinzi qui se débandaient à la poursuite de notre gauche; elles sont chargées, mises en déroute, jetées dans les précipices. Enfin il se retourne, mitraille Lusignan, le pousse sur la réserve de Rey, et le force à mettre bas les armes.

Alvinzi se retirait dans le plus grand désordre par l'étroit sentier qui mène aux hauteurs de la Corona : on pouvait achever sa ruine. Mais alors Bonaparte apprit que Provera avait surpris le passage de l'Adige à Anghiari, et qu'il marchait à la délivrance de Mantoue; aussitôt il laisse à Joubert et à Rey le soin d'en finir

avec Alvinzi, et il se dirige sur Mantoue avec la division Masséna. Ce corps infatigable s'était battu le 13 janvier devant Vérone; il avait marché toute la nuit pour arriver à Rivoli; il venait de se battre pendant tout le 14; il allait marcher toute la nuit et la journée du 15 pour se battre le 16 devant Mantoue : l'activité tant vantée des soldats romains n'avait jamais fait de tels prodiges. Provera, quoique poursuivi par Augereau, qui lui enleva son arrière-garde, était arrivé devant Mantoue; mais il trouva le faubourg de Saint-Georges fortifié et défendu par quinze cents hommes, qui repoussèrent toutes ses attaques (16 janvier); le lendemain il se porta sur le faubourg de la Favorite, pendant que Wurmser débouchait de la place, d'un autre côté, pour faire diversion. Mais Bonaparte était arrivé et avait rallié la division Augereau : Wurmser fut rejeté dans la place; Provera trouva devant lui Serrurier qui gardait la Favorite, sur ses flancs Masséna, et sur ses derrières Augereau : enveloppé, battu, enfoncé par les trois divisions, il mit bas les armes avec six mille hommes. Le même jour, Joubert se jeta à la poursuite d'Alvinzi sur les hauteurs de la Corona, le tourna par les deux flancs, le coupa de sa ligne de retraite, l'enferma dans un véritable gouffre où il fut écrasé : cinq mille Autrichiens se rendirent, trois mille furent tués; le reste se jeta dans l'Adige ou s'enfuit sur Roveredo et Calliano, harcelé et poursuivi par Joubert, qui ne s'arrêta que sur le Lavis. Les Français reprirent partout leurs anciennes positions, depuis Trente, par Bassano, jusqu'à Trévise.

Telles furent les batailles de Rivoli, de la Favorite et de la Corona, qui coûtèrent à l'Autriche vingt-quatre mille prisonniers, douze mille morts, soixante canons, vingt-quatre drapeaux, et dont le dernier prix fut Mantoue. Wurmser, réduit aux dernières extrémités de la famine, capitula, et livra encore aux Français treize mille prisonniers et trois cent cinquante canons (2 fév.).

Aussitôt Bonaparte partit pour Bologne avec une division formée en partie d'Italiens, et arriva sur le Senio, où s'était retranchée l'armée pontificale, grossie d'une multitude de paysans : il la dispersa, traversa la Romagne, s'empara d'Ancône, et arriva à Tolentino. La cour de Rome, épouvantée, demanda la paix, et Bonaparte, qui ne voulait que la rançonner et la réduire à l'impuissance, y consentit (19 fév.). Alors fut signé le traité de Tolentino, par lequel le pape cédait à la France Avignon, Bologne, Ferrare, Ancône, la Romagne, payait 30 millions, et donnait les objets d'art stipulés dans l'armistice de Bologne.

§ X. Opérations maritimes.—Campagne de 1797.—Batailles du Tagliamento, de Tarvis, de Neumark. — Préliminaires de

LÉOBEN. — Jamais la guerre ne s'était faite avec cette grandeur d'inspiration, cette netteté, cette profondeur, cette multiplicité de vues, cette prompte intelligence des lieux, des hommes, des circonstances : c'était la grande guerre que Gustave-Adolphe, Turenne, Frédéric n'avaient fait qu'entrevoir. La France était émerveillée de ces victoires prodigieuses où les prisonniers étaient plus nombreux que les vainqueurs, de ces traités où Raphaël et Michel-Ange payaient la rançon de leur patrie, mais surtout de ce jeune homme dont elle savait à peine prononcer le nom, et qui se révélait à la fois comme guerrier, diplomate, administrateur. Si le même génie et la même fortune eussent présidé aux opérations des armées du Rhin, et surtout aux opérations maritimes, la révolution eût dès lors imposé des lois à toute l'Europe. Mais Jourdan avait donné sa démission, et son armée, portée à soixante-dix mille hommes et commandée par Beurnonville, resta immobile devant trente-cinq mille Autrichiens. Celle de Rhin-et-Moselle fut occupée uniquement à défendre le fort de Kehl, assiégé par l'archiduc Charles, qui s'opiniâtra devant ses murs pendant deux mois, l'écrasa de cent mille boulets et de vingt-cinq mille obus, et le fit capituler lorsqu'il n'était plus qu'un amas de ruines (9 janv.).

Le Directoire avait rompu les négociations avec le cabinet britannique, dont il avait reconnu la mauvaise foi; il avait pressé l'Espagne et la Hollande de joindre leurs vaisseaux aux siens pour rendre la liberté aux mers. Mais l'Espagne était bien dégénérée sous le faible Charles IV et son favori Godoï; la Hollande était divisée en plusieurs partis acharnés qui retardaient l'établissement de la constitution, et dont les discordes ruinaient les ressources de ce pays; les Anglais avaient enlevé à la première l'île de la Trinité; à la seconde Ceylan, le Cap et les Moluques. Cependant la marine française se relevait sous le ministère habile de Truguet : une escadre avait fait de riches prises à Terre-Neuve; des renforts avaient été envoyés à Saint-Domingue, où les noirs avaient pris parti pour la métropole; enfin, le Directoire, ayant noué des intelligences avec les Irlandais, forma une grande expédition qui devait porter un coup mortel à la puissance anglaise. Une flotte de vingt-sept vaisseaux ou frégates montés par dix-huit mille hommes que Hoche commandait, partit de Brest et se dirigea sur l'Irlande; mais elle fut dispersée par une tempête, et la frégate qui portait Hoche s'égara. Quelques vaisseaux se rallièrent et entrèrent dans la baie de Bantry; mais le mauvais temps et le manque de chefs les empêchèrent d'aborder, et l'expédition regagna les côtes de France (1796, 24 déc.).

La campagne de 1797 devait être décisive. L'Autriche avait prescrit à son armée du Rhin de rester sur la défensive, et elle avait fait les derniers efforts pour envoyer en Italie une quatrième armée, qu'elle donna à l'archiduc Charles, avec ordre de couvrir les trois routes qui mènent à Vienne : Laudon, avec quinze mille hommes, gardait le col de Brenner ; Lusignan, avec huit mille, le col de Tarvis ; l'archiduc, avec vingt-cinq mille, le col d'Adelsberg et surtout la route de Trieste.

Bonaparte avait résolu de marcher sur Vienne. Le Directoire approuva son dessein audacieux : il détacha des armées du Rhin les divisions Delmas et Bernadotte, qui élevèrent l'armée d'Italie à soixante-quinze mille hommes ; il donna le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse à Hoche, porta cette armée et celle de Moreau à cent quarante mille hommes, et leur ordonna de reprendre l'offensive.

L'entreprise de Bonaparte était des plus téméraires : il fallait qu'il s'avançât entre le Tyrol et l'état de Venise, disposés à s'insurger sur ses derrières ; qu'il franchît pendant l'hiver les Alpes Juliennes, les Alpes Noriques, le Semmering, et qu'il arrivât, à deux cents lieues de sa base d'opérations, au cœur de la monarchie autrichienne. Il laissa vingt mille hommes, commandés par Kilmaine, pour garder les places et observer les Vénitiens, dont la malveillance n'était contenue que par la crainte ; il dirigea vingt mille hommes commandés par Joubert sur le Tyrol, pour rejeter Laudon au delà du Brenner, en lui ordonnant, selon les circonstances, ou bien de descendre dans le bassin de l'Inn pour se joindre à Moreau, ou bien de filer à droite par l'Eysach pour se joindre à lui-même dans la vallée de la Drave ; il porta dix mille hommes commandés par Masséna sur Feltre et Bellune contre Lusignan ; enfin lui-même, avec vingt-cinq mille hommes, suivit la grande route de Trévise à Gorizia, et franchit le Piave sans obstacle. L'archiduc s'était placé sur le Tagliamento et essaya de le défendre à Valvasone (1797, 16 mars) ; mais il fut battu et rejeté derrière l'Isonzo : Bonaparte s'empara de Palma-Nova. En même temps Masséna écrasa Lusignan, se rabattit de Bellune sur Osopo, prit cette place et marcha par Ponteba sur le col de Tarvis. Alors le prince Charles dirigea son aile droite, son artillerie et ses bagages sur Udine, Caporetto et Chiusa-di-Pletz, pour gagner le col de Tarvis avant que Masséna n'y fût arrivé ; lui-même voulait garder le bas Isonzo pour couvrir Trieste. Mais Masséna s'empara du col de Tarvis ; en même temps Bonaparte prit Gradisca, passa l'Isonzo et se mit à la poursuite de l'aile droite autrichienne, que Masséna attendait. L'archi-

duc, coupé de son aile droite, et ne pouvant remonter la rive gauche de l'Isonzo, que borde la masse des Alpes Carniques, fut forcé de gagner à la hâte le col d'Adelsberg, poursuivi par Bernadotte; et il arriva à Laybach. De là il courut de sa personne à Villach, où venaient d'arriver deux divisions envoyées du Rhin : il les porta sur le col de Tarvis pour en chasser Masséna et rouvrir la route à son aile droite; mais il fut battu et rejeté sur Villach, où le rejoignit le reste de son armée (24 mars). Alors l'aile droite, prise en tête et en queue par Masséna et Bonaparte, essaya vainement de résister : elle fut enfoncée et perdit six mille hommes, trente canons et quatre cents voitures. Les Français entrèrent à Villach, et de là à Klagenfurth; la division Bernadotte s'empara de Trieste et de Laybach.

Pendant ce temps, Joubert avait battu les Autrichiens sur le Lavis, à Neumark et à Clausen; il les avait rejetés au pied du Brenner, et était arrivé à Brixen (22 mars). Mais alors tout le Tyrol se souleva ; des bandes de paysans belliqueux se joignirent aux troupes de Laudon et menacèrent d'envelopper les Français. Joubert, ayant appris que les armées du Rhin étaient encore immobiles, tourna à droite par Lienz, passa le col de Toblach, et arriva à Villach. Aussitôt Laudon descendit à Trente, et entra sur le territoire vénitien, où la guerre civile avait éclaté : les principales villes, travaillées par les idées et les agents de la France, s'étaient mises en révolte contre le sénat, et avaient fait alliance avec Milan et Bologne ; mais l'aristocratie avait soulevé les campagnes contre les villes, et armé des bandes de paysans sauvages, qui demandaient l'extermination des Français. L'approche de Laudon fit jeter le masque au sénat, qui signa un traité secret avec l'Autriche pour couper la retraite à Bonaparte; dix régiments esclavons furent appelés à Venise; plusieurs Français isolés furent massacrés.

Bonaparte, à ces fâcheuses nouvelles, menaça le sénat d'une destruction complète s'il lui faisait une Vendée sur ses derrières; mais, malgré les vives inquiétudes que lui donnait l'inaction des armées du Rhin, il continua sa marche, battit l'archiduc dans les gorges de Neumark, franchit les Alpes Noriques, et arriva à Léoben, où il fut joint par Joubert (15 avril). Son avant-garde s'empara du Semmering : les Français n'étaient plus qu'à vingt-cinq lieues de Vienne. La consternation se répandit dans cette ville, et la cour d'Autriche ne songea plus qu'à traiter. Alors l'archiduc demanda une suspension d'armes. Bonaparte l'accorda, et, quoiqu'il n'eût pas de pouvoir pour faire la paix, il en signa les préliminaires sur les bases suivantes : cession à la France de la Belgique et de la rive gauche du Rhin; cession de la Lombardie pour en faire un

état indépendant, moyennant indemnité prise sur le territoire vénitien, etc. (18 avril).

§ XI. Opérations sur le Rhin. — Destruction de la république de Venise. — Fondation de la république Ligurienne. — Négociations avec l'Angleterre. — Le jour même où Bonaparte signait les préliminaires de la paix, les armées du Rhin, immobiles pendant un mois, faute d'argent, entraient en campagne. Hoche déboucha par Neuwied, battit les Autrichiens à Heddersdorf, passa le Sieg et la Lahn; Moreau franchit le Rhin près de Strasbourg, battit les Autrichiens à Diersheim, pénétra dans la Forêt-Noire. Tous deux allaient se joindre sur le Mein, quand ils furent arrêtés par les courriers de Léoben (23 avril). Le Directoire, excité par ses premiers succès, hésita à ratifier les préliminaires que Bonaparte avait signés sans autorisation; mais un enthousiasme universel avait accueilli l'espérance de la paix; le gouvernement n'osa blâmer la conduite illégale de l'homme qui venait de forcer la coalition à s'humilier devant la révolution : les préliminaires furent ratifiés, et les négociations s'ouvrirent à Udine entre le général d'Italie et les envoyés de l'Autriche.

Bonaparte s'était empressé de repasser les Alpes Juliennes pour assurer ses communications; car, malgré ses menaces, la guerre avait éclaté entre les troupes françaises qui protégeaient les villes insurgées et les paysans vénitiens que soutenait le sénat. La garnison de Vérone se vit enfermée dans les châteaux par vingt mille montagnards, dix mille Esclavons et les Autrichiens de Laudon (15 avril) : on égorgea les Français dans les rues et les hôpitaux, quatre cents furent jetés dans l'Adige; le massacre se propagea dans les villes voisines; il fallut que la division Kilmaine livrât une bataille sanglante aux portes de Vérone pour l'amener à la soumission et délivrer la garnison des châteaux. Le sénat désavoua vainement cette insurrection; un événement plus odieux témoigna ouvertement de sa perfide lâcheté et fut la cause de sa ruine : un lougre français s'étant réfugié dans le port de Venise fut criblé de boulets par les forts, et tout l'équipage massacré (23 avril).

Ce fut alors que la nouvelle des préliminaires de Léoben arriva à Venise : le sénat terrifié demanda grâce. Mais Bonaparte accourait plein de colère, et il repoussa toutes les supplications. « Le sang de mes frères d'armes sera vengé ! dit-il aux envoyés vénitiens. Je serai un Attila pour Venise (2 mai). » Et il déclara la guerre à la république, renversa dans toutes les villes le gouvernement de Saint-Marc, et dirigea des troupes sur les Lagunes. L'aristocratie renvoya ses Esclavons, désarma les paysans, modifia la

constitution de la république. Tout cela fut inutile : une révolution éclata dans Venise; la bourgeoisie força le sénat à abdiquer, et appela les Français : le général Baraguay-d'Hilliers, avec quatre mille hommes, entra dans la ville et planta le drapeau tricolore dans la place Saint-Marc (16 mai). Les forts et les vaisseaux furent livrés ; les troupes vénitiennes capitulèrent, et un gouvernement démocratique fut provisoirement établi.

Ainsi tomba sans efforts cette république de quinze siècles, qui espérait vainement reprendre, sous la protection des Français, une nouvelle vie : sa ruine était écrite dans les préliminaires de Léoben. Son ancienne rivale, Gênes, fut plus heureuse. Une insurrection démocratique avait éclaté dans cette ville à l'instigation des Français, et elle avait été comprimée par le sénat, qui maltraita les partisans et même l'envoyé de la France (31 mai). Bonaparte, qui était déjà revenu à Milan, menaça l'aristocratie de sa colère : les démocrates reprirent l'avantage; le sénat abdiqua; une constitution démocratique fut établie, et Gênes, sous le nom de république *Ligurienne*, devint l'alliée soumise de la France.

Tous ces événements répandirent une profonde terreur chez les ennemis de la révolution française, et donnèrent la plus haute idée du gouvernement directorial aux étrangers. « La moitié de l'Europe, écrivait Mallet-Dupan, est aux genoux de ce divan et marchande l'honneur de devenir son tributaire. » L'Angleterre fut vivement remuée ; elle se voyait désormais seule dans la lutte ; les démocrates continuaient à s'agiter; le peuple demandait la paix à grands cris; les matelots de deux flottes s'étaient révoltés et menaçaient de conduire leurs vaisseaux en France; la Banque, qui avait fait de grandes avances au gouvernement, avait été obligée de suspendre ses payements. Enfin l'on annonçait que le Directoire avait repris ses projets sur l'Irlande ; que les flottes espagnole et hollandaise allaient se réunir à Brest pour embarquer quarante mille hommes; que Hoche pressait les préparatifs de cette grande expédition, qui devait créer une république nouvelle sur le flanc de la Grande-Bretagne. Pitt fut forcé de plier devant les clameurs de la nation et les victoires de la France; il fit des propositions de paix; le Directoire y accéda, et des négociations sérieuses s'ouvrirent à Lille (6 juillet).

§ XII. Situation des finances. — Agiotage. — Conspirations royalistes. — Élections de l'an V. — Réaction royaliste dans les conseils. — La France n'avait jamais été si glorieuse à l'extérieur; mais à l'intérieur elle était toujours pleine d'agitations et de souffrances. Les finances ne s'étaient pas améliorées; l'emprunt

forcé n'avait produit que 300 millions; les impôts ne rentraient pas; les mandats territoriaux n'avaient obtenu aucune faveur ; on ne voulait plus de papier d'aucune sorte. Les Conseils furent forcés de déclarer que les transactions auraient lieu dorénavant, soit en numéraire, soit en papier au cours réel, et que les impôts seraient perçus de même (1796, 16 juill.). Le papier-monnaie avait fait son temps : par lui la révolution avait vaincu l'Europe, et « cinq années du règne des assignats avaient plus subdivisé la propriété en France que ne l'avaient fait les siècles pendant lesquels le régime féodal déchut progressivement. » Cependant la chute du papier-monnaie causa de nombreuses souffrances, et mit dans le plus grand embarras le gouvernement, qui n'avait plus, pour vivre, que les impôts réguliers. Il fut alors obligé de recourir à mille expédients ruineux, d'emprunter à des taux usuraires, d'anticiper sur les recettes des années suivantes, de vendre à vil prix les biens nationaux. Toutes ces mesures donnèrent lieu à des trafics scandaleux qui firent accuser le Directoire d'improbité, quoique Barras seul eût une part secrète dans les profits des infâmes agioteurs qui élevaient leurs fortunes sur les misères publiques. Jamais gouvernement n'avait été réduit à de plus tristes nécessités d'argent; jamais spéculateurs n'avaient plus indignement abusé de leurs ressources pour voler une nation. Faute de 100,000 francs pour payer un équipage de pont, Moreau était entré en campagne un mois trop tard; un prêt de 300,000 francs fut reconnu par une inscription de 12 millions sur le grand-livre de la dette publique! Toutes les administrations, et surtout celle de la guerre, étaient livrées à une tourbe de pillards dont Barras était le patron, qui se jouaient des ordres du Directoire et des lois des Conseils, se soutenaient mutuellement, étaient devenus l'unique pouvoir de la république, et qui, non contents d'accaparer en France tous les marchés et les fournitures, se jetaient encore à la suite de nos armées pour voler les pays conquis. Ces agents avaient donné autant d'embarras à Bonaparte que les Autrichiens; et il n'avait pu en débarrasser son armée, où ils trouvaient des complices. « De cette époque datent les nouvelles fortunes. On vit tout à coup sortir de la fange un essaim de parvenus; enfants de l'agiotage et de l'immoralité, on les vit afficher à la suite des camps le luxe le plus effréné et l'esprit le plus contre-révolutionnaire. Tous les sacrifices de la république épuisée s'arrêtaient dans leurs mains impures, et ils ressemblaient plutôt à un corps ennemi posté sur les derrières de nos armées pour leur couper les vivres qu'à des agents chargés de les alimenter[1] ».

[1] Rapport de Joubert de l'Hérault au Conseil des Cinq-Cents.

Ce furent ces nouveaux riches qui rappelèrent les mœurs de l'ancien régime, les scandales des courtisans de Louis XV : ils déployèrent le luxe le plus insultant; ils inventèrent les modes les plus impudiques; imitateurs des muscadins, qu'ils surpassaient en arrogance et en ridicule, ils ramenèrent les habitudes monarchiques, discréditèrent les institutions républicaines, plongèrent la nation dans le matérialisme le plus grossier. Maintenant qu'on n'était plus exalté par le dévouement à la patrie et la foi à la liberté, on sentait le vide laissé dans les âmes par le triomphe de la philosophie voltairienne; il n'y avait plus dans toutes les classes que de l'égoïsme, l'appétit des richesses, l'indifférence la plus moqueuse pour tout ce qui était sentiment, croyance, dévouement. Le temps n'était pas éloigné où, ne pouvant plus s'attacher à aucune idée, le peuple aurait foi à un homme.

Le désordre des finances, la dissolution des mœurs, l'incrédulité universelle, faisaient la joie des royalistes, qui affectaient sans cesse de rappeler le bonheur dont la nation jouissait sous la monarchie et avec la religion. Mais eux-mêmes étaient égoïstes, impies et vicieux : les nobles ne voulaient que des vengeances et leurs richesses; les prêtres ne prêchaient que le désordre et la guerre civile; les *Jacobins blancs* se faisaient du meurtre et du vol des moyens de succès. Les compagnies de Jéhu et du Soleil continuaient leurs assassinats isolés dans le midi, et dans l'ouest les routes étaient infestées de brigands, débris des bandes royales, connus sous le nom de *Chauffeurs*. Soixante mille émigrés étaient rentrés avec un nombre infini de prêtres réfractaires qui tenaient en alarmes les campagnards et surtout les acquéreurs de biens nationaux. Deux grandes agences royalistes cherchaient à enlacer tout le pays dans un réseau d'associations semblables à celles de l'ancien club des Jacobins, « pour faire de la France une Vendée générale; » mais les chefs n'étaient que de misérables intrigants qui tiraient des millions à l'Angleterre pour de vaines promesses. Cependant l'agence de Paris, conduite par Brottier, Duverne et Lavilleurnois, forma une conspiration aussi maladroite que violente, dans le genre de celle de Babeuf : le complot fut découvert et les chefs arrêtés. Leurs papiers compromirent plusieurs membres des Conseils; Duverne déclara même que cent quatre-vingt-quatre députés avaient offert à Louis XVIII de le rétablir sur le trône, à condition que la constitution actuelle serait conservée. « Le roi fera tout, répondit le prétendant, pour réformer les abus qui s'étaient introduits dans l'ancien régime; mais rien ne pourra le décider à changer la constitution de l'état. » Le Directoire donna une grande

publicité à cette intrigue; mais il était déjà si discrédité que les conspirateurs trouvèrent appui même dans le corps législatif, et ne furent condamnés qu'à la prison. On crut qu'il n'avait voulu, par la révélation de ce complot, qu'influencer les élections qui devaient amener un nouveau tiers dans les Conseils.

« Les élections de l'an V, dit Lacretelle, étaient considérées comme un appel du 13 vendémiaire. Jamais la nation ne montra un mouvement plus opposé à celui dont elle avait été transportée dans la grande année de 1789. Il y eut beaucoup d'assemblées primaires et de corps électoraux où l'on entendit des provocations directes au rétablissement de la royauté. Les républicains ardents n'y étaient pas seuls outragés; on y témoignait la même aversion contre ceux qui se piquaient de scrupules constitutionnels. » Les royalistes firent une nouvelle terreur dans les provinces; ils chassèrent les patriotes des assemblées primaires; ils répandirent des proclamations de Louis XVIII. Les journaux par leurs déclamations, les anciens évêques par leurs mandements, les émigrés rentrés par leurs menaces, les administrations locales et les tribunaux par leur silence, provoquèrent les habitants des campagnes au rétablissement de la royauté. « Le scandale fut porté à un excès dont la certitude seule de la contre-révolution peut donner la raison. » Le résultat de toutes ces manœuvres fut l'élection de deux cent cinquante députés monarchistes, parmi lesquels étaient des hommes qui conspiraient avec le prétendant pour ramener l'ancien régime, tels que Pichegru, le général Willot, Imbert-Colomès, etc. Le premier, depuis sa destitution, avait conclu son marché avec les royalistes, et était devenu tout l'espoir de l'émigration. « Je dépose en vos mains, lui écrivit le prétendant, la plénitude de ma puissance et de mes droits. »

Le nouveau tiers, dès son entrée dans les Conseils, montra que la majorité était changée, en nommant Pichegru président des Cinq-Cents, et Barbé-Marbois président des Anciens (20 mai). Ensuite on remplaça Letourneur, que le sort faisait sortir du Directoire, par le négociateur des traités de Bâle, Barthélemy, homme faible, qui avait des opinions monarchiques, et dont le nom avait été compromis dans les papiers de Lemaître. Alors la majorité commença sa réaction : elle rapporta la loi qui excluait les parents d'émigrés des fonctions publiques; elle amnistia les Toulonnais qui avaient livré leur ville aux Anglais; elle abolit la peine de la déportation pour les prêtres insermentés; elle censura le Directoire pour avoir fait la guerre à Venise et traité avec les puissances d'Italie sans l'autorisation des Conseils; elle refusa au gouvernement

tout moyen de répression contre les assassinats du midi et les brigandages de l'ouest; elle souleva l'indignation de tous les honnêtes gens contre les dilapidations des finances; elle interdit au Directoire, qu'elle voulait « faire mourir de faim, » tous les expédients dont il avait vécu jusqu'alors. « A chaque séance, dit Thibaudeau, c'étaient des motions, des rapports, des résolutions qui sapaient son autorité, altéraient sa considération, augmentaient ses alarmes, et jetaient l'épouvante parmi les républicains. » Le plan de la conspiration était de réorganiser la garde nationale, de mettre en accusation le Directoire, et de faire proclamer Louis XVIII par les Conseils.

Les royalistes étaient pleins de joie; leurs agents parcouraient l'ouest et le midi pour ranimer leurs partisans et exciter les vengeances; les acquéreurs de biens nationaux étaient assassinés; les émigrés rachetaient leurs domaines à vil prix et par la terreur; les prêtres rétablissaient les anciens diocèses, correspondaient avec Rome, formaient des associations, prêchaient la révolte. Cinq mille émigrés ou chouans étaient à Paris. « Le nom de républicain, prononcé avec respect, avec effroi dans l'étranger, était chez nous un terme de mépris, un titre de proscription. »

§ XIII. Coup d'état du 18 fructidor. — Tout le monde voyait qu'il fallait encore une bataille entre l'ancien régime et la révolution; et, comme c'était maintenant la représentation nationale qui conspirait, il n'y avait que le gouvernement qui pût sauver la république. Mais le Directoire était privé de tout moyen d'action, même du droit de dissoudre les Conseils; il n'avait la confiance de personne; enfin il était désuni. Barthélemy partageait les opinions des Conseils. Barras, gentilhomme de vieille race et *roi de la canaille*, s'entourait, dans ses orgies, aussi bien d'émigrés que de Jacobins; il avait trempé, dit-on, dans la conspiration de Babeuf et dans la conspiration de Duverne; protecteur et complice de tous les voleurs, ami et soutien de toutes les prostituées, il avait souillé de son infamie ses collègues probes et honnêtes; il était la cause unique du discrédit du gouvernement. Carnot, républicain de conviction et de sentiment, avec son caractère si élevé et ses intentions si pures, s'était laissé ébranler par les déclamations des royalistes contre la terreur; pour faire oublier la part qu'il avait prise à la dictature du fameux comité, il ne parlait que de modération et du règne des lois; il s'était égaré à croire que tout le danger du pays venait de la marche débile du gouvernement; il pensait que l'opposition des Conseils était constitutionnelle: enfin il se défiait de ses collègues et détestait Barras, non-seulement comme immoral, mais comme l'ancien chef des

Thermidoriens. Rewbell et Laréveillère étaient deux anciens Girondins, laborieux, instruits, désintéressés; mais c'étaient des hommes médiocres et sur lesquels le ridicule avait trouvé prise, parce qu'ils n'avaient que des qualités inférieures à leur position. Le premier, brutal et insolent, s'était discrédité par les hommes incapables qu'il avait mis dans le gouvernement; le second, rêveur candide, par une secte qu'il avait voulu fonder sur les débris du catholicisme, celle des *Théophilanthropes*.

Laréveillère et Rewbell résolurent de sauver la république, même par la violence. Ils cherchèrent d'abord à se rapprocher de Carnot. « Comment peux-tu, lui dirent-ils, te détacher de nous pour te rattacher à une faction qui veut se servir de toi pour perdre la république, qui veut te perdre après s'être servie de toi? » Mais ils furent repoussés avec mépris. Alors ils s'adressèrent à Barras; et, comme celui-ci était au fond révolutionnaire, ils parvinrent à s'entendre avec lui. Il fallait maintenant déjouer la conspiration; mais les républicains des Conseils étaient en minorité et se défiaient eux-mêmes du Directoire; on n'avait d'autres preuves du complot que des papiers trouvés à Venise, par Bonaparte, chez le comte d'Entraigues, agent du prétendant, papiers qui n'étaient pas assez précis pour qu'on pût s'en servir judiciairement; enfin les principaux coupables étaient dans les Conseils, et les Conseils étaient seuls juges des actes de leurs membres. Toute voie légale étant interdite, il ne restait que la ressource d'un coup d'état, et, pour le faire, on n'avait que l'armée, seule puissance restée révolutionnaire, qui s'indignait, elle qui venait de vaincre l'Europe pour vaincre le royalisme, de voir celui-ci surgir derrière elle, et au cœur même de la France. « Ainsi c'était la crainte de la contre-révolution qui, en 1793, avait jeté la république dans les excès et les fureurs dont nous avons vu la triste histoire; c'était la crainte de la contre-révolution qui aujourd'hui l'obligeait à se jeter dans les bras des militaires [1]. »

Les trois armées de la république présentaient de grandes différences dans leur composition et le caractère de leurs chefs. L'armée d'Italie, enivrée de gloire, de richesses, de plaisirs, était pleine de fougue, de brutalité, d'exaltation; elle n'avait que des officiers plébéiens; elle ne parlait que de sabrer les aristocrates de Paris; elle était, en un mot, jacobine. Son chef, ancien partisan de Robespierre et vainqueur des royalistes au 13 vendémiaire, passait pour le plus terroriste des généraux : à l'occasion du 14 juillet

[1] Thiers, t. IX, p. 138.

qu'il avait fait célébrer en Italie avec une pompe extraordinaire, il avait adressé à ses soldats une proclamation foudroyante pour le royalisme, et ceux-ci lui avaient répondu par des adresses sanguinaires « contre ces émigrés et ces prêtres, qui sont l'opprobre de la nation et l'exécration du genre humain. Tremblez, traîtres, disaient-ils; de l'Adige à la Seine il n'y a qu'un pas, et le prix de vos iniquités est au bout de nos baïonnettes. » Bonaparte envoya ces adresses au Directoire, lui conseilla un coup d'état et lui offrit ses troupes.

L'armée de Rhin-et-Moselle, moins enivrée de succès, plus pauvre, plus mesurée, semblait vouloir se distinguer de l'armée d'Italie par son mépris pour le Directoire; ses officiers, sortis des classes éclairées, affectaient des manières aristocratiques; elle semblait, en un mot, représenter l'opinion girondine. Son chef, distingué par sa modestie et son sang-froid, était opposé à Bonaparte par les constitutionnels et les monarchistes comme le modèle de l'homme de guerre; on affectait de mettre sa retraite d'Allemagne au-dessus des victoires de Montenotte et de Rivoli. Moreau, loin d'offrir son secours au Directoire, prit part en quelque sorte à la conspiration royaliste : lié d'amitié avec Pichegru et instruit de sa trahison depuis cinq mois par des papiers trouvés dans un fourgon autrichien, il garda criminellement ce secret, dont la découverte, si elle eût été faite avant les élections de l'an V, eût déjoué sans coup d'état la conspiration.

Le gouvernement se défiait de Moreau; il ne voulait pas de l'assistance de Bonaparte, dont il redoutait l'ambition; mais il y avait un général plus docile et plus modeste, homme d'état et de guerre dont les services étaient aussi grands et moins éclatants, dont la gloire ne faisait pas d'ombrage, dont le dévouement à la république était aussi ardent que sincère : c'était Hoche. Son armée pouvait être appelée l'armée du dévouement : c'était elle qui avait sauvé la république sur la Sambre et sur la Roër, qui s'était sacrifiée en 95 pour faire marcher Pichegru, en 96 pour faire marcher Moreau; qui, en 97, venait d'être arrêtée au début de ses victoires. Hoche s'entendit facilement avec les directeurs, et sur-le-champ il mit quinze mille hommes en mouvement, qui arrivèrent à La Ferté-Alais, à une distance interdite par la constitution. Les Conseils jetèrent des cris d'alarme. Le Directoire donna de mauvaises explications, fit reculer les troupes; et, comme Hoche était menacé d'un décret d'accusation, il demanda à Bonaparte l'un de ses généraux. Celui-ci envoya Augereau, qui avait les passions et le langage du faubourg Saint-Antoine, où il était né : c'était une

nullité politique dont il n'avait rien à redouter pour son ambition.

Le Directoire donna à Augereau le commandement de Paris, publia les adresses de l'armée d'Italie et changea le ministère : c'est alors que l'ancien évêque d'Autun, Talleyrand-Périgord, poussé par les républicains qui s'étaient ralliés au gouvernement, entra aux affaires étrangères. Les Conseils se virent menacés et se préparèrent à la résistance, mais avec indécision ; les royalistes et les constitutionnels ne pouvaient s'entendre ; Pichegru ne témoignait que faiblesse et médiocrité : on se contenta de décréter la réorganisation de la garde nationale, et de faire entrer Pichegru et Willot dans la commission des inspecteurs de la salle, commission qui était en quelque sorte le pouvoir exécutif des Cinq-Cents, et à laquelle on donna le commandement de la garde du corps législatif. Cependant les troupes de Hoche s'étaient remises en mouvement. Les députés crièrent au 31 mai et sommèrent le Directoire de s'expliquer ; mais celui-ci ne leur répondit que par un message où il dévoilait la marche contre-révolutionnaire de l'assemblée, en déclarant qu'il sauverait la France.

Alors les royalistes effrayés voulaient qu'on sonnât le tocsin, qu'on rassemblât les sections, que Pichegru marchât sur le Directoire ; mais il n'y avait que tumulte et désordre dans leurs résolutions, et aucune force n'était entre leurs mains. Pendant ce temps les directeurs avaient tout préparé, et, le 18 fructidor (4 septembre 1797), à minuit, douze mille hommes et quarante canons entrèrent dans Paris, occupèrent les quais, l'Hôtel-de-Ville, les Champs-Élysées, et enveloppèrent les Tuileries. Tous les postes furent livrés, sans coup férir, par la garde des Conseils. Cependant, dès le premier bruit, la commission des inspecteurs s'était rendue au palais et avait convoqué les Cinq-Cents ; mais elle fut arrêtée et envoyée au Temple avec un grand nombre de députés. Un détachement marcha sur le Luxembourg pour s'emparer de Carnot et de Barthélemy ; le premier s'enfuit, le second fut conduit au Temple. Toutes les autorités de Paris furent suspendues ; les soldats, pleins d'enthousiasme, faisaient retentir les rues des cris de : Vive la république ! Des proclamations furent affichées partout avec les pièces trouvées chez le comte d'Entraigues. La ville resta calme, et, à six heures du matin, tout était fini.

Cependant le Directoire avait convoqué à l'Odéon et à l'École-de-Médecine les deux minorités qui lui étaient dévouées. Ces deux assemblées se déclarèrent en permanence, autorisèrent le Directoire à prendre les mesures nécessaires pour le salut de l'état,

et décrétèrent que les élections de cinquante-trois départements étaient annulées aves les nominations des juges et administrateurs de ces départements ; que les directeurs Barthélemy et Carnot, les députés Aubry, Job Aymé, Boissy-d'Anglas, Bourdon de l'Oise, Cadroy, Gilbert-Desmolières, Henri Larivière, Imbert-Colomès, Camille Jordan, Lemerer, Mersan, Pastoret, Pichegru, Quatremère de Quincy, Siméon, Vaublanc, Villaret-Joyeuse, Willot, Barbé-Marbois, Portalis, Rovère, Tronçon-Ducoudray, etc., en tout cinquante-trois, étaient condamnés à la déportation ; que les places des députés proscrits resteraient vacantes ; que le Directoire était autorisé à nommer les juges et administrateurs des cinquante-trois départements désignés. Les lois contre les émigrés furent remises en vigueur ; il fut ordonné aux émigrés rentrés de sortir dans les quinze jours du territoire, sous peine de mort ; on rapporta la loi qui rappelait les prêtres déportés ; on déclara de nouveau les parents d'émigrés incapables d'occuper des fonctions publiques ; l'organisation de la garde nationale et la liberté de la presse furent suspendues ; enfin l'on prononça la déportation en masse des propriétaires, auteurs et rédacteurs de quarante et un journaux. Le Directoire mit, dans l'exécution de ces mesures révolutionnaires, une rigueur tyrannique : il déshonora sa victoire par des vengeances particulières, abusa de sa puissance, et fit de son règne une demi-terreur. Les condamnés furent conduits, les uns à Cayenne, les autres à Oléron, avec un luxe de brutalité inutile, et ceux de Cayenne subirent un long supplice sur cette terre désolée. Barthélemy s'en échappa et trouva un refuge en Angleterre ; Carnot s'enfuit en Allemagne. Ils furent remplacés au Directoire par Merlin de Douai et François de Neufchâteau.

A la première nouvelle des événements de Paris, Moreau envoya les papiers qui démontraient la trahison de Pichegru : le Directoire les publia pour se justifier ; mais, en même temps, il destitua Moreau pour sa révélation tardive, et donna le commandement des deux armées du Rhin à Hoche. Ce glorieux jeune homme n'en jouit que quelques jours : il mourut à vingt-neuf ans, empoisonné, dit-on, en laissant la renommée militaire la plus pure de la révolution.

Le 18 fructidor fut le complément du 13 vendémiaire : le parti de l'ancien régime retomba dans l'obscurité pour dix-sept ans. La révolution fut sauvée, mais on était rentré dans les voies extra-légales ; la constitution n'existait plus ; l'armée avait fait un pas de plus vers le pouvoir. L'armée avait désormais seule de l'avenir : au 13 vendémiaire, elle avait sauvé la Convention et vaincu la

garde nationale ; au 18 fructidor, elle sauva le Directoire et vainquit la représentation nationale ; nous la verrons, au 18 brumaire, détruire à la fois la représentation nationale et le Directoire, et prendre, pour quinze ans, la conduite de la révolution et le gouvernement de la France. « La légalité est une illusion à la suite d'une révolution comme la nôtre. Ce n'est pas à l'abri de la puissance légale que tous les partis pouvaient venir se soumettre et se reposer : il fallait une puissance plus forte pour les réprimer, les rapprocher, les fondre, et pour les protéger tous contre l'Europe en armes ; et cette puissance, c'était la puissance militaire [1]. »

§ XIV. Rupture des négociations avec l'Angleterre. — Traité de Campo-Formio. — Retour de Bonaparte a Paris. — Les troubles de l'intérieur avaient influé sur les négociations avec l'Autriche et l'Angleterre : à mesure que les étrangers voyaient grandir l'espoir de la contre-révolution, ils se montraient plus difficiles et plus exigeants. Cependant Pitt désirait réellement la paix, pour reprendre haleine et satisfaire aux clameurs des Anglais ; et comme il ne pouvait nous contester la possession de la Belgique, que l'Autriche abandonnait, il demandait seulement à conserver la Trinité, le Cap, Ceylan. Le Directoire fit une faute immense : au lieu d'accéder à ces conditions et d'indemniser nos alliés avec nos propres colonies ; soit par une générosité absurde, soit par le désir de perpétuer l'état de guerre qui rendait son pouvoir plus sûr et moins limité, il rompit les négociations.

Il s'en fallut peu que les conférences d'Udine n'eussent le même sort. L'Autriche témoignait tant de mauvaise foi, que les hostilités furent sur le point d'être reprises ; d'ailleurs le Directoire voulait que l'Italie fût affranchie jusqu'à l'Isonzo, et que l'empereur cherchât ses indemnités dans la sécularisation des états ecclésiastiques d'Allemagne. Bonaparte seul désirait ardemment la paix ; la paix lui donnait plus de gloire et ouvrait plus de champ à son ambition que vingt nouvelles victoires. Aussi, pour témoigner que les conditions imposées dans les préliminaires étaient irrévocables, il fit, des deux républiques lombarde et cispadane, une seule république, dite *Cisalpine*, en y ajoutant les pays de Mantoue, de Bergame, de Brescia et de Crême [2] ; de telle sorte qu'elle eut l'Adige pour limite, quatre millions d'habitants, et Milan pour capitale (1797, 9 juillet). Il lui donna une constitution modelée sur celle de la

[1] Thiers, t. IX, p. 308.

[2] On y ajouta aussi la Valteline, qui se déclara indépendante des Grisons et demanda de faire partie de la nouvelle république.

France, mais en nommant lui-même les directeurs et les membres des conseils ; il organisa la garde nationale, l'armée, les finances du nouvel état; il s'efforça d'inspirer aux Italiens des mœurs dignes de leur indépendance. L'Italie l'applaudissait avec enthousiasme : elle le regardait, à cause de son origine, comme un de ses enfants. Le Directoire le pressa d'imposer son ultimatum à l'Autriche ; il refusa d'obéir, se plaignit d'être traité comme un Pichegru, et offrit sa démission. Le gouvernement n'osa l'accepter et l'autorisa à traiter, mais à la condition que Venise ne serait pas sacrifiée : « C'est uniquement pour elle que nous consentons à la guerre. Abandonner un état que vous jugez vous-même digne d'être libre, ce serait traiter en vaincus et conniver à une perfidie sans excuse. » Bonaparte ne tint pas compte de ces ordres, et signa la paix, qui prit le nom de Campo-Formio (17 octobre). L'empereur reconnaissait à la France la possession de la Belgique, de la rive gauche du Rhin et des îles Ioniennes ; à la république Cisalpine, la possession de la Lombardie, du Mantouan, des provinces enlevées au pape, à Venise et au duc de Modène ; il reçut en dédommagement Venise, le Frioul, l'Istrie et la Dalmatie ; il promit sa voix à la France dans le congrès qui s'assemblerait à Rastadt pour régler la dépossession des princes de la rive gauche du Rhin ; il mit à délivrance La Fayette et ses compagnons de captivité.

Ce fut peut-être le plus beau jour de la vie de Bonaparte : le premier il donnait à la France, avec ses limites naturelles, la paix la plus glorieuse qu'elle eût jamais faite ! Le système révolutionnaire était propagé en Europe ! la république française était entourée de républiques ses filles qui gardaient ses approches ; tous les souverains s'étaient humiliés devant cette révolution naguère si méprisée, et qui prenait place dans le monde avec tant de gloire ; Bonaparte devenait le grand homme de la révolution. On oubliait les héroïques efforts de la nation dans les campagnes de 93 et de 94, pour ne voir que les brillantes victoires de l'armée d'Italie ! le héros de Montenotte et de Rivoli assumait sur lui toute la gloire des vainqueurs de Wattignies, de Weissembourg, de la Mouga ! le traité de Bâle était effacé par celui de Campo-Formio ! Et pourtant Bonaparte avait signé ce traité par un profond calcul d'égoïsme ; il l'avait signé en désobéissant formellement au gouvernement ; il l'avait souillé d'une tache ineffaçable, la destruction et le partage de la république vénitienne ; deuxième exemple de ce trafic des peuples, qui a eu tant d'imitateurs, et dont la France devait être définitivement victime !

Le Directoire, qui s'était attiré un redoublement d'injures par la

rupture des conférences de Lille, n'osa refuser le traité de Campo-Formio : la nation, qui voulait par-dessus tout la paix, qui l'aurait acceptée même quand elle eût été moins glorieuse, se serait soulevée contre le gouvernement qui lui aurait refusé ce grand bienfait. Le traité fut donc publié au milieu des transports de la joie universelle, et, en même temps, Bonaparte fut nommé plénipotentiaire au congrès de Rastadt et général en chef de l'armée d'Angleterre.

Bonaparte mit la dernière main aux affaires d'Italie ; il livra Venise aux Autrichiens, forma une marine dans l'Adriatique avec les vaisseaux vénitiens, prit possession des îles Ioniennes ; enfin, après avoir laissé trente mille hommes en Lombardie sous le commandement de Berthier, il partit, traversa le Piémont et la Suisse, et arriva à Rastadt. Il échangea les ratifications du traité de Campo-Formio ; et, prévoyant des longueurs interminables dans le congrès, il se rendit à Paris. Le Directoire lui donna une fête triomphale qui fut l'une des plus imposantes de la révolution (10 décemb.). L'enivrement était universel : la foule, les soldats, les autorités, n'avaient des regards, des cris, des applaudissements que pour ce jeune homme petit, chétif, pâle, au regard ardent et profond, au costume et aux manières simples, qui saisissait toutes les imaginations, et laissait dans tous les esprits une impression indéfinissable de grandeur et de génie : tout semblait se jeter dans ses bras, à ses pieds ; lui seul était déjà la France, lui seul la révolution !

CHAPITRE II.

Expédition d'Égypte. — Deuxième coalition. — Révolution du 18 brumaire. — Du 10 décembre 1797 au 11 novembre 1799.

§ Ier. SITUATION INTÉRIEURE. — TIERS CONSOLIDÉ. — COUP D'ÉTAT DU 22 FLORÉAL. — Le traité de Campo-Formio fut la paix de Westphalie de la république française : il mit fin à l'ancienne constitution européenne ; il introduisit la révolution dans le droit public ; il donna la suprématie à la *grande nation*. Ce fut une belle époque, la plus belle où la France fût encore parvenue : nous possédions enfin ces limites naturelles tant désirées, tant recherchées par la monarchie : nous dominions l'Italie par les républiques Cisalpine et Ligurienne, par l'abaissement du Piémont et de Rome, par la possession des îles Ioniennes ; nous tenions l'Allemagne sous notre main, par le Rhin, Coblentz, Mayence et Kehl ; nous avions refusé la paix à l'Angleterre, et nous espérions, par l'alliance de l'Es-

pagne et de la Hollande, mettre fin à son empire maritime. Le Directoire fut alors au plus haut degré de sa puissance : son gouvernement était fort et glorieux, l'Europe tremblante, les partis vaincus; l'ordre renaissait, et avec lui la richesse publique; la civilisation, si long-temps sacrifiée au salut de la patrie, allait reprendre son cours régulier.

Cette grandeur ne dura qu'un moment. Le gouvernement directorial était incapable de conduire la révolution à son époque d'ordre, de fondation et de repos; et le 18 fructidor, en lui donnant la dictature, ramena la situation révolutionnaire. La réaction antiroyaliste continua : des commissions militaires prononcèrent de nombreuses condamnations à mort contre les émigrés rentrés : trois Bourbons qui étaient encore en France furent bannis avec les anciens serviteurs des princes, les membres des parlements, les chevaliers de Malte, etc.; une loi plaça les nobles dans la position des étrangers en les forçant à se faire naturaliser, et il s'en fallut peu que leur expulsion totale et perpétuelle ne fût prononcée. Les Conseils n'étaient plus que les instruments aveugles de la tyrannie directoriale; le gouvernement laissa les clubs jacobins se rouvrir; il mit plusieurs villes du midi en état de siége; il supprima de fait la liberté de la presse; enfin il essaya de sortir du chaos financier par une banqueroute.

La dépense de l'an VI était estimée à 788 millions, dont 341 pour l'armée, s'élevant à cinq cent vingt-huit mille hommes et quatre-vingt-deux mille chevaux; 83 pour la marine, 106 pour les autres services, 258 pour les intérêts de la dette. La recette n'était estimée qu'à 616 millions; encore avait-il fallu augmenter les droits d'enregistrement, créer une taxe des routes, rétablir la loterie que la Convention avait détruite, etc. C'était un fardeau qu'on ne pouvait accroître, car il pesait presque entièrement sur la terre, puisqu'il n'y avait pas d'impôts indirects, et les richesses du sol n'avaient pas encore été doublées par la division des propriétés. Pour sortir du déficit, on résolut de rembourser une partie de la dette en biens nationaux. Les intérêts avaient été servis avec irrégularité depuis la révolution, et presque toujours en assignats; depuis deux ans ils l'étaient un quart en numéraire et trois quarts en bons sur les biens nationaux : il fut décrété que les deux tiers de la dette seraient remboursés au capital de vingt fois la rente en bons recevables en payement des biens nationaux, que l'autre tiers serait *consolidé* et inscrit sur le grand livre comme rente perpétuelle (30 sept. 1797). La dette se trouva ainsi réduite à 86 millions, le déficit comblé et les finances ramenées à une situation régulière. Mais les bons sur les biens na-

tionaux n'étaient alors acceptables qu'au sixième de leur titre ; ils devaient tomber encore par la négociation ; enfin, pour beaucoup de rentiers, ils étaient réellement des valeurs factices : c'était donc une espèce de banqueroute, et elle excita les plus violentes clameurs.

Cependant le Directoire, ne voyant aucune résistance à ses actes arbitraires, se croyait fort et assuré ; mais il n'avait obtenu sa victoire qu'avec l'appui du parti républicain, et celui-ci commençait à l'attaquer. Les clubs dévoilaient l'esprit étroit ou les mœurs immondes des cinq tyrans du Luxembourg ; les restes du parti de Robespierre faisaient le procès au 9 thermidor, vantaient la constitution de 93 et déclamaient contre les bourreaux de Babeuf. Les élections de l'an VI approchaient ; il y avait quatre cent trente-sept députés à nommer à cause des élections annulées au 18 fructidor, et comme le parti royaliste était entièrement écarté des affaires, les patriotes comptaient entrer en majorité dans les Conseils. Le Directoire s'alarma de ce nouveau danger : il publia des proclamations contre les anarchistes ; il menaça d'annuler les élections qui lui seraient hostiles ; il mit la discorde dans les assemblées électorales, qui, presque partout, se partagèrent et firent de doubles choix : les majorités élurent des patriotes ; les minorités, des *directoriaux*. Alors le gouvernement, qu'une loi avait fait juge des opérations électorales, annula les élections des majorités et approuva celles des minorités (1798, 11 mai [22 floréal]). C'était la contre-partie du 18 fructidor ; mais, au 18 fructidor, les royalistes conspiraient contre le Directoire, la constitution, la révolution ; au 22 floréal, les patriotes ne voulaient que changer la marche du gouvernement. Tout le monde fut indigné de la brutalité de ces magistrats qui ne savaient vaincre les oppositions qu'avec des coups d'état, sans voir qu'ils se suicidaient eux-mêmes et rendaient la chute de la constitution inévitable.

En même temps que le nouveau tiers entra dans les Conseils, François de Neufchâteau sortit du Directoire et fut remplacé par Treilhard. C'était un avocat, ainsi que Laréveillère, Rewbell, Merlin de Douai. Il y avait un grand aveuglement de la part du corps législatif à ne pas appeler un général dans le gouvernement, alors que le pouvoir révolutionnaire appartenait déjà à l'armée.

§ II. Politique du Directoire. — Fondation des républiques Romaine et Helvétique. — Le Directoire avait pourtant besoin de se renforcer d'hommes d'action et d'affaires ; car, dans sa politique extérieure, il se montrait d'une imprudence et d'une présomption qui menèrent la France sur le penchant de sa perte. La paix était le besoin absolu du pays : « si elle eût été faite à Lille, dit Bona-

parte, on ne peut calculer ce que seraient devenues nos destinées, à cette époque où nous avions encore tant d'enthousiasme de patrie. » Mais la guerre était toute la pensée du gouvernement : elle seule jetait de l'éclat sur lui, et lui permettait de vivre hors de la légalité ; elle seule faisait subsister trois cent mille soldats dont le licenciement n'aurait pu s'effectuer sans danger ; elle seule détournait les regards de l'administration intérieure. Ces bourgeois, poussés tout à coup aux affaires, étourdis de leur position, de la grandeur de la France, du retentissement de la révolution, avaient pris absurdement pour modèle le sénat romain, dont ils ne comprenaient nullement l'histoire ; ils en portaient le costume théâtral, ils en affectaient le langage altier, ils en reproduisaient les fêtes païennes ; ils croyaient digne et sage d'en suivre la politique orgueilleuse, cupide, envahissante. Leur ambition était de démocratiser l'Europe : ils voulaient entourer la France d'une ceinture de républiques alliées ou vassales ; ils faisaient de la propagande, non comme la Convention, pour se défendre, mais par fanatisme révolutionnaire et philosophique. Aussi les démocrates de tous les pays savaient-ils que s'ils osaient une insurrection ils seraient protégés et secourus, et les trônes menacés comprimaient par des supplices le moindre mouvement populaire.

Toute l'Italie était alors dans la fièvre révolutionnaire, mais surtout l'état de l'Église, voisin de la Cisalpine et « gouverné par de faibles vieillards sans sagesse. » A Rome, les démocrates, peu nombreux et appartenant à la bourgeoisie, essayèrent une insurrection : ils furent battus par les troupes pontificales et se réfugièrent dans le palais de l'ambassadeur français, Joseph Bonaparte, frère aîné du général[1]. Les troupes les y poursuivirent, tirèrent sur l'ambassadeur, et tuèrent le général français Duphot (1797, 28 déc.). Aussitôt Joseph quitta Rome. Le pape offrit des réparations : le Directoire les rejeta ; il voulait ressusciter la patrie des Brutus et « faire disparaître l'idole de la papauté ; » il ordonna à l'armée d'Italie de marcher sur Rome. Dès que les Français, commandés par Berthier, eurent occupé le château Saint-Ange, les démocrates se réunirent dans l'ancien Forum, proclamèrent le rétablissement de la *république romaine*, et demandèrent une constitution à la France (15 févr. 1798). Le pape fut conduit à Pise, de là à Savone, et enfin à Valence, où il mourut l'année suivante.

[1] Napoléon était le deuxième fils de Charles Bonaparte et de Lætitia Ramolino. Ses frères étaient Joseph, Lucien, Louis, Jérôme ; ses sœurs, Pauline, Caroline, Elisa. Cette famille noble et pauvre prit le parti de la France dans l'insurrection de la Corse en 1793, et fut proscrite : elle se réfugia à Marseille et resta dans la misère jusqu'au 13 vendémiaire, où Napoléon la fit venir à Paris.

Les idées françaises fermentaient en Suisse, pays resté tout féodal, où les villes dominaient les campagnes, où certains cantons avaient des sujets, où les aristocraties bourgeoises se montraient aussi pleines d'orgueil et de préjugés que celle d'Angleterre. Le sénat de Berne avait témoigné une grande haine à la révolution française : la ville était le quartier-général des émigrés ; c'était de là que l'ambassadeur anglais Wickham avait fomenté des conspirations en France ; enfin, si la Suisse n'était pas entrée dans la coalition, c'était à cause de l'impuissance politique où elle était tombée depuis un siècle. La neutralité des treize cantons qui couvraient le flanc le plus vulnérable de la France était capitale ; aussi le Comité de salut public, plus mesuré et plus patient que ses paroles ne le faisaient croire, loin de relever les injures des Bernois, avait fait tous ses efforts pour conserver son alliance avec la Suisse, seul pays par lequel la France pût alors communiquer avec le continent. Le Directoire fut moins sage : il exigea d'abord des Bernois l'expulsion de Wickham et des émigrés ; ensuite, comme il se croyait mal gardé s'il laissait entre le Rhin et l'Italie treize petites républiques sans unité et dominées par des aristocraties, il voulut faire de la Suisse une république une et démocratique, qui lui donnerait, en cas de guerre, les points d'agression les plus formidables. L'occasion se présenta de révolutionner ce pays. Les *Messieurs* de Berne avaient pour sujets les Vaudois, peuple tout français par ses mœurs, ses lumières, sa langue, que d'anciens traités plaçaient sous la protection de la France, et qui s'insurgea pour obtenir des droits politiques. Ils envoyèrent des troupes pour le ramener à la soumission. Les Vaudois réclamèrent la protection de la France (1798, 28 janv.). Le Directoire fit avancer une armée. Aussitôt les insurgés proclamèrent leur indépendance ; les campagnes de Bâle et de l'Argovie suivirent cet exemple ; Zurich, Lucerne, Schaffouse firent aussi leur révolution démocratique. Mais Berne réunit vingt mille montagnards fanatiques et les porta sur l'Aar, entre Fraubunnen et Neuenek. Les Français, commandés par Brune, les attaquèrent, les vainquirent malgré une résistance désespérée, et entrèrent dans Berne, où l'aristocratie abdiqua ses pouvoirs (2 mars). Alors une diète s'assembla à Arau pour donner à tout ce pays, habitué au régime fédératif depuis des siècles, une constitution unitaire modelée sur celle de la France ; et, après beaucoup de discordes et de résistances, la république *helvétique* fut proclamée (12 avril).

Les révolutions de Rome et de Suisse furent des actes maladroits et odieux, qui firent le plus grand tort à la France : dans

l'une on s'attaquait à un vieillard ; dans l'autre, à des chaumières. La dépossession du pape justifia toutes les déclamations des royalistes contre l'athéisme de la révolution, et l'établissement des Français à Rome affaiblit, en l'étendant, leur position en Italie. La conquête de la Suisse, pays républicain, respecté même des monarchies, viola une neutralité utile à toute l'Europe et surtout à la France; elle fit des Alpes, qui cessèrent d'être une barrière commune, un champ de bataille universel; elle fut un funeste exemple donné aux étrangers, qui firent de la Suisse, seize ans après, le grand chemin de Paris.

Enfin, en étendant ainsi son système au delà de nos frontières, le Directoire chercha, pour ainsi dire, une guerre continentale, et se détourna de son vrai but, la guerre maritime.

§ III. **Préparatifs contre l'Angleterre. — Bonaparte propose la conquête de l'Égypte.** — Cependant l'on faisait d'immenses préparatifs contre l'Angleterre : cent mille hommes se rassemblaient sur les côtes; le gouvernement avait fait un emprunt de 80 millions; Bonaparte inspectait le littoral de l'Océan; enfin la marine française se relevait et devenait presque aussi formidable que sous Louis XVI. Mais il ne fallait plus compter sur l'assistance des flottes d'Espagne et de Hollande : la première avait été à moitié détruite à la bataille du cap Saint-Vincent, la seconde à celle de Camperduyn. L'Angleterre n'en était pas moins alarmée : elle avait renforcé ses escadres, levé soixante mille *fencibles* ou gardes nationaux pour la défense des côtes, sollicité l'Autriche de faire une nouvelle coalition; d'ailleurs sa puissance était menacée dans l'Irlande et dans l'Inde. En Irlande, le gouvernement, pour comprimer les moindres ferments de révolte, avait proclamé la loi martiale et livré le pays aux exécutions les plus barbares ; mais cinquante mille Irlandais prirent les armes, mirent sur leurs drapeaux la croix, le bonnet de la liberté, la harpe de la verte Érin, et appelèrent les secours de la France. Dans l'Inde, Tippou--Saïb[1], sultan du Maïssour, mu d'une haine implacable contre les Anglais, avait recommencé la guerre contre eux en demandant vainement des secours à Louis XVI et à la Convention; vaincu et forcé de signer un traité qui lui enleva la moitié de ses états, dès qu'il apprit les victoires de la république française, il reprit les armes, et sollicita le Directoire de lui envoyer seulement quinze cents hommes et une flotte, « au nom, dit-il, de l'amitié qui l'unit à la France, et qui durera autant que le soleil et la lune brilleront dans le ciel. »

[1] Voyez t. III, p. 508.

Le Directoire n'envoya de secours ni aux Irlandais, ni à Tippou-Saïb : c'était à Londres même qu'il voulait ruiner la puissance anglaise; mais il fut détourné de son projet de descente par l'ambition de Bonaparte, et jeté dans une guerre fatale, qui fit perdre à la France sa magnifique position.

Bonaparte était, depuis son retour, l'homme qui occupait tous les regards : le peuple l'applaudissait; le Directoire le consultait sur toutes les questions politiques; certains membres des Conseils le pressaient de faire un mouvement et de se mettre à la tête de la république. Mais le jeune général, si profondément habile à ménager l'avenir, fuyait les honneurs, la représentation, les plaisirs; il semblait tout occupé de sa femme, Joséphine, veuve du général Beauharnais[1]; il se montrait avide d'instruction, ne s'entourait que de savants; et comme il avait été élu membre de l'Institut, il en affectait le titre et le costume. Surveillé avec une jalousie et une défiance extrêmes par le Directoire, il blâmait la marche du gouvernement, mais avec mesure; il protestait sans emphase de son attachement à la constitution; il repoussait nettement toutes les avances des partis. « Il n'était pas encore assez fort, comme il l'a dit plus tard, pour marcher seul; » il voyait que le Directoire n'était ni assez odieux ni assez méprisé; il voulait, suivant l'exemple de César lorsqu'il s'était fait donner le commandement des Gaules, laisser tous les hommes médiocres s'user à Paris dans de mesquines intrigues, pendant qu'il étonnerait le monde par une expédition lointaine et merveilleuse. « S'enfoncer dans les contrées de la lumière et de la gloire, où Alexandre et Mahomet ont vaincu et fondé des empires, y faire retentir son nom et le renvoyer en France répété par les échos de l'Asie, était pour lui une perspective enivrante[2]. » Il proposa au Directoire de faire la conquête de l'Égypte. Ce pays n'appartenait plus aux Turcs que nominalement; c'étaient des Mamelucks ou esclaves circassiens, appelés par les sultans à sa défense, qui le dominaient et tenaient les habitants dans l'esclavage et l'abrutissement. En s'en emparant on ruinait le commerce des Anglais dans l'Inde, soit qu'on en fît l'entrepôt de l'Asie et de l'Europe, comme dans l'antiquité, soit qu'on en fît une station militaire pour aller dans l'Hindoustan; de plus, on pouvait y créer la plus florissante colonie du globe, et par elle dominer la Méditerranée. Ce projet avait été présenté jadis à Choiseul; le consul français d'Alexandrie en avait entretenu récem-

[1] Il l'avait épousée en 1796. Joséphine avait deux enfants : Eugène, depuis vice-roi d'Italie; Hortense, depuis reine de Hollande.

[2] Thiers, t. X, p. 15.

ment le Directoire; Bonaparte lui-même avait écrit de Milan à Talleyrand, le 16 août 1797 : « Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. L'empire ottoman croule tous les jours. La possession des îles Ioniennes nous mettra à même d'en prendre notre part. »

Le Directoire accéda difficilement à ce projet aventureux, qui exposait notre alliance avec la Porte, privait la France d'une armée entière et compromettait notre marine; mais il n'était déjà plus facile de rejeter une demande de Bonaparte; d'ailleurs la grandeur du projet le séduisit; enfin il fut décidé par l'idée d'être débarrassé d'un homme dont la réputation l'écrasait. Les préparatifs de l'expédition furent faits avec la plus grande activité, et le but tenu dans le plus profond secret : les troupes qu'on rassemblait sur les côtes de la Méditerranée étaient, disait-on, l'aile gauche de l'armée d'Angleterre.

L'époque ne semblait pas favorable à une telle entreprise, car la paix continentale n'était rien moins qu'assurée. Pitt intriguait dans toutes les cours pour former une nouvelle coalition; Naples était indignée du détrônement du pape et d'une république mise à ses portes; l'Autriche faisait des armements considérables; le congrès de Rastadt ne paraissait pas disposé à abandonner la rive gauche du Rhin, ni à bouleverser la constitution germanique par l'abolition des trois électorats ecclésiastiques; enfin les cinq républiques que la France avait mises sur ses flancs étaient pleines d'anarchie et d'impuissance : leur création avait jeté l'alarme sur tous les trônes; leur existence intérieure témoignait à l'Europe qu'elles étaient simplement des annexes de la France.

En Hollande, les fédéralistes l'avaient emporté sur les unitaires; mais, par le conseil de l'ambassadeur français, et sous la protection des baïonnettes françaises, quarante-trois députés se séparèrent de l'assemblée nationale, firent un 18 fructidor contre leurs collègues, et donnèrent à la république batave une constitution directoriale. La constitution de l'an III, qui n'existait déjà plus en France, était un costume où l'on faisait entrer de force tous les peuples, malgré leur différence de caractère et de position, malgré leurs besoins et leurs vœux.

La Cisalpine était agitée par les rivalités des villes, les intrigues des prêtres et le désir de marcher seule. Le gouvernement français ayant proposé à cette république un traité par lequel elle devait recevoir vingt-cinq mille Français dans ses places et leur donner une solde de 10 millions, les conseils le rejetèrent. Alors

Berthier expulsa par la force les opposants et fit accepter le traité.

A Rome, les agents du Directoire et le général Masséna dépouillaient les palais et les couvents, pillaient les musées, confisquaient les biens des cardinaux, et laissaient l'armée dans la plus grande misère. Les soldats se révoltèrent contre leur général en même temps que la populace contre les Français (1798, 27 févr.) : les insurgés romains furent vaincus, mais l'armée força Masséna à donner sa démission.

En Suisse, les petits cantons, peuplés de montagnards catholiques qui jouissaient de la plus grande liberté, refusèrent la constitution unitaire, et il fallut leur faire une guerre atroce, qui rappela les horreurs de la Vendée, pour les amener à la soumission. Les Grisons demandèrent l'appui de l'Autriche; Genève fut réunie à la France (26 avril). Enfin les agents du Directoire, non contents d'avoir enlevé le trésor de Berne, montant à 7 millions, soumirent tout le pays aux réquisitions les plus tyranniques.

§ IV. Départ de l'armée d'Égypte. — Prise de Malte. — Débarquement a Alexandrie. — Bataille des Pyramides. — Bataille navale d'Aboukir. — Malgré tous ces embarras, malgré les menaces de guerre de l'Autriche, malgré le bruit qui courait d'une alliance entre la Russie et l'Angleterre, le Directoire et Bonaparte persistèrent dans leurs projets sur l'Égypte. Trente-six mille hommes, dont deux mille cinq cents cavaliers, presque tous soldats de l'armée d'Italie; dix mille marins, trente vaisseaux ou frégates, soixante-douze bâtiments inférieurs, quatre cents transports, avaient été rassemblés à Toulon, Gênes, Civita-Vecchia, Ajaccio. Bonaparte emmenait, outre les généraux de division Kléber, Desaix, Reynier, Menou, Bon, Vaubois, ses compagnons d'Italie, Berthier, Lannes, Murat, Marmont; les savants Monge, Berthollet, Fourier, Dolomieu, Desgenettes, Larrey, Denon, et une foule d'autres. Brueys, ayant sous lui Gantheaume, Villeneuve, Decrès, Ducayla, commandait la flotte. Il fut convenu que Talleyrand irait à Constantinople pour expliquer à la Porte-Ottomane le but de l'expédition.

Bonaparte partit de Toulon le 19 mai, rallia les convois de Gênes, d'Ajaccio et de Civita-Vecchia, et se dirigea sur Malte : c'était une possession qu'il convoitait depuis long-temps, comme devant, avec Corfou, lier Toulon à Alexandrie, et assurer à la France la domination de la Méditerranée. L'ordre de Saint-Jean était tombé dans une décadence complète ; on avait noué des intelligences avec quelques chevaliers et acheté l'inaction du grand-maître : après un

simulacre de résistance, la formidable place de La Vallette se rendit (1798, 10 juin). Bonaparte donna un gouvernement à l'île, embarqua avec lui les milices et quelques chevaliers, laissa à La Vallette Vaubois avec trois mille hommes, et partit (2 juill.).

Dix jours après, la flotte arriva en vue d'Alexandrie sans avoir rencontré la flotte anglaise, commandée par Nelson, qui courait toute la Méditerranée, incertaine du but de l'expédition. Aussitôt Bonaparte débarqua sur la plage, à quatre lieues d'Alexandrie; quand il eut réuni quatre mille hommes, commandés par Kléber, il marcha sur la ville et l'enleva d'assaut après un violent combat. Il y laissa trois mille hommes avec Kléber qui était blessé, et marcha sur le Caire, où il fallait arriver avant l'époque des inondations du Nil. Une flottille chargée de vivres et de munitions longea la côte jusqu'à la bouche de Rosette, et remonta le fleuve pendant que l'armée marchait par le désert de Damanhour. L'armée et la flottille se réunirent à Ramanieh, et l'on se remit en marche.

Deux beys, qui avaient sous leurs ordres neuf à dix mille Mamelucks servis par vingt mille Arabes ou *fellahs*, dominaient alors l'Égypte : l'un, Ibrahim, ne songeait qu'à conserver ses trésors et se tenait sur la rive droite du Nil, près du Caire; l'autre, Mourad, intrépide guerrier, vint à la rencontre des Français et les attendit à Chebreiss avec douze cents Mamelucks, quatre à cinq mille Arabes et des chaloupes canonnières. Bonaparte forma ses cinq divisions en carrés qui se flanquaient l'un l'autre : les Mamelucks se précipitèrent au galop sur ces citadelles vivantes; mais, accueillis par un feu épouvantable, ils se mirent en fuite. Alors on reprit la marche en avant, à travers un pays presque désert, sous un ciel de feu, avec d'immenses fatigues, et l'on arriva près des Pyramides de Giseh, en vue du Caire. Mourad avait réuni sur la rive gauche du Nil, en face de la ville, six mille Mamelucks qu'il plaça entre le fleuve et les Pyramides, et vingt mille Arabes qu'il mit dans le camp retranché d'Embabeh, adossé au fleuve; Ibrahim était sur la rive droite, avec une flottille qui protégeait les approches du Caire par le fleuve (21 juill.). A la vue de la grande ville, des Pyramides, de la cavalerie des Mamelucks étincelante d'or et d'acier, l'armée fut transportée d'enthousiasme. Bonaparte, dont le génie semblait se trouver à l'aise sur cette terre de merveilles, galopait devant ses soldats en leur montrant les monuments des Pharaons : « Songez, leur dit-il, que du haut de ces Pyramides quarante siècles vous contemplent! » Il mit en mouvement ses cinq carrés, en appuyant sur la droite, pour séparer les Mamelucks du camp re-

tranché. Aussitôt Mourad s'élança sur le premier carré (Desaix), qui reçut cette charge sans broncher et avec un feu terrible; il recula, se jeta sur le deuxième carré (Reynier), et fut accueilli de même; il revint sur ses pas et trouva derrière lui le carré du centre (Dugua), qui le mit en pleine déroute. Alors les carrés de gauche (Bon et Menou) marchèrent sur le camp, l'enlevèrent et jetèrent ses défenseurs dans le Nil. Mourad se retira avec ses débris dans la Haute-Égypte; Ibrahim, après avoir incendié la flottille, du côté de la Syrie. Ils avaient perdu deux mille Mamelucks, quatre mille fellahs, cinquante canons, quatre cents chameaux.

Le lendemain, les Français entrèrent au Caire. Bonaparte déclara aux habitants qu'il venait comme allié de la Porte-Ottomane, pour délivrer le pays de la domination des Mamelucks. Il donna un gouvernement municipal à la ville, respecta les propriétés, les mœurs, la religion des habitants, et s'occupa d'organiser la conquête. Mourad fut poussé dans la Haute-Égypte par Desaix; Ibrahim fut jeté dans la Syrie; deux divisions occupèrent le Delta, et l'on avait l'espoir le mieux fondé de faire un établissement durable dans ce pays, lorsqu'un grand désastre ruina tout l'avenir de l'expédition.

La flotte avait reçu l'ordre ou d'entrer dans le port d'Alexandrie ou d'aller à Corfou, et de ne pas attendre l'arrivée des Anglais dans la rade ouverte d'Aboukir. Brueys, ne trouvant pas assez d'eau dans le port d'Alexandrie, avait résolu de partir pour Corfou; mais il voulut attendre la nouvelle de l'entrée des Français au Caire, et ce retard amena l'un des événements qui ont le plus influé sur les destinées du monde.

Nelson, ayant appris le débarquement des Français, se dirigea sur Alexandrie, et arriva en vue de la flotte française (1er août), qui, forte de treize vaisseaux et de quatre frégates, était embossée en demi-cercle, parallèlement au rivage d'Aboukir : il avait quatorze vaisseaux et trois frégates, et, quoiqu'il fût six heures du soir, il résolut d'attaquer sur-le-champ. La ligne française laissait à sa gauche une passe qu'on croyait impraticable et qui n'était défendue que par un îlot; la côte n'avait pas de batteries; un tiers des équipages était à terre. L'amiral anglais fit passer hardiment cinq vaisseaux entre l'îlot et la côte, prit ainsi entre deux feux le centre et la gauche des Français, et engagea la bataille avec treize vaisseaux contre huit. Au bout d'une heure, trois vaisseaux français et deux anglais étaient hors de combat. Brueys fit signal à sa droite, composée de ses cinq meilleurs navires et qui n'avait personne devant elle, de se rabattre extérieu-

rement sur la ligne ennemie : le signal ne fut pas vu, et Villeneuve, qui commandait cette droite, resta immobile. La bataille continua toute la nuit avec un acharnement sans exemple : « Jamais, dit un historien anglais, la valeur française ne fit acheter plus chèrement la victoire. » Brueys fut emporté par un boulet; le vaisseau amiral, de cent vingt canons, prit feu et sauta; deux autres coulèrent bas. Mais la flotte anglaise était tellement maltraitée, que si les cinq vaisseaux de Villeneuve eussent mis à leur tour Nelson entre deux feux, la victoire restait au pavillon français. Villeneuve crut la bataille perdue, et il s'enfuit à Malte avec deux vaisseaux et deux frégates. Tout le reste de la flotte française fut pris ou détruit. L'expédition d'Égypte était ruinée : les Français, enfermés dans leur conquête, allaient y être attaqués par les armées extérieures qu'on pouvait jeter maintenant dans le pays : ils n'avaient plus qu'à y mourir ou à capituler.

Talleyrand-Périgord n'était pas allé à Constantinople, et l'agent qu'il envoya à sa place ne fut pas reçu : le divan était circonvenu par les agents anglais, qui lui montrèrent la conquête de l'Égypte comme un sanglant outrage; et comme il n'y avait plus de flotte française pour menacer les Dardanelles, la Porte-Ottomane déclara la guerre à la France, et fit alliance avec la Russie et l'Angleterre (12 sept.). Une flotte russe, partie de Sébastopol, passa à Constantinople et vint bloquer les îles Ioniennes; les vaisseaux anglais trouvèrent tous les ports de la Turquie ouverts, et s'emparèrent, au détriment de la France, de tout le commerce du Levant. Ainsi l'expédition d'Égypte livra l'empire turc aux deux puissances qui convoitaient sa ruine, et en commença le démembrement; elle donna à l'Angleterre la Méditerranée, inaugura l'apparition de la puissance russe dans l'Europe méridionale, enfin fut le signal de la deuxième coalition.

§ V. Deuxième coalition. — Conquête de Naples et du Piémont. — Le traité de Campo-Formio n'était qu'une trêve entre deux systèmes incompatibles, la monarchie et la république. Tous les trônes désiraient s'en affranchir, voyant l'esprit de propagande du Directoire et les progrès que faisait pendant la paix le système républicain. « Il ne s'agit pas d'intérêts, disait Pitt en offrant aux souverains absolus l'alliance et les subsides de l'Angleterre; il s'agit des principes sur lesquels repose la république française. » La Russie, Naples et l'Autriche répondirent aux sollicitations du cabinet anglais.

La Russie n'avait pris qu'une part nominale à la première coalition : elle s'était occupée, uniquement et avec une profonde ha-

bileté, d'anéantir cette odieuse Pologne, qui l'empêchait d'être européenne ; mais maintenant le temps semblait arrivé d'intervenir dans les affaires du Midi, et de montrer les Alpes aux barbares disciplinés du Nord. A Catherine avait succédé son fils Paul 1er (1796, 17 nov.), prince emporté, bizarre, avide de gloire : il prit les émigrés à sa solde, donna asile au prétendant à Mittau, offrit sa protection au congrès de Rastadt, et prépara cent mille hommes.

Le royaume de Naples était, depuis la création de la république romaine, dans une grande agitation : la noblesse et la bourgeoisie, imbues des idées françaises, désiraient une révolution et détestaient la cour, qui était vendue aux Anglais. Le roi Ferdinand étant presque imbécile, tout le gouvernement était aux mains de la reine, sœur de Marie-Antoinette, femme débauchée et sanguinaire, qui haïssait les Français avec fureur. Elle reçut Nelson en triomphe après la bataille d'Aboukir, lui ouvrit les portes de Naples, se fit donner des subsides par l'Angleterre, et sollicita le Piémont et la Toscane de s'unir à elle pour délivrer l'Italie.

La cour de Vienne, après le traité de Campo-Formio, loin de licencier ses armées, les avait mises sur le pied le plus formidable. Elle demanda des indemnités à la France pour les conquêtes que le système républicain avait faites en Suisse et en Italie ; et sur le refus du Directoire, elle se prépara à la guerre. Elle chercha à y entraîner la Prusse et l'Empire (1797, 16 nov.) ; mais Frédéric-Guillaume II était mort, et son successeur persistait dans un système de neutralité qui donnait à la Prusse le protectorat de l'Allemagne. Quant aux princes de l'Empire, ils paraissaient si satisfaits de la paix, qu'ils avaient cédé, dans le congrès de Rastadt, à toutes les exigences du Directoire.

La France répugnait profondément à la guerre et n'était nullement en mesure de résister à une seconde coalition : elle n'avait pas de confiance dans son gouvernement, qu'elle accusait avec colère d'avoir compromis la révolution par sa déplorable politique, sa cupidité, son orgueil ; le budget de l'an VI, malgré la réduction de la dette, présentait un déficit de 62 millions ; l'armée, qui n'avait été recrutée jusqu'alors que par la levée en masse de 93, était, depuis la paix, réduite à ses cadres par les congés et la désertion. Enfin l'Espagne était notre seule alliée : car les cinq républiques nouvelles, livrées à l'anarchie, pillées par les états-majors et les agents directoriaux, semblaient hostiles à la France : elles avaient cru à l'union de la liberté et de la religion, et s'épouvantaient de voir le renversement des autels suivre l'apparition du drapeau tricolore ; elles avaient répondu avec enthousiasme à

la proclamation de leur indépendance, et voyaient les baïonnettes françaises faire chez elles des coups d'état, modifier les constitutions, changer les magistrats, imposer des alliances onéreuses. Cependant, et quoiqu'ils commençassent à être en désaccord, les Conseils et le Directoire prirent des mesures de défense : ils augmentèrent les impôts, créèrent la contribution des portes et fenêtres, et autorisèrent la vente de 125 millions de biens nationaux (1798, 8 sept.); ensuite ils décrétèrent, sur le rapport de Jourdan, la fameuse loi de conscription par laquelle tout Français devait porter les armes depuis vingt jusqu'à vingt-cinq ans, et ils ordonnèrent sur-le-champ une levée de deux cent mille hommes.

La cour de Naples était dans une exaltation furibonde : elle avait doublé les impôts, levé le cinquième de la population, comprimé par les supplices la noblesse et la bourgeoisie. Dès qu'elle apprit que les Russes étaient en marche dans la Pologne, elle résolut de délivrer l'Italie en attaquant la république romaine et en insurgeant le Piémont et la Toscane. Quarante mille Napolitains à peine armés, commandés par le général autrichien Mack, entrèrent en cinq colonnes désordonnées dans l'État romain (12 nov.), qui n'était défendu que par dix-huit mille hommes dispersés entre les deux mers. Championnet, qui commandait l'armée française, abandonna Rome, prit position sur le Tibre, près de Civita-Castellana, et y concentra ses forces. Le roi de Naples fit son entrée à Rome, et Mack poussa ses attaques sur Civita-Castellana; mais il fut battu, et vit ses colonnes isolées successivement enlevées ou dispersées. Il se mit en retraite, revint en désordre sur le territoire napolitain, et ne s'arrêta que sur le Volturne devant Capoue.

Championnet rentra à Rome (15 déc.) : il avait maintenant vingt-cinq mille hommes, et il se mit en marche pour conquérir le royaume de Naples, qui était dans la plus grande confusion. A cette nouvelle, la cour donna des armes aux *lazzaroni*, s'enfuit honteusement sur la flotte anglaise avec ses trésors, et laissa la capitale livrée au pillage et à l'anarchie (20 déc.). Mack, voyant son armée qui désertait et ses officiers qui étaient d'accord avec les républicains, conclut un armistice avec Championnet (1799, 11 janv.), mais ses soldats se révoltèrent, et il fut forcé de se réfugier dans le camp français. Alors Championnet arriva aux portes de Naples, que les lazzaroni défendirent avec fureur; mais la bourgeoisie livra aux Français le fort de Saint-Elme, et, après un combat de trois jours dans les rues, les lazzaroni mirent bas les armes. Aussitôt la république *Parthénopéenne* fut proclamée (23 janv.). Un gouvernement provisoire s'établit; les villes formèrent des gardes nationales, et

tout le royaume accepta la révolution. Mais Championnet frappa une contribution de 27 millions qui fit soulever les montagnards de la Calabre; alors l'anarchie commença. Le Directoire envoya des commissaires pour rétablir l'ordre; Championnet les fit arrêter : il fut destitué, et on lui donna pour successeur Macdonald.

La cour de Naples, en commençant sa folle agression, avait compté sur l'assistance du roi de Sardaigne et du grand-duc de Toscane. Mais le Piémont, placé entre trois républiques, était dans la fermentation révolutionnaire; le roi, qui s'était allié avec l'Autriche, proscrivait les démocrates; ceux-ci lui avaient fait déclarer la guerre par la république Ligurienne. Enfin, lorsque Championnet fut forcé d'évacuer Rome, le Directoire, craignant que le roi de Sardaigne n'inquiétât les derrières des Français, ordonna à Joubert, qui commandait l'armée d'Italie, d'entrer dans le Piémont. Aussitôt les soldats piémontais livrèrent les places et entrèrent dans les rangs français : Joubert déclara au roi qu'il fallait se retirer (1798, 8 déc.); et celui-ci, renonçant à tous ses droits sur le Piémont, se réfugia dans la Sardaigne. Le pays fut soumis provisoirement à une administration française.

Un dernier état libre restait encore : c'était la Toscane; mais dès que la cour d'Autriche eut fait sa déclaration de guerre, les troupes françaises l'occupèrent : de sorte que l'Italie entière se trouva sous la domination de la France.

§ VI. Campagne de 1799. — Opérations en Suisse. — Batailles de Stokach et de Magnano. — Ces événements augmentèrent l'irritation des coalisés, qui précipitèrent leurs armements; mais ils remplirent de joie le Directoire, qui résolut de prendre partout l'offensive, convaincu que l'audace révolutionnaire suppléerait à la faiblesse des ressources. Cependant l'occupation de la Suisse avait changé les conditions ordinaires du théâtre de la guerre : au lieu d'avoir à repousser l'invasion sur deux lignes courtes et isolées, c'est-à-dire sur le Rhin et sur les Alpes, comme la France l'avait toujours fait depuis un siècle, on avait maintenant une base d'opérations qui s'étendait en ligne continue du Zuyderzée au golfe de Tarente, et qui pouvait être prise à revers en Hollande et à Naples par les flottes anglaises. Il est vrai que la possession de la Suisse offrait un grand avantage à l'offensive, en permettant de déboucher de tous les côtés, sur le Danube, sur l'Inn, sur l'Adige; mais la coalition avait sur pied trois cent cinquante mille hommes, et le Directoire cent soixante-dix mille seulement. Prendre l'offensive avec une telle infériorité de forces, c'était perdre tous les avantages de l'occupation de la Suisse, qui ouvrait ainsi la France par son

flanc le plus vulnérable. Mais alors était fort répandue la maxime : « Qui est maître des sources est maître des bouches ; » le Directoire et la coalition croyaient qu'il suffisait d'occuper la masse centrale des Alpes pour commander les grandes vallées qui en découlent ; et tous deux allaient se disputer, comme points stratégiques, les pics les plus élevés et les glaciers les plus sauvages de l'Europe[1].

L'Autriche avait dans la Bavière soixante-dix mille hommes commandés par le prince Charles ; dans le Vorarlberg, vingt-cinq mille commandés par Hotzé ; dans le Tyrol, quarante-cinq mille commandés par Bellegarde ; sur l'Adige, soixante mille commandés par Kray. De plus, deux armées de quarante mille Russes chacune étaient en marche : la première, commandée par Suwarof, devait se joindre à celle de Kray ; la seconde, commandée par Korsakof, à celle de l'archiduc Charles. Enfin quarante mille Anglais et Russes devaient débarquer dans la Hollande, vingt mille Anglais et Siciliens dans le royaume de Naples. Le Directoire, au lieu de concentrer ses forces sur l'Adige et aux sources du Danube, les dissémina ainsi : dix mille hommes en Hollande, sous Brune ; huit mille à Mayence, sous Bernadotte ; quarante mille entre Strasbourg et Bâle, sous Jourdan ; trente mille en Suisse, sous Masséna ; cinquante mille sur l'Adige, sous Scherer ; trente mille à Naples, sous Macdonald. Ces diverses armées semblaient n'en former qu'une seule dont l'armée de Masséna était le centre, celles de Jourdan et de Scherer les ailes, celles de Brune et de Macdonald les extrémités. A Masséna était confiée l'opération principale, qui consistait à s'emparer des Alpes centrales, par conséquent du saillant que forment le Vorarlberg et le Tyrol dans les états autrichiens, et, en isolant les deux armées impériales du Danube et de l'Adige, à neutraliser tous leurs efforts.

La coalition ayant conçu le même plan que le Directoire, les troupes de Bellegarde, d'un côté, envahirent le pays des Grisons ; d'un autre côté, se disposaient à descendre dans la Valteline. La division Lecourbe (aile droite de Masséna) fut détachée dans les Grisons, battit en tous lieux les Autrichiens, franchit le Rhin supérieur et l'Albula, et, à travers la masse la plus confuse des Alpes, arriva sur l'Inn, qu'elle descendit jusqu'à Martinsbruck, en livrant une multitude de combats. La division Dessoles (aile gauche de Scherer) accourut dans la Valteline, franchit le Tonal, descendit sur le haut Adige, livra des combats prodigieux dans des monta-

[1] Voyez, pour la campagne de 1799, les bassins du Rhin et du Pô, dans ma *Géographie militaire*, p. 153 et 262.

gnes couvertes de glaces et de précipices, et lia ses opérations avec celles de Lecourbe. Pendant que ces deux généraux jetaient la terreur dans le Tyrol, en courant, pour ainsi dire, sur l'arête même des Alpes rhétiques, Masséna se rendait maître du Rhin depuis ses sources jusqu'au lac de Constance; mais il assiégea vainement Feldkirch, place située au débouché de la vallée de l'Ill, par laquelle l'armée d'Helvétie voulait s'emparer du Tyrol et servir à volonté d'aile droite à l'armée du Danube ou d'aile gauche à l'armée d'Italie. Cet échec força Lecourbe et Dessoles à ralentir leur marche audacieuse, et il fallut bientôt les rappeler en arrière à la nouvelle des événements qui se passaient sur le Danube et sur le Pô.

Jourdan avait franchi le Rhin à Kehl, Bâle et Schaffouse (1799, 1er mars); il pénétra dans le défilé du haut Danube, et arriva sur l'Ostrach, où il rencontra l'archiduc Charles, qui venait de passer l'Iller; il fut repoussé après un violent combat et se retira vers Tutlingen. Là, apprenant les succès de Masséna, il voulut les appuyer en se portant sur Stokach, nœud des routes de la Suisse et de l'Allemagne, et avec quarante mille hommes il livra bataille à soixante mille (25 mars) : il fut vaincu, perdit quatre à cinq mille hommes, et rétrograda en bon ordre, non dans la Suisse, où il aurait pu se réunir à Masséna, mais sur le Rhin, qu'il croyait menacé. L'archiduc resta immobile jusqu'à ce que le bruit de sa victoire eût forcé Lecourbe et Masséna à abandonner le Tyrol, et ce fut le salut de l'armée de Jourdan, qui repassa le fleuve sans obstacle.

Le Directoire avait ordonné de forcer l'Adige et de rejeter les Autrichiens sur la Brenta; mais les Français n'avaient plus, comme en 96, l'importante position de Vérone et le pont de Legnago; pour obtenir un lieu de passage et tourner Vérone, Scherer attaqua le camp de Pastrengo, que les ennemis avaient établi entre le lac et le fleuve, en avant de Rivoli, pendant qu'il faisait mine d'assaillir Vérone et Legnago. Le camp fut emporté après une bataille où les Autrichiens perdirent huit mille hommes (1799, 25 mars), mais le passage de l'Adige qu'on avait conquis à Polo donnait dans les montagnes infranchissables auxquelles Vérone est adossée, et la division Serrurier, ayant été lancée au delà du fleuve pour tourner la place par le nord, fut ramenée avec de grandes pertes. Alors Scherer chercha à forcer le bas Adige; mais au moment où ses divisions étaient en marche, Kray déboucha de Vérone, et une bataille très-acharnée s'engagea à Magnano (5 avril). Les Autrichiens avaient soixante mille hommes, et les Français

quarante-cinq mille : ceux-ci furent vaincus, perdirent sept mille hommes et se retirèrent sur la Molinella. Scherer était un vieillard faible et médiocre, détesté des soldats pour avoir, pendant son ministère, livré les armées aux pillages des fournisseurs; il perdit la tête aux clameurs de ses troupes qui lui reprochaient leur défaite, repassa le Mincio sans essayer de le défendre, puis l'Oglio, puis l'Adda, derrière lequel il se crut à peine en sûreté. Kray ne profita pas de cette retraite inconcevable : il voulut attendre les Russes et resta sur le Mincio.

Les batailles des Stokach et de Magnano montrèrent tous les vices du plan de campagne du Directoire : la possession de la masse centrale des Alpes n'avait eu aucune influence sur les opérations du Danube et du Pô, et maintenant l'armée d'Helvétie, aventurée dans les montagnes et débordée sur ses deux flancs, n'avait plus qu'à reculer derrière le Rhin pour défendre la Suisse, devenue la frontière de la France.

§ VI. Assassinat des ministres français a Rastadt. — Première bataille de Zurich. — Batailles de Cassano, de la Trébie et de Novi. — Débarquement des Russes en Hollande. — Revers maritimes. — Le congrès de Rastadt était encore assemblé, car la guerre n'avait lieu qu'avec l'empereur, non avec l'Empire; on espérait même que la diète persisterait dans sa neutralité; mais la bataille de Stokach changea les dispositions des princes allemands. La plupart des ministres abandonnèrent Rastadt; le congrès fut environné de troupes autrichiennes et se sépara; on signifia aux envoyés français, Jean Debry, Roberjot et Bonnier, de partir sur-le-champ, et on leur refusa une escorte. Le cabinet autrichien avait donné l'ordre de les arrêter, d'enlever leurs papiers et de les maltraiter, pour punir la roideur et la fierté qu'ils avaient montrées dans les négociations. Les envoyés partirent pendant la nuit avec leurs familles (1799, 28 avril). A cinquante pas de la ville, des hussards autrichiens arrêtèrent leurs voitures, leur demandèrent leurs noms, les frappèrent à coups de sabre et les jetèrent sur la route. Bonnier et Roberjot furent tués; Jean Debry, laissé pour mort, se traîna jusqu'à Rastadt, où le ministre de Prusse le recueillit. La nouvelle de cet attentat inouï dans les annales du monde civilisé fit jeter des cris de vengeance à toute la France. Il n'y avait donc plus pour elle de droit des gens! Tout était bon pour la vaincre, même l'assassinat! La coalition descendait, dans sa haine contre la révolution, à des fureurs inconnues aux peuples sauvages! Le corps législatif fit appel à la grande nation; les levées de la conscription s'effectuèrent avec un

enthousiasme digne de 93 ; des renforts arrivèrent à toutes les armées. Le Directoire réunit celles du Danube et de l'Helvétie sous le commandement de Masséna ; il prescrivit à Macdonald d'abandonner le royaume de Naples en y laissant des garnisons ; il donna le commandement de l'armée d'Italie à Moreau.

L'armée de Masséna se composait de cent mille hommes, dispersés du Saint-Gothard à Dusseldorf. Lecourbe, à droite, couvrait le Rhin depuis ses sources jusqu'au lac de Constance ; Masséna, au centre, depuis le lac jusqu'à Bâle ; Bernadotte, à gauche, depuis Bâle jusqu'à Dusseldorf, partie tout à fait accessoire et où les opérations furent presque nulles. Les Autrichiens portaient tous leurs efforts sur les deux côtés du grand angle que forme le Rhin depuis ses sources jusqu'à Bâle : l'archiduc menaçait la ligne de Bâle au lac ; Hotze, celle du lac à Reichenau ; quant à Bellegarde, il devait, après s'être emparé du Saint-Gothard, passer en Italie et servir d'aile droite à l'armée de Suwarof. Masséna ne put se maintenir sur la ligne du Rhin : les petits cantons s'étant insurgés sur ses derrières et Hotze ayant pris Lucisteig et Coire, il craignit d'être coupé de sa droite et vit sa gauche inquiétée par l'archiduc, que rien n'empêchait de passer le fleuve ; alors il abandonna l'angle du Rhin et se retira sur une ligne plus courte, celle de la Thur. Hotze passa le fleuve près de Feldkirch (22 mai), l'archiduc à Stein. Masséna essaya d'empêcher leur jonction, et les battit à Fraunfeld ; mais il n'en fut pas moins contraint de reculer sur la Limmat et la Linth. Lecourbe, attaqué par les forces supérieures de Bellegarde, abandonna le Saint-Gothard, se replia dans la vallée de la Reuss, y livra de nombreux combats et communiqua avec Masséna par Altorf : de sorte que la ligne française formait un demi-cercle des sources de la Reuss au confluent de l'Aar. Masséna se retrancha sur les hauteurs de Zurich, en avant de cette ville (16 juin) ; il y fut assailli pendant deux jours par l'archiduc, et, quoique vainqueur, il se décida à évacuer la ville et les hauteurs, pour se retirer derrière la Limmat, sur les montagnes de l'Albis, où il resta sur la défensive pendant trois mois. Lecourbe reprit le Saint-Gothard et occupa les deux revers des Alpes bernoises, par une suite de manœuvres et de combats qui sont restés des modèles de la guerre de montagnes. Bellegarde descendit en Italie ; Hotze garda le lac Wallenstadt ; l'archiduc occupa Zurich et demeura dans l'inaction en attendant Korsakof.

Cependant Suwarof était arrivé sur le Mincio avec trente mille Russes (14 avril). Ce barbare, fameux par ses victoires sur les

Turcs, ce dompteur des Polonais, tout sanglant encore du massacre de Praga, s'annonçait comme destiné à délivrer l'Italie des athées. Son arrivée agita profondément cette contrée, déjà lasse de la domination et surtout de l'impiété des Français : des insurrections éclatèrent partout, dans le royaume de Naples, dans l'État Romain, dans le Piémont; la Cisalpine elle-même fut vivement agitée. Suwarof réunit sous son commandement les Autrichiens et les Russes, et marcha avec sa fougue ordinaire sur l'Adda. L'armée française, réduite à vingt-huit mille hommes, était avide d'en venir aux mains avec les esclaves du Nord; mais elle avait été absurdement dispersée par Scherer de Lecco à Lodi, et quand Moreau accepta le commandement, il accepta avec un dévouement tout patriotique une défaite. Suwarof surprit le passage de l'Adda à Cassano, enfonça le centre de l'armée française, qui était sans communication avec les ailes, enveloppa la droite et lui prit trois mille hommes (27 avril). Moreau, réduit à vingt-deux mille combattants, effectua sa retraite avec un calme parfait : il évacua Milan avec toutes les autorités cisalpines, dirigea par Turin, sur la Savoie, les familles italiennes réfugiées dans les rangs français, passa le Pô, enfin prit, entre Valenza et Alexandrie, une excellente position couverte par le Pô et la Bormida, d'où il communiquait avec la France et avec l'armée de Naples, qui était en marche.

Suwarof était entré en triomphe à Milan : il avait été joint par le corps de Bellegarde, et avait maintenant sous ses ordres cent mille hommes, mais qui étaient dispersés de Mantoue à Turin : Kray, avec vingt mille, assiégeait Mantoue; Ott et Hohenzollern, avec vingt-cinq mille, étaient dans le Modénais pour arrêter Macdonald; quinze mille bloquaient la citadelle de Milan; de sorte que Suwarof n'avait en main que quarante mille combattants. Il essaya d'inquiéter la position de Moreau, d'abord en menaçant Tortone et la Bormida, puis en passant le Pô à Bassignano; mais il fut repoussé dans ces deux tentatives. Alors il alla assiéger Turin et insurgea le Piémont sur les derrières des Français. Turin fut livré aux Russes par les habitants; les insurgés piémontais s'emparèrent de Céva. Moreau se trouva dans une situation critique : il détacha à droite, vers Bobbio, la division Victor pour garder les Apennins et donner la main à Macdonald (18 mai); puis il se retira en remontant le Tanaro jusqu'à Céva; mais il ne put emporter cette place, qui tient les principaux débouchés des Alpes maritimes dans la rivière de Gênes. Ne voulant pas suivre le col de Tende, qui l'éloignait trop de Gênes et de Macdonald, il s'ouvrit, en quatre jours et à force de bras, une route à travers les Alpes

maritimes par le San-Bernardo, arriva à Savone et à Gênes, et de là poussa ses avant-postes par le col de la Bocchetta sur Novi, en attendant Macdonald. Il n'avait plus que quinze mille hommes. Suwarof, au lieu d'inquiéter cette retraite habile, assiégea Alexandrie et la citadelle de Turin; il poussa ses troupes sur Coni, Pignerol, Suze; il menaça les entrées de la France. Les armées de la république semblaient perdues. En arrière, la citadelle de Milan et Ferrare se rendirent; les troupes cisalpines tournèrent dos à la France et insurgèrent la Romagne; tout était en feu dans la Toscane et le royaume de Naples.

Macdonald ayant laissé cinq mille hommes à Naples, Capoue, Gaëte, et trois mille dans l'État Romain, arriva à Florence. Il pouvait se joindre à Moreau, en filant le long de la mer jusqu'à Gênes, à l'abri de l'ennemi; mais cette route était impraticable à l'artillerie, et laissait les montagnes à conquérir quand on reprendrait l'offensive. Il résolut, de concert avec Moreau, auquel il donna rendez-vous à Plaisance, de traverser l'Apennin et de déboucher sur le Pô au milieu des armées ennemies, disséminées de Turin à Mantoue : ce qui devait donner d'un coup la possession de la Cisalpine. Il traversa le col de Pontremoli et se rallia à la division Victor; mais au lieu de rester appuyé aux montagnes et d'attendre que Moreau, qui était observé par cinquante mille hommes, eût débouché sur Tortone, il s'étendit en plaine, courut à Modène, où il écrasa le corps de Hohenzollern, puis revint sur Plaisance pour tomber sur le corps de Ott.

Suwarof, à la première nouvelle de la marche de Macdonald, avait quitté Turin et passé le Pô : il concentra cinquante à soixante mille hommes vers Voghera, laissa Bellegarde avec quinze mille devant Tortone pour arrêter Moreau, et marcha rapidement sur Plaisance en prescrivant à Ott de se replier sur lui. Il arriva sur le Tidone lorsque celui-ci était culbuté par Macdonald, et il rejeta les Français sur la Trébie (17 juin). Macdonald avait laissé deux divisions en arrière sur la Nura : ayant à peine dix-huit mille hommes à opposer aux quarante mille Russes, il voulait se tenir sur la défensive; mais le lendemain il fut assailli par Suwarof, et, après un combat acharné, il se maintint dans sa position. Le troisième jour il réunit toutes ses divisions; mais ses forces étaient réduites à vingt-quatre mille hommes contre trente-six mille. Une nouvelle bataille s'engagea, et, après les efforts les plus opiniâtres, les Français se mirent en retraite vers les Apennins pour se jeter dans le mauvais chemin qui longe la mer; ils avaient perdu dix mille hommes dans cette lutte de trois jours. Les Russes se

mirent à leur poursuite; mais ils furent bientôt arrêtés par la marche de Moreau sur leurs derrières.

Moreau, parti de Novi avec douze mille hommes, s'était jeté sur Bellegarde, et l'avait complétement battu à Cassina-Grossa; il se dirigeait sur Plaisance, lorsqu'il apprit le résultat de la bataille de la Trébie; aussitôt il s'arrêta : Suwarof, abandonnant la poursuite de Macdonald, accourait sur lui. Il regagna rapidement Novi et l'Apennin, et fit sa jonction près de Gênes avec l'armée de Naples, qui arriva harassée, diminuée de moitié et sans artillerie, par l'affreux sentier de la Spezia (27 juin). Macdonald fut destitué, et l'on destina Moreau, qui pourtant s'était montré dans cette campagne aussi grand citoyen que grand capitaine, au commandement d'une armée du Rhin, qui n'était pas encore formée. L'armée d'Italie fut réorganisée et renforcée : elle avait montré dans ses désastres une fermeté inébranlable, et maintenant encore elle ne respirait que la vengeance.

Joubert fut nommé au commandement de cette armée; mais il pria Moreau de diriger ses premières opérations, et celui-ci, toujours modeste et désintéressé, y consentit. Suwarof n'avait pas profité de sa victoire : il attendait la reddition de Mantoue et d'Alexandrie pour se porter dans les montagnes de Gênes. Joubert, qui se voyait à la tête de quarante mille hommes pleins d'ardeur, résolut de descendre en plaine pour délivrer ces deux places, et il déboucha par la Bocchetta; mais, en arrivant à Novi, il apprit leur reddition et l'arrivée des deux corps qui les assiégeaient, ce qui portait l'armée ennemie à soixante-dix mille hommes. Il voulut se retirer; mais il fut attaqué par Suwarof et tué dès les premières charges. Moreau prit le commandement La bataille fut la plus terrible de toute la campagne (15 août) : les Français résistèrent avec le courage le plus froid et le plus opiniâtre aux masses que le général russe lançait sur eux sans ordre et sans plan; mais le nombre finit par l'emporter : ils se mirent lentement en retraite par Gavi et rentrèrent dans les Apennins après avoir perdu huit mille hommes tués ou pris. Suwarof, qui avait laissé sur le champ de bataille vingt mille hommes, renonça à son projet d'attaque contre les montagnes de Gênes : il se contenta d'assiéger Tortone, qui se rendit un mois après.

L'Italie était perdue pour les Français. La république Cisalpine n'existait plus. Le roi de Piémont et le grand-duc de Toscane se disposaient à rentrer dans leurs capitales. Dans l'état de Naples, les patriotes, après une lutte vigoureuse contre les montagnards fanatiques soulevés par le cardinal Ruffo, furent vaincus; les gar-

nisons françaises se rendirent; Naples, assiégée par les Anglais et les montagnards, capitula (13 juillet); mais Nelson et la reine violèrent indignement la convention d'amnistie : trente mille patriotes furent incarcérés, et, pendant six mois, on livra à l'échafaud tous ceux qui avaient pris la moindre part à l'établissement de la république. Dans l'État Romain, le général Garnier, avec cinq mille Français et Italiens, fit, pendant quatre mois, une défense héroïque contre les insurgés de la Romagne, les escadres anglaises, six mille Russes, six mille Siciliens; et il fallut détacher une division autrichienne pour le forcer à signer une convention par laquelle il rentra en France.

Pendant que notre frontière était menacée en Suisse et dans les Apennins, un armement formidable sortait des ports d'Angleterre pour conquérir la Hollande et envahir la France par le nord. Quarante mille Anglo-Russes, commandés par le duc d'York et soutenus par une grande flotte, débarquèrent dans la presqu'île du Helder (1799, 27 août). Brune, qui n'avait que dix-sept mille hommes, essaya de rejeter les assaillants dans la mer; il fut repoussé et les laissa s'établir dans le Zyp, marais desséché, coupé de digues et de canaux. La flotte anglaise entra dans le Texel; les matelots hollandais, travaillés par les émissaires du prince d'Orange, se révoltèrent et livrèrent neuf vaisseaux aux Anglais. La terreur se répandit dans les départements du nord.

Les revers se succédaient de tous les côtés. Quinze cents hommes jetés en Irlande avec le général Humbert arrivèrent lorsque l'insurrection était apaisée, et, après des combats glorieux, ils furent forcés de se rendre. Sept vaisseaux ou frégates, qui portaient des secours à cette petite armée, furent capturés. Les Anglais s'emparèrent de Minorque et bloquèrent Malte. Les Russes firent capituler Corfou avec les autres possessions ioniennes, qui furent défendues pendant quatre mois par dix-huit cents hommes contre douze mille soutenus de quarante vaisseaux. Enfin l'on annonçait que l'armée d'Égypte avait éprouvé une défaite devant Saint-Jean-d'Acre, et que Tippou-Saïb, vaincu par les Anglais, avait péri sur la brèche de sa capitale.

§ VII. Opposition universelle contre le Directoire. — Journée du 30 prairial. — Réaction du parti républicain. — Sieyès travaille à renverser la constitution. — Anarchie universelle. — Il n'y avait qu'un cri contre le gouvernement, qu'on accusait d'avoir indignement gaspillé la magnifique position de la France, en provoquant la guerre, en proscrivant Bonaparte avec trente mille braves, en préparant nos défaites par son incurie, son

ignorance, ses mauvais choix. Le Directoire cherchait vainement à ranimer l'enthousiasme et le dévouement de 93 : la nation, lassée de tous les sacrifices qu'elle faisait depuis dix ans, ne répondait pas à l'appel d'un gouvernement caduc, immoral, tyrannique, qui demandait la dictature pour sauver la France, pendant qu'on ne désirait que le repos, l'ordre, le régime légal. Tout le monde était contre lui : le corps législatif, qui avait à se venger du 18 fructidor et du 22 floréal; l'armée, qui lui reprochait tous ses maux; les modérés, qu'il avait blessés par son incapacité; les royalistes et les Jacobins, qu'il avait persécutés alternativement et qui relevaient la tête, les premiers dans l'ouest, les seconds à Paris. Cependant il y avait de l'injustice et de la passion dans les accusations portées contre le Directoire : car c'étaient les quatre avocats, hommes probes, sévères, laborieux, qu'on accablait d'invectives, pendant que Barras était distingué de ses collègues et pour ainsi dire populaire. Le grand crime de ce gouvernement était d'être médiocre, usé, inférieur à la situation révolutionnaire où la France se trouvait encore : sa chute était inévitable, et tous les partis y travaillèrent.

Au renouvellement directorial de l'an VII, Rewbell, si détesté et si calomnié à cause de sa morgue et de sa brutalité, sortit du gouvernement et fut remplacé par Sieyès. Sieyès était un ennemi déclaré de la constitution de l'an III; on crut qu'il n'avait accepté une place dans le Directoire que pour le détruire, et tous les mécontents se rallièrent à lui. Les élections de l'an VII avaient envoyé dans les deux Conseils beaucoup de patriotes résolus à renverser la tyrannie directoriale, et Lucien Bonaparte, l'un des Cinq-Cents, s'était mis à leur tête. Le corps législatif devint alors complétement hostile au gouvernement : il harcela les directeurs en leur ôtant les pouvoirs extraordinaires qui leur avaient été donnés au 18 fructidor, en leur demandant compte du déficit continuel des finances, en rétablissant la liberté de la presse. On redoubla d'invectives contre eux, surtout contre Laréveillère, qui s'était attiré tant de mépris par ses prétentions de chef de secte, et qui était néanmoins un patriote aussi désintéressé que courageux. Enfin, et sous l'influence du parti démocrate, les deux Conseils se mirent en permanence, en demandant solennellement compte au Directoire de la situation de la république. C'était le préliminaire d'un acte d'accusation. « Impudents et ineptes triumvirs, s'écria l'un des Cinq-Cents, le corps législatif et l'opinion publique vous repoussent; il ne vous reste qu'à déposer le manteau directorial que vous avez déshonoré. » Alors on força Treilhard à se démettre,

sous prétexte que sa nomination était entachée d'un défaut de forme, et on le remplaça par Gohier, ancien ministre de la justice, républicain simple, honnête et médiocre. Mais Laréveillère et Merlin résistaient encore, malgré les menaces de Sieyès et de Barras. « Ce n'est pas à nous qu'on en veut, c'est à la constitution, disaient-ils; on va livrer la France à la famille Bonaparte. » Enfin, comme ils voyaient la fureur portée contre eux au plus haut degré, ils se décidèrent à donner leur démission (1799, 18 juin [30 prair.]). Le 18 fructidor et le 22 floréal eurent ainsi leur revanche : la constitution, violée d'abord par le Directoire contre les Conseils, venait de l'être par les Conseils contre le Directoire.

Le 30 prairial excita une vive et universelle allégresse : tous les partis aspirèrent à en profiter. Personne ne croyait plus à la constitution de l'an III. Les royalistes, excités d'ailleurs par les succès de la coalition, firent des insurrections dans le midi et dans l'ouest; les démocrates, qui avaient la majorité aux Cinq-Cents, voulaient en revenir à une constitution basée sur les principes de 93; les modérés, qui dominaient aux Anciens, désiraient le régime de 91, moins la royauté. Cependant il fallait vivre transitoirement avec cette constitution agonisante, et l'on essaya de replâtrer le gouvernement. Le girondin Roger-Ducos et le général Moulin, deux médiocrités presque inconnues, furent appelés au Directoire. Le premier s'attacha à Sieyès et se mit avec lui à la tête du parti qui voulait changer la constitution; le second, patriote sincère et crédule comme Gohier, chercha avec lui à consolider le gouvernement républicain; quant à Barras, « cet emblème vivant du chaos de vices, de passions, d'intérêts contraires que présentait la république mourante, » il ne songea plus qu'à se vendre aux Bourbons, et l'on croit que le prétendant lui envoya des lettres-patentes qui lui promettaient une somme de 12 millions, moyennant qu'il travaillerait à son rétablissement [1]. Le ministère fut changé : Robert Lindet eut les finances, Fouché la police, Treilhard les affaires étrangères, Cambacérès la justice, Bernadotte la guerre. Celui-ci, qui était regardé comme la tête du parti républicain, montra dans son administration une grande vigueur : il réorganisa les armées, poursuivit les fournisseurs et voulut réveiller l'enthousiasme national. Les démocrates paraissaient avoir hérité du 30 prairial, et ils cherchèrent à renforcer le gouvernement

[1] L'agent de cette affaire écrivait à Louis XVIII : « Ce n'est plus une misérable conspiration qui se trame par des particuliers sans moyens, sans alentours : c'est le chef du gouvernement, c'est l'homme presque assis à votre place qui vous l'offre... s'il veut en finir avec la république, il veut que vous en finissiez avec la révolution... Il veut que vous soyez ici sans préambule et sans restriction. »

par des mesures révolutionnaires : on décréta une levée des cinq classes de la conscription, un emprunt forcé de 100 millions, enfin la loi des otages, par laquelle le Directoire était autorisé, quand des troubles éclataient dans une localité, à arrêter, emprisonner et même déporter certains individus compris autrefois dans la classe des suspects.

Cependant les dangers de la France s'augmentaient : c'était le moment où Joubert était tué à Novi ; les Russes arrivaient en Suisse, les Anglais en Hollande ; la Vendée semblait sortir de ses ruines : un corps de huit mille royalistes avait pris Chollet et Montaigu, un autre attaqua Nantes, un troisième s'empara de Saint-Brieuc. Les patriotes jetaient des cris d'alarme ; ils avaient ouvert, dans la salle du Manége, une société qui semblait l'héritière du club des Jacobins, et où assistaient Jourdan, Augereau, Bernadotte, avec plus de cent membres du conseil des Cinq-Cents ; on y provoquait les mesures de 93 ; on y faisait l'éloge de Robespierre, des victimes du 1er prairial, même de Babeuf ; on y demandait la levée en masse et le désarmement des suspects.

La marche du conseil des Cinq-Cents et les déclamations de la société du Manége effrayèrent les modérés, qui crurent au retour de la terreur : on disait que le corps législatif allait se former en Convention nationale. Sieyès haïssait les Jacobins de toute la peur qu'ils lui avaient faite en 93 : il avait en tête une constitution très-compliquée où il se réservait le rôle d'un monarque constitutionnel, et il voulait l'établir en France, même au prix d'une révolution : c'était pour cela qu'il avait refusé d'entrer au Directoire au moment où l'on mettait en activité la constitution de l'an III ; c'était pour cela qu'il avait accepté le gouvernement maintenant que cette constitution était usée. Il avait l'appui des Anciens ; il gagna Barras, qui lui donna la majorité dans le Directoire ; il trouva un habile instrument dans Fouché, vil courtisan de Barras et complice de ses vols, qui s'était fait le proscripteur de ses anciens amis. Alors il commença ouvertement la guerre contre les démocrates : il fit fermer le club du Manége ; il destitua Bernadotte ; il suspendit onze journaux républicains. Les patriotes étaient furieux ; mais ils avaient perdu leur audace et n'avaient plus l'appui du peuple ; ils essayèrent vainement de ranimer l'esprit révolutionnaire, en proposant, par la voix de Jourdan, de déclarer la patrie en danger : cette proposition, qui excita une agitation extrême, fut rejetée.

La France était dans une situation plus dangereuse qu'en 92 :

à cette époque, il y avait, pour résister aux ennemis intérieurs et extérieurs de la révolution, une nation jeune, ardente, pleine d'espérance et de dévouement ; maintenant l'étranger était à nos portes; l'anarchie partout, même dans les partis, et la nation était usée, découragée, harassée. Ce n'était pas seulement la république, c'était la société qui s'en allait en poussière. Aux mœurs passionnées et sanguinaires, mais sérieuses et dévouées de 93, avaient succédé une fureur de dissipation et de richesses, un amour pour les baladins et les danses, un esprit de bassesse, de vénalité et de corruption, une moquerie pour toutes les croyances et les sentiments, qui semblaient renouvelés des temps de Tibère et de Néron. Non-seulement les vertus publiques, mais les vertus domestiques paraissaient exilées de la France, depuis que le divorce avait porté un coup mortel à la société en détruisant la famille. On ne savait plus où l'on allait; on ne voyait pas d'issue au cercle impur où l'on tournoyait depuis quatre ans; on demandait de l'ordre, du repos, de l'unité à tout prix, une volonté à la place des disputes, un homme à la place des factions. « Il ne faut plus de bavards, disait Sieyès, mais une tête et une épée. » La tête, c'était lui ; quant à l'épée, il avait pensé à Joubert, mais Joubert était mort ; il avait pensé à Moreau, mais Moreau, faible et discrédité, l'avait refusé ; il pensait maintenant à Bonaparte, tout le monde y pensait avec lui. On accusait son absence de tous les malheurs de la patrie ; on racontait avec des transports d'admiration ses victoires d'Orient ; on disait qu'il allait revenir avec son armée par Constantinople. Il y avait quelque chose de fatalique dans ce culte d'une nation, si profondément blasée, pour un homme encore nouveau et dont le génie ne s'était pas complétement révélé.

§ VIII. Expédition de Syrie. — Victoire d'Aboukir. — Bonaparte quitte l'Égypte. — Bonaparte avait passé presque tout l'hiver de 98 à administrer sa conquête ; il avait fortifié les places et les bouches du Nil, établi des manufactures, fondé l'Institut d'Égypte et commencé l'exploration scientifique du pays ; enfin il avait recruté son armée avec les débris de sa flotte et des indigènes. Le Delta était entièrement soumis, et la Haute-Égypte avait été merveilleusement conquise par Desaix avec trois mille hommes. Vainement Mourad avait rassemblé à Sédiman douze cents Mamelucks et dix mille Arabes : il fut complétement battu et rejeté dans la Nubie ; ses débris furent dispersés à Keneh, à Thèbes, à Benouth, après de sanglants combats (1798, 7 oct.), et Desaix, arrivé aux cataractes de Syène, limites de l'empire romain, commençait à administrer le pays. Ces victoires prodigieuses, le génie

de Bonaparte, son gouvernement juste, éclairé, sévère, excitaient l'admiration et le respect des habitants. Mais il y avait un obstacle insurmontable à leur soumission, la religion : en Égypte, comme dans tous les pays où les républicains avaient porté le drapeau tricolore, l'athéisme des vainqueurs excitait la répugnance et l'inimitié des vaincus ; et lorsqu'un manifeste de la Porte-Ottomane excita les habitants à la guerre « contre les impies qui regardent le Koran, la Bible et l'Évangile comme des fables, » une insurrection terrible éclata au Caire, qui ne fut apaisée qu'après une bataille acharnée.

Cependant deux armées turques se rassemblaient, l'une à Rhodes, l'autre à Damas, pour chasser les Français de l'Égypte. Bonaparte résolut d'aller au-devant de l'armée de Damas avant que celle de Rhodes ne vînt débarquer à Aboukir ; il savait d'ailleurs, par les exemples des temps anciens et modernes, que la possession de la Syrie est indispensable à qui veut conserver l'Égypte ; enfin il s'ouvrait par là une porte vers l'Orient, et peut-être une destinée dans ces pays où se fondent si facilement les grands empires. Il partit avec treize mille hommes (1799, 10 févr.), s'empara d'El-Arish et traversa le désert ; puis il entra dans Gaza et arriva devant Jaffa, clef de la Syrie, qui avait quatre mille hommes de garnison (13 mars). Le gouverneur ayant massacré un parlementaire, la ville fut emportée d'assaut et livrée au pillage pendant trente heures. Bonaparte avait pris en Orient les habitudes cruelles de ce pays : comme il ne savait que faire de ses prisonniers, il ordonna de les fusiller. De là on marcha sur Saint-Jean-d'Acre, où s'était renfermé le pacha Djezzar avec six mille Turcs, assistés d'une escadre anglaise qui leur fournit des canons, des officiers et deux ingénieurs très-distingués, les émigrés Philippeaux et Tromelin. Bonaparte manquait d'artillerie de siége : la sienne était partie d'Alexandrie sur trois frégates qui furent prises par les Anglais ; il livra inutilement deux assauts à la place. Pendant ce temps, l'armée de Damas s'avançait sur le Jourdain. Kléber, avec deux mille hommes, marcha à sa rencontre et fut enveloppé près du Mont-Thabor par douze mille cavaliers et autant de fantassins (16 avril) : il forma ses braves en carré, et, pendant six heures, lutta contre cette multitude ; enfin Bonaparte arriva avec trois mille hommes, tourna l'immense cohue des barbares et les mit en pleine déroute.

On retourna devant Saint-Jean-d'Acre, dont la garnison s'était renforcée jusqu'à vingt mille hommes, et on livra un nouvel assaut dans lequel les Français arrivèrent inutilement jusque dans les

rues de la ville. Presque tous les officiers étaient tués ou blessés ; les soldats avaient pris la peste à Jaffa ; enfin l'on annonçait le prochain débarquement de l'armée de Rhodes. Il fallait lever le siége en se contentant d'avoir détruit l'armée de Damas, renoncer à la conquête de la Syrie et à tous les rêves sur l'Orient, revenir sur la scène bornée et sans espoir de l'Égypte. Bonaparte s'y décida avec un profond regret : « J'ai manqué ma fortune, disait-il ; sans Djezzar-Pacha, je serais peut-être empereur d'Orient. » L'armée se remit en marche vers l'Égypte, en ravageant tout sur sa route, et elle revint au Caire sans obstacle, mais diminuée de quatre mille hommes, profondément découragée, se voyant à jamais perdue dans cette terre lointaine (21 mai).

Cependant l'armée de Rhodes, forte de dix-huit mille hommes et protégée par une flotte anglaise, aborda dans la presqu'île d'Aboukir et s'y retrancha, en attendant que Mourad eût soulevé une partie de l'Égypte sur les derrières des Français. Bonaparte partit du Caire avec six mille hommes, et arriva à marches forcées en vue des retranchements des Turcs : aussitôt il les attaqua, les enleva d'assaut et précipita les défenseurs dans la mer (25 juill.). Douze mille Turcs se noyèrent, trois mille avaient été tués ; l'armée entière était détruite, et la possession de l'Égypte assurée aux Français.

Après cette brillante victoire, Bonaparte apprit, par les journaux que l'amiral anglais lui envoya, les désastres et l'anarchie de la France. Aussitôt sa résolution fut prise. L'expédition d'Égypte avait eu le résultat cherché par son ambition, en l'entourant d'une auréole de gloire fabuleuse ; maintenant qu'il était devenu l'homme nécessaire de la France, il fallait y revenir, au risque de tomber aux mains des Anglais. Les instructions qu'il avait reçues du Directoire autorisaient son retour ; mais il voulut éviter les reproches de ses soldats, qui regarderaient son départ comme une désertion : il fit préparer en secret deux frégates à Alexandrie, feignit une tournée sur les bords de la mer, et s'embarqua avec Berthier, Lannes, Murat, en laissant à Kléber le commandement de l'armée et des instructions qui l'autorisaient à évacuer l'Égypte (22 août).

§ IX. Batailles de Zurich, de Bergen et de Genola. — Pendant que le moderne César confie sa fortune à la mer, la ligne d'opérations des Français, qui s'étendait encore du Zuyderzée au golfe de Gênes, était menacée au centre par l'arrivée de Korsakof en Suisse, à gauche par le débarquement des Anglo-Russes en Hollande, à droite par la défaite de Novi ; de grandes victoires

allaient débarrasser le centre et la gauche, et ne plus laisser que la droite compromise.

La discorde s'était mise entre les cours et les armées de la Russie et de l'Autriche. Paul, qui n'était entré dans la coalition que pour restaurer les trônes, s'indignait de servir l'ambition du cabinet de Vienne, qui travaillait ouvertement à mettre l'Italie sous sa domination; les généraux autrichiens, las des hauteurs brutales de Suwarof, refusaient de lui obéir. Alors on modifia le plan de campagne : il fut convenu que Suwarof quitterait l'Italie avec ses Russes, en laissant le commandement des Autrichiens à Mélas, et irait se réunir en Suisse à Korsakof; que l'archiduc Charles quitterait la Suisse avec trente-six mille Autrichiens, en laissant les corps de Hotze et de Jellachich sur la Linth, pour favoriser la jonction des deux généraux russes, et qu'il irait sur le Necker pour repousser une armée française qui menaçait l'Allemagne.

En effet, un corps de douze mille hommes, pour faire une diversion en faveur de Masséna, avait passé le Rhin à Manheim et bombardait Philipsbourg; à l'approche de l'archiduc, il évacua Manheim, repassa sur la rive gauche et força l'armée autrichienne à rester en observation devant lui. Pendant ce temps, Suwarof se mit en marche sur Bellinzona pour franchir le Saint-Gothard, déboucher par Schwitz derrière la Linth, et prendre à revers l'armée française, que Hotze et Korsakof devaient attaquer de front. Il amenait vingt mille hommes; Korsakof en avait trente mille, Hotze et Jellachich vingt-cinq mille; avec toutes ces forces, il devait écraser Masséna et pénétrer en France par Bâle.

Masséna avait soixante mille hommes; Lecourbe, avec douze mille, gardait le Saint-Gothard, la Reuss et la Haute-Linth; Soult, avec quinze mille, était posté entre les lacs Wallenstadt et Zurich; Masséna, avec trente mille, allait de Zurich à Bruck. Tous les regards étaient fixés sur cette armée, d'où dépendait le salut du pays : une bataille perdue conduisait les barbares du Nord dans la Bourgogne et jusqu'aux portes de Paris. Le danger semblait plus grand qu'à l'époque du combat de Valmy.

Korsakof ayant résolu une attaque générale sur la Linth-Limmat, pour favoriser les opérations de Suwarof contre le Saint-Gothard, porta le gros de ses forces dans Zurich, pour déboucher de là sur l'Albis, pendant que Hotze passerait la Linth et que Jellachich arriverait à Schwitz. Masséna le prévint : après avoir ordonné à Soult de prendre l'offensive sur la Linth, et à Molitor (aile gauche de Lecourbe) de gagner Glaris, il laissa Mortier avec dix mille hommes sur la rive gauche devant Zurich; surprit, avec

vingt mille, le passage de la Limmat à Dietikon, et se porta sur Zurich par la rive droite, en coupant la route de Winterthur. Les Russes, surpris sur les deux rives, furent battus, refoulés dans la ville et enveloppés de toutes parts; ils n'avaient plus qu'à se faire jour ou à mettre bas les armes (1799, 25 sept.). Le lendemain, Masséna et Mortier redoublèrent leurs attaques; et Zurich, enveloppée de feux, allait être emportée : alors Korsakof ayant ramené toutes ses troupes à la rive droite, pour s'ouvrir un passage vers le Rhin, forma une seule colonne de son armée et chargea Masséna avec furie. L'infanterie parvint à passer; mais la cavalerie, l'artillerie, les bagages furent rejetés dans la ville au moment où Mortier y entrait; tout fut pris, et Korsakof s'enfuit en désordre sur le Rhin, qu'il repassa avec quatorze mille hommes seulement.

Pendant ce temps, Soult franchit la Linth de vive force, battit Hotze qui fut tué, prit trois mille hommes avec trente canons, et rejeta le reste des Autrichiens derrière le Rhin. De même, Jellachich fut chassé de Glaris et de Wallenstadt et repoussé derrière le fleuve : de sorte que le vieux maréchal russe, au lieu de trouver ses lieutenants poussant à lui les Français, allait tomber seul en Suisse au milieu d'une armée victorieuse.

Suwarof n'avait franchi la masse du Saint-Gothard qu'avec d'incroyables fatigues et des combats continuels (24 sept.) : Lecourbe défendit pied à pied chaque gorge, chaque rocher, chaque torrent; les Russes couvrirent de leurs cadavres l'effroyable vallée de la Reuss, le trou d'Uri, le pont du Diable, et arrivèrent à Altorf, exténués, sans chevaux, sans vivres. Là, ne trouvant pas la flottille autrichienne qui devait les embarquer sur le lac de Lucerne, ils furent obligés de se jeter à droite dans les affreuses montagnes de Kesseren, pour gagner Schwitz; mais ils trouvèrent Schwitz occupé par Masséna, devant eux Molitor qui gardait le mont Bragel, derrière eux Lecourbe, et ils venaient d'apprendre le désastre de Korsakof. Suwarof se rua avec furie sur Molitor, et le perça en lui abandonnant canons, bagages et seize cents prisonniers; mais il trouva la route de Glaris fermée : alors il se jeta dans l'affreuse vallée d'Engi, franchit l'énorme muraille du Krispalt, et arriva enfin à Ilanz, d'où il gagna Coire (6 oct.) : il avait laissé douze mille hommes dans cette marche tortueuse de trente lieues sur les crêtes et les glaciers les plus élevés de l'Europe. Plein de rage, il accusa les Autrichiens de sa défaite, et, malgré les sollicitations de l'archiduc Charles, il se retira dans la Bavière.

Ce fut la fin des opérations mémorables qui portent le nom de bataille de Zurich et qui sont la couronne de gloire de Masséna;

elles avaient duré douze jours sur une ligne demi-circulaire de cinquante lieues, depuis le confluent de l'Aar jusqu'aux Alpes centrales : le Rhin était délivré, l'Helvétie libre, la France sauvée ; trente mille alliés avaient succombé, et l'empereur de Russie allait abandonner la coalition.

Des succès moins éclatants et aussi complets assuraient le salut de la république dans le nord. Le duc d'York avait perdu un temps précieux à se fortifier dans la Nord-Hollande ; il comptait sur le soulèvement du pays, qui se montra, au contraire, animé contre l'invasion du plus grand enthousiasme. Brune réunit vingt-cinq mille hommes, et, après plusieurs combats indécis qui aguerrirent ses troupes, il battit successivement les Anglo-Russes à Bergen et à Kastrikum, leur fit perdre neuf à dix mille hommes, et les rejeta dans le Zyp (19 sept., 6 oct.). Le duc d'York perdit la tête : les combats et les maladies avaient réduit son armée à vingt mille hommes ; les vivres commençaient à lui manquer : il demanda à traiter, et signa à Alkmaar une capitulation honteuse par laquelle il se rembarqua avec toutes ses troupes (18 oct.). L'Angleterre rendit à la France huit mille prisonniers sans échange, mais elle garda la flotte hollandaise.

Le nord et l'est étaient délivrés ; mais dans le midi les revers continuaient. Championnet avait succédé à Joubert : il chercha à réunir sous Coni, seule place qui restât aux Français au delà des monts, les corps rassemblés dans la Savoie avec les débris de l'armée d'Italie, et il livra une multitude de combats qui n'amenèrent aucun résultat ; enfin, au moment où la jonction allait s'opérer, Mélas, qui avait réuni cinquante mille hommes, l'attaqua entre Savignano et Fossano, à Genola, le battit et lui fit perdre six mille hommes (4 nov.). Ce fut le complément de la bataille de Novi : les Autrichiens, assurés de la possession du Piémont, se portèrent sur Coni, en firent le siége et s'en emparèrent ; les Français se retirèrent dans les Alpes maritimes, dont ils garnirent les passages ; ils étaient sans solde, sans vivres, sans habits, décimés par les maladies et la désertion.

§ X. Retour de Bonaparte. — Préparatifs du 18 brumaire. — La France était sauvée à l'extérieur ; mais, à l'intérieur, elle était toujours livrée à de funestes dissensions et à une désorganisation qui paralysait ses ressources et ses forces. De l'agitation sans passion, un état révolutionnaire sans enthousiasme, des factions dont aucune n'était assez forte pour s'emparer du pouvoir, semblaient les symptômes de la dissolution sociale. La république n'ayant été qu'une forme de la révolution, plus on tendait à re-

venir à un régime de légalité, plus on sentait que les idées et les vertus de la France n'étaient pas républicaines. Les mœurs étaient déjà redevenues monarchiques : on se moquait de la république, et non-seulement de ses fêtes et costumes ridicules, mais de ses institutions les plus sages, de ses hommes les plus purs. Cette soif de liberté, cette ardeur pour la vie politique, cette foi dans la représentation nationale, qui avaient animé les Français depuis dix ans, étaient passées; de l'ordre, voilà tout ce qu'on voulait. On croyait que la restauration de la société n'était possible que par le pouvoir : on n'aspirait qu'à relever, à fortifier cet ennemi tant maudit, tant combattu, tant annihilé depuis 89; et l'on allait ainsi se jeter aveuglément sous la dictature militaire, la seule chose qu'on n'eût pas encore épuisée.

Cependant l'homme qui était la dernière espérance de la patrie voguait calme et confiant dans sa fortune, à travers les croisières anglaises, au milieu d'une mer agitée et des vents contraires. Il aborda sans obstacle à Fréjus, et, violant les lois sanitaires, se mit sur-le-champ en route pour Paris (1799, 9 oct.). La nouvelle de son débarquement y arriva en même temps que celle de la victoire d'Aboukir, et excita la joie la plus folle : on s'embrassait, on se félicitait, on croyait tout sauvé; les Conseils et le Directoire lui-même firent éclater la plus grande allégresse. La route du héros fut un triomphe continuel : on sonnait les cloches, on faisait des feux de joie, tout se portait à sa rencontre. Personne ne songea, pas même le Directoire, à lui reprocher l'abandon de ses soldats. Ce dégoût pour les hommes et les choses, cette apathie désespérante, cette incrédulité universelle, qui étaient la plaie du pays depuis le 9 thermidor, tout cela disparut : un homme fut mis à la place de la patrie, de la liberté, de la religion. Ce n'était pas lui qui prenait la France : c'était la France qui se donnait à lui.

Bonaparte, en voyant l'enthousiasme qu'il excitait et le mépris où était tombé le gouvernement, fut confirmé dans sa résolution de prendre le pouvoir. Il sentait mieux son génie depuis qu'il avait fait, en Égypte, son apprentissage de roi et commencé sa carrière d'indépendance et d'autorité. Tous les partis s'offrirent à lui : il fut froid et réservé avec tous, et ne montra de répugnance pour personne. Les représentants, les ministres, les directeurs le flattèrent, l'entourèrent, le consultèrent : il se refusa aux fêtes comme aux affaires, et vécut obscurément dans sa petite maison de la rue Chantereine. Les militaires vinrent le presser d'en finir avec les avocats et les fournisseurs : il les reçut avec sa familiarité digne et son assurance modeste, mais sans s'ouvrir à aucun d'eux. Tout

le monde s'attendait à ce qu'il tenterait une révolution, et il laissait penser qu'il était disposé à faire quelque chose.

Cependant, entre les deux partis qui voulaient se servir de lui comme instrument, son choix était fait : il avait résolu de marcher avec les modérés, qui représentaient l'opinion des masses. Bonaparte détestait par sentiment l'anarchie, la corruption, la faiblesse : c'est pour cela qu'il avait aimé le Comité de salut public, où il voyait l'unité, la probité, la force ; c'est pour cela qu'il était l'ennemi des Girondins, des Thermidoriens, du Directoire. Mais à mesure que la situation du pays avait changé, il s'était éloigné des Jacobins, qui regardaient comme normal le gouvernement exceptionnel de 93, et qui se montraient absurdement rétrogrades en voulant y ramener la situation actuelle : ce n'étaient plus le royalisme et l'étranger qui étaient à craindre, c'était la dissolution intérieure. Pour fonder la société nouvelle créée par la révolution, il fallait la dictature ; c'était la dictature que Bonaparte voulait prendre : la dictature n'était possible qu'avec les modérés. L'homme du 13 vendémiaire était le représentant, non de la liberté, mais de la révolution.

Cependant Sieyès observait Bonaparte et devinait son ambition. De son côté, Bonaparte voyait dans Sieyès un rival, et répugnait à s'allier avec lui. Mais ces deux hommes, poursuivant le même but et ayant besoin l'un de l'autre, devaient finir par s'entendre, et, par l'entremise de Talleyrand et de Rœderer, l'accord fut conclu. Tous deux travaillèrent à gagner des partisans, l'un dans les Conseils, l'autre parmi les généraux, mais en laissant croire qu'il s'agissait de changer le gouvernement sans la constitution ; et c'est ainsi qu'ils s'attachèrent Moreau et la majorité des Anciens. Moulin et Gohier ne voyaient pas le danger : car Fouché, déjà tout vendu au pouvoir naissant, faisait sa police en faveur de la conspiration et laissait le Directoire dans l'ignorance. Quant à Barras, il s'était offert à Bonaparte, qui avait repoussé avec dégoût ce chef des *pourris* : personne ne voulait plus de lui. Enfin le plan de la conspiration fut arrêté : le conseil des Anciens devait, d'après le droit que lui donnait la constitution, et sous prétexte d'un complot tramé par les Jacobins, transférer le corps législatif hors de Paris. Cette mesure était une sorte de coup d'état qui frapperait les imaginations, exagérerait le danger de la situation, et préparerait tout le monde à un changement. Les Conseils étant transférés et Bonaparte chargé du commandement des troupes, on proposerait aux Cinq-Cents effrayés de suspendre les Conseils, d'abolir le Directoire, de confier provisoirement le pouvoir

exécutif à une commission de trois consuls, et le pouvoir législatif à deux commissions de vingt-cinq membres qui feraient une nouvelle constitution. On espérait enlever par surprise et par terreur cette proposition, et la révolution serait ainsi faite sans violence et avec les apparences légales.

§ XI. Journées des 18 et 19 brumaire. — Le 18 brumaire, la commission des inspecteurs des Anciens, qui était toute dans le complot, convoqua le Conseil en séance extraordinaire, à sept heures du matin, en ayant soin de ne pas prévenir les députés patriotes, et sans que les Cinq-Cents et le Directoire en fussent instruits. Dès que cent cinquante membres furent réunis, le président de la commission, Cornet, monta à la tribune pour révéler un prétendu complot des Jacobins, qui voulaient, disait-il, massacrer le corps législatif et rétablir le gouvernement révolutionnaire. Un autre conjuré, Régnier, proposa d'arracher les Conseils aux conspirateurs, en les transférant à Saint-Cloud et en chargeant de l'exécution du décret, ainsi que du commandement de toutes les troupes, le général Bonaparte. « Aux voix! aux voix! » crièrent aussitôt les conjurés, et, sans discussion aucune, le décret que la constitution qualifiait d'*irrévocable* fut rendu. Ainsi le coup d'état était mis en dehors de l'action des Parisiens; la capitale se trouvait livrée à la force militaire; le pouvoir exécutif était en réalité annulé par l'espèce de dictature conférée illégalement à un homme étranger au gouvernement.

Bonaparte était dans sa maison; il y avait appelé ses amis et ses généraux, Talleyrand, Rœderer, Réal, Berthier, Lefebvre, Moreau, Macdonald, etc.; il avait fait dire aux officiers de la garnison qu'il les recevrait à huit heures du matin; il avait ordonné secrètement au colonel des dragons, Sébastiani, de tenir son régiment dans les rues voisines. Au milieu de cet appareil militaire, il reçut le décret des Anciens, le lut à haute voix à ses compagnons d'armes, et leur demanda leur appui. Tous le lui promirent, excepté Bernadotte, qui s'engagea seulement à rester neutre. Aussitôt il monta à cheval, et, avec son cortége de généraux, il va au Conseil des Anciens pour y prêter serment. Puis il se rend à la commission des inspecteurs, qui siégeait aux Tuileries, et où les ministres viennent le trouver; il y donne les ordres pour l'exécution du décret; il distribue les commandements à ses généraux; il fait une proclamation à la garde nationale; enfin il passe en revue les troupes de la garnison, et leur dit : « Dans quel état j'ai laissé la France, et dans quel état je l'ai retrouvée! Je vous avais laissé la paix, et je retrouve la guerre! Je vous avais laissé des

conquêtes, et l'ennemi presse vos frontières! J'ai laissé les millions de l'Italie, et je retrouve partout des lois spoliatrices et la misère!.... Où sont-ils, les cent mille braves que j'ai laissés couverts de lauriers?... » « C'était la première fois depuis dix années qu'un homme rapportait tout à lui seul, qu'il demandait compte de la république comme de son propre bien. On est douloureusement surpris en voyant un nouveau-venu de la révolution s'introduire dans l'héritage si laborieusement acquis de tout un peuple[1]. »

Cependant les Cinq-Cents s'étaient assemblés sur les onze heures, et aussitôt le président, qui était Lucien Bonaparte, lut le décret de translation; ils furent frappés de stupeur. Mais la constitution interdisait toute délibération : le Conseil s'ajourna au lendemain à Saint-Cloud.

Le pouvoir législatif était intimidé, mais le pouvoir exécutif existait encore. Alors Sieyès et Roger-Ducos donnèrent leur démission. Talleyrand alla trouver Barras, qui ignorait tout ce qui se passait, et le décida à suivre cet exemple. Moulin et Gohier refusèrent courageusement de se démettre; ils reprochèrent à Bonaparte son ambition, et furent mis en surveillance au Luxembourg sous la garde de Moreau, qui s'avilit à ce rôle avec une étrange facilité, tant il y avait peu d'avenir politique dans ce caractère faible et irrésolu.

Le gouvernement n'existait plus. Dès lors Bonaparte apparut à tout le monde, même aux conjurés, qui commencèrent à s'en effrayer, non plus comme l'instrument d'une conjuration, mais comme l'homme qui se chargeait seul de sauver la république. « Il ne fallait pour cela, disait-il, qu'une dictature temporaire donnée à un citoyen qui eût la confiance nationale. » Et quand on parlait de César, de Cromwell : « Mauvais rôles, répondait-il, rôles usés, indignes d'un homme de sens, quand ils ne le seraient pas d'un homme de bien! » Il se croyait assuré du succès, et, malgré Sieyès et Fouché, qui conseillaient d'arrêter quarante députés de l'opposition, il se refusa à toute mesure violente, voulant *emporter la journée* en conservant les formes légales.

Paris ressemblait à une ville en état de siége : Fouché avait suspendu les douze municipalités, empêché les rassemblements de garde nationale, invité, par des affiches, les citoyens au repos. La ville était étonnée, mais calme : depuis le 1er prairial et le 13 vendémiaire, le peuple et la bourgeoisie, vaincus l'un après l'autre par le gouvernement, n'étaient plus que les spectateurs des événements politiques. D'ailleurs il avait suffi du nom de Bonaparte pour

[1] Mignet, t. II, p. 260.

rendre l'opinion publique favorable à la révolution qui allait se faire. Les Cinq-Cents, consternés, n'espéraient donc aucun secours extérieur ; mais ils voyaient que les Anciens s'alarmaient eux-mêmes de la voie où ils étaient entrés ; ils comptaient sur l'esprit démocratique des soldats et l'immense autorité morale dont jouissait, depuis dix ans, la représentation nationale ; enfin, après avoir refusé, comme Bernadotte le demandait, de concerter des mesures agressives contre les conspirateurs, ils étaient résolus simplement « à résister et à mourir sur leurs chaises curules. »

Le lendemain, Saint-Cloud était encombré par les troupes, les députés, les curieux (1799, 11 nov. [19 brum.]). Sieyès et Bonaparte témoignaient de l'inquiétude ; car les Cinq-Cents paraissaient décidément hostiles, les Anciens ébranlés, les troupes peu sûres, le complot compromis ; mais Bonaparte n'en disait pas moins tout haut, et comme s'il eût été le vingtième roi d'une dynastie : « Je ne veux plus de factions, je n'en veux plus ! » Dès que le conseil des Cinq-Cents fut en séance, l'un des conjurés, Émile Gaudin, qui était chargé de « rompre la glace, » proposa de nommer une commission « pour faire un rapport sur la situation de la république et sur les moyens de la sauver. » Mais le patriote Delbrel monta à la tribune : « Oui, représentants du peuple, de grands dangers menacent la république ; mais ceux qui veulent la détruire sont ceux mêmes qui, sous prétexte de la sauver, veulent changer la forme du gouvernement existant... Nous voulons la constitution ou la mort ! Les baïonnettes ne nous effraient pas : nous sommes libres ici ! Je demande que tous les membres du Conseil, appelés individuellement, renouvellent à l'instant le serment à la constitution de l'an III ! — Vive la constitution ! à bas les dictateurs ! » s'écrie toute l'assemblée ; et la proposition est adoptée avec enthousiasme. On fait l'appel nominal, et chaque membre vient prononcer son serment.

C'était un triomphe décisif pour les patriotes : les conjurés pâlissaient ; les Anciens, avertis de ce mouvement, penchaient à le suivre ; le complot allait avorter. Il fallait agir. Bonaparte résolut de se présenter aux Conseils pour leur imposer par sa présence : il alla d'abord aux Anciens, où les conspirateurs avaient usé plusieurs heures en vaines discussions. Dans un discours saccadé, incohérent, troublé sans cesse par des interruptions, il calomnia les démocrates, qu'il accusa de conspiration, sollicita le Conseil de sauver la république, et s'offrit à exécuter ses mesures salutaires, en promettant d'abdiquer ses pouvoirs extraordinaires dès que le danger serait passé : « La patrie n'a pas de plus zélé

défenseur que moi ; mais c'est sur vous seuls que repose son salut. Il n'y a plus de gouvernement : quatre des directeurs ont donné leur démission ; les dangers sont pressants ; évitons de perdre deux choses pour lesquelles nous avons tant fait de sacrifices : la liberté et l'égalité... — Et la constitution, dit un député. — La constitution ! vous l'avez vous-mêmes anéantie ; vous l'avez violée au 18 fructidor, au 22 floréal, au 30 prairial. Elle n'offre plus de garantie aux citoyens ; elle ne peut point sauver la patrie, parce qu'elle n'est respectée par personne. Qu'on ne croie pas que je tiens ce langage pour m'emparer du pouvoir ; le pouvoir, on me l'a offert depuis mon retour à Paris. Les différentes factions sont venues sonner à ma porte ; je ne les ai point écoutées, parce que je ne suis d'aucune coterie, parce que je ne suis que du grand parti du peuple français... Je ne vous le cache pas, en prenant le commandement, je n'ai compté que sur le Conseil des Anciens : je n'ai point compté sur le Conseil des Cinq-Cents, qui est divisé, où se trouvent des hommes qui veulent nous rendre la Convention et les échafauds, d'où viennent de partir des émissaires chargés d'organiser un mouvement à Paris. Que ces projets ne vous effraient pas : environné de mes frères d'armes, je saurai vous en préserver. J'en atteste votre courage, vous, mes braves camarades, vous dont j'aperçois les baïonnettes que j'ai si souvent fait tourner à l'humiliation des rois. Et si quelque orateur payé par l'étranger parlait de me mettre hors la loi, j'en appellerais à vous, braves soldats, que j'ai tant de fois menés à la victoire ; je m'en remettrais au courage de vous tous et à ma fortune ! »

Après ces paroles étranges, qui laissèrent les Anciens dans la crainte et l'incertitude, Bonaparte se dirigea vers les Cinq-Cents, qui étaient dans l'exaltation la plus menaçante, mais qui venaient de perdre deux heures irréparables à prononcer leur serment. A la vue du général, à la vue de quelques grenadiers qu'il laisse à la porte, un tumulte affreux éclate : « A bas le dictateur ! à bas les baïonnettes ! » Il veut parler : on l'entoure, on le pousse, on le menace : « Sortez ! sortez ! Respectez le sanctuaire des lois ; vous avez changé votre gloire en infamie ! » Bonaparte pâlit, perd la tête, recule : il est entraîné par ses grenadiers hors de la salle. Le tumulte redouble : « Hors la loi le tyran ! » s'écrie-t-on de toutes parts. Lucien résiste et veut excuser son frère. On demande la mise hors la loi, la permanence du Conseil, le retour à Paris, le commandement des troupes pour Bernadotte. Lucien, épouvanté, renonce au fauteuil, dépose les insignes de député, et se trouve emporté par les grenadiers. Cet enlèvement porte l'agitation à son

comble ; les propositions se succèdent, se croisent, se confondent ; mais il n'y a plus de délibération, et les cris de « Vive la constitution ! » sont les seuls qu'on puisse entendre.

Cependant Bonaparte était monté à cheval, pâle, morne, la tête penchée, disant aux soldats qu'on avait voulu l'assassiner ; mais les troupes, si accoutumées à respecter les représentants du peuple et témoins de l'attitude du Conseil, s'ébranlaient : que Jourdan ou Augereau fût venu leur demander obéissance, elles abandonnaient le vainqueur de Rivoli et des Pyramides. Il fallait se résoudre à un de ces coups d'audace qui mènent un homme sur le trône ou à l'échafaud. « Ils vous ont mis hors la loi, dit Sieyès, mettez-les hors la salle ! » Bonaparte s'y décida à regret.

Lucien monte à cheval, et harangue les troupes comme président des Cinq-Cents : « Soldats, dit-il, je vous déclare que l'immense majorité du Conseil est dans ce moment sous la terreur de quelques représentants assassins ; je vous déclare que ces brigands audacieux, soldés par l'Angleterre, se sont mis en rébellion contre le Conseil des Anciens. Au nom du peuple, je confie aux guerriers le soin de délivrer la majorité des représentants... Général, et vous, soldats, vous ne reconnaîtrez pour législateurs de la France que ceux qui vont se rendre auprès de moi. Que la force expulse les autres ! » Bonaparte appuie les effrontées calomnies de son frère, et il s'écrie. « Soldats, puis-je compter sur vous ? — Oui ! oui ! Vive Bonaparte ! — Eh bien ! je vais mettre les agitateurs à la raison. » Le général Leclerc prend un bataillon de grenadiers, fait battre la charge, et entre dans la salle. Toute l'assemblée se lève avec indignation. « Au nom du général Bonaparte, le Conseil est dissous. — Vive la république ! » s'écrie-t-on avec transport, et tout reste immobile. — « Représentants, je ne réponds plus de la sûreté du Conseil. Grenadiers, en avant ! » Jourdan et plusieurs autres se jettent au-devant des soldats : « Que faites-vous ? vous ternissez vos lauriers ! » Mais le bruit des tambours étouffe leurs cris. Les grenadiers s'avancent lentement : ils poussent sans violence et sans injure les députés qui veulent mourir sur leurs bancs, et les forcent à se retirer par la porte des jardins. A cinq heures, la salle était vide, et les représentants s'enfuyaient à Paris.

Bonaparte et Sieyès étaient fort agités : la résistance des Cinq-Cents ayant fait manquer le plan convenu, les députés pouvaient se réunir à Paris et renouveler le serment du Jeu-de-Paume, il fallait se hâter de donner une couleur légale à l'attentat. Le Conseil des Anciens était encore assemblé ; on parvint à réunir vingt-cinq à trente députés des Cinq-Cents, qui se remirent en séance sous la

présidence de Lucien; et alors le décret tant désiré fut rendu. Le Directoire était supprimé, et soixante et un des Cinq-Cents étaient expulsés du Conseil; le corps législatif s'ajournait au 1er ventôse; le pouvoir exécutif était confié à trois consuls provisoires, Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos; deux commissions législatives de vingt-cinq membres chacune étaient chargées de réviser la constitution. Bonaparte et ses deux complices vinrent prêter serment à la république, et les deux Conseils se séparèrent.

Ainsi fut consommé ce grand attentat du mensonge et de la violence contre la loi. « La révolution, après avoir pris tous les caractères, monarchique, républicain, démocratique, prenait enfin le caractère militaire, parce qu'au milieu de cette lutte perpétuelle avec l'Europe, il fallait qu'elle se constituât d'une manière solide et forte.... La révolution qui devait nous donner la liberté n'était pas et ne devait pas être elle-même la liberté; elle devait être une grande lutte contre l'ancien ordre de chose : après l'avoir vaincu en France, il fallait qu'elle le vainquît en Europe. Mais une lutte si violente n'admettait pas les formes et l'esprit de la liberté. On eut un moment de liberté sous la Constituante, et il fut court; mais quand le parti populaire envahit les Tuileries au 10 août; quand, au 2 septembre, il immola tous ceux qui lui donnaient des défiances; quand, au 21 janvier, il obligea tout le monde à se compromettre avec lui en trempant ses mains dans le sang royal : quand il obligea, en août 93, tous les citoyens à courir aux frontières ou à livrer leur fortune; quand il remit sa puissance au grand Comité de salut public, y avait-il, pouvait-il y avoir liberté? Après nos victoires il y eut un moment de relâche. Mais la lutte avec l'Europe ne pouvait être que passagèrement suspendue; elle recommença bientôt, et au premier revers les partis se soulevèrent tous contre un gouvernement trop modéré, et invoquèrent un bras puissant. Bonaparte, revenant d'Orient, fut salué comme souverain et appelé au pouvoir. Ce n'était pas la liberté qu'il venait continuer, car elle ne pouvait pas exister encore : il venait, sous les formes monarchiques, continuer la révolution dans le monde, en se plaçant, lui plébéien, sur un trône, en mêlant tous les peuples, en répandant les lois françaises en Allemagne, en Italie, en Espagne, en ébranlant et confondant toutes les choses. Voilà quelle tâche profonde il allait remplir; et, pendant ce temps, la nouvelle société allait se consolider à l'abri de son épée, et la liberté devait venir un jour [1]. »

[1] Thiers, t. x, p. 482.

SECTION III.

CONSULAT.

11 novembre 1799. — 18 mai 1804.

CHAPITRE PREMIER.

Campagnes de 1800 et 1801. — Traités de Lunéville et d'Amiens. — Du 11 novembre 1799 au 25 mars 1802.

§ I. Consulat provisoire. — Constitution de l'an VIII. — Il n'y eut pas la moindre opposition à l'attentat du 18 brumaire : les vainqueurs, à force de proclamations et de décrets, défigurèrent les événements, accréditèrent la fable des poignards dirigés sur Bonaparte, excitèrent l'horreur contre les Cinq-Cents et les forcèrent à se tenir cachés et silencieux. Paris ne montra que de le joie : on était tellement habitué depuis dix ans aux coups d'état, soit du peuple, soit du gouvernement, qu'on ne s'effraya pas de subir un 31 mai ou un 18 fructidor de la part de l'armée, qui seule, au milieu de l'apathie et de la corruption universelle, avait conservé son enthousiasme et son dévouement à la révolution; d'ailleurs, on était dégoûté des assemblées nationales, qui avaient causé, disait-on maintenant, tous les maux de la patrie ; enfin le nom de Bonaparte légitimait l'usurpation du pouvoir militaire.

Bonaparte, avec sa profonde intelligence de la situation, proclama le 18 brumaire comme la réparation de tous les malheurs et les injustices de la révolution : oubli du passé, fusion des partis, conciliation universelle, tel fut le but auquel il travailla avec une activité qui étourdit l'opinion publique : « Qu'il n'y ait plus, disait-il, de Jacobins, ni de modérés, ni de royalistes, mais partout des Français. » En effet quarante-trois proscrits de fructidor furent rappelés; les prêtres emprisonnés pour refus de serment, délivrés; la loi des otages, rapportée avec celle qui excluait les nobles et parents d'émigrés des fonctions publiques; on abolit le serment

de haine à la royauté; on supprima les fêtes révolutionnaires, excepté celles du 14 juillet et du 1er vendémiaire; on rendit aux cultes les édifices qui leur étaient destinés[1]. « Quand on vit un gouvernement dont la marche rapide, ferme, assurée, annonçait un changement de système et un plan irrévocablement arrêté, qui appelait autour de lui les lumières, l'expérience, le mérite, la probité, qui n'adoptait, ne persécutait et ne reconnaissait plus aucun parti, qui professait le respect des institutions libérales et voulait mettre un terme aux mesures révolutionnaires, l'opinion générale se manifesta ouvertement pour le nouvel ordre de choses[2]. »

Cependant l'utopie constitutionnelle de Sieyès était en discussion devant les commissions législatives et les consuls : elle ne fut pas entièrement adoptée, et Bonaparte la marqua du sceau de son esprit en lui enlevant, au profit du pouvoir, les faibles garanties de liberté qu'elle contenait. D'après cette constitution, le gouvernement était confié à trois consuls élus pour dix ans, et ayant des pouvoirs très-inégaux : le premier promulguait les lois, nommait les ministres, les ambassadeurs, les officiers, les juges, etc.; les deux autres n'avaient que voix consultative. Les projets de lois étaient préparés par un *Conseil d'état* dont le premier consul nommait les membres, et présentés à un *Tribunat* composé de cent personnes. Le Tribunat, après les avoir discutés, envoyait trois orateurs pour en débattre, contradictoirement avec trois conseillers d'état envoyés par le gouvernement, l'adoption ou le rejet devant le *Corps législatif*. Le Corps législatif, composé de trois cents membres, faisait la loi en statuant par scrutin secret et sans aucune discussion. Enfin, au-dessus du Tribunat et du Corps législatif était un *Sénat conservateur*, composé de quatre-vingts membres inamovibles et à vie, chargé d'annuler ou de maintenir tous les actes qui lui étaient déférés comme inconstitutionnels par le Tribunat ou le gouvernement. C'était ce corps suprême qui élisait les consuls, les tribuns, les législateurs, sur une *liste nationale*, renfermant cinq mille noms, et formée par les votes de cinquante mille individus eux-mêmes désignés par cinq cent mille autres, lesquels enfin étaient nommés par tous les citoyens. Quant aux sénateurs, ils étaient élus par le Sénat lui-même sur une liste de trois candidats présentés par le Corps législatif, le Tribunat et le premier consul.

[1] Le gouvernement ne fit qu'une tentative de réaction : cinquante-neuf démocrates furent condamnés à la déportation par un simple arrêté des consuls; mais l'opinion publique, qui ne voulait plus de proscriptions, s'éleva avec tant de force contre cette iniquité, que les consuls se hâtèrent de rapporter leur arrêté.

[2] Thibaudeau, Hist. du Consulat et de l'Empire, t. I, p. 79.

Les auteurs du 18 brumaire se distribuèrent les fonctions de l'état comme le butin de leur victoire. Un article de la constitution désigna pour premier consul Bonaparte ; pour deuxième, Cambacérès ; pour troisième, Lebrun. Cambacérès, conventionnel de la Plaine, avait voté la mort de Louis XVI ; Lebrun, ancien constituant, avait été le collaborateur du chancelier Maupeou ; le premier était un savant légiste, le second un bon administrateur, tous deux des hommes dévoués à tous les pouvoirs et sans aucune portée politique. Sieyès et Roger-Ducos furent relégués dans le Sénat avec mission d'en nommer les trente premiers membres, lesquels en nommèrent trente autres ; les vingt derniers furent élus par la voie constitutionnelle. Les choix tombèrent sur toutes les sommités de la France, dans la politique, la science, la guerre, les arts : ainsi l'on vit au sénat Berthollet, Cabanis, Destutt-Tracy. François de Neufchâteau, Garat, Kellermann, Lacépède, Laplace, Monge, Serrurier, Vien, Volney, etc. Le premier consul siégea aux Tuileries ; le Sénat, au Luxembourg ; le Corps législatif, au Palais-Bourbon ; le Tribunat, au Palais-Royal.

C'était l'ombre du gouvernement représentatif qu'une telle constitution, où il n'y avait de république que le nom, où la souveraineté du peuple était dérisoire, où tous les principes démocratiques posés par l'Assemblée constituante n'existaient plus. En 1789, on ne tendait qu'à annuler le pouvoir au profit de la représentation nationale, qu'à donner au peuple la plus grande part aux affaires, parce qu'on croyait qu'il n'y avait que la liberté à fonder ; en l'an VIII, on ne voulait que fortifier le pouvoir aux dépens de la représentation nationale, qu'éloigner le peuple des affaires parce qu'on sentait que c'était la société qu'il fallait fonder avant tout. La constitution nouvelle ne fut donc que la dictature organisée avec des formes constitutionnelles, pour sauver la révolution : aussi ne disait-elle pas un mot de la liberté de la presse ; et l'une des premières mesures des consuls fut de supprimer tous les journaux, à l'exception de treize, qui ne furent que les organes du gouvernement.

§ II. Organisation des départements, de la justice, des finances. — État des partis. — Pacification de l'ouest. — Bonaparte composa ainsi son ministère : Lucien à l'intérieur, Gaudin aux finances, Abrial à la justice, Forfait à la marine, Berthier à la guerre, Talleyrand aux affaires étrangères, Fouché à la police. Fouché et Talleyrand, ces deux prêtres apostats qui ont eu tant d'influence sur les destinées de Bonaparte, l'un ancien grand seigneur, l'autre ancien terroriste, étaient les seuls hommes politiques de ce cabinet, où l'on voyait encore, avec le titre de secrétaire d'état,

Maret, diplomate et administrateur distingué, qui exerçait auprès du premier consul une sorte de ministère intime.

L'administration, les finances, les armées à rétablir, les factions à fondre dans la nation, la révolution à asseoir dans l'Europe, la société nouvelle sortie du grand mouvement de 89 à fonder, telle était la tâche du gouvernement consulaire, et le génie de Bonaparte ne fut pas au-dessous d'elle. La première cause de la confusion anarchique qui désolait la France était le défaut d'action du gouvernement central sur les autorités secondaires : avec l'organisation départementale créée par l'Assemblée constituante et conservée presque intégralement par la constitution de l'an III, l'unité administrative, qui avait tant donné de force à la France depuis Richelieu, avait fait place à un esprit étroit de liberté locale dont les Girondins avaient été la plus complète expression. Déjà le Directoire avait essayé de lier plus intimement les provinces au gouvernement, en déléguant auprès des assemblées départementales des commissaires du pouvoir exécutif. Le gouvernement consulaire fit davantage : il renouvela l'institution des intendants en confiant l'administration des départements à des *préfets* et celle des arrondissements à des *sous-préfets*, hommes du gouvernement et non pas des localités, qui eurent la nomination des *maires* chargés de l'administration des communes (1800, 2 mars). Il ne resta aux conseils de département, d'arrondissement et de commune, nommés aussi par le pouvoir central, que l'assiette et la répartition de l'impôt. Enfin le jugement du contentieux administratif fut remis à un conseil de préfecture dont les décisions venaient par appel au conseil d'état. Cette organisation créa « le gouvernement le plus compacte, doué de la circulation la plus rapide et des efforts les plus nerveux qui eût jamais existé. La même impulsion se trouva donnée au même instant à plus de trente millions d'hommes; et à l'aide de ces centres d'activité locale, le mouvement était aussi rapide à toutes les extrémités qu'au cœur même[1]. »

L'organisation des tribunaux et des finances fut modelée sur l'organisation départementale : il y eut un tribunal civil par arrondissement, un tribunal criminel par département, et vingt-neuf tribunaux d'appel. Les juges, au lieu d'être nommés temporairement par le peuple, furent amovibles, à vie, et nommés par le premier consul, excepté ceux du tribunal de cassation, qui étaient nommés par le Sénat. L'ancienne institution des *avoués* fut rétablie, et avec elle cette foule de gens de loi qui, par suite de la division extrême des propriétés, est devenue une des plaies de l'époque actuelle

[1] Las-Cases, t. VII, p. 130.

Les finances étaient en si mauvais état, que le gouvernement n'avait vécu pendant les premiers jours qu'avec 12 millions prêtés par quelques banquiers. L'emprunt forcé de 100 millions n'avait presque rien produit, et on l'avait remplacé par une subvention de guerre de 25 centimes par franc ajoutés à la contribution foncière. Une loi prorogea pour l'an IX les contributions de l'an VIII, estimées à 572 millions; elle ordonna que leur payement aurait lieu par douzième et par mois; elle assura leur perception en créant un receveur général par département, et des receveurs particuliers par arrondissement, lesquels, et moyennant une forte remise sur toutes leurs transactions, souscrivaient au trésor, pour le montant des sommes à percevoir, des obligations payables par mois à jour fixe, et fournissaient des cautionnements qui devaient être versés dans une caisse particulière pour être appliqués au remboursement de celles de leurs obligations qui pourraient être protestées. Cette loi fut la source de l'ordre et de la prospérité qui régnèrent dès lors dans les finances : les contributions rentrèrent au trésor avant le commencement de l'exercice et en masse; les services furent assurés par toute la France; enfin un vaste système d'inspecteurs et de contrôleurs, et plus encore l'œil sévère du premier consul, mirent fin à toutes les dilapidations. Le crédit se releva, et le tiers consolidé, qui était le 18 brumaire à 11 francs, monta le 1er ventôse à 35.

Avec cette organisation départementale, judiciaire, financière, les magistrats salariés remplacèrent les magistrats indépendants; les hommes du pouvoir, les hommes du peuple; des existences innombrables se rattachèrent au gouvernement, qui appela à lui toutes les capacités, de quelque parti qu'elles fussent, qui eut pour toutes les opinions des corruptions infinies, qui rendit les fonctionnaires inviolables en remettant au Conseil d'état le jugement de tous les conflits entre les tribunaux et l'administration. Le pouvoir fut ainsi partout; la vie passa de la nation au gouvernement; la France entière fut centralisée dans la main du premier consul; un seul coup de télégraphe mit en mouvement cinquante mille communes et trois cent mille fonctionnaires. Aucun gouvernement, depuis la chute de l'empire romain, n'avait possédé une telle force administrative.

Ce vaste système de centralisation, qui détruisait l'œuvre de l'Assemblée constituante et qui devait engendrer le despotisme, fut emprunté au souvenir du Comité de salut public et à ceux de l'ancienne monarchie : pour le mettre en œuvre, Bonaparte eut recours aussi bien aux Jacobins qu'aux royalistes. Le 18 brumaire avait jeté la division dans ces deux partis. Les anciens partisans du grand Comité trouvaient dans Bonaparte la force et l'unité qu'ils aimaient; ils voyaient en lui l'homme de la révolution, le vainqueur des rois, et,

selon l'expression de madame de Staël, un Robespierre à cheval : plusieurs d'entre eux acceptèrent les fonctions de préfet; d'autres siégèrent au Conseil d'état; Barrère lui-même fut secrètement employé. En dehors de ces révolutionnaires, qui représentaient entièrement l'opinion du peuple, venaient les restes obscurs des partis d'Hébert et de Babeuf, les *enragés*, qui marchaient sans direction et sans appui, ne rêvaient que bouleversements, et étaient réduits à comploter des assassinats. De même, dans le parti royaliste, les hommes tels que Portalis, Siméon, Barbé-Marbois, qui acceptaient la monarchie sans les Bourbons, s'étaient ralliés au pouvoir, et le poussaient à des mesures de réparation : déjà la liste des émigrés avait été fermée, et l'on n'exigeait des prêtres réfractaires qu'un simple serment de fidélité à la constitution; on rayait les émigrés par centaines, on accordait des mises en surveillance par milliers, on fermait les yeux sur ceux qui n'étaient pas en règle. Mais les agents des Bourbons et de l'étranger n'étaient pas satisfaits : ils avaient regardé le 18 brumaire comme une victoire; ils voyaient dans Bonaparte un nouveau Monck, et ils allèrent jusqu'à lui proposer de rétablir Louis XVIII[1]. Son refus les remplit de fureur; et comme les troubles de l'ouest venaient d'être apaisés par le général Hédouville, ils empêchèrent la pacification, jetèrent, au moyen des vaisseaux anglais, des armes sur les côtes, et préparèrent un soulèvement universel dans le Poitou, l'Anjou, le Maine, la Bretagne, la Normandie. Les principaux chefs étaient Georges Cadoudal, Frotté, Bourmont. Bonaparte suspendit l'empire de la constitution dans les départements insurgés, y envoya Brune avec vingt mille hommes, et promit une amnistie absolue aux rebelles qui mettraient bas les armes. Les bandes royalistes furent partout battues; Georges, enveloppé à Grandchamp, capitula et se retira en Angleterre; Bourmont et plusieurs autres firent leur soumission et prirent du service dans l'armée républicaine; Frotté fut fusillé (1800, janvier et février). Grâce à une police sévère et à une administration juste, tout le pays rentra dans le repos; il ne resta plus que des brigands isolés, contre lesquels le consul obtint plus tard du Corps législatif la création des tribunaux extraordinaires.

§ III. Commencement de la campagne de 1800. — Les Autrichiens sur le Var et devant Gênes. — Batailles d'Engen et de Mœskirch. — La première promesse que Bonaparte avait faite

[1] Louis XVIII écrivit lui-même deux fois à Bonaparte : « Nous pouvons assurer le bonheur de la France, disait-il. Je dis nous, parce que j'ai besoin de Bonaparte pour cela, et qu'il ne le pourrait sans moi. » Le consul lui répondit : « Vous ne devez pas souhaiter votre retour en France : il vous faudrait marcher sur cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos et au bonheur de la France; l'histoire vous en tiendra compte. »

à la nation, le premier bien qu'il devait lui procurer, c'était la paix : Campo-Formio avait fait plus que Rivoli pour sa fortune. Dès le premier jour de son installation (1799, 28 déc.), il écrivit directement au roi d'Angleterre pour l'inviter à « mettre un terme à une guerre à laquelle est attaché le sort de toutes les nations civilisées. » Il savait que la constitution anglaise défend au monarque de correspondre avec les étrangers autrement que par ses ministres, mais il voulait témoigner à l'Europe ses intentions pacifiques par une démarche éclatante. Le cabinet britannique ne vit pas que la France, harassée de dix années de guerre, était prête à accepter une paix, même désavantageuse : il répondit par un refus, et fit une magnifique position à Bonaparte en indiquant « le rétablissement de l'ancienne dynastie comme le seul événement qui pût assurer à la France la possession incontestée de son ancien territoire. » L'oligarchie anglaise était encore enivrée des succès de sa marine et des armées autrichiennes : elle voyait Malte et l'Égypte bloquées, l'Italie conquise, la France épuisée; mais l'Autriche fut la seule grande puissance qui resta dans la coalition. Paul Ier sentait qu'il n'avait fait la guerre que pour donner l'Italie à l'empereur et les vaisseaux hollandais à l'Angleterre : il retira ses troupes, renvoya le corps de Condé et entra en relation pacifique avec la France. La Prusse persista dans sa neutralité. Enfin il n'y eut dans l'Empire que les princes de Bavière, de Wurtemberg et de Mayence qui mirent sur pied vingt-quatre mille hommes soldés par l'or anglais.

Bonaparte publia les démarches qu'il avait faites pour la paix, et rendit ainsi la guerre nationale. Une loi mit à sa disposition deux cent mille conscrits; on rappela trente mille vieux soldats; des corps de volontaires s'équipèrent à leurs frais; la cavalerie, l'artillerie, le génie furent entièrement réorganisés; on créa le corps des inspecteurs aux revues pour l'administration et la solde des troupes, et celui du train d'artillerie pour le transport du matériel; enfin l'on eut sur pied, avec la rapidité et sans la violence de 93, deux cent cinquante mille hommes armés, équipés, pourvus de tout, pendant que cent mille conscrits s'exerçaient dans l'intérieur.

Les hostilités, qui avaient cessé en décembre, ne recommencèrent qu'au printemps. L'Autriche avait deux grandes armées, chacune de cent vingt mille hommes. La première, en Italie, était chargée de l'offensive, et commandée par Mélas; elle devait, laissant quarante mille hommes sous Haddick et Wukassowich pour garder la Lombardie et le Piémont, enlever Gênes, forcer le Var et pénétrer en Provence, où viendraient la joindre vingt mille Anglais

rassemblés à Minorque. La seconde, sur le Rhin, était chargée, sous le commandement de Kray, de couvrir le fleuve de Mayence à ses sources, en laissant trente mille hommes sous le prince de Reuss, pour garder le Vorarlberg et les Grisons, et donner la main à l'armée d'Italie. Le plan de Bonaparte fut tout différent : il laissa l'armée d'Italie, réfugiée dans l'Apennin et réduite à trente mille hommes, défendre la rivière de Gênes et entraîner Mélas à sa poursuite; il porta l'armée du Rhin à cent mille hommes, lui ordonna de passer le fleuve, de prendre l'ennemi en flanc en tournant la Forêt-Noire, et de le pousser en Bavière en lui coupant ses communications avec l'Italie. De cette façon, la masse des Alpes entre le Danube et le Pô se trouverait dégagée et sans aucune défense; alors il devait, avec une armée de réserve dont il cachait soigneusement la formation, fondre tout à coup, par le centre des Alpes, au cœur de l'Italie.

Championnet était mort de l'épidémie qui décimait ses soldats; Masséna lui succéda, et, à force d'énergie, remit la discipline dans cette armée délabrée et mourant de faim. Il la partagea en deux corps : la droite, de dix-huit mille hommes et commandée par Soult, garda Cadibone, la Bocchetta et Gênes; la gauche, de douze mille hommes et commandée par Suchet, garda le littoral et les passages de Finale à Tende. En outre, six mille hommes étaient dispersés de Tende à Genève. Pendant que ces trente-six mille hommes s'efforçaient de garder cinquante lieues de montagnes, les Autrichiens prirent l'offensive : trente-cinq mille hommes, commandés par Ott, débouchèrent par la route du littoral de Rapallo sur Besagno, et assaillirent les approches de Gênes; Masséna repoussa cette attaque; mais, pendant ce temps, Mélas, avec quarante-cinq mille hommes, perça l'Apennin par Montenotte et Cadibone, enleva Savone et coupa ainsi en deux l'armée française; il força Soult à se rejeter dans Gênes avec Masséna, et fit replier Suchet jusqu'à Borghetto (1800, 6 avril). Masséna et Suchet firent des efforts prodigieux pour rouvrir leur communication, mais l'acharnement de leurs soldats échoua devant les forces et la position des Autrichiens : après dix jours de combats, Masséna rentra dans Gênes. Suchet essaya de tenir encore sur la Taggia; mais, le col de Tende ayant été enlevé sur son flanc, il se hâta de se réfugier derrière le Var et s'y renforça de huit mille gardes nationaux de la Provence (6 mai). Mélas laissa le corps de Ott pour assiéger Gênes, qui fut en même temps bloquée par une flotte anglaise, et il se porta sur le Var, plein de joie de toucher enfin le sol de la république (11 mai).

Bonaparte s'inquiéta peu de ces revers : il savait que Masséna tiendrait jusqu'à la dernière extrémité, et que les invasions dans la Provence n'ont jamais réussi [1]. Il continua de former son armée de réserve avec vingt mille vieux soldats et trente mille conscrits ; mais il ne réunit à Dijon, désignée pour le quartier-général, que l'état-major et des invalides ; tous les bataillons étaient dispersés et, pour ainsi dire, cachés dans le Jura et la Savoie ; de sorte que les étrangers ignoraient la destination de cette armée, et croyaient même qu'elle n'existait pas.

Pendant ce temps, l'armée du Rhin, commandée par Moreau, et la plus belle que la France eût jamais eue, prit l'offensive, en échelonnant sa droite en avant de Strasbourg, par Bâle à Schaffouse ; la gauche passa le fleuve à Kehl, et attira ainsi toutes les forces de Kray sur la Kintzig ; le centre (Moreau) passa à Bâle et poussa sur Engen, pendant que la droite (Lecourbe) passa à Schaffouse et poussa sur Stokach. Kray se rabattit rapidement sur Engen ; mais il y fut battu en même temps que sa gauche était enfoncée à Stokach par Lecourbe (8 mai). Il rallia son centre et sa gauche à Mœskirch et y prit position ; mais il fut de nouveau défait, et rejeté sur la rive gauche du Danube par Sigmaringen. Ces deux victoires avaient établi les Français entre le Danube et le Rhin. Mais Kray, voulant rouvrir sa communication avec le corps des Grisons, repassa sur la rive droite et voulut arrêter Moreau à Biberach : il fut repoussé (10 mai) ; au lieu de se réfugier dans Ulm, il se rabattit hardiment sur Memmingen, où arrivait la droite française (11 mai) ; mais là il fut encore battu, séparé définitivement du prince de Reuss, qui se réfugia dans le haut Inn en abandonnant le Vorarlberg et les Grisons, et rejeté dans le camp retranché d'Ulm. La masse des Alpes était libre, Bonaparte pouvait exécuter sa grande combinaison : alors, et par son ordre, dix-huit mille hommes, commandés par Moncey, furent détachés de l'armée du Rhin pour servir d'aile gauche à l'armée de réserve et descendre avec elle en Italie.

§ IV. Passage du grand Saint-Bernard. — Batailles du col de Tende, de Montebello et de Marengo. — Armistice d'Alexandrie. — Opérations de Moreau sur le Danube. — Bonaparte arriva à Genève (10 mai), où trente-cinq mille hommes, partis de divers points, s'étaient subitement rassemblés : dès qu'il eut appris la marche de Moncey, il les dirigea sur le grand Saint-Bernard. C'était par là qu'il voulait descendre en Italie et tomber comme la foudre au milieu des cent mille Autrichiens dispersés de Mantoue à Nice. Jamais armée moderne, avec son artillerie et ses

[1] Voyez ma *Géographie militaire*, p. 149.

bagages, n'avait tenté de franchir cette muraille de dix lieues de glaces. Les canons et les voitures furent démontés; les soldats s'y attelèrent, et, à travers les rocs et les neiges, les hissèrent jusqu'au sommet du col; ils étaient jeunes et ardents comme leur chef, pleins de confiance dans son génie et la grandeur de l'entreprise : en quatre jours, les trente-cinq mille hommes passèrent, et l'on arriva à Aoste (16-20 mai). Pendant ce temps, la gauche, commandée par Moncey, passait le Saint-Gothard avec les mêmes difficultés et la même ardeur, et débouchait sur Bellinzona; la droite, forte de six mille hommes et commandée par Thureau, passait le mont Cenis et débouchait sur Suze; enfin deux petits corps de trois à quatre mille hommes passaient à gauche et à droite par le Simplon et le petit Saint-Bernard; de sorte que depuis le Saint-Gothard jusqu'au mont Cenis soixante mille hommes allaient déboucher en Italie entre Milan et Turin.

L'avant-garde, formée de huit mille soldats d'élite, et commandée par Lannes, entra à Aoste, battit un détachement autrichien à Châtillon, et se trouva arrêtée à Bard par un fort situé sur un roc inabordable, barrant entièrement la route et la vallée de la Doria, qui n'a là que cent toises de largeur. Toute l'armée vint se heurter contre cet obstacle imprévu : on s'empara vainement du village; on tenta vainement un assaut; les canons du fort plongeaient à bout portant sur la route. Alors l'infanterie et la cavalerie gravirent à droite les montagnes d'Albaredo par des sentiers qu'on tailla dans le roc (22 mai); puis on couvrit de fumier la route; on enveloppa de paille les roues des canons, et, pendant la nuit, l'artillerie passa au galop sous le feu du fort. Lannes arriva à Ivrée, qu'il emporta d'assaut, et trouva sur la Chiusella Haddick avec dix mille Autrichiens, qui accourait pour couvrir Turin : il le culbuta et le rejeta sur cette ville; puis il se porta à Chivasso, où il menaça de passer le Pô (26 mai). Bonaparte était arrivé à Ivrée, Thureau à Suze, Moncey à Bellinzona.

Mélas était sur le Var, où, pendant dix jours, il s'était vainement efforcé de passer la rivière; il ne s'inquiéta pas du rassemblement des Français à Genève, croyant que c'était une feinte pour dégager Suchet; mais, à la nouvelle de la défaite de Haddick, il laissa Elsnitz avec dix-huit mille hommes sur le Var, et se porta avec vingt mille par le col de Tende sur Turin (25 mai) : il voyait cette ville menacée par Lannes et Thureau, et croyait que c'était du mont Cenis que venait le corps principal. L'attaque de ces deux généraux était une feinte : Lannes, à Chivasso, masquait le défilement de toute l'armée d'Ivrée à Verceil, et quand celle-ci eut

passé la Sesia et pris Novare, en poussant devant elle les troupes disséminées de Wukassowich, il quitta Chivasso, et marcha par Trino et Crescentino sur Pavie, dont il s'empara. Mélas allait le suivre, lorsqu'il apprit les revers de l'armée du Danube, le passage du Saint-Gothard par Moncey, l'arrivée des Français sur le Tésin. Il s'arrêta épouvanté et incertain; pendant ce temps l'armée de réserve franchit le Tésin à Turbigo et à Buffarola, et Bonaparte entra à Milan (2 juin). Ce fut comme un coup de théâtre : on venait à peine d'apprendre le passage du Saint-Bernard; l'enthousiasme avec lequel les patriotes fêtèrent l'arrivée miraculeuse de leur libérateur tint du délire. On fit jonction avec le corps de Moncey; les troupes de Wukassowich se retirèrent sur le Mincio; Crémone et Lodi furent prises, et l'on se prépara à fermer à Mélas l'issue qui lui restait par la rive droite du Pô.

Le général autrichien, en voyant Bonaparte à Milan, fut frappé de stupeur : il ordonna à Ott et à Elsnitz d'abandonner le siége de Gênes et l'attaque du Var pour venir le joindre à Alexandrie : c'étaient quarante-cinq mille hommes qu'il voulait réunir à ses vingt mille, et avec lesquels il rouvrirait sa communication avec Mantoue et les débris de Wukassowich. Elsnitz se mit en retraite; mais Suchet le suivit, tourna sa droite par le col de Tende, coupa son centre et le mit en déroute. Ce fut un désastre complet : l'ennemi, poursuivi jusqu'à Céva, perdit plus de dix mille hommes, et Elsnitz n'arriva à Alexandrie qu'avec des troupes ruinées. Suchet, après sa victoire, se rabattit sur Savone pour courir à la délivrance de Gênes; mais il était trop tard : il rencontra en route les troupes qui venaient d'évacuer cette ville (6 juin).

Masséna avait soutenu dans Gênes l'un des siéges les plus mémorables dont les annales de la guerre fassent mention, et sa résistance avait été une autre victoire de Zurich, puisqu'elle avait sauvé la France d'une invasion. Après soixante jours de blocus, quand la moitié de sa garnison était dans les hôpitaux, quand le reste pouvait à peine tenir ses armes, quand il n'y avait plus que cinq livres de pain dans cette ville de cent mille habitants, dont quinze mille étaient morts de misère, il ne consentit à livrer Gênes qu'à condition qu'il se retirerait avec toutes ses troupes, ses canons, ses bagages (5 juin). Ott, qui venait de recevoir les ordres de Mélas, se hâta de signer cette convention : il laissa dix mille hommes dans Gênes, et se porta avec vingt mille, par la Bocchetta, sur Tortone et la route de Plaisance, pour empêcher les Français de passer le Pô. Mais déjà Lannes avait franchi le fleuve et occupait la position de Stradella, qui coupe la communication avec Man-

toue. Ott voulut rouvrir la route : il fut attaqué par Lannes et Victor, entre Casteggio et Montebello, battu complétement avec perte de sept mille hommes, et rejeté sur la Bormida (10 juin). Mélas se trouva alors dans la position la plus critique : avec les débris d'Elsnitz et de Ott, il n'avait réuni à Alexandrie que trente-deux mille hommes; sa communication avec le Mincio était complétement fermée; il se trouvait poussé vers la France, le dos aux Alpes. S'il se jetait sur Gênes et de là par l'Apennin sur Parme et Modène, il rencontrait Suchet; s'il passait le Pô et forçait le Tésin, il rencontrait Moncey : il résolut de livrer bataille devant Alexandrie, sur la Bormida, dans la grande plaine de Marengo.

Bonaparte, après avoir rétabli la république Cisalpine, avait laissé Moncey pour garder le Pô, Milan et les routes de la Suisse, et il avait rejoint Lannes sur le champ de bataille de Montebello. Là, ayant appris la reddition de Gênes, il envoya ordre à Suchet de déboucher, par le col de Cadibone, sur le flanc de Mélas; puis il poussa sur la Scrivia, et, ne sachant quel parti prendraient les Autrichiens, il porta Desaix [1] sur Novi, de peur qu'ils ne se retirassent sur Gênes, et Victor sur Alexandrie, de peur qu'ils ne voulussent passer le Pô; Lannes resta en arrière de Victor, et la réserve sur la Scrivia. Il ne s'attendait nullement à une bataille.

Victor, en poussant sur Alexandrie, chassa les Autrichiens de Marengo et les rejeta au delà de la Bormida; mais le lendemain toute l'armée ennemie repassa la rivière et se déploya dans la plaine, avec le dessein de dégager la route de Tortone en accablant la droite française (14 juin). Bonaparte, pris au dépourvu avec dix-huit mille hommes seulement, hâta la marche de sa réserve, et rappela Desaix, qui était déjà à Rivalta : son plan était de porter sa droite en avant pour donner le temps à Desaix de venir occuper sa gauche. En effet, la division Victor, en tête de la droite, soutint le choc de toute l'armée ennemie pendant quatre heures : à la fin elle fut écrasée et battit en retraite durant deux lieues. Alors Lannes se déploya pour la soutenir, attira à lui le centre des Impériaux et mit trois heures à reculer d'une lieue. Bonaparte soutint lui-même sa retraite; et le bataillon de la garde consulaire, « placé comme une redoute de granit au milieu de la plaine, » ne put être entamé. Cependant les Autrichiens se croyaient vainqueurs, et Mélas voyant Victor détruit, Lannes en retraite, la route de Tortone à moitié libre, rentra à Alexandrie en laissant à son chef d'état-major, Zack, le soin d'achever la victoire. Celui-ci, croyant qu'il n'y avait qu'à pousser les fuyards, se mit à la tête

[1] Il était arrivé depuis deux jours de l'armée d'Égypte.

d'une colonne de six mille grenadiers pour enlever San-Giuliano, dernière position qui restait aux Français. C'était le moment critique : Bonaparte avait combattu jusqu'alors pour n'être pas vaincu ; il allait maintenant combattre pour avoir la victoire. Desaix était arrivé : Lannes s'établit à sa droite ; Victor rallia ses débris derrière lui ; quand la colonne de Zach arriva à San-Giuliano, elle fut accueillie par un feu terrible. Le héros de Sédiman s'élance : il est tué d'une balle ; ses soldats, pleins de fureur, se précipitent sur l'ennemi et enfoncent la tête de la colonne, pendant que Kellermann [1] avec huit cents chevaux tombe sur son flanc, et la coupe en deux : en un instant, les six mille grenadiers sont brisés, dispersés, forcés de se rendre avec leur général. Alors la charge bat sur toute la ligne ; Lannes et Victor se reportent en avant ; les cavaliers de Kellermann, électrisés, culbutent tout devant eux ; en une heure, la plaine, qui avait coûté aux Autrichiens huit heures d'efforts, est reconquise ; l'ennemi, enfoncé de toutes parts, s'enfuit à la débandade et repasse la Bormida en laissant trois mille prisonniers, sept mille morts ou blessés, quarante canons. La perte des Français était presque égale, et ils avaient à regretter Desaix, grand capitaine, de qui Napoléon a dit avec tant de tristesse : « Il eût été mon lieutenant ! » grand citoyen, qui a bien manqué à la France dans ses triomphes et surtout dans ses revers !

Mélas était désespéré : il n'avait plus que vingt mille hommes, point d'autre retraite que Gênes, et encore il fallait passer sur le ventre à Suchet. Il demanda à traiter, et signa l'armistice d'Alexandrie, par lequel les Autrichiens se retiraient derrière le Mincio en livrant aux Français tout le pays compris entre les Alpes et cette rivière, avec Alexandrie, Turin, Gênes, Savone, Coni, Tortone, Pizzighittone (16 juin). Il y avait eu pendant la révolution des batailles plus glorieuses que celle de Marengo, mais aucune qui eût produit un si grand résultat : les Autrichiens perdaient en un jour ce qu'ils avaient acquis en dix-huit mois par vingt victoires ; la France se trouvait replacée d'un coup dans la position où elle était en 1797. « J'espère que le peuple français sera content de son armée, » écrivit Bonaparte aux consuls. En effet, l'exaltation fut au comble ; la confiance de la nation dans le héros auquel elle s'était si éperdument donnée se trouvait pleinement justifiée. Bonaparte put maintenant tout faire et tout oser : Marengo avait légitimé le 18 brumaire. Il était, selon l'expression de Mélas, *l'homme du destin*.

[1] Fils du vainqueur de Valmy.

Pendant cette belle campagne, Moreau était resté un mois à manœuvrer devant Ulm pour faire sortir Kray de son camp retranché. A la fin, il se porta, la droite en avant, sur le Lech, prit Augsbourg, avec tous les passages de cette rivière, et ferma ainsi la rive droite du Danube à son adversaire; puis il se rabattit sur le fleuve, qu'il borda d'Ulm à Donauwerth, le passa sur plusieurs points, écrasa la droite autrichienne dans une série de combats qui portent le nom de bataille d'Hochstedt, et menaça Kray de le couper de Vienne par la rive gauche comme par la rive droite (19 juin). Alors celui-ci quitta Ulm et se dirigea rapidement, par Neresheim, sur Nordlingen; là se voyant poursuivi mollement, il tourna brusquement sur le Danube, le passa à Neubourg et marcha pour reprendre par derrière la ligne de Lech. Moreau avait déjà jeté Lecourbe sur la ligne droite par Donauwerth et Rain : Kray fut battu, repassa le Danube, et le franchit de nouveau à Ingolstadt pour s'emparer de la ligne de l'Iser et se rallier au prince de Reuss; mais il trouva Moreau qui occupait déjà Munich. Alors, et après avoir eu son arrière-garde battue à Landshut, il se retira derrière l'Inn avec une armée réduite à quarante mille hommes. Moreau n'essaya pas de le forcer et s'arrêta sur l'Iser pour s'y concentrer : son armée se développait sur une ligne si étendue, qu'il se trouvait porté en avant sur Munich avec cinquante mille hommes seulement; son aile gauche était occupée dans le Palatinat et sur le Mein pour couvrir son flanc contre les insurrections de ces pays; une partie de son centre bloquait Philipsbourg, Ulm et Ingolstadt; enfin il fallait débarrasser définitivement sa droite du prince de Reuss. En effet, Lecourbe se rabattit sur Fussen, s'en empara, tomba dans le Vorarlberg, prit Feldkirch, et dispersa les Autrichiens dans les Alpes rhétiques. Ce fut alors que la nouvelle de la convention d'Alexandrie étant arrivée en Allemagne, Kray demanda la suspension des hostilités; et Moreau signa avec lui l'armistice de Pardsdorf (15 juill.).

§ V. Bataille de Hohenlinden. — Armistice de Steyer. — Passage du Splugen par Macdonald.—Bataille de Pozzolo.— Armistices de Trévise et de Foligno. —Paix de Lunéville.— Du champ de bataille de Marengo, le premier consul avait offert à l'Autriche de traiter sur les bases de Campo-Formio; des négociations furent entamées et même des préliminaires signés; mais en effet, comme nous le verrons bientôt, l'Angleterre était alors menacée du plus grand danger qu'eût jamais couru sa puissance maritime : elle fit tous ses efforts pour empêcher la paix continentale, et signa avec l'Autriche un traité de subsides qui permit

à l'empereur de rétablir entièrement ses armées. Alors, et après cinq mois passés en négociations et en armistices, les hostilités recommencèrent (12 nov.).

L'armée impériale du Danube avait été portée à cent mille hommes et confiée à l'archiduc Jean; elle était appuyée à gauche par trente mille hommes qui gardaient le Tyrol sous le commandement de Hiller; à droite, par vingt mille hommes qui étaient postés de Ratisbonne à Aschaffembourg, sous le commandement de Klenau et de Simbschen. A ces forces étaient opposées des forces à peu près égales : Moreau, placé avec cent mille hommes entre l'Iser et l'Inn, avait ses flancs couverts à droite par quinze mille hommes qui se rassemblaient dans les Grisons sous Macdonald, et devaient, en traversant le Splugen, lier les opérations de l'armée d'Italie avec celles de l'armée du Danube; à gauche par vingt mille hommes commandés par Augereau, qui devaient pousser l'armée de Klenau et contenir la Bohême. Les hostilités commencèrent de ce côté. Augereau prit Aschaffembourg, Wurtzbourg, Schweinfurth, battit les Autrichiens devant Nuremberg et poussa sa droite sur Ingoldstadt. Pendant ce temps, l'archiduc Jean prit l'offensive : il passa l'Inn à Muhldorf, manœuvra sur la gauche de Moreau pour l'accabler, et la repoussa d'Ampfingen. Enhardi par ce succès, il se jeta avec son centre dans la forêt de Hohenlinden, par la chaussée de Muhldorf à Munich, qui forme un défilé presque impraticable : son infanterie marchait en tête, ensuite l'artillerie, enfin la cavalerie; la droite et la gauche suivaient les sentiers voisins (2 déc.). Moreau avait sa droite (Lecourbe) occupée sur le Haut-Inn contre Hiller, sa gauche postée sur le Danube pour observer Klenau; il se plaça avec la division Ney au débouché principal de la forêt, chargea Grenier de repousser l'ennemi sur la gauche, et ordonna à Richepanse, qui devait être suivi par Decaen, de marcher à droite avec dix mille hommes, d'Ebersberg sur Mattenpot, par des chemins de traverse, pour se jeter sur les derrières du centre autrichien. En effet, pendant que la bataille s'engageait aux débouchés de la forêt, Richepanse exécuta son mouvement avec une audace inouïe : vainement il se trouva coupé de la moitié de ses forces par une colonne ennemie qui suivait la route de Wasserbourg; il arriva avec un régiment de cavalerie et deux d'infanterie à Mattenpot au moment où les derniers escadrons de la grande colonne allaient s'engager dans le défilé : laissant sa cavalerie pour les contenir, il se jette avec son infanterie tête baissée dans la forêt, culbute le grand parc ennemi, et répand une profonde terreur dans tout le centre. En ce moment, Ney avait enfoncé la

tête des Impériaux : il entend la fusillade de Richepanse et redouble d'efforts; alors cette énorme colonne de quarante mille hommes, pressée de toutes parts, tourbillonne, rompt ses rangs, se précipite dans la forêt. Les braves de Richepanse et de Ney passent sur ses débris pour se donner la main ; la déroute du centre se communique aux ailes, et par tous les sentiers les Autrichiens, dans le plus grand désordre, s'enfuient derrière l'Inn en laissant six mille morts, seize mille prisonniers, cent canons, etc.

Aussitôt les vainqueurs marchèrent sur l'Inn ; Lecourbe rentra en ligne, et pendant que la gauche faisait des démonstrations sur Braunau, il surprit le passage de la rivière à Neupern, près de Rosenheim, se porta sur Salzbourg pour prendre le Tyrol à revers, et enleva la Salza après un violent combat. Alors Moreau laissa la gauche en arrière pour donner la main à Augereau, et, sans s'inquiéter des corps du Tyrol, qui étaient d'ailleurs occupés par Macdonald, il se précipita à la poursuite de l'ennemi par la route de Lintz. Richepanse était à l'avant-garde et s'y couvrit de gloire : Lecourbe flanquait la marche dans les montagnes en débordant la gauche ennemie ; Grenier s'appuyait au Danube. Autant de journées, autant de combats ; on passa la Traun, l'Ens, l'Ips ; l'aile droite remonta l'Ens et se dirigea sur Léoben. Les Autrichiens sacrifiaient vainement des arrière-gardes pour arrêter les Français, leur armée était dans le plus affreux désordre ; en vingt jours ils avaient perdu quarante mille hommes, cent cinquante canons, six mille voitures. La terreur était dans Vienne, et la cour d'Autriche donna le commandement à l'archiduc Charles pour tenter un dernier effort. Mais il était trop tard : quand ce prince vit l'état de l'armée autrichienne, il supplia l'empereur de faire la paix à tout prix et demanda un armistice (25 décemb.). Moreau, qui était arrivé à Steyer, y consentit, sous condition que l'Autriche traiterait séparément de l'Angleterre, et que les places du Tyrol et de la Bavière seraient livrées aux Français.

La campagne d'Italie fut marquée par des succès moins décisifs. L'armée autrichienne, forte de quatre-vingt-dix mille hommes et commandée par Bellegarde, avait fortifié le Mincio et devait se mettre en mouvement quand son aile droite (Laudon) serait descendue du haut Adige par le Tonal dans la Valteline. Elle devait encore être appuyée à gauche par l'insurrection de la Toscane, pays dont les Français s'étaient emparés pendant l'armistice, que Miollis défendait avec cinq ou six mille Cisalpins, et vers lequel s'avançaient quinze mille Napolitains. L'armée française, forte de soixante mille hommes, était commandée par Brune : elle atten-

dait, pour prendre l'offensive, la marche de Macdonald, qui devait couvrir sa gauche. Celui-ci partit de Coire avec douze mille hommes; il masqua les vallées du Lanquart et de l'Albula en trompant Hiller sur la force de son armée, et se dirigea sur le Splugen, c'est-à-dire dans la partie des Alpes la plus épaisse et la plus tourmentée; au milieu de l'hiver, il se fraya un chemin dans des monceaux de neige et des murailles de glace, et effectua presque sans perte le passage le plus laborieux qui ait jamais été fait dans les Alpes (1-6 déc.). Il arriva sur le lac de Como au moment où la bataille de Hohenlinden déterminait la retraite de Hiller, déboucha dans la Valteline, franchit le col d'Apriga, et attaqua la masse du Tonal. Il voulait tourner la droite de Bellegarde et se porter par la Brenta sur ses derrières, mais il trouva tous les passages du Tonal défendus et fortifiés; il se rabattit sur Pisogno et de là sur Storo; enfin, remontant la Chiese, il arriva sur la Sarca et se dirigea sur Trente.

Cependant Brune avait pris l'offensive sur le Mincio; il ordonna à son aile droite (Dupont) de faire une fausse attaque sur Volta, avec le dessein de forcer le passage à Mozambano; mais l'attaque sur Volta attira toute l'armée autrichienne. Dupont se fortifia dans Pozzolo, et y résista avec acharnement. Suchet, qui était au centre, accourut à son secours : malgré l'infériorité de leurs forces, ils restèrent maîtres du passage, et firent perdre aux Autrichiens six mille hommes (25 décembre). Le lendemain, Brune franchit le Mincio à Mozambano, et força Bellegarde à rentrer dans Vérone. Le passage de l'Adige fut enlevé à Bussolengo; Vérone se rendit; l'aile gauche des Français remonta l'Adige. Dès lors le général autrichien, qui avait appris le désastre de Hohenlinden, ne songea plus qu'à reculer lentement, pour donner à sa droite le temps de se dégager. En effet, Laudon se trouvait enfermé à Calliano entre l'aile gauche, qui arrivait à Roveredo, et Macdonald, qui était entré à Trente; mais au moyen d'une ruse déloyale, il s'échappa par la Brenta. Macdonald le suivit jusqu'à Bassano; mais là il apprit que Brune, qui avait poussé Bellegarde jusqu'à Trévise, venait de signer un armistice par lequel les Autrichiens livrèrent Mantoue, Peschiera, Legnago, Ancône, etc. (1801, 16 janv.).

Aussitôt douze mille hommes furent dirigés sur la Toscane, où seize mille Napolitains étaient entrés, et avaient été battus, par Miollis, près de Sienne. Ils se joignirent à dix mille hommes d'élite, avec lesquels Murat venait de traverser le Piémont, et ce général réunit à Florence près de trente mille combattants. Bonaparte n'avait nullement le projet de ressusciter les républiques de Rome et

de Naples. Le gouvernement pontifical avait été rétabli sous un nouveau pape, Pie VII, avec lequel il négociait la réorganisation du culte catholique en France. Quant au royaume de Naples, il ne voulait que fermer ses ports aux Anglais. L'armée napolitaine s'était réfugiée dans l'État romain : Pie VII appela lui-même les Français, et Murat, se mettant en marche, menaça le royaume de Naples d'une invasion. Alors la reine implora la médiation de Paul Ier, et Bonaparte consentit à un armistice, signé à Foligno, par lequel les ports napolitains furent fermés aux Anglais, et Tarente livrée aux Français jusqu'à la paix générale.

Ce fut le dernier événement de la guerre continentale. Les négociations entamées à Lunéville entre Joseph Bonaparte et le comte de Cobentzel amenèrent la paix entre la France et l'Autriche sur les bases du traité de Campo-Formio, avec cette grande différence, que l'empereur stipula non-seulement pour ses états particuliers, mais pour tout le corps germanique (1801, 9 févr.). C'était agir contre toutes les lois de l'empire; mais Bonaparte l'exigea, pour ne pas avoir affaire à un nouveau congrès de Rastadt. La rive gauche du Rhin et les provinces belgiques furent de nouveau assurées à la France; les républiques Cisalpine, Ligurienne, Helvétique et Batave reconnues indépendantes; le pape rétabli dans ses états, tels qu'ils étaient limités dans le traité de Campo-Formio; enfin la Toscane enlevée au grand-duc et cédée à la France, qui dut en faire un royaume d'Étrurie pour le fils du duc de Parme. On convint que le grand-duc et les princes dépossédés de la rive gauche prendraient leurs indemnités en Allemagne sur les souverainetés ecclésiastiques. Il ne fut pas question du roi de Piémont, dont la dépossession se trouva ainsi légitimée. Quant au roi de Naples, il fit sa paix particulière avec la France par le traité de Florence, qui confirma simplement les conditions de l'armistice de Foligno (28 mars). Soult, avec dix mille hommes, vint occuper Tarente, Otrante et Brindisi.

§ VI. Discussions de l'Angleterre avec les neutres. — Quadruple alliance des États du Nord. — Bataille de Copenhague. — Mort de Paul Ier. — La deuxième coalition était dissoute : l'Angleterre restait seule en armes, et elle avait alors à lutter, non plus contre la France seule, mais contre la moitié de l'Europe, pour une question dont dépendait toute son existence. Depuis que les progrès de la civilisation ont amené des adoucissements dans les lois de la guerre, les états chrétiens ont admis comme bases du droit maritime que les puissances neutres peuvent faire commerce avec les puissances belligérantes, excepté en munitions de guerre ;

que les objets appartenant aux sujets des puissances belligérantes sont libres à bord des vaisseaux neutres; que les bâtiments marchands des puissances neutres peuvent être visités par les vaisseaux de guerre des puissances belligérantes, pourvu qu'ils ne soient pas eux-mêmes escortés par un vaisseau de guerre de leur nation; enfin, qu'un port déclaré en état de blocus par une puissance belligérante doit être bloqué réellement, pour que les neutres s'abstiennent de communiquer avec lui. L'Angleterre seule a refusé d'admettre ces principes, sans lesquels il n'y a plus de liberté des mers; elle prohibe non-seulement les munitions de guerre, mais le bois, le chanvre, le fer, les vivres; elle confisque tout objet appartenant aux sujets de la puissance ennemie; elle visite les vaisseaux marchands, non-seulement quand ils sont isolés, mais quand ils sont escortés; elle prétend qu'un port est bloqué dès qu'elle a déclaré qu'elle en faisait le blocus, même quand elle n'aurait pas une chaloupe devant ce port. En d'autres termes, elle veut l'empire des mers: « Il ne faut pas, disait lord Chatam, qu'il soit tiré sur l'Océan un seul coup de canon sans notre bon plaisir; » et son fils ajoutait: « Si nous étions justes un seul jour, nous n'aurions pas un an à vivre. » La France, depuis qu'elle possède une marine, s'est déclarée la protectrice de la liberté des mers; la liberté des mers a été le but ou patent ou caché de toutes ses guerres contre l'Angleterre; l'empire des mers a été le but constant de toutes les coalitions que l'Angleterre a suscitées contre elle. Tout le dix-huitième siècle fut rempli de ce grave procès, où l'humanité entière est intéressée, et la guerre de 1778 fut en réalité un appel de la France à tous les peuples contre la tyrannie de l'Angleterre; appel qui engendra la neutralité armée de 1780, ou, pour la première fois, les principes conservateurs de la liberté maritime furent nettement posés[1]. L'Angleterre fut vaincue, mais elle n'abandonna pas ses prétentions; et quand elle vit la France en révolution, elle se jeta dans la coalition des rois pour les faire triompher. En effet, dans ce grand conflit, les neutres se laissèrent visiter, insulter, confisquer, sans oser se plaindre, puisqu'eux-mêmes s'étaient follement déclarés contre leur antique alliée et protectrice. Alors la France, qui était au ban des nations et faisait des efforts surhumains pour se sauver, mit de côté ses principes maritimes : elle déclara aux neutres qu'elle « les traiterait de la même façon qu'ils souffriraient que les Anglais en usassent à leur égard; » elle visita, insulta, confisqua leurs bâtiments; la mer fut abandonnée à la force brutale et sauvage. Cet état de choses dura jusqu'au 18 bru-

[1] Voyez t. III, p. 506.

maire. Bonaparte, qui voyait les préventions de l'Europe contre la France en partie effacées, leva l'embargo sur tous les bâtiments neutres retenus dans nos ports, et déclara que la république revenait aux principes de 1780. Alors les neutres sortirent de leur engourdissement ; les États-Unis signèrent (1800, 1er oct.) avec la France un traité qui est considéré comme l'un des plus remarquables instruments de la diplomatie de notre siècle, et qui fut accueilli par toutes les nations comme un code complet de droit maritime[1]. La Suède et le Danemarck proclamèrent de nouveau le vieux principe : Le pavillon couvre la marchandise ; ils trouvèrent appui dans Paul Ier, qui à son tour entraîna la Prusse ; et l'on parla de renouveler le traité de 1780. A cette époque, une flottille danoise, qu'escortait une frégate, fut enlevée par les Anglais. Le Danemarck demanda réparation ; le cabinet britannique s'emporta « contre cette insolence, » et déclara « que tous les neutres devaient se soumettre à la visite du dernier des corsaires anglais. » « Renoncer au droit de visite, disait Pitt, c'est renoncer à l'empire, c'est souffrir que la France ressuscite sa marine et son commerce. Jamais l'Angleterre ne se départira de ces droits indisputables, dont l'exercice est absolument indispensable pour le maintien des intérêts les plus chers de son empire. Les lois invoquées par les neutres sont attentatoires aux bases de notre grandeur et de notre sécurité maritime ; elles sont un principe *jacobinique* des droits de l'homme, qui nous conduirait à renoncer à tous les avantages pour lesquels nous avons depuis si long-temps et avec tant de profit déployé toute l'énergie britannique. » Et, pour épouvanter les neutres, l'Angleterre ordonna de courir sus à tous leurs bâtiments, en captura plus de quatre cents, et s'empara des colonies danoises et suédoises. Enfin elle déploya des forces triples de celles qu'elle eût jamais mises en mer : vingt-cinq vaisseaux allèrent dans le Sund menacer Copenhague ; une flotte bombarda le Ferrol et Cadix ; une autre bloqua Gênes ; une troisième insulta les côtes de la Hollande ; une quatrième alla porter une armée en Égypte ; une cinquième força Malte à capituler après deux ans de siége (1800, 5 sept.). L'Angleterre possédait alors cent quatre-vingt-quinze vaisseaux de ligne, deux cent cinquante frégates, trois cents bâtiments inférieurs ; elle entourait toutes les côtes d'une chaîne presque continue de croisières ; elle paralysait dans leurs ports les petites escadres de la France et de ses alliés.

Cependant les quatre puissances du Nord avaient mis l'embargo sur les vaisseaux et les propriétés des Anglais. Paul Ier avait em-

[1] Les négociateurs français furent Joseph Bonaparte, Rœderer et Fleurieu.

brassé la cause des neutres avec sa fougue ordinaire ; et, par ses conseils, un traité, modelé sur celui de 1780, fut signé (16 déc.) entre les quatre états pour faire respecter la liberté des mers. C'était une déclaration de guerre à la Grande-Bretagne. Aussitôt un corps danois occupa Hambourg, entrepôt principal du commerce anglais, et ferma l'Elbe ; les Prussiens envahirent le Hanovre et fermèrent le Weser et l'Ems ; le roi de Suède rassembla vingt mille hommes ; enfin Paul proposa à ses alliés de s'unir intimement avec la France : déjà il avait chassé le prétendant de Mittau, envoyé une ambassade solennelle à Bonaparte, entamé des relations d'amitié avec ce « grand homme : » « Je veux m'unir à vous, lui écrivait-il, pour mettre un terme aux injustices de l'Angleterre, qui viole tous les droits des nations et n'est jamais guidée que par son égoïsme et son intérêt. » Et il lui demanda trente mille hommes qu'il voulait joindre à quarante mille Russes pour marcher dans l'Inde par le Caucase et la Perse. Les destinées de l'Europe allaient être changées ; une confédération, la plus juste et la plus populaire que les rois eussent jamais faite, allait résoudre ce grand problème d'humanité et de civilisation, la liberté des mers ; Bonaparte tressaillait de joie. Pitt calcula avec la profondeur du génie la grandeur du danger : tout le continent était désarmé ou ennemi ; il fallait céder à l'ascendant de la France, s'humilier momentanément devant la révolution, faire la paix ; la guerre ne devait plus maintenant avoir qu'un but : dissoudre la coalition du Nord pour isoler la France, et obtenir d'elle des condititions modérées. Dès lors le rôle du ministre était fini ou du moins ajourné. Pitt et ses amis donnèrent leur démission (1801, 16 mars) ; mais les hommes changèrent, non les principes ; le pouvoir resta aux torys : seulement les nouveaux ministres étaient des torys moins prononcés, qui pouvaient faire la paix sans déshonneur, et ils s'y préparèrent par une lutte vigoureuse contre la coalition du Nord.

La quadruple alliance préparait ses armements, mais elle n'avait pas encore une escadre en mer ; le cabinet britannique résolut de la prévenir. Il fomenta les haines de la noblesse russe contre le czar, qui avait violé ses priviléges ; il corrompit la cour de Suède ; il envoya dans la Baltique une flotte de cinquante-deux voiles, commandée par Parker et Nelson. Nulle part la cause des neutres n'était plus populaire qu'en Danemarck ; quoiqu'un arrangement particulier fait récemment avec l'Angleterre eût permis à ce pays de se tenir hors ligne, quoiqu'il fût le premier exposé à la colère britannique, il avait salué le traité du 16 décembre par d'unanimes acclamations : La mer libre ou la mort ! était le cri des ouvriers et

matelots volontaires qui accouraient en foule dans les chantiers et sur les vaisseaux. C'était donc à Copenhague qu'était le cœur de la quadruple alliance : c'était là que l'Angleterre avait décidé de la détruire. La flotte de Nelson franchit le Sund par la trahison des Suédois, qui ne défendirent point le passage : elle apparut devant Copenhague, qui était protégée par dix vaisseaux, onze batteries flottantes et deux citadelles. Toute la ville courut aux armes avec le plus grand enthousiasme, et une bataille terrible s'engagea (2 avril); malgré les forces triples des Anglais et l'audace de Nelson, qui répéta sa manœuvre d'Aboukir, les Danois firent la plus glorieuse résistance. L'amiral Parker, dont le centre avait été écrasé, proposa un armistice, et le prince-régent de Danemarck s'empressa d'y adhérer : il venait de recevoir secrètement la nouvelle d'un événement étrange qui complétait la victoire des Anglais : Paul Ier avait été assassiné par ses courtisans (1801, 25 mars)!

Cette mort changea la face de l'Europe. Alexandre, fils de Paul, qui avait pris part à la conjuration contre son père, fut proclamé empereur par les assassins : il se hâta de confirmer les priviléges de sa noblesse, annonça qu'il gouvernerait par les principes de Catherine-la-Grande, communiqua ses vues pacifiques à l'Angleterre, et entama des négociations qui aboutirent à une transaction honteuse par laquelle la Russie abandonna les droits des neutres (17 juin). Alors le Danemarck, la Suède et la Prusse rétablirent leurs relations avec l'Angleterre sans régler les points contestés; la France se trouva encore seule à lutter pour la liberté des mers, et la question du droit maritime, qui a tant d'avenir, fut indéfiniment ajournée.

§ VII. Apprêts d'une descente en Angleterre. — Expédition de Portugal. — Convention d'El-Arish. — Bataille d'Héliopolis. — Mort de Kléber. — Gouvernement de Menou. — Bataille de Canope. — Évacuation de l'Égypte. — Paix d'Amiens. — Bonaparte fut stupéfait de la mort de Paul : tous ses projets étaient renversés. Il accusa hautement l'Angleterre d'avoir dirigé les assassins; et, ne sachant plus sur quels points extérieurs atteindre cette puissance presque impalpable, il résolut d'aller la chercher dans son île, et de se prendre avec elle corps à corps. Toutes les côtes de France furent armées de batteries et de redoutes; on construisit une multitude de bâtiments légers, de chaloupes canonnières, de bateaux plats; on épuisa les arsenaux; on exerça les troupes aux manœuvres maritimes; une immense flottille se rassembla du Havre à Anvers, ayant son centre à Boulogne. L'Angleterre prit l'alarme : elle avait prodigué l'or au continent

pour ne recueillir que des défaites ; au milieu des richesses qui encombraient ses magasins et ses ports, elle voyait sa population ouvrière mourir de faim ; après avoir détruit à la France trois cent trente-huit bâtiments de guerre, elle s'indignait que les corsaires de la république portassent plus de dommage à son commerce qu'il ne recevait de protection de ses nombreuses croisières ; maîtresse de la mer par tant de victoires, elle était pourtant réduite à défendre ses côtes ; enfin elle apprenait que le vainqueur d'Aboukir, sorti avec soixante-quinze bâtiments pour brûler cette « masse de coquilles de noix » qui se rassemblaient à Boulogne, avait été repoussé deux fois avec de grandes pertes. Il fallait la paix. Des négociations s'ouvrirent à Londres (1801, 14 avril) pendant lesquelles la France combattit les deux derniers alliés de l'Angleterre, le Portugal et la Porte-Ottomane.

Le Portugal fut bientôt mis hors de cause : d'après un traité fait entre la république et la cour de Madrid, quarante mille Espagnols entrèrent sur le territoire portugais (6 juin), et forcèrent la cour de Lisbonne, qui avait fait de son royaume non-seulement une factorerie, mais un arsenal britannique, à fermer ses ports aux Anglais. Bonaparte ne fut pas satisfait de ce résultat, et il n'accorda la paix au Portugal qu'à condition que les troupes françaises occuperaient deux de ses provinces.

Il n'y avait plus que l'Égypte où les deux ennemis pussent se rencontrer : là était la fin de la guerre. « Les Anglais, avait écrit Bonaparte à Kléber, ont frémi de nous voir occuper l'Égypte. Si quarante ou cinquante mille familles européennes fixent leur industrie, leurs lois et leur administration dans ce pays, l'Inde sera aussitôt perdue pour eux, bien plus encore par la force des choses que par la force des armes. » Mais Kléber avait toujours blâmé l'expédition ; indigné du départ de Bonaparte et mécontent du commandement qui lui était donné, il avait exhalé sa colère dans une lettre au Directoire, où il exagérait sa détresse et ses dangers ; enfin, cédant aux clameurs de ses soldats, il ne songeait plus qu'à les ramener en France. La Porte-Ottomane avait refait une armée de quarante mille hommes, qui s'était avancée, sous le commandement du grand-visir, de Damas à Gaza ; Kléber entama des négociations avec elle par l'entremise et avec la participation de Sidney-Smith, commandant de la flotte anglaise ; et une convention fut conclue à El-Arish (1800, 24 janv.), par laquelle l'armée française devait évacuer le pays et être transportée en France sur les vaisseaux anglais. C'était une grande faute. Si la conquête de l'Égypte, faite hors de saison et quand la deuxième coalition se

formait, avait été funeste à la France, maintenant que la république était sauvée, le pays soumis et la colonisation commencée avec succès, la possession de l'Égypte était de la plus haute importance dans les affaires de l'Europe, et il y avait honte à l'abandonner sans résistance, sans nécessité, sans compensation. Cependant Kléber avait remis les places principales aux Turcs, et s'acheminait vers la côte avec toutes ses troupes, lorsque l'amiral Keith l'avertit que le gouvernement anglais ne pouvait reconnaître la convention d'El-Arish, à moins que l'armée française ne se rendît à discrétion. C'était la lettre de Kléber au Directoire, tombée aux mains des Anglais, qui avait inspiré au cabinet britannique cette perfidie, et il essaya de la justifier en disant que Sidney-Smith avait traité sans pouvoir. Celui-ci réclama vainement; « cette raison des ministres n'était qu'un prétexte [1] ; » et eux-mêmes avouèrent leur pensée secrète au parlement : « Il faut que cette armée sans foi, dirent-ils, serve d'exemple; l'intérêt du genre humain demande sa destruction. »

Kléber retrouva toute son énergie; il mit à l'ordre du jour de son armée la lettre de Keith, marcha, avec dix mille hommes, contre les Turcs, qui s'étaient avancés jusqu'à Matarieh, près des ruines d'Héliopolis, les attaqua et les mit en pleine déroute (1800, 20 mars) : canons, bagages, chameaux, tout tomba au pouvoir des Français ; les débris des vaincus furent encore écrasés à Belbéïs, et le grand-visir s'enfuit presque seul à Gaza. Alors Kléber revint sur le Caire, où le bey Ibrahim était entré avec quinze mille hommes, et où toute la population était en armes : il bombarda la ville, en chassa les Turcs, et força les habitants à la soumission après une bataille de dix jours. Tout le pays rentra dans l'obéissance ; les Français reprirent leurs anciennes positions; le bey Mourad traita avec eux, et s'en alla gouverner la Haute-Égypte comme tributaire; on reprit les projets de colonisation. Jamais la conquête n'avait paru si solide: l'armée, recrutée avec des Grecs, des Syriens, des Nubiens, s'élevait à vingt-sept mille combattants; les établissements industriels étaient en pleine vigueur; enfin Kléber déployait une activité qui démentait glorieusement son premier découragement. Mais ce grand capitaine mourut assassiné par un Turc fanatique, le jour même où Desaix, son compagnon de gloire, tombait à Marengo (14 juin).

Menou, le plus ancien des généraux de division, prit le commandement. C'était un bon administrateur, mais un mauvais général. Il s'était rendu ridicule en embrassant le mahométisme, et

[1] Walter Scott, Hist. de Napoléon, t. IV, p. 323.

il avait à lutter contre le parti opposé à la colonisation, parti très-nombreux qui démoralisait l'armée, et à la tête duquel était le général Reynier. Cependant il consolida la conquête en nouant des relations de commerce avec les peuples de l'Afrique jusqu'au Niger, en organisant la justice, en créant des hôpitaux, des écoles, des canaux, etc. Mais plus la colonisation prenait de racines, plus l'Angleterre concevait de terreur d'un établissement qui allait donner aux Français le protectorat et le commerce de l'Orient. Elle résolut de les chasser par un triple effort. Les vingt mille Anglais qui avaient été rassemblés à Minorque pour faire une descente en Provence débarquèrent près d'Alexandrie, en même temps que trente mille Turcs se mirent en marche par la Syrie, et que sept mille Indous ou *Cipayes*, partis de Calcutta, vinrent débarquer à Cosséïr, dans la mer Rouge.

Bonaparte, depuis qu'il était au pouvoir, s'était vivement préoccupé du sort de ses compagnons d'Égypte, et, au moyen de vaisseaux isolés qui échappaient aux croisières anglaises, il leur avait envoyé quelques secours en hommes, en armes, en machines. A la nouvelle de l'expédition des Anglais, il fit partir de Toulon Gantheaume avec sept vaisseaux portant cinq mille hommes; mais ses ordres furent mal exécutés : Gantheaume manqua d'audace, et, après trois mois passés à courir la Méditerranée et à éviter les flottes anglaises, l'escadre rentra à Toulon. Ces cinq mille hommes qui auraient changé la face de la guerre, devaient être suivis d'autres renforts. L'un d'eux, composé de quatre bâtiments commandés par Linois, partit pour rallier six vaisseaux espagnols à Cadix; mais il rencontra à Algésiras une escadre anglaise de huit bâtiments : il la battit et lui prit un vaisseau (1801, 5 juillet). Ce glorieux succès fut compensé par un désastre unique dans les fastes de la guerre maritime : l'escadre espagnole, étant arrivée, fut attaquée par les Anglais pendant la nuit; deux vaisseaux de cent douze canons, les plus beaux de la marine espagnole, se prirent pour ennemis, se canonnèrent pendant plusieurs heures, s'enflammèrent tous deux et s'engloutirent dans les flots.

Menou n'avait plus à espérer de secours; mais, à cause des grandes distances qui les séparaient, il pouvait battre l'une après l'autre les trois armées qui devaient l'envelopper. Il perdit du temps, dissémina ses troupes, ne s'occupa que des Turcs, qui étaient encore à Gaza, et laissa les Anglais, commandés par Abercrombie, s'établir dans la presqu'île d'Aboukir. Alors il accourut avec dix mille hommes, les attaqua près de Canope, et fut battu par la faute de Reynier, qui resta immobile avec l'aile droite pen-

dant que la gauche et le centre étaient écrasés (21 mars). Abercrombie fut tué ; les deux armées perdirent chacune trois mille hommes ; mais les Français furent complétement découragés de cette première défaite. Menou se retira à Alexandrie, et ordonna à Belliard, qui commandait au Caire, de se porter sur Ramanieh, où il devait le joindre ; mais les Anglais rompirent les digues qui séparent la mer du lac Maréotis, et isolèrent ainsi Alexandrie du reste de l'Égypte ; puis ils laissèrent huit mille hommes devant cette place, se portèrent à Ramanieh, et forcèrent Belliard à se retirer sur le Caire. L'armée turque fit sa jonction avec eux ; les Cipayes arrivèrent à Keneh ; Mourad vint à mourir, et les beys qui lui succédèrent firent alliance avec les Anglais. Alors Belliard se trouva, avec huit mille hommes, enveloppé par cinquante mille au milieu d'une ville prête à se révolter, sans retraite ni vers la mer, ni vers la Haute-Égypte : il se décida à capituler sur les bases de la convention d'El-Arish (27 juin), sortit du Caire avec quatorze mille individus, combattants ou non combattants, ses canons, ses bagages, et s'embarqua sur les vaisseaux anglais. Menou, assiégé dans Alexandrie, et sachant que des négociations de paix étaient commencées, tint jusqu'à la dernière extrémité ; il se rendit aux mêmes conditions que Belliard (30 août), et s'embarqua avec onze mille soldats, savants et employés. Telle fut la fin d'une expédition qui avait remué tout l'Orient, et qui n'a pas été sans influence sur les destinées de cette partie du monde : les débris de la civilisation française restèrent en Égypte, et c'est avec eux que s'est formée une puissance nouvelle, qui, en régénérant les races orientales par les arts et les mœurs de l'Occident, semble appelée à changer la face de l'Asie, et menace, comme Bonaparte l'avait prédit, l'empire des Anglais dans l'Inde.

Le jour même où arriva la nouvelle de la capitulation d'Alexandrie, les préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre furent signés (1er oct.). Un congrès s'ouvrit à Amiens ; et après cinq mois de négociations, pendant lesquelles le premier consul assura sa position par des traités particuliers avec la Russie, la Porte-Ottomane, le Portugal, le traité définitif fut conclu (1802, 25 mars). L'Angleterre rendit à la France et à ses alliés toutes leurs colonies, excepté la Trinité et Ceylan. L'Égypte fut restituée à la Porte-Ottomane, l'île de Malte à l'ordre de Saint-Jean, sous la garantie de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, avec invitation au roi de Naples d'y mettre garnison jusqu'au moment où l'ordre serait reconstitué. Les Français durent évacuer le Portugal, l'État Romain et le royaume de Naples. Les îles Ioniennes furent reconnues in-

dépendantes, sous la protection de la Russie. Il n'y eut pas un mot en faveur du roi de Sardaigne, du stathouder de Hollande, des Bourbons et des émigrés.

Quoique la guerre eût donné à l'Angleterre l'empire de l'Inde et la domination de l'Océan, cette paix était la plus humiliante qu'elle eût faite depuis deux siècles. Deux îles semblaient le prix unique de dix ans d'efforts et de 4 milliards de dette! et on laissait la révolution française maîtresse de la Belgique, des provinces du Rhin, de l'Italie, ayant sous son protectorat la Hollande, l'Allemagne, la Suisse, l'Espagne! Aussi l'aristocratie fut consternée et déclara un tel traité « l'arrêt de mort de la patrie et le triomphe du jacobinisme. » Les ministres ne le défendirent qu'en disant que « la nécessité les avait forcés à choisir la paix comme le moindre des maux, » et lord Hawkesbury ajouta que « c'était un traité accordé à regret et par forme d'épreuve [1]. » Le peuple anglais en jugea autrement; sa joie tint du délire; Londres fut en fête pendant un mois; quand le colonel Lauriston arriva pour l'échange des ratifications, il fut porté en triomphe : les ouvriers s'attelèrent à sa voiture, et les bords de la Tamise retentirent des cris de : Vive Bonaparte!

CHAPITRE II.

Institutions du Consulat. — Rupture avec l'Angleterre. — Constitutions de l'an X et de l'an XII. — Du 25 mars 1802 au 18 mai 1804.

§ I. Progrès intérieurs. — Code civil. — Pendant que la France atteignait, par les traités de Lunéville et d'Amiens, la plus haute position politique, elle prenait à l'intérieur un aspect tout nouveau de prospérité. Il y avait dans son sein une magnifique émulation pour tous les progrès; on voyait se développer avec la renaissance de l'ordre les immenses bienfaits de la révolution; les mœurs étaient devenues polies en même temps que bienséantes, et les scandales de l'époque directoriale avaient cessé. Le peuple était heureux : il avait son travail dégagé de toute entrave, et ne payait presque aucun impôt; l'agriculture, cette « âme de la république, » avec la terre devenue libre et morcelée entre des mains laborieuses, doublait les richesses du sol; l'industrie, forcée par les nécessités de la patrie à chercher des ressources en elle-même, avait enfanté des merveilles par les applications de la chimie, cette science toute française et, pour ainsi dire, née de la révolution. La rentrée des revenus était maintenant certaine, les services

[1] Walter Scott, Hist. de Napoléon, t. IV, p. 337.

assurés, les rentes et pensions payées en numéraire; on avait fait justice du gaspillage des fournisseurs, liquidé les créances arriérées, créé une caisse d'amortissement et la Banque de France; enfin, pour la première fois depuis un siècle, l'équilibre entre les recettes et les dépenses était établi. Le génie de Bonaparte se montrait le même dans les travaux de la paix comme dans ceux de la guerre : il visitait les manufactures, rétablissait les expositions des produits de l'industrie, proposait des prix pour les machines; il faisait ouvrir le canal de Saint-Quentin, il aplanissait les Alpes par la route gigantesque du Simplon, il réorganisait les bibliothèques, les musées et les établissements d'instruction publique. Tout était à créer dans cette société qui sortait du chaos; il n'y avait pas un intérêt privé qui n'eût affaire au gouvernement; mais aucun de ces détails innombrables ne fut étranger au premier consul : « inépuisable, infatigable comme sa renommée, il marquait chacune de ses journées, chacun de ses pas, par un travail utile, un nouveau bienfait, une profonde pensée. »

Le plus grand de ces travaux, celui qui fait de Bonaparte un homme complet, c'est la réforme des lois qui régissent la propriété et la famille, le Code civil. La monarchie avait souvent rêvé l'établissement d'une législation unique à la place des coutumes provinciales, si nombreuses et confuses; l'Assemblée constituante en proclama la nécessité absolue pour implanter la révolution dans le foyer domestique, et par conséquent la rendre indestructible : Bonaparte entreprit cette œuvre immense, qui devait servir de modèle à tous les peuples sortis du monde féodal. Le plan en fut rédigé par Tronchet, Portalis et Bigot-Préameneu, soumis à tous les tribunaux, modifié par les observations qui arrivèrent de toutes parts, enfin examiné par une section du Conseil d'état, qui posa les bases du travail définitif. Alors la discussion s'ouvrit devant de Conseil sous la présidence de Bonaparte, qui traita avec une lucidité parfaite des matières auxquelles son éducation semblait le rendre complétement étranger. « Il parlait, dit un conseiller d'état, sans apprêt, sans embarras, sans prétention, avec la liberté et sur le ton d'une conversation qui s'animait naturellement. Il n'y fut jamais inférieur à aucun membre du conseil; il égala quelquefois les plus habiles d'entre eux par sa facilité à saisir le nœud des questions, par la justesse de ses idées et la force de ses raisonnements; il les surpassa souvent par le tour de ses phrases et l'originalité des expressions [1]. » Les travaux du Code civil durèrent trois ans : il fut promulgué le 21 mars 1803.

[1] Thibaudeau, t. II, p. 145.

§ II. Machine infernale. — Premier sénatus-consulte. — Opposition et élimination du Tribunat. — La gloire et les bienfaits du gouvernement consulaire avaient apaisé les fureurs des partis ; mais il restait encore deux factions extrêmes et incorrigibles, qui, depuis que la révolution s'était résumée dans un homme, dirigeaient sur cet homme tous leurs coups, et tramaient sans cesse des complots que déjouait la police de Fouché. Bonaparte les poursuivit inégalement. Depuis le 18 brumaire, il avait conçu une haine personnelle contre les Jacobins, pendant qu'il faisait tous ses efforts pour rallier à lui les royalistes : « La chouannerie et l'émigration, disait-il, sont des maladies de peau ; le terrorisme est une maladie de l'intérieur. » Cependant, dans les dangers que ces deux factions lui firent courir, la palme du crime appartint, non pas aux démocrates insensés, qui obéissaient au moins à des inspirations dont la source n'était pas méprisable, mais aux traîtres soudoyés par l'étranger et les prétendus conservateurs de la religion et de la morale.

Dans le parti jacobin, Aréna, député aux Cinq-Cents ; Topino, ancien juré du tribunal révolutionnaire ; Demerville, ancien employé du Comité de salut public ; Ceracchi, sculpteur célèbre, *etc.*, projetèrent d'attaquer le premier consul quand il serait à l'Opéra : ils furent arrêtés avant que le complot fût mis à exécution, condamnés à mort et exécutés (1800, 10 oct.). Dans le parti royaliste, le chef de chouans Georges, avec Limoelan, Saint-Régent, Carbon et plusieurs autres stipendiés du ministère anglais, placèrent un baril de poudre contenant une multitude de projectiles sur une charrette qui embarrassa la rue Saint-Nicaise au moment où Bonaparte passait pour aller à l'Opéra (24 déc., 3 nivôse). La voiture du consul évita la charrette ; mais à peine était-elle passée, qu'une épouvantable explosion ébranla tout le quartier, démolit plusieurs maisons, tua ou blessa cinquante-deux personnes. Les assassins s'échappèrent. Fouché prétendit que la *machine infernale* était l'œuvre des royalistes ; mais Bonaparte lui dit : « Il n'y a là-dedans ni nobles, ni chouans, ni prêtres. Ce sont des septembriseurs, des scélérats couverts de crimes, qui sont en conspiration permanente, en révolte ouverte, en bataillon carrée contre tous les gouvernements qui se sont succédé..... Il faut profiter de cette circonstance pour en purger la république. » Et un arrêté des consuls ordonna la déportation de cent trente individus, la plupart obscurs, quelques-uns qualifiés de septembriseurs. Cinq autres furent traduits devant une commission militaire, condamnés à mort et exécutés. Une décision du Sénat, dite *sénatus-consulte*, donna une

apparence légale à ces iniquités en déclarant, par une usurpation singulière du pouvoir législatif, que « c'était une mesure conservatrice de la constitution. » Ces proscriptions étaient d'autant plus odieuses, que le premier consul savait dès lors que le coup venait des royalistes : en effet, deux des assassins, Saint-Régent et Carbon, furent arrêtés, traduits devant un tribunal ordinaire, convaincus du crime et exécutés. Mais on ne rappela pas les proscrits; « la mesure, disait Bonaparte, devait être prise indépendamment de l'événement : il n'en est que l'occasion. On les déporte pour les massacres du 2 septembre, le 31 mai et tout ce qui s'est fait depuis. »

C'était une réaction effrayante pour tous les hommes de la révolution; elle l'était d'autant plus que le Sénat ouvrait la porte à l'arbitraire le plus complet, au moyen des *sénatus-consultes*; étrange innovation, par laquelle devaient être détruites la constitution et la république. On marchait rapidement au despotisme. La dictature s'étendait à mesure que s'augmentait la prospérité publique; et en échange de l'ordre, la France se voyait enlever ses dernières garanties de liberté. Ainsi, à l'occasion des brigandages obscurs qui troublaient la Vendée et le midi, des tribunaux criminels spéciaux furent créés, avec lesquels il n'y eut plus de liberté individuelle (1801, 5 fév.). Ainsi la nation avait perdu, sinon le consentement de l'impôt, au moins le contrôle des dépenses : le Corps législatif ne connaissait les dépenses d'un exercice que par le compte qui lui en était présenté dans les quatre mois de l'exercice suivant : il se contentait de fixer le chiffre des recettes, et le gouvernement appliquait, seul et comme il l'entendait, les revenus de l'état. « Heureusement le dictateur n'avait point de passions malfaisantes ou honteuses; il ne respirait que pour la gloire, pour celle de la France, pour sa prospérité et sa grandeur; il voulait en faire la première nation du monde et laisser un grand nom dans la postérité[1]. » Mais, convaincu qu'il se servait dignement de son pouvoir, il ne souffrait pas qu'on lui demandât des comptes ou qu'on prît des garanties contre lui; il voulait qu'on le laissât faire sans opposition, sans discussion, sans contrôle; « il croyait que la contradiction déconsidérait le pouvoir, et que son plus redoutable ennemi était la tribune. Plus son autorité s'étendait et se fortifiait, moins il supportait que sa volonté fût contrariée : il ne s'en cachait pas, et ses discours menaçants et dédaigneux contre les hommes qui regardaient la discussion comme un droit et un devoir ébranlaient singulièrement les institutions constitutionnelles[2]. »

[1] Thibaudeau, t. II, p. 212. — [2] Id., p. 438.

Cependant il existait au Tribunat une opposition, mais modérée et bienveillante, qui prouvait à la nation, sans nuire au gouvernement, que ses intérêts étaient défendus : là les sentiments républicains ne craignaient pas de se manifester; là les lois étaient vivement discutées, quelquefois rejetées, souvent adoptées à la majorité de quelques voix. Bonaparte détestait les orateurs du Tribunat; il les appelait des rêveurs, des métaphysiciens, des idéologues; et les premiers articles du Code civil ayant été rejetés comme n'étant pas dignes du monument qu'on voulait élever, il éclata : « On ne peut pas marcher, dit-il, avec une institution aussi désorganisatrice; il ne faut pas d'opposition... Qu'est-ce que le gouvernement? Rien, s'il n'a pas l'opinion. Il faut organiser la constitution de manière à ce que le gouvernement marche. Le gouvernement actuel est le vrai représentant du pays. » Alors il mit le Tribunat *à la diète de lois;* il ne lui envoya plus que des lois d'administration, pour lui donner, disait-il, un os à ronger; enfin il se débarrassa de l'opposition par un coup d'état. Les deux chambres législatives devaient être renouvelées par cinquième; au lieu d'employer la voie du sort pour désigner le cinquième sortant, il fit éliminer, par le choix du Sénat, les orateurs de l'oppotion, et les fit remplacer par des hommes tout dévoués au pouvoir (1801, 12 mars).

Avec un Tribunat épuré, un Sénat qui n'était qu'une machine à décrets et un Corps législatif réduit à une pantomime ridicule, Bonaparte put continuer son œuvre de reconstruction sociale par des actes plus hardis. Selon lui, la révolution était finie : il fallait oublier le passé, ne regarder que devant soi, ne dater que du 18 brumaire; et dans les six semaines qui suivirent la paix d'Amiens, le concordat, l'amnistie des émigrés, la création de l'Université et l'institution de la Légion-d'Honneur furent les actes significatifs qui, « en réconciliant la France républicaine à la France monarchique, » préparèrent l'établissement du trône de Napoléon.

§ III. Concordat et amnistie. — Le christianisme n'est pas une religion née de certaines circonstances, convenable seulement à un pays, compatible avec une société unique : c'est la religion éternelle et universelle, la religion de l'humanité. La féodalité n'était que la première forme sociale qu'il dût produire : religion de la liberté et de l'égalité, il ne pouvait être borné à une société si imparfaite, dont le servage était la base civile; et néanmoins, quand la féodalité fut détruite par la révolution, il parut s'ensevelir dans ses ruines. Cependant le christianisme était encore le fonde-

ment de la société qui doit sortir de ce grand bouleversement si manifestement marqué du doigt de la Providence. On le croyait mort; et il n'y avait pas en France une idée, un sentiment qui ne fussent d'origine chrétienne : il était dans les mœurs, la civilisation, la vie intime des hommes mêmes qui s'en disaient les plus grands ennemis; tous les habitants des campagnes professaient encore le culte de leurs pères; les esprits sincères le regrettaient en confessant le vide de la vie matérielle que le philosophisme leur avait donnée; un grand écrivain venait de révéler, avec une magnificence de pensées qui saisissait les imaginations, que tout ce qu'il y avait de bon, de social, de poétique en nous était chrétien [1]; certaines âmes d'élite croyaient qu'il était possible de relier la révolution à la religion, que douze années de malheurs eussent été évitées si ce grand mouvement de l'humanité n'eût été détourné de sa base morale, que le christianisme était et devait être révolutionnaire.

Bonaparte, comme tous les hommes de la révolution, ne professait aucun culte; mais il n'était pas athée : il s'était souvent montré plein de respect pour les hommes et les choses de la religion; il avait résolu, dès son avénement au pouvoir, de donner à la société nouvelle des bases chrétiennes. C'était une entreprise d'une difficulté immense, et pour laquelle il ne pouvait compter même sur le clergé, divisé en deux partis qui se détestaient, quoiqu'ils vécussent côte à côte, également protégés par le gouvernement. Les prêtres réfractaires ne croyaient la religion compatible qu'avec les Bourbons et l'ancien régime; ils haïssaient le pouvoir qui les avait tirés de l'exil, refusaient, pour se donner un air de martyrs, de prier dans les temples qu'on leur ouvrait, et pourtant, par la sincérité de leur foi et la pureté de leurs mœurs, avaient seuls du crédit sur la population. Le clergé constitutionnel s'était épuré dans la persécution : les mauvais prêtres avaient apostasié pour se marier; les autres, anciens jansénistes, voulaient reformer une église nationale sans le concours du pape; mais, quoiqu'ils se fussent liés à la cause révolutionnaire, ils étaient discrédités. Sous l'influence de Grégoire, évêque de Blois, ils essayèrent de se réorganiser et de mettre fin au schisme, dans deux conciles tenus, l'un en 1797, l'autre en 1801. Celui-ci comptait quarante-cinq évêques et quatre-vingts prêtres députés par les diocèses, qui se rassemblèrent en grande pompe à Notre-Dame, et se montrèrent animés d'un esprit évangélique et conciliateur (1801, juin à sept.). Leurs conférences publiques excitèrent un vif intérêt, et attirèrent

[1] Le *Génie du Christianisme* parut dans les premiers mois de 1801.

une grande foule ; mais les réfractaires refusèrent de s'unir à eux ; le gouvernement, qui n'aimait pas leurs principes démocratiques, rejeta leur plan de pacification, et il chercha la fin du schisme dans l'autorité pontificale.

Pie VII était le seul prêtre qui eût proclamé la démocratie française comme une conséquence de l'Évangile[1]. Il adhéra avec empressement aux propositions de Bonaparte, et envoya à Paris le cardinal Gonsalvi, qui conclut avec Joseph Bonaparte, assisté du conseiller d'état Crétet et de l'abbé Bernier, le concordat suivant (15 juill.) : La religion catholique est reconnue comme la religion du gouvernement et de la majorité des Français; son culte sera public. Il sera créé dix archevêchés et cinquante évêchés, dont la circonscription sera déterminée par le pape et le premier consul. Tous les anciens siéges seront abolis ; le consul nommera les nouveaux titulaires, et le pape leur donnera l'institution apostolique. Le gouvernement s'engage à fournir un traitement convenable aux évêques et aux curés. La propriété des anciens biens ecclésiastiques est déclarée incommutable entre les mains des acquéreurs. Les lois qui suppriment les ordres monastiques où l'on se lie par des vœux perpétuels sont confirmées. Les prêtres mariés sont sécularisés, et le célibat des ecclésiastiques est reconnu comme loi fondamentale de l'Église.

D'après ce traité, le pape demanda aux évêques des deux partis leur démission : deux constitutionnels et trente-sept réfractaires la refusèrent. Alors, et par un coup d'état sans exemple dans l'histoire de l'Église, une bulle annula les anciens siéges et en institua soixante nouveaux auxquels le premier consul nomma douze prélats constitutionnels, dix-sept prélats et trente et un prêtres réfractaires. Le concordat fut présenté au Tribunat et au Corps législatif, en même temps que les lois organiques sur le culte catholique et sur les cultes protestants (1802, 8 avril). Tout fut adopté sans discussion, mais avec un silence désapprobateur. Le lendemain, qui était le jour de Pâques, les consuls se rendirent à Notre-Dame avec toutes les autorités et les corps constitués, et assistèrent à la messe et au *Te Deum*.

De tous les actes de Bonaparte, le concordat fut celui qui témoigna le mieux ses vues d'avenir et la force de sa volonté. La révolution se trouvait ramenée dans sa véritable voie ; la cause royaliste perdait son seul appui populaire ; la hiérarchie insubor-

[1] Dans une homélie du 25 décembre 1797, Pie VII, évêque d'Imola, disait : « Soyez bons chrétiens, et vous serez de bons démocrates.... Les premiers chrétiens étaient animés de l'esprit de démocratie..., » etc.

donnée du clergé était remise sous la main du pouvoir. La plus grande partie de la nation bénit cet acte, qui donnait au pays la paix religieuse; les étrangers y virent une réconciliation avec l'Europe; l'influence de la France sur les pays catholiques en fut affermie. Mais tout ce qui avait pris une part active à la révolution, les corps constitués, le peuple de Paris le regardèrent comme une abjuration; l'armée vit dans la restauration des *calottins* une sorte de trahison; et le général Delmas exprima les préjugés des soldats en disant de la cérémonie du 9 avril : « C'est une belle *capucinade!* il n'y manque qu'un million d'hommes qui ont été tués pour détruire ce qu'on rétablit. »

C'était le clergé réfractaire qui obtenait la victoire; mais il ne s'en montra point reconnaissant; il justifia, par ses affections pour l'ancien régime, les craintes des révolutionnaires; il continua à discréditer la religion par ses passions haineuses, son intolérance, ses querelles misérables. Le gouvernement le supplia vainement d'exercer la charité évangélique en oubliant le passé : les sermons et les mandements devinrent des satires de la révolution; les prêtres constitutionnels furent persécutés par les évêques jusqu'à ce qu'ils eussent rétracté leurs opinions; on leur refusa les places qui leur avaient été promises; on déclara invalides les mariages qu'ils avaient bénits. Il fallut la main vigoureuse du premier consul pour arrêter ces scandales : « Je ne fais rien pour le clergé, disait-il, qu'il ne me donne aussitôt lieu de m'en repentir. » Et, en effet, le clergé, qui trouva pour lui les flatteries les plus serviles, fut un des instruments les plus actifs de sa chute.

Malgré les murmures des révolutionnaires, Bonaparte, en faisant le concordat, était dans la constitution et même dans la révolution. Il n'en fut pas de même pour l'acte qui le suivit; acte qui fut, autant que le concordat, son œuvre personnelle, et qui est la preuve la plus complète de la confiance qu'il avait en sa force. Il fit rendre un sénatus-consulte par lequel amnistie était accordée à tous les émigrés (1802, 26 avril), sous condition qu'ils seraient rentrés en France avant le 1er vendémiaire an XI, qu'ils prêteraient serment de n'entretenir aucune correspondance avec les étrangers et avec les Bourbons, qu'ils resteraient en surveillance pendant dix ans. On excepta les chefs avoués de la guerre civile, ceux qui avaient des grades dans les armées ennemies, les évêques qui avaient refusé leur démission, etc. Les émigrés rentrés furent rétablis dans la possession de leurs biens non vendus, à l'exception des forêts, des immeubles affectés à un service public, des créances sur le Trésor.

C'était une violation complète de la constitution, laquelle déclarait bannis à perpétuité « les traîtres qui avaient assassiné la patrie. » Aussi cet acte fut-il regardé par tous les hommes de la révolution comme un contre-sens et une apostasie; les acquéreurs de biens nationaux en conçurent les plus grandes craintes; les républicains s'en indignèrent, comme d'une protestation contre le million d'hommes qui avait péri en combattant les alliés de l'étranger; les monarchistes eux-mêmes, et ceux qui avaient souffert de la rigueur des lois sur l'émigration, le blâmèrent, comme précipité et téméraire. Ce fut en effet, Bonaparte l'a avoué à Sainte-Hélène, une mesure fatale à lui-même, à la France, à la révolution. Cent mille proscrits rentrèrent dans leur patrie, mais la plupart revinrent tels qu'ils étaient partis : le malheur ne leur avait rien appris. « La jactance, dit Bonaparte, la crédulité, l'inconséquence, la sottise même semblaient être spécialement leur lot. » Ils couvrirent le consul d'adulations, ils briguèrent des places dans sa cour, ils formèrent la domesticité de sa famille, mais en gardant leurs haines, leurs préjugés, leurs espérances, et avec le dessein si bien formé de faire la contre-révolution par ses mains, qu'ils lui proposèrent même de prendre la cocarde blanche. Bonaparte ferma les yeux sur les prétentions, les insolences, les désirs de ces hommes si dangereux : il trouvait en eux des courtisans gracieux et serviles; il croyait les avoir « retirés à jamais de la fange des alliés, » convertis à sa gloire, réconciliés avec la révolution; enfin il y avait dans l'amnistie, comme dans le concordat, une profonde pensée d'ambition personnelle : en rappelant les prêtres et les émigrés, c'étaient des classes qu'il restaurait et dans lesquelles il comptait trouver des auxiliaires pour rendre son pouvoir absolu et héréditaire. « Il faut nécessairement, disait-il, des corps intermédiaires entre le peuple et les pouvoirs; sans cela on n'aura rien fait. Chez tous les peuples, dans toutes les républiques, il y a eu des classes... Il s'agit de recréer. Il y a un gouvernement, des pouvoirs; mais tout le reste de la nation, qu'est-ce? Des grains de sable. Nous sommes épars, sans système, sans réunion, sans contact. Pour asseoir définitivement la république, il nous faut jeter sur le sol quelques masses de granit. »

§ IV. Université. — Légion-d'Honneur. — Constitution de l'an X. — Ce fut cette pensée qui le guida dans l'organisation de l'instruction publique et dans l'institution de la Légion-d'Honneur. A la place du système d'instruction tout démocratique que la Convention avait établi, il fonda une Université (1802, 1er mai), qui était tout entière sous la main du pouvoir, faite uniquement pour

les classes riches et destinée à fournir des fonctionnaires. Vingt-neuf lycées furent établis, dont les professeurs étaient nommés par le gouvernement, et qui étaient dotés de six mille quatre cents bourses pour les fils des militaires ou fonctionnaires qui avaient rendu des services au pays. Ces lycées furent régis militairement; les sciences mathématiques et physiques, qui avaient fait d'immenses progrès depuis que la révolution avait donné une nouvelle direction à l'esprit humain, y furent principalement enseignées; ensuite vint l'étude des langues anciennes; les sciences morales furent complétement oubliées. On conserva les écoles spéciales de droit et de médecine; l'École polytechnique fut mise sous le régime militaire; on créa une école spéciale militaire à Fontainebleau. Au-dessous des lycées étaient les écoles secondaires, établies aux frais des villes; enfin les écoles primaires, qui furent indignement laissées à la charge des communes par un gouvernement qui trouvait des millions pour former des danseuses et des histrions.

L'organisation de l'instruction publique trouva peu d'opposition, mais il n'en fut pas de même de la Légion-d'Honneur, où l'on ne vit qu'une institution monarchique contraire à l'esprit d'égalité, base de la république et essence même de la révolution. Bonaparte voulait en faire un corps jouissant de grands revenus, ayant certains priviléges, dont les membres porteraient une décoration, et qui serait composé de tous les citoyens qui marqueraient dans la guerre, l'administration, les sciences, etc. « La Légion-d'Honneur s'annonce, disait l'opposition, avec les attributions, les honneurs, les titres qui ont fondé partout la noblesse héréditaire; c'est un commencement d'aristocratie. — C'est un commencement d'organisation de la nation, » disait Bonaparte. Et comme certains conseillers d'état voulaient mutiler l'institution en faisant d'elle une simple récompense militaire : « Il faut donc que toute l'Europe croie que j'ai un conseil de caporaux? Ce n'est pas comme général que je gouverne, mais parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement... L'armée, c'est la nation... Si l'on distinguait les honneurs en militaires et en civils, on établirait deux ordres, tandis qu'il n'y a qu'une nation... Si l'on ne décernait les honneurs qu'aux militaires, cela serait encore pire, car dès lors la nation ne serait plus rien. » La loi ne fut adoptée au Tribunat que par cinquante-six voix contre trente-huit, et au Corps législatif par cent soixante-six voix contre cent dix (1802, 19 mai). La Légion-d'Honneur ne remplit pas entièrement le but de Napoléon : comme récompense militaire, elle fit merveille; comme organisation de la nation, elle ne produisit rien.

Tous ces actes préparaient l'opinion à la fin de la république : on ne parlait plus que de fixer le pouvoir dans les mains de Bonaparte ; et quand le Tribunat reçut communication du traité d'Amiens, il émit le vœu qu'il fût donné au premier consul un « gage éclatant de la reconnaissance nationale. » Le Sénat délibéra sur ce vœu, et rendit un sénatus-consulte par lequel Bonaparte était réélu à l'avance premier consul pour dix ans (11 mai). Celui-ci dissimula son mécontentement, déclara qu'il fallait consulter la nation, et, dans un arrêté des consuls, fit poser ainsi la question : « Bonaparte sera-t-il nommé consul à vie ? » Alors on ouvrit dans toutes les municipalités des registres où chaque citoyen fut appelé à consigner son vote, et trois millions cinq cent soixante-huit mille voix se prononcèrent pour le consulat à vie, contre huit mille trois cent soixante-quatorze opposants.

La constitution de l'an VIII se trouvait ainsi détruite ; Bonaparte en fit lui-même une nouvelle. Dévoré de l'amour du pouvoir et convaincu que les institutions libres feraient obstacle à la grandeur de la France, il allait au despotisme si ouvertement, qu'il disait : « Mon système est fort simple : j'ai cru que, dans les circonstances, il fallait centraliser le pouvoir et accroître l'autorité du gouvernement, afin de constituer la nation. C'est moi qui suis le pouvoir constituant. » Et le Sénat adopta sans discussion son projet de constitution, qui fut proclamé sous le nom de *sénatus-consulte organique de la constitution de l'an VIII* (1802, 4 août, 16 thermidor an X). D'après cette constitution, les assemblées de canton élisaient, sur une liste de six cents citoyens les plus imposés, les membres des colléges électoraux d'arrondissement et de département. Ces membres étaient nommés à vie ; ils présentaient pour chaque place, au Tribunat, au Corps législatif et au Sénat, deux candidats. Les consuls étaient élus à vie, ils présidaient le Sénat. Le premier consul pouvait choisir son successeur ; il avait droit de faire grâce. Le Sénat réglait, par des sénatus-consultes proposés par le gouvernement, tout ce qui n'avait pas été prévu par la constitution ; il pouvait annuler les jugements des tribunaux, suspendre la constitution dans certains départements, dissoudre le Corps législatif. Le Tribunat était réduit à cinquante membres et partagé en trois sections ; les projets de loi étaient apportés à l'une de ces sections et discutés seulement entre les délégués de la section et ceux du Conseil d'état ; de là ils passaient directement au Corps législatif. Le Conseil d'état était reconnu comme corps constitué et composé de cinquante membres.

Tous ces changements se firent sans opposition. « La grande

masse de républicains, injustement compris dans le sens odieux de la dénomination de Jacobins, tout en regrettant de voir s'évanouir l'image d'une république telle qu'ils l'avaient espérée, étaient sensibles au bien réel opéré par le premier consul, et lui pardonnaient ses envahissements sur le domaine de la liberté en faveur de son triomphe sur les rois [1]. » Les royalistes étaient pleins de joie, croyant qu'on marchait droit à la contre-révolution, et espérant encore trouver dans Bonaparte un nouveau Monck. Quant au peuple, naguère si défiant, si terrible, si remuant, il avait sur-le-champ reconnu dans Bonaparte le représentant de la révolution et de l'unité française, il s'était identifié à l'homme qui avait si magnifiquement ses idées, ses sentiments et ses passions, qu'il est devenu la personnification de notre nationalité. Les Français sont ainsi faits, qu'à tous les biens, même à la liberté, ils préfèrent la patrie, sa gloire et son indépendance : voilà pourquoi le type de la monarchie absolue, Louis XIV, est une grande figure nationale ; voilà pourquoi les Bourbons et la noblesse, depuis qu'ils se furent mis à genoux devant l'étranger, furent à jamais voués à la haine et au mépris de la France. « Je n'avais d'autre ambition que la patrie, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, celle de sa gloire, de son ascendant, de sa majesté : et voilà pourquoi, en dépit de tant de malheurs, je reste si populaire parmi les Français [2]. »

La monarchie élective existait : il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour arriver à la monarchie héréditaire; Bonaparte allait y être porté par la rupture de la paix d'Amiens.

§ V. Intervention de la France en Hollande, en Italie, en Suisse, en Allemagne. — La France, par sa position géographique, sa puissance naturelle, la supériorité de sa civilisation, doit nécessairement exercer une sorte de patronage sur les états qui l'avoisinent : ainsi la Hollande, les états d'Allemagne, la Suisse, les états d'Italie, l'Espagne, ont été, presque sans interruption, sous la grande monarchie des Bourbons, dans l'alliance, sous la protection ou à la solde de la France. Cette influence était si naturelle et si légitime, qu'elle avait été admise dans le droit public de l'Europe et consacrée principalement par le traité de Westphalie; cette politique était si nationale, que, mise en œuvre par Henri IV, Richelieu, Louis XIV et Fleury, elle avait inspiré la Convention et le Directoire, qui l'avaient seulement accommodée à leur situation si terriblement exceptionnelle. Mais à cause de l'isolement où se trouvait la France révolutionnaire en face de

[1] Bignon, Hist. de France sous Napoléon, t. I, p. 336.
[2] Las-Cases, t. II, p. 410.

l'Europe coalisée, de la nécessité où elle était de propager ses principes pour avoir des alliés, ou de prendre certaines positions pour avoir des points de résistance, elle fut amenée, pour soustraire ses voisins à l'action de ses ennemis, à introduire chez eux les formes de son gouvernement ou à envahir leurs territoires. De là la création des républiques Batave, Cisalpine, Ligurienne, Helvétique; le séjour des troupes françaises dans ces états, incapables de se constituer et défendre eux-mêmes; l'obligation où ils se trouvèrent de suivre le mouvement révolutionnaire de la France en imitant ses changements de constitution; de là encore l'occupation par la France du Piémont, de Parme, de la Toscane; de là enfin la dépendance où se trouvèrent d'elle, après le traité de Lunéville, la plupart des états d'Allemagne. Avec Bonaparte, le patronage ou l'influence de la France sur tous ces pays prit l'aspect d'une domination réelle, et l'Europe se souleva contre lui.

La Hollande fut la première à remplacer sa constitution directoriale par une nouvelle constitution (1801, 17 oct.), inspirée par le premier consul, et dans laquelle le pouvoir exécutif était plus concentré. Ensuite vint le tour de la république Cisalpine. Une *consulta* de quatre cent cinquante-deux députés fut convoquée à Lyon par Bonaparte, et fit une constitution parfaitement adaptée aux besoins du pays, dans laquelle le pouvoir exécutif était confié à un président: elle proposa la présidence au premier consul, qui l'accepta (1802, 23 janv.); Melzi, l'un des hommes les plus éclairés de la Lombardie, fut nommé vice-président, et l'on donna à la république le nom d'*Italienne*, changement qui annonçait la pensée de reconstituer l'Italie entière en corps de nation (26 juin). La république Ligurienne modifia sa constitution sur le modèle de la république Italienne, en laissant à Bonaparte le soin de nommer son doge.

Le sort du Piémont, du duché de Parme et de la Toscane fut différent. Le Piémont fut d'abord partagé en six départements et soumis à l'administration française; ensuite il fut formellement réuni à la France (13 sept.). Le duché de Parme resta provisoirement sous la domination du vieux duc (9 oct.); mais à sa mort, il fut soumis à l'administration française (26 août). La Toscane fut érigée en royaume pour Louis Ier, fils du duc de Parme, marié à une infante d'Espagne; mais l'île d'Elbe fut réunie à la France.

Depuis trois ans la république Helvétique était livrée à de grands troubles: la constitution unitaire, attaquée par les fédéralistes et les petits cantons, avait été modifiée plusieurs fois sous l'influence des troupes françaises sans qu'elle satisfît les oligarques

et les partisans de l'ancien régime, qui s'appuyaient sur la cour d'Autriche. Bonaparte avait donné aux deux partis des conseils qui ne furent pas suivis ; à la fin, et pour se conformer au traité de Lunéville, il retira ses troupes. Ce fut le signal de la guerre civile. Les fédéralistes prirent les armes, chassèrent de Berne le gouvernement, qui se réfugia à Lausanne, convoquèrent une diète générale pour consommer la contre-révolution, et demandèrent assistance à l'Angleterre (1802, 27 sept.). La France ne pouvait admettre le rétablissement de l'ancien régime dans un pays dont le sort est si intimement lié au sien, que ce sont « deux parties indépendantes d'un même peuple. » Sur la demande du gouvernement helvétique, le premier consul se proclama le médiateur des différends de la Suisse, et envoya vingt mille hommes dans le pays. Les fédéralistes posèrent les armes, le gouvernement fut provisoirement rétabli, et une consulte de cinquante-six députés se réunit à Paris pour faire une nouvelle constitution. Bonaparte lui donna des instructions empreintes d'une profonde sagesse et de l'impartialité la plus scrupuleuse : « La nature, lui dit-il, a fait votre état fédératif ; ce qu'il vous faut, c'est l'égalité des droits entre vos dix-huit cantons, une renonciation à leurs priviléges de la part des familles patriciennes, une organisation fédérative où chaque canton se trouve gouverné suivant sa langue, sa religion, ses mœurs, son intérêt, ses opinions. » La constitution nouvelle fut faite sur ces principes et proclamée sous le nom d'acte de médiation. Une alliance défensive avec la France plaça la Suisse sous la protection où elle était depuis François Ier, protection qui n'a jamais nui à son indépendance et qui est indispensable à l'existence même de la France (1803, 11 févr.). Les anciennes *capitulations* militaires des cantons furent renouvelées, et seize mille Suisses entrèrent dans les rangs de l'armée française. Le Valais fut détaché de la confédération et érigé en état indépendant sous la protection des trois républiques voisines ; la route du Simplon fut remise à la garde de la France.

Après la paix de Lunéville, l'empereur s'était excusé à la diète germanique d'avoir usurpé un pouvoir qui ne lui appartenait pas en stipulant seul pour l'Empire. La diète approuva sa conduite. C'était maintenant à elle de régler les indemnités des princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin ; règlement que l'Autriche voulait ajourner indéfiniment, car les états ecclésiastiques et les villes impériales qui devaient servir d'indemnités étaient entièrement dans la main de l'empereur, et leur anéantissement équivalait à l'abolition même de l'empire germanique. Mais la plupart

des princes s'adressèrent à Bonaparte pour régler en dehors de l'Autriche les indemnités qui étaient à leur convenance ; ce fut un vaste sujet d'intrigues et de débats, et l'Allemagne fut, pour ainsi dire, mise à l'encan dans les bureaux de Talleyrand. La France se trouvait dans la même situation qu'à l'époque du traité de Westphalie : il s'agissait, en affaiblissant la maison d'Autriche, en agrandissant les princes voisins de notre frontière, de créer en Allemagne un ordre nouveau intéressé aux succès de la république et s'appuyant sur elle. Bonaparte fit intervenir la Russie dans cette affaire, de même que Mazarin avait autrefois fait intervenir la Suède : il espérait renouer avec Alexandre les relations rompues par la mort de Paul Ier ; et pendant que la diète délibérait longuement sur les indemnités, il traita séparément avec chaque état et lui fit sa part. La convention faite avec la Prusse lui donna, en compensation du duché de Clèves qu'elle avait perdu, les évêchés de Paderborn, Hildesheim, Munster, Erfurth, cinq villes impériales et six abbayes, c'est-à-dire le protectorat du nord de l'Allemagne (1803, 23 mai). La convention faite avec la Bavière lui donna, en compensation des duchés de Juliers et de Deux-Ponts, les évêchés de Wurtzbourg, de Bamberg, d'Augsbourg et de Passau, avec quinze villes libres et douze abbayes (24 mai). La convention faite avec le Wurtemberg lui donna, en compensation de Montbéliard, neuf villes libres et huit abbayes (20 juin). On adjugea comme indemnité au stathouder de Hollande, dont le fils était venu à Paris implorer les bonnes grâces de Bonaparte, l'abbaye de Fulde. Enfin l'on augmenta les territoires de Bade et de Hesse-Cassel. Les troupes prussiennes, bavaroises, wurtembergeoises s'emparèrent sur-le-champ de ces indemnités, avant toute décision de la diète. Alors la cour de Vienne conclut à son tour sa convention particulière avec la France : les évêchés de Trente et de Brixen furent sécularisés en sa faveur ; les évêchés de Salzbourg et de Aischted furent donnés au grand-duc de Toscane ; le Brisgau fut cédé au duc de Modène ; la création du royaume d'Étrurie et les autres changements survenus en Italie depuis le traité de Lunéville furent reconnus et garantis par l'Autriche (26 déc.).

Pendant ce temps, les ambassadeurs de France et de Russie présentèrent à la diète un plan d'indemnités qu'elle n'eut plus qu'à accepter (18 août). Quatre électorats nouveaux furent créés en faveur des princes de Wurtemberg, de Bade, de Hesse-Cassel, de Salzbourg ; les trois électorats ecclésiastiques furent supprimés, mais celui de Mayence fut rétabli à Ratisbonne en faveur du prince de Dalberg, qui prit le titre de primat de Germanie. Ainsi

fut achevée par la révolution française l'œuvre commencée par Luther : il n'y avait plus d'états ecclésiastiques ; le saint-empire romain n'était désormais qu'une fiction, son nom même allait bientôt disparaître.

§ VI. Expédition de Saint-Domingue. — La France exerçait donc réellement une influence dominatrice sur une grande partie de l'Europe ; mais son action politique ne se bornait pas au continent, elle voulait reprendre sur la mer la place qu'elle avait perdue : elle rétablissait son commerce extérieur et sa marine ; elle projetait le recouvrement de sa puissance coloniale. Bonaparte envoya en Égypte, en Syrie, dans les îles Ioniennes, le colonel Sébastiani, pour renouer les relations commerciales de la France avec le Levant ; il se fit céder par l'Espagne la Louisiane ; il envoya le général Decaen et l'amiral Linois dans l'Inde, pour rendre la vie aux débris de nos possessions ; enfin il essaya de faire rentrer Saint-Domingue sous la dépendance de la France.

Depuis que l'Assemblée constituante avait décrété que l'état des hommes de couleur serait laissé à la décision des assemblées coloniales [1], la guerre civile avait éclaté à Saint-Domingue entre les mulâtres et les blancs, et les noirs en avaient profité pour se révolter et massacrer leurs maîtres. L'Assemblée législative révoqua ce décret ; mais les colons refusèrent d'obéir ; les mulâtres et les noirs firent cause commune contre eux ; l'île devint le théâtre d'une guerre unique dans l'histoire moderne par les massacres et les incendies qui en furent les incidents journaliers, et dans laquelle s'abîma la plus florissante colonie du globe. La Convention ajouta à l'anarchie en décrétant l'abolition de l'esclavage [2]. Alors les blancs furent perdus et appelèrent les Anglais pour soustraire le pays aux nouvelles lois de la métropole jusqu'à la restauration de la monarchie ; les mulâtres et les nègres restèrent attachés à la France, mais en refusant d'obéir à ses délégués et en travaillant réellement à leur indépendance. Les mulâtres, commandés par Rigaud, partisan de la métropole, étaient maîtres du sud ; les nègres, commandés par Toussaint-Louverture, qui fut le « Spartacus destiné à venger sa race, » étaient maîtres du nord. Les hommes des deux couleurs, véritable population de l'île, endurcis au climat, sobres, intrépides, fanatiques, eurent bientôt achevé de détruire et de comprimer les blancs, et chassèrent les Anglais, qui dépensèrent 400 millions et quarante mille hommes pour s'emparer de quelques places. Le Directoire avait envoyé le général Hédouville pour renouer les liens de la colonie avec la France ; mais il était seul et

[1] Voy. p. 27. — [2] Voy. p. 161.

sans force pour soumettre des hommes demi-sauvages et tout fiers de leurs victoires : il fut contraint par Toussaint de se rembarquer, et laissa ses pouvoirs à Rigaud, auquel le chef des noirs fit une guerre acharnée. Le 18 brumaire arriva. Bonaparte, voyant que le nombre et la force étaient du côté des nègres, abandonna les mulâtres déjà civilisés et encore tout Français, nomma Toussaint commandant en chef de l'île, et déclara que la France reconnaissait la liberté et l'égalité des noirs. Rigaud, désespéré, se réfugia en France; le parti des mulâtres se dispersa, et Toussaint resta seul maître de l'île. Ce noir, qui avait appris à lire à cinquante-quatre ans, était un homme de génie qui se disait le Bonaparte des Antilles; il s'empara de la partie espagnole de Saint-Domingue, rétablit les cultures, protégea les blancs, tint les nègres dans la plus sévère discipline, partagea les propriétés vacantes à ses soldats, et donna à la colonie une constitution dans laquelle il se fit nommer gouverneur à vie (1801, 1er juill.). C'était une déclaration d'indépendance. Bonaparte fut indigné; trompé par les anciens colons, il ne comprit pas la portée de la révolution qui s'était faite à Saint-Domingue, ne vit dans les noirs que des esclaves révoltés, et résolut de reprendre par la force des armes une colonie si importante, que ses exportations, avant 1789, s'élevaient par année à 168 millions, et qu'elle employait seize cents bâtiments et vingt mille matelots. Dès que les préliminaires de la paix eurent été signés avec l'Angleterre, il fit partir, sous le commandement de Leclerc, mari de sa sœur Pauline, une expédition formidable de quatre-vingts bâtiments, dont trente-trois vaisseaux et vingt et une frégates, portant vingt-deux mille hommes (24 déc.). Leclerc avait des instructions secrètes par lesquelles il devait relever le parti des hommes de couleur, désarmer les noirs et chercher les moyens de remettre cette race dans l'esclavage.

Toussaint se prépara à la résistance : « Je prends les armes, dit-il, pour la liberté de ma couleur que la France seule a proclamée : elle n'a plus le droit de la rendre esclave. » Et il ordonna à ses lieutenants d'incendier tout ce qui ne pourrait être défendu. L'armée d'expédition débarqua à la fois sur plusieurs points et s'empara des principales villes de la côte, qui furent presque toutes brûlées avant d'être évacuées par les noirs. Toussaint concentra ses forces dans l'intérieur; mais il fut vaincu successivement dans huit combats ; toutes ses positions furent enlevées; ses lieutenants Christophe et Dessalines traitèrent avec Leclerc, qui leur conserva leurs grades et leurs honneurs : alors il fit sa soummission et se retira dans un de ses domaines. La pacification n'était pas sincère;

les nègres attendaient que la fièvre jaune décimât l'armée française pour reprendre les armes, et ils s'y décidèrent en apprenant le sort des noirs de la Guadeloupe (1802, 7 mai). Dans cette île, les esclaves s'étaient aussi révoltés et rendus maîtres de la colonie; Bonaparte avait déclaré : « A Saint-Domingue et à la Guadeloupe il n'y a plus d'esclaves : tout y est libre, tout y restera libre. » Néanmoins une expédition commandée par Richepanse fut envoyée à la Guadeloupe, força les noirs à la soumission et rétablit l'esclavage. Alors Toussaint prépara une insurrection générale; mais Leclerc le fit enlever et conduire en France, où il mourut deux ans après au château de Joux. « En me renversant, dit-il, on n'a abattu à Saint-Domingue que le tronc de la liberté des noirs, il repoussera par les racines. » En effet, la fièvre jaune sévissait contre l'armée française avec une telle intensité, que, sur trente quatre mille hommes, il n'en restait plus que neuf mille cinq cents, dont sept mille étaient dans les hôpitaux. Alors Christophe et Dessalines se révoltèrent; la guerre recommença avec toutes ses atrocités, et les Français se hâtèrent de se concentrer dans les villes maritimes. Leclerc mourut (14 sept.). Rochambeau, qui lui succéda, reçut vainement quelques renforts et essaya de reprendre des positions dans l'intérieur : imbu de tous les préjugés des colons contre les hommes de couleur, il persécuta les mulâtres qui se réunirent aux noirs, échoua dans toutes ses entreprises, et se retira au Cap, où il fut assiégé. Ce fut alors qu'éclata la rupture de la France avec l'Angleterre : les Français, qui luttaient par terre contre les nègres, furent bientôt bloqués par les escadres britanniques et n'eurent plus qu'à se rendre, soit aux Anglais, soit aux noirs. Rochambeau, forcé par Dessalines à capituler, partit avec les débris de la colonie : il fut pris en mer par les Anglais (1803, 30 nov.). Saint-Domingue fut définitivement perdu pour la France, les noirs proclamèrent l'indépendance de l'île sous le nom de république d'Haïti, et nommèrent Dessalines gouverneur-général à vie (1804, 1er janv.).

§ VII. Rupture de la paix d'Amiens. — Projet de descente en Angleterre. — Depuis 1789, l'Europe se trouvait partagée en deux camps : dans l'un était le passé, le monde féodal, les états du nord; dans l'autre, le présent, le monde nouveau, la France. Dix ans de luttes n'avaient fait que grandir la France, comme état et comme révolution; après avoir forcé ses ennemis à poser les armes, elle continuait à s'étendre : quel ravage n'avait-elle pas porté dans le monde féodal, en Hollande, en Suisse, en Italie, en Allemagne! quelle puissance matérielle n'avait-elle pas acquise par la dépendance où elle tenait dix états qui ne vivaient que par elle! Aussi

la France était détestée de la coalition du Nord, et pour ses agrandissements matériels, et pour sa propagande révolutionnaire; quelque forme de gouvernement qu'elle prît, république ou monarchie, elle ne cessait pas d'être ennemie : autrefois, pour se défendre, elle avait employé l'enthousiasme populaire; maintenant, pour conquérir, elle prenait la dictature; parce que sa révolution s'était faite homme, elle n'en était que plus redoutable, car elle avait plus d'unité, plus de force, plus d'expansion. La paix avec la France n'était donc qu'une trêve; il n'y avait pas de compromis et de conciliation possible avec elle, et ses ennemis n'avaient d'autre pensée que de la détruire comme état, de l'étouffer comme révolution. « L'Europe, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, ne cessa jamais de faire la guerre à la France, à ses principes, à moi; et il nous fallait abattre sans cesse, sous peine d'être abattus. La coalation exista toujours, publique ou secrète, avouée ou démentie : elle fut toujours en permanence[1]. »

A la tête de cette coalition était naturellement celle des aristocraties féodales qui a eu la plus glorieuse destinée, celle qui a légitimé sa grandeur par la grandeur de son pays, celle qui se considère moins comme une aristocratie de caste à l'égard de sa population domestique que comme une aristocratie de nation à l'égard de la masse plébéienne des nations étrangères. La noblesse britannique détestait la France, non-seulement à cause de ses conquêtes politiques et révolutionnaires, mais encore par un motif tout anglais : elle avait cru « ruinée, sauvage, misérable, cette nation d'athées, disaient les journaux, qui avait aboli jusqu'au mariage; » et après la paix d'Amiens elle l'avait trouvée prospère, policée, pleine d'ardeur pour les arts, l'industrie, le commerce; elle s'indignait de voir maintenues les prohibitions sur les marchandises anglaises, quinze cents vaisseaux français courant déjà les mers, la puissance coloniale de la France se rétablissant par les mains d'un homme qui trouverait en moins de cinq ans trois cents bâtiments de guerre à jeter contre la Grande-Bretagne. « Comment, disait-elle, à la nouvelle de l'expédition de Saint-Domingue, des flottes françaises franchissent librement les mers qui leur ont été si long-temps fermées! Le ministère est coupable de haute trahison! — L'essai était fait, ajoutait-on; la conservation d'une paix qui laisse à chaque nation la liberté de régler à son gré son commerce est une conspiration européenne contre la puissance anglaise : la guerre seule, en nous rendant une navigation exclusive, nous délivre d'une concurrence qui est notre ruine! »

[1] Las-Cases, t. II, p. 407.

L'oligarchie anglaise demandait donc la guerre; elle la demandait avec tant de fureur, que le ministère Addington, bien que sorti de ses rangs, la comparait à une « meute de chiens sanguinaires. » Ses journaux étaient pleins d'invectives contre la France et Bonaparte; son or soldait le reste des émigrés qui intriguaient à Londres, « vil rebut, disait le premier consul, sans patrie, sans honneur, souillé de tous les crimes, qu'il n'est au pouvoir d'aucune amnistie de laver; » ses agents remuaient sur le continent tous les éléments de discorde : « oiseaux de mauvais augure, disait le *Moniteur*, ils allaient porter partout le signal du carnage et de la dévastation, et provoquer, du sein du luxe et des richesses, le massacre du reste de notre génération. » Enfin elle déclamait sans cesse contre la violation des traités, à cause de la présidence de la république Italienne, de la réunion du Piémont, de la médiation suisse, du règlement des indemnités d'Allemagne. Bonaparte répondait que la présidence de la république Italienne lui avait été conférée, que la réunion du Piémont avait été opérée de fait avant le traité d'Amiens : pourquoi l'Angleterre n'avait-elle pas réclamé dans ce traité? Quant aux affaires de Suisse et d'Allemagne, elles regardaient le traité de Lunéville, que l'Angleterre n'avait pas reconnu, pendant que l'empereur, seule partie contractante dans ce traité, avait félicité le consul de sa médiation en Suisse et traité avec lui pour l'Allemagne. Et il récrimina justement contre l'Angleterre, qui, pendant que la France avait évacué Naples et le Portugal, gardait encore, contre les stipulations formelles du traité d'Amiens, Malte, le Cap et Gorée. Puis il demanda que le ministère anglais cessât de l'injurier dans ses journaux, éloignât de l'Angleterre les Bourbons, Georges et les autres émigrés convaincus d'assassinat, afin qu'il exécutât entièrement le traité d'Amiens.

Le cabinet anglais ne répondit à ces demandes qu'en se jetant dans des accusations vagues, en revenant sur des faits éloignés, en cherchant, comme il l'avouait lui-même, des *motifs simulés*. Ce fut pour lui une bonne fortune que la publication du rapport de Sébastiani sur l'état du Levant : il prétendit que la France voulait reprendre l'Égypte, parce que cet envoyé avait été accueilli en Orient par des applaudissements, il déclara qu'il ne rendrait pas Malte, et en demanda la cession en compensation des agrandissements de la France. « J'aimerais mieux, dit Bonaparte à l'ambassadeur Withworth, vous voir maîtres du faubourg Saint-Antoine que de Malte. » On négocia, et, quelle que fût l'aigreur de part et d'autre, personne n'imaginait que, pour garder un rocher qu'ils avaient

juré de rendre, les Anglais voulussent de gaieté de cœur se précipiter dans une guerre qui ne pouvait être qu'une guerre à mort. « La puissance de la France, disait Fox au parlement, est plus grande que je ne le souhaiterais; mais est-ce là un motif pour rallumer la guerre?... La guerre n'est pas le cri réel du peuple anglais : c'est un cri qu'une coalition de grands seigneurs, de journalistes, d'agioteurs lui suppose, pendant que le vœu de la nation est le maintien de la paix. » Cependant le roi demanda tout à coup au parlement des subsides et des hommes (1803, 8 mars), « en raison des préparatifs considérables qui se faisaient dans les ports de France et de Hollande. » Ce fut comme un coup de foudre pour toute l'Europe. La France n'avait fait aucun préparatif : « elle mettait même sa gloire, écrivait Talleyrand, à être prise en cette occasion au dépourvu. » Bonaparte fut stupéfait d'une rupture qui allait remettre en question tout l'avenir de la révolution : « Les Anglais veulent la guerre, dit-il à Withworth, mais s'ils sont les premiers à tirer l'épée, je serai le dernier à la remettre dans le fourreau. On peut tuer la France, mais non l'intimider. » Néanmoins il fit tous ses efforts pour le maintien de la paix, et, pendant que les flottes anglaises étaient déjà en mer, il ne répondit aux sommations insolentes de l'ambassadeur, qui lui donnait trente-six heures pour accepter son *ultimatum*, qu'en demandant la mise de Malte entre les mains du czar : « Je ratifierai, disait-il, et tiendrai pour bien fait tout ce que Sa Majesté impériale décidera sur cette question. » Le cabinet anglais prétendit qu'Alexandre refusait la garde de Malte, l'ambassadeur russe déclara tout le contraire; Withworth ne répondit rien, demanda par trois fois ses passe-ports et partit (13 mai). Aussitôt l'amirauté britannique mit l'embargo sur les vaisseaux français et bataves, et lança ses escadres à la poursuite de ceux qui naviguaient sur la foi des traités : douze cents bâtiments furent pris avec leurs équipages et leurs passagers; et ce brigandage, qui rapporta plus de 200 millions, n'avait pas été un des moindres stimulants de la reprise de la guerre. Bonaparte réclama contre cette violation du droit des gens : on lui répondit que c'était l'usage de l'Angleterre. Il fallait enfin montrer aux insulaires que l'abominable privilége qu'ils s'étaient arrogé en 1748, en 1778, en 1792, ne les mettait pas à l'abri des représailles : ordre fut donné d'arrêter tous les sujets mâles de la couronne britannique qui se trouvaient en France (22 mai), et de les retenir comme otages jusqu'à ce que les Français pris avant la déclaration de guerre eussent été mis en liberté.

La rupture de la paix d'Amiens est l'un des événements les plus

graves de l'histoire : elle ouvrait une nouvelle ère à la révolution, celle de la dictature impériale et de la domination de la France sur le continent; elle allait fatalement arrêter la marche de l'espèce humaine; elle était la *guerre éternelle!* Bonaparte en fut douloureusement ému : « Nous ne pouvons exister, dit-il, nous ne pouvons nous affermir que les armes à la main. Il nous faut faire la guerre, puisque personne n'est content. On nous force à conquérir pour conserver! » Aussitôt il s'occupa de fermer le continent aux Anglais; il défendit de recevoir dans les ports de France aucune marchandise anglaise, aucun bâtiment expédié d'Angleterre ou qui aurait touché dans un port britannique; il fit reprendre à la France toutes les positions qu'elle occupait avant le traité d'Amiens. Quinze mille hommes, commandés par Gouvion-Saint-Cyr, entrèrent dans le royaume de Naples et occupèrent Tarente, Otrante, Brindisi (14 juin); Tarente fut fortifié et devint l'arsenal maritime de l'Italie; la Toscane fut garnie de troupes, et sa défense se combina avec celle de l'île d'Elbe et de la Corse; Alexandrie, que Bonaparte considérait comme la possession de toute l'Italie, devint un camp retranché pour une armée entière; la Hollande fut occupée par trente mille hommes, et sa flotte mise à l'abri dans la rade d'Helvoët-Sluys. Enfin, quatorze mille Français commandés par Mortier entrèrent dans le Hanovre, qui était gardé par vingt-deux mille hommes, poussèrent cette armée devant eux, et, après des engagements insignifiants, la forcèrent à signer une capitulation par laquelle le pays resta occupé par les troupes françaises (5 juill.); les soldats hanovriens se retirèrent désarmés dans leurs foyers, et les officiers furent prisonniers sur parole. Cinq cents canons, quarante mille fusils, trois millions de cartouches furent livrés aux Français; les bouches de l'Ems et du Weser se trouvèrent fermées au commerce britannique, et le premier consul déclara qu'il garderait le Hanovre tant que l'Angleterre garderait Malte.

Les flottes anglaises couraient toutes les mers, et nos colonies étaient menacées : Bonaparte resserra sa défense maritime; il laissa les îles Bourbon et de France à la garde de Decaen; il envoya des renforts à la Guadeloupe et à la Martinique; la Louisiane fut cédée aux États-Unis moyennant 60 millions et la promesse de son admission dans la fédération américaine (31 avril). En même temps il reprit ses projets de descente en Angleterre, recommença ses armements et ordonna la formation d'une grande armée sur la côte de la Manche. Les départements et les villes votèrent à l'envi des vaisseaux, des canons, des bateaux pour la flottille; les ports de Boulogne, d'Étaples et d'Ambleteuse furent

agrandis et fortifiés pour devenir le centre des armements; depuis Brest jusqu'à Flessingue, tous les ports et les embouchures des rivières devinrent des chantiers de construction. Bonaparte visita lui-même les côtes de la Manche : son voyage ne fut qu'un long triomphe où la Belgique rivalisa d'enthousiasme avec les anciens départements; il activa partout les armements, et donna des ordres sur tous les objets : achat de matériaux, emplacement de batteries, creusement de canaux, rassemblement des navires, marche des troupes; il s'arrêta à Anvers et résolut d'en faire le plus vaste et le plus sûr arsenal de marine : « Il faut que cette ville, dit-il, mette à profit les immenses avantages de sa centralité entre le nord et le midi, de son fleuve magnifique et profond; il faut qu'elle devienne la cinquième ou sixième ville commerçante du monde. »

Les Anglais firent d'immenses apprêts de défense. On garnit de troupes et de batteries les bouches des fleuves et toutes les baies; on ferma l'entrée de la Tamise par une ligne de vaisseaux rasés; on forma un camp de soixante mille hommes dans les comtés du midi; on prépara une levée en masse; on mina les routes et les ponts; on ordonna de tout ruiner sur le passage des troupes françaises. L'Angleterre avait alors pour sa défense cinq cent onze bâtiments de guerre, six cent quatre-vingts bateaux ou canonnières, cent vingt-trois mille hommes de marine, cent quatre-vingt mille hommes de troupes de terre, deux cent quatre-vingt mille hommes de milices. Mais tout cela ne suffisait pas pour la rassurer contre le génie audacieux de Bonaparte, et le ministère chercha à éloigner le danger par une coalition des puissances du Nord, qui déjà avaient réclamé contre l'invasion du Hanovre et de Naples : il trouva faveur en Russie, où l'aristocratie avait des intérêts communs avec l'aristocratie anglaise; il fut moins ouvertement, mais aussi chaudement, accueilli à la cour de Vienne; il ébranla même la Prusse et l'empêcha d'accéder aux propositions de Bonaparte, qui lui offrait le Hanovre pour son alliance. Enfin il s'adressa aux puissances secondaires : il était sûr de Naples; il fit accord avec la Suède, gouvernée par un prince à moitié fou qui s'était mis absurdement à la chaîne de la Russie; il n'obtint rien du Portugal, qui se déclara neutre en payant un tribut de 12 millions à la France. Enfin il essaya de séduire la cour d'Espagne; mais Bonaparte menaça le prince de la Paix de lui enlever par la force « un pouvoir acquis par la plus criminelle de toutes les voies; » celui-ci racheta le contingent que l'Espagne devait fournir à la France par un tribut annuel de 72 millions, et il se déclara neutre.

§ VIII. **Conspiration de Georges, Pichegru et Moreau. — Mort du duc d'Enghien.**—La coalition était ébauchée ; mais, en attendant qu'elle pût agir, le cabinet britannique continua la guerre sourde et infâme qu'il avait toujours faite à la révolution : il ranima les brigandages et les assassinats de la Vendée ; il paya tous les troubles qui pouvaient amener la dissolution sociale de la France ; il ourdit des complots contre la vie du premier consul, avec Georges, Pichegru et les autres traîtres réfugiés à Londres [1]. Pichegru, échappé de Cayenne, s'était mis à la solde des Anglais et avait pris part à toutes les machinations contre la France : il était d'accord avec Georges pour venir à Paris, y réunir deux cents chouans, tuer le premier consul et restaurer les Bourbons ; mais il ne croyait la contre-révolution possible qu'avec l'appui d'un général puissant sur l'armée et sur l'opinion publique, et il s'était adressé à Moreau. Moreau, depuis le 18 brumaire, faisait une opposition tracassière au gouvernement, servait de centre à tous les mécontents, et avait pris l'attitude d'un républicain persécuté par César ; il écouta les propositions de Pichegru, non pour restaurer les Bourbons, mais pour renverser Bonaparte. Georges, Pichegru, les deux frères Polignac, Rivière et plusieurs autres s'embarquèrent successivement sur un bâtiment anglais de la marine royale, abordèrent secrètement près de Dieppe et se rendirent à Paris (1803, 21 août). En même temps les émigrés reçurent l'ordre de se réunir sur les bords du Rhin, et le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé, alla lui-même prendre séjour dans le pays de Bade, « afin, dit Walter Scott, d'être toujours prêt à se mettre à la tête des royalistes de l'est, ou même, si l'occasion s'en présentait, de ceux de Paris. » Le duc de Berry devait débarquer dans l'ouest, et le comte d'Artois se disposa à venir dans la capitale. Mais après six mois de séjour, les conjurés n'avaient pu ni rassembler leur troupe de chouans, ni s'entendre avec Moreau, qui ne voulait renverser le consul que pour se mettre à sa place. Ce fut leur perte. La police, quoiqu'elle ne fût plus aux mains de Fouché, dont Bonaparte se défiait à cause de ses liaisons avec le reste des Jacobins, la police avait eu vent du complot, dont on s'entretenait presque ouvertement à l'étranger : un des conspirateurs fut arrêté et révéla la présence de Pichegru et de Georges à Paris, ainsi que la complicité de Moreau. Bonaparte fut stupéfait : « Le seul homme, dit-il, qui pût me donner des inquiétudes,

[1] « Les ministres, dit Walter Scott, accueillirent avec trop de facilité les promesses et des plans d'individus qui, trop exaltés pour apprécier le véritable état des choses, exagéraient encore auprès du gouvernement britannique leurs espérances. » (T. v, p. 88.)

le seul qui eût des chances contre moi, se perdre si maladroitement! » Il fit arrêter Moreau (1804, 15 fév.). Toute l'armée d'Allemagne cria à la calomnie, et l'opinion publique accusa Bonaparte de vouloir perdre, par jalousie, le vainqueur de Hohenlinden. Mais bientôt la police découvrit et arrêta d'abord Pichegru, ensuite Georges, puis les Polignac, Rivière et quarante-deux autres. Pichegru nia tout; Georges déclara qu'il voulait tuer Bonaparte en livrant combat à son escorte, mais « qu'il attendait l'arrivée d'un prince pour agir. » Moreau écrivit au consul une lettre humble et maladroite, où il avoua que des propositions lui avaient été faites pour renverser le gouvernement, qu'il les avait repoussées, et ne les avait pas révélées à cause de son amitié pour Pichegru. Toute la France fut indignée de ce complot; des adresses innombrables supplièrent Bonaparte de veiller à sa sûreté, qui était celle de la nation; un sénatus-consulte suspendit le jury pour le jugement des crimes de haute trahison et d'attentat contre la personne du premier consul.

Bonaparte était dans la plus grande exaspération : il lui venait de tous côtés, et à chaque instant, des bruits d'assassinat; il voyait que les Bourbons n'avaient d'autre but journalier que de lui ôter la vie; il savait que les ambassadeurs anglais à Munich et à Stuttgard machinaient des complots contre lui. Tout à coup il apprend qu'un rassemblement d'émigrés s'est formé sur le Rhin, que le duc d'Enghien est à Ettenheim, à quatre lieues de la frontière, ayant auprès de lui Dumouriez [1]. « Suis-je donc un chien, dit-il, qu'on peut assommer dans la rue, tandis que mes meurtriers doivent être sacrés? On m'attaque au corps, je rendrai guerre pour guerre. » Et, dans un accès de colère, saisissant l'occasion de renvoyer aux Bourbons la terreur jusque dans Londres, il ordonne d'enlever le duc d'Enghien sur le territoire badois. Le prince est surpris pendant la nuit par des dragons que commandait le général Ordener (1804, 16 mars), arrêté, conduit à Strasbourg et de là à Vincennes; il est livré à une commission militaire présidée par le général Hullin, interrogé, jugé, condamné en quatre heures, et fusillé sur-le-champ (21 mars). Le lendemain, Paris apprit par le *Moniteur* son enlèvement, son jugement et sa mort. On murmura de ce procès inique, sans témoins et sans défenseur, de ce supplice mystérieux et précipité, de ce coup d'état sanglant contre le dernier rejeton de la brillante race des Condé. La noblesse en fut indignée;

[1] C'était *M. de Thumery*. Mais l'espion alsacien qu'on avait envoyé à Ettenheim prononça ce nom de telle sorte qu'on crut que c'était Dumouriez. Dumouriez était alors à Hambourg.

mais elle n'en resta pas moins dans les antichambres de Bonaparte. Quant aux Jacobins, ils virent dans cette exécution révolutionnaire un gage contre le retour des Bourbons, une rupture complète avec le passé, une approbation des actes les plus terribles de la Convention. Ce fut, en effet, pour Bonaparte, un acte de Montagnard : il en prit toute la responsabilité ; il le crut légitime ; il ne s'en repentit jamais : « J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, dit-il dans son testament, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait, de son aveu, soixante assassins à Paris. Dans une semblable circonstance j'agirais encore de même[1]. »

Le lendemain de cette catastrophe, le *Moniteur* jeta à la face du cabinet britannique la preuve de sa complicité dans le complot en publiant les lettres de Drake et de Spencer-Smith, ambassadeurs d'Angleterre à Munich et à Stuttgard, desquelles il résultait que ces ministres payaient et dirigeaient des assassins contre le premier consul, ainsi que des moteurs de guerre civile qui, entre autres moyens de succès, devaient faire sauter les magasins à poudre. Ces lettres furent communiquées à tout le corps diplomatique, qui en témoigna son indignation, et envoyées aux électeurs de Bavière et de Wurtemberg, qui ordonnèrent à Drake et à Spencer-Smith de sortir de leurs états. « Une telle prostitution, dit Talleyrand, de la plus honorable fonction qui puisse être confiée à des hommes, était sans exemple dans l'histoire des nations civilisées. » Mais le ministère anglais y mit le comble : en plein parlement, il justifia ses agents, avoua leurs principes, et déclara qu'ils avaient agi suivant le droit des gens. « Tout gouvernement sage, dit-il, se doit à lui-même et au monde en général de profiter de tout mécontentement qui existe dans le pays avec lequel il peut se trouver en guerre, et, par conséquent, de prêter aide et assistance aux projets des mécontents. »

Pichegru, Georges, Moreau et leurs complices furent traduits devant le tribunal criminel de Paris. Pichegru vit sa situation sans ressources ; son âme forte ne put envisager l'infamie du supplice : il s'étrangla dans sa prison. Georges garda toute son audace de chouan, et, en avouant le complot, disculpa ses compagnons. Quant

[1] Il dit dans ses Mémoires, t. II, p. 341 : « La mort du duc d'Enghien doit être attribuée aux personnes qui dirigeaient et commandaient, de Londres, l'assassinat du premier consul, et qui destinaient le duc de Berry à entrer en France par la falaise de Biville et le duc d'Enghien par Strasbourg. Elle doit être attribuée aussi à ceux qui s'efforcèrent, par des rapports et des conjectures, à le présenter comme chef de la conjuration. Elle doit être éternellement reprochée à ceux qui, entraînés par un zèle criminel, n'attendirent pas les ordres de leur souverain pour exécuter le jugement de la commission militaire. »

à Moreau, personne ne voulait croire à la trahison d'un si grand citoyen; tout le monde voyait dans cette affaire la haine personnelle du premier consul contre un rival de renommée et le dernier des généraux républicains; Lecourbe, Macdonald, toute l'armée d'Allemagne faisaient cortége à l'accusé et proclamaient partout ses services et son innocence; Bonaparte, seul contre tous, mit à le faire condamner, pour avoir le droit de l'accabler d'une grâce, une ardeur qui ne fut justifiée qu'en 1813, alors que Moreau tomba dans les rangs des ennemis de la France, supplicié par un boulet français. Georges, Rivière, Armand de Polignac et dix-sept autres furent condamnés à mort; Moreau, Jules de Polignac et trois autres, à la prison; quinze furent acquittés (1804, 10 juin). Napoléon fit grâce à Rivière, Polignac et sept autres; Georges et dix de ses complices furent exécutés; Moreau demanda à échanger sa prison contre un exil, et il partit pour les États-Unis. Ce ne fut pas avec Bonaparte premier consul qu'il conclut cet arrangement, mais avec Napoléon empereur : le dernier effort de l'ancien régime contre le représentant de la révolution l'avait élevé sur le trône.

§ IX. Napoléon, empereur. — Bonaparte avait vu l'avenir implacable qu'ouvrait devant lui la rupture de la paix d'Amiens : c'était une guerre sans fin entre la France, chargée des destinées du monde, et l'Angleterre, champion du passé, appui de tous les intérêts féodaux, obstacle à la régénération universelle. Pour cette lutte si grande, la dictature consulaire était insuffisante, parce que, héritière du Directoire et de la Convention, elle avait quelque chose de précaire, de violent, de désordonné : il fallait un régime plus régulier, mieux discipliné, plus définitif; il fallait, chose prévue et inévitable, que la révolution se fît homme : la dictature impériale était la dernière transformation que dût prendre la force révolutionnaire. La conspiration de Georges fut l'occasion de ce grand changement. « Le danger qu'a couru le chef du gouvernement, disait Fontanes, président du Corps legislatif, n'aura fait qu'augmenter sa force en avertissant tous les intérêts de se réunir autour de lui. Le projet d'un grand crime fera mieux sentir le besoin d'appuyer de plus en plus les destinées de ce vaste empire sur la colonne qui le porte tout entier. » C'était l'opinion générale : on voulait, par-dessus tout, de la fixité. Il faut revenir à 89 purifié des excès qui l'ont suivi, disaient les uns; l'Europe, disaient les autres, respectera davantage la révolution quand elle se dissimulera sous le titre éclatant donné à son glorieux chef. Enfin une grande partie de la nation pensait que « le gouvernement héréditaire d'un seul qui, élevé au-dessus de tous, baisserait ses faisceaux devant l'ex-

pression de la volonté souveraine du peuple, » consoliderait les intérêts, les fortunes, les existences nouvelles, consacrerait les conquêtes sociales et véritables de la révolution, enfin rétablirait la France dans la communauté européenne.

Tous les esprits étant disposés à ce changement, les grands corps de l'état se chargèrent de lui donner une couleur légale, et ils le firent avec une servilité qui témoignait combien les passions ambitieuses trouvaient leur compte dans le rétablissement d'une monarchie. Le Sénat, à l'occasion des lettres de Drake, fit une adresse au consul pour l'inviter à donner aux Français des institutions qui pussent survivre à leur auteur, et « prolonger pour les enfants ce qu'il avait fait pour les pères. » Le signal étant donné, toutes les autorités départementales, les tribunaux, l'armée firent des adresses pour l'établissement du gouvernement héréditaire. « La France vous regarde comme son second fondateur, disaient les soldats. Enchaînez vos destinées à celles de l'empire créé par votre génie. Le titre, autrefois le symbole et le prix de la victoire chez le peuple maître du monde, est le seul qui soit digne du grand capitaine qui compte autant de triomphes que de combats.... Le titre d'empereur que porta Charlemagne n'appartient-il pas de droit à celui qui le retrace à nos yeux comme législateur et comme guerrier? » Enfin, le bruit ayant couru que l'armée allait proclamer Bonaparte, le Tribunat se hâta de prendre l'initiative : sur la proposition de Curée, il émit le vœu que le gouvernement de la république fût confié à un empereur héréditaire (1804, 2 mai); le Corps législatif répéta ce vœu, et le Sénat déclara Napoléon Bonaparte *empereur des Français* par un sénatus-consulte qui fut en réalité une constitution nouvelle (18 mai).

La dignité impériale était héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture. A défaut d'héritiers directs, Joseph et Louis Bonaparte[1] étaient appelés à succéder à Napoléon. Il était créé six grands dignitaires inamovibles de l'empire : le grand-électeur, l'archichancelier de l'empire, l'archichancelier d'état, l'architrésorier, le connétable, le grand-amiral : c'étaient de grands mots, vides de tout pouvoir et même de toutes fonctions, dont furent parés Joseph

[1] Lucien et Jérôme furent exclus de la succession impériale, parce qu'ils s'étaient mariés sans le consentement de leur frère, le premier, à une actrice, madame Joubertot; le second à miss Paterson, fille d'un négociant des Etats-Unis. Le premier persista dans son mariage, et resta éloigné de Napoléon, en faisant attribuer sa disgrâce à ses sentiments républicains; le second laissa casser son mariage et se réconcilia avec son frère, qui le nomma capitaine de vaisseau et lui confia plusieurs expéditions maritimes. Joseph était marié depuis long-temps à une demoiselle Clary, fille d'un négociant de Marseille. Louis épousa Hortense Beauharnais, fille de Joséphine. Des trois sœurs de Napoléon, Elisa avait épousé un M. Bacciochi; la veuve de Leclerc, un prince Borghèse; Caroline, Murat.

Bonaparte, Cambacérès, Eugène Beauharnais, Lebrun, Louis Bonaparte, Murat. Il était créé des grands-officiers de l'empire, et, parmi eux, des maréchaux, dignité de l'ancien régime, mais toute populaire, à laquelle furent élevés Berthier, Murat, Moncey, Jourdan, Masséna, Augereau, Bernadotte, Soult, Brune, Lannes, Mortier, Ney, Davoust, Bessières, Kellermann, Lefebvre, Pérignon, Serrurier. Le pouvoir législatif fut attribué entièrement au Sénat et au Conseil d'état; le Corps législatif et le Tribunat ne furent plus que des assemblées consultatives; la représentation nationale appartint en réalité au gouvernement; enfin voici comment, quatre années après, époque à laquelle le Tribunat même n'existait plus, Napoléon expliquait l'*ordre de nos constitutions* : « Le premier représentant de la nation, c'est l'Empereur; la seconde autorité représentante est le Sénat; la troisième, le Conseil d'état, qui a de véritables attributions législatives; le Corps législatif, qui devrait être appelé *conseil* législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, a le quatrième rang[1]. »

La fondation du régime impérial excita beaucoup d'étonnement et peu d'enthousiasme. Les hommes de 89, qui n'avaient vu dans la révolution que l'établissement d'une constitution; les hommes de 93, qui l'avaient crue terminée à la fondation de la république, s'attristèrent également d'un événement qui leur semblait le retour de l'ancien régime : c'était une erreur bien légitime dans des hommes qui avaient fait tant de sacrifices à la révolution. Mais la révolution, il faut le redire sans cesse, était moins politique que sociale, et, comme telle, le régime impérial fut un progrès révolutionnaire : c'était la suspension de la liberté au profit d'une grande ambition, mais aussi au profit de la société nouvelle, qui allait se fonder plus complétement à l'intérieur et se propager plus rapidement à l'extérieur par la dictature militaire. Nous allons voir Napoléon faire de grandes fautes, fonder une dynastie, renouveler une noblesse féodale, mettre dans sa couche la fille des césars : tout cela était antipathique à la révolution; mais il eut beau lui-même croire et dire sans cesse qu'il était le restaurateur de la monarchie, le peuple et l'Europe ne s'y trompèrent point : malgré le manteau de Charlemagne dont il couvrait sa casaque de plébéien, il fut toujours la révolution incarnée et le jacobinisme mis sur le trône.

[1] Moniteur du 15 décembre 1808.

LIVRE III.

EMPIRE.

1804-1814.

CHAPITRE PREMIER.

Troisième coalition. — Campagne de 1805. — Paix de Presbourg. — Du 18 mai 1804 au 26 décembre 1805.

§ I. État de l'Europe. — Rentrée de Pitt au ministère. — Camp de Boulogne. — Le chef des Bourbons, retiré alors à Varsovie, fit contre la nouvelle dignité de Bonaparte une protestation où il dévoilait l'opinion secrète des rois contre la nouvelle forme que prenait la révolution. Napoléon publia cette protestation maladroite dans le *Moniteur*[1]. Aucune cour ne l'accueillit. Tous les souverains, excepté ceux de la Russie, de la Suède et de l'Angleterre, s'empressèrent de saluer la majesté si nouvelle et si étrange qui se présentait dans leur famille. Le roi d'Espagne donna l'exemple;

[1] Voici cette protestation : « Ce nouvel acte d'une révolution où tout, dès l'origine, a été nul, ne peut sans doute infirmer mes droits; mais, comptable de ma conduite à tous les souverains, dont les droits ne sont pas moins lésés que les miens, je croirais trahir la cause commune en gardant le silence. Je déclare donc, après avoir renouvelé mes protestations contre tous les actes illégaux qui, depuis l'ouverture des états-généraux de France, ont amené la crise effrayante dans laquelle se trouvent la France et l'Europe, je déclare que, loin de reconnaître le titre impérial que Bonaparte vient de se faire déférer par un corps qui n'a pas même d'existence légitime, je proteste contre ce titre et contre tous les actes subséquents auxquels il pourrait donner lieu. » — « L'intérêt des peuples, dit le *Moniteur*, fait les rois, et la force nationale les soutient. Quand ils n'ont plus pour eux ni l'un ni l'autre, ils rentrent dans la foule des individus.... La révolution a jeté entre la France et les Bourbons un mur de diamant.... L'instabilité du gouvernement au milieu des triomphes de la république flattait encore les espérances des Bourbons; mais aujourd'hui que la dignité impériale est élevée sur les ruines de la monarchie, que tous les intérêts nouveaux ont un centre fixe, tout est fini pour les Bourbons. »

le roi de Prusse se hâta de le suivre; quant à la cour de Vienne, quoiqu'elle fût déjà liée au cabinet britannique par des promesses, elle en fit autant dès que François II eut érigé lui-même ses états héréditaires en *empire d'Autriche*, « pour garder, disait-il, la parité avec la nouvelle maison de France, et se mettre au niveau des principaux monarques de l'Europe pour ce qui regarde les titres » (1804, 10 août).

La Russie cherchait des prétextes de guerre : elle avait pris le deuil pour la mort du duc d'Enghien, notifié à la diète de Ratisbonne qu'elle regardait la violation du territoire badois comme une « attaque criminelle contre le droit des nations, » et entamé à ce sujet, avec Napoléon, une discussion qui présageait une rupture. De sa pitié pour un prince mis à mort, de sa sollicitude pour un territoire violé, elle passa bientôt à demander l'évacuation du Hanovre et du royaume de Naples, le rétablissement du roi de Sardaigne, etc. Enfin elle rappela son ambassadeur (18 août). Le roi de Suède, Gustave IV, s'était fait, comme son prédécesseur, le champion des idées dynastiques; il rompit insolemment avec *M. Bonaparte*, et signa avec le cabinet britannique un traité de subsides et de commerce (7 sept.). En Angleterre, la rupture du traité d'Amiens avait entraîné naturellement la chute du ministère Addington (12 mai); Pitt et les plus ardents torys, « maintenant que la nation s'était passé le caprice de la paix, » reprirent la direction des affaires; alors les négociations avec la Russie, l'Autriche et la Prusse furent poussées avec vigueur pour soulever à la fois toute l'Europe, en finir avec cette révolution « qui n'avait pas changé d'esprit parce qu'elle avait changé de costume, » et rendre la *sécurité* au monde. En même temps, la guerre prit un caractère de violence extrême : un acte du conseil déclara en état de blocus les ports français de Fécamp à Ostende; un brigandage inouï força l'Espagne, dont l'Angleterre avait reconnu la neutralité, à se déclarer ennemie : quatre galions qui portaient 32 millions de piastres furent attaqués par une escadre anglaise, enlevés et conduits à Londres, à l'exception d'un seul qui périt dans le combat (5 oct.). Il y eut un cri d'horreur dans le parlement « pour ces trois cents victimes assassinées en pleine paix, à cause de l'avidité anglaise pour les piastres espagnoles; » mais Pitt n'y répondit qu'en donnant « l'ordre de couler bas tous les navires espagnols au-dessous de cent tonneaux, d'envoyer les autres à Malte, et d'incendier les rades et les ports de l'Espagne. » La nation espagnole, indignée, mais tombée dans la plus grande faiblesse sous un gouvernement honteux, demanda la guerre à grands cris, et le prince de la Paix

signa avec la France un traité d'alliance qui mit à sa disposition trente vraisseaux de ligne (1804, 12 déc.).

Cependant Napoléon continuait ses apprêts menaçants contre l'Angleterre : sept camps avaient été formés sur les côtes de la Manche, où vinrent s'amalgamer les différentes armées de la république pour y prendre cette unité d'esprit et de manœuvres qui leur fit faire tant de prodiges, pour y devenir cette *grande armée* qui conquit l'Europe. Dix-huit cents bâtiments de la flottille étaient déjà construits, sur lesquels cent vingt mille hommes pouvaient être embarqués en trente heures; tous les efforts des Anglais pour empêcher leur réunion, bombardements, brûlots, combats, avaient échoué; nos bateaux, armés de pièces de gros calibre et tirant à fleur d'eau, voltigeaient inaperçus autour des vaisseaux de ligne, en n'offrant à leurs coups qu'un but très-exigu et toujours mobile. L'Empereur vint inaugurer sa dignité nouvelle au milieu de ses soldats (19 août); il fit la première distribution des croix de la Légion-d'Honneur dans une cérémonie imposante qui excita le plus vif enthousiasme; il inspecta tous les travaux, fit répéter toutes les manœuvres d'embarquement, et assista à plusieurs combats de la flottille contre les escadres anglaises, dans l'un desquels cent quarante-six bateaux plats et chaloupes canonnières battirent quatorze vaisseaux de ligne. L'Angleterre crut le moment de l'invasion arrivé et elle couvrit la Manche de ses vaisseaux, arma toutes ses milices, garnit toutes ses côtes. Mais l'Empereur ne songeait pas à livrer une bataille navale avec deux mille *coquilles de noix* contre deux cents bâtiments de haut-bord; c'était avec des vaisseaux qu'il voulait ouvrir la Manche à sa flottille; et « pendant que tout le monde avait les yeux sur les bateaux plats, pendant que l'ennemi croyait qu'il se proposait de passer de vive force par la seule force militaire de sa flottille, « pendant qu'on oubliait les vaisseaux de la France disséminés et immobiles dans nos ports à de grandes distances, il travaillait avec une activité prodigieuse à se donner une flotte; il excitait l'ardeur des marines espagnole et hollandaise : il formait un plan de campagne maritime qui est l'un des plus grands efforts de ce génie entreprenant; plan très-compliqué, mais dont toutes les parties étaient combinées de manière à ne laisser que peu de chances à la fortune. « Que nous soyons maîtres du détroit pendant six heures, écrivait-il à Latouche-Tréville, marin aussi habile qu'audacieux, à qui il réservait le commandement de sa flotte, et nous serons les maîtres du monde. »

§ II. Sacre de l'Empereur. — Cour impériale. — Propositions de paix. — Création du royaume d'Italie. — Réunion de Gênes.

— Tout cela demandait du temps; et Napoléon, voyant qu'il fallait remettre l'invasion à l'année suivante, chercha à consolider son pouvoir à l'intérieur, et à prendre à l'extérieur une position de plus en plus redoutable. L'établissement de l'empire avait été soumis à la sanction du peuple, et sur trois millions cinq cent vingt-quatre mille deux cent cinquante-quatre votants, il n'y avait eu que deux mille cinq cent soixante-dix-neuf opposants. Mais l'élection populaire parut insuffisante à Napoléon : il chercha à légitimer son pouvoir dans un ordre d'idées différent de son origine, et pour donner à son titre, aux yeux des rois de l'Europe, une sanction divine, il résolut de renouveler les cérémonies du sacre et du couronnement. Le pape consentit à venir en France pour donner au nouveau Charlemagne l'onction sainte, et il fut accueilli avec un respect qui le remplit de joie et d'étonnement. La cérémonie se fit dans l'église Notre-Dame avec une pompe et une magnificence qui surpassèrent tout ce que rappelait l'histoire moderne (1804, 4 déc.); mais elle trouva le peuple froid et étonné à la vue de tous ces chambellans, de ces costumes dorés, de cet éclat de théâtre, si étrangers à ses habitudes républicaines. Napoléon avait renouvelé les dignités, l'étiquette, les noms de l'ancienne cour : il avait un grand-aumônier, le cardinal Fesch; un grand-chambellan, Talleyrand; un grand-maréchal du palais, Duroc; un grand-maître des cérémonies, Ségur; un grand-veneur, Berthier; un grand-écuyer, Caulaincourt; il appelait les Français *mes sujets*, *mes peuples*; il avait donné à ses frères, ces particuliers inconnus, métamorphosés en *princes français*, les priviléges, les honneurs et les attributions des anciens princes. Tout cela fut une grande faute. Le peuple avait salué d'acclamations l'Empereur avec sa dignité militaire, républicaine, nouvelle, qui ne rappelait rien de l'ancien régime; mais il vit avec douleur la cohue d'altesses et de valets qui allait le séparer de son chef; il se moqua de ces acteurs qui jouaient un rôle; il regretta les millions dont il fallut payer cette cour aussi glaciale que magnifique. Le passage de la république à l'Empire lui avait été signalé par un immense changement financier fait contre les pauvres en faveur des riches : l'Assemblée constituante avait aboli les impôts indirects sur les objets de consommation, la Convention et le Directoire avaient déclaré que le luxe et la richesse doivent seuls l'impôt; l'Empire crut que l'impôt le plus légitime était celui qui produisait le revenu le plus sûr, et il dégreva la contribution foncière pour établir, sous le nom de *droits réunis*, des impôts odieux sur les boissons, le sel et le tabac.

En rétablissant toutes les choses de la monarchie, en affectant de

se montrer comme l'un d'eux aux rois étrangers, Napoléon voulait amener ses ennemis à la paix, en leur faisant voir que le nouvel ordre de choses était aussi peu redoutable pour l'ancienne Europe qu'il était indestructible. Ce fut dans cette pensée qu'il écrivit directement au roi d'Angleterre pour le conjurer de « mettre fin à une guerre sans utilité et sans but, où les deux nations usent leur prospérité (1805, 2 janv.). » On lui répondit par un refus, en lui disant que « la paix ne pouvait être atteinte que par des arrangements qui pussent prévenir le renouvellement des dangers et des malheurs dans lesquels l'Europe s'est trouvée enveloppée. » Trois jours après, le cabinet britannique expliqua ces arrangements dans une note secrète envoyée en Russie, et qui fut la base du traité de coalition : « Il faut faire rentrer la France dans ses anciennes limites; ce but doit être atteint sans modification ni restriction : rien de moins ne saurait satisfaire nos vues. » L'illustre Fox, « cet ornement de l'humanité, » témoigna dans le parlement son indignation contre la persistance du ministère à tromper la nation : « Nous sommes engagés dans la lutte, dit-il, par un orgueil mal entendu et une avidité de domination que nous devrions au moins dissimuler. » Et il déclara que « l'oligarchie européenne s'était liguée pour maintenir les peuples dans un état stationnaire, et s'opposer à toute amélioration de l'ordre social. » Mais ces paroles furent perdues. Il ne resta à Napoléon d'espoir de dominer les haines de l'Angleterre que par des victoires, la défaite de tous ses alliés, la conquête du continent. C'est ainsi qu'il fut amené à des usurpations sur les états voisins, pour consolider sa position extérieure; et sa réponse aux refus de l'implacable Pitt fut un changement de constitution en Hollande, la formation du royaume d'Italie et la réunion de Gênes à l'empire français.

En Hollande, le corps législatif fut réduit à vingt membres, et le pouvoir exécutif confié à un *grand-pensionnaire* à vie; dignité qui rappelait les beaux temps des Provinces-Unies, et qui fut donnée à Schimmelpeninck, homme tout dévoué à la France (1805, 30 mai). Cette nouvelle constitution n'était encore que du provisoire. En Italie, on alla plus franchement au but. Une consulte extraordinaire changea la république en royaume, et appela au trône Napoléon, mais sous la condition que la couronne d'Italie ne pourrait être réunie à celle de France que sur sa tête, à l'exclusion de tous ses successeurs. L'Empereur accepta, et, pour exciter l'esprit national des Italiens, effrayer l'Autriche et inspirer à l'Angleterre une sécurité trompeuse sur ses projets maritimes, il alla se faire couronner à Milan (26 mai). La cérémonie excita le plus vif enthousiasme dans

ce beau pays, qui, pour la première fois depuis des siècles, se voyait réuni en corps de nation, et jouissait du gouvernement le plus juste et le plus éclairé qu'il eût jamais connu. Napoléon confia la vice-royauté à Eugène Beauharnais, à qui il destinait dans l'avenir la couronne d'Italie; il modifia la constitution et introduisit dans le royaume le code civil, le système monétaire, le concordat et l'organisation administrative de la France; il ordonna d'immenses travaux, des routes, des canaux, des ponts, des fortifications; enfin il fit des règlements sur tous les objets, chefs-d'œuvre de sagesse, qui ont laissé des souvenirs impérissables et qui témoignent la profonde affection qu'il portait à ce pays, le pays de ses pères, dont, enfant, il avait parlé la langue, pour lequel il rêvait une grande destinée : « Depuis la première fois que j'ai paru dans ces contrées, disait-il, j'ai toujours eu la pensée de créer indépendante et libre la nation italienne. — Les réunions à l'empire de diverses parties de la Péninsule n'étaient que temporaires, disait-il plus tard; elles n'avaient pour but que de rompre les barrières qui séparaient les peuples, et d'accélérer leur éducation pour opérer ensuite leur fusion. J'aurais rendu l'indépendance et l'unité à la presqu'île entière. » C'était la pensée qui avait inspiré la réunion du Piémont, « tête de pont contre l'Autriche, » que la république Italienne n'aurait pu défendre; ce fut la pensée qui inspira la réunion de la Ligurie, position maritime bloquée sans cesse par les flottes anglaises, qui n'avait plus que l'isolement dans son indépendance. Le sénat génois vint à Milan supplier Napoléon de « réunir à son empire cette Ligurie, premier théâtre de ses victoires (1805, 4 juin). » L'Empereur répondit que « le droit des gens des Anglais rendant impossible l'existence de Gênes indépendante, elle devait, en prenant le pavillon français, se mettre à l'abri de ce honteux esclavage dont il souffrait malgré lui l'existence envers les puissances faibles, mais dont il saurait toujours garantir ses sujets. » Il alla à Gênes, et y fut reçu avec des fêtes qui semblèrent un troisième couronnement. La république Ligurienne forma trois départements et la vingt-huitième division militaire.

§ III. Plan de campagne maritime. — Combat du cap Finistère. — Entrée de Villeneuve a Cadix. — Napoléon, en paraissant occupé uniquement de l'Italie, avait détourné de l'Océan les regards de l'Europe, et laissé croire, même à la France, que ses apprêts d'invasion en Angleterre n'étaient qu'un épouvantail; mais pendant ce temps il ne pensait qu'à sa « grande affaire; » il avait avec le ministre de la marine Decrès, qui seul possédait son secret, une correspondance de tous les instants; il combinait son plan de cam-

pagne dans les plus chétifs détails, calculait toutes les chances, prévoyait tous les obstacles, se croyait assuré du succès : « Je ne sais, en vérité, écrivait-il, quelle espèce de précaution l'Angleterre peut prendre pour se mettre à l'abri de la terrible chance qu'elle court... Voilà le chef-d'œuvre de la flottille : elle coûte de l'argent, mais il ne faut être maître de la mer que six heures pour que l'Angleterre cesse d'exister. » Pendant que du Texel à Boulogne la flottille était disposée pour transporter la grande armée, trois flottes se rassemblaient, à Toulon, à Rochefort, à Brest : la première, sous Villeneuve, de onze vaisseaux et huit frégates, portant huit mille hommes; la deuxième, sous Missiessy, de six vaisseaux et quatre frégates, portant six mille hommes; la troisième, sous Gantheaume, de vingt vaisseaux et quinze autres bâtiments, portant vingt-deux mille hommes; enfin trente vaisseaux espagnols étaient au Ferrol et à Cadix. Les trois flottes françaises eurent ordre de mettre à la voile, de courir sur les Antilles et d'y jeter des renforts; là elles devaient recevoir des instructions pour se réunir et revenir en Europe, pendant que les Anglais, alarmés pour leurs diverses possessions par la sortie subite de ces trois flottes, lanceraient de toutes parts des escadres à leur poursuite et laisseraient ainsi la Manche libre. L'Angleterre avait huit flottes en mer : trois sur les côtes britanniques; une devant Brest, commandée par Cornwallis; deux dans le golfe de Biscaye; une devant Cadix; une devant Toulon, commandée par Nelson.

Missiessy partit : il débarqua des renforts à la Martinique, surprit la Dominique, ravagea Newis, Saint-Christophe, Monserrat, arriva devant Santo-Domingo (1805, 11 janv.). Cette place appartenait encore à la France; le général Ferrand, avec deux mille cinq cents hommes, s'y défendait contre vingt mille noirs commandés par Dessalines; l'approche de l'escadre française fit lever le siége. Missiessy, n'ayant aucune nouvelle de ses deux collègues, revint à Rochefort, chargé de dépouilles, après quatre mois d'une croisière toujours heureuse, mais dont la rapidité même fit en partie manquer le plan de Napoléon (20 mai). Villeneuve et Gantheaume étaient sortis de leurs ports; mais battus par les tempêtes, ils furent contraints d'y rentrer, et ce ne fut qu'après avoir perdu plus de deux mois, et sur les ordres réitérés de l'Empereur, qu'ils remirent à la voile. Gantheaume rencontra la flotte anglaise de Cornwallis, rentra à Brest, et y fut étroitement bloqué (30 mars). Villeneuve trompa la vigilance de Nelson, rallia à Cadix sept vaisseaux espagnols, et, après beaucoup d'irrésolutions, arriva aux Antilles, pendant que l'amiral anglais le cherchait dans les eaux de l'Égypte.

Là, il apprit, par deux vaisseaux envoyés à sa suite, que Missiessy était reparti, que Gantheaume ne pouvait le joindre, et il reçut de Napoléon des instructions définitives : il devait se rendre de la Martinique à la Corogne, y rallier quatorze vaisseaux franco-espagnols, se joindre à Rochefort à l'escadre de Missiessy, débloquer Gantheaume à Brest, prendre le commandement suprême, et, avec soixante vaisseaux, entrer dans la Manche, où les Anglais n'en avaient pas cinquante, et où il fallait être maître de la mer pendant trois jours seulement pour que la flottille jetât cent cinquante mille hommes en Angleterre. Ce plan admirable, qui déroutait toutes les combinaisons des Anglais, demandait un marin d'audace et d'exécution ; « mais, dit Napoléon, j'ai passé tout mon temps à chercher l'homme de la marine, sans avoir jamais rien pu rencontrer. » Latouche-Tréville était mort : Decrès le fit remplacer par son ami Villeneuve ; mais ce malencontreux marin d'Aboukir ne comprit ni la grandeur de sa mission, ni même le but de ses instructions : il se dirigea sur le Ferrol avec beaucoup de lenteur, en s'amusant à capturer des vaisseaux de commerce.

Nelson l'avait cherché inutilement par toute la Méditerranée ; alors il courut aux Antilles, fouilla partout et apprit enfin son départ. Aussitôt, soupçonnant le plan de Napoléon, il avertit l'amirauté britannique, revint en Europe, devança la flotte française sans la voir, courut à Gibraltar, chercha dans tout le golfe de Gascogne, et alla jusqu'en Irlande. L'amirauté fit ce que l'Empereur avait voulu faire : elle ordonna à la flotte de Nelson d'aller renforcer celle de Brest, et à l'escadre qui croisait devant Rochefort d'aller joindre celle du Ferrol, que commandait Calder. Celui-ci, ayant alors quinze vaisseaux et trois frégates, rencontra Villeneuve, qui avait dix-neuf vaisseaux et huit frégates, près du cap Finistère : un combat s'engagea où les deux amiraux s'attribuèrent la victoire, mais qui n'eut aucun résultat (1805, 22 juillet). Deux vaisseaux espagnols s'égarèrent et furent pris ; trois autres furent laissés à Vigo ; Villeneuve en rallia seize à la Corogne, ce qui porta sa flotte à trente et un ; mais au lieu de suivre ses instructions et de se porter au-devant de l'escadre de Rochefort, qui le cherchait alors à Vigo, il s'en alla au Ferrol, y resta immobile, et s'y laissa honteusement bloquer par vingt vaisseaux, sans même songer à l'escadre de Rochefort, qui resta aventurée en pleine mer.

Pendant ce temps, la flottille achevait de se concentrer : l'aile gauche, formée en Hollande et commandée par l'amiral Verhuell, atteignit Boulogne, en livrant depuis Flessingue des combats con-

tinuels à la flotte anglaise, qui lança contre elle jusqu'à quatre-vingt-quinze brûlots et fut définitivement battue. Napoléon était revenu d'Italie, plein d'inquiétude sur Villeneuve, assuré d'une coalition nouvelle, voyant les Autrichiens qui se concentraient déjà sur l'Inn et sur l'Adige : il partit de Paris, visita une dernière fois la flottille, qui comptait deux mille deux cent quatre-vingt-treize bâtiments armés de cinq mille canons, passa en revue la grande armée, qui était forte de cent soixante-seize mille hommes, de quatorze mille chevaux et de cinq cent soixante-douze canons ; enfin fit préparer des masses de munitions et de vivres, quatorze millions de cartouches, quatre millions de rations de biscuit, etc. (1805, 2 août). Tout était prêt : on n'attendait plus que Villeneuve, quand on apprit l'entrée de l'amiral au Ferrol. Napoléon fut consterné : tant d'efforts, tant de dépenses, tant de travaux inutiles ! un plan qui renfermait l'avenir du monde, la liberté des mers, la grandeur éternelle de la France, perdu faute d'un homme ! Dans son désespoir, il porta toute sa pensée sur le continent, et, ne pouvant plus étreindre l'Angleterre que dans ses stipendiés, il dicta tout d'un jet, et dans l'inspiration de la colère, un plan de campagne contre l'Autriche : « L'ordre des marches, dit Daru qui était son secrétaire, leur durée, les lieux de convergence et de réunion des colonnes, les surprises et les attaques de vive force, les mouvements divers de l'ennemi, tout fut prévu, la victoire assurée dans toutes les hypothèses. Telles étaient la justesse et la vaste prévoyance de ce plan, que sur une ligne de départ de deux cents lieues, des lignes d'opérations de trois cents lieues de longueur furent suivies d'après les indications primitives, jour par jour, lieue par lieue, jusqu'à Munich. Au delà de cette capitale, les époques seules éprouvèrent quelque altération, mais les lieux furent atteints, et l'ensemble du plan fut couronné d'un plein succès. »

Cependant tout n'était pas encore perdu sur la mer : l'Empereur ordonna à Villeneuve de sortir du Ferrol et de cingler sur Brest, où Gantheaume devait livrer bataille pour se joindre à lui. « S'il reste trois jours de plus au Ferrol, dit-il, c'est le dernier des hommes. » Villeneuve sortit, mais il perdit la tête, et, pour éviter une bataille avec trente-trois vaisseaux contre vingt, il s'en alla forcer la croisière anglaise de Cadix et se réfugia dans ce port, où il fut bientôt bloqué par les flottes réunies de Collingwood et de Calder, dont Nelson vint prendre le commandement (1805, 21 août).

A ce dernier coup, Napoléon ordonna de lever les camps:

c'était l'Autriche qui allait payer pour l'Angleterre. En vingt-quatre heures tous les corps d'armée firent demi-tour à droite, et les sept *torrents* se précipitèrent sur l'Allemagne.

§ IV. Troisième coalition. — Entrée des Autrichiens en Bavière. — Cinq mois avant cet événement, les deux grandes ennemies de la France et de la révolution, l'Angleterre et la Russie, après deux années de négociations, avaient conclu un traité d'alliance (11 avril) dans lequel se dévoile la pensée secrète des aristocraties européennes, le but qu'elles poursuivirent sans relâche malgré leurs serments contraires, le plan de campagne dans lequel elles persistèrent pendant vingt ans, malgré leurs continuelles défaites. Ce fut la base de toutes les coalitions faites jusqu'en 1814, époque où le traité fut enfin exécuté. Les deux puissances s'engageaient à fomenter une ligue générale de l'Europe pour délivrer le Hanovre et Naples, rendre l'indépendance à la Suisse et à la Hollande, faire rentrer la France dans ses anciennes limites; elles devaient rétablir le roi de Sardaigne dans la possession du Piémont, de Nice, de la Savoie, en lui donnant Gênes et Lyon, « s'il était possible; » réunir la Belgique à la Hollande, et en faire un royaume pour le prince d'Orange; donner la Lombardie à l'Autriche; elles promettaient de ne garder aucune conquête pour elles-mêmes, mais de « réunir, à la fin de la guerre, un congrès général pour discuter et fixer le code des nations sur une base déterminée, » et d'en garantir l'exécution par l'établissement d'un système fédératif des états européens. Le résultat devait être, sous ces apparences de modération et de dévouement au bien général, d'isoler la France de l'Europe, de donner à l'Angleterre la domination des mers, à la Russie le protectorat du continent. Il fut convenu que la coalition mettrait sur pied cinq cent mille hommes, sans compter les troupes maritimes, et que l'Angleterre payerait à chaque puissance coalisée un subside annuel de 15,000 livres sterling par dix mille hommes. Mais celle-ci, à qui son argent donnait en quelque sorte la dictature de la coalition, et qui payait le continent pour qu'il attirât sur lui les coups dirigés sur elle, ne fournit pas ses guinées sans précaution et sans intérêt: des agents anglais étaient chargés de surveiller les opérations des armées, pour qu'elle pût compter ses morts avant de solder ses comptes, et vérifier si les rois avaient légitimement gagné leurs subsides; des avantages commerciaux et des entrepôts lui furent assurés dans tous les pays coalisés, par lesquels elle recouvrait avec usure l'argent donné par elle; toutes ses prétentions sur les mers furent reconnues.

La coalition se fortifia ouvertement du roi de Suède, secrètement du roi de Naples. L'Autriche, que la formation du royaume d'Italie avait profondément irritée, avait déjà fait son accord particulier avec la Russie, et l'on stipula dans le traité sa part de subsides et son contingent; mais elle n'était pas encore prête et n'osa se déclarer. La Prusse changeait chaque jour de résolution; son intérêt la portait vers la France; sa passion, contre elle : elle offrit d'abord son alliance à Napoléon, moyennant la cession du Hanovre; puis, ébranlée par l'attitude de la coalition, elle promit seulement sa neutralité, en se chargeant de prendre le Hanovre en dépôt. Elle voulait tromper les deux partis et profiter de la guerre en se joignant au plus fort contre le plus faible; mais elle fut la victime de ses tergiversations et de ses perfidies.

Le plan de campagne fut arrêté : l'Autriche devait porter ses armées en Italie, dans le Tyrol, sur l'Inn; une première armée russe devait se joindre à l'armée de l'Inn, pour envahir la France; une deuxième devait se joindre aux Anglais et débarquer à Naples; une troisième devait se joindre aux Suédois et débarquer en Poméranie; une quatrième se rassemblait en Pologne pour menacer et entraîner la Prusse. Toutes ces troupes se mirent en mouvement.

Napoléon demanda des explications à l'Autriche, qui se plaignit des agrandissements continuels de la France et surtout de la réunion de Gênes, violation manifeste du traité de Lunéville (1805, 24 juillet). C'était le grief que la coalition mettait en avant, quoiqu'elle eût signé son traité du 11 avril deux mois avant la réunion de Gênes. Mais pendant que l'Autriche faisait des protestations pacifiques et offrait hypocritement sa médiation, elle se recommandait à la « générosité du roi d'Angleterre, » pour avoir une augmentation de subsides, cause unique de ses retards; elle adhérait formellement à la coalition; enfin elle rassemblait cent mille hommes en Italie, sous l'archiduc Charles; quarante mille dans le Tyrol, sous l'archiduc Jean; quatre-vingt-dix mille sur l'Inn, sous l'archiduc Ferdinand, que dirigeait le maréchal Mack (9 août). Elle espérait surprendre Napoléon, conquérir la Lombardie, entraîner la Bavière, le Wurtemberg et Bade dans la coalition, et attendre sur le Rhin l'arrivée des Russes.

Napoléon avait tout prévu; il avait résolu de rester sur la défensive en Italie, et de prendre l'offensive en Allemagne; mais pour cela il lui fallait l'alliance des électeurs, devenus des princes importants depuis le règlement des indemnités, et qui ne pouvaient plus, comme dans les deux premières coalitions, se sacrifier sans

raison aux intérêts de l'Autriche. De leur résolution dépendait le sort de la campagne. Il leur offrit des agrandissements, leur promit de les affranchir de toute sujétion envers l'empereur, les anima contre l'Autriche, « qui trahissait l'Europe en immisçant les hordes asiatiques dans nos débats. » Les électeurs de Bade et de Wurtemberg penchaient pour la coalition; mais ils voyaient leurs états émus par les idées françaises et des désirs d'indépendance; ils étaient à la merci de la France par leur voisinage du Rhin : ils protestèrent de leur neutralité. L'électeur de Bavière, après avoir vainement supplié l'empereur François de le laisser neutre, se souvint des vieilles alliances de sa maison avec la France, et il s'engagea envers Napoléon, si son territoire était violé, à se réfugier à Wurtzbourg avec son armée, et à se joindre aux Français. En effet, les Autrichiens, sur les demandes instantes de l'Angleterre, qui voyait la grande armée prête à s'embarquer, passèrent l'Inn, et se répandirent dans la Bavière, dans l'espoir de couper l'armée électorale et de se porter sur le Rhin avant que Napoléon eût levé le camp de Boulogne (9 septemb.). Aussitôt l'électeur abandonna sa capitale, se réfugia à Wurtzbourg avec vingt-cinq mille hommes, et signa son traité d'alliance avec la France. La cour de Vienne fut désappointée; mais Mack n'en continua pas moins sa marche insensée à travers la Bavière; il s'empara d'Ulm, se posta dans le défilé du haut Danube, et s'y fortifia, en attendant tranquillement l'arrivée des Russes, qui étaient encore en Moravie. L'Angleterre était sauvée; car Villeneuve était entré à Cadix, et la menace suspendue sur elle depuis deux ans s'écoulait vers l'Allemagne.

§ V. Marche de la grande armée. — Combats de Wertingen et d'Elchingen. — Capitulation d'Ulm. — Pendant que les sept corps de la grande armée se dirigeaient, à marches forcées et par des routes parallèles, dans le bassin du Rhin, Napoléon, après avoir fait rentrer la flottille dans les ports et laissé deux camps de réserve pour la garder, était revenu à Paris. Il envoya Masséna prendre le commandement de l'armée d'Italie, forte seulement de cinquante mille hommes, et il le fit soutenir par le corps de Saint-Cyr, qui évacua le territoire napolitain après que le roi de Naples eut signé avec la France un traité de neutralité par lequel il s'engageait à repousser tout débarquement de troupes étrangères (24 sept.). Il fit décréter par le Sénat une levée de quatre-vingt mille hommes et la mise en activité des conscrits des années précédentes, usurpation nouvelle sur les droits du Corps législatif, qui passa dès lors en usage (23 sept.). Il réorganisa la garde nationale, oubliée depuis le 13 vendémiaire, mais en lui donnant des bases

aristocratiques, en la mettant sous la main du pouvoir, en la chargeant principalement de la garde des frontières. Enfin il laissa le gouvernement à Joseph, en l'assistant de Fouché, chargé en réalité de tout l'intérieur comme ministre de la police, et il rejoignit son armée, qui avait déjà passé le Rhin (24 sept.).

Le premier corps, commandé par Bernadotte, avait évacué le Hanovre en laissant garnison dans Hameln, et s'était dirigé sur Wurtzbourg, où il se joignit aux Bavarois; le deuxième, sous Marmont, était parti de Zeist en Hollande, et s'était dirigé sur Mayence; les troisième, quatrième, cinquième, sixième et la réserve de cavalerie, sous Davoust, Soult, Lannes, Ney, Murat, s'étaient dirigés du camp de Boulogne sur le Rhin, depuis Manheim jusqu'à Strasbourg. Le septième était parti de Brest, sous Augereau, et se dirigeait sur Huningue pour servir de corps de réserve. Tout cela formait cent soixante mille hommes sans les Bavarois. Murat et Lannes passèrent le fleuve à Kehl, et menacèrent les débouchés de la Forêt-Noire, pour servir de pivot à Ney, Soult et Davoust, et masquer leur mouvement (25 sept.). Le lendemain, Ney passa près de Lauterbourg, Soult à Spire, Davoust à Manheim : tous trois marchèrent sur le Necker, et déterminèrent les électeurs de Bade et de Wurtemberg à signer un traité d'alliance qui donna à l'Empereur seize mille hommes pour garder ses communications. En même temps Marmont passa à Mayence et se porta à Wurtzbourg, où il se joignit à Bernadotte; de sorte qu'en deux jours cent quatre-vingt mille hommes s'étaient échelonnés de Kehl à Wurtzbourg, sur le flanc droit des Autrichiens, lesquels faisaient encore face, dans la Forêt-Noire, à Lannes et à Murat, pendant que ceux-ci filaient à leur tour sur Stuttgard, où ils se joignirent à Ney.

Mack ne comprit rien à ce large mouvement : croyant, à cause de la concentration de Ney, Lannes et Murat à Stuttgard, que les Français voulaient déboucher sur le Danube par le haut Necker, il replia ses postes et fit un changement de front, la gauche en avant, de telle sorte que sa droite était à Rain, presque isolée de lui, son centre à Gunzbourg, et sa gauche à Ulm. Mais le plan de Napoléon était de l'assaillir à revers en débouchant au delà de sa droite, de le séparer à jamais des Russes, et de le prendre ou détruire dans le défilé où il s'était si absurdement enfermé. En conséquence, Bernadotte et Marmont se dirigèrent par Anspach sur Ingolstadt; Davoust, par Œttingen sur Neubourg; Soult, Lannes et Murat, par Nordlingen sur Donauwerth. Tous ces corps franchirent le Danube : ils avaient pivoté sur Ney, qui, seul en vue de

l'ennemi, les masquait tous en marchant lentement de Stuttgard par Heidenheim sur Albeck, où il prit une position très-hardie en face d'Ulm, position sur laquelle reposait tout le succès de la grande manœuvre de l'Empereur. Bernadotte se jeta sur la route de Munich; Marmont, Davoust et Soult sur Augsbourg; Lannes et Murat remontèrent la rive droite du Danube, coupèrent d'Ulm la droite de l'armée autrichienne, commandée par Kienmayer, et la forcèrent à s'enfuir par Munich sur l'Inn; puis ils rencontrèrent, à Wertingen, un corps détaché d'Ulm pour joindre la droite, et ils le mirent en déroute (1805, 8 octob.). Mack, épouvanté, fit un changement de front en arrière, la gauche à Ulm, le centre sur l'Iller, la droite à Memmingen. Ainsi il se trouvait, comme Mélas à Marengo, le dos à la France et la face à Vienne, pendant que les Français, établis sur sa ligne d'opérations et maîtres de la rive droite du Danube, avaient le dos à Vienne et la face à la France. Napoléon dirigea Bernadotte et Davoust sur l'Inn pour suivre Kienmayer et tenir tête aux Russes, qui arrivaient alors à Lintz; il se porta en avant avec Marmont, Lannes et Murat, pour faire l'investissement d'Ulm; il dirigea Soult sur Memmingen pour déborder la droite ennemie et couper la route du Tyrol; enfin il ordonna à Ney, resté sur la rive gauche du Danube avec quarante mille hommes, de resserrer Ulm et de se lier à lui en s'emparant de Gunzbourg. Mack, désespérant de forcer le demi-cercle de fer qui se formait devant lui, chercha à le tourner par les extrémités : Jellachich, avec dix mille hommes, sortit par la rive droite, chercha inutilement à sauver Memmingen, et s'enfuit dans le Vorarlberg. Ferdinand, avec vingt-cinq mille hommes, sortit par la rive gauche pour ouvrir la route de Nordlingen et de la Bohême. Ney gardait cette route; mais, pour s'emparer de Gunzbourg, il n'avait laissé que la division Dupont à Albeck. Celle-ci, assaillie par des forces triples, fit une résistance héroïque et força Ferdinand à rétrograder; mais elle ne put l'empêcher de s'emparer des hauteurs d'Elchingen, où il coupait en deux le corps de Ney et pouvait masquer la retraite de Mack. Napoléon ordonna à Ney d'enlever ces hauteurs formidables, qui étaient défendues par quinze mille hommes et quarante canons : de cette affaire dépendait la ruine de l'ennemi, investi de tous les autres côtés. Après un combat acharné, Ney enleva Elchingen, fit perdre aux Autrichiens trois mille hommes et vingt canons, et coupa définitivement Mack de Ferdinand (14 octob.). Celui-ci, avec deux divisions et la cavalerie, se jeta sur la route d'Albeck, et, malgré Dupont, parvint à s'échapper; mais Murat se lança à sa poursuite.

L'investissement d'Ulm fut complété. Après un dernier combat, Mack rentra dans la ville et fut sommé de se rendre. Napoléon lui fit dire que Munich était au pouvoir des Français, que les Russes étaient encore à Lintz, que Ferdinand était poursuivi par des forces supérieures, que, toute résistance étant impossible, il devait épargner à la ville les horreurs d'un assaut. Le malheureux maréchal capitula sous condition qu'il ne rendrait la place que dans huit jours (1805, 17 oct.). Bientôt l'on apprit qu'après plusieurs combats d'arrière-garde les divisions échappées d'Ulm, moins Ferdinand et deux mille cavaliers, avaient capitulé à Trochtelfingen (19 oct.). Sept mille Français avaient fait quarante-cinq lieues en cinq jours, pris ou tué vingt-deux mille hommes, enlevé cent trente canons et tous les bagages. Napoléon fit connaître ce résultat à Mack, qui perdit tout à fait la tête, et se rendit sur-le-champ avec trente-trois mille hommes, soixante canons et quarante drapeaux (20 oct.). C'était un événement unique dans les fastes de la guerre : une armée de quatre-vingt-cinq mille hommes avait été détruite sans qu'elle eût, pour ainsi dire, combattu, et sans que ses adversaires eussent perdu plus de trois mille hommes. Jamais la guerre ne s'était faite avec tant d'art et moins de sacrifices : aussi les soldats qui avaient exécuté cette grande manœuvre disaient : « L'Empereur a battu l'ennemi avec nos jambes, et non avec nos baïonnettes. »

§ VI. La Prusse se déclare contre Napoléon. — Combat de Diernstein. — Prise de Vienne. — Retraite des Russes en Moravie. — Pendant que la cour de Vienne, pleine de terreur, hâtait la marche des Russes et appelait à son secours l'armée d'Italie, un nouvel ennemi se déclarait contre la France et complétait la coalition. Les corps de Bernadotte et de Marmont, dans leur marche rapide de Wurtzbourg sur le Danube, avaient traversé le territoire prussien d'Anspach ; la cour de Berlin en témoigna la plus vive indignation, et se déclara libre de tout engagement envers la France. Le roi, dont le caractère était tout pacifique, et la bourgeoisie, qui était travaillée par les idées françaises, répugnaient à la guerre ; mais la noblesse, l'armée, la reine, les princes la demandaient à grands cris, disant que l'Autriche s'était sacrifiée pour l'Angleterre, que c'était à la Prusse à la sauver, que les soldats du grand Frédéric mettraient bientôt fin à la fortune et à la renommée des Français. Vainement Napoléon expliqua que le territoire d'Anspach avait été continuellement traversé, dans la dernière guerre, par les puissances belligérantes, qu'il était « impossible de penser que le passage par ces possessions, ouvert pour

tout le monde, dût être fermé seulement aux troupes françaises ; » qu'il était prêt à négocier avec la Prusse sur cet incident : on ne l'écouta pas. L'armée prussienne fut mobilisée, le Hanovre envahi au nom et pour le service de l'électeur-roi, la Silésie ouverte à la deuxième armée russe, enfin des négociations entamées avec l'Angleterre et la Russie. Le czar, plein de joie, accourut lui même à Berlin, et jura avec le roi de Prusse une amitié éternelle sur le tombeau du grand Frédéric. Cependant le désastre d'Ulm affaiblit quelque peu cette ardeur guerrière; mais les deux souverains n'en signèrent pas moins, à Potsdam, un traité d'alliance pour « rétablir l'équilibre européen, en offrant leur médiation armée; » seulement le roi de Prusse fit la réserve de n'agir que si Napoléon refusait de rendre l'indépendance à la Suisse et à la Hollande, et le Piémont au roi de Sardaigne (1805, 3 nov.). Le comte d'Haugwitz fut envoyé à l'Empereur pour lui signifier cet *ultimatum;* mais le cabinet prussien, avec sa duplicité ordinaire, voulut attendre les événements et ne faire la guerre qu'à coup sûr, et son envoyé n'arriva au quartier-général français qu'un mois après la signature du traité de Potsdam.

Napoléon vit qu'il fallait frapper un grand coup pour faire rentrer les Prussiens dans leur neûtralité, et il précipita la marche de tous ses corps sur l'Inn. L'armée russe, forte de quarante-cinq mille hommes et commandée par Kutusof, était arrivée à Braunau; mais, après avoir recueilli les débris de Kienmayer, elle rétrograda pour couvrir Vienne et donner le temps aux armées du Tyrol et d'Italie de venir la joindre. Ney, assisté du corps d'Augereau, qui venait d'entrer en ligne, resta en arrière pour conquérir le Tyrol, chasser l'archiduc Jean, et couvrir à la fois le flanc droit de l'armée d'Allemagne et le flanc gauche de l'armée d'Italie. Tous les autres corps passèrent l'Inn, qui ne fut pas défendu, même à Braunau, grande place bien approvisionnée, qui devint le dépôt général de l'armée française (28 oct.). Murat et Lannes, formant l'avant-garde, se jetèrent à la poursuite de l'ennemi; ils le battirent à Lambach, franchirent la Traun et l'Ens, le battirent encore à Amstetten, et ne lui laissèrent pas un moment de relâche. Davoust se dirigea dans les montagnes de Styrie, et écrasa à Mariazell le corps autrichien de Merfeld, qui flanquait les Russes dans ces montagnes; enfin Marmont remonta l'Ens, arriva dans le bassin de la Drave, à Léoben, et chercha à s'unir à Ney, en même temps qu'à empêcher l'armée autrichienne d'Italie de se porter sur le flanc droit de Napoléon. Kutusof, harassé, réduit à trente-cinq mille hommes, et voyant que les armées du Tyrol et d'Italie ne

pouvaient se réunir à lui, renonça à défendre Vienne, et franchit le Danube à Mautern, en détruisant le pont, pour aller en Moravie, au-devant de la deuxième armée russe. A peine était-il sur la rive gauche, qu'il fut tout à coup assailli par une division française : c'était la moitié d'un corps nouveau (le huitième), commandé par Mortier, qui devait observer la Bohême, où l'archiduc Ferdinand avait réuni dix-huit mille hommes, et inquiéter la retraite des Russes sur Vienne en coupant leur communication avec la Moravie. L'autre moitié était à une marche en arrière, et Mortier fut tout surpris de trouver les Russes sur la rive gauche : néanmoins il les poussa vivement jusqu'à Stein ; puis, voyant qu'il avait affaire à toute l'armée ennemie, il rétrograda sur Diernstein ; mais il trouva ce point occupé par quinze mille Russes que Kutusof avait envoyés pour le couper, et il se vit, avec huit mille hommes seulement, enveloppé par plus de trente mille dans un défilé et pendant la nuit. Il fit une résistance héroïque, et donna le temps à sa deuxième division d'accourir à Diernstein (1805, 11 nov.). Alors le corps russe qui occupait ce village fut pris entre deux feux ; les deux divisions lui passèrent sur le ventre pour se donner la main, et Kutusof se hâta de reprendre sa marche sur Hollabrunn.

La cour d'Autriche avait abandonné Vienne, et François s'était réfugié à Brunn, où il joignit le czar et la deuxième armée russe. La capitale ouvrit ses portes à l'approche des Français (15 nov.), et ceux-ci la traversèrent rapidement pour se porter sur le grand pont qui ouvrait les routes de la Moravie. Ce pont était miné et défendu par quatorze mille hommes ; mais Lannes et Murat s'en rendirent maîtres par ruse, et ils se lancèrent aussitôt sur la route de Korneubourg pour devancer Kutusof à Hollabrunn ; Soult les suivait ; Bernadotte avait passé le Danube à Mautern sur des bateaux et s'était mis à la queue des Russes ; Davoust gardait Vienne. Kutusof, se voyant sur le point d'être coupé, envoya un parlementaire à Murat au nom du czar, et conclut avec lui un armistice frauduleux dont il profita pour s'échapper. Lorsque Murat, détrompé et gourmandé par Napoléon, se remit en marche, il trouva à Hollabrunn une arrière-garde de dix mille Russes qui lui résista avec acharnement pendant douze heures, et Kutusof eut le temps d'arriver à Brunn (18 nov.). Alors les alliés comptèrent que la guerre allait prendre une nouvelle face : pendant que les armées russes et les débris autrichiens faisaient leur jonction à Brunn, l'archiduc Ferdinand insurgeait la Bohême et leur servait d'aile gauche, et l'archiduc Charles, repassant les Alpes, arrivait en Hongrie pour leur servir d'aile droite.

§ VII. Opérations en Italie et dans le Tyrol. — L'archiduc Charles, qui devait envahir le royaume italien dès que les Russes seraient arrivés sur l'Inn, avait été déconcerté par la marche rapide des Français sur le Danube; et Napoléon, dès ses premiers succès, avait ordonné à l'armée d'Italie de prendre l'offensive pour arrêter les renforts que le prince pouvait envoyer en Allemagne. En effet, Masséna attaqua le pont et la ville de Vérone (17 oct.), les enleva après un violent combat, passa l'Adige, et suivit l'archiduc, qui se fortifia à Caldiero. Là une bataille s'engagea, où les Autrichiens, après avoir perdu six mille hommes (30 oct.), se maintinrent dans leurs positions; mais le lendemain ils se mirent en retraite, et, la nouvelle du désastre d'Ulm leur étant arrivée, ils précipitèrent leur marche vers les Alpes, après avoir jeté garnison dans Venise. Masséna les poursuivit avec vigueur, enleva leurs arrière-gardes, mais il ne put les entamer sérieusement. L'archiduc, après un violent combat sur le Tagliamento, passa les Alpes Juliennes, se concentra à Laybach, et attendit, pour marcher au secours de Vienne, la jonction de l'armée du Tyrol. Masséna n'osa le suivre, à cause de l'arrivée d'une armée anglo-russe dans le royaume de Naples, et il se cantonna sur l'Isonzo, en occupant Palma-Nova et le col de Tarvis.

Gouvion Saint-Cyr, dès que le traité du 21 septembre eut été signé, s'était porté sur le Pô pour couvrir les derrières de Masséna, et avait été chargé du blocus de Venise. Mais alors la cour de Naples, dirigée par une reine insensée, appela les Anglo-Russes, mit à leur disposition vingt-cinq mille hommes, et menaça le territoire romain (19 nov.). Le vice-roi Eugène leva une armée italienne; et Saint-Cyr allait se porter sur Bologne, lorsqu'il fut contraint par les événements du Tyrol de s'arrêter sur la Brenta.

L'archiduc Jean, avec trente-cinq mille hommes, était resté spectateur inutile des événements qui se passaient sur l'Adige et sur le Danube : pressé par Ney, qui, après avoir enlevé Scharnitz par le coup de main le plus audacieux (7 nov.), entra à Inspruck, il se rejeta sur le Brenner pour se joindre à son frère Charles; mais déjà celui-ci était sur les Alpes Juliennes; alors il s'enfuit par le col de Toblach sur Klagenfurth. Par cette retraite, le corps de Jellachich, qui, échappé d'Ulm, s'était jeté dans le Vorarlberg, se trouva dans l'abandon; il fut poursuivi par Augereau, qui, après avoir enlevé Feldkirch, l'atteignit à Fussen : une moitié mit bas les armes (16 nov.); l'autre moitié, commandée par le prince de Rohan, chercha à joindre l'archiduc Jean, et passa le Brenner; puis, se voyant coupée de toutes parts, elle descendit l'Adige et

la Brenta dans l'espoir de gagner Venise; mais elle rencontra le corps de Saint-Cyr à Castel-Franco, et fut forcée de capituler (25 nov.).

Pendant ce temps l'archiduc Jean était menacé dans sa retraite par Ney qui occupait Brixen et Trente, par une brigade détachée de Masséna qui accourait sur Klagenfurt, enfin par le corps de Marmont qui atteignait alors Léoben : il échappa à leur poursuite et joignit Charles à Cilly. Les trois corps français se donnèrent la main à Klagenfurth; et alors l'armée de Masséna, dont une division occupait Trieste, fut considérée comme l'aile droite de la grande armée, dont l'aile gauche était alors à Brunn, et le centre occupait Vienne.

Les deux archiducs réunis cherchèrent à se rabattre sur Vienne pour se joindre aux Russes; mais Marmont, marchant par Bruck sur Gratz, les força à se diriger sur le Raab; Davoust s'empara de Presbourg, fit jurer à la diète de Hongrie de rester neutre, et se rabattit sur la March et Nikolsbourg pour couper aux archiducs la route de Brunn; enfin Masséna passa les Alpes, et suivit les Autrichiens sur le Raab.

§ VIII. Bataille d'Austerlitz. — Retraite des Russes. — Traité de Presbourg. — Pendant ce temps, Napoléon ayant réglé l'administration des pays conquis, levé sur eux une contribution de 100 millions et assuré sa ligne de retraite, s'était dirigé dans la Moravie. Murat et Lannes, au centre, étaient à Znaïm; Soult, à droite, marchait par Nikolsbourg; Bernadotte, à gauche, traversa la Bohême, y laissa les Bavarois pour contenir l'archiduc Ferdinand, et se rabattit sur Iglau; Mortier gardait Vienne. L'Empereur, avec Murat, Lannes et Soult, arriva près de Brunn, força les Russes à évacuer cette place et à se retirer sur Olmutz, enfin s'arrêta à Wischau pour donner quelque repos à ses troupes et dans l'espoir que l'ennemi lui livrerait bataille (1805, 20 nov.). En effet, sa position semblait hasardée et difficile : les deux empereurs, ayant maintenant une belle armée de quatre-vingt-dix mille hommes, avaient résolu de se porter entre la March et les Français, de les couper du Danube, et de se joindre à l'archiduc Charles, pendant que soixante mille Prussiens, qui marchaient sur la Bohême, se joindraient à Ferdinand pour fermer toute retraite à Napoléon. Les Russes étaient « impatients d'effacer les marques de la lâcheté des Autrichiens; » ils montraient tant d'orgueil et d'insolence, que Napoléon disait : « Ces gens-là sont fous! quels projets ont-ils donc? et que feraient-ils de la France si j'étais battu? »

En effet, ils prirent l'offensive, chassèrent nos avant-postes de Wischau, et quittèrent la route de Brunn pour se jeter sur Austerlitz, ce qui démasquait tout leur plan (27 nov.). Aussitôt Napoléon ordonna à Murat, Lannes et Soult de lever leurs cantonnements, à Bernadotte et à Davoust d'arriver à marches forcées. Cette retraite fut prise pour une fuite, et l'ennemi continua avec assurance son mouvement par la gauche pour couper aux Français les routes du Danube. Napoléon le laissa faire pour l'attirer sur le champ de bataille qu'il avait choisi (30 nov.) : il parut montrer de la crainte, il affecta d'entamer quelques négociations; enfin il abandonna les hauteurs de Pratzen, magnifique position où il s'était d'abord retranché et qu'il laissa occuper par l'ennemi : « Si je voulais l'empêcher de passer, disait-il, c'est ici que je me placerais; mais je n'aurais qu'une bataille ordinaire : si, au contraire, je resserre ma droite en la retirant vers Brunn et que les Russes abandonnent ces hauteurs, ils sont perdus sans ressource. » Alors il s'établit sur le plateau d'Austerlitz, la droite touchant aux étangs glacés de Menitz, le centre couvert par des terrains marécageux, la gauche appuyée au mont Bosenitz. Tout arriva comme il l'avait prévu, et son plan réussit si parfaitement dans toutes ses parties, que la bataille ressembla à une grande parade où il aurait commandé les deux armées. Les Russes, maîtres du plateau de Pratzen le 1er décembre, l'abandonnèrent lentement, en plein jour et à découvert, comme s'ils eussent craint que cette armée, qui leur paraissait faible, compromise et presque entourée, n'échappât à leur vigilance, et ils défilèrent sur leur gauche par une marche de flanc, en prolongeant la droite de l'armée française, immobile et comme tremblante dans ses positions. Napoléon vit ce mouvement avec une indicible joie : « Cette armée est à moi! » dit-il; et, dans une belle proclamation, il divulgua à ses soldats son plan de bataille, tant ce plan était simple, tant la victoire était certaine. Le soir, il voulut parcourir en secret le front de son armée; mais, reconnu par ses soldats, il fut accueilli par une illumination soudaine, des cris de joie, des paroles d'affection et d'enthousiasme, comme César en recevait de ses légions. « Empereur, lui dit un vieux soldat, je te promets, au nom des grenadiers de l'armée, que tu n'auras à combattre que des yeux, et que nous t'amènerons demain les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement. »

L'armée française, forte de soixante-cinq mille hommes, était ainsi disposée : à gauche, Lannes et Bernadotte appuyés au mont Bosenitz; au centre, Soult, avec la principale masse des Français,

en face du plateau de Pratzen ; à droite, deux divisions de Davoust retirées jusqu'à la Schwarza; la réserve était formée de vingt bataillons de la garde et des grenadiers avec quarante canons. Dès le matin, toute la gauche ennemie, forte de trente mille hommes, s'étant prolongée de Pratzen sur Telnitz, attaque les deux divisions de Davoust, qui la contiennent d'abord avec vigueur, puis se retirent sur Sokolnitz (1805, 2 déc.). Napoléon maintenait Soult prêt à s'élancer avec trente bataillons sur le centre dégarni : « Attendons, disait-il; quand l'ennemi fait un faux mouvement il faut se garder de l'interrompre. » Mais, dès qu'il voit la gauche ennemie engagée dans les défilés de Sokolnitz à la suite de Davoust qui les entraîne pas à pas dans le piége : « Soldats, crie-t-il en galopant devant les rangs, il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre! » Et, aux cris de vive l'Empereur! le corps de Soult s'élance en arrière et à gauche des hauteurs de Pratzen, couronne le plateau, enfonce le centre ennemi, et se place sur les derrières et le flanc de l'aile gauche. Alors l'armée alliée se trouve coupée en trois armées isolées ayant partout les Français en flanc et en tête : la droite est assaillie par Lannes, Bernadotte et Murat, qui brisent successivement ses trois lignes d'infanterie et de cavalerie, la coupent de la route d'Olmutz et la rejettent sur Austerlitz; le centre, renforcé par les réserves et la garde russe, veut reprendre les hauteurs si absurdement abandonnées : il est écrasé par une charge de la garde de Napoléon et mis en pleine déroute; la gauche s'était arrêtée dans son mouvement sur Sokolnitz, et cherchait une retraite; mais, adossée aux étangs de Menitz, prise à revers par Soult, attaquée de front par Davoust, elle n'offre qu'une masse confuse qui tourbillonne sur elle-même, écrasée et serrée de toutes parts : tout est tué ou pris; une division essaie de s'enfuir sur les étangs, mais la glace se rompt, et elle est engloutie. Vingt mille tués ou blessés, vingt mille prisonniers, deux cent soixante-dix canons, quatre cents caissons furent les trophées de ce « véritable combat de géants. » « J'ai livré trente batailles comme celle-ci, dit Napoléon, mais je n'en ai vu aucune où la victoire ait été si décidée et où les destins aient été si peu balancés. » Et, plein de reconnaissance pour ses braves soldats : « Je suis content de vous! s'écria-t-il; vous avez couvert vos aigles d'une gloire immortelle. »

Les suites de la défaite devaient être plus désastreuses que la défaite elle-même : les vaincus, coupés de la route d'Olmutz, se retiraient dans un affreux désordre par la route de Presbourg, poursuivis par la cavalerie de Murat et Davoust, qui, par une marche de flanc, allait les devancer à Gœding. L'empereur d'Autriche,

épouvanté, voulut sauver les débris de sa monarchie ; il demanda une entrevue à Napoléon, qui, au lieu de poursuivre sans pitié sa victoire, accéda à cette ouverture de paix (4 déc.). L'entrevue eut lieu dans le bivouac des Français, près de Scharwitz : là une suspension d'armes pour l'armée autrichienne et les préliminaires de la paix furent signés. François sollicita un armistice pour l'armée russe : « Elle est cernée, dit Napoléon, mais je la laisserai passer si Votre Majesté me promet que cette armée retournera en Russie. » Et, par une générosité imprudente, il ordonna à Davoust, qui allait s'emparer du pont de Gœding, de suspendre son mouvement, laissa les Russes se diriger sur la Pologne par journées d'étapes, et renvoya même au czar les prisonniers de sa garde. Alexandre, « faux comme un Grec du Bas-Empire, » en se retirant gracié par Napoléon, dépêcha un courrier à Berlin pour presser la marche des Prussiens, et il déclara qu'il n'avait pris aucune part à la capitulation qui sauvait les débris de son armée : « comme si les Français, dit Napoléon, n'avaient pas dans leurs mains son propre écrit par lequel il priait le maréchal Davoust, qui avait coupé sa retraite, de suspendre la marche de son corps d'armée, attendu qu'il y avait négociation pour une capitulation. »

Le roi de Prusse, loin de répondre à l'appel d'Alexandre, arrêta le mouvement de ses troupes, et attendit avec anxiété le résultat de la mission du comte d'Haugwitz. Celui-ci, n'ayant atteint l'armée française que deux jours avant la bataille d'Austerlitz, ne s'était pas formellement expliqué, et Napoléon avait ajourné son audience après la bataille. Alors le comte le félicita de sa victoire : « Voilà un compliment, répondit-il, dont la fortune a changé l'adresse. » Puis il témoigna son indignation contre la cour de Prusse, qu'il venait de surprendre en conspiration flagrante contre lui ; il déclara qu'il pardonnait à un entraînement passager, mais qu'il voulait des garanties pour l'avenir ; enfin il proposa à Haugwitz un traité d'alliance, dans lequel la Prusse acceptait la possession du Hanovre, et cédait à la France le territoire d'Anspach, une partie du duché de Clèves, la principauté de Neuchâtel en Suisse. Haugwitz n'avait pas les pouvoirs suffisants pour conclure une pareille convention ; mais, effrayé du désastre d'Austerlitz, et croyant que le salut de la Prusse était dans l'alliance française, il signa, et courut à Berlin chercher la ratification du traité dans le temps même où cette cour adhérait formellement à la coalition par un traité de subsides avec l'Angleterre (15 déc.).

Dix jours après, la paix fut conclue entre la France et l'Autriche (26 déc.). François céda les états vénitiens, qui furent

réunis au royaume d'Italie; l'Istrie et la Dalmatie, que Napoléon garda sous sa domination directe; le Tyrol et le Vorarlberg, qui furent donnés à la Bavière; les possessions de la Souabe, qui furent partagées entre les princes de Wurtemberg et de Bade. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg furent déclarés rois, et l'électeur de Bade, grand-duc : ils durent « jouir sur les territoires concédés, comme sur leurs anciens états, de la plénitude de la souveraineté et de tous les droits qui en dérivent, de la même manière qu'en jouissaient l'Autriche et la Prusse sur leurs états allemands. » Salzbourg fut réuni à l'Autriche, et Wurtzbourg donné en compensation à l'ancien grand-duc de Toscane. Ainsi l'empire autrichien fut traité comme une place conquise qu'on veut démanteler; sa frontière fut déplacée; il fut écarté de l'Italie, du Rhin et de la Suisse, investi et resserré dans le bassin du Danube, coupé de toutes ses communications militaires, enfin isolé de l'empire germanique, qui reçut son coup de grâce par l'état d'indépendance absolue des trois électeurs.

§ IX. Bataille de Trafalgar. — Mort de Pitt. — La troisième coalition était dissoute : le dépouillement de l'Autriche, la sujétion imposée à la Prusse, l'élévation des princes de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, rendaient Napoléon maître de l'Allemagne; la défaite des Russes, maintenant isolés dans le nord, lui donnait la dictature du continent; mais son but n'était pas atteint : c'était l'Angleterre qu'il cherchait à vaincre dans les champs de la Moravie, et l'Angleterre avait eu aussi, sur la mer, sa victoire d'Austerlitz.

Villeneuve, après sa retraite à Cadix, avait reçu l'ordre de se rendre à Toulon. Il partit avec dix-huit vaisseaux français et quinze espagnols; mais, instruit de la colère de l'Empereur, et voulant racheter sa faute, il résolut de livrer bataille, quand une bataille ne pouvait avoir ni but ni résultat, quand tout le désir de Napoléon était de conserver sa marine pour des temps meilleurs. Il rencontra la flotte anglaise, de vingt-sept vaisseaux, à la hauteur du cap Trafalgar, et sur-le-champ forma sa ligne de bataille en ordre parallèle, et sur une longueur d'une lieue (1805, 20 oct.). Nelson, au contraire, forma sa flotte en deux colonnes qui coupèrent le centre et la gauche des flottes alliées, et les enveloppèrent de telle sorte que vingt-trois de leurs vaisseaux se trouvèrent écrasés par vingt-sept vaisseaux anglais, pendant que la droite, formée de dix vaisseaux et commandée par Dumanoir, resta éloignée, inutile et exposée plus tard à toute la flotte ennemie. Avec les dispositions si contraires de Nelson et de Villeneuve, et malgré

l'acharnement des Français et des Espagnols, la victoire ne fut pas douteuse : sur les trente-trois vaisseaux alliés, treize seulement rentrèrent à Cadix ; quatre furent pris, douze furent coulés ou jetés à la côte, où ils périrent ; quatre s'échappèrent avec Dumanoir, et furent pris quelques jours après. L'amiral espagnol Gravina, le contre-amiral Magon et six capitaines furent tués ; Villeneuve fut fait prisonnier : relâché quelque temps après, il fut traduit, par l'ordre de l'Empereur, devant un conseil de guerre, et il se tua dans sa prison. Les vainqueurs eurent seize vaisseaux ruinés et perdirent trois mille hommes ; mais parmi les morts était Nelson.

Cette grande victoire rendit définitivement l'Angleterre maîtresse unique de l'Océan ; elle n'eut plus à craindre ni coalition maritime ni invasion ; et pendant que la France conquérait des pays dont la possession ne pouvait être que provisoire et contestée, elle put asseoir son grand empire indien, et acquérir, sans réclamation, quatre-vingt millions de sujets. Les restes des flottes françaises s'aventurèrent dans des croisières qui furent quelquefois heureuses, où la bravoure de nos marins se consuma dans des exploits obscurs, mais qui amenèrent définitivement Napoléon, maître du continent, à garder sur la mer une défensive absolue. L'escadre de Rochefort, si absurdement abandonnée par Villeneuve au bout de quatre mois de croisière, rentra à l'île d'Aix après avoir pris aux Anglais quatre vaisseaux de guerre, quarante-deux bâtiments marchands et une valeur de dix-huit millions. De la flotte de Gantheaume on forma plusieurs escadres : l'une, de cinq vaisseaux, alla ravitailler les Antilles, et fut prise ou détruite ; l'autre, de six vaisseaux, fut dispersée dans les mêmes mers et perdit trois bâtiments. Dans l'Inde, l'amiral Linois, avec quatre bâtiments, fit trois croisières heureuses, dans lesquelles il causa aux Anglais une perte de 40 millions ; mais ensuite il tomba au milieu d'une flotte entière, et fut forcé de se rendre.

Ainsi les deux colosses de la France et de l'Angleterre avaient grandi parallèlement, l'un sur la mer, l'autre sur le continent, et ne pouvaient plus se rapprocher : la lutte devait finir par la ruine de l'un ou de l'autre ; mais nul n'imaginait alors que la destinée des vaincus pût être réservée à la France. La victoire de Trafalgar avait été étouffée par la victoire d'Austerlitz, le traité de Presbourg avait jeté la consternation chez les Anglais ; Pitt en fut frappé au cœur : il désespéra du succès, il douta de son système politique, il trembla sur le sort qu'il avait préparé à l'Angleterre, et mourut en disant : « O mon pays ! » (1806, 23 janv.).

« M. Pitt, dit Napoléon, a été et demeure l'homme de l'aristocratie européenne; c'est son système qui a ménagé l'asservissement de la cause populaire et le triomphe des patriciens... Il a été le maître de la politique européenne : il a tenu dans ses mains le sort moral des peuples; il en a mal usé, il a incendié l'univers. Cette conflagration universelle de vingt-cinq ans, ces nombreuses coalitions qui l'ont entretenue, le bouleversement, la dévastation de l'Europe, les flots de sang des peuples qui en ont été la suite, la dette effrayante de l'Angleterre, qui a payé toutes ces choses, le système pestilentiel des emprunts sous lesquels les peuples demeurent courbés, le malaise universel d'aujourd'hui, tout cela est de sa façon : la postérité le reconnaîtra; elle le signalera comme le génie du mal [1]. »

CHAPITRE II.

Quatrième coalition. — Campagnes de 1806 et 1807. — Paix de Tilsitt. — Du 27 décembre 1805 au 7 juillet 1807.

§ I. Système des états fédératifs de l'Empire. — Joseph et Louis rois de Naples et de Hollande.—Grands fiefs de l'Empire. — Rétablissement des substitutions, etc. —Le traité de Presbourg et le désastre de Trafalgar forment une grande époque dans l'histoire de l'Empire : d'un côté, c'est une paix continentale qui n'offre aucune condition de durée; car l'Autriche, dépouillée et humiliée, la déclare tout bas « nulle, comme extorquée par la violence; » la Russie reste en armes et ose se dire non vaincue; la Prusse se voit imposer l'alliance française comme un châtiment de sa duplicité; d'un autre côté, c'est la paix maritime qui est devenue impossible. Napoléon, au milieu de sa gloire d'Austerlitz, voit le défaut et le danger de sa situation : « On me croit ennemi de la paix, dit-il; mais il faut que j'accomplisse ma destinée : je suis forcé de combattre et de conquérir pour conserver. » Alors il conçut « le plan d'agglomérer et concentrer les mêmes peuples géographiques que les révolutions et la politique ont morcelés, de former trois nations compactes des quinze millions d'Italiens, des trente millions d'Allemands, des quinze millions d'Espagnols; d'introduire parmi elles unité de lois, de principes, de sentiments, d'intérêts; de faire ainsi du midi de l'Europe le contrepoids des nations du Nord; enfin de donner une extension gigantesque à l'influence politique exercée par la France depuis deux siècles sur les états voisins, en créant un système

[1] Las-Cases, t. VII, p. 218.

d'*états fédératifs de l'Empire*, qui fasse d'elle l'arbitre incontesté du continent, et force l'Angleterre à donner au monde la liberté des mers. » Il y avait sans doute dans ce plan extraordinaire une magnifique pensée de civilisation et de progrès, une pensée toute révolutionnaire et digne de la mission de l'Empereur ; mais il était si vaste, qu'il ne pouvait être que l'œuvre d'un siècle ; et Napoléon, qui aurait voulu commander au temps comme à l'espace, décida de l'exécuter en quelques années : il ne tint compte d'aucun obstacle, il brisa les volontés des peuples comme les répugnances de la France ; il donna à son entreprise tous les caractères d'une œuvre d'égoïsme et d'ambition personnelle qui mit tous les peuples contre lui, dans laquelle la France elle-même refusa de le suivre ; enfin il entreprit cette œuvre, essentiellement démocratique, par des moyens tout monarchiques, et le représentant de la révolution n'apparut plus au monde que comme le fondateur vulgaire d'une éphémère dynastie.

Le lendemain de la paix de Presbourg, le trente-septième bulletin de la grande armée annonça : « Le général Saint-Cyr marche à grandes journées sur Naples pour punir la trahison de la reine et précipiter du trône cette femme criminelle, qui, avec tant d'impudeur, a violé tout ce qu'il y a de sacré parmi les hommes. La dynastie de Naples a cessé de régner... » Saint-Cyr fut bientôt joint par Masséna et Joseph Bonaparte ; et quarante-cinq mille Français entrèrent sur le territoire napolitain. Les Russes et les Anglais s'étaient rembarqués à la nouvelle de la bataille d'Austerlitz ; la noblesse et la bourgeoisie étaient prêtes à s'insurger contre une dynastie odieuse : la cour, saisie de terreur, s'enfuit en Sicile. Les Français entrèrent à Naples sans résistance ; l'armée napolitaine, réfugiée en Calabre, fut dispersée ; toutes les provinces se soumirent (1806, 8 février) : il n'y eut que Gaëte qui fit une belle résistance et supporta quatre mois de siége (18 janvier). « Le sceptre de plomb de la moderne Athalie, dit le *Moniteur*, vient d'être brisé sans retour. L'Empereur rétablira le royaume de Naples pour un prince français ; mais il le rétablira fondé sur les lois et l'intérêt des peuples : le nouveau royaume fait désormais partie des états fédératifs de l'empire français. » Enfin Napoléon déclara que, « voulant assurer le sort des peuples de Naples et de Sicile, tombés en son pouvoir par droit de conquête, il reconnaissait pour roi de Naples son *bien-aimé frère Joseph* ; » de plus, il instituait dans ces deux royaumes six *duchés grands-fiefs de l'Empire*, pour être à perpétuité à sa nomination et à celle de ses successeurs (30 mars).

La Hollande, quoiqu'elle fût attirée par ses intérêts commerciaux vers l'Angleterre, était restée depuis douze ans fidèle jusqu'à la sujétion à l'alliance française. Napoléon, qui connaissait les projets de la coalition sur ce pays, voulut assurer plus intimement son identité politique avec la France : « Sous le point de vue militaire, dit-il, la Hollande possédant toutes les places fortes qui garantissent notre frontière du nord, il importe à la sûreté de nos états que la garde en soit confiée à des personnes sur l'attachement desquelles nous ne puissions concevoir aucun doute. Sous le point de vue commercial, la Hollande étant située à l'embouchure des grandes rivières qui arrosent une partie considérable de notre territoire, il faut que nous ayons la garantie que le traité de commerce que nous conclurons avec elle sera fidèlement exécuté. Enfin la Hollande est le premier intérêt politique de la France. » Alors le grand-pensionnaire convoqua une assemblée générale de notables, et leur communiqua l'intention où était l'Empereur d'ériger la Hollande en royaume. L'assemblée exprima la douleur qu'elle éprouvait d'un changement si contraire aux habitudes nationales ; mais Napoléon refusa d'entendre ses plaintes ; alors, et « pour éviter de plus grands maux, » elle demanda pour roi le prince Louis, sous la garantie d'une charte constitutionnelle qui assurerait les libertés de la nation (5 juin). Napoléon proclama Louis roi de Hollande, et lui dit : « Ne cessez jamais d'être Français ; la qualité de connétable, que vous conservez, vous retracera les devoirs que vous avez à remplir envers moi et l'importance que j'attache à la garde des places fortes que je vous confie. »

C'étaient donc deux lieutenants que Napoléon se donnait en Hollande et à Naples : mais il ne s'arrêta pas à ces deux intronisations, dans lesquelles on voyait au moins l'idée d'assurer contre les Anglais les deux extrémités de l'empire : « guidé, dit-il, par la grande pensée de consolider l'ordre social et son *trône, qui en est le fondement*, et de donner des centres de correspondance et d'appui au grand empire, » il donna à sa sœur Élisa Bacciochi, déjà gratifiée des principautés de Piombino et de Lucca, Massa et Carrara ; à Pauline Borghèse, Guastalla ; à Murat, la souveraineté héréditaire des duchés de Berg et de Clèves ; à Berthier, la principauté de Neuchâtel ; à Talleyrand et à Bernadotte, les principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, « qui étaient un sujet de litige entre le roi de Naples et la cour de Rome, et qu'il érigeait en fiefs immédiats de l'empire, pour mettre un terme à ces difficultés (31 mars). » Enfin il se réserva, dans les anciens états vénitiens, les douze provinces de Dalmatie, d'Istrie, de Trévise, de Conégliano,

de Bellune, de Feltre, de Frioul, de Bassano, de Vicence, de Cadore, de Rovigo, de Padoue, avec 30 millions de domaines nationaux, et il les concéda plus tard à ses généraux ou ministres, comme *grands fiefs* immédiats de l'empire, pour être transmis à leur descendance mâle, par ordre de primogéniture.

Ces fiefs de l'Empire concédés à des Français dans des pays étrangers, ces lieutenants de l'Empereur mis sur des trônes vassaux, ce système d'états fédératifs, renouvelé du système dynastique de Louis XIV, tout cela n'était accepté qu'avec une profonde répugnance par les peuples qui se voyaient donnés, partagés, distribués, comme butin, à des souverains étrangers et inconnus. La révolution française ne leur apparaissait plus que comme une oppression ; leur agrégation au grand empire, que comme la perte de leur existence nationale ; les réformes administratives, l'égalité civile, la destruction des tyrannies féodales et les autres bienfaits de la conquête, que comme des importations de mœurs étrangères. Nul ne voulait voir le résultat et l'avenir, tout le monde regardait les moyens et le présent : de là vint que Napoléon eut à combattre non-seulement les rois, mais les peuples, et il devait succomber dans cette lutte contre nature.

Ces changements ne furent pas mieux goûtés par la France, qui, en se donnant éperdûment à un homme de génie, ne croyait rien devoir à sa famille. Elle regretta son sang versé pour ces princes improvisés, à qui leur frère concédait, comme son bien, les pays conquis par les armées républicaines ; elle murmura de voir dépenser dans un intérêt de dynastie les trésors de sympathie et d'alliance qu'elle avait acquis chez tous les peuples ; elle s'indigna de la restauration des priviléges territoriaux, auxquels elle faisait la guerre depuis sept siècles. C'était Austerlitz qui conduisait là Napoléon ; Austerlitz, qui, en consolidant son régime impérial, lui valut tant d'adulations, qu'il ne tint qu'à lui de se croire plus qu'un homme. Sa gloire, qu'il avait toujours confondue avec celle de la France, lui devint dès lors personnelle ; sa marche fut plus franchement despotique ; ses actes prirent un caractère contre-révolutionnaire. Ainsi le Sénat décréta : « Quand sa Majesté le jugera convenable, soit pour récompenser de grands services, soit pour exciter une noble émulation, soit pour concourir à l'éclat du trône, elle pourra autoriser un chef de famille à *substituer* ses biens libres pour former la dotation d'un titre héréditaire que sa Majesté érigerait en sa faveur, reversible à son fils aîné, né ou à naître, et à ses descendants en ligne droite (1806, 14 août). » Que devenait l'égalité avec les *substitutions* et les *majorats*, avec des propriétés

nobles et des propriétés roturières, avec des individus formant caste? C'était là une triste conséquence du système dynastique; mais Napoléon voulait, en rétablissant des titres, une hiérarchie, une noblesse politique, réconcilier les rois avec la révolution, se montrer à eux comme l'ennemi de l'anarchie et le restaurateur de l'ordre social, par conséquent les forcer à lui tendre une main amie.

Tous les actes du gouvernement parurent empreints de la même couleur aristocratique : des restitutions arbitraires de forêts furent faites illégalement aux émigrés, et l'on reconstruisit ainsi les grandes fortunes des anciennes familles, « sans lesquelles, disait l'Empereur, il est impossible de gouverner. » Les charges d'agent de change et de courtier de commerce, les chambres syndicales et les autres institutions mercantiles de l'ancien régime furent rétablies; et il se forma ainsi des corps qui composèrent une sorte d'aristocratie financière, « la pire des aristocraties, » disait lui-même Napoléon. Le nouveau code de procédure civile ne fut qu'un remaniement de l'ordonnance de 1667, où l'esprit des vieux procureurs domina, et qui fit renaître une race de *procéduriers* aussi rapaces que ceux de l'ancien temps (1806, 9 mai). La taxe somptuaire sur les chevaux, les équipages, les domestiques, fut abolie, et l'on augmenta l'impôt sur le sel, les droits sur le sucre et les octrois; les impôts s'élevèrent à 777 millions. L'autorité des préfets devint si tyrannique que l'Empereur fut obligé d'en réprimer les écarts; les emprisonnements arbitraires se multiplièrent, et les accusés d'attentat à la sûreté de l'état furent détenus sans jugement public; le secret des lettres fut violé. On prépara dans les tombeaux de Saint-Denis une place pour la quatrième dynastie; le calendrier grégorien fut rétabli; la Saint-Napoléon remplaça les fêtes révolutionnaires; le palais impérial eut un règlement d'étiquette, en huit cent dix-neuf articles, que Louis XIV n'aurait pas désavoué. Néanmoins tout cela passa presque inaperçu, parce que tout cela fut fait avec habileté, dissimulé par la gloire, mêlé à d'immenses améliorations. Ainsi on réorganisa la banque de France, qui avait subi une grande crise en 1805; on créa le corps des ingénieurs des ponts-et-chaussées, des maisons d'éducation pour les filles des membres de la Légion-d'Honneur, des conseils de prud'hommes pour régler les différends entre les fabricants et les ouvriers; on fonda des prix décennaux pour les arts et les sciences; on construisit les routes du Mont-Cenis et de la Corniche; on améliora la navigation de dix-huit rivières; enfin on embellit Paris, dont Napoléon voulait faire la capitale de l'Europe, « quelque chose de fabuleux, disait-il, de colossal, d'inconnu jusqu'à nos jours. »

§ II. Démêlés avec l'Autriche et la Prusse. — Confédération du Rhin.— Négociations avec l'Angleterre et la Russie. —Toute cette restauration des choses anciennes ne réconciliait pas l'Europe avec la France : dynastie, noblesse, institutions, tout cela n'en était pas moins révolutionnaire, et les rois avaient plus à craindre le système dynastique de Napoléon que la propagande démocratique de la Convention. L'Angleterre et la Russie restaient ouvertement hostiles : celle-ci avait jeté une armée dans la Dalmatie, celle-là dans le royaume de Naples, où elle avait fait révolter la Calabre, et remporté un avantage sur les Français au combat de Sainte-Euphémie (1806, 6 juill.). L'Autriche avait déjà témoigné son désir de secouer le traité de Presbourg : elle devait livrer aux troupes françaises les bouches de Cattaro, cédées par ce traité; mais elle laissa perfidement les troupes russes s'emparer de ces places. Napoléon, irrité, suspendit la marche de la grande armée qui revenait en France; il déclara qu'il garderait Braunau jusqu'à ce que la cour de Vienne eût forcé les Russes à évacuer les bouches de Cattaro; enfin il envoya Marmont avec vingt mille hommes dans la Dalmatie, et lui fit occuper la ville neutre de Raguse. Cet incident eut une grande influence sur les événements postérieurs : cent cinquante mille Français restèrent cantonnés dans la Bavière et le Wurtemberg, et menacèrent les états autrichiens d'une nouvelle invasion. Mais la quatrième coalition, qui commençait à se former, n'eut pas la cour de Vienne pour instrument et pour victime : ce fut la cour de Berlin.

Depuis dix ans la France voulait fonder la paix du continent sur l'alliance prussienne : avec cette alliance, l'Autriche et la Russie ne pouvaient plus nous attaquer, toute coalition devenait impossible, et l'Angleterre se trouvait ainsi contrainte à poser les armes. C'était sur la Prusse que Napoléon avait primitivement basé tous ses plans politiques; c'était par elle qu'il voulait rejeter l'Autriche hors de l'Allemagne, reléguer la Russie dans ses glaces du Nord; c'était avec elle qu'il voulait former une nation allemande, grande, compacte, de trente millions d'habitants, qui aurait été le contrepoids du nord et du midi de l'Europe. Il se proposait de faire prendre à la maison de Brandebourg un titre impérial; il aurait abandonné, pour l'alliance prussienne, son système d'états fédératifs, dont il connaissait tout le danger; il s'était même engagé, pour prix de cette alliance, à « ne jamais accroître ni l'empire français ni le royaume d'Italie. » A toutes ces offres, la cour de Berlin n'avait répondu que par une haine insensée et la mauvaise foi la plus maladroite : elle voulait les avantages de l'al-

liance, mais sans l'alliance, et pour servir la coalition. Aussi, quand elle reçut le traité du 15 décembre, elle fut saisie de stupeur et de colère, et refusa de le ratifier; mais, au lieu de se déclarer franchement ennemie, elle qui venait de se lier à l'Angleterre par un traité de subsides, renvoya Haugwitz à Napoléon pour mettre à l'alliance des conditions qui la détruisaient, et ne prendre le Hanovre qu'en dépôt. L'Empereur fut indigné, et conçut dès lors pour la Prusse le plus profond mépris, une haine qui ne s'apaisa jamais : c'était, pensait-il, une ennemie qu'il fallait frapper sans ménagement pour la forcer à lever le masque; et il ne répondit aux propositions de Haugwitz qu'en lui imposant un traité plus onéreux que le premier, par lequel il forçait la Prusse à déclarer la guerre à l'Angleterre (1806, 15 févr.). Il s'attendait à une rupture; mais le roi se résigna à ratifier ce traité, « afin, dit-il plus tard, de conserver intacte, pour une époque facile à prévoir, la masse de ses forces, dont l'Europe avait le plus grand besoin; » et il s'empara du Hanovre à titre définitif. Alors l'Angleterre ordonna le blocus des ports prussiens, en disant que « la conduite de la cour de Berlin réunissait tout ce que la rapacité a d'odieux avec tout ce qu'il y a de méprisable dans la servilité; » le roi de Suède, « ce fou qui finirait, disait Napoléon, par quelque catastrophe, » déclara la guerre à la Prusse; la Russie rompit toute relation avec elle. Mais tout cela ne fut, pour ainsi dire, qu'un jeu : « les puissances coalisées, disait-on dans le parlement anglais, savaient bien que la cour de Berlin était toujours, d'intention, une alliée fidèle de l'Angleterre, par cela seul que, comme l'Angleterre, elle nourrissait une vive haine contre le gouvernement français. »

Napoléon, n'ayant pu créer une Allemagne, c'est-à-dire une barrière à la Russie et à l'Autriche, avec la Prusse, chercha à le faire par le renouvellement de la *ligue du Rhin*, conçue par Mazarin en 1658. Depuis le traité de Presbourg, tous les princes voisins de la France demandaient à s'unir à elle par un lien fédératif qui les affranchît des vengeances de l'Autriche. « La situation, disait le ministre de France à la diète de Ratisbonne, dans laquelle ce traité avait placé directement les cours alliées de la France, et indirectement les cours qui l'entourent et qui l'avoisinent, était incompatible avec la condition d'un état d'empire; c'était pour elle et pour ces princes une nécessité d'ordonner sur un nouveau plan le système de leurs rapports. » Des négociations secrètes s'entamèrent à ce sujet; et enfin un traité fut signé (12 juill.), par lequel les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur de Ratisbonne, les grands-ducs de Bade et de Berg, le landgrave de Hesse-

Darmstadt et dix autres petits princes se séparèrent à perpétuité de l'empire germanique, se déclarèrent indépendants de toute puissance étrangère, et s'unirent entre eux par une confédération. Les intérêts de la confédération étaient réglés par une diète tenue à Francfort, et présidée par le primat de Ratisbonne. L'empereur des Français était déclaré le protecteur de la confédération, mais sans qu'il eût en rien la portion de souveraineté qu'exerçait l'empereur d'Allemagne comme suzerain. Une alliance était signée entre la confédération et la France, en vertu de laquelle toute guerre continentale devenait commune aux deux parties; et dans ce cas la France apportait pour contingent deux cent mille hommes, et la confédération soixante-trois mille.

Cette confédération, dernière conséquence de la guerre des seigneurs contre l'empire, commencée sous Luther, continuée par le traité de Westphalie, achevée par les traités de Campo-Formio, de Lunéville et de Presbourg, était un grand événement. Elle semblait, il est vrai, tout à l'avantage de la France, à qui elle donnait un ascendant fixe et régulier sur la Germanie, une ceinture d'états dévoués et une armée de soixante mille hommes; mais si elle eût pu se constituer et s'étendre, l'Allemagne devenait par elle une nation, et une nation de trente millions d'individus ne serait pas restée sous le protectorat, mais dans l'alliance réelle de la France. Telle qu'elle était, elle porta un coup mortel à la féodalité allemande : la noblesse *immédiate*, c'est-à-dire celle qui prétendait relever directement des empereurs, fut abolie; un millier de petites souverainetés se trouva réduit à trente; les lois civiles furent améliorées par les lois françaises; les populations, assimilées entre elles, furent assujetties à un régime uniforme de législation et d'impôt; l'administration eut, pour la première fois, de l'unité et de la régularité, etc.

Les confédérés notifièrent à la diète de Ratisbonne leur séparation de l'empire (1806, 1er août). En même temps Napoléon déclara qu'il ne reconnaissait plus la constitution germanique, et qu'il traiterait dorénavant tous les princes allemands comme souverains absolus. La cour d'Autriche fut stupéfaite; mais, comme, à cette époque, l'Angleterre et la Russie avaient entamé des négociations pacifiques avec la France, elle se décida à se dépouiller sans résistance d'une vaine dignité (6 août) : François II renonça à son titre d'empereur d'Allemagne et de roi des Romains; il déclara dissous les liens qui l'avaient attaché à l'empire germanique; délia les électeurs, princes et états de leurs devoirs envers lui; incorpora ses provinces allemandes à ses états autrichiens, et

commença, sous le nom de François Ier, la série des empereurs d'Autriche. L'empire créé par Charlemagne, après mille six ans de durée, cessa d'exister.

La Prusse, qui avait tant travaillé à détruire cet empire, mais à son profit, fut consternée d'une confédération qui allait faire une Allemagne en dehors d'elle et même contre elle. Elle accusa les princes confédérés de trahison envers la patrie allemande; elle réveilla l'orgueil germanique contre la domination de la France; elle essaya de faire, avec la Saxe, la Hesse, le Mecklembourg, les villes anséatiques, une confédération du Nord, dont elle aurait le protectorat. Ses agents, de concert avec ceux de l'Angleterre et de l'Autriche, répandirent des libelles contre l'occupation de l'Allemagne par les troupes françaises[1], excitèrent les Bavarois à la révolte, formèrent des sociétés secrètes, prêchèrent même l'assassinat. Napoléon crut le danger assez grand pour sévir cruellement contre les auteurs de ces libelles : un libraire de Nuremberg fut fusillé, et cinq autres condamnés à la prison.

L'Angleterre et la Russie auraient pu empêcher la formation de la confédération du Rhin; car elles négociaient alors avec la France, et celle-ci leur avait déclaré « qu'une paix immédiate arrêterait tout changement projeté en Allemagne; » mais elles ne négociaient que pour se donner le temps de former la quatrième coalition. La mort de Pitt avait amené un ministère formé de toutes les nuances de l'opposition, et dans lequel Fox entra comme chargé des affaires extérieures. Aussitôt des négociations pacifiques furent entamées avec la France (1806, mars), négociations pleines de convenances et de bonne foi, mais qui marchèrent avec lenteur, parce que Fox, patriote sincère, devait nécessairement chercher à diminuer la grandeur démesurée de la France, et que Napoléon, soit qu'il ne crût la paix ni possible ni durable, soit qu'il fût égaré par son ambition de dynastie, ne voulait rien céder de ses avantages; d'ailleurs le cabinet britannique exigeait une négociation commune avec la Russie, et le cabinet français voulait une négociation séparée avec chacune des deux puissances. Le czar craignit d'être sacrifié par l'Angleterre, et il envoya à Paris un négociateur avec les pouvoirs les plus complets : la France et la Russie n'ayant à se disputer que les bouches de Cattaro, le traité

[1] « L'Allemagne, disait un pamphlet de M. de Gentz, deviendra-t-elle ce que sont devenues la Hollande, la Suisse, l'Italie? Ce n'est ni la Russie ni l'Angleterre qui peuvent accomplir le grand œuvre de la délivrance européenne : c'est à l'Allemagne qu'il est réservé. C'est l'Allemagne qui a été la principale cause de la ruine de l'Europe, c'est l'Allemagne qui doit opérer l'affranchissement général et restituer à la France une existence tranquille et harmonique qui la réconciliera avec tous les peuples et avec elle-même. »

fut bientôt conclu (20 juill.). Mais l'Angleterre reprocha à Alexandre sa défection (20 août) : celui-ci refusa de ratifier le traité; en même temps Fox mourut (13 sept.) : « Ce fut une des fatalités de ma carrière, dit Napoléon; s'il eût continué de vivre, la cause des peuples l'eût emporté, et nous eussions fixé un nouvel ordre de choses en Europe. » Alors les affaires étant retombées aux mains des disciples les plus ardents de Pitt, la négociation ne fut plus qu'un jeu. Napoléon proposa vainement de céder à l'Angleterre le Hanovre, Malte, le Cap, Pondichéry, Tabago, etc., c'est-à-dire plus qu'elle n'obtint en 1814; le cabinet britannique déclara « qu'il voulait, non ses propres avantages, mais ceux de son allié impérial; » et, par l'oubli le plus étrange de ses intérêts, des intérêts de toute l'Europe, il demanda pour la Russie la Dalmatie et les îles Ioniennes, c'est-à-dire deux portes de l'empire ottoman. La négociation fut rompue. « L'avenir dévoilera, dit Talleyrand, si ceux qui se plaignent de la grandeur et de l'ambition de la France n'ont pas à imputer à leur haine et à leur injustice la grandeur et l'ambition dont ils se plaignent. La France ne s'est agrandie que par les efforts renouvelés tant de fois pour l'opprimer. »

§ III. Rupture avec la Prusse. — Dans le cours de ces négociations, l'Angleterre révéla à la Prusse l'article relatif à la restitution du Hanovre. Napoléon, il est vrai, avait dédaigné d'avertir la cour de Berlin de ce projet de restitution, dont le cabinet britannique avait fait une condition indispensable : il ne voulait pas subordonner un aussi grand intérêt que celui de la paix générale à l'intérêt particulier de la Prusse, et il se réservait de donner des indemnités à cette puissance. Mais au nom seul de ce Hanovre, « qui, suivant un ministre prussien, consolait de tout et servait de remède à tout, » il y eut en Prusse une explosion de fureur contre l'allié perfide qui disposait insolemment des territoires des autres, et l'on ne vit que la guerre pour venger cet outrage. La cour et l'armée, éblouies par l'image du grand Frédéric, étaient folles de haine et d'orgueil : les jeunes officiers brisèrent les vitres du ministre Haugwitz et aiguisèrent leurs épées à la porte de l'ambassadeur de France; la reine, belle, ardente, romanesque, adorée de ses sujets, s'en alla, vêtue d'un uniforme de dragon, passer des revues et courir les casernes; le roi, entraîné par les passions de sa famille et les clameurs des vieux généraux de la guerre de Sept-Ans, se prépara à la guerre et chercha à former sa confédération du Nord. Napoléon déclara formellement qu'il s'opposait à cette confédération, et que l'occupation de la Saxe par les troupes prussiennes équivaudrait à une déclaration de guerre (1806, 10 août).

Ce fut un nouveau sujet de colère, et l'armée fut dès lors mise en mouvement; mais en même temps la cour de Berlin continua bassement ses protestations de fidélité envers Napoléon jusqu'à ce qu'Alexandre eût rompu ses négociations avec la France et que les amis de Pitt eussent pris le ministère. Alors, et dès que la Russie eut promis deux armées et l'Angleterre des subsides, on se précipita dans la guerre comme dans une fête, sans attendre personne, avec un orgueil poussé jusqu'à l'extravagance (15 sept.). Les troupes marchèrent tumultueusement sur la Saxe, en chantant, en se faisant couvrir de fleurs, en insultant les bourgeois, qu'elles appelaient jacobins. « Nous sommes les sauveurs de tous nos frères d'Allemagne, disait le roi. Les regards de tous les peuples sont fixés sur nous comme sur les derniers soutiens de toute liberté, de toute sécurité, de tout ordre social en Europe. »

La Saxe fut envahie comme la Bavière l'avait été précédemment par les Autrichiens, et l'électeur, qui protestait vainement de sa neutralité, fut contraint de livrer son armée de vingt mille hommes. L'électeur de Hesse, instigateur de la guerre et allié intime de l'Angleterre, mit douze mille hommes sur pied malgré les observations de la France, qui ne lui demandait que sa neutralité; le prince de Fulde-Orange accourut dans les rangs prussiens; le duc de Brunswick, l'auteur du manifeste de 92, eut le commandement de toute l'armée, où le roi vint prendre place. Cette armée, forte de deux cent mille hommes, était d'une magnifique apparence; mais, malgré Valmy, elle vivait sur les souvenirs de Rosbach; elle avait encore les méthodes et la roideur du siècle dernier; elle était commandée par des généraux de la guerre de Sept-Ans, qui ne se doutaient pas que l'art eût fait des progrès; enfin elle professait le plus grand mépris pour toutes les armées de l'Europe, même pour les vainqueurs d'Austerlitz.

Napoléon fut étonné de cette prise d'armes furibonde : il déclara sa répugnance à agir contre une puissance que la nature même avait destinée à être l'amie de la France, et il dirigea sur le Mein les six corps qu'il avait laissés en Allemagne, de telle sorte qu'ils semblaient menacer Erfurth. La garde partit de Paris en poste; la confédération du Rhin mit sur pied ses contingents. Autant il y avait de confusion et de forfanterie dans les apprêts de la Prusse, autant il y avait de calme et de célérité dans les apprêts de la France. L'Empereur, parti de Paris le 25 septembre, arriva le 7 octobre à Bamberg, et c'est là qu'il reçut la première communication des griefs de la Prusse, qui n'avait pas encore cessé de protester de son amitié : « La Prusse, disait-on dans cet ultimatum,

a été inutilement neutre, amie, alliée même. Les bouleversements qui l'entourent, l'accroissement gigantesque d'une puissance essentiellement militaire et conquérante qui l'a blessée successivement dans ses plus grands intérêts, et la menace dans tous, la laissent aujourd'hui sans garantie. Cet état de choses ne peut durer. Le roi ne voit presque plus autour de lui que des troupes françaises ou des vassaux de la France prêts à marcher avec elle. » Et l'on terminait par cette sommation : « 1° Que les troupes françaises, qu'aucun titre fondé n'appelle en Allemagne, repassent incessamment le Rhin, toutes sans exception, en commençant leur marche du jour même où le roi se promet la réponse de l'Empereur, et en la poursuivant sans s'arrêter; car leur retraite, instante, complète, est, au point où en sont les choses, le seul gage de sûreté que le roi puisse admettre; 2° qu'il ne soit plus mis, de la part de la France, aucun obstacle à la formation de la ligue du Nord, qui embrassera, sans aucune exception, tous les états non nommés dans l'acte fondamental de la confédération du Rhin. »

« Soldats, dit Napoléon à son armée, la même faction, le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit, il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des plaines de la Champagne, domine dans leurs conseils... Ils veulent que nous évacuions l'Allemagne à l'aspect de leur armée! les insensés! qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale que de flétrir l'honneur des enfants du grand peuple! »

§ IV. Batailles d'Iéna et d'Auerstaedt. — Le duc de Brunswick avait disposé son armée sur les deux revers de la Forêt-de-Thuringe pour se porter, par Eisenach, sur le Mein et couper en deux l'armée française. Son avant-garde, sous le duc de Weymar, forte de quinze mille hommes, occupait Eisenach; sa droite, forte de vingt-quatre mille hommes, sous Rüchel, était à Gotha; son centre, fort de soixante-cinq mille hommes et commandé par lui-même et le roi de Prusse, était à Erfurth; sa gauche, forte de cinquante-six mille hommes, était, sous le prince de Hohenlohe, à Iéna. Deux corps d'observation étaient, l'un dans la Hesse, sous Blücher; l'autre sur la Haute-Saal, sous Tauenzien; enfin le prince Eugène de Wurtemberg avait une réserve de vingt mille hommes à Magdebourg.

Pendant que l'armée prussienne manœuvrait tranquillement dans la Thuringe, Napoléon concentra à Bamberg son armée, forte de deux cent mille hommes, dont quarante mille cavaliers; il la forma en trois colonnes, qui devaient passer le Frankenwald par les

routes parallèles de Bayreuth, de Cronach et de Cobourg, pour se jeter à droite sur les communications de l'ennemi et le couper de Berlin : c'était la manœuvre de Marengo et d'Ulm, et les Français allaient encore combattre la face au Rhin, pendant que leurs ennemis avaient la face à l'Elbe. Le point de convergence des colonnes, au delà du Frankenwald, était Géra, qui devait servir de pivot au mouvement de conversion de toute l'armée sur les derrières des Prussiens. La droite (Soult et Ney) se dirigea par Bayreuth, Hof et Plauen; le centre (Bernadotte, Davoust, Murat) se dirigea, par Cronach, sur Schleitz, où il mit en déroute le corps de Tauenzien; la gauche (Lannes et Augereau) se dirigea, par Cobourg, sur Saalfeld, et rencontra l'avant-garde de Hohenlohe (1806, 10 oct.), commandée par le prince Louis de Prusse, le plus fougueux instigateur de la guerre : elle la battit, et lui fit perdre trente-trois canons, douze cents hommes et son général. Trois corps devaient garder les communications avec la France : les contingents de Bavière et de Wurtemberg qui étaient à Bayreuth, Mortier à Mayence, le roi de Hollande à Wesel.

Cette marche des Français jeta le trouble dans l'armée prussienne, qui vit sa gauche débordée, la Saxe envahie sur ses derrières, et l'ennemi victorieux au centre de ses communications. Brunswick se hâta d'évacuer la Forêt-de-Thuringe et de rétrograder à Weymar pour s'y concentrer, sauver les magasins qui étaient à Naumbourg, et rallier la réserve, qui marchait sur Halle. Mais Napoléon, arrivé à Géra, continua son mouvement de flanc sur la Saal; Davoust se jeta sur Naumbourg pour couper la route de Weymar à Berlin; Bernadotte le suivit, et Murat courut sur la route de Leipzig; Soult, Ney, Augereau et Lannes marchèrent sur Iéna : de sorte que l'armée se trouva partagée en deux grandes masses qui devaient enlever à la fois les deux principaux défilés de la Saal; le centre s'était précipité à droite sur Naumbourg, les deux ailes à gauche, sur Iéna. Brunswick comprit enfin le danger de sa situation : voyant les Français prolonger leur mouvement comme pour se diriger sur l'Elbe, il voulut les prévenir, et les côtoya en se couvrant des escarpements de la Saal; son armée était partagée en deux grandes masses : le centre marchait par la route de Weymar à Freybourg, pour gagner de là Mersebourg et enfin l'Elbe; l'aile gauche, commandée par Hohenlohe, masquait ce mouvement en gardant le défilé d'Iéna, et elle devait être soutenue par l'aile droite, qui était encore à Weymar.

A l'approche des premières troupes françaises, Hohenlohe évacua Iéna et le plateau qui domine la Saal, et il se disposa à filer le

long de la rivière à la suite du roi, qui devait être près de Freybourg. Napoléon, averti que du haut du plateau on voyait la plaine couverte d'énormes colonnes, crut que toute l'armée prussienne était là, et qu'il allait la prendre en flagrant délit : il précipita la marche des quatre corps qui formaient la masse de gauche, et il rappela ceux de la droite : Murat dut revenir à toute bride de Zeist sur Iéna, pendant que Bernadotte et Davoust passeraient la Saal, le premier à Dornbourg, le second à Naumbourg, pour se porter de là sur Apolda et déborder la gauche ennemie. « Soldats, dit l'Empereur, l'armée prussienne est coupée comme celle de Mack à Ulm, il y a aujourd'hui un an. Cette armée ne combat plus que pour se faire jour et pour regagner ses communications. Si un corps se laissait percer, il serait perdu d'honneur ! » Et pendant la nuit il fit du plateau d'Iéna une sorte de forteresse d'où déboucbèrent à la fois dans la plaine, au centre, Lannes et la garde ; à gauche, Augereau ; à droite, Soult et Ney (14 octobre) : en quelques heures, les trois lignes des Prussiens furent enfoncées ; des régiments essayèrent de tenir en carrés, ils furent entièrement détruits : l'aile droite accourut de Weymar, et essaya de ranimer la bataille ; mais, abordée de front par Soult, Augereau et Lannes, elle fut écrasée. En ce moment, la cavalerie de Murat arriva ; alors la déroute fut complète : pas un bataillon ne resta entier ; tout s'enfuit pêle-mêle sur Weymar.

Pendant ce temps, le roi de Prusse et le duc de Brunswick étaient arrivés à Auerstaedt, et ils poussèrent la division Blücher vers Kosen pour s'emparer du défilé et masquer la marche de l'armée sur Freybourg. Mais Davoust était parti de Naumbourg, avait fait occuper le défilé, et se disposait à marcher, suivant l'ordre de l'Empereur, par Auerstaedt sur Apolda ; il n'avait que trois divisions, Gudin, Friant et Morand, formant vingt-sept mille hommes, dont deux mille cavaliers, et il allait rencontrer cinquante-six mille hommes, dont douze mille de cavalerie. La division Gudin arriva à Auerstaedt quand les deux autres étaient encore de l'autre côté de la Saal, et elle se vit attaquée par toute l'armée prussienne : elle se forma en carrés, et, soutenue par un feu d'artillerie épouvantable, elle résista à toutes les charges de l'ennemi. Bernadotte était à Naumbourg ; Davoust le supplia de se joindre à lui en lui offrant le commandement, et en lui montrant un écrit de l'Empereur, ainsi conçu : « Si Bernadotte est dans vos environs, vous pourrez marcher ensemble. » Celui-ci refusa : selon l'ordre primitif qu'il avait reçu, il se dirigea sur Dornbourg, emmenant avec lui deux divisions de Murat, qui se trouvaient momentanément sous

ses ordres, et il passa la Saal; mais, au lieu de se porter, soit sur les derrières de Brunswick à Auerstaedt, soit sur la gauche de Hohenlohe à Iéna, il resta immobile et inutile entre les deux batailles[1]. Cependant Davoust, abandonné à lui-même, hâte la marche de ses deux autres divisions; Friant arrive sur le plateau d'Auerstaedt, et couvre la droite de Gudin; mais la gauche reste exposée aux charges de l'ennemi, qui s'efforce de passer entre les Français et la Saal pour leur couper la retraite sur Kosen; Brunswick conduit lui-même l'attaque, il est blessé à mort; Schmettau lui succède, il est tué; un dernier compagnon du grand Frédéric, Mollendorf, se met à la tête des Prussiens. Mais alors Morand arrive à la gauche, et Davoust prend l'offensive : Friant et Morand débordent les deux ailes ennemies, pendant que Gudin porte un coup décisif en s'emparant des hauteurs qui dominent le chemin de Freybourg. Les Prussiens repassent le ravin d'Auerstaedt; Mollendorf est blessé à mort. Kalkreuth prend le commandement et ordonne la retraite : la déroute commence; Davoust s'élance sur l'ennemi, le sabre, le rejette sur Weymar; mais les fuyards d'Iéna rencontrent ceux d'Auerstaedt. Alors la confusion est au comble; tout se heurte, se croise, se mêle, se disperse, hommes, chevaux, équipages : plus de généraux, pas d'ordres, pas un point de ralliement; la guerre avait été faite si follement qu'on n'avait rien prévu pour une retraite. Mollendorf s'enfuit à Erfurth, qui se rendit le lendemain avec quinze mille hommes; le roi, à Sommerda, et de là à Magdebourg; Kalkreuth, à Greussen, où il fut atteint par Soult, culbuté, rejeté sur Sondershausen, et c'est là que Hohenlohe vint le joindre. La cavalerie française ramassait les bataillons prussiens à la course. C'était un désastre fabuleux : vingt-cinq mille tués ou blessés, quarante mille prisonniers, trois cents canons, soixante drapeaux, furent les trophées de cette double victoire, où les Français eurent douze mille hommes tués ou blessés, dont un tiers appartenait à l'immortelle division Gudin.

§ V. Conquête de la monarchie prussienne. — Le roi, au lieu de rallier lui-même les débris de son armée, s'enfuit à Stettin, pour aller chercher au delà de l'Oder ses dernières ressources, et il chargea Hohenlohe de faire le ralliement à Magdebourg. Mais l'Empereur ne laissa pas aux vaincus le temps de se remettre de leur terreur : pendant que Murat, Ney et Soult se jetaient à la poursuite de Hohenlohe par Nordhausen, tous les autres corps s'en

[1] Napoléon, quand il apprit la conduite de Bernadotte, était furieux : « Cela est si odieux, dit-il, que si je le mets à un conseil de guerre, c'est comme si je le faisais fusiller. Il vaut mieux n'en pas parler. »

allèrent passer l'Elbe pour marcher sur Berlin. Bernadotte rencontra à Halle la réserve du prince de Wurtemberg (16 oct.), la battit complétement, rejeta ses débris dans Magdebourg, et passa l'Elbe à Barby; Lannes passa à Coswig et alla s'emparer de Spandau; Davoust, Augereau, la garde, passèrent à Wittemberg. L'Empereur réserva au vainqueur d'Auerstaedt l'honneur d'entrer le premier à Berlin (25 oct.); lui-même, qui s'était arrêté à Potsdam pour visiter le tombeau du grand Frédéric, dont il envoya l'épée à Paris, arriva, deux jours après, au milieu des acclamations de la bourgeoisie, qui accablait d'imprécations la noblesse, cause de la ruine de la Prusse. Il était enivré de sa victoire d'Iéna; il n'avait que des paroles de colère et de vengeance contre les Prussiens; il semblait disposé à user révolutionnairement de sa conquête : « Je rendrai cette noblesse si petite, disait-il, qu'elle sera obligée de mendier son pain. » Il mit sur les pays conquis une contribution de guerre de 160 millions; il les partagea en quatre départements, qu'il confia à des administrateurs français; il imposa aux autorités un serment qui laissait dans l'incertitude le rétablissement de la monarchie. « Soldats, dit-il à son armée, une des premières puissances militaires de l'Europe, qui osa naguère nous proposer une honteuse capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de la Franconie, la Saal, l'Elbe, que nos pères n'eussent pas traversés en sept ans, nous les avons traversés en sept jours. Nous avons précédé à Berlin la renommée de nos victoires... Les Russes se vantent de venir à nous : nous leur épargnerons la moitié du chemin.... Qui leur donnerait le droit de renverser nos justes desseins? Eux et nous ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz ? »

Cependant « Magdebourg était la souricière où se rendaient tous les hommes égarés de la bataille. » Hohenlohe y arriva; mais, pressé par les trois corps qui le poursuivaient, et sachant que la route de Berlin était déjà fermée, il sortit de la place avec vingt-deux mille hommes, et se jeta sur la route de Ratenau, pour gagner Stettin par Zehdenick et Prentzlow (23 oct.). Son arrière-garde était formée par un corps de huit mille hommes que commandait Blücher. Ney bloqua Magdebourg. Soult se mit à la poursuite d'un corps qui n'avait pas figuré à la bataille d'Iéna : c'était celui du duc de Weymar, qui s'était échappé d'Eisenach par Brunswick, et avait passé l'Elbe à Spandau. Murat se rabattit sur Dessau, où il passa l'Elbe; il arriva à Spandau, où il se joignit à Lannes, et il courut, par Oraniembourg, sur Zehdenich pour couper Hohenlohe. Celui-ci chercha alors à gagner Prentzlow par Boitzembourg;

mais Murat et Lannes y arrivèrent par Tremplin, le battirent (28 oct.), et le forcèrent à mettre bas les armes avec quinze mille hommes, soixante canons et quarante-cinq drapeaux. Six mille hommes s'échappèrent; mais ils furent atteints à Passewalk et contraints de se rendre. L'avant-garde de Murat courut sur Stettin, et cette grande place, qui avait six mille hommes de garnison, ouvrit ses portes à quelques escadrons de hussards. Il ne restait plus que le corps de Blücher, qui, avant le désastre de Prentzlow, s'était rabattu sur Neu-Strélitz, où il se joignit au corps de Weymar. Blücher prit le commandement de ces débris, formant vingt-cinq mille hommes, et se dirigea sur Schwerin pour gagner Rostock, mais il trouva Murat devant lui; il se rabattit sur le bas Elbe, mais il rencontra Soult; il voulut revenir sur le Havel, mais il rencontra Bernadotte; alors il se replia sur Lubeck, et entra de force dans cette ville, qui voulait garder sa neutralité. Murat, Soult et Bernadotte se réunirent, enfoncèrent les portes de Lubeck, et livrèrent dans les rues un combat terrible, où la ville souffrit toutes les horreurs d'une prise d'assaut : huit mille Prussiens périrent ou mirent bas les armes. Blücher réunit encore dix mille hommes et gagna la Trave; mais il se trouva acculé à la frontière de Danemarck devant une armée danoise décidée à faire respecter sa neutralité, et il capitula. Le même jour, Magdebourg se rendit avec vingt mille hommes, huit cents canons et d'immenses approvisionnements (8 nov.).

Les trois corps que Napoléon avait laissés en arrière étaient entrés en campagne. Celui de Mortier partit de Mayence pour exécuter la sentence rendue contre le prince de Fulde-Orange, le duc de Brunswick, l'électeur de Hesse-Cassel, instigateurs de la quatrième coalition : un décret déclara qu'ils avaient cessé de régner. Mortier occupa leurs états, licencia leurs troupes, démolit leurs forteresses. En même temps le roi de Hollande partit de Wesel, prit Paderborn, Munster, Osnabruck, et joignit Mortier à Cassel; tous deux entrèrent dans le Hanovre (novemb.), firent capituler Hameln et Niembourg, s'emparèrent de Brunswick, de Brême, de Hambourg, enfin occupèrent le Mecklembourg. Le neuvième corps, formé des contingents de Bavière et de Wurtemberg, marcha de Bayreuth sur Dresde, sous le commandement de Jérôme Bonaparte et de Vandamme. L'Empereur, aussitôt après la bataille d'Iéna, avait renvoyé les prisonniers saxons, en leur disant qu'il venait délivrer leur pays, qui, depuis deux cents ans, était sous la protection de la France; l'électeur rappela ses troupes, se déclara neutre, et ouvrit des négociations qui aboutirent à un traité

par lequel il prit le titre de roi (11 déc.), entra dans la confédération du Rhin, et y fit entrer avec lui les quatre ducs souverains de la maison de Saxe. Le corps de Jérôme se dirigea de Dresde sur l'Oder, où il s'empara de Glogau et investit Breslau. Déjà Augereau avait occupé Francfort, et Davoust Custrin, place inabordable, qui se rendit sans coup férir. Les capitulations des villes étaient encore plus scandaleuses que celles des corps d'armée : du délire de l'orgueil les Prussiens étaient passés au délire du découragement; jamais l'insolence d'un peuple n'avait été punie d'une honte plus rapide et plus complète. Les Français entrèrent dans la Pologne prussienne; le roi Frédéric s'enfuit à Kœnigsberg avec quinze mille hommes, seul débris de toute sa puissance militaire.

La conquête de la Prusse était terminée; mais cent mille Russes arrivaient sur la Vistule, et la guerre allait prendre un autre aspect et se compliquer de nouveaux intérêts : Napoléon se trouvait maintenant face à face avec la restauration de la Pologne et la conservation de l'empire ottoman; questions immenses, qui devaient embarrasser toute sa politique, et qu'il fut contraint de sacrifier pour chercher la solution de sa pensée fondamentale, la liberté des mers.

§ VI. Blocus continental. — Depuis le traité d'avril 1805 et la bataille de Trafalgar, l'Angleterre exerçait à l'aise sa tyrannie sur l'Océan; elle visitait, confisquait les neutres; elle faisait la *presse* des matelots sur leurs navires; elle leur interdisait tout commerce avec les colonies françaises; enfin elle déclara que tous les ports situés entre Brest et Hambourg étaient bloqués (1806, 16 mai), et que les neutres ne pourraient plus porter leurs chargements que dans les ports anglais. Toutes les puissances se soumirent à cet ordre monstrueux : une seule, les États-Unis, en appela à la justice « contre les principes odieux interpolés par l'Angleterre dans la loi des nations; » elle arrêta, par représailles, tous les Anglais voyageant sur son territoire, et déclara que tout individu qui *presserait* un matelot américain serait considéré comme pirate et puni de mort [1].

C'était l'Angleterre que Napoléon cherchait à atteindre dans la Prusse; c'était elle qu'il avait voulu abattre à Iéna : dès qu'il fut

[1] « Qu'on ouvre l'histoire de l'Angleterre, disait le président, on ne rencontrera que des guerres destructives, des expéditions de pirates, des intrigues corruptrices, des stratagèmes perfides, des révoltes excitées, des traités rompus, la tyrannie, le massacre, la cruauté, l'intolérance, l'usurpation, et tout cela pour monopoliser le commerce du monde. Depuis douze ans elle pille nos vaisseaux, et trois mille de nos concitoyens sont ses prisonniers. »

à Berlin, il répondit à ces mesures barbares par ce décret (21 nov.) : « Considérant que l'Angleterre n'admet pas le droit des gens suivi universellement par les peuples policés ; qu'il est naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime, et d'en faire un principe fondamental de l'empire jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit des gens sur la mer est un et le même sur terre et sur mer ; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes..... Les îles Britanniques sont déclarées en état de blocus, et tout commerce ou correspondance est interdit avec elles. Tout sujet anglais qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou celles de nos alliés sera fait prisonnier de guerre ; tout magasin, toute marchandise et toute propriété appartenant à un sujet anglais sont déclarés de bonne prise ; le commerce des marchandises anglaises est défendu, et toute marchandise appartenant à l'Angleterre ou provenant de ses fabriques est déclarée de bonne prise ; aucun bâtiment anglais ou venu des possessions anglaises ne peut être reçu dans les ports de la France et de ses alliés. »

Ce décret, d'une violence inouïe, était contraire à tous les principes de la morale sociale ; mais c'était une représaille parfaitement équitable, et qui avait pour but de résoudre une immense question de civilisation et d'humanité. « Nous avons mis les îles Britanniques, écrivit l'Empereur au Sénat, en état de blocus, et nous avons ordonné contre elles des dispositions qui répugnent à notre cœur. Il nous en a coûté de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des rois, et de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges des nations ; mais nous avons été contraint à opposer à l'ennemi les mêmes armes dont il se servait contre nous. Ces déterminations, commandées par un juste sentiment de réciprocité, n'ont été inspirées ni par la passion ni par la haine. Les conditions de paix que nous avons offertes, après avoir dissipé les trois coalitions qui ont tant contribué à la gloire de nos peuples, nous les offrons encore aujourd'hui que nos armes ont obtenu de nouveaux triomphes... Dans cette nouvelle position, nous avons pris pour principes invariables de notre conduite de ne point évacuer Berlin, ni Varsovie, ni les provinces que la force

des armes a fait tomber en nos mains, avant que la paix générale soit conclue, que les colonies espagnoles, hollandaises et françaises soient rendues, que les fondements de la puissance ottomane soient raffermis, et l'indépendance absolue de ce vaste empire, premier intérêt de notre peuple, irrévocablement consacrée.... » Mais la paix était impossible. L'Angleterre, aveuglée par sa haine insensée contre la France, trahissait ses propres intérêts, les libertés de l'Europe, la civilisation, en faveur de l'allié impérial dont elle était dupe depuis un demi-siècle; et de même qu'elle avait laissé démembrer la Pologne pour satisfaire sa passion contre la révolution française, elle travaillait maintenant elle-même à livrer l'empire ottoman à l'aigle moscovite, dans l'espoir d'abattre Napoléon

§ VII. Rupture de la Porte avec la Russie. — Insurrection de la Pologne. — La Turquie avait ouvert les yeux sur le sort que lui réservait la protection de la Russie; elle était revenue à sa politique naturelle, et avait, depuis la bataille d'Austerlitz, renoué ses relations d'amitié avec la France. Elle était gouvernée par deux hommes éclairés, le sultan Sélim III et le visir Barayctar, qui voulaient régénérer l'empire ottoman, et avaient demandé, pour cette grande entreprise, l'amitié de Napoléon. Celui-ci ne cessait de dévoiler les projets de la Russie sur la Turquie, de manifester l'immense intérêt qu'il portait à cet empire, de déclarer que la seule condition de paix qu'il exigeait du czar était la conservation de son indépendance et de son intégrité. « Qui pourrait calculer, écrivait-il au Sénat, la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et les délices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d'une sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait, de nos jours, nos provinces attaquées par une nuée de fanatiques et de barbares; et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité, et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. » Le général Sébastiani fut envoyé en ambassade à Constantinople; il ranima les haines nationales contre les Moscovites, et engagea Sélim à faire rentrer directement sous son obéissance la Valachie et la Moldavie, devenues en réalité des provinces russes. Alexandre regarda cette entreprise comme un outrage, et envoya sur-le-champ une armée de quatre-

vingt mille hommes, commandée par Michelson, dans les principautés. C'était pourtant le moment où le roi de Prusse s'enfuyait à Kœnigsberg en implorant son allié; mais la gloire d'arrêter les Français fut sacrifiée au « désir d'atteindre la riche proie qui se présentait. » Michelson s'avança jusqu'à Bucharest (1806, 5 janv.), et fit révolter la Servie. Sélim envoya une armée sur le Danube. Napoléon ordonna à Sébastiani de resserrer l'alliance avec la Porte par tous les moyens, et à Marmont de faire passer des officiers et des armes aux pachas de Bosnie et de Scutari.

Cependant le czar, voyant la Pologne prussienne envahie par les Français, et la Russie menacée à la fois sur ses deux flancs, se décida à envoyer une armée sur la Vistule : il ne fallait point que l'appât d'une proie nouvelle exposât la proie non moins précieuse acquise depuis quinze ans. Or, l'apparition du drapeau tricolore sur la Wartha avait réveillé la Pologne de son tombeau : ces frères que les Polonais attendaient depuis 1792, ils arrivaient enfin, après avoir passé sur le ventre de leurs oppresseurs à Austerlitz et à Iéna. Dombrowski, Zayonschek et les autres proscrits qui combattaient depuis quinze ans dans les rangs français, se jetèrent en avant en répétant ces mots de l'Empereur : « La France n'a jamais reconnu les partages de la Pologne : que les Polonais s'arment et prouvent au monde qu'ils sont encore une nation. » Tout se souleva; les garnisons prussiennes furent désarmées par les habitants; quatre régiments polonais se formèrent sur-le-champ; la Gallicie fut pleine d'agitation; douze mille hommes de la Lithuanie et de la Wolhynie accoururent isolément à travers les armées russes : enfin, quand Napoléon arriva à Posen, au milieu des bénédictions, des acclamations, des supplications de tout un peuple, il entendit cette touchante parole : « La nation polonaise, gémissant encore sous le joug des nations germaniques, prie humblement et implore le très-auguste Empereur qu'il daigne faire renaître la Pologne de ses cendres. »

Le partage de la Pologne est un crime unique dans les temps chrétiens : depuis ce monstrueux dépècement d'un peuple, le droit public n'existe plus, la société européenne n'a plus de moralité, les nationalités sont à la merci des ambitions cupides et sauvages qui gouvernaient le monde païen, et l'on attend encore du nouvel ordre de choses fondé par la révolution française d'autres et de plus solides principes de droit public. Aussi le crime fut-il combiné avec une profondeur infernale et de manière à le rendre éternel : les trois spoliateurs conclurent, sur le cadavre de la Pologne, un pacte qui n'a cessé de les unir; pacte dirigé principalement contre

la France, la seule nation qui pût venger la Pologne; pacte où tout l'avantage est à la Russie, toute la honte à la Prusse et à l'Autriche, qui sont, depuis cette époque, enchaînées à servir l'ambition de leur complice et à trahir les intérêts de l'Europe.

Napoléon vit la question polonaise tellement chargée de périls et pleine d'incertitudes, que, pour la première fois de sa vie, et lorsqu'il était dans toute la force de son génie et à l'apogée de sa puissance, il hésita. La Prusse était vaincue, mais la Russie était intacte; l'Autriche n'attendait qu'une occasion pour prendre le rôle qu'elle joua, six ans plus tard, avec tant de perfidie et de succès : elle avait déjà fait des menaces, envoyé une armée dans la Bohême pour prendre à revers les Français, refusé d'échanger la Gallicie contre la Silésie. Proclamer l'indépendance de la Pologne, c'était réunir, pour la première fois, les trois puissances du Nord contre la France et combler les vœux de l'Angleterre; c'était ouvrir une guerre interminable et universelle, dans laquelle le grand but de Napoléon, la paix maritime, était oublié; et l'armée française y semblait mal disposée après une marche de quatre cents lieues. L'Empereur recula : il donna des armes à la Pologne prussienne, il ne fit peser sur elle ni réquisitions ni contributions; il lui donna un gouvernement provisoire, composé de Polonais prussiens; mais il évita de prendre des engagements avec les Polonais russes; il rassura l'Autriche sur la Gallicie; enfin il fit écrire dans son bulletin : « Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance? Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique; mais certes il n'y eut jamais d'événement plus mémorable, plus digne d'intérêt. »

§ VIII. Batailles de Pultusk et d'Eylau. — L'armée russe, forte de quatre-vingt mille hommes, outre quinze mille Prussiens, et commandée par Kaminski, s'était avancée sur la Vistule et avait occupé Varsovie, ayant pour but principal de couvrir les routes de Kœnigsberg et de Grodno. Mais, à l'approche des Français, elle évacua Varsovie et se cantonna entre la Narew et l'Oukra, ayant pour centre de ses positions Pultusk; les Prussiens, commandés par Lestocq, s'établirent sur la Basse-Vistule.

L'armée française était forte de cent quatre-vingt mille hommes, mais près de la moitié était en arrière : Mortier gardait les côtes depuis le Weser jusqu'à l'Oder, et devait agir dans la Poméranie contre les Suédois; un nouveau corps, commandé par le maréchal Lefèvre, et composé de trente mille Allemands, Italiens et Polonais, était destiné à assiéger Dantzig, Colberg et Graudentz; Jérôme

assiégeait les places de la Silésie ; les troupes de la confédération gardaient la Prusse. Murat, Davoust et Lannes, formant l'aile droite, entrèrent à Varsovie, où ils furent reçus avec des transports de joie qui tenaient du délire, et ils s'établirent sur le Bug (28 nov.) ; le centre, formé de Soult et d'Augereau, passa le fleuve près de Modlin ; la gauche, formée de Ney et de Bernadotte, s'empara de Thorn et d'Elbing. L'Empereur, étant arrivé à Varsovie, voulut, malgré la saison, en finir sur-le-champ avec les Russes par un coup d'éclat : d'après ses ordres, et pendant que Ney et Bernadotte manœuvraient sur la basse Vistule pour isoler et couper Lestocq, Soult se dirigea sur Makow pour tourner entièrement les Russes ; Augereau et Davoust marchèrent de front contre eux sur Golymin, Lannes sur Pultusk ; mais le terrain entre la Narew et la Vistule n'étant qu'un marais où l'on enfonçait jusqu'à mi-corps, la marche des Français se trouva retardée, et au lieu d'une bataille on n'eut qu'une série de combats isolés, où les Russes firent une résistance acharnée, surtout à Pultusk (26 déc.). Ils se retirèrent sur Ostrolenka, ayant perdu dix mille hommes et quatre-vingts canons. Il était impossible de les poursuivre : les routes étaient des fondrières ; l'armée, épuisée par les marches continuelles, murmurait de ce pays pauvre, de cette terre de boue, de ce ciel éternellement pluvieux. Napoléon résolut de prendre des quartiers d'hiver. Il cantonna sa droite et son centre entre l'Omulew, la Narew et l'Oukra ; il fortifia Praga, Modlin, Thorn ; il étendit sa gauche des sources de la Passarge et de l'Alle à Elbing.

Les Russes, accoutumés au climat de la Pologne, ne laissèrent pas les Français tranquilles dans leurs quartiers d'hiver. Ils s'étaient retirés non sur Grodno, mais dans la Prusse orientale ; ils avaient reçu des renforts et étaient fanatisés par les ukases où le czar les appelait à vaincre « les athées qui s'élèvent contre Dieu et la patrie; » enfin ils étaient commandés par Benigsen, l'un des meurtriers de Paul Ier, général audacieux jusqu'à la témérité. Celui-ci résolut de pénétrer entre Bernadotte et Ney, en acculant le premier à la mer, de passer la Vistule, de dégager Dantzig, et, en reportant la guerre dans le Brandebourg, de forcer les Français à abandonner la Pologne. Il laissa trois divisions sur la Narew pour menacer Varsovie ; avec quatre-vingt mille hommes il se dirigea par Heilsberg sur Guttstadt, rallia Lestocq, qui se porta sur la basse Vistule, et força la Passarge à Liebstadt. Bernadotte, averti à temps, se concentra à Mohrungen, y battit les Russes et recula sur Osterode (1807, 24 janv.). Napoléon fut vivement contrarié de ce mouvement offensif au milieu de l'hiver, quand les fleuves étaient glacés,

les routes couvertes de neige, les approvisionnements difficiles; néanmoins il ordonna à Bernadotte de reculer jusqu'à Thorn en entraînant l'ennemi à sa poursuite, et il l'avertit qu'il allait se porter sur les derrières des Russes par Allenstein. En effet il laissa Lannes sur la Narew pour couvrir Varsovie; avec Ney, Soult, Augereau, Davoust et Murat, il s'échelonna sur la route de Varsovie à Kœnigsberg pour couper l'ennemi, et arriva à Allenstein. Un incident fit manquer ce beau plan : l'officier qui portait les instructions de l'Empereur à Bernadotte tomba aux mains des Russes. Aussitôt Benigsen, voyant le piége où il donnait, rappela Lestocq aventuré sur la basse Vistule, repassa la Passarge et regagna ses communications, de sorte que les Français le trouvèrent en bataille à Jonkowo, la droite appuyée à la Passarge, la gauche à l'Alle. Soult voulut le tourner par la droite : il enleva Guttstadt et Bergfried, et occupa la route de Heilsberg; mais les Russes filèrent pendant la nuit par la route d'Eylau, en sacrifiant des arrière-gardes. Lestocq, isolé par cette retraite, voulut percer par Deppen; mais il fut battu par Ney, perdit une partie de son corps, et se retira par Spanden. Ney le poursuivit; Napoléon, avec Soult, Murat et Augereau, se mit à la suite de Benigsen; Davoust fila sur la droite pour se rabattre sur le flanc de l'ennemi. Bernadotte, qui n'avait pas reçu les ordres de l'Empereur, était à trois marches en arrière.

Les Russes s'arrêtèrent à Eylau, résolus à livrer bataille pour sauver Kœnigsberg. Le corps de Soult, qui formait avant-garde, le rejeta de cette ville après un sanglant combat, et Napoléon les croyait en pleine retraite, lorsque le lendemain (7 fév.) toute leur armée, resserrée dans un espace très-étroit et couverte par cinq cents bouches à feu, attaqua Eylau. L'Empereur fut surpris : il pressa la marche d'Augereau, rappela Ney et Davoust, et avec Soult et la garde soutint le premier effort de l'ennemi. Alors Augereau déboucha pour former le centre, appuyé à droite par la cavalerie qui devait faciliter l'arrivée de Davoust. Mais il tombait une neige épaisse qui aveuglait les Français; et ce corps, perdant sa direction, s'engagea entre le centre et la réserve de l'ennemi : assailli de toutes parts, battu par quarante canons, ne pouvant se former en carré, il fut écrasé et à moitié détruit. A la vue du carnage, Napoléon lança Murat avec toute sa cavalerie pour dégager Augereau. Cette masse perça toutes les lignes ennemies : mais en revenant elle trouva ces lignes reformées, et les perça une seconde fois en leur faisant éprouver d'énormes pertes. Alors Davoust déboucha sur notre droite, attira de ce côté tous les efforts des

Russes, et, en débordant leur gauche, jeta le désordre dans leurs rangs. Enfin Ney, qui n'avait pu atteindre Lestocq, au bruit du canon, se rabattit à la hâte pour se rallier à l'aile gauche, et tomba sur le flanc droit de l'ennemi : son arrivée détermina la retraite de Benigsen, qui recula sans désordre sur Kœnigsberg. L'Empereur n'osa le suivre ; sa victoire était si incomplète qu'elle ne lui avait donné pour trophées que six mille blessés, vingt-quatre canons et seize drapeaux. Le champ de bataille offrait le plus affreux spectacle. « Qu'on se figure, disait le bulletin, sur un espace d'une lieue carrée, neuf ou dix mille cadavres, quatre ou cinq mille chevaux tués, des lignes de sacs russes, des débris de fusils et de sabres, la terre couverte de boulets, d'obus, de munitions, vingt-quatre pièces de canon auprès desquelles on voyait les cadavres des conducteurs tués au moment où ils faisaient des efforts pour les enlever ; tout cela avait plus de relief sur un fond de neige. »

L'armée française fut attristée de cette bataille si meurtrière, de ce climat rigoureux, de cette campagne si peu décisive : elle n'avait pas bon marché des Russes comme des Autrichiens et des Prussiens, et il fallait hacher, pour les faire tomber, ces automates barbares qui croyaient mourir pour leur foi. Après huit jours de repos près du champ de bataille, Napoléon se décida à reprendre ses quartiers d'hiver pour y rétablir son armée, amasser des approvisionnements, refaire son artillerie, inférieure à celle des Russes, enfin s'assurer de Dantzig. Bernadotte et Soult s'établirent sur la Passarge ; Ney, de Guttstadt à Allenstein ; Davoust, sur l'Omulew ; la garde et le quartier-général étaient à Finkenstein, et les dépôts à Thorn. Le corps de Lannes, qui avait livré sur la Narew un combat très-glorieux à Ostrolenka, resta dans ses positions. Lefebvre investit Dantzig ; Mortier bloqua Colberg et opéra contre les Suédois ; enfin Brune, avec un nouveau corps d'observation de trente mille hommes, la plupart Italiens, Hollandais et Espagnols, garda les bouches de l'Ems, du Weser et de l'Elbe, et surveilla Berlin.

§ IX. Les Anglais devant Constantinople et en Égypte. — Traité de Bartenstein. — Prise de Dantzig. — Cependant l'entrée des Français en Pologne avait arrêté la marche des Russes dans la Valachie ; Sélim, animé par cette puissante diversion, déclara solennellement la guerre à la Russie, et l'influence française fut toute-puissante à Constantinople. Mais alors l'Angleterre vint au secours de son allié impérial, et envoya une flotte dans la Méditerranée, qui somma le sultan de renvoyer Sébastiani, de faire alliance avec la Russie et l'Angleterre contre la France, de céder

aux Russes la Moldavie et la Valachie, de remettre les Dardanelles, sa flotte et ses munitions navales aux Anglais. Sélim rejeta ces propositions aussi étranges par leur insolence que par leur ineptie ; mais, malgré les avis de Sébastiani, il ne prit aucune mesure de défense. Alors la flotte anglaise, commandée par Duckworth, traversa les Dardanelles, qui n'étaient pas gardées, brûla cinq vaisseaux turcs (19 févr.), et arriva devant Constantinople, qu'elle menaça d'un bombardement. Le peuple était furieux et demandait des armes ; mais les ministres tremblèrent et décidèrent le sultan à renvoyer Sébastiani. Celui-ci refusa de partir. « L'Empereur, dit-il, ne voudra pas, par une faiblesse indigne de lui, descendre du haut rang où l'ont placé ses glorieux ancêtres. Vos remparts ne sont pas armés ; mais vous avez du fer, des munitions, des vivres, des bras ; ajoutez-y du courage, et vous triompherez de vos ennemis. » L'énergie de l'ambassadeur ranima Sélim : « On veut que je fasse la guerre à mon meilleur ami ! lui dit-il ; écris à l'Empereur qu'il peut compter sur moi comme je compte sur lui. » Et il mit à sa disposition toutes les ressources de sa capitale. Sébastiani amusa Duckworth par une négociation et gagna huit jours, pendant lesquels, à l'aide de quelques officiers français, et grâce à l'enthousiasme des Turcs, il couvrit Constantinople et les détroits de six cents bouches à feu, de cent chaloupes canonnières, d'une ligne de vaisseaux rasés et embossés. Alors Duckworth n'eut plus qu'à se mettre en retraite, de peur que les Dardanelles ne lui fussent fermées ; mais il ne repassa le détroit qu'en perdant deux corvettes et sept cents hommes. C'était une victoire pour la France : aussi Napoléon envoya à Sébastiani des officiers et des artilleurs pour organiser l'armée turque, et il ordonna à Marmont de se tenir prêt à former l'extrême droite de la grande armée en marchant avec vingt-cinq mille hommes dans la Servie.

Il semblait qu'il eût été sous-entendu, dans le traité d'avril 1805, que l'Angleterre et la Russie se laisseraient mutuellement, l'une sur le continent, l'autre sur la mer, satisfaire leur ambition : en effet, pendant que l'Angleterre cherchait à donner aux Russes ces Dardanelles, qu'Alexandre appelait la clef de sa maison, elle faisait, dans son seul intérêt, des expéditions particulières : ainsi elle chercha deux fois à s'emparer de Buénos-Ayres ; elle fit partir de la Sicile, qui n'était plus qu'une de ses colonies, une petite armée qui tenta de ranimer la révolte de la Calabre, mais qui fut battue par Reynier à Mileto ; enfin, elle voulut se venger de l'échec de Constantinople en prenant aussi sa part de l'empire ottoman : elle envoya en Égypte, ce magnifique passage vers les Indes qu'elle n'a

cessé de convoiter, dix mille hommes qui s'emparèrent d'Alexandrie et marchèrent sur Rosette (1807, 15 mars). Mais il y avait alors pour pacha d'Égypte un homme de génie qui songeait à régénérer ce pays avec les débris de la colonie française : Méhémet-Ali battit les Anglais et les força à se rembarquer honteusement (19 avril). Sélim déclara la guerre à l'Angleterre.

La Russie et la Prusse étaient mécontentes de ces expéditions, qui semblaient étrangères à la guerre contre la France : elles resserrèrent leur alliance par le traité de Bartenstein (25 avril), qui énonça les principales stipulations du traité d'avril 1805; c'est-à-dire que ces deux puissances, dont l'une ne possédait plus que deux ou trois villes, et l'autre avait déjà perdu deux batailles, s'engagèrent, au moment où les Français étaient sur la Vistule, à faire rentrer la France dans ses anciennes limites; convention qui ne fut annulée par aucun événement et qui resta secrètement en vigueur, malgré les traités contraires faits avec Napoléon. L'Angleterre y accéda, promit des subsides, et s'engagea à envoyer trente mille hommes dans la Poméranie pour agir avec les Suédois sur les derrières de l'armée française. L'Autriche fut invitée à compléter la coalition, mais elle se contenta d'offrir une médiation hypocrite, qui fut refusée.

Pendant ce temps, Napoléon, de son camp de Finkenstein et à cinq cents lieues de sa capitale, administrait son empire, s'occupait de finances, de travaux publics, d'arts et de littérature. Il faisait assembler un *sanhédrin* des juifs qui interprétait les lois de Moïse de façon à faire des citoyens de cette race proscrite. Il donnait des secours aux fabricants qui souffraient de la stagnation du commerce : « Je m'afflige, disait-il, de ma manière de vivre qui, m'entraînant dans les camps, dans les expéditions, détourne mes regards de ce premier objet de mes soins, de ce premier besoin de mon cœur, une bonne et solide organisation de ce qui tient aux banques, aux manufactures, au commerce. » Enfin il renforçait son armée, qui fut portée à cent soixante-dix mille hommes, sans la garde et la réserve de cavalerie; il appelait d'avance la conscription de 1808, qui forma réserve dans l'intérieur; enfin il préparait, avec une activité qui harassait tous les administrateurs, des masses énormes de vivres et de munitions[1].

[1] « Pour connaître Napoléon tout entier, dit Bignon, il faudrait le voir le même jour, dans les mêmes heures, discutant toutes les questions relatives à la guerre, depuis les plans de campagne, l'artillerie, le génie, la composition de l'armée et ses mouvements, jusqu'à la chaussure et la giberne du soldat; réglant toutes les parties de la marine, depuis les combinaisons générales, l'expédition et le retour des escadres, jusqu'à l'armement de la dernière de ses chaloupes canonnières,

Les hostilités n'avaient pas cessé sur tous les points : en Silésie, Vandamme prenait Breslaw, Brieg, Schweidnitz, etc., c'est-à-dire en huit mois six places, quinze cents canons et vingt-quatre mille hommes. En Poméranie, Mortier resserrait Stralsund, battait les Suédois à Anklam (1807, 8 avril), et forçait Gustave à un armistice que Napoléon s'empressa d'approuver pour ramener ce roi à son alliance naturelle. « La Suède, lui faisait-il dire, ne peut se dissimuler que dans la lutte actuelle elle est aussi intéressée que la France au succès de mes armes. » Enfin, sur la basse Vistule, Dantzig, défendue par Kalkreuth et le célèbre ingénieur Bousmard avec dix-huit mille hommes, était l'objet d'une multitude de combats : le czar envoya vainement par mer vingt-cinq mille hommes à sa délivrance : cette armée fut battue. Benigsen essaya vainement de percer la ligne des cantonnements français : il fut rejeté sur Heilsberg, où il se fortifia. Enfin, le corps de Mortier étant venu compléter l'investissement, la place se rendit (24 mai).

§ X. Batailles de Heilsberg et de Friedland. — La ligne de la Vistule étant assurée par la possession de Dantzig, de Thorn et de Praga, Napoléon se préparait à prendre l'offensive, lorsqu'il fut prévenu par Benigsen. L'armée russe avait été portée à cent quatre-vingt mille hommes; son centre, fort de cent mille, était à Heilsberg; sa gauche, de vingt mille, sur la Narew; sa droite, composée du corps prussien, sur la Passarge; soixante mille hommes étaient en réserve sur le Niemen. A la nouvelle de la prise de Dantzig, Benigsen chercha à enlever le corps de Ney qui s'était avancé au delà de Guttstadt (4 juin); mais le maréchal déploya tant de sang-froid et de valeur, qu'il se replia sans perte sur Ankendorf. Le lendemain l'attaque recommença, mais Ney montra la même vigueur; il se replia sur Deppen et repassa la Passarge après avoir fait perdre à l'ennemi cinq mille hommes. Les attaques des Russes contre Soult et Bernadotte, à Lomitten et à Spanden, n'eurent pas plus de succès; alors Benigsen, voyant son plan manqué, se mit en retraite.

Aussitôt Napoléon appelle à lui Davoust, Lannes, Mortier, Murat

parcourant toutes les parties de l'administration, depuis la direction du ministère de l'intérieur jusqu'à la réparation de l'église du village; toutes les parties de la politique, depuis ses négociations avec les états les plus puissants jusqu'aux soins à prendre pour s'assurer des états les plus faibles; enfin traitant ces diverses matières et une foule d'autres avec la même connaissance de l'ensemble et des détails, avec la même fidélité de mémoire, la même netteté d'idées que si chacun des départements ministériels eût été pour lui l'objet d'une étude exclusive.... Peut-être n'a-t-il pas existé au monde un autre individu, soit dans les hautes, soit dans les basses régions de la société, qui ait prouvé, autant que Napoléon, de quelle continuité, de quelle variété, de quelle étendue de travail l'intelligence d'un seul homme est capable. »

et la garde; il franchit la Passarge, enlève Guttstadt, jette les Russes sur la rive droite de l'Alle, et les coupe du corps de Lestocq qui file le long du Frische-Haf sur Kœnigsberg. Benigsen arrive dans son camp retranché d'Heilsberg par la rive droite de l'Alle : il y est assailli par les Français qui veulent le couper définitivement des routes d'Eylau et de Kœnigsberg et le rejeter sur le Niemen. Après une suite de combats très-meurtriers, où les Russes perdent dix mille hommes et les Français sept mille, ceux-ci, n'ayant pu emporter Heilsberg, laissent un corps devant cette ville et marchent sur Eylau (10 juin). Aussitôt Benigsen brûle ses ponts et se dirige par la rive droite de l'Alle sur Wehlau, pour prendre position sur le Pregel; mais arrivé devant Friedland, ville située sur la rive gauche de l'Alle, il s'avise de passer la rivière pour prendre en flanc nos colonnes de marche et les prévenir sur Kœnigsberg. Soult, Davoust et Murat se dirigeaient par Eylau sur cette ville, qui n'était plus couverte que par Lestocq; Lannes et Mortier longeaient l'Alle en se dirigeant sur Friedland, et suivis à une longue distance par Ney et Victor[1]. Benigsen chassa les avant-postes français de Friedland; mais, au lieu d'écraser Lannes et Mortier isolés, il s'étendit en demi-cercle autour de la ville. Napoléon, qui marchait avec la garde en arrière de Ney, apprenant la mauvaise position de l'ennemi, qui s'acculait à l'Alle et cherchait une bataille sans nécessité, ordonna à Lannes et à Mortier de le tenir en haleine, et il pressa la marche de Ney et de Victor. En effet, Lannes et Mortier occupèrent l'ennemi jusqu'à quatre heures du soir (14 juin); alors Napoléon arriva et prit les dispositions les plus simples et les plus précises : il porta Ney à la droite, Lannes au centre, Mortier à la gauche, Victor et la garde en réserve. L'aile gauche des Russes était dans un coude de l'Alle, entre la ville et un étang; en la battant on était maître de Friedland, et la droite se trouvait acculée à l'Alle et coupée : l'attaque devait donc se faire par la droite en pivotant sur la gauche immobile. En effet, Ney, soutenu en arrière par Victor et protégé par soixante pièces d'artillerie, écrasa la gauche des Russes dans le gouffre où elle ne pouvait se mouvoir; il la rejeta dans la ville, lui fit repasser l'Alle, et s'arrêta devant cent vingt bouches à feu que l'ennemi mit en batterie pour protéger sa retraite. Pendant ce temps, la droite des Russes était attirée par Lannes et Mortier sur la route de Kœnigsberg; mais, avertie par la prise de Friedland du piége où elle donnait, elle recula à la hâte sur la ville, dont les ponts n'existaient plus et qui était

[1] Victor commandait provisoirement le corps de Bernadotte, celui-ci ayant été blessé à Spanden.

occupée par quarante mille Français : alors elle se trouva prise en queue, en tête, sur sa gauche, et elle avait à sa droite la rivière. Elle aima mieux s'y précipiter que de se rendre; mais elle y laissa ses canons, ses blessés, et atteignit la rive droite diminuée de moitié. Tout s'enfuit sur le Pregel et de là sur le Niemen. Les Russes avaient perdu trente mille hommes tués, blessés ou prisonniers, presque tous leurs canons et leurs bagages, et la déroute leur coûta encore dix mille hommes. Les Français avaient eu quinze cents morts et quatre mille blessés.

Cependant Soult, Davoust et Murat étaient arrivés devant Kœnigsberg, où Lestocq avait réuni vingt-cinq mille hommes, et ils le menacèrent d'un assaut; mais à la nouvelle de la bataille, celui-ci évacua la ville, où les Français trouvèrent des approvisionnements immenses, cent mille fusils, deux cents bâtiments anglais. Murat se jeta à la poursuite des Prussiens et atteignit Tilsitt en même temps que Napoléon y arrivait par la route de Weihlau.

§ XI. Traité de Tilsitt. — Dès qu'Alexandre vit les Français sur le Niemen et la Pologne russe qui allait être envahie, il se décida à demander la paix, « afin, dit l'historien Butturlin, de gagner le temps nécessaire pour se préparer à soutenir convenablement la lutte, qu'on savait bien devoir se renouveler un jour [1]. » Les deux empereurs convinrent de se voir, et la première entrevue eut lieu sur un radeau construit au milieu du fleuve (25 juin). « Je hais les Anglais, dit Alexandre en embrassant Napoléon, autant que vous les haïssez : je serai votre second dans tout ce que vous ferez contre eux. — En ce cas, répondit Napoléon, la paix est faite. » Les deux souverains prirent séjour dans Tilsitt, admirent à leurs conférences le roi de Prusse, et se traitèrent avec les marques de la plus vive amitié pendant vingt jours. Napoléon se trouvait flatté d'être reconnu par le plus puissant monarque de l'Europe; Alexandre, qui alliait à une grande fausseté une exaltation chevaleresque poussée jusqu'à l'illuminisme, croyait participer à la gloire de « l'homme du siècle et de l'histoire. » Quant au roi de Prusse, il était oublié des deux nouveaux amis, et se voyait d'avance sacrifié : vainement la reine vint elle-même supplier le vainqueur qui l'avait outragée dans ses bulletins, et employa-t-elle, pour l'adoucir, toutes les séductions de sa beauté et de son esprit : Napoléon fut insensible jusqu'à la dureté. La guerre de Prusse avait été une guerre de passion; ce fut un traité de passion qui la termina.

« L'empereur Napoléon, dit le traité, par égard pour l'empereur

[1] Histoire de la campagne de 1812, t. I.

Alexandre, consent à restituer au roi de Prusse les pays ci-nommés (7 juill.); » c'est-à-dire qu'on enleva à la monarchie prussienne ses provinces situées entre le Rhin et l'Elbe et ses provinces polonaises. Les premières formèrent, avec la Hesse, le Brunswick, et une partie du Hanovre, le royaume de Westphalie, qui fut donné à Jérôme Bonaparte. Les dernières formèrent le grand-duché de Varsovie, qui fut donné au roi de Saxe. Dantzig fut déclarée ville libre. Les duchés d'Oldenbourg et de Meklembourg furent restitués à leurs possesseurs, avec la condition que les ports auraient garnison française jusqu'à la paix générale. Les états prussiens ne devaient être évacués par les troupes françaises qu'après l'entier acquittement des contributions frappées sur le pays. Le roi de Prusse reconnut le blocus continental.

Le traité de Tilsitt porta la puissance de Napoléon à son apogée; mais il contenait en germe les causes de sa chute. Il semblait se réduire à la formation de deux états créés avec les lambeaux d'une monarchie qui ne pouvait plus être qu'une ennemie acharnée, l'un pour donner une couronne à un Bonaparte, l'autre pour acquérir l'amitié du czar par une condamnation indirecte de la Pologne; mais il était inspiré par les deux pensées qui absorbaient la politique impériale, le système dynastique, la paix maritime; et il dévoilait l'apostasie du représentant de la révolution, qui sacrifiait l'alliance des peuples à celle des rois, quand il était démontré qu'il n'avait rien à attendre de la foi et de l'équité des gouvernements. C'est ce que témoigna le traité secret d'alliance qui en fut le couronnement; alliance à laquelle Napoléon fut conduit par le désespoir d'apaiser jamais cette haine aveugle de l'Angleterre, qui a fait manquer à la France les destinées du monde; alliance contre nature, car la Russie, puissance asiatique, race encore barbare, terre d'esclavage, est la véritable ennemie de la révolution française, la véritable ennemie de la civilisation et des libertés de l'Europe. Par ce traité, « si l'Anglèterre n'avait pas consenti au 1er novembre à conclure la paix, en reconnaissant que les pavillons de toutes les puissances doivent jouir d'une égale et parfaite indépendance sur les mers, et en restituant les conquêtes faites sur la France et ses alliés depuis 1805, la Russie devait faire cause commune contre elle avec la France, et entraîner les cours de Lisbonne, de Stockholm et de Copenhague. » Ainsi Napoléon semblait arrivé à son grand but, puisque l'Angleterre, devant l'Europe entière adoptant le blocus continental, devait être forcée à la paix; mais, pour cela, il lui fallut faire au czar une concession étrange : « Si la Porte-Ottomane n'acceptait pas la médiation de la France, ou si les négociations ne

conduisaient pas à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte, et les deux hautes puissances contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la Romélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs.» Ainsi Napoléon abandonnait les grands principes de la politique française : les Turcs et les Polonais n'avaient été pour lui que des auxiliaires, et, après avoir promis de ne pas restaurer la Pologne, il s'engageait à démembrer la Turquie. Tout l'éclat du traité de Tilsitt était donc à Napoléon, qui pouvait s'enivrer de la gloire et de son rôle de roi des rois; mais tout le solide était à Alexandre, qui, avec sa politique rusée, positive, persévérante, obtenait la confirmation du meurtre de la Pologne et s'assurait dans l'avenir le partage de la Turquie. Toutes les autres conventions entre les deux empereurs, leurs conversations, leurs projets et leurs rêves portaient le même caractère : ainsi Alexandre et Napoléon se laissèrent mutuellement libres d'effectuer leurs projets de conquête, l'un sur la Suède, l'autre sur la péninsule hispanique; mais le premier allait se donner la souveraineté de la Baltique et assurer les portes de sa capitale par l'acquisition humble et précieuse de la Finlande; le second, voulant compléter son système dynastique en Espagne, allait heurter sa fortune contre la force d'où elle était sortie, la force populaire : c'était le signal de sa décadence.

CHAPITRE III.

Guerre d'Espagne. — Cinquième coalition. — Traité de Vienne. — Du 7 juillet 1807 au 14 octobre 1809.

§ I. Suppression du Tribunat. — Organisation de la noblesse, etc. — Marengo avait amené le concordat, l'amnistie des émigrés, la Légion-d'Honneur; Austerlitz avait amené le système fédératif, les grands fiefs, les substitutions; Iéna et Friedland furent suivis de nouvelles attaques aux mœurs et aux institutions révolutionnaires. Le Tribunat fut supprimé (1807, 18 sept.), « comme n'offrant plus, dans l'édifice public, qu'une pièce inutile, déplacée et discordante; » et il fut remplacé, pour la discussion des lois, par trois commissions du Corps législatif, délibérant séparément, et ayant chacune sept membres. Les substitutions furent introduites dans le Code civil; et par là le principe d'égalité, qui formait la perfection de ce Code, fut anéanti. Les sénatus-consultes du 30 mars et du 14 août 1806 furent complétés par un décret qui réta-

blit les titres féodaux (1808, 1er mars), et organisa une nouvelle noblesse : les grands dignitaires de l'empire eurent le titre de *princes*; les ministres, sénateurs, conseillers d'état, présidents du Corps législatif, archevêques eurent celui de *comtes*; les présidents des colléges électoraux, les présidents des cours de cassation, des comptes, d'appel, les évêques, les maires des trente-sept *bonnes villes* eurent celui de *barons*; les membres de la Légion-d'Honneur eurent celui de *chevaliers*. Ces titres étaient transmissibles à la descendance, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture, de ceux qui en étaient revêtus, à la condition d'instituer des majorats dont le chiffre fut déterminé. L'Empereur se réserva d'accorder les titres qu'il jugerait convenables aux officiers civils et militaires qui auraient rendu des services à l'état. Alors il commença sa distribution de dignités, d'armoiries, de dotations prises sur les pays conquis : non-seulement ses maréchaux furent décorés des noms glorieux de leurs victoires, mais les Jacobins furent affublés des titres féodaux qu'ils avaient tant foulés aux pieds; on ne reconnut plus Fouché, devenu duc d'Otrante; Cambacérès, duc de Parme; Monge, comte de Péluse, etc. [1]. Ce fut l'occasion de sanglantes railleries. Mais Napoléon ne douta pas de son entreprise. « J'ai créé, disait-il, différents titres impériaux pour empêcher le retour de tout titre féodal incompatible avec les constitutions, réconcilier la France nouvelle avec la France ancienne, favoriser la fusion de l'ancienne noblesse dans la nation, mettre les institutions de la France en harmonie avec celles de l'Europe. » C'était une grande erreur, conséquence de la pensée politique qui l'inspirait depuis le 18 brumaire, et qui l'avait conduit à transiger sans cesse avec les ennemis de la révolution pour se concilier leurs suffrages. « Depuis 1789, avait-on dit souvent, la nation française est la noblesse du genre humain. » Elle tomba de ce rang, et fut rejetée dans la roture, pendant qu'il se forma dans son sein une aristocratie bâtarde, sans conscience, sans cœur et sans dévouement, prête à subir tous les régimes pour conserver

[1] Voici les titres donnés de 1808 à 1812 aux principaux personnages de l'Empire : Berthier, prince de Neufchâtel et de Wagram; Talleyrand, prince de Bénévent; Bernadotte, prince de Ponte-Corvo; Davoust, prince d'Eckmühl, duc d'Auerstaedt; Masséna, prince d'Essling, duc de Rivoli; Ney, prince de la Moskowa, duc d'Elchingen; Cambacérès, duc de Parme; Lebrun, duc de Plaisance; Moncey, duc de Conegliano; Augereau, duc de Castiglione; Soult, duc de Dalmatie; Lannes, duc de Montebello; Mortier, duc de Trévise; Bessières, duc d'Istrie; Victor, duc de Bellune; Kellermann, duc de Valmy; Lefebvre, duc de Dantzig; Marmont, duc de Raguse; Junot, duc d'Abrantès; Macdonald, duc de Tarente; Oudinot, duc de Reggio; Suchet, duc d'Albuféra; Duroc, duc de Frioul; Fouché, duc d'Otrante; Clarke, duc de Feltre; Savary, duc de Rovigo; Caulaincourt, duc de Vicence; Maret, duc de Bassano; Gaudin, duc de Gaëte; Champagny, duc de Cadore; Régnier, duc de Massa; Arrighi, duc de Padoue.

ses richesses, et dont l'existence embarrasse aujourd'hui l'avenir de la France. La noblesse ancienne, qui s'était résignée à la perte de ses titres, et dont les préjugés auraient disparu avant deux générations, se trouva ressuscitée; elle couvrit de ridicule les nouveaux nobles; elle se dit la seule et véritable aristocratie; elle prit d'autant plus de morgue qu'elle voyait les hommes de la révolution se croire grandis, importants, indestructibles, parce qu'ils s'étaient parés des oripeaux de l'ancien régime. Enfin la création de la noblesse impériale fut, pour les étrangers, un nouveau grief contre la révolution : le droit que s'arrogeait un soldat couronné d'improviser une noblesse avec des parvenus et des aventuriers était, disaient-ils, un acte plus révolutionnaire que la création de la monarchie impériale : « Malgré tout, disait le ministre autrichien Stadion, le gouvernement français n'en est pas moins en opposition avec tous les anciens gouvernements. »

Toutes les institutions de cette époque, quoique excellentes en elles-mêmes, furent entachées d'une nuance antilibérale : ainsi, dans l'organisation définitive de l'Université, la liberté de l'enseignement fut entièrement détruite (1808, 17 mars), et la base de l'éducation fut la « fidélité à la monarchie impériale, dépositaire du bonheur du peuple, et à la dynastie napoléonienne, conservatrice de l'unité de la France et de toutes les idées libérales proclamées par la constitution. » Ainsi, dans la rédaction du Code d'instruction criminelle, l'institution du jury fut altérée, et la liberté individuelle compromise. Ainsi encore, la *cour des comptes* fut établie pour vérifier les recettes et dépenses de l'état (1807, 5 nov.), des départements et des communes; mais elle n'eut point à s'occuper du domaine extraordinaire de l'Empereur, provenant des contributions de guerre, et qui s'élevait déjà à 400 millions. Cependant ces institutions, même celle de la noblesse, n'attiraient à Napoléon qu'un concert d'adulations : tout se perdait dans l'éclat de Tilsitt. La grande nation gouvernait l'Occident; son Code, ses lois, son administration étaient adoptés par les autres états; le régime féodal se trouvait battu en brèche dans toute l'Europe par la propagation de nos idées et de nos mœurs. Le régime impérial était du despotisme; mais il était si passionné pour tous les progrès, si habile à découvrir tous les mérites, qu'on pardonnait tout à l'homme qui voulait « faire de Paris la capitale de l'univers, et de la France un véritable roman. » « Durant de longues absences de l'Empereur, et tandis que toutes les troupes étaient au delà des frontières, la France conservait au dedans la plus parfaite sécurité et le calme le plus profond. Aucune partie de son vaste territoire

n'était violée; les lois y étaient exécutées partout sans obstacle et sans efforts, les contributions régulièrement acquittées; les routes parfaitement sûres, tous les services fidèlement exécutés, et les masses dévouées à l'Empereur. »

§ II. Prise de Copenhague par les Anglais. — Affaires de la Turquie. — Conquête de la Finlande par les Russes. — Le système du blocus continental semblait en plein triomphe à Tilsitt : la puissance anglaise en avait été frappée au cœur : « c'était, disait-on au parlement, la plus profonde et la plus pernicieuse machination qui eût jamais été inventée pour l'extinction graduelle de l'Angleterre. » Mais il était d'une exécution très-difficile, puisqu'il supposait du dévouement et de l'intelligence dans cent millions d'individus qui souffraient pour un but très-compliqué, très-éloigné, très-incertain; il devenait chimérique, si l'on n'en pressait pas immédiatement l'exécution partout. Il fallait qu'avant six mois tout le continent fût réuni contre l'Angleterre : il ne pouvait plus y avoir de neutres.

L'Angleterre avait prévu que Tilsitt serait l'occasion d'une grande ligue maritime contre sa puissance, et elle s'était préparée à la prévenir en attaquant les neutres : aussi, quand Alexandre lui offrit sa médiation, elle la rejeta et envoya dans la Baltique une flotte de vingt-trois vaisseaux et trente et une frégates ou corvettes, avec cinq cents transports portant trente-deux mille hommes. Cette expédition était dirigée contre un état qui se trouvait en pleine paix avec les Anglais, et qui s'était placé au premier rang des nations par sa dignité morale et sa sagesse inaltérable, mais aussi qui s'était déjà noblement sacrifié pour la liberté des mers, et avait toujours refusé d'entrer dans les coalitions contre la France. La flotte anglaise apparut devant Copenhague (1807, 8 août) et somma le prince-régent de faire alliance avec l'Angleterre et de lui livrer ses vaisseaux, « attendu que, le Danemarck ne pouvant conserver sa neutralité, la Grande-Bretagne avait intérêt à ce que les forces des neutres ne fussent pas employées contre elle. » Le gouvernement danois fut stupéfait d'une attaque que rien ne pouvait faire prévoir; il n'avait pas un bataillon sur pied, pas un canon en batterie : néanmoins il rejeta avec indignation la sommation des Anglais. Alors ceux-ci investirent la ville par mer et par terre, et la bombardèrent pendant six jours. Les Danois firent une résistance héroïque; mais, voyant la moitié de leur ville brûlée, et n'ayant nul espoir de secours, ils capitulèrent. Les Anglais s'emparèrent de dix-huit vaisseaux, quinze frégates, six bricks, vingt-cinq chaloupes canonnières (7 sept.), en tout deux mille canons; ils détrui-

sirent les chantiers et les arsenaux ; ils emportèrent jusqu'aux bois, aux fers, aux cordages.

C'était le couronnement de toutes les pirateries dont l'Angleterre avait si audacieusement scandalisé le monde. Les ministres anglais s'excusèrent en disant « que les efforts que le Danemarck avait faits pour soutenir les droits des neutres prouvaient qu'il était capable de les faire encore, et que cette expédition, en diminuant les forces de l'ennemi, avait augmenté la sécurité de la Grande-Bretagne. » Le gouvernement danois fit arrêter tous les sujets anglais, confisqua leurs propriétés, interdit toute communication avec l'Angleterre, et conclut avec la France un traité d'alliance qui ne fut rompu que par la chute de Napoléon. La Russie montra la plus grande indignation d'un « acte de violence dont l'histoire n'offrait pas d'exemple ; » elle proclama les principes de la neutralité armée, déclara qu'elle rompait toute relation avec l'Angleterre jusqu'à ce que satisfaction eût été donnée au Danemarck, et fit exécuter les décrets du système continental avec la plus grande rigueur. La Prusse et même l'Autriche suivirent l'exemple de la Russie. Mais l'Angleterre redoubla d'acharnement ; elle déclara que tous les ports du continent dont le pavillon britannique se trouvait exclu étaient bloqués ; que toute communication était interdite avec eux ; que les bâtiments des puissances neutres, amies et même alliées, étaient assujettis non-seulement à la visite des croiseurs anglais, mais encore à une station obligée en Angleterre et à une imposition arbitraire sur leur chargement. A cette nouvelle violence, Napoléon répondit : « Tout bâtiment qui sera soumis à être visité et imposé par les Anglais est *dénationalisé*, devenu propriété anglaise et déclaré de bonne prise (1807, 17 déc.). Il croyait que l'affaire de Copenhague allait soulever toute l'Europe contre l'Angleterre ; mais ni la Prusse ni l'Autriche n'étaient sincères, et, en Russie, il n'y avait que le czar qui fût du parti français : encore la paix de Tilsitt n'était-elle pour lui qu'une halte nécessaire à l'accomplissement de ses projets sur la Turquie et sur la Suède.

L'empire ottoman était de nouveau livré à l'anarchie : Sélim, ayant voulu détruire la milice des janissaires, avait été déposé et remplacé par son neveu Mustapha (29 mai). L'influence française disparut à Constantinople, et, le traité de Tilsitt ayant été signé, les Turcs regardèrent la médiation proposée par la France comme un abandon perfide. Un armistice fut signé avec les Russes, qui continuèrent à occuper la Valachie et la Moldavie. Napoléon demanda l'évacuation de ces provinces. Alexandre refusa : « S'il faut que je

les évacue, dit-il, comment justifierai-je l'alliance française aux yeux des Russes? » Napoléon n'osa insister; le traité de Tilsitt avait excité une si violente opposition dans l'aristocratie russe, que le czar se voyait menacé tout haut du sort de son père. Mais il regarda cette occupation comme provisoire; et malgré ses promesses de Tilsitt, il repoussa toute idée de partage de l'empire ottoman : « Nous devons, dit-il, reculer la ruine de cet empire jusqu'au moment où le partage de ces vastes débris pourra se faire sans avoir à craindre que l'Angleterre vienne s'en approprier, par l'acquisition de l'Égypte et des îles, les plus riches dépouilles. » Et, pour se débarrasser des sollicitations d'Alexandre, il l'excita à se délivrer de « son ennemi géographique, » en attaquant la Suède.

Gustave IV continuait la folle politique qui devait lasser la patience de ses sujets et le renverser du trône. Au moment où la Russie signait la paix de Tilsitt, il avait recommencé les hostilités contre la France, et s'était vu dépouiller par l'armée de Brune de Stralsund, de Rugen, et de la Poméranie (1807, 3 juill.). Après le désastre de Copenhague, Alexandre somma son ancien allié d'adhérer au système continental; et, sur son refus, il envoya cinquante mille hommes dans la Finlande. Gustave, au lieu de concentrer ses forces dans cette province, voulut conquérir la Norvége (1808, 21 février). Napoléon envoya trente mille hommes, commandés par Bernadotte, au secours des Danois. Pendant ce temps la Finlande fut conquise par les Russes; et Alexandre déclara réunie à son empire cette province, qui formait le tiers de la monarchie suédoise. C'était là une triste conséquence du traité de Tilsitt; mais le système continental allait être exécuté dans tout le Nord, et Napoléon, en sacrifiant la Suède à la Russie, était libre de l'étendre en Italie et en Espagne.

§ III. Querelles de Napoléon avec le pape. — Occupation de Rome. — L'accord entre le pape et l'Empereur n'avait pas été de longue durée. Pie VII se repentait du concordat qui l'avait fait accuser de jacobinisme, et il avait vainement demandé la restitution des légations enlevées à son prédécesseur. Napoléon avait, sans l'assentiment du pape, changé en Italie des circonscriptions diocésaines, supprimé des couvents, introduit le concordat. La querelle éclata : pendant la campagne de 1805, l'Empereur demanda au pape qu'il fermât ses ports aux Anglais et aux Russes, « ses ennemis devant être ceux du Saint-Siége, » et il fit occuper Ancône. Pie VII se plaignit vivement de cet attentat à son indépendance; Napoléon lui répondit (1806, 13 fév.) : « Je me suis considéré comme le protecteur du Saint-Siége, et j'ai occupé Ancône à ce

titre... Votre Sainteté est souveraine de Rome; mais j'en suis l'Empereur. — Le souverain pontife, répondit le pape, n'a jamais reconnu et ne reconnaît point de puissance supérieure à la sienne. Aucun empereur n'a le moindre droit sur Rome : l'empereur de Rome n'existe point. » Et il persista dans sa neutralité, en disant que « le vicaire de Dieu devait conserver la paix avec tous, sans distinction de catholiques et d'hérétiques. » La dispute devint très-ardente. Il était impossible à l'Empereur d'admettre la neutralité d'un souverain dont le prédécesseur était entré dans la coalition contre la France, et qui pouvait ouvrir aux Anglais une porte pour prendre à revers les royaumes de Naples et d'Italie; mais il était dangereux d'attaquer un vieillard qui confondait sa double existence de prince et de pontife, qui criait à la persécution de l'Église quand on menaçait ses états, et qui ne répondait aux raisons politiques que par des paroles d'abnégation chrétienne. Cependant, lassé d'une résistance qu'il croyait inspirée par les intrigues de l'Autriche, il lui intima cet *ultimatum* : « Une alliance offensive et défensive sera conclue entre le pape et les rois d'Italie et de Naples contre les Anglais et les Turcs; le pape adhérera complétement au blocus continental; les forteresses romaines seront occupées par les troupes françaises dès qu'une armée anglaise aura menacé de débarquer en Italie; le pape reconnaîtra Joseph comme roi de Naples; le tiers des cardinaux sera français; le concordat sera admis dans les provinces italiennes. » Pie VII ne voulut s'engager qu'à fermer ses ports aux Anglais; il demanda à négocier sur le reste. Napoléon aurait dû se contenter de cette concession : il y avait sagesse à ne pas s'engager dans des difficultés spirituelles, et grandeur à ménager le pontife qui l'avait sacré; mais, emporté par les nécessités de sa politique, il fit occuper Rome par une petite armée (1808, 2 févr.), et déclara les trois provinces d'Urbin, d'Ancône et de Camerino réunies au royaume d'Italie. On incorpora les troupes pontificales dans l'armée française; on désorganisa le gouvernement romain en enlevant les cardinaux et en les transportant dans leurs diocèses; on enchaîna l'autorité du pape, qui se considéra dès lors comme prisonnier. Tout cela était petit, maladroit, odieux. L'opinion publique se prononça pour le pape, parce que c'était le faible qui résistait au fort, et que le vainqueur des rois avait trouvé un ennemi qu'il ne pouvait ni entamer ni abattre. Pie VII montra dans toute cette lutte une résignation chrétienne et l'énergie la plus opiniâtre, pendant que Napoléon montra tour à tour de la violence et de la modération, des accès de colère et des hésitations qui n'allaient pas à son caractère, et dévoilaient tout

son embarras. Ce fut le commencement de sa décadence morale : elle allait continuer par l'extension de son système dynastique en Espagne. La résistance d'un prêtre et la résistance d'un peuple, au moment où les rois étaient autour de son trône, la face contre terre, allaient donner au colosse son premier ébranlement.

§ VI. Situation de la péninsule hispanique. — Conquête du Portugal. — L'Espagne, enchaînée aux destinées de la France par la politique de Louis XIV, était restée dévouée à l'alliance française, même quand les Bourbons avaient disparu du trône de France; mais elle attendait encore sa régénération sociale. Les idées françaises n'avaient fait qu'effleurer cette contrée, aussi étrangère à l'Europe par son sol que par ses mœurs. Les Bourbons, loin de la convertir à la civilisation moderne, avaient été convertis par elle à sa barbarie antique; les réformes administratives de Charles III avaient été tous ses progrès; l'Espagne semblait être encore en plein moyen âge. Les classes moyennes étaient éclairées, mais molles, sans puissance et comme étrangères au pays. La noblesse et le clergé, ignorants, orgueilleux, ennemis de toute réforme, étaient les maîtres du sol et de toutes les richesses. Le peuple, sauvage, énergique, sobre, nonchalant, vivant de soleil et de processions, mélange de férocité africaine et d'exaltation chevaleresque, était le seul de l'Europe qui eût conservé des mœurs originales et une puissante individualité; il aimait le régime des moines, sous lequel il croyait n'obéir qu'à Dieu; il était passionné pour son culte dégénéré jusqu'à l'idolâtrie; il était fier de sa patrie, plein de confiance en lui-même, plein de haine pour l'étranger.

A la tête de cette nation était une dynastie tombée dans une dégradation morale poussée jusqu'au crétinisme. Charles IV, prince aussi lâche qu'imbécile, avait abandonné tout le gouvernement à l'amant de sa femme, Manuel Godoï, aventurier qui était devenu premier ministre, généralissime, grand-amiral, prince de la Paix. Ce favori était en horreur à l'Espagne, qui se voyait par lui tombée au dernier degré des nations, livrée à toutes les volontés de la France, impliquée dans les désastres de la guerre maritime; mais il s'était donné à l'alliance française moins par affection que par crainte : sollicité par les intrigues de l'Angleterre, alarmé de la déchéance des Bourbons de Naples, inquiet de la ruine des finances et des flottes espagnoles, il se lia secrètement à la coalition, et lorsque Napoléon fut attaqué par la Prusse, il publia une proclamation où il appelait les Espagnols à se lever en masse contre un ennemi qu'il ne nommait pas (1806, 5 oct.). A la nouvelle de la bataille d'Iéna, il trembla, s'humilia et n'obtint son

pardon de l'Empereur qu'à la condition d'envoyer dans la grande armée un contingent de quatorze mille hommes qui fit partie du corps de Bernadotte.

Napoléon ne pouvait plus compter sur l'alliance espagnole, et sans elle tout le système continental croulait; la France n'avait plus ses derrières assurés lorsqu'elle se portait en Allemagne; la politique pour laquelle l'ancienne monarchie avait fait tant de sacrifices se trouvait ruinée : il résolut de rendre la Péninsule à jamais française, soit par une réforme politique, soit par le détrônement de sa dynastie, soit enfin par la réunion à la France des provinces de l'Èbre, en compensation desquelles on donnerait à l'Espagne le Portugal. « C'était tout ce que je pouvais désirer de plus complet, disait-il, pour assurer ma domination jusqu'au cœur de la monarchie, la mettre dans une dépendance absolue, et rompre à jamais les liens de l'Angleterre avec le Portugal et, par contre-coup, avec l'Espagne. » D'après les conventions de Tilsitt, il somma le prince-régent de Portugal, vassal du cabinet de Londres, d'adhérer entièrement au système continental. Le prince s'engagea, pour gagner du temps et par le conseil même du ministère britannique, à fermer ses ports aux Anglais; puis il resserra son alliance avec l'Angleterre, et s'apprêta à s'enfuir au Brésil. Alors Napoléon résolut de détrôner la maison de Bragance; il engagea la cour d'Espagne dans cette entreprise inique, et lui fit conclure un traité par lequel vingt-cinq mille Français devaient faire la conquête du Portugal, assistés de vingt-quatre mille Espagnols qui entreraient par le nord et le midi, et soutenus au besoin par quarante mille hommes qui s'assemblaient sur les Pyrénées (1807, 27 oct.). Le Portugal serait partagé en trois portions : le nord devait être donné au jeune roi d'Étrurie, qui céderait la Toscane à la France; le midi serait érigé en souveraineté pour Godoï; le centre resterait sous le séquestre.

Junot, à la tête de vingt-cinq mille conscrits de la dernière levée, passa la Bidassoa (18 oct.), traversa l'Espagne, et arriva sur la frontière de Portugal, sans que la cour de Lisbonne eût connaissance de sa marche. Au lieu de suivre la grande route de Ciudad-Rodrigo, trop longue pour son impatience, il se jeta à travers les contre-forts de la Sierra-Estrella, qui bordent le cours du Tage[1], dans un pays sauvage et désert, sans vivres, sans munitions, arrêté à chaque pas par les torrents et les montagnes, couvrant les sentiers de traîneurs et de malades. La terreur se répandit à Lisbonne : la cour déclara la guerre à l'Angleterre, et consentit

[1] Voy. ma *Géographie militaire*, p. 61 de la deuxième édition.

à toutes les exigences de la France. Mais une escadre anglaise arriva pour faire, sous d'autres formes, ce qu'on avait fait à Copenhague, livrer la marine et les colonies portugaises à l'Angleterre, en forçant la cour à s'enfuir au Brésil. Tout s'apprêta pour le départ; et lorsque Junot, précipitant sa course audacieuse, arriva haletant aux portes de Lisbonne avec quinze cents hommes déguenillés, harassés, affamés, la flotte portugaise partit, chargée de la famille royale et quinze mille nobles qui emportaient toutes les richesses du royaume. Junot entra sans résistance dans cette ville de deux cent mille habitants, qui avait douze mille hommes de garnison; il s'empara du gouvernement, réorganisa son armée, licencia les troupes portugaises, et occupa tout le centre du royaume, pendant que les divisions espagnoles se portaient dans les Algarves et sur le Douro. Tout se soumit sans la moindre résistance devant cette poignée de conscrits imberbes, que protégeait la gloire des vainqueurs de Friedland, tant le nom de Napoléon, de ses soldats, de la France, saisissait les imaginations et inspirait de terreur.

§ V. ENTRÉE DES FRANÇAIS EN ESPAGNE. — ABDICATION DE CHARLES IV. — Pendant ce temps, la cour d'Espagne était agitée par les disputes de famille les plus scandaleuses. Ferdinand, fils aîné de Charles IV, était un prince aussi méprisable que son père, par sa fausseté, sa faiblesse, son ignorance; mais, détesté de sa mère, en butte aux persécutions du favori, éloigné entièrement des affaires, il était devenu l'idole du peuple par ses malheurs, ses vices, et surtout par sa haine pour les « maudits Français. » Il forma le projet de renverser Godoï, de s'emparer du gouvernement, et il écrivit même une lettre à l'Empereur pour lui demander sa protection et une épouse de sa famille. Charles IV, instruit de ses desseins et poussé par Godoï, le fit arrêter (1807, 30 oct.), l'accusa hautement d'avoir attenté à sa couronne et à ses jours, et écrivit à l'Empereur pour qu'il l'aidât à « révoquer la loi qui appelait Ferdinand au trône. » Néanmoins, sur les prières du favori et quand le prince eut avoué le complot et dénoncé ses complices, il lui pardonna. Napoléon, se voyant l'arbitre du père et du fils, résolut de mettre à profit leurs misérables querelles pour l'exécution de ses desseins. Les Espagnols, qui sentaient la torpeur honteuse où leur nation croupissait, désiraient sa médiation, et semblaient attendre une nouvelle vie de l'homme qui remuait l'Europe.

Une deuxième armée, forte de vingt-huit mille hommes et commandée par Dupont, avait été rassemblée à Bayonne; elle entra

en Espagne comme pour soutenir Junot, et prit des cantonnements sur le Douro (21 nov.). Une troisième armée, à peu près de même force et commandée par Moncey, suivit la deuxième et s'établit dans les provinces basques (1808, 9 janv.); une quatrième, forte de dix mille hommes et commandée par Duhesme, entra dans la Catalogne (9 févr.); une cinquième, commandée par Bessières, se rassembla à Bayonne; enfin de nouvelles divisions se dirigèrent sur les Pyrénées, et on fit une levée de quatre-vingt mille hommes. Tout cela jeta l'alarme en Espagne; mais Godoï n'osa demander des explications et recommanda aux gouverneurs des villes et des provinces « d'éviter toute collision avec les alliés. » Les troupes françaises, profitant de tant d'aveuglement et de lâcheté, s'emparèrent, moitié par audace, moitié par ruse, de Figuières, de Barcelone, de Pampelune, de Saint-Sébastien, etc.; sous le voile de l'alliance et en ayant l'air de menacer le Portugal et Gibraltar, elles commandèrent de la Bidassoa au Tage; elles réparèrent les places, s'emparèrent des arsenaux, changèrent les couvents en casernes, enfin témoignèrent, par leurs apprêts, leur attitude, leur arrogance, le sort qu'elles préparaient à la Péninsule. Murat fut nommé général en chef des armées françaises en Espagne.

Alors Napoléon déclara à la cour de Madrid (1er mars) « que l'état actuel de l'Europe exigeait la réunion à l'empire français des provinces situées entre les Pyrénées et l'Èbre, et qu'il offrait en compensation le Portugal. » C'était détruire tout le traité du 27 octobre, dont la principale clause avait été exécutée : en effet, la reine d'Étrurie avait été dépossédée de son royaume qui allait être réuni à l'empire français; de plus, c'était faire de l'Espagne une province de la France, puisque les pays de l'Èbre sont le boulevard de la Péninsule par l'âpreté de leur sol, l'importance de leurs places, le caractère belliqueux de leurs habitants; enfin c'était se jouer indignement de tout ce qu'il y a de sacré entre les peuples. La cour de Madrid fut stupéfaite. Godoï, n'ayant aucun moyen de résistance, consentit d'abord à cette honteuse cession; puis, comme il reçut de toutes parts l'avis que Napoléon voulait détrôner les Bourbons, il décida le roi et la reine à s'enfuir en Amérique. On fit à Aranjuez, où était la cour, tous les apprêts du départ. Cette nouvelle excita la plus grande fermentation; et les partisans de Ferdinand s'étant mis en mouvement pour empêcher le voyage, une révolte éclata : les troupes et le peuple entourèrent le château; le roi fut forcé de révoquer ses ordres de départ et de destituer Godoï (1808, 18 mars). Le favori eut sa maison saccagée; il n'échappa à la fureur populaire que par le secours de Ferdinand;

enfin il fut jeté en prison. Mais le tumulte continua, et le peuple demandait la tête de Godoï, lorsque le vieux roi épouvanté, ne voyant plus d'autre moyen de sauver son *pauvre ami*, abdiqua en faveur de son fils. Toute l'Espagne fut dans la joie et se crut sauvée.

A la nouvelle de ces événements, Murat marcha sur Madrid avec les corps de Dupont et de Moncey (23 mars), et il y fut reçu sans défiance, parce qu'on espérait qu'il soutiendrait l'avénement du nouveau roi. Ferdinand arriva le lendemain : il fut accueilli par des transports d'enthousiasme qui témoignaient tout ce qu'il y avait d'esprit national dans ce peuple avili par ses gouvernants, et il sollicita sur-le-champ la reconnaissance de Napoléon en proposant de resserrer l'alliance de l'Espagne et de la France par un mariage. Mais le vieux roi remit à Murat une protestation contre son abdication, laquelle, disait-il, lui avait été arrachée par la force ; il écrivit à l'Empereur une lettre où il accusait son fils d'avoir attenté à ses jours, et le dénonçait comme l'ennemi de la France ; il demanda, ainsi que la reine, à se retirer en France, avec « leur pauvre ami, leur unique ami, l'ami des Français. » Murat garda la neutralité entre les deux rois, prit le vieux Charles sous sa protection, et attendit les ordres de l'Empereur. Tous les partis espéraient en lui comme en la seule providence qui pût sauver l'Espagne. Napoléon fut embarrassé par les événements d'Aranjuez. « J'étais bien préparé à quelques changements, écrivait-il à Murat dans une lettre extrêmement remarquable ; mais je crois voir, à la tournure des affaires, qu'elles prennent une marche tout autre que je ne croyais... Il ne faut pas croire qu'on attaque une nation désarmée et qu'on n'a que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne. On a affaire à un peuple neuf ; il a tout le courage et il aura tout l'enthousiasme qu'on rencontre chez les hommes que n'ont point usés les passions politiques.... Exercerai-je un grand acte de protectorat en prononçant entre le père et le fils ? Il me semble difficile de faire régner Charles IV : son gouvernement et son favori sont tellement usés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois mois. Ferdinand est l'ennemi de la France : c'est pour cela qu'on l'a fait roi ; le placer sur le trône, ce serait servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéantissement de la France..... » Il finit par lui recommander de faire en sorte que les Espagnols ne pussent pas soupçonner le parti qu'il prendrait : « Cela ne sera pas difficile, disait-il, je n'en sais rien moi-même. »

§ VI. **Charles IV et Ferdinand VII cèdent leurs droits a Napoléon. — Joseph, roi d'Espagne.** — Napoléon ne voulut

confier qu'à lui-même le soin de conduire des affaires si compliquées : il partit pour Bayonne, et l'on répandit en Espagne le bruit qu'il se rendait à Madrid. Alors les amis de Ferdinand et le général Savary, qui avait été envoyé en mission auprès de lui, lui conseillèrent d'aller au-devant de l'Empereur, qu'il devait rencontrer, disait-on, à Burgos ou à Vittoria. Ferdinand était persuadé qu'il ne pouvait régner sans la protection de Napoléon, et il craignait d'être prévenu par son père qui se préparait à aller en France : il partit (1808, 10 avril) malgré les avertissements de ceux qui s'indignaient que le roi d'une aussi grande monarchie avilît publiquement sa dignité pour aller mendier la reconnaissance d'un souverain étranger. Arrivé à Vittoria, il écrivit à l'Empereur pour le supplier de dissiper les inquiétudes de ses sujets en le reconnaissant comme roi ; mais il n'obtint qu'une réponse aussi franche que dure, où Napoléon lui déclara qu'il ne pouvait le reconnaître tant qu'il ne lui serait pas démontré que l'abdication de Charles IV était parfaitement volontaire. Malgré cette lettre, malgré le peuple qui se portait en armes sur la route pour arrêter sa marche ; il résolut d'aller à Bayonne « pour convaincre lui-même l'Empereur. » Celui-ci fut surpris de son arrivée ; mais dès qu'il eut vu ce triste rejeton de Louis XIV, toutes ses incertitudes cessèrent (1808, 20 avril). « Jamais, dit-il, je ne pourrai compter sur l'Espagne, tant que les Bourbons en occuperont le trône. » Et, par son ordre, Savary demanda à Ferdinand sa renonciation à la couronne d'Espagne, en son nom et en celui des autres princes, moyennant la Toscane en indemnité. Ferdinand refusa avec fermeté. L'Empereur lui fit dire de « se décider avant l'arrivée de son père : car il était sûr d'obtenir de celui-ci toutes les cessions qu'il voudrait ; » et il fit publier la protestation et la lettre suppliante de Charles IV. Ferdinand persista dans son refus. Alors le vieux roi et sa femme arrivèrent à Bayonne : ils furent reçus avec tous les honneurs royaux et éclatèrent de joie en trouvant là leur *pauvre ami* qui venait d'être délivré par Murat et envoyé en France (30 avril) : le favori était l'instrument dont l'Empereur voulait se servir pour obtenir les renonciations des Bourbons. Alors commencèrent une série d'intrigues et d'entrevues dans lesquelles Charles IV voulut contraindre son fils à renoncer à la couronne qu'il « avait usurpée. » Ferdinand prétendit faire des conditions et demanda l'adhésion des cortès. Le peuple précipita la catastrophe.

Les Espagnols étaient irrités du départ de la famille royale, de la délivrance de Godoï, de l'invasion perfide des Français. Une insurrection éclata à Madrid ; tous les soldats isolés furent massacrés ;

un combat terrible s'engagea dans les rues. Murat parvint à comprimer la révolte (2 mai); mais le canon de Madrid retentit dans toute la Péninsule, et l'Espagne allait commencer cette série d'efforts héroïques, de convulsions misérables, de révolutions anarchiques où elle se débat encore aujourd'hui.

La nouvelle de l'insurrection fut l'occasion d'une scène horrible entre Charles IV, la reine, Ferdinand et Napoléon, dans laquelle le vieux roi et sa femme demandèrent à leur fils son abdication, en l'accablant d'injures, en le menaçant de l'échafaud, en s'emportant jusqu'à vouloir le frapper. « Je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne, dit Napoléon, celui qui a ordonné le meurtre de mes soldats. Je n'ai d'engagement qu'avec le roi votre père : je vais le reconduire à Madrid. — Moi! dit Charles, qu'irai-je faire dans un pays où il a armé toutes les passions contre moi? » Ferdinand ne répondit rien et signa son abdication (1808, 5 mai). Alors Charles fit avec l'Empereur un traité par lequel il lui céda tous ses droits au trône d'Espagne, et auquel Ferdinand, son frère Carlos et son oncle Antonio accédèrent. Ces princes firent une proclamation pour inviter les Espagnols à « attendre leur bonheur des sages dispositions et de la puissance de Napoléon; » et ils se retirèrent, Ferdinand, son frère et son oncle, à Valençay; Charles, sa femme et Godoï, à Marseille.

La junte de gouvernement que Ferdinand avait instituée avant son départ, sur l'invitation de Murat et d'après les ordres de l'Empereur, demanda pour roi Joseph Bonaparte. Napoléon accéda à ce vœu forcé, et convoqua à Bayonne une junte d'état de cent cinquante députés pour faire une constitution (15 juin). « Espagnols, dit-il dans une proclamation pleine de raison et de dignité, après une longue agonie, votre nation périssait; j'ai vu vos maux : je vais y porter remède. Votre monarchie est vieille : ma mission est de la rajeunir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une réforme sans froissements, sans désordres, sans convulsions... » C'était là, en effet, la mission de l'Empereur; et l'on ne saurait douter que sa domination restauratrice n'eût, en quelques années, remis l'Espagne au niveau des sociétés européennes. Mais le but fut discrédité par les moyens : la nation espagnole repoussa le régénérateur qui s'imposait à elle par la trahison; toute l'Europe regarda l'entrevue de Bayonne comme un guet-apens où les Bourbons avaient été amenés pour s'y dépouiller les uns les autres au profit de Napoléon; la France ne reconnut plus, dans ces intrigues odieuses, la politique, souvent hautaine et ambitieuse, mais toujours nette et loyale, de

son Empereur ; elle se demanda de quel droit elle acceptait l'étrange donation de Charles IV, et de quelle utilité serait pour elle l'avénement de Joseph Bonaparte. Louis XIV avait sagement agi en rattachant l'Espagne à la France par un lien dynastique : c'était dans les exigences du droit public créé par le traité de Westphalie ; mais, depuis la révolution, les pactes de famille devaient devenir les pactes des peuples, et c'était par les idées révolutionnaires qu'il fallait renouveler l'alliance de la France avec l'Espagne. Napoléon lui-même l'a reconnu : « Ma plus grande faute, dit-il, est d'avoir mis de l'importance à détrôner la dynastie des Bourbons. Charles IV était usé. J'aurais pu donner une constitution libérale à la nation espagnole et charger Ferdinand de la mettre en pratique. S'il l'exécutait de bonne foi, l'Espagne prospérait et se mettait en harmonie avec nos mœurs nouvelles ; s'il manquait à ses engagements, les Espagnols eux-mêmes l'auraient renvoyé. Vous voulez vous créer un travail d'Hercule, me disait le principal conseiller de ce prince, lorsque vous n'avez sous la main qu'un jeu d'enfant. J'embarquai fort mal toute cette affaire. L'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cynique, et l'attentat ne se présente plus que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits qui remplissaient mon intention. La guerre d'Espagne a été une véritable plaie et la cause première des malheurs de la France... C'est ce qui m'a perdu [1]. »

§ VII. Soulèvement de l'Espagne. — Joseph abdiqua sa paisible couronne de Naples, qui fut transférée à Murat, et il arriva à Bayonne. Des députations espagnoles l'accablèrent de flatteries et de protestations de dévouement ; Ferdinand lui-même, de sa retraite de Valençay, félicita *Sa Majesté catholique* et lui demanda son amitié ; la junte d'état adopta la constitution proposée par l'Empereur ; enfin Joseph, après avoir prêté serment à cette constitution, partit pour Madrid (1808, 9 juillet).

Il fallut que l'armée française lui en ouvrît la route. Pendant que les Bourbons abandonnaient lâchement leur couronne, le peuple rejetait le roi étranger qu'on lui fabriquait sur une terre étrangère ; il déniait à ses princes le droit de le vendre comme un troupeau ; il prenait les armes pour repousser une constitution, des libertés, des réformes qui lui venaient de mains étrangères. A la nouvelle des événements de Madrid et de Bayonne, des soulèvements éclatèrent spontanément dans toutes les provinces, dans toutes les villes (27 mai). Ce furent les moines qui donnèrent l'élan au peuple, et le peuple entraîna la bourgeoisie et la noblesse, qui

[1] Las-Cases, t. IV, p. 228. — O'Méara, t. II, p. 160.

étaient disposées à accepter le roi français. Toutes les troupes se révoltèrent au nom de Ferdinand VII et fraternisèrent avec les insurgés; les étudiants s'enrôlèrent pour la liberté et formèrent des « légions de Brutus; » les autorités qui voulurent parler d'ordre public furent outragées; plusieurs généraux et magistrats, qui essayèrent d'arrêter ou de régulariser le mouvement, furent massacrés; les Français qui se trouvaient en Espagne furent livrés partout à la vengeance populaire : à Valence, trois cent cinquante furent poignardés de sang-froid dans la citadelle où le peuple les avait renfermés. C'était un mouvement démagogique qui réunissait le fanatisme religieux des temps de la Ligue au fanatisme politique de 93, et qui surpassa l'un et l'autre en atrocité. Des proclamations sanguinaires animaient les fureurs du peuple contre ces « chiens de Français, » amis des juifs et des Turcs, qui venaient piller leurs riches églises; des catéchismes grossiers prêchaient l'assassinat contre ces « anciens chrétiens devenus hérétiques, » et enseignaient que « Napoléon procède de l'enfer et du péché, Murat de Napoléon, Godoï de la fornication des deux autres; il n'y avait pas d'église où la Vierge n'eût proféré le cri de toute l'Espagne : « Mort aux Français! » Une insurrection si vaste, si sauvage, si anarchique, aurait conduit toute autre nation à sa ruine ou l'aurait livrée rapidement aux mains de ses ennemis; mais il n'est pas de pays où la vie municipale et l'esprit de localité soient plus puissants qu'en Espagne, pas de pays où le sol et les mœurs portent davantage à la guerre civile, où l'on s'accommode plus facilement de l'anarchie : l'Espagne aime la vie d'aventures; le contrebandier et le brigand sont chez elle des personnages populaires; elle est restée huit siècles à guerroyer contre les Maures. Des juntes d'insurrections s'établirent donc partout avec une facilité extrême, en même temps que se formèrent de petites armées qui combattaient côte à côte, sans ensemble, sans plan général, mais qui tenaient tout le pays soulevé; les routes étaient coupées, les convois enlevés, les traîneurs massacrés et mutilés. La junte de Séville se déclara junte suprême et déclara une guerre à mort à la France jusqu'à ce que les Bourbons eussent été rétablis et la nation remise dans son indépendance.

Ce soulèvement si universel, si dévoué, si héroïque, fut la gloire et le malheur de l'Espagne : il donna aux masses une puissance exorbitante, un amour de vagadondage, une habitude de tumulte qui font aujourd'hui le désespoir de ce pays; il arrêta toute réforme, isola les classes lettrées du gouvernement, doubla l'orgueil de la nation et sa haine pour les étrangers; il éloigna l'Espagne du seul

pays qui puisse lui donner la vie et la lumière, pour la livrer à un état dont Gibraltar devait à jamais la séparer, l'Angleterre, qui ne vit dans ce grand mouvement national qu'un débouché pour ses manufactures. Ce fut un coup de fortune pour la puissance britannique et le salut des ennemis de la révolution : l'Angleterre, épuisée, abandonnée de tous ses alliés, déconsidérée par l'incendie de Copenhague, allait être contrainte à la paix, quand les événements d'Espagne changèrent la situation de l'Europe. L'opinion publique tourna contre Napoléon; la coalition eut un champ de bataille nouveau et sur les derrières de la puissance française; l'Angleterre, à qui tout le continent était fermé, trouva les débouchés de l'Amérique; enfin un terrible exemple fut donné au monde : il y avait un peuple qui se révoltait contre la révolution, et c'était au nom de cette indépendance nationale que la France avait montrée aux peuples comme le plus grand des biens. Aussi des transports de joie, des acclamations d'enthousiasme accueillirent-ils en Angleterre l'insurrection espagnole; le ministère fit solennellement alliance avec les juntes; il leur envoya, en moins de six mois, 76 millions, deux cent mille fusils, deux cents canons, et il prépara une armée de débarquement.

§ VIII. Bataille de Médina de Rio-Seco. — Capitulation de Baylen. — Convention de Cintra. — Les Français avaient à faire une guerre toute nouvelle : ce n'étaient plus des gouvernements qu'il fallait vaincre, c'étaient des masses qu'il fallait soumettre; il ne s'agissait plus de manœuvres savantes à méditer, mais d'un territoire entier à occuper. A la place des villages abondants, des belles routes, des peuples bienveillants de l'Allemagne, on allait rencontrer un « chaos de montagnes où l'on trouve à chaque pas des éboulements, des crevasses, des défilés profonds où trois cents hommes suffiraient pour arrêter une armée; des plaines nues dont rien de vivant que le genêt et la bruyère ne coupe l'uniformité; des pentes déboisées qui n'amassent plus les nuages, où les pluies glissent sur les rochers et n'engendrent que des torrents; des ravins impraticables par leurs eaux en hiver, par leurs escarpements en été; des ruisseaux encaissés dans une lisière de verdure où l'on suit à la trace les plantations et les hameaux; des rivières aux eaux rares, aux flancs décharnés, coupées de barres et de sauts multipliés, où la navigation est presque impossible, les gués dangereux, les ponts peu communs; des routes très-rares, qui sont ou des défilés ou des fondrières; des villes isolées, bâties sur des hauteurs ou concentrées dans des murs; des villages distants et à demi sauvages; des habitants fiers, sobres, courageux et farouches; pays

éminemment propre à la guerre défensive et d'une conquête presque impossible[1]; » « grand corps, dit Suchet, qui manque d'embonpoint, qui a encore des nerfs et des muscles. »

L'armée française comptait à peine quatre-vingt mille hommes, et n'était composée que de conscrits : mal dirigée par Murat, elle s'éparpilla de tous les côtés et livra une multitude de combats confus et sans résultat. Bessières, de Burgos où il s'était établi, dirigea différents corps sur Logrono, Palencia, Valladolid, Santander, qui ouvrirent les débouchés du Douro et des Asturies, soumirent les provinces basques, et couvrirent la route de Bayonne à Madrid. Mais les insurgés, battus dans la Castille, allèrent se réunir à l'armée de la Galice, dont le noyau était formé du corps espagnol qui était entré dans le nord du Portugal : trente-cinq mille hommes, dont moitié de troupes de ligne, avec quarante canons et des officiers anglais, menacèrent de s'établir entre Burgos et le Douro. Bessières alla au-devant d'eux avec quatorze mille hommes; il les rencontra à Medina de Rio-Seco, les mit en pleine déroute, leur tua ou prit douze mille hommes, et rejeta leurs débris dans la Galice (1808, 14 juill.). Cette victoire, qui ne coûta aux Français que deux cents hommes, permit à Joseph d'entrer à Madrid.

Pendant ce temps, Lefebvre-Desnouettes, parti de Pampelune avec six mille hommes, marcha contre Saragosse, battit deux corps d'insurgés et investit la ville, qui ne fut prise qu'après un siége très-meurtrier. Duhesme, pour ouvrir ses communications avec la France, essaya de s'emparer de Girone; mais, après avoir livré quinze combats en un mois, il rentra à Barcelone. Moncey marcha de Madrid sur Valence avec huit mille hommes, culbuta les insurgés dans les montagnes, et attaqua la ville; mais il fut repoussé, perdit deux mille hommes, et se retira dans la Manche. Dupont avait été dirigé de Madrid sur Cadix : mais, en arrivant à Andujar avec douze mille hommes, il trouva tout le pays insurgé; néanmoins il força le passage du Guadalquivir, enleva Cordoue d'assaut, et saccagea cette grande ville (7 juin). Mais ensuite il s'arrêta pour conserver, dit-on, son butin, et laissa l'ennemi reprendre assurance. La junte de Séville rassembla quinze mille hommes de troupes et trente mille insurgés avec un grand matériel tiré de Cadix; elle en donna le commandement à Castaños, qui était aidé de l'émigré français Coupigny et de l'officier suisse Reding. Dupont se replia sur Andujar : son armée était accablée de maladies et démoralisée par les fureurs des habitants; mais Murat lui ordonna de tenir sur le Guadalquivir, et lui envoya la division Vedel, forte

[1] *Géographie militaire*, p. 49.

de dix mille hommes, qui balaya la Manche et la Sierra-Morena. Cependant, quand il se vit attaqué par Castaños et menacé d'être tourné par le gué de Mongibar, il envoya Vedel à Baylen pour assurer sa retraite sur Madrid, et il se mit en marche en trois colonnes, encombrées d'une multitude de voitures. Arrivé à Baylen, il fut tout surpris d'y heurter le corps de Reding : c'est que Vedel, sachant que celui-ci avait passé le Guadalquivir à Mongibar, crut qu'il voulait s'emparer du défilé de Despena-Perros, et il s'était hâté d'y marcher; Reding occupa la place qu'il quittait, et Dupont se trouva coupé. Il fallait percer : malgré la chaleur et la soif, les Français combattirent pendant huit heures (20 juin), jusqu'au moment où ils entendirent le canon sur leurs derrières : c'était Castaños qui arrivait d'Andujar. Dupont, pris entre deux feux, obtint une suspension d'armes, et il négociait une capitulation, lorsque Vedel, attiré par le bruit du canon, accourut, attaqua Reding et culbuta sa première ligne. Il lui donna l'ordre de cesser le feu, parce qu'il était compris, disait-il, dans la capitulation qui se négociait. Vedel voulut se retirer, Dupont, sur la menace des Espagnols, oubliant que, prisonnier, il ne pouvait commander à son lieutenant qui était libre, lui ordonna de rester; enfin le héros d'Albeck, par un vertige qui prit le caractère d'une trahison, devant un ramassis d'Espagnols à peine armés, qui jamais ne purent tenir en ligne, signa une capitulation en rase campagne : le corps de Dupont était prisonnier de guerre; celui de Vedel devait remettre ses armes et être embarqué sur des vaisseaux espagnols pour être ramené en France; on stipula que les voitures des généraux ne seraient pas visitées! Dix-huit mille Français défilèrent devant l'armée espagnole, déposèrent leurs armes, et virent leurs sacs fouillés pour découvrir les vases sacrés volés à Cordoue! Enfin la junte de Séville viola la capitulation; les soldats de Dupont et ceux de Vedel furent traités de même : dépouillés, outragés, mutilés, ils allèrent périr sur les pontons de Cadix ou sur les rochers de Cabrera.

Ce fut un immense événement : il enivra d'orgueil les Espagnols, qui se crurent les vengeurs de l'Europe; il enleva aux drapeaux français leur prestige; il annonça que l'énergique génération que la révolution avait jetée sur les champs de bataille commençait à s'épuiser; il ranima tous les ennemis de la France, et prépara la cinquième coalition. Ce fut une des causes éloignées de la chute de l'empire. Napoléon en fut désespéré; et, sur le rocher de Sainte-Hélène, il ressentait encore l'angoisse de cette blessure à l'honneur français, la seule pendant vingt-cinq ans de guerre! Ses résultats immédiats furent désastreux : tous les corps français se replièrent

sur Madrid; Desnouettes abandonna Saragosse; Duhesme fut investi dans Barcelone; Joseph évacua sa capitale (1er août), et se retira derrière l'Èbre; enfin Junot se trouva isolé en Portugal, et forcé d'abandonner sa conquête.

Le Portugal avait été traité en pays conquis : on lui avait imposé une contribution de guerre de 100 millions; on avait envoyé ses troupes en France; on avait fait disparaître ses insignes nationaux. La douleur publique était à son comble, lorsque le soulèvement de la Péninsule éclata : les corps espagnols qui étaient entrés dans le Portugal avec les Français, allèrent se réunir à leurs compatriotes; les Anglais jetèrent des armes sur la côte; les moines et les nobles excitèrent le peuple. L'insurrection commença à Oporto (16 juin) et s'étendit rapidement par tout le royaume en présentant les mêmes caractères que l'insurrection espagnole. Les Français, disséminés et attaqués en tous lieux, battirent les bandes d'insurgés, dévastèrent plusieurs villes et se concentrèrent dans les places. Mais le cabinet britannique envoya dans ce royaume, qu'il regardait comme une de ses provinces, une armée qui débarqua à l'embouchure du Mondego (2 août), sous le commandement d'Arthur Wellesley, depuis duc de Wellington. Junot se trouva dans une position difficile : il n'avait que vingt-huit mille hommes pour garder un royaume insurgé, dix places fortes et une capitale, et il voyait vingt-deux mille Anglais qui s'avançaient sur Lisbonne : il fallait les écraser avant qu'ils eussent reçu des renforts et discipliné les bandes portugaises. Il réunit treize mille hommes, envoya au-devant des Anglais la division Delaborde, qui soutint à Roliça un combat glorieux contre des forces quadruples, et il se porta contre Wellington, qui avait pris position à Vimeiro. Il l'attaqua, fut battu et se retira à Torres-Vedras (21 août). Il n'avait plus qu'à évacuer le Portugal; mais toute retraite en Espagne était fermée par le désastre de Baylen : alors il proposa une convention d'évacuation, et menaça de ruiner Lisbonne si l'on ne consentait à transporter en France son armée avec armes, bagages, artillerie, etc. La convention fut signée à Cintra (20 août) et fidèlement exécutée : sur vingt-neuf mille hommes qui avaient été envoyés dans le Portugal, il en revint en France vingt-deux mille, qui furent aussitôt acheminés sur les Pyrénées.

§ IX. Armements de l'Autriche. — Entrevue de Napoléon et d'Alexandre a Erfurth. — Napoléon voyait sa position changée par la guerre d'Espagne; il avait soulevé sur ses derrières le danger que la politique de Louis XIV avait si habilement conjuré, et que lui-même avait voulu anéantir; il l'avait même rendu cent

fois plus redoutable que sous le gouvernement régulier des rois d'Espagne, et c'était à une époque où l'action extérieure de la France ne s'étendait pas seulement sur le Rhin, mais sur la Vistule. Il pensa un moment à revenir en arrière, à « livrer l'Espagne à ses propres fureurs; » mais c'eût été la donner aux Anglais, ruiner le système continental, et se fermer toute voie à la paix générale. Alors il résolut de s'y transporter lui-même avec sa grande armée et d'en faire la conquête; mais, pour s'enfoncer ainsi dans la Péninsule, il fallait être sûr de l'Europe du nord, et celle-ci était pleine de haines et de menaces. Flessingue, Wesel, Cassel, Kehl, Parme, Plaisance, la Toscane, venaient d'être réunis à l'empire français; on ne savait où s'arrêteraient ces envahissements continuels. Le système fédératif effrayait même les alliés de la France; la domination des mers par les Anglais était une tyrannie moins immédiate que celle du continent par les Français; les peuples ne pouvaient démêler l'action légitime de la révolution dans ces conquêtes qui leur apportaient pour tous bienfaits des contributions de guerre, la conscription, les droits réunis, une occupation lourde et humiliante. C'était surtout l'Allemagne qui s'irritait de la domination française; il s'y était formé une multitude de sociétés secrètes, essentiellement révolutionnaires et démocratiques, mais qui retournaient contre la France les idées importées par elle, et, au nom de la patrie et de la liberté, provoquaient les peuples de la confédération à se soulever contre leurs gouvernements esclaves de la France. Le ministre prussien Stein, le duc de Brunswick-Œls, fils de celui qui avait été tué à Iéna, le major prussien Schill, le colonel des gardes de Jérôme, Dornberg, étaient les principaux meneurs de ces sociétés, où l'on prenait pour modèle l'insurrection espagnole. Les ennemis de la France avaient reconnu le côté vulnérable de Napoléon : ils ne songeaient plus qu'à soulever les peuples contre celui qui avait tant cherché l'amitié des rois; et les moyens révolutionnaires que la France avait employés contre les gouvernements allaient être employés par les gouvernements contre la France. La cour d'Autriche était l'âme de tout ce mouvement et le « point central de toutes les haines réunies contre la France, haines envieuses de cabinet contre la puissance française, haines de dynasties séculaires contre la dynastie d'un jour, haines de toutes les médiocrités contre le génie, haines de la noblesse immédiate qui regrettait ses ridicules souverainetés, et de la noblesse féodale que Napoléon frappait chaque jour dans quelque partie de l'Europe [1]. » Suivant cette politique de persévérance qui lui fait méditer

[1] Bignon, t. VIII, p. 83.

des agrandissements même dans ses revers, « elle avait, depuis le traité de Presbourg, préparé les moyens de se débarrasser de ce traité et de reprendre son ancien rang dans le système politique de l'Europe. A la nouvelle des événements de la Péninsule, elle pensa que le moment d'éclater était arrivé[1]; » et elle résolut de faire de la Germanie une autre Espagne, en appuyant cette grande insurrection par des armées régulières. Elle introduisit la conscription et la garde nationale dans ses états, prépara une armée de quatre cent mille hommes et trois cent mille hommes de landwehr, renouvela secrètement son alliance avec l'Angleterre, négocia avec la Prusse et la Russie, couvrit l'Allemagne de ses agents et de ses pamphlets, enfin envoya des armes en Espagne, dans le Tyrol, dans la Dalmatie.

Napoléon recut la nouvelle de ces apprêts au moment où il se disposait à marcher en Espagne : il demanda des explications et n'obtint que des protestations d'amitié. Il n'ordonna pas moins aux princes de la confédération de lever leurs contingents; et, assuré de la Prusse par les troupes qui l'occupaient, il songea à donner le Nord en garde à son ami de Tilsitt, pendant qu'il se porterait dans le Midi. Mais l'alliance avec la Russie s'était refroidie à cause de la question ottomane, sur laquelle Alexandre était insatiable : « la Turquie est une succession, disait-il, qui ne peut manquer d'échoir à la Russie faute d'héritiers. » Et, en effet, l'empire ottoman, livré à de nouvelles révolutions, semblait voisin de sa ruine : le visir Barayctar avait marché sur Constantinople avec l'armée du Danube, détrôné Mustapha et mis à sa place son frère Mahmoud; puis il s'était vu attaqué par les janissaires et s'était fait sauter avec son palais. Caulaincourt, ambassadeur de France en Russie, s'efforça de « faire comprendre à Alexandre l'impossibilité de donner aux Russes Constantinople et les Dardanelles; il représenta que la Russie deviendrait par là maîtresse du commerce du Levant et même de l'Inde, et qu'elle serait, quand elle le voudrait, aux portes de Corfou, de Toulon, » etc. Alexandre répondit que Constantinople ne serait, pour la Russie, qu'une ville de province à l'extrémité de l'empire, que la géographie la lui donnait, qu'il fallait qu'il eût la clef de la porte de sa maison[2], » etc. Et, pour amener son allié à cette grande concession, il priait, caressait, se fâchait, menaçait; il consentait à tout, conquête de l'Espagne, réunion de Rome, dépouillement de la Prusse; il blâmait les armements de l'Autriche, et lui déclarait qu'il avait des engagements avec la France; il promettait tout ce qu'on voulait; il remaniait le

[1] Schœll, t. IX, p. 223. — [2] Bignon, t. VII, p. 425.

monde entier : « Si nous nous entendons, disait-il, l'Empereur et moi, il faudra bien que tout le monde s'entende. » Et à la nouvelle des revers des Français en Espagne : « Fût-ce sur la brèche, nous sommes à vous. C'est dans les circonstances difficiles que l'Empereur nous trouvera. » Jamais l'ambition russe ne s'était montrée plus ouverte et plus pressante.

Napoléon, étant au bout de ses réponses dilatoires et voulant à tout prix conserver l'alliance russe, résolut de faire des concessions sur la Turquie, alliée dont il n'avait rien à attendre, et il proposa à Alexandre une entrevue « dans laquelle les affaires du monde se régleraient de manière qu'il pût être quatre ans tranquille sans même une explication. » Alexandre accepta avec empressement, et les deux empereurs se rendirent à Erfurth, où ils séjournèrent pendant dix-huit jours dans la plus grande intimité et au milieu d'une cour de rois. Le roi de Prusse ne vint pas à ces fêtes, où il aurait trop senti son humiliation : il venait de conclure avec l'Empereur un traité pour l'évacuation de ses états (1808, 8 sept.), par lequel sa dette fut fixée à 120 millions : ce qui porta les contributions payées par la Prusse pendant deux ans, soit en argent, soit en nature, à 684 millions ; il s'engagea à n'avoir sur pied, pendant dix ans, qu'une armée de quarante-deux mille hommes ; il laissa les places de Stettin, Custrin et Glogau aux mains des Français, jusqu'à l'entier acquittement de sa dette. L'empereur l'Autriche désirait venir à Erfurth : sa demande fut écartée ; « il dissimula l'offense, » et envoya un de ses ministres avec une lettre où il protestait de ses intentions pacifiques. Napoléon lui fit une réponse franche jusqu'à la dureté, où il le priait de « ne pas remettre en question ce que quinze ans de guerre avaient décidé ; » et il ordonna aux contingents de la confédération de se dissoudre et à la grande armée de revenir en France. Il ne comptait nullement sur la sincérité de l'Autriche ; mais il comptait sur l'amitié d'Alexandre, avec qui il venait enfin de conclure une convention secrète (1808, 12 octobre) par laquelle il lui reconnaissait la possession de la Finlande, de la Moldavie, de la Valachie, et s'engageait à ne pas agrandir le duché de Varsovie : abandon fatal des trois véritables alliées de la France, qui conduisit Napléon à Sainte-Hélène ! En retour, Alexandre reconnut les changements survenus en Espagne et en Italie, et promit, si l'Autriche faisait la guerre à la France, de fournir contre elle cent cinquante mille hommes. Les deux empereurs s'engagèrent à ne traiter avec l'Angleterre qu'à condition qu'elle « reconnaîtrait la Finlande, la Moldavie et la Valachie comme faisant partie de l'empire russe, et le nouvel ordre de choses

établi en Espagne. » Ils écrivirent en commun au roi Georges III, pour l'engager à mettre fin à la guerre; mais il leur fut répondu que l'Angleterre ne pouvait négocier que sur la base de la restitution de l'Espagne et de Naples aux Bourbons. Le cabinet britannique ne prit pas d'alarme de cette alliance intime des deux empereurs : il en connaissait toute la valeur, il en avait tout le secret : Alexandre lui avait envoyé un officier « pour lui communiquer l'expression de la secrète satisfaction qu'il éprouvait de l'habileté qu'avait déployée la Grande-Bretagne en devançant et prévenant les projets de la France par son attaque contre Copenhague. » Les ministres anglais furent invités, par ce même officier, à communiquer franchement avec le czar comme avec un prince « qui, bien qu'obligé de céder aux circonstances, n'en était pas moins attaché plus que jamais à la cause de l'indépendance européenne. » Telle était la bonne foi de l'allié auquel Napoléon venait de sacrifier la Suède, la Turquie et la Pologne, pour qu'il maintînt le Nord en paix, pendant qu'il se mettrait à la tête de son armée « pour couronner son frère dans Madrid et planter ses aigles sur les forts de Lisbonne. »

§ X. **Napoléon entre en Espagne. — Batailles de Burgos, d'Espinosa et de Tudela. — Retraite des Anglais. — Bataille de la Corogne. — Siége de Saragosse. — Opérations en Catalogne.** — La grande armée évacua l'Allemagne. Il n'y resta que cinquante mille hommes commandés par Davoust pour garder les places de l'Oder, les villes anséatiques, Magdebourg et le Hanovre, et vingt-quatre mille hommes, commandés par Oudinot, qui furent postés à Francfort. Les autres corps se dirigèrent sur les Pyrénées; l'Empereur obtint du Sénat, toujours servile, quatre-vingt mille hommes de la conscription de 1810, et quatre-vingt mille hommes sur les quatre classes antérieures; puis il partit pour l'Espagne.

Il arriva à Vittoria, où s'était retiré Joseph, et il y trouva l'armée française forte de cent mille hommes, et composée de six corps, sans l'armée de Catalogne qui fut confiée à Gouvion Saint-Cyr (1808, 8 nov.). La gauche était formée des corps de Moncey et de Ney; le centre, du corps de Soult, de la garde et de la réserve de cavalerie; la droite, des corps de Victor et de Lefebvre. L'Espagne était livrée à une effroyable anarchie : partout des juntes rivales, des généraux indépendants, des opérations confuses; mais l'exaltation était toujours aussi grande, et suppléait à tout. L'insurrection avait donné cent trente-cinq mille hommes de troupes régulières partagées en quatre armées, lesquelles devaient être appuyées par quarante mille Anglais. L'armée d'Aragon, de vingt mille hommes, commandée par Palafox, formait la droite avec

l'armée d'Andalousie, forte de trente-cinq mille hommes commandés par Castaños ; l'armée d'Estramadure, de vingt-cinq mille hommes, formait le centre ; l'armée de Galice, forte de quarante-cinq mille hommes, et commandée par Blake, formait la gauche. Celle-ci se dirigea de Bilbao par Mondragon pour déboucher derrière Vittoria ; l'armée d'Estramadure occupa Burgos et dut être soutenue par les Anglais ; l'armée de Castaños et de Palafox s'étendit de Calahorra à Tudela. Le mouvement de Blake fut arrêté par Lefebvre, qui battit successivement les Galiciens à Durango et à Guenès, et les rejeta sur Espinosa. Alors Napoléon se porta rapidement avec son centre sur Burgos, battit et dispersa l'armée d'Estramadure, et dirigea Soult sur Reynosa (10 nov.). En même temps Lefebvre et Victor attaquèrent Blake dans les rochers d'Espinosa, le battirent complétement, lui tuèrent ou prirent dix mille hommes, et rejetèrent ses débris sur Reynosa, où ils furent écrasés par Soult (11 nov.). Enfin Lannes, qui commandait les corps de Ney et de Moncey, marcha contre Palafox et Castaños, les battit à Tudela, et les aurait entièrement détruits si Ney n'était resté à une marche en arrière (23 nov.). Ainsi, au premier souffle de Napoléon, toutes les armées de la Péninsule avaient été balayées comme de la paille : « Les Espagnols ne peuvent tenir en ligne, disait le bulletin impérial, ce sont des fellahs d'Égypte ou des Bédouins du désert. » Mais, en Espagne, les batailles ne décidaient pas du pays comme en Prusse et en Autriche ; le peuple n'en restait pas moins partout en armes : la guerre de manœuvres n'était pas la guerre des Espagnols, c'était la guerre de meurtres, la *guerre au couteau*, la *guerilla*. L'Espagne était une grande Vendée.

L'Empereur passa le Douro à Aranda, et arriva au défilé de Somo-Sierra, regardé comme inexpugnable et défendu par douze mille hommes et seize canons. Les chevau-légers polonais escaladèrent la montagne au galop, enlevèrent la position et les pièces, et poursuivirent les Espagnols jusqu'à Buytrago (1808, 30 nov.). Alors on arriva devant Madrid, qui était défendu par huit mille soldats et quarante mille insurgés ; les rues étaient dépavées, barricadées, garnies de cent pièces de canon ; le tocsin sonnait sans relâche ; tous les moines avaient pris les armes ; la population était dans l'exaltation la plus sauvage et massacrait les partisans des Français. Napoléon investit la ville, s'empara des hauteurs du Retiro, et somma les habitants de se rendre ; mais ce ne fut qu'après deux jours de combats et de pourparlers que les autorités parvinrent à contenir le peuple et à ouvrir les portes. L'Empereur publia une amnistie, et, dans l'espoir de se faire des partisans, il com-

mença la régénération de l'Espagne en abolissant l'inquisition, les droits féodaux, les entraves à l'industrie, les barrières entre les provinces, les deux tiers des couvents, etc. (4 déc.) Tout cela était intempestif : le peuple, excité par les moines et les nobles, repoussa avec horreur ces innovations; et Napoléon, instrument de progrès et de civilisation, ne fut, aux yeux des Espagnols, que l'Anti-Christ.

L'armée anglaise, commandée par Moore, était arrivée à Salamanque quand elle apprit les défaites d'Espinosa et de Tudela. Elle se disposa à la retraite; mais auparavant elle voulut couper Soult, qui avait été détaché pour soumettre les Asturies et qui se trouvait sur le Carrion avec quatorze mille hommes : elle se dirigea de Toro sur Mayorga, pendant que le corps espagnol de La Romana [1] s'avançait de Léon sur la droite de Soult. Napoléon, instruit de ce mouvement, résolut de se porter sur les derrières des Anglais et de les couper des routes de la Galice et du Portugal : il laissa les corps de Lefebvre et de Victor sur le Tage, pour observer les débris des armées d'Estramadure et d'Andalousie; avec la garde, il partit de Madrid, franchit le Guadarrama au milieu d'un violent ouragan de neige, et passa le Douro à Tordesillas. Moore était arrivé à Palencia; mais à la nouvelle de la marche de l'Empereur, il s'enfuit sur Benavente, et de là sur la route de la Corogne : pressé par Napoléon, qui fit sa jonction avec Soult à Astorga, il abandonna ses blessés, brûla ses magasins, tua ses chevaux, dévasta les villes sur son passage, sacrifia ses arrière-gardes. L'Empereur, ayant reçu des nouvelles fâcheuses de l'Autriche, retourna à Valladolid, laissa la poursuite des Anglais à Soult, et lui ordonna de « les jeter dans la mer l'épée dans les reins » (1809, 3 janv.). Moore arriva à la Corogne, ayant perdu dix mille hommes, ses canons, ses bagages; mais il était suivi par les Français, et ne trouva pas les vaisseaux qui devaient embarquer son armée : en attendant leur arrivée, il se mit en bataille devant la ville avec vingt-deux mille hommes, fit une résistance désespérée et fut tué (10 janv.). Alors les vaisseaux arrivèrent, et les Anglais profitèrent de la nuit pour s'embarquer. Trois jours après, la Corogne capitula ; le Ferrol suivit cet exemple, et, bientôt après, toute la Galice se soumit.

Pendant cette retraite des Anglais, Lefebvre battit les débris de l'armée d'Estramadure à Almaraz, et Victor les débris de l'armée

[1] Le corps de La Romana était le contingent envoyé par Godoï dans la grande armée. Il était cantonné dans les îles de Danemarck, lorsque l'insurrection espagnole éclata. Alors il s'entendit secrètement avec l'escadre anglaise de la Baltique, s'embarqua et vint aborder en Galice, où il fut reçu avec des transports de joie.

d'Andalousie à Uclès. Ces deux victoires décidèrent Joseph à rentrer dans Madrid (13 janv.). En même temps, Lannes, ayant pris le commandement des corps de Mortier et de Moncey, formant trente-deux mille hommes, avait investi Saragosse, qui n'était protégée que par une muraille, mais qui avait dans son sein l'armée de Palafox avec trente mille bourgeois, moines, paysans, armés et pleins d'une exaltation, d'un dévouement, d'un fanatisme dont l'histoire même de la révolution n'offre pas d'exemples. Malgré la famine, l'épidémie, le bombardement, toutes les sommations furent repoussées. La ville fut emportée d'assaut; mais les vainqueurs trouvèrent les rues et les maisons barricadées, crénelées, défendues, et pendant vingt-quatre jours il fallut faire successivement le siége de ces forteresses, où l'on se disputa chaque étage, chaque chambre, chaque pierre (1809, 27 janv.). Enfin les assaillants ne possédaient encore que le quart de la ville, lorsque les habitants, voyant Saragosse en ruines et encombrée de trente mille morts, capitulèrent à discrétion après un siége de deux mois (21 février).

La Catalogne montrait le même acharnement héroïque : soixante-dix mille hommes étaient en armes et investissaient Barcelone, où Duhesme livrait des combats continuels, lorsque Gouvion Saint-Cyr arriva avec trente mille hommes, presque tous Italiens : il s'empara d'abord de Roses et marcha sur Barcelone; mais Girone et Hostalrich étaient occupées par les Espagnols : il tourna Hostalrich, força le défilé de Tordera, et trouva à Llinas quarante mille Catalans commandés par Valdès (1808, 4 déc.) : il les battit et entra triomphant dans Barcelone (16 déc.). Les vaincus se rallièrent sur le Llobregat pour couvrir Tarragone : ils furent encore culbutés à Molins-del-Rey et à Wals.

§ XI. Cinquième coalition. — Les armes françaises étaient donc victorieuses dans toute la Péninsule; la valeur disciplinée des vainqueurs de Friedland l'avait emporté sur le dévouement fanatique des masses espagnoles; les soldats britanniques étaient chassés. Si Napoléon fût resté deux mois encore en Espagne, le pays se soumettait au génie et à la force, l'Angleterre était privée de son champ de bataille et de son dernier marché, le système continental se trouvait exécuté en tous lieux. Mais l'Autriche se sacrifia de nouveau pour tirer d'embarras la puissance britannique : elle n'avait pas, malgré ses protestations, cessé ses armements, et 400 millions de subsides anglais la décidèrent à saisir le moment où Napoléon était dans l'Espagne avec ses meilleures troupes, « pour faire une campagne de peuples contre le despote et l'enlacer d'in-

surrections. » Cette coalition nouvelle présenta un caractère étrange : l'Autriche semblait seule sur le continent à affronter la puissance de Napoléon ; mais « elle comptait, disait-elle, sur toutes les nations mécontentes ; » elle s'appuyait, d'une part, sur les intérêts privés et commerciaux, à cause des souffrances produites par le blocus continental ; d'autre part, sur la religion et la moralité, à cause de la captivité du pape et du détrônement des Bourbons d'Espagne. Elle avait pour auxiliaires secrets tous les trônes : le cabinet prussien devait se déclarer pour elle dès qu'une armée anglaise de quarante mille hommes aurait débarqué dans le Hanovre ; Alexandre, en sortant des embrassements d'Erfurth, lui avait dépêché un ennemi particulier de la famille Bonaparte, Pozzo di Borgo, pour lui annoncer, que « si ses premiers efforts étaient couronnés de succès, il la seconderait dans la délivrance de l'Europe occidentale. » Enfin elle comptait sur l'état de la France et sur des intrigues intérieures qui prenaient l'apparence d'une conspiration.

L'opinion publique s'était formellement prononcée contre cette guerre d'Espagne inique et meurtrière, où l'on ne voyait pas une attaque contre l'Angleterre, mais une œuvre d'ambition. L'année 1808 avait enlevé deux cent soixante-dix mille conscrits, 1810 était déjà entamée, et les classes antérieures n'étaient pas encore libérées : la France, lasse de victoires, pleurait ses enfants sacrifiés dans un intérêt de dynastie. Toutes les mères avaient la conscription en horreur ; la gendarmerie n'était occupée qu'à poursuivre les réfractaires ; les préfets, pour faire leur cour, grossissaient les contingents de leurs départements ; les évêques eux-mêmes exhortaient les conscrits à « se montrer dignes des hautes destinées auxquelles la Providence nous a appelés en nous donnant un souverain devant qui la terre se tait, et qui, dans les combats, est toujours précédé de l'ange de la victoire. » On se demandait quand la guerre finirait : Austerlitz, Iéna, Friedland n'avaient rien décidé ; il fallait sans cesse recommencer à vaincre ; les hostilités étaient implacables. On avait élu Napoléon pour asseoir la révolution en face de l'Europe, et l'Europe, malgré cent défaites, était toujours en armes pour la combattre : la paix était plus éloignée avec l'Empire qu'avec la république. Les mécontents réveillaient les partis vaincus ; on spéculait sur les chances de mort de l'Empereur ; des intrigues se formaient pour changer le gouvernement, si le poignard d'un assassin ou une balle ennemie venait à le frapper ; la réaction contre le régime impérial commençait. Fouché et Talleyrand paraissaient être le centre de cette opposition : le premier était toujours ministre de la police, le second avait

quitté les affaires étrangères, qui étaient passées aux mains de Champagny, pour parer sa vanité du titre de vice-grand-électeur de l'Empire. Fouché réunissait autour de lui les républicains, Talleyrand les partisans de l'ancien régime; ils s'appuyaient sur Bernadotte et correspondaient avec Murat, sabre aveugle qui aurait convenu à ces ambitieux. « C'est ainsi, dit Napoléon, que ces gens-là entretenaient les espérances des étrangers, et me préparaient sans cesse de nouveaux embarras, en leur laissant entrevoir la possibilité d'une désunion en France. »

§ XII. BATAILLES D'ABENSBERG, D'ECKMUHL ET DE RATISBONNE. — PRISE DE VIENNE. — BATAILLE D'ESSLING. — Napoléon, après avoir reçu les serments des principales villes de l'Espagne et nommé Joseph généralissime avec le maréchal Jourdan pour major-général, était revenu en France. « Qu'est-ce que cela signifie? dit-il à l'ambassadeur d'Autriche, M. de Metternich. Voulez-vous encore mettre le monde en combustion? Comment! lorsque j'avais mon armée en Allemagne, vous ne trouviez pas votre existence menacée, et c'est à présent qu'elle est en Espagne que vous la trouvez compromise! » Metternich se confondit en protestations d'amitié et nia effrontément les préparatifs de la cour de Vienne. « Il faut, dit Napoléon à ses familiers, qu'il y ait quelques projets que je n'aperçois pas; car il y a de la folie à me faire la guerre. Et puis ils diront que c'est moi qui ne puis rester en repos, que j'ai de l'ambition, lorsque ce sont leurs bêtises qui me forcent d'en avoir! » Il ordonna à Davoust (1809, 4 mars), qui occupait le nord de l'Allemagne, de se concentrer vers Bamberg avec quarante-cinq mille hommes; à Masséna de rassembler à Ulm le corps d'Oudinot et les contingents de Hesse et de Bade, et de marcher avec cinquante mille hommes sur Augsbourg; à Lefebvre et Vandamme d'aller se mettre à la tête des Bavarois et Wurtembergeois, formant trente-six mille hommes. Il confia à Berthier le commandement provisoire de ces trois corps, en lui ordonnant expressément, au cas d'une attaque imprévue, de les concentrer tous sur la rive droite du Danube, entre Augsbourg et Donauwerth. Il pourvut aux théâtres accessoires de la guerre en ordonnant à Bernadotte de prendre le commandement des Saxons pour observer la Bohême; à Poniatowski, ancien frère d'armes de Kosciusko et neveu du dernier roi de Pologne, d'observer la Gallicie avec dix-huit mille hommes; à Eugène de s'avancer avec quarante-cinq mille hommes sur l'Adige; enfin à Marmont, gouverneur de la Dalmatie, de se tenir prêt, avec quinze mille hommes, à se joindre à l'armée d'Italie.

La cour de Vienne avait mis sur pied trois cent dix mille hom-

mes : l'armée d'Allemagne, sous l'archiduc Charles, en comptait cent soixante-quinze mille; l'armée du Tyrol, sous Jellachich, vingt-cinq mille; l'armée d'Italie, sous l'archiduc Jean, cinquante mille; l'armée de Dalmatie, sous Giulay, vingt mille; l'armée de Gallicie, sous l'archiduc Ferdinand, quarante mille. Charles, croyant prendre l'Empereur et ses alliés au dépourvu, voulut s'emparer de l'espace entre Donauwerth et Ratisbonne, clef du premier bassin du Danube [1], et il s'y dirigea en trois colonnes et sur les deux rives (1809, 10 avril). Sa droite, de cinquante mille hommes commandés par Bellegarde, marcha de la Bohême par Pilsen et Cham, en jetant des détachements dans la Saxe : son centre, de soixante-quinze mille hommes commandés par lui-même, marcha de l'Autriche par Scharding et Landau; sa gauche, de cinquante mille hommes commandés par Hiller, marcha par Braunau et Landshut. Les Bavarois, poussés de toutes parts, reculèrent sur l'Abens. Encore quelques pas, les trois colonnes autrichiennes se réunissaient à Ratisbonne, et rien ne devait plus les arrêter jusqu'au Rhin. En effet, Berthier, n'ayant pas compris l'ordre de l'Empereur, avait fait marcher Davoust de Bamberg à Ratisbonne et Masséna sur Augsbourg, pendant que Lefebvre était sur l'Abens et Vandamme à Donauwerth; de sorte que l'armée, composée d'ailleurs de troupes neuves et étrangères, était éparpillée pendant quarante lieues sur les deux rives du Danube, et que Davoust, aventuré à Ratisbonne, allait se trouver pris entre Charles et Bellegarde. La lenteur de l'archiduc, qui mit six jours à aller de l'Inn à l'Iser, donna le temps à l'Empereur d'accourir de Paris et de réparer en un clin d'œil les fautes de Berthier. Il ordonna à Davoust de quitter Ratisbonne et de marcher sur Neustadt, à Masséna de courir d'Augsbourg sur Pfaffenhofen; lui-même joignit Lefebvre avec deux divisions que commandait Lannes (18 avril). Davoust avait deviné l'Empereur, et était déjà en marche par le défilé d'Abach, après avoir laissé un régiment pour garder Ratisbonne : il battit l'avant-garde de Hiller à Tann, et fit sa jonction à Abensberg (19 avril); Masséna, de son côté, arriva à Pfaffenhofen, et Napoléon se trouva, par ce grand mouvement de concentration, avoir cent vingt mille hommes établis en face de l'intervalle qui séparait Hiller et Charles. Aussitôt il laisse Davoust avec vingt-cinq mille hommes près de Tann, pour contenir l'archiduc qui poussait lentement sur Ratisbonne; il ordonne à Masséna de passer l'Iser et de déboucher sur Landshut par la rive droite; puis, avec les troupes allemandes, qu'il électrise par ses paroles, il se jette sur Hiller et le culbute dans une suite

[1] Voy. ma *Géographie militaire*, p. 232 et 236.

de combats qu'on appelle bataille d'Abensberg, et qui séparent entièrement la gauche autrichienne de son centre (20 avril). Hiller, ayant perdu sept mille hommes, se retire sur Landshut; poursuivi, battu en avant de cette ville, il se sauve dans les rues, est encore battu, et, voyant Masséna qui accourt par la rive droite, il s'enfuit sur l'Inn en laissant dix mille prisonniers et tous ses bagages (21 avril). Napoléon jette trois divisions à sa poursuite, et, faisant volte-face, il se rabat sur l'archiduc par la route d'Eckmühl. Charles avait poussé sur Ratisbonne une colonne qui fit capituler le régiment laissé par Davoust; il s'était mis en communication avec Bellegarde, qui lui envoya vingt mille hommes, et il se maintenait sur la Laber pour donner le temps à Hiller de le joindre. Attaqué par Davoust, il s'aperçut, après une longue hésitation, qu'il n'avait affaire qu'à un seul corps, et il prenait l'offensive, lorsqu'il fut assailli en arrière par l'Empereur, en même temps que Davoust arrivait sur son flanc : après une vive résistance, il fut enfoncé, laissa cinq mille morts, quinze mille prisonniers, et s'enfuit à Ratisbonne (22 avril). Si cette ville eût été encore au pouvoir des Français, il était perdu. Napoléon le poursuivit et ordonna l'escalade : Ratisbonne fut enlevée après un violent combat, mais on n'y prit que huit mille hommes; l'archiduc avait passé le fleuve, coupé le pont, et s'était joint à Bellegarde. Il se jeta par Cham en Bohême, pour revenir par Budweiss sur le Danube.

Cette merveilleuse bataille de cinq jours donna quarante mille prisonniers, cent canons, quarante drapeaux, trois mille voitures; elle fit perdre à l'archiduc sa ligne d'opérations, et laissa Vienne à découvert. Mais il fallait arriver avant lui dans cette ville, en l'empêchant de déboucher de la Bohême sur notre flanc, pendant une marche de soixante lieues. Davoust resta d'abord en observation à Ratisbonne, et ensuite fut relevé par Bernadotte, qui contourna la Bohême avec son corps saxon; Lefebvre fut dirigé avec les Bavarois contre les insurgés du Tyrol; Masséna, Lannes, la garde marchèrent sur l'Inn, qui fut franchi sans obstacle. Hiller, ayant réuni trente mille hommes, résolut, pour donner le temps à l'archiduc de repasser sur la rive droite, de défendre la Traun à Ebersberg, petite ville située sur des hauteurs et défendue par un château, à laquelle on ne pouvait arriver que par un pont garni d'artillerie. Masséna attaqua de front cette position formidable, enleva le pont, la ville, le château, après une bataille effroyable où les combattants, les blessés, les habitants furent écrasés sous les débris de la ville incendiée. Hiller, ayant perdu sept mille hommes, se jeta sur l'autre rive du Danube par Mautern, et il joignit l'archiduc qui

marchait lentement par Zwettel (3 mai). Toute l'armée française s'échelonna sur la route de Vienne, pour observer et prévenir partout les Autrichiens : Napoléon, avec Masséna, Lannes et la garde, arriva devant la capitale qui était disposée à se défendre, pendant que Davoust était encore à Mœlk et Bernadotte à Lintz. L'archiduc laissa en Bohême un corps qui devait déboucher par Lintz sur nos derrières, pendant que lui-même irait occuper la capitale et livrer bataille sous ses murs ; mais le corps de Bohême fut battu à Lintz par Bernadotte, et Vienne capitula après un bombardement de quelques heures (13 mai).

Napoléon résolut d'aller sur la rive gauche au-devant de l'armée autrichienne; mais, le grand pont de Vienne étant brûlé, il fallait passer de vive force le Danube devant cent mille hommes, et il n'avait que les corps de Masséna et de Lannes, avec la cavalerie et la garde, c'est-à-dire soixante mille hommes ; Davoust était en marche sur la capitale; Bernadotte et Vandamme gardaient le fleuve jusqu'à Passau. On choisit un point à deux lieues de Vienne où la masse des eaux est à la rive droite, et où elle est divisée d'abord par deux îles et trois bras, ayant ensemble dix-sept cents mètres de largeur, ensuite par la grande île triangulaire de Lobau, ayant quatre mille huit cents mètres de long sur quatre mille de large, enfin par un bras de cent quarante mètres, qui forme, au moyen d'une des pointes de l'île, un rentrant considérable [1]. Un grand pont de cinquante-quatre bateaux fut jeté sur tous ces bras et ces îles ; trois divisions passèrent, se déployèrent dans la vaste plaine de Marchfeld, et elles s'établissaient dans les villages d'Aspern et d'Essling quand l'ennemi, qui s'était caché derrière un rideau de cavalerie, attaqua ces trente mille hommes avec des forces triples et deux cents canons, au moment même où une crue du Danube, venant à rompre les ponts, laissa nos troupes sans communications avec la rive droite (21 mai). Masséna, avec les divisions Legrand et Molitor, Lannes, avec la division Boudet, défendirent les villages avec un acharnement héroïque, et parvinrent à s'y maintenir. La nuit suspendit le combat ; l'Empereur en profita pour réparer les ponts et faire passer deux divisions à Masséna, une division à Lannes ; Davoust et les parcs devaient les suivre (22 mai). Alors il prit l'offensive avec cinquante mille hommes. Le centre ennemi fut enfoncé du premier choc ; la ligne des Français se trouvait déjà déployée au milieu des Autrichiens, Davoust allait franchir le fleuve, quand les ponts et les bateaux, excepté ceux du dernier bras, furent complétement emportés par les eaux gonflées

[1] Voy. ma *Géographie militaire*, p. 241.

du Danube. C'était un terrible coup de fortune : on était acculé à un fleuve immense, avec une armée double en nombre à contenir, et l'on n'avait presque plus de munitions. L'Empereur ordonne la retraite ; l'ennemi se ranime ; les deux villages sont encore le théâtre du plus terrible combat ; on se prend corps à corps ; les Français ne se servent plus que de la baïonnette. Enfin, après avoir perdu et repris six fois les villages, ils en restent maîtres ; les Autrichiens, rebutés, n'agissent plus que par une canonnade insignifiante : mais un de leurs derniers boulets enlève Lannes ! Sa mort consterna l'armée : « C'était le brave des braves, dit Napoléon ; son esprit avait grandi au niveau de son courage ; il était devenu un géant ! » Tout le monde voulait qu'on repassât sur-le-champ à la rive droite ; mais on ne pouvait le faire qu'en bateaux, en abandonnant les blessés et l'artillerie, et sous le feu de l'ennemi. « Il faut rester dans Lobau, dit Napoléon, ou rétrograder jusqu'au Rhin. Nous attendrons l'armée d'Italie. Masséna, tu achèveras ce que tu as si glorieusement commencé : il n'y a que toi qui puisses en imposer à l'archiduc. » Alors on fit passer dans Lobau les blessés, les canons, les débris de la bataille : ensuite les troupes évacuèrent les deux villages sans que l'ennemi, contenu par Masséna, osât les inquiéter ; on s'entassa dans l'île pendant trois jours jusqu'à ce que les ponts fussent rétablis ; enfin l'armée repassa à la rive droite, en gardant Lobau comme tête de pont pour un deuxième passage.

Napoléon avait reculé : les Autrichiens poussèrent des cris de victoire ; tous les ennemis de la France tressaillirent de joie ; les mécontents de l'intérieur s'agitèrent avec espérance ; le cabinet prussien leva cent mille hommes ; enfin l'Angleterre se disposa à jeter une armée dans le nord de l'Allemagne. Il fallait à la France une grande victoire : l'Empereur la prépara par un repos de six semaines, et attendit les nouvelles des deux ailes extrêmes de la grande armée, en Italie et en Gallicie.

§ XIII. Insurrections de l'Allemagne et du Tyrol. — Opérations en Italie et en Gallicie. — Réunion de Rome a l'empire. — En même temps que les Autrichiens passaient l'Inn, les sociétés secrètes s'étaient mises en campagne ; mais leurs chefs, Dornberg, Schill, Brunswick, échouèrent dans leurs expéditions en Westphalie, en Brandebourg, en Saxe. Après Essling, Brunswick se remit en route avec sa légion de *soldats de la Mort*, et entra à Dresde et à Leipzig ; d'autres chefs d'aventuriers se jetèrent dans la Franconie, le Wurtemberg, la Westphalie ; mais l'Allemagne n'était pas encore disposée à une insurrection générale : après plusieurs

petits combats, toutes les bandes se dispersèrent. Brunswick tint le dernier et montra une audace peu commune : traqué de toutes parts, il erra dans tout le nord de l'Allemagne, et se réfugia à Héligoland, petite île danoise dont les Anglais s'étaient emparés.

L'insurrection du Tyrol, pays tout catholique et dévoué à la maison d'Autriche, fut autrement redoutable que celle de l'Allemagne, et elle présenta même l'énergie sauvage, l'enthousiasme religieux et la cruauté de l'insurrection espagnole. Au premier signal de la cour de Vienne, les détachements français et bavarois furent attaqués et massacrés, les défilés occupés, les villes prises; et les divisions de Jellachich et de Chasteler furent accueillies avec transport. Quand Lefebvre arriva avec les Bavarois, il éprouva la plus vive résistance, et il ne s'empara des défilés et des places qu'après des efforts d'audace et de bravoure. La bataille d'Eckmühl ayant forcé les divisions autrichiennes à la retraite, les Tyroliens se soumirent; mais, après Essling, ils reprirent les armes avec un nouvel acharnement, et firent révolter toutes les Alpes, depuis Laybach jusqu'à Constance; ils occupèrent les routes d'Allemagne et d'Italie, menacèrent la Carniole, le Frioul, la Valteline, la Suisse, occupèrent Brixen, Bellune, Feltre, etc. Lefebvre fut forcé de se tenir sur la défensive.

L'archiduc Jean s'était jeté dans le Frioul en excitant vainement les peuples à la révolte. Eugène, sans attendre que ses forces fussent rassemblées, courut à lui, fut battu à Sacile et recula sur l'Adige, où il reçut des renforts avec Macdonald pour lieutenant (16 avril). La nouvelle d'Eckmühl ayant forcé Jean à la retraite, il le poursuivit, le battit complétement sur le Piave, le rejeta dans les Alpes, enleva tous les passages, et s'empara de Goritz, de Trieste, de Laybach (8 mai). Jean, ayant perdu vingt mille hommes dans cette retraite, se retira sur Gratz, et appela à lui Jellachich; mais celui-ci fut attaqué en route à Saint-Michel et presque entièrement détruit (25 mai). Alors il laissa Giulay dans les provinces illyriennes pour s'opposer à Marmont, et recula jusqu'à Kormond sur le Raab. Eugène arriva à Léoben et passa le Semmering, où ses braves donnèrent la main à ceux de la grande armée (26 mai); il laissa en arrière une brigade pour favoriser la jonction de Marmont en gardant la Styrie, et il arriva à Neustadt. Marmont, parti de Zara, n'était parvenu à Laybach qu'en passant sur le corps des Croates (3 juin) : il traversa la Save et la Drave, et se porta sur Gratz. Giulay voulut enlever cette ville pour lui fermer le passage; mais Gratz était occupé par le quatre-vingt-quatrième régiment, qui lutta pendant douze heures contre vingt

mille Croates, leur tua ou prit seize cents hommes et les força à la retraite (24 juin). La jonction de Marmont fut assurée. Pendant ce temps, Eugène avait marché de Neustadt sur le Raab pour débarrasser la rive droite du Danube. L'archiduc se retira sur Raab, s'y fortifia et y réunit quarante mille hommes (14 juin): il fut battu complétement, perdit six mille hommes et se rejeta sur la rive gauche du fleuve. Alors la grande armée eut sa droite complétement assurée, et les vainqueurs de Raab entrèrent dans ses rangs.

Dans la Pologne, l'archiduc Ferdinand avait battu les Polonais à Raszym, était entré dans Varsovie et s'était étendu sur la Vistule jusqu'à Thorn (18 avril). Poniatowski, sans s'inquiéter de ces succès, se jeta dans la Gallicie, prit Lublin et Sandomirz, et insurgea tout le pays. Cette marche hardie força Ferdinand à évacuer Varsovie et à se replier sur Cracovie (1er juin). Napoléon avait réclamé d'Alexandre les secours promis contre l'Autriche, et le czar avait été forcé[1] d'envoyer dans le duché de Varsovie vingt-cinq mille hommes. Mais c'était un contre-sens que de mettre côte à côte des Polonais et des Russes : aussi les troupes alliées furent-elles sur le point d'en venir aux mains; le général russe félicita Ferdinand de ses succès, auxquels il espérait, disait-il, coopérer bientôt; ses troupes refusèrent de chasser les Autrichiens de Varsovie, et elles travaillèrent uniquement à apaiser l'insurrection de la Gallicie. « Le concert des Russes avec l'Autriche était certain et prononcé : à proprement parler, il semblait que c'étaient les troupes polonaises qu'ils regardaient comme ennemies, et ils prenaient toutes les mesures pour déjouer les efforts de leurs alliés, tandis qu'ils se prêtaient avec empressement aux vues des commandants autrichiens. »

Napoléon, du palais de Schœnbrunn où il attendait le moment de rouvrir la campagne, ne s'abusait pas sur les dispositions de ses ennemis déclarés et de ses prétendus amis : « Ils se sont tous donné rendez-vous sur ma tombe, disait-il, mais ils n'osent s'y réunir[2]. » Et, confiant dans son génie, alors qu'il était à quatre cents lieues de sa capitale et sous le poids d'un revers, il bravait les ressentiments de l'Europe par un acte de violence qui semblait une provocation. La querelle de l'Empereur et du pape n'avait pas

[1] « D'un côté, dit Butturlin, il n'était pas de son intérêt de coopérer à la ruine de la seule puissance qui présentait encore une masse intermédiaire entre lui et l'empire de Napoléon; d'un autre côté, il ne pouvait refuser d'assister la France sans violer ouvertement les engagements contractés envers elle, et dont aucune infraction de la part de Napoléon n'avait affaibli la sainteté. » (T. I, p. 36.)

[2] Rovigo, t. IV, p. 145.

cessé : bulles, notes et lettres se croisaient inutilement ; la situation devenait intolérable : Napoléon y mit fin par un décret de réunion des états romains à l'empire français (17 mai), dans lequel il déclarait que « Charlemagne, son *auguste prédécesseur*, en concédant certains domaines aux évêques de Rome, ne les leur avait donnés qu'à titre de fiefs et sans que Rome cessât de faire partie de son empire. » Pie VII répondit à ce décret par une bulle d'excommunication qui fit une vive sensation en Italie, en Allemagne et même en France (20 juin). Miollis en craignit l'effet, à cause de la bataille d'Essling, et, par l'ordre de Murat, il fit enlever le pape, qui fut transféré à Grenoble (6 juillet). Napoléon, qui n'avait pas ordonné cette mesure brutale, en prit la responsabilité : il fit conduire le pontife à Savone et ordonna qu'il fût traité avec honneur et magnificence ; mais celui-ci resta dans sa chambre, prisonnier, invincible dans sa résistance, d'autant plus puissant qu'il était regardé comme martyr. Toute l'Europe fut indignée de sa captivité ; mais les murmures furent étouffés par le canon de Wagram.

§ XIV. Bataille de Wagram. — Armistice de Znaïm. — D'immenses travaux avaient fait de Lobau une énorme citadelle qui était unie à la rive droite par quatre ponts, et d'où pouvaient être jetés, en une heure, cinq autres ponts sur la rive gauche : c'étaient les plus beaux ouvrages de campagne qu'on eût jamais construits. La grande armée, renforcée des troupes d'Eugène et de Marmont, comptait cent cinquante mille hommes, sans celles qui gardaient le Danube de Vienne à Passau. L'armée autrichienne s'élevait à cent soixante-quinze mille hommes, sans les troupes de l'archiduc Jean qui étaient à Presbourg ; elle s'appuyait à droite sur Aspern, à gauche sur Enzersdorf, ces villages, ainsi qu'Esling, étant couverts de redoutes armées de cent cinquante canons. Le prince Charles s'était tenu sur une défensive absolue, mais tout prêt à empêcher le passage : il croyait qu'il s'effectuerait, comme précédemment, au nord de Lobau, et, pour le laisser dans cette erreur, Napoléon fit jeter deux ponts en face d'Aspern et d'Essling. Mais le 5 juillet à minuit, et au milieu d'un terrible orage, la grande armée se trouvant toute réunie, soit dans Lobau, soit sur la rive droite, cent pièces de canon tonnèrent sur Enzersdorf, et, pendant que les Autrichiens, tournant toute leur attention de ce côté, couvraient Lobau de leurs boulets, un pont fut jeté en dix minutes à l'est de l'île, et l'avant-garde s'y précipita ; quatre autres ponts furent aussitôt construits avec une précision telle qu'il semblait que ce fût une manœuvre d'exercice : toute l'armée y défila dans

un ordre parfait, et, aux premiers rayons du soleil, elle se trouva en bataille sur l'extrême gauche de l'ennemi, ayant tourné ses camps retranchés, rendu tous ses ouvrages inutiles, et obligé ainsi les Autrichiens à sortir de leurs positions pour combattre sur le terrain choisi par l'Empereur. Charles, surpris de cette grande opération, unique dans les fastes de la guerre, se retira obliquement sur Wagram et reforma ses lignes derrière le Russbach. L'armée française le suivit en se déployant parallèlement au Danube; elle occupa les trois villages, manœuvra pendant toute la journée dans cette plaine découverte, et arriva vers le soir sur le ruisseau; elle voulut enlever les hauteurs de Wagram, mais elle fut repoussée. La nuit était venue : la grande bataille fut remise au lendemain.

L'archiduc étendit et fortifia ses ailes avec le dessein de se porter en masse sur le Danube pour déborder notre droite et s'emparer des ponts (6 juillet). L'Empereur réunit au centre les corps d'Eugène, d'Oudinot, de Marmont et la garde; à gauche étaient Masséna et Bernadotte, à droite Davoust. Pendant que celui-ci engageait le combat sur le Russbach, Charles se jeta sur Aspern, mit en fuite les Saxons de Bernadotte, chassa Masséna d'Essling; de sorte que le gros des forces ennemies se trouva établi en potence perpendiculairement au Danube et menaçant les ponts. Napoléon ne s'inquiéta pas de ces progrès de la droite ennemie : dès qu'il vit que Davoust, après un combat terrible, était arrivé sur le Russbach : « La bataille est gagnée ! » s'écria-t-il; et pendant qu'il fait dire à Masséna de tenir ferme, il lance Macdonald avec une énorme colonne de vingt et un bataillons, ayant en avant cent bouches à feu, sur les ailes deux divisions de cavalerie, en arrière la garde. Tout plie devant cette masse qui gagne une lieue de terrain et qui se trouve, malgré de grandes pertes, au delà des dernières positions centrales de l'ennemi. L'archiduc, voyant sa droite débordée, recule; Masséna le pousse et reprend Essling; en même temps, Davoust se précipite sur Wagram : l'ennemi se met en retraite par la route de Bohême, en laissant vingt-cinq mille hommes sur le champ de bataille.

C'était une glorieuse victoire, mais ce n'était pas celle d'Austerlitz : la perte des vainqueurs était presque aussi grande que celle des vaincus; il restait à Charles une armée de cent cinquante mille hommes, et il allait être joint par Jean, qui avait déjà passé la March. On se mit à la poursuite des Autrichiens : après plusieurs combats d'arrière-garde, on les atteignit à Znaïm, et une nouvelle bataille s'engageait, lorsque l'archiduc proposa un armi-

stice (12 juillet.). Napoléon, toujours avide de saisir la moindre ouverture de paix, fit la même faute qu'à Presbourg et à Tilsitt : au lieu de ruiner l'Autriche, il consentit à une suspension d'armes. Des négociations s'ouvrirent à Altenbourg, puis à Vienne; mais la situation n'était pas la même qu'en 1805 : l'Autriche n'était qu'à demi vaincue, elle ne voulait qu'une halte pour concentrer ses forces; enfin elle comptait sur l'assistance de l'Angleterre, sur les événements d'Espagne et sur les dispositions de la Russie. Ses espérances furent trompées.

§ XV. **Expédition des Anglais en Belgique. — Campagne de 1809 en Espagne. — Mécontentement de la Russie.** — Napoléon ne se fiait pas seulement sur le système continental pour ruiner l'Angleterre, il consacrait chaque année des sommes énormes pour rétablir ses flottes ; il entreprenait d'immenses travaux à Gênes, à Venise, à Cherbourg, surtout à Anvers; il demandait des matelots à tous ses alliés ; enfin il décréta que les départements maritimes ne fourniraient des conscrits que pour l'armée de mer. Il voulait avant cinq ans, disait-il, avoir deux cents vaisseaux et battre les Anglais dans leur empire[1]. Le cabinet britannique voyait le danger, et, tout en secourant ses alliés du continent, il ne songeait qu'à la destruction des ressources maritimes de la France. Ses escadres s'emparèrent de la Martinique, de Santo-Domingo, de la Guyane et du Sénégal. Une flotte de douze vaisseaux, dix-sept frégates et trente-deux brûlots alla surprendre, dans la rade de l'île d'Aix, une escadre française de douze vaisseaux et quatre frégates : elle lança contre elle une machine infernale de quinze cents barils de poudre avec des fusées à la Congrève, dont elle fit usage pour la première fois, et brûla six vaisseaux et deux frégates (1809, 11 avril). Ce n'était là que le prélude de la grande expédition que l'Angleterre destinait, non à soulever l'Allemagne du nord, comme elle l'avait promis, mais à détruire Anvers et à combler l'Escaut, ce fleuve qui menace la Tamise, cette ville qui était, selon Napoléon, un pistolet chargé au cœur de l'Angleterre. On espérait d'ailleurs insurger la Hollande, où le roi Louis était en pleine opposition avec son frère, et donner encouragement aux mécontentements de l'intérieur. Cette grande *armada* était composée de quarante vaisseaux, de trente-six frégates, d'une foule d'autres bâtiments, de trente mille hommes de marine et d'équipages, de quarante mille hommes de débarquement; elle avait coûté 500 millions et

[1] En 1801, la France avait cinquante-cinq vaisseaux et quarante-trois frégates; de 1801 à 1804, elle perdit trente-huit vaisseaux et soixante-trois frégates, et, en 1814, elle avait encore cent trois vaisseaux et cinquante-trois frégates.

était commandée par lord Chatam, le frère aîné du grand Pitt. Elle débarqua dans Walcheren, s'empara du fort de Batz (3 août), et au lieu de pousser droit à Anvers, où rien n'était disposé pour un siége, elle investit Flessingue. La nouvelle de cette invasion excita en France une indignation et un enthousiasme dignes de 92. Fouché ordonna de mobiliser la garde nationale; Clarke, ministre de la guerre, fit partir les dépôts et la gendarmerie; les départements du nord envoyèrent des troupes. En quelques jours, il se trouva cent mille hommes en Belgique. Cependant Flessingue s'était rendue par la faiblesse du général Monnet (15 août); les Anglais remontèrent l'Escaut, mais il était trop tard : Anvers était garnie de troupes, le fleuve bordé de batteries, la flotte mise à l'abri sous le canon des forts. Chatam ordonna honteusement la retraite : il avait perdu dix mille hommes dans les marais de Walcheren; et la garnison qu'il laissa à Flessingue fut bientôt obligée, par les maladies, à évacuer cette place (24 déc.), dont elle détruisit tous les ouvrages. Ce grand échec fit en Angleterre une douloureuse impression, qui ne fut atténuée que par des succès douteux dans la Péninsule.

Soult, après la bataille de la Corogne, avait reçu l'ordre de chasser les Anglais du Portugal; Ney devait maintenir ses communications avec la Galice, et Victor devait le joindre sous Lisbonne par la route de Mérida et de Badajoz. Mais les armées d'Espagne étaient mécontentes, fatiguées, dénuées de tout; nul ne parlait de leur gloire et de leurs misères; l'œil de l'Empereur n'était pas là pour ranimer leur patience et leur courage; il n'y avait pas d'unité dans le commandement; Joseph n'était pas obéi; les maréchaux se jalousaient entre eux, et visaient tous à des couronnes. La guerre d'Espagne sans l'Empereur, qui pouvait seul la conduire, devait n'être qu'une série de tentatives avortées, d'expéditions décousues, de combats et d'efforts inutiles. Soult partit de Santiago avec vingt-cinq mille hommes, arriva à Tuy, dont il s'empara, mais ne put y passer le Minho (1809, 28 janv.). Il remonta jusqu'à Orense, en culbutant les bandes de La Romana qui étaient descendues des Asturies, traversa le fleuve, et mit en déroute, à Chavès et à Braga, les masses de Portugais qui s'opposaient à son passage (20 févr.). Après une marche pénible dans des pays montueux et déserts, où les moindres vivres étaient achetés par des combats, on arriva devant Oporto, qui était couverte de retranchements, barricadée, garnie de deux cents canons, et défendue par quarante mille furieux que commandait l'évêque. Cette multitude fut enfoncée dès le premier choc, le pont du Douro enlevé à la course, la ville prise

d'assaut et saccagée (29 mars) : vingt mille Portugais périrent dans le combat ou dans le fleuve. Ce fut une conquête inutile : pour marcher sur Lisbonne à travers un pays insurgé et où l'on allait rencontrer les Anglais, il aurait fallu que Victor fît diversion dans l'Alentejo, et Victor était resté dans l'Estramadure.

Les armées de la Manche et de l'Estramadure, battues à Uclès et à Almaraz, s'étaient reformées et menaçaient le Tage et Madrid : Sébastiani se porta contre la première à Ciudad-Réal, et la battit (27 févr.). Victor marcha contre la seconde, qui recula sur la Guadiana : il l'atteignit en arrière de Medellin, la défit complétement, lui tua ou prit dix mille hommes (27 mars). Mais les armées espagnoles, toujours battues, se reformaient comme par enchantement avec les prisonniers qui s'échappaient et les insurgés de chaque province : celle de la Manche retrouva, en quelques jours, trente mille hommes. Alors Victor, qui se souciait peu de secourir Soult, ne voulut pas s'aventurer dans le Portugal en laissant cette armée sur ses derrières, et il revint sur le Tage.

Soult s'était trouvé dans une position très-dangereuse : la route qu'il avait parcourue était fermée par les insurgés, qui avaient repris Chavès et Braga ; Wellington, qui avait réorganisé à Lisbonne l'armée britannique, marchait sur Oporto avec vingt-huit mille Anglo-Portugais ; Beresford, maréchal de l'armée portugaise, se dirigeait par Lanego, avec vingt mille hommes disciplinés par des officiers anglais, dans le Tras-los-Montes, pour occuper les défilés de Chavès. Soult se concentra ; mais le passage du Douro ayant été surpris par les Anglais, il se jeta en combattant sur la route d'Amarante, et trouva la Tamega déjà occupée par Beresford. Alors il détruisit son artillerie et gagna Guimaraens ; mais les Anglais étaient arrivés à Braga : serré entre deux armées supérieures en nombre, il les évita l'une et l'autre en se jetant dans les gorges affreuses du Çavado, où il lui fallut passer sur le corps de la population armée, et combattre pour chaque pont, chaque sentier, au milieu de montagnes inconnues d'où les habitants fusillaient sans relâche. Il gagna ainsi Montalègre, arriva à Orense, d'où il se porta sur Lugo, après avoir perdu quatre mille hommes dans cette pénible et glorieuse retraite (18 mai). Alors il se joignit au corps de Ney, qui, occupé à guerroyer dans les Asturies, n'avait pu lui porter secours. Les deux maréchaux ne s'entendirent pas. Soult se porta à Zamorra, tant pour réorganiser son armée que pour se rapprocher de Madrid. Ney, mécontent d'être laissé seul dans un pays sans ressources et sans vivres, évacua la Galice et même les grands ports du Ferrol et de la Corogne ; puis il se retira à Astorga.

Wellington n'avait suivi Soult que jusqu'à Braga; il revint sur le Tage, résolut d'entrer en Espagne, et, de concert avec les armées de la Manche et de l'Estramadure qui s'étaient de nouveau rétablies sur Vanegas et Cuesta, de marcher sur Madrid ; Beresford, campé sous Alméida, devait se réunir à vingt mille Espagnols commandés par Del Parque, pour occuper les corps français sur le Douro. Il partit d'Abrantès, se réunit, à Oropeza, à l'armée de Cuesta, ce qui lui forma soixante mille hommes, et il se dirigea sur Talaveyra, pendant que Vanegas, avec vingt-cinq mille hommes, se portait sur Tolède (20 juill.). Victor, placé sur l'Alberche, observait Cuesta, et Sébastiani, posté à Consuegra, observait Vanegas: ces deux corps reculèrent sur Tolède ; ordre fut donné à Soult de réunir le corps de Ney qui était à Astorga, et celui de Mortier qui occupait la Vieille-Castille, de déboucher par le col de Baños sur Placencia, et de se porter sur les derrières et le flanc de l'ennemi. Soult était fort éloigné, les corps de Ney et de Mortier disséminés, ces deux maréchaux mécontents de lui obéir : néanmoins il se mit en marche, sans s'inquiéter de Beresford et de Del Parque. Joseph était sorti de Madrid avec ses réserves : il joignit Victor et Sébastiani, ce qui lui forma une armée de quarante mille hommes. Mais, au lieu d'attirer l'ennemi sur la capitale en attendant l'arrivée de Soult, il s'alarma de la marche de Vanegas, alla au-devant de Wellington, et, par le conseil de Victor, résolut de l'attaquer dans la position formidable qu'il occupait près de Talaveyra (27 juill.). Il fut repoussé, renouvela vainement le lendemain ses efforts, et fut contraint de repasser l'Alberche avec perte de sept mille hommes. Alors, et sur la nouvelle que Vanegas bombardait Tolède, il revint en arrière avec Sébastiani, en laissant Victor devant les Anglais. De son côté, Wellington, qui n'était pas ébloui de sa demi-victoire, sur le bruit de la marche de Soult, se mit en retraite, en laissant Cuesta pour contenir Victor, et dès qu'il vit Soult à Placencia, il repassa le Tage. Cuesta le suivit sans que Victor songeât à inquiéter sa retraite, et il franchit le pont de l'Arzobispo au moment où Soult y arrivait de Placencia. Les Anglais se frayaient alors une route à force de bras vers Truxillo; les Espagnols s'étaient adossés au delà du pont à une montagne ; toute l'armée alliée pouvait être mise en déroute. Mais Soult perdit du temps ou ne fut pas obéi : Wellington gagna Truxillo; Cuesta seul fut atteint et battu (8 août). Les Espagnols se dispersèrent dans les montagnes; les Anglais arrivèrent à Badajoz, et rentrèrent dans le Portugal.

Il restait encore les deux armées de Vanegas et de Del Parque.

La première avait poussé jusqu'à Aranjuez, la seconde jusqu'à Salamanque. Sébastiani battit Vanegas à Almonacid, et lui fit perdre huit mille hommes. Ney fut dirigé contre Del Parque et le força à s'enfuir sous Ciudad-Rodrigo. Cette campagne aurait pu être décisive si Joseph, au lieu de couvrir Madrid, eût poursuivi les Anglais jusqu'à Lisbonne avec les cent mille hommes qu'il avait entre les mains : l'occasion ne se retrouva plus.

La guerre fut mieux conduite dans l'Aragon et dans la Catalogne. Après la prise de Saragosse, Lannes était parti pour l'Allemagne, Mortier avait été dirigé sur la Castille, Suchet fut chargé de contenir l'Aragon. Il s'était formé dans cette province des bandes nombreuses qui se montaient à plus de vingt mille hommes et qui faisaient une guerre de brigandage très-active. De plus Blake, ayant été chargé par la junte suprême du commandement de l'Aragon, de la Catalogne et de Valence, s'avançait avec vingt mille hommes, par Alcaniz, sur Saragosse. Suchet réorganisa et concentra son corps d'armée, composé d'étrangers et de conscrits : il marcha contre Blake, le battit à Maria et à Belchite, et le força à se réfugier sous Tortose (15 juin). Alors il revint contre les guerillas, les détruisit ou les dispersa, et il parvint à faire de l'Aragon la province la plus soumise de la Péninsule et la seule où il y eût une véritable administration française.

En Catalogne, Saint-Cyr, auquel on n'envoyait ni renforts ni matériel, après quatre mois passés à couvrir Barcelone et à tenter l'investissement de Tarragone, alla attaquer Girone. Ce fut un siége plus effroyable que celui de Saragosse, par l'opiniâtreté héroïque et le dévouement désespéré des habitants : bombardement, assaut, blocus, tout fut inutile ; la peste et la famine ne décidèrent rien ; enfin ce ne fut qu'après six mois de tranchée ouverte, et quand les deux tiers de la population eurent succombé, que la ville capitula (10 déc.).

En définitive, la campagne de 1809, en Espagne, avait démontré que si l'Autriche, par son agression, avait sauvé la Péninsule, la Péninsule elle-même, malgré sa résistance, ne pouvait réparer la défaite de Wagram et empêcher la paix. La Russie restait donc le seul espoir de la cour de Vienne, mais elle était tout occupée des affaires de Suède et de Turquie, et l'éloignement de ses armées ne lui aurait pas permis de donner un secours efficace à l'Autriche : « ce fut là, dit Butturlin, tout le motif de l'inaction d'Alexandre. » En effet, depuis que Napoléon, à Erfurth, avait livré si aveuglément les anciennes alliées de la France à la cupidité russe, le czar avait redoublé d'efforts contre elles : sur le Danube, les fautes

de ses généraux bornèrent ses succès à la prise d'Ismaïl et de Brahilow; mais en Suède, une armée de quarante mille hommes profita de l'hiver, qui avait changé la mer Baltique en une plaine de glace, pour s'emparer des îles d'Aland et menacer Stockholm. Alors les Suédois se révoltèrent contre Gustave IV, qui fut enfermé par ses officiers dans son palais, et forcé d'abdiquer (1809, 13 mars). Les états-généraux prononcèrent sa déchéance, et élurent pour roi son oncle, Charles XIII (6 mai). Celui-ci demanda aussitôt la paix à la Russie; mais il ne l'obtint qu'en cédant la Finlande et les îles d'Aland (17 sept.).

Ainsi la Russie, à qui la France avait abandonné la Moldavie, la Valachie et la Finlande, pour qu'elle maintînt l'Autriche en paix, s'était emparée de sa proie non-seulement sans empêcher l'Autriche de prendre les armes, mais en restant secrètement d'accord avec elle contre la France. « Sans ma confiance en vous, écrivait Napoléon à Alexandre, plusieurs campagnes très-malheureuses n'eussent pu amener la France à dépouiller ainsi ses anciens alliés. La Moldavie et la Valachie font le tiers de la Turquie d'Europe : c'est une conquête immense, qui, en appuyant l'empire russe sur le Danube, ôte toute sa force à la Turquie, et, on peut même le dire, anéantit l'empire ottoman. De même, depuis la réunion de la Finlande, qui fait le tiers des états suédois, on peut dire qu'il n'y a plus de Suède, puisque Stockholm est aux avant-postes du royaume. » Alexandre n'en était pas moins plein d'exigence sur toutes les autres questions; et comme Napoléon, dans les négociations de Vienne, demandait à l'Autriche la cession de la Gallicie, il s'y opposa. « L'idée de rétablir la Pologne, lui écrivit-il, germe dans toutes les têtes; elle n'y repose pas comme un vœu secret : elle se prêche comme une croisade. » Et il lui demanda l'engagement formel de ne jamais rétablir ce royaume. « Le monde est assez grand, répondit Napoléon, pour que nous puissions nous entendre. — S'il s'agit du rétablissement de la Pologne, Napoléon se trompe : dans ce cas-là, pour nous arranger, le monde n'est pas assez grand... » Et l'Empereur, pour plaire à son allié, mutila encore ses desseins sur la Pologne.

§ XVI. Traité de Vienne. — Les négociations de Vienne touchaient à leur fin. Napoléon avait d'abord pensé à révolutionner les états autrichiens, à faire abdiquer François, et à mettre sur le trône Ferdinand, son frère, grand-duc de Wurtzbourg; il pensa encore à séparer les trois couronnes de Bohême, d'Autriche et de Hongrie, et à détruire la noblesse féodale dans ces trois royaumes; mais Napoléon n'était plus révolutionnaire, et ne songeait qu'à mé-

nager les rois, ses *frères* : il ne demanda à la cour de Vienne que des cessions de territoire, quand il était démontré par cinq coalitions que des cessions de territoire ne terminaient rien avec elle. La paix de Vienne ne fut donc qu'un replâtrage sans condition de durée (14 oct.). L'Autriche céda à la Bavière le pays de Saltzbourg, Braunau et des districts sur l'Inn; à la France, l'Istrie, la Croatie et la Carniole; au duché de Varsovie, la Gallicie occidentale; à la Russie, une partie de la Gallicie orientale. Elle adhéra au système continental, reconnut Joseph comme roi d'Espagne, paya 85 millions pour les frais de la guerre, enfin s'engagea à n'avoir sur pied que cent cinquante mille hommes. Elle se trouva ainsi affaiblie de trois millions et demi de sujets, coupée de toute communication avec la mer, entamée, sur le Danube, par la Bavière, et, sur les Alpes Noriques, par la frontière française, qui fut portée à quarante lieues de Vienne.

Ce traité était une grande humiliation; Napoléon y ajouta un outrage qui fut plus sensible aux Autrichiens que la perte d'une province : il fit sauter les remparts de Vienne. Ce furent ses adieux à l'Allemagne : l'Allemagne lui fit les siens en lui envoyant un fanatique des sociétés secrètes, enfant de dix-huit ans, qui tenta de l'assassiner : « Qui vous a poussé à ce crime? lui dit l'Empereur. — Personne; c'est l'intime conviction qu'en vous tuant je rendrai le plus grand service à mon pays et à l'Europe, qui m'a mis les armes à la main. — Un crime n'est donc rien pour vous? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — Si je vous fais grâce, m'en saurez-vous gré? — Je ne vous en tuerai pas moins. » Napoléon fut stupéfait : il avait la mesure de l'irritation des peuples. Le jeune Stabs fut livré à une commission militaire qui le condamna à mort; et en tombant sous les balles il cria : « Vive la liberté! vive la Germanie! » Les mots glorieux de patrie et de liberté, que la France avait fait sortir du néant, lui étaient donc maintenant, et par les fautes de son Empereur, jetés comme une sanglante menace et un cri de guerre!

CHAPITRE IV.

Dernières institutions et réunions de l'Empire. — Guerre d'Espagne de 1810 à 1812. — Campagne de Russie. — Du 15 octobre 1809 au 9 mars 1813.

§ I. Progrès de la révolution. — Situation intérieure de l'Empire. — Symptômes de décadence. — La révolution française n'avait encore que vingt ans d'existence, et déjà l'Europe se trouvait presque entièrement bouleversée. Les Bourbons avaient été

chassés de trois trônes; la maison de Savoie était réduite à la Sardaigne, celle de Naples à la Sicile, celle de Bragance au Brésil, celles d'Orange, de Hesse, de Brunswick entièrement dépossédées; il n'y avait plus de duchés de Parme, de Modène, de Toscane; plus de républiques de Gênes, de Venise, de Hollande; plus d'empire germanique, plus d'état de l'Église; la maison d'Autriche, devenue puissance de second ordre, venait à peine d'échapper à une ruine complète; la maison de Brandebourg était si bas tombée qu'il eût suffi d'un mot pour faire de Berlin une préfecture française : l'orgueilleuse prédiction de Napoléon semblait sur le point de s'accomplir : « Dans dix ans, ma dynastie sera la plus vieille de l'Europe. » La féodalité était partout détruite ou entamée; la Hollande, l'Italie, la Westphalie, la Bavière, Naples, Varsovie avaient des constitutions françaises, les codes français, l'administration française; l'action révolutionnaire de la France s'étendait même dans les pays qui lui étaient ennemis : en Autriche, où l'on captait l'affection des peuples par des libertés locales; en Prusse, où la servitude de la glèbe était abolie, les entraves à l'industrie supprimées, des municipalités établies, l'égalité civile admise; en Espagne, où les Cortès allaient faire une constitution modelée sur celle de 91.

L'empire français comprenait une population de quarante millions d'habitants, autour de laquelle se groupaient les quarante millions d'âmes des états fédératifs. « L'Empereur, dit Thibaudeau, paraissait solidement assis et inébranlable. L'action libre, régulière du gouvernement inspirait la sécurité et la confiance; l'éclat de la cour, où l'on voyait se succéder les grands, les princes, les rois de l'Europe, éblouissait; les souffrances intérieures se taisaient ou disparaissaient devant la gloire; l'absence de la liberté était compensée par la grandeur et la suprématie de la nation; on s'enorgueillissait du respect ou de la crainte qu'inspirait le nom français : tout se façonnait de plus en plus à un despotisme qui soumettait les rois comme les peuples. La prodigieuse activité du chef de l'Empire ne se ralentissait pas[1] : » il menait de front les affaires de l'état et les plaisirs; il donnait des fêtes, il tenait des conseils, il faisait des voyages où chaque pas était marqué par des améliorations et des travaux utiles; il avait la cour la plus magnifique de l'Europe, et en s'occupant avec tant de soin des détails de sa maison, il ne dépensait que la moitié de sa liste civile; il restaurait les palais impériaux; il faisait des projets de monuments pour plus d'un siècle; il protégeait les lettres, les arts et surtout les

[1] T. VIII, p. 310.

sciences. Esprit éminemment pratique et positif, il n'aimait pas la philosophie spéculative, les systèmes généraux, les théories qui ne s'appliquent pas immédiatement à des faits sociaux : aussi la littérature de son règne ne fut-elle qu'une misérable copie de la littérature du siècle de Louis XIV ; les arts, qui avaient à éterniser tant de grandes actions, furent plus heureux, et les noms de David, de Gros, de Girodet, de Chaudet, de Lemot, de Fontaine, de Percier sont inséparables de la gloire de Napoléon. Mais ce furent surtout les sciences positives et d'application qui firent des prodiges. De nouvelles industries sortirent des nécessités du système continental : on remplaça le sucre de canne par le sucre de betterave, on cultiva la garance et le pastel, on trouva des machines à filer et tisser le coton ; et l'histoire doit conserver, à côté des noms des savants Fourcroy, Berthollet, Chaptal, etc., ceux des manufacturiers Richard-Lenoir, Oberkampf, Ternaux, etc. On consacra aux travaux publics 138 millions en 1810, et 154 en 1811 ; cet argent fut dépensé aussi bien à Rome et à Amsterdam qu'à Paris, et « il n'est pas un territoire ayant appartenu à la France qui ne conserve encore quelques ouvrages du gouvernement impérial, dont le bienfait n'eût jamais existé pour aucun d'eux sous leurs anciens maîtres. » L'Empereur se vantait avec un juste orgueil « de ce qu'au milieu des guerres, des dépenses que nécessitaient des armées immenses, de la création et de l'organisation de flottes nombreuses, ce qui se dépensait en travaux d'utilité publique était tel que cela dépassait, dans une année, tout ce que l'ancienne monarchie avait fait dans une génération. »

Toute cette grandeur manquait de base ; un ordre social nouveau ne s'implante pas si violemment et si brusquement sur un ordre social ancien sans que la cause du passé n'ait des moments de victoire : chacun sentait que la nouvelle France n'avait pas de conditions de durée. A l'extérieur, pas un allié ; aux deux extrémités de l'Europe et de la civilisation, l'Espagne et la Russie menaçantes ; le système continental exécré par tous les peuples ; la coalition se cachant sous le masque des alliances, d'autant plus haineuse qu'elle avait été plus humiliée, et toujours résolue à ramener la France aux limites de 92 ; à l'intérieur, la conscription épuisant la nation, les finances commençant à s'embrouiller, l'armée, maîtresse de la société, prenant des allures despotiques, et achevant cette séparation entre les citoyens et les soldats, commencée au 18 brumaire, et qui est encore aujourd'hui l'une des plaies de la France ; enfin l'édifice entier ne reposant que sur un homme qui en avait fait son œuvre personnelle.

§ II. **Mariage de Napoléon et de Marie Louise.** — Pour consolider à jamais sa puissance, ruiner les espérances de ses ennemis, s'assurer l'avenir et couronner son œuvre dynastique, Napoléon résolut de rompre son union avec Joséphine, et de prendre une nouvelle épouse qui lui donnât une postérité. C'était la conséquence, depuis long-temps prévue, des mariages princiers qu'il avait faits dans sa famille : Eugène avait épousé la fille du roi de Bavière; deux nièces de Joséphine, l'une le fils du grand-duc de Bade, l'autre le duc d'Aremberg; Jérôme, une fille du roi de Wurtemberg. Tous les princes recherchaient l'alliance de ses parents, et, à défaut des frères et sœurs de Bonaparte, ils prenaient ses généraux : ainsi Berthier avait épousé une nièce du roi de Bavière, et une nièce de Murat avait été mariée à un prince de Hohenzollern. Un sénatus-consulte prononça la dissolution du mariage civil de l'Empereur et de l'Impératrice, et l'officialité de Paris la dissolution du mariage religieux (1809, 16 déc.). Joséphine, accablée de chagrin, se retira à la Malmaison : « C'est pour l'Empereur que je tremble, disait-elle. Qui sait où va le porter son ambition? C'est à qui lui donnera une femme. Encore s'il prenait une Française! La dernière des bourgeoises serait plus agréable à la nation qu'une princesse étrangère... Je ne puis me défendre de tristes pressentiments. Une étrangère livrera les secrets de l'état, le trahira peut-être!... »

Napoléon chercha une alliance politique en même temps qu'une alliance d'ambition, qui, en ajoutant à l'illustration de sa race, complétât la fusion entre elle et les maisons régnantes, et il hésita entre une sœur d'Alexandre et une fille de François. L'alliance semblait également mauvaise des deux côtés, puisqu'elle devait lui faire une ennemie de la puissance qu'il ne choisirait pas; mais, comme toute la politique de Napoléon reposait sur l'amitié d'Alexandre, il demanda d'abord la princesse russe. Le czar en témoigna une grande joie; mais un ukase de Paul Ier donnait à sa veuve la libre disposition de ses filles, et l'impératrice-mère allégua la grande jeunesse de la princesse pour faire acheter son consentement. « Les idées de ma mère, écrivit Alexandre, ne sont pas toujours d'accord avec mes vœux, ni avec la politique, ni même avec la raison. » Et il demanda du temps. Napoléon fut blessé d'un atermoiement qu'il regarda comme un refus, et il se tourna du côté de l'Autriche. Dès les premiers mots, la cour de Vienne s'empressa d'offrir son archiduchesse : M. de Metternich, qui avait pris la direction des affaires, se rappelait que la maison d'Autriche avait fait sa fortune par des mariages. En quelques jours l'accord fut conclu :

la princesse Marie-Louise partit pour la France, et les fêtes les plus pompeuses célébrèrent l'union de l'héritier de la révolution avec la descendante des maisons de Hapsbourg et de Lorraine (1810, 2 avril). Le peuple y resta froid : il aimait Joséphine, femme spirituelle, gracieuse et dévouée, qui n'avait point été au-dessous de sa merveilleuse fortune, et qu'il appelait le bon ange de l'Empereur ; il regarda sa répudiation, le choix d'une Autrichienne, l'entrée de Napoléon dans la famille des rois absolus, comme une apostasie de son chef, comme un appât perfide de la coalition, comme le signal des plus grands malheurs. La nouvelle impératrice était une jeune femme de dix-neuf ans, sans beauté, sans grâce, sans esprit, qui resta une étrangère pour l'Empereur et pour la France. Elle ne plut qu'à Napoléon, heureux de mettre dans sa couche la fille des césars ; qu'aux anciens nobles, qui s'empressèrent autour de la nièce de Marie-Antoinette ; qu'aux nouveaux ducs d'origine révolutionnaire, qui qualifièrent ce mariage une « magnifique expiation d'un grand crime. » Les aristocraties européennes furent indignées ; et les Bourbons, dans leur exil, se regardèrent comme perdus : faire asseoir Marie-Louise sur le trône sanglant de sa tante semblait la consécration de la révolution. Mais la famille impériale de Lorraine-Autriche était plus clairvoyante : elle avait sacrifié au démon de la démocratie la victime qui devait l'endormir dans la confiance de sa fortune. « Ils l'ont avoué, disait Napoléon à Sainte-Hélène : c'est sous le masque des alliances, du sang même et sous celui de l'amitié qu'ils ont ourdi ma chute ! »

§ III. Presse, justice, finances, affaires religieuses. — Ce fut, en effet, pour lui une époque fatale : à l'extérieur, se croyant assuré de l'Autriche, il méprisa les ressentiments de la Russie, ne regarda plus la paix avec l'Angleterre que comme une affaire de temps et de patience, enfin laissa la conduite de la guerre d'Espagne à ses généraux ; à l'intérieur, il rendit sa dictature plus franche et plus complète ; il répéta le mot de Louis XIV : « L'état, c'est moi ! » il entacha d'arbitraire toutes ses œuvres, bonnes ou mauvaises, et principalement celles qui regardaient la presse, la justice, les finances, les affaires religieuses.

Le pouvoir réduisit le nombre des journaux, s'attribua la propriété de ceux qu'il laissait vivre, et en distribua les actions à des gens de lettres (1810, 5 fév.) ; la censure fut établie même sur les livres : faute immense, qui laissa les infâmes calomnies de la presse anglaise contre Napoléon et sa famille sans autre réponse que les colères du *Moniteur*, et qui fit de ces calomnies des croyances populaires à l'étranger. Huit prisons d'état furent instituées (3 mars),

où le gouvernement fit enfermer sans jugement, à sa volonté, les prévenus d'attentats politiques. L'organisation judiciaire fut rendue toute monarchique : on régularisa l'institution des juges-auditeurs, qui ne furent que des commissaires à la disposition du pouvoir; le gouvernement fut autorisé à suspendre le jury et à multiplier les tribunaux spéciaux; on fit entrer dans la magistrature les fils des anciens parlementaires. Un code pénal fut promulgué (1810, 2 mars) : œuvre d'anciens criminalistes, où la peine de mort fut prodiguée aux attentats politiques, et la confiscation admise. Enfin, la police fut enlevée à Fouché, que l'esprit d'intrigue avait égaré jusqu'à lui faire entamer en son nom des négociations avec l'Angleterre, et elle fut donnée à Savary, homme dévoué à l'Empereur jusqu'au fanatisme.

Le budget de 1808 s'était élevé à 811 millions, celui de 1809 à 859; celui de 1810 fut de 740, et celui de 1811 de 954. Ces chiffres étaient modiques pour un si vaste empire, mais on n'y comprenait pas les frais de perception; l'on mettait à la charge des départements une foule de dépenses accessoires, et l'armée avait été nourrie, depuis 1805, presque entièrement aux dépens de l'ennemi. L'Empereur portait, dans l'administration des finances, le zèle le plus sévère pour les intérêts publics; mais il n'était pas toujours juste pour les intérêts privés : il n'aimait pas les hommes d'argent, qu'il avait vus si rapaces sous le Directoire; il ne se piquait pas de fidélité dans ses engagements envers les fournisseurs, disant pour raison « qu'il jugeait de l'esprit, non de la lettre des contrats, et que sa mission supérieure était de redresser tous les torts faits à l'intérêt public. » Ce fut d'après ces principes qu'il fit terminer la liquidation des créances arriérées de la révolution (1er juill.), liquidation qui durait depuis vingt ans, et qui était l'opération la plus vaste et la plus compliquée qu'on eût jamais faite, puisqu'elle comprenait près de cinq cent mille créances montant à 3 milliards [1]. Defermon, à qui elle fut confiée en dernier lieu, se montra impitoyable pour les sangsues publiques qui avaient abusé des nécessités de la patrie, et qui présentaient des comptes frauduleux : deux mille six cent quatre-vingt-dix-neuf comptables furent constitués en débet envers le trésor pour 78 millions, et il fut reconnu que les demandes fausses ou mal justi-

[1] Cette grande dette provenait : 1° du remboursement des offices de judicature, charges militaires ou de finances, cautionnements arriérés, dettes des pays d'états, du clergé, etc.; 2° des emprunts, fournitures, réquisitions, etc., faits sous la république; 3° des dettes de la Belgique, du Piémont et autres pays réunis. Du 1er janvier 1791 au 10 messidor an X, deux cent trente-neuf mille huit cent une créances avaient été liquidées pour la somme de 1,327 millions.

fiées s'élevaient à 1,357 millions; mais il n'y eut pas que des voleurs qui furent dépouillés : d'honnêtes créanciers furent traités avec une rigueur arbitraire, et la guérison de cette grande plaie de la révolution prit le caractère d'une banqueroute.

En même temps que Napoléon se montrait si rigide administrateur des deniers de l'état, il s'attribuait la libre disposition de ressources qui auraient dû être versées au trésor public et administrées suivant les lois ordinaires, c'est-à-dire du domaine extraordinaire provenant des contributions de guerre perçues en pays étranger et des propriétés publiques dans les états conquis. Il les appliquait sans doute à couvrir les dépenses des armées, à récompenser ses soldats, à élever des monuments, à meubler les palais impériaux; mais l'emploi n'en était pas moins arbitraire et clandestin. Au 31 décembre 1810, époque à laquelle il fit régler par un sénatus-consulte le domaine extraordinaire, la somme des capitaux provenant des troisième, quatrième et cinquième coalitions s'élevait à 754 millions, dont il avait été dépensé, soit pour le service des armées, soit en gratifications, soit en monuments, 453 millions : il restait donc 321 millions. De plus, le revenu des domaines acquis à l'étranger par la conquête s'élevait à 38 millions, sur lesquels l'Empereur distribua cinq mille cent soixante-seize dotations à ses maréchaux, généraux, officiers, soldats, princes impériaux, ministres, sénateurs, conseillers, anciens nobles, établissements publics, lesquelles montaient à 32,463,000 francs de rente.

Napoléon, en confinant le pape à Savone, avait dit : « L'évêque de Rome continuera d'être le chef de l'Église, son pouvoir reste le même. » Mais il lui avait enlevé tous ses cardinaux; il lui avait interdit toute communication avec la France et l'Italie; il avait fait déclarer les articles de 1682 loi de l'empire. Pie VII, captif et persécuté, refusa de donner l'institution aux évêques nommés par l'Empereur. Par le couseil du cardinal Maury, nommé archevêque de Paris, et d'après un décret du concile de Trente, on tourna la difficulté en faisant élire par les chapitres, comme vicaires apostoliques, les évêques nommés. Mais le pape défendit à ces vicaires, et principalement à Maury, de prendre l'administration des diocèses. Ces discordes scandaleuses embarrassaient le gouvernement : pour y mettre un terme, l'Empereur, de l'avis d'un grand conseil ecclésiastique, convoqua un concile national (1811, 17 juin). Cent prélats se réunirent à Paris : ils décrétèrent, mais sous la réserve de l'approbation du pape et d'après une note que celui-ci leur avait envoyée, que « dorénavant le pontife devrait donner l'institution aux évêques dans les six semaines qui suivraient leur nomination,

sinon les métropolitains étaient autorisés à donner cette institution. » C'était tout ce que l'Empereur avait demandé ; mais il s'irrita des discussions des prélats sur le pouvoir des papes, fit fermer le concile, et ordonna l'arrestation de plusieurs évêques (10 juill.). Cependant il se radoucit et autorisa une députation à aller à Savone pour y conférer avec Pie VII. Celui-ci donna un bref par lequel il adhérait au décret du concile, mais dans des termes qui parurent injurieux au gouvernement. Napoléon rejeta ce bref, soit par un orgueil mal entendu, soit pour n'avoir pas, en laissant le pape captif, à engager avec lui une lutte nouvelle sur la question des états de l'Église ; et, jusqu'à la fin de son règne, les affaires ecclésiastiques restèrent dans un provisoire qui le discrédita aux yeux des peuples.

§ IV. Naissance du roi de Rome. — Réunion de la Hollande, du Hanovre, des villes anséatiques. — Le 20 mars 1811, l'impératrice accoucha d'un fils qui fut salué du nom de roi de Rome et divinisé dans son berceau par les adulations de toute l'Europe. Cette naissance excita la plus vive allégresse : on crut que l'Empereur allait prendre des sentiments pacifiques et de conservation ; mais il fut enivré de son bonheur : il était enfin maître de l'avenir ! il irait, chef de race, dormir dans les caveaux de Saint-Denis ; c'était maintenant sur lui-même que reposait son système dynastique, qu'il avait appuyé jusqu'alors sur des frères ingrats dont il lui fallait briser les absurdes résistances.

La grande pensée du système dynastique était d'assurer l'exécution des décrets contre l'Angleterre, et, par conséquent, d'amener la paix. Ce n'était pas pour eux-mêmes que Napoléon avait élevé ses frères : c'était pour lui, pour son système continental, pour la France. « Mon enfant, dit-il un jour au fils de Louis, qu'il avait fait grand-duc de Berg, n'oubliez jamais, dans quelque position que vous placent ma politique et l'intérêt de mon empire, que vos premiers devoirs sont envers moi, vos seconds envers la France : tous vos autres devoirs, même ceux envers les peuples que je pourrais vous confier, ne viennent qu'après. » Mais Louis, Jérôme, Murat, Joseph, avaient pris leurs dignités au sérieux : pour se nationaliser dans leurs nouvelles patries, ils épousaient les intérêts, les haines et les amitiés de leurs peuples, jusqu'à s'isoler entièrement de la France, jusqu'à courtiser la coalition, jusqu'à trahir Napoléon. Leur royauté les aveuglait à tel point qu'ils semblaient s'imaginer que la France s'était sacrifiée à leur donner des trônes uniquement pour leur grandeur personnelle. « Nommais-je un roi, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, aussitôt il se croyait

roi par la grâce de Dieu, tant le mot est épidémique. Ce n'était pas un lieutenant sur lequel je pouvais me reposer : c'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper. Ses efforts n'étaient pas de me seconder, mais bien de se rendre indépendant. Tous avaient aussitôt la manie de se croire adorés, préférés à moi ; c'était moi qui les gênais, qui les mettais en péril. Si, au lieu de cela, chacun d'eux eût imprimé une impulsion commune aux diverses masses que je leur avais confiées, nous eussions marché jusqu'aux pôles ; tout se fût abaissé devant nous ; nous eussions changé la face du monde ; l'Europe jouirait d'un système nouveau ! »

La Hollande, transformée en royaume, était devenue l'ennemie de la France, qu'elle avait si fidèlement servie quand elle était république. On y insultait les Français ; on y pensait à s'allier à l'Angleterre ; on y rappelait les affronts faits par les marchands d'Amsterdam à Louis XIV. Nul état ne souffrait davantage du blocus continental, mais aussi nul ne le violait plus ouvertement. Louis était un homme doux et éclairé, qui, dans des temps ordinaires, aurait parfaitement gouverné ce pays ; mais, pour plaire à ses sujets, il favorisait la contrebande, et la Hollande était devenue l'entrepôt des marchandises anglaises pour le continent. Napoléon lui en fit de vives réprimandes : « Votre royaume est une province anglaise, lui dit-il ; mais, sous aucun prétexte, la France ne souffrira que la Hollande se sépare de la cause continentale. » Et il proscrivit toute marchandise provenant de la Hollande ; puis il menaça Louis de réunir son royaume à la France, en l'invitant à en avertir les Anglais ; enfin il le fit venir à Paris : « En vous mettant sur le trône de Hollande, dit-il, j'avais cru y placer un citoyen français aussi dévoué à la grandeur de la France et aussi jaloux que moi de ce qui intéresse la mère-patrie ; mais vous avez tendu tous les ressorts de votre raison, tourmenté la délicatesse de votre conscience, pour vous persuader que vous étiez Hollandais. » Il lui reprocha les injures que la France recevait d'un pays qui devait aux rois de France son existence primitive. « Vous devez comprendre que je ne me sépare pas de mes prédécesseurs, et que, depuis Clovis jusqu'au Comité de salut public, je me tiens solidaire de tout... » Enfin il lui fit signer un traité par lequel la Hollande s'engageait à n'avoir ni commerce, ni communication avec l'Angleterre ; le Brabant méridional et la Zélande étaient cédés à la France, et le thalweg du Wahal devenait la limite entre les deux états ; dix-huit mille hommes de troupes françaises étaient chargés de la garde des côtes et des embouchures des fleuves. Louis se retira dans son royaume, décidé à résister et même à faire la

guerre à la France. Napoléon irrité envoya des troupes pour occuper Amsterdam. Louis abdiqua en faveur de son fils, et s'enfuit dans les états autrichiens (1810, 1er juill.), d'où il envoya une protestation violente contre la tyrannie de son frère et contre le système continental. Napoléon, ne pouvant rendre la Hollande à son indépendance sans la donner aux Anglais, réunit ce royaume à son empire (10 juill.) : « C'était compléter, dit-il, son système de guerre, de politique et de commerce ; d'ailleurs ce pays était réellement une portion de la France, puisqu'il n'était que l'alluvion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, c'est-à-dire des grandes artères de l'Empire ; enfin c'était un pas nécessaire à la restauration de notre marine et un coup mortel porté à l'Angleterre. » La Hollande fut partagée en neuf départements, et on lui donna Lebrun pour gouverneur général ; Amsterdam fut déclarée la troisième ville de l'empire. Cette réunion justifia les déclamations des rois contre l'ambition de l'Empereur ; elle le discrédita comme tyran de sa famille; elle fut aussi mal vue de la France que de la Hollande.

Jérôme n'était pas plus heureux dans sa Westphalie, royaume composé de peuples différents, accablé de misère, chargé de 20 millions de dotations, travaillé par les sociétés secrètes. Prodigue, frivole, orgueilleux, il jouait au roi, faisait de grandes dépenses, se donnait de beaux régiments de cavalerie, et répondait aux réprimandes de l'Empereur en menaçant d'abdiquer. « Cela ne finit, dit Napoléon, que par la réponse qu'on lui fit qu'il eût à envoyer des pouvoirs pour qu'on pût traiter de la prise de possession du royaume. » Quelque temps après, il s'avisa de dire que le Hanovre lui était plus à charge qu'avantageux : aussitôt le traité de cession fut annulé, et l'Empereur reprit possession de cette province. Ce ne fut pas tout : le sénatus-consulte qui confirma la réunion de la Hollande[1] (1810, 13 déc.) y ajouta comme accessoire, sans préambule et sans préparation, « celle de toutes les côtes depuis l'Ems jusqu'à l'Elbe, avec les villes anséatiques : » ce qui enlevait cinq cent mille âmes à la Westphalie, une partie du duché de Berg, tout le duché d'Aremberg, la principauté de Salm, le duché d'Oldenbourg, le duché de Lauenbourg, les villes de Brême, de Hambourg, de Lubeck. « Un nouvel ordre de choses régit l'univers, dit l'Empereur. De nouvelles garanties m'étant devenues nécessaires, la réunion des embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe à l'Empire m'a paru être

[1] Le même sénatus-consulte réunit aussi le Valais, qui forma le département du Simplon : « C'était la conséquence prévue des immenses travaux que la France faisait depuis dix ans dans cette partie des Alpes. »

la première et la plus importante. Des indemnités seront données aux princes qui pourront se trouver froissés par cette grande mesure, que commande la nécessité et qui appuie sur la Baltique la droite des frontières de mon empire. » Et il fut formé, avec les pays réunis, cinq départements dont Davoust fut nommé gouverneur général. Les réunions avaient été jusqu'alors justifiées, entourées de précautions, faites avec ménagement : celle-ci fut brutale, subite, faite sans autre raison que la nécessité de fermer dés côtes que la possession d'Héligoland par les Anglais avait ébréchées ; de plus, elle ne fut pas annoncée comme une mesure de guerre et une usurpation provisoire, mais comme permanente et définitive, quoiqu'il fût certainement dans les intentions de Napoléon de rendre ces pays à la paix générale. Ce fut l'acte le plus irritant qu'eût encore fait l'Empereur, et celui qui devait le plus justement soulever l'Europe contre la France, réputée insatiable. L'Allemagne se crut réservée à une entière servitude : « La fermentation des esprits, écrivit Jérôme à son frère, est au plus haut degré : on se propose l'exemple de l'Espagne ; et si la guerre vient à éclater, toutes les contrées situées entre le Rhin et l'Oder seront le foyer d'une vaste et active insurrection. La cause puissante de ces mouvements n'est pas seulement la haine contre les Français et l'impatience du joug étranger : elle existe plus fortement encore dans le malheur des temps, dans la ruine de toutes les classes, dans la surcharge des impositions, contributions de guerre, entretien des troupes, passages de soldats, et vexations de tous les genres continuellement répétées. »

§ V. Rapports de Napoléon avec les rois de Naples et d'Espagne. — Campagnes de 1810 et 1811 en Espagne. — Joachim Murat avait été bien accueilli à Naples. Ce n'était que le plus brillant des hussards, et, selon Napoléon, une « tête sans cervelle ; » mais il semblait fait pour régner sur les lazzaroni par sa figure martiale, sa tournure de roi de théâtre, son amour de la représentation. Son gouvernement était d'ailleurs le plus parfait que ce pays eût jamais connu. Mais lui aussi voulait n'être que Napolitain, et séparait ses intérêts des intérêts de la France ; il se croyait destiné à être le protecteur de l'indépendance italienne contre l'Empereur, idée ambitieuse qui le porta, plus tard, à de fatales résolutions ; enfin il s'avisa de vouloir contraindre les Français qui l'avaient suivi à se faire naturaliser Napolitains. Napoléon, plein de colère, déclara tous les citoyens français citoyens de droit du royaume de Naples, « parce que, dit-il, ce royaume fait partie du grand empire, et que le prince qui règne dans ce pays a été

élevé sur le trône par les efforts et le sang des Français ; » et il envoya un corps d'armée pour occuper Gaëte, et nomma le maréchal Pérignon gouverneur de Naples. « S'il résiste, dit-il de son beau-frère, il cesse de régner. » Murat se soumit. Napoléon lui rappela rudement ses devoirs de *grand feudataire*, dont les principaux étaient : maintenir la constitution, fournir un contingent, observer le système continental, inspirer à l'armée de Naples un esprit français. « La France, lui dit-il, en plaçant à Naples un grand dignitaire de l'Empire, a entendu créer un roi qui ne cesserait pas d'être Français, qui mettrait au rang de ses plus beaux droits, comme de ses premiers devoirs, celui de faire aimer les Français, d'apprendre aux Napolitains que la cause de la France est la leur...... »

Joseph était animé du même esprit : pendant que la France s'épuisait à lui conquérir un trône, il méditait avec ses conseillers espagnols de se lier à l'Angleterre pour ramener à lui ses *peuples égarés* ; il négociait avec les chefs des insurgés, il faisait des proclamations où il se posait comme médiateur entre l'Espagne et la France. Napoléon, autant pour entraver la mauvaise politique de son frère que pour remédier à son incapacité militaire, fit de la plupart des provinces espagnoles des gouvernements indépendants dans lesquels les généraux réunissaient les pouvoirs civil, judiciaire, militaire, sans avoir à rendre compte qu'à lui-même ; et il déclara que c'était pour préparer la réunion à la France de la rive gauche de l'Èbre, et peut-être aussi du pays jusqu'au Douro. « Peu m'importe Ferdinand ou Joseph, disait-il, pourvu que l'Espagne ne soit pas à l'Angleterre. » Joseph offrit son abdication. Napoléon la refusa pour ne pas compliquer la question espagnole et attendre l'issue de la guerre.

La junte suprême, abandonnée par Wellington, avait persisté dans le projet de marcher sur Madrid ; elle reforma une armée de soixante mille hommes, qui s'avança dans la Manche. Soult avait été nommé par l'Empereur chef d'état-major de Joseph ; il marcha contre les Espagnols avec vingt-huit mille hommes, les attaqua à Ocana, et les mit en pleine déroute (1809, 19 nov.) : cinq mille morts, vingt-cinq mille prisonniers, soixante canons, furent les trophées de cette grande victoire, qui, dans toute autre guerre, aurait décidé du sort d'un pays. Elle fut encore complétée par la défaite des troupes de Del Parque, qui furent battues à Alba de Tormes par le corps de Ney, commandé provisoirement par Kellermann (28 nov.). Mais Napoléon manquait aux armées d'Espagne pour rendre leurs victoires fructueuses : retenu en France par son mariage et par les craintes que lui inspirait la Russie, il se contenta

d'envoyer dans la Péninsule une partie de la grande armée; de plus, oubliant son principe de l'unité d'armée, de but et de commandement, il partagea les trois cent mille hommes dont l'Espagne fut alors couverte en plusieurs armées, dont il rendit les généraux indépendants les uns des autres, et au milieu desquels Joseph ne fut plus qu'un roi de paille. Leurs discordes firent manquer son plan général d'opérations.

Le sort de la guerre dépendait entièrement de l'expulsion des Anglais. Deux armées furent donc destinées à envahir le Portugal par les deux routes de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz : la première et la principale, forte de soixante mille hommes, commandée par Masséna, était composée des corps de Ney, Reynier et Junot; la seconde, forte de cinquante-cinq mille hommes et commandée par Joseph et Soult, était composée des corps de Victor, Sébastiani et Mortier. Divers corps détachés dans les hautes vallées de l'Èbre, du Douro et du Tage, et montant à soixante-dix mille hommes, assuraient la soumission de la Castille et les communications avec la France; trente-cinq mille hommes étaient en réserve sur la Bidassoa; enfin deux armées de quarante mille hommes chacune, sous Suchet et Augereau, étaient chargées de soumettre les provinces de l'est.

Soult ne se soucia pas de servir de second à Masséna, et il prévint les dispositions de l'Empereur pour la conquête du Portugal: aussitôt après la bataille d'Ocana, qui lui avait ouvert l'Andalousie, il résolut, de concert avec Joseph, de conquérir le midi du royaume, centre du gouvernement des insurgés, et de s'emparer de Cadix, clef de toute la guerre. Les armées espagnoles étaient disloquées par leurs continuelles défaites. La Sierra-Morena fut franchie presque sans obstacles : Victor, à droite, marcha sur Cordoue; Soult, au centre, sur Andujar; Sébastiani, à gauche, sur Ubeda, de là sur Grenade, et enfin sur Malaga, en livrant des combats peu importants. Séville était pleine d'anarchie; la junte s'était dissoute, le peuple avait barricadé et voulait défendre la ville. Joseph perdit du temps à la faire capituler et à s'y donner une entrée triomphale, au lieu de pousser rapidement sur Cadix, qui n'avait pas de garnison (1810, 31 janv.). Les débris du gouvernement et de l'armée espagnole eurent le temps de s'y réfugier; et lorsque les troupes françaises arrivèrent devant l'île de Léon, le pont de Suazo était coupé, et Cadix à l'abri de toute surprise (5 fév.). L'Empereur donna à Soult le commandement supérieur de l'armée du midi, et lui ordonna de prendre Badajoz, pour préparer l'expédition de Portugal. Mais celui-ci confia le blocus de Cadix à Victor, laissa à

Sébastiani le soin d'observer Gibraltar et de conquérir la Murcie, et il s'occupa uniquement à soumettre l'Andalousie. Dans cette province, les Français avaient été accueillis avec beaucoup de calme, mais nos cantonnements étaient inquiétés par des bandes sorties du Portugal, de l'Estramadure et de la Murcie : au bout d'un an nos soldats n'avaient plus à combattre, et Soult s'était fait de l'Andalousie une véritable souveraineté. Joseph retourna à Madrid, plein de chagrin de l'indépendance de son lieutenant dans une province où il se croyait populaire, et réduit au commandement de quelques corps dans la Castille.

Wellington resta huit mois dans l'inaction sans s'inquiéter de la conquête de l'Andalousie : son entreprise de Talaveyra lui avait appris qu'il ne fallait rien tenter au cœur de l'Espagne avant d'avoir un refuge assuré et une meilleure coopération des armées espagnoles. Le Portugal devait être la base de toutes ses opérations, et il se préparait à y recevoir Masséna en appelant des renforts, en disciplinant les Portugais, en fortifiant les approches de Lisbonne. Masséna, dont l'expédition avait été retardée par la marche de Soult en Andalousie, manœuvra d'abord pour assurer ses flancs et sa base d'opérations : ainsi Junot battit les insurgés des Asturies et s'empara d'Astorga; Reynier s'étendit en Estramadure pour se lier à l'armée du midi; enfin Ney assiégea Ciudad-Rodrigo et s'en empara (1810, 10 juillet). Alors il réunit ses trois corps, se porta contre Alméida et en fit le siége. Wellington, quoiqu'il se fût établi sur la frontière avec soixante-cinq mille Anglo-Portugais, laissa cette place capituler, et quand il vit Masséna se diriger de Celerico sur Viseu, il se replia, passa le Mondego, et alla prendre position sur le plateau de Busaco, qui ferme la route de Coïmbre. Les Français escaladèrent cette montagne et culbutèrent la première ligne ennemie; mais accueillis pas des troupes fraîches et un grand feu de mitraille, ils reculèrent après avoir perdu quatre mille hommes. Ils prirent alors un chemin de traverse qui tournait les hauteurs, et, par un mouvement de flanc devant l'armée anglaise, ils arrivèrent à Coïmbre. Wellington avait déjà évacué sa position, et il reculait dans ses lignes de Torres-Vedras (9 octobre); mais il avait donné les ordres les plus cruels aux Portugais pour qu'ils eussent, sous peine de mort, à déserter les villes et villages, à couper les routes, à enlever les vivres : une population de cinq cent mille individus, poussée par les soldats qui tuaient ceux qui résistaient, se rejeta ainsi sur Lisbonne, où plus d'un cinquième périt de misère. L'armée française continua donc sa marche à travers un pays désert et dévasté, et elle arriva à Alanquer devant le camp retranché

de Torres-Vedras, auquel on travaillait depuis un an. Ce camp, flanqué à droite par le Tage, à gauche par la mer, situé sur les deux revers des montagnes et ayant seize lieues de développement, était composé de trois lignes garnies de cent six redoutes et de trois cent soixante-dix canons, et défendues par cent mille hommes; il était abondamment approvisionné par les vaisseaux anglais et par Lisbonne. Masséna essaya d'abord de bloquer les Anglais, puis il recula à Santarem et s'y fortifia en attendant les renforts de l'armée de réserve. Mais le Portugal, l'Estramadure, la Castille étaient remplis de partisans, et ce fut en livrant des combats continuels que Drouet, qui commandait la réserve, arriva avec douze mille hommes, encore s'arrêta-t-il à Leyria. On resta dans cette situation pendant cinq mois et sans que Wellington osât prendre l'offensive. L'armée française se disséminait en colonnes mobiles pour aller chercher des vivres jusqu'à cinquante lieues; elle avait pris des habitudes sauvages, nomades, et ne vivait que par des prodiges d'industrie et de bravoure; elle était dans l'état le plus misérable, harcelée par des bandes qui massacraient les malades, pleine de colère contre son général, qui était lui-même désobéi par ses lieutenants : Masséna, dans toute cette campagne, n'avait montré ni la vigueur ni l'habileté du héros d'Essling.

Un seul espoir restait à l'armée française : c'était que Soult arrivât par la rive gauche du Tage. Celui-ci avait, en effet, reçu l'ordre de l'Empereur d'entrer en Portugal; mais il fallait d'abord s'emparer d'Olivenza et de Badajoz. La première place ne tint que douze jours (1811, 22 janv.), la seconde avait quinze mille hommes de garnison et fut secourue par une armée espagnole : Soult battit cette armée sur le Gebora et força la ville à se rendre (10 mars). Mais alors il fut rappelé en Andalousie par une tentative des alliés sur le corps de Victor : dix-huit mille Anglais sortis de Gibraltar devaient se joindre à quinze mille Espagnols sortis de Cadix pour forcer la ligne de blocus; mais les deux troupes alliées ne s'entendirent pas, et Victor, quoique battu à Chiclana, reprit l'investissement de l'île de Léon (5 mars).

Au moment où Badajoz succombait, Masséna, manquant entièrement de vivres, ayant son armée réduite à vingt-huit mille hommes, et voyant Drouet qui se mettait en retraite, résolut de rentrer en Espagne : il décampa en secret et prit la route de Coïmbre (1811, 4 mars). Mais Wellington se jeta à sa poursuite, attaqua son arrière-garde à Pombal et à Redinha, et le força, par l'occupation de Coïmbre, à se rabattre sur Miranda, et de là sur Celerico. Ney eut tout l'honneur de cette pénible retraite, où il releva le courage de

l'armée française harassée et dénuée de tout, et l'on arriva enfin à Alméida. Masséna voulait se maintenir sous cette place et chercher à se lier avec Soult, mais ses troupes refusèrent de lui obéir; après un dernier échec sur le Coa, il recula jusqu'à Ciudad-Rodrigo, en abandonnant Alméida à ses propres forces. Aussitôt l'ennemi investit cette place. Masséna ayant reçu quelques renforts s'avança pour la délivrer; mais il trouva Wellington dans une belle position sur le plateau de Fuente-di-Onor : il l'attaqua, et, mal secondé par ses troupes mécontentes, il fut repoussé. Brenier, gouverneur d'Alméida, voyant la place perdue, fit sauter les remparts pendant la nuit, et, au milieu de cette destruction, il traversa l'armée anglaise avec sa garnison et rejoignit Masséna (10 mai).

Dès que l'armée française s'était mise en retraite, Beresford, avec trente mille Portugais, s'était dirigé de Portalegre sur Elvas, et de là sur Olivenza dont il s'empara. Il assiégea ensuite Badajoz. Soult accourut avec vingt mille hommes à la délivrance de cette place, et, après une bataille indécise sur l'Albuera, il se retira à Llerena (16 mai). Wellington arriva au secours de Beresford et pressa le siége. Mais alors Marmont, qui venait de succéder à Masséna, se mit en marche par Merida et fit sa jonction avec Soult, pendant que Drouet débouchait par Almaraz. L'armée anglaise, diminuée de moitié depuis sa sortie de Torres-Vedras et menacée par des forces supérieures, leva le siége de Badajoz et se retira en Portugal (18 juin). Soult et Marmont se séparèrent : le premier alla apaiser les soulèvements de l'Andalousie, il battit les bandes espagnoles, délivra Grenade, rejeta les Anglais dans Gibraltar; le second revint à Salamanque, s'y renforça des corps détachés sur le haut Èbre et se porta contre Wellington qui venait tout à coup d'investir Ciudad-Rodrigo : il le força à la retraite; et comme l'hiver était venu, il prit ses cantonnements à Salamanque. Alors le général anglais déboucha brusquement d'Alméida sur Ciudad-Rodrigo, et, avant que Marmont eût réuni ses troupes, il enleva la place et se retira en Portugal (1812, 20 janvier). Deux mois après il se porta contre Badajoz, ne s'inquiéta pas des efforts de Soult pour le détourner de cette place, et l'emporta d'assaut, malgré la belle résistance du gouverneur Philippon, qui fut trahi par un bataillon allemand (6 avril). Ensuite il fit enlever par un détachement le pont d'Almaraz, seul point par lequel Soult et Marmont pussent communiquer, et alors, appuyé sur l'excellente base que lui donnaient Ciudad-Rodrigo et Badajoz, il se prépara à prendre l'offensive au cœur de la Péninsule.

Tous ces échecs étaient causés par les discordes des généraux;

chacun d'eux voulait s'isoler dans son gouvernement ; il y avait mollesse et incertitude dans les opérations générales. Enfin l'on vit ce que valait l'unité du commandement par les succès de Suchet dans les provinces de l'est, provinces où les bandes de partisans étaient pourtant plus nombreuses, plus aguerries, plus redoutables que partout ailleurs, et où les armées françaises n'étaient maîtresses que des points qu'elles occupaient.

Suchet avait été dirigé sur Valence pour faire une diversion favorable à la conquête de l'Andalousie ; mais il échoua devant cette ville, revint dans l'Aragon à travers des masses d'insurgés, et ne songea plus qu'à préparer la soumission des provinces de l'est par la prise des villes du bas Èbre : il emporta d'abord Lérida (13 mai) ; puis Mequinenza, enfin Morella, trois places qui lui servaient de base pour opérer contre la Catalogne ou Valence (8 juin). Alors il se dirigea sur Tortose. A Gouvion Saint-Cyr avait succédé Augereau, qui ne montra que de la morgue et de l'incapacité, et parvint seulement à s'emparer d'Ostalrich après quatre mois de blocus. A Augereau succéda Macdonald, qui protégea le siége de Tortose contre les guérillas, mais qui n'entendant rien à cette guerre d'embuscades, y perdit la moitié de son armée. Cependant Tortose, après un siége de deux mois, capitula (1811, 2 janv.). Alors Suchet se dirigea contre Tarragone, dernier boulevard des Catalans. Ce fut le siége le plus terrible de toute la guerre, ou, pour mieux dire, ce fut une bataille continuelle de cinquante-quatre jours : la garnison et les habitants montrèrent une opiniâtreté aussi héroïque que ceux de Saragosse et de Girone : enfin la ville fut enlevée d'assaut ; un dernier combat s'engagea dans les rues, et dix mille hommes, acculés à la mer, mirent bas les armes (1811, 28 juin). Suchet fut nommé maréchal et commandant général des provinces de l'est. Il porta des secours à Barcelone, s'empara du Mont-Serrat, grand dépôt de munitions des insurgés, et attendit la chute de Figuières, place que les Catalans avaient surprise et que Macdonald réduisit par la famine. Alors il se dirigea sur Valence, dont la conquête permettait de donner la main à Sébastiani et assurait la possession de toute la côte jusqu'à Cadix. C'était une opération de la plus haute importance et qui pouvait changer la face de la guerre. Les Valençais firent des préparatifs formidables de défense, et Blake fut envoyé avec des renforts dans cette province. Suchet arriva à Murviedro et fit le siége du château bâti sur les ruines de Sagonte. Blake accourut à la délivrance de cette place avec vingt-cinq mille hommes : il fut battu, et Sagonte capitula. Alors Suchet, ayant reçu des renforts, enveloppa successivement et accula dans Valence toutes

les divisions espagnoles (25 octobre). Puis il investit la ville, et, après un siége de douze jours, il la força de capituler (26 décembre). La prise de Blake, de vingt mille hommes, de trois cents canons et d'immenses approvisionnements fut le résultat de cette conquête.

Les Espagnols commençaient à se lasser de cette guerre ; ils n'aimaient pas les Anglais, dont ils se voyaient devenus les vassaux ; ils s'alarmaient de l'anarchie interminable où le pays était plongé ; ils s'imprégnaient malgré eux des idées françaises : une conciliation semblait possible et prochaine. Un grand événement, qui ouvrit à l'Espagne une ère nouvelle, fit espérer la fin de tous ses maux : les Cortès, convoqués par la junte de Séville, s'étaient assemblées à Cadix (1810, 24 sept.) ; elles déclarèrent que la souveraineté résidait dans la nation, abolirent la féodalité, nommèrent une régence, enfin préparèrent une constitution presque républicaine, qui fut proclamée le 19 mars 1812. Des idées françaises à une dynastie française, le pas semblait facile à franchir. En effet, cette assemblée, que les ennemis de la France appelaient monstrueuse, entama avec Joseph, quoiqu'elle eût reconnu Ferdinand VII, des négociations secrètes; mais ces négociations échouèrent par les événements de la guerre.

§ VI. Progrès du système continental. — Détresse de l'Angleterre. — C'était pour compléter le système continental que la conquête de l'Espagne avait été entreprise : mais dans toute l'Europe comme en Espagne, ce système éprouvait des obstacles qui semblaient insurmontables. Napoléon n'en continuait pas moins à livrer aux marchandises anglaises une bataille de tous les instants. Les neutres et surtout les Américains, dont l'avidité mercantile se soumettait à toutes les tyrannies britanniques, s'étant faits les facteurs du commerce anglais, il confisquait leurs vaisseaux et proscrivait ainsi le commerce de l'univers ; il avait ordonné de brûler partout les marchandises anglaises, et il en fut détruit pour 1,100 millions (1810, 27 août) ; il établit contre la contrebande un code entier, trente-quatre tribunaux de douanes, une armée de douaniers, la police la plus minutieuse et la plus tyrannique. Tout cela entraînait de grandes souffrances, de grands embarras. Les États-Unis faisaient des réclamations violentes ; les peuples maritimes, surtout les Hollandais, étaient disposés à la révolte ; notre commerce sur mer était réduit à un misérable cabotage ; nos vaisseaux pourrissaient dans les ports ; nous n'avions plus de colonies, car la Guadeloupe et les îles de France et de Bourbon avaient été prises en 1810. Napoléon se vit forcé de violer lui-même son système pour diminuer les privations de ses sujets, favoriser l'écoule-

ment des produits industriels du continent, augmenter le revenu des douanes : il accorda des licences à certains commerçants pour importer dans l'Empire des denrées coloniales, sous la condition qu'ils exporteraient une valeur égale des produits des fabriques françaises. L'Angleterre en fit autant, parce qu'elle avait besoin de nos blés et de nos vins, et sous la même condition ; mais comme les produits manufacturiers de la France étaient prohibés en Angleterre et ceux de l'Angleterre en France, les porteurs de licences jetaient dans la mer, à l'entrée du port où ils venaient se charger, les Anglais de vins et de blés, les Français de sucre et de café, les produits industriels qu'ils avaient exportés de leur pays. Jamais le commerce, dans les temps modernes, n'avait eu tant de mal à faire ses échanges. Mais, en définitive, le système continental, malgré les licences, malgré la contrebande, malgré les murmures des peuples, malgré la guerre d'Espagne, avait réussi : encore une année de souffrances et de rigueurs, et Napoléon arrivait au but : « le droit public nouveau était définitivement assis pour l'empire français et pour l'Europe. » L'Angleterre était aux abois : ses finances se trouvaient dans le plus triste état ; sa dette s'était augmentée depuis dix ans de 9 milliards ; ses dépenses dépassaient constamment ses revenus ; elle regorgeait de denrées coloniales et de cotonnades ; les États-Unis, ayant obtenu que Napoléon révoquât pour eux ses décrets, allaient lui faire la guerre pour l'indépendance de leur pavillon ; les ouvriers, réduits aux extrémités de la famine, malgré un subside de 180 millions donné par le gouvernement aux manufacturiers, brisaient les métiers et attaquaient les propriétés ; enfin le ministère relégua les prisonniers français dans les pontons, « parce qu'il s'effrayait de les avoir à terre, par la disposition d'une partie de la population qu'on soupçonnait d'être fort portée à fraterniser avec les Français [1]. » Dans une telle situation, il était impossible que Napoléon n'eût pas toute confiance dans l'avenir, dans sa fortune, dans son génie : que la paix continentale se maintînt, l'Angleterre était forcée de demander grâce, le système français triomphait, les idées nouvelles prenaient possession du monde ; l'œuvre de la révolution, propagée par la dictature impériale, était accomplie. Mais l'humanité, qui, depuis vingt ans, avait fait le chemin de dix siècles, ne s'élance pas dans le progrès par des bonds si rapides sans avoir des retours en arrière, et elle allait être ramenée à son point de départ par les plus terribles secousses, pour reprendre, mais lentement et péniblement, la même route. L'aristocratie anglaise réveilla dans

[1] Las-Cases, t. VII, p. 146.

les glaces du Nord la grande ennemie de la France, celle qui est en opposition avec elle par toutes les idées, les principes, les intérêts, celle dont Napoléon avait cru si aveuglément désarmer les haines et l'antagonisme par les plus grands sacrifices : la Russie allait prendre les armes, pour ne les poser qu'après la défaite de Napoléon, de la France, de la révolution.

§ VII. Rupture de la France et de la Russie. — Depuis le traité de Vienne, il y avait froideur entre les deux amis d'Erfurth. Alexandre, quoiqu'il eût pris sa part des dépouilles de l'Autriche, avait témoigné le plus vif mécontentement de l'agrandissement du duché de Varsovie, qu'il regardait comme une violation du traité de Tilsitt. « Je suis mal récompensé, dit-il, d'avoir secondé Napoléon dans la guerre : l'adjonction de deux millions d'âmes au grand-duché va développer la puissance de cet état, nourrir la pensée de ses habitants, partagée par l'opinion du monde, qu'il est destiné à redevenir royaume de Pologne. J'étais en droit de m'attendre à un autre dénoûment. » Napoléon s'efforça de le tranquilliser par tous les moyens, jusqu'à lui écrire qu'il « approuvait que le nom de Pologne et de Polonais disparût non-seulement de toute transaction politique, mais même de l'histoire (1809, 20 octobre). Alexandre lui demanda, à ce sujet, une convention formelle, « à laquelle il tenait invariablement, » et il rédigea le premier article en ces termes étranges : « Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli » (1810, 4 janv.). Napoléon se refusa à prononcer cette sorte d'arrêt du destin, par lequel il s'engageait pour lui-même et pour ses successeurs, non-seulement à ne pas rétablir la Pologne, mais à empêcher que personne ne la rétablît ; et il rédigea ainsi la convention : « L'Empereur des Français s'engage à ne favoriser aucune entreprise tendant à rétablir le royaume de Pologne, à ne donner aucune assistance à toute puissance qui aurait cette vue, ni appui direct ou indirect à toute insurrection des provinces composant ce royaume. » Alexandre rejeta cette rédaction, qui n'était pourtant que trop claire, et persista dans sa formule. Ce fut au milieu de cette discussion que Napoléon épousa Marie-Louise. Le czar en conçut le plus grand dépit ; il regarda l'alliance comme rompue, et continua la discussion, comme s'il eût cherché une occasion de guerre, avec une insistance qui alla jusqu'à la colère, avec une aigreur poussée jusqu'à l'insulte, voulant que Napoléon acceptât son arrêt contre la Pologne sans modification, disant qu'il s'y était engagé, l'accusant de mauvaise foi. Napoléon écrivit à son ambassadeur, Caulaincourt : « Que prétend la Russie par un pareil langage ? Veut-elle la guerre ?

Pourquoi ces plaintes, ces soupçons injurieux? Si j'avais voulu rétablir la Pologne, je l'aurais dit, et je n'aurais pas retiré mes troupes de l'Allemagne (1er juill.). Veut-elle me préparer à sa défection? Je serai en guerre avec elle le jour où elle sera en paix avec l'Angleterre. N'est-ce pas la Russie qui a recueilli tous les fruits de l'alliance? La Finlande, dont Catherine II n'osait pas même ambitionner quelque démembrement, n'est-elle pas devenue tout entière une province russe? Sans l'alliance, la Moldavie et la Valachie resteraient-elles à la Russie? Et à quoi l'alliance m'a-t-elle servi? Lui dois-je mes succès dans la guerre d'Autriche? J'étais à Vienne avant que l'armée russe fût rassemblée. Je ne me suis pas plaint; mais certes on ne doit pas se plaindre de moi. Je ne veux pas rétablir la Pologne, je ne veux pas aller finir mes destinées dans les sables de ses déserts; je me dois à la France et à ses intérêts; et je ne prendrai pas les armes, à moins qu'on ne m'y force, pour des intérêts étrangers à mes peuples; mais je ne veux pas me déshonorer en déclarant que le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli, me rendre ridicule en parlant le langage de la Divinité, flétrir ma mémoire en mettant le sceau à cet acte d'une politique machiavélique; car c'est plus qu'avouer le partage de la Pologne que de déclarer qu'elle ne sera jamais rétablie. Non, je ne puis prendre l'engagement de m'armer contre des gens qui ne m'ont rien fait, qui m'ont, au contraire, bien servi, qui m'ont témoigné une bonne volonté constante et un grand dévouement. Non, je ne me déclarerai pas leur ennemi, et je ne dirai pas aux Français : Il faut que votre sang coule pour mettre la Pologne sous le joug de la Russie[1]. »

Alexandre ne parla plus de sa convention sur la Pologne; mais il garda tous ses ressentiments, et fut pris d'un redoublement de colère à la nouvelle de la réunion de la Hollande, des villes anséatiques, et surtout du duché d'Oldenbourg. Il y avait là non-seulement violation des traités, mais outrage direct à sa famille; car le duc d'Oldenbourg était son beau-frère. L'occasion qu'il cherchait depuis le traité de Vienne était trouvée : il ne pouvait souffrir que l'empire français, par les provinces illyriennes et les villes anséatiques, enlaçât l'Europe par les deux flancs, et touchât d'un côté à la Turquie, de l'autre à la Russie. « Il s'appliqua dès lors à organiser sourdement ses moyens de défense; il jugea nécessaire de rassembler la majeure partie de ses forces sur la frontière occidentale de son empire[2]. » Enfin, sollicité secrètement par l'Angleterre et poussé par sa noblesse, il annonça indirectement à Napoléon

[1] Bignon, t. IX. — [2] Butturlin, t. I, p. 45.

qu'il abandonnait son alliance en abandonnant le système continental. Un ukase du 31 décembre 1810 autorisa l'entrée des denrées coloniales dans les ports russes sous pavillon neutre, prohiba tous les produits industriels de la France, frappa les vins français de droits énormes, enfin créa une armée de quatre-vingt mille hommes pour assurer l'exécution de ce règlement de douanes. Les marchandises françaises furent brûlées dans les ports russes, aux grands applaudissements des Anglais, dont le commerce respira en retrouvant un marché de quarante millions d'individus.

Napoléon fut indigné : « J'aimerais mieux, dit-il, recevoir un soufflet sur la joue que de voir brûler les produits de l'industrie et du travail de mes sujets... La Russie ne peut envahir notre territoire : elle nous insulte dans le produit de nos arts ! » Et une vive discussion s'engagea entre les deux empereurs, d'une part pour Oldenbourg, d'autre part pour l'ukase des douanes. En même temps Alexandre renouvela ses plaintes « sur le spectre de la Pologne qu'on promenait sur la frontière russe. » Napoléon offrit la principauté d'Erfurth en échange d'Oldenbourg. Alexandre refusa : « il sentait trop bien, dit Butturlin, que les griefs avoués ne portaient que sur des accessoires. On n'eût pas avancé grand'chose en obtenant le redressement des griefs sus-mentionnés ; car la question principale, celle du pouvoir dictatorial de la France sur toutes les autres puissances, n'était susceptible d'être résolue que par la force des armes. » Et il envoya à toutes les cours une protestation contre la réunion d'Oldenbourg. C'était annoncer la rupture de l'alliance, justifier d'avance la guerre qu'il voulait faire, exciter les ennemis de la France à une nouvelle coalition. Napoléon lui écrivit : « Le dernier ukase de Votre Majesté, dans le fond et surtout dans la forme, est spécialement dirigé contre la France. Toute l'Europe l'a envisagé ainsi, et déjà notre alliance n'existe plus dans l'opinion de l'Angleterre et de l'Europe. » Cependant il hésitait à faire la guerre contre la Russie, encore bien qu'il jugeât depuis long-temps cette guerre indispensable à la fondation de la nouvelle société européenne : « Aucun de nos débats ne vaut un coup de canon, disait-il ; il faut qu'il y ait ici quelque perfidie secrète bien noire, dont le cabinet de Londres et les meneurs du parti de la guerre à Pétersbourg nous doivent la révélation. » En effet, le cabinet britannique, la noblesse russe, le parti aristocratique de toute l'Europe, unis contre l'empire plébéien de la France, avaient atteint leur but : Alexandre, qui était l'instrument plutôt que la tête de ce parti, se trouvait enlacé, dominé, circonvenu de telle sorte qu'il ne pouvait plus reculer ; il fallait que Napoléon succombât, dût la Russie subir les plus

épouvantables désastres. C'était le dernier combat entre les deux principes qui divisent encore le monde, le privilége et l'égalité.

On se prépara des deux côtés à la guerre. Alexandre, qui avait déjà cent mille hommes sur le Niémen, eut d'abord la pensée de surprendre Napoléon en se jetant dans la Pologne et en entraînant la Prusse. Il en fut détourné par le cabinet anglais, qui lui conseilla de faire une guerre nationale et défensive, et d'entraîner son ennemi dans une Espagne du Nord. Napoléon fit marcher sur la Vistule sa grande armée et les contingents d'Italie et d'Allemagne; il mit sur pied les conscriptions de 1811 et de 1812; enfin, comme la France allait avoir toutes ses forces actives occupées aux deux extrémités de l'Europe, il demanda au Sénat un décret par lequel la garde nationale fut réorganisée en trois bans (1812, 13 mars) : le premier, formé des hommes de vingt à vingt-six ans, était destiné à la garde des frontières; le deuxième, formé des hommes de vingt-six à quarante, à la garde des départements; le troisième, à celle des communes.

§ VIII. Alliance de la Prusse et de l'Autriche avec la France. — Négociations avec la Turquie et la Suède. — Napoléon chercha des alliances : « Quand les Russes verront, dit-il, que la Prusse et l'Autriche, et probablement la Suède, sont avec nous, et que les Turcs se raniment sous notre influence, je suppose qu'ils ne se laisseront plus aller à l'idée de me braver. » La Prusse offrit elle-même de « lier irrévocablement son sort à celui de la France. » En effet, « il ne restait au roi, dit Schœll, pour conserver son existence, d'autre choix que de devenir l'allié de celui qui, comme ennemi, pouvait l'anéantir, et de sacrifier ses inclinations les plus chères et tous ses autres vœux à ses devoirs de souverain. » Frédéric-Guillaume s'engagea à fournir contre la Russie un contingent de vingt mille hommes (1812, 24 févr.); mais un article témoigna avec quelle défiance Napoléon acceptait cette alliance forcée : « La Prusse, y disait-on, ne fera aucune levée, aucun rassemblement de troupes, aucun mouvement militaire, pendant que l'armée française occupera son territoire ou sera sur le territoire ennemi. » Et le maréchal Victor rassembla trente mille hommes à Berlin pour assurer les communications de l'armée française, surveiller le gouvernement, occuper les places. L'Autriche attendit qu'on lui demandât son alliance, et elle s'empressa de la donner : elle s'engagea à fournir contre la Russie trente mille hommes (14 mars); et Napoléon lui garantit la Gallicie dans le cas où le royaume de Pologne serait rétabli, en stipulant que cette province pourrait être échangée contre les provinces illyriennes.

C'était sur ces deux alliées équivoques que l'Empereur devait asseoir sa base d'opérations; il y en avait deux autres sur lesquelles il comptait pour prendre la Russie par les deux flancs : c'étaient la Turquie et la Suède; mais ni l'une ni l'autre n'avait oublié le traité d'Erfurth, et il allait cruellement expier les sacrifices qu'il avait faits à l'alliance russe.

La Turquie avait éprouvé de nouveaux revers dans les campagnes de 1810 et 1811 ; la plupart des places du Danube avaient été prises, et une armée ottomane forcée de mettre bas les armes. Elle demanda la paix, et un congrès s'ouvrit à Bucharest. Napoléon chercha à entraver les négociations par tous les moyens : il envoya Andréossy en ambassade à Constantinople, il excita le sultan Mahmoud à passer le Danube avec cent mille hommes; il lui promettait la restitution de la Valachie, de la Moldavie, de la Crimée. Mais le Divan était dominé par l'or et les intrigues de l'Angleterre; et la Turquie, que Napoléon appelait le « marais qui empêchait de tourner sa droite, » allait lui manquer dans l'occasion décisive.

La Suède avait fait la paix avec la France et adhéré au système continental. Charles XIII ne cherchait qu'à renouer les antiques relations entre les deux états. Comme il n'avait pas d'enfants et qu'il fallait élire un prince royal, il demanda conseil à Napoléon, qui appuya la candidature du roi de Danemarck : c'était, en effet, le roi de la politique française, et la réunion des trois couronnes du Nord sur une seule tête eût été un immense échec pour la Russie. Mais les Suédois auraient cru retomber sous le joug des Danois, dont, au seizième siècle, Gustave Wasa les avait délivrés; et Napoléon, pour ne pas déplaire à son fatal ami d'Erfurth, se montra résolu à laisser l'élection entièrement libre. Ce fut une faute : « Avec un seul mot, écrivait-on de Suède, il fera roi qui il voudra, même le roi de Danemarck; mais on aimerait mieux un général français. » Alors quelques officiers suédois, qui avaient connu Bernadotte en Poméranie, s'avisèrent de le mettre en avant : il était beau-frère de Joseph, et l'on croyait plaire à Napoléon en choisissant un général allié à sa famille, et pour lequel il avait créé le premier grand fief. Sur ce faible indice, Bernadotte fut élu (1810, 21 août). Charles XIII s'empressa d'annoncer à l'Empereur un événement « qui n'avait pour but que de resserrer l'alliance entre la France et la Suède. » Napoléon ne cacha pas sa surprise; il regarda l'élection comme « une preuve d'estime donnée à son peuple et à son armée; » mais, en donnant son assentiment à Bernadotte, « il éprouva un arrière-instinct qui le lui rendit désagréable et pénible. » En effet, ce général, sous l'ombre de sentiments républicains,

avait fait une opposition constante à son gouvernement : il avait conspiré plusieurs fois sous le consulat, s'était mêlé à toutes les intrigues de Fouché, et avait tenu une conduite si étrange dans la dernière campagne, que Napoléon lui avait ôté son commandement. A peine était-il arrivé en Suède, qu'il s'enivra des flatteries de la Russie, et chercha à s'affranchir du système continental : « Je ne veux pas me séparer de la France, répondit-il aux observations de l'Empereur ; mais aussi que la France me laisse tranquille, qu'elle ne m'opprime pas, et qu'on sache que je puis jeter cinquante mille hommes en Allemagne... » Et, par ses soins, la Poméranie devint le principal entrepôt des marchandises anglaises. Enfin, quand Napoléon lui demanda son alliance contre la Russie : « Il nous faut, répondit-il, quelque chose qui nous console de la Finlande, une frontière qui nous manque, la Norwége, que nous pourrions obtenir d'une autre puissance que la France... que l'Empereur me la donne, et je lui promets quarante mille hommes, et je jure de fermer rigoureusement la Suède à tout commerce anglais. » Napoléon repoussa cette proposition avec colère ; il rejeta même, et malhabilement, une demande de subsides, qui était pourtant motivée ; enfin, comme la contrebande devenait de plus en plus active, il fit occuper la Poméranie par les troupes françaises (1812, 27 janv.). A cette nouvelle, Bernadotte s'écria : « Puisqu'il le veut, il lui en coûtera cher ! » et il se jeta dès lors entre les bras de la Russie et de l'Angleterre.

§ IX. Projets de Napoléon. — Composition des armées. — Les dispositions de la Turquie et de la Suède changeaient toutes les chances de la guerre ; mais ces deux états avaient un intérêt si grand à s'unir avec la France, l'occasion était si belle de réparer leurs pertes, d'anéantir leur ennemie, que Napoléon ne douta pas de leur assistance dès qu'il serait entré en campagne. Cependant la France était entièrement opposée à cette guerre, elle la regardait comme provoquée uniquement par l'ambition de l'Empereur ; elle se fatiguait de ses vastes combinaisons, qui importaient peut-être à la civilisation du monde, mais qui exigeaient de si grands sacrifices ; elle s'effrayait de l'ennemi qu'on allait attaquer, de cette nation demi-sauvage, brave, dure, dévouée ; de ce pays de forêts et de marécages, où l'on passe subitement d'un été violent à un hiver intolérable ; de cet empire si large, qu'il n'a pas de flancs ; si profond, qu'il n'a pas de fin, où toutes les combinaisons militaires devaient être nouvelles ; de cette puissance assise sous le pôle, adossée à des glaces éternelles, attaquable à peine pendant un quart de l'année ; enfin de ce gouvernement despotique, qui ne se retirait

dans une défensive menaçante que parce qu'il ne reculerait devant aucune ruine. Napoléon n'entendait rien de cette opposition : la presse était muette ; il ne s'élevait autour de lui que des voix serviles. Aussi parlait-il maintenant de sa guerre avec orgueil, avec joie : « Cette entreprise était la sienne, et il l'avait préparée de longue main ; elle ferait pâlir celle d'Égypte. » Il comptait sur un Friedland, sur un coup de tonnerre à Wilna ou à Witepsk. Il laissait même entrevoir les raisons secrètes et la pensée gigantesque de l'expédition : « L'empire français, disait-il, jouit actuellement de toute l'énergie de son existence ; s'il ne termine en cet instant la constitution politique de l'Europe, demain il peut perdre les avantages de sa position et succomber dans ses entreprises [1]. » En voyant les races romaine et tudesque, l'Europe méridionale, civilisée et soumise au système français, se lever avec lui contre la race slave, contre cette Europe nouvelle et barbare, qui menaçait depuis un siècle le Midi, il se croyait appelé à rejeter les Scythes en Asie ou à importer les idées françaises dans les glaces du Nord. Cette guerre, dit-il, est le complément de toutes les guerres de la révolution : il s'y sent poussé, il l'avoue, par « une puissance invisible dont il reconnaît les droits et l'empire, et qui a décidé de cette affaire comme de tant d'autres [2]. » C'est la guerre de la civilisation contre la barbarie, des peuples libres contre les peuples esclaves, celle qui doit finir la vieille Europe en détruisant la puissance qui en est le dernier représentant, le dernier soutien ; « celle du bon sens et des vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous ; elle est purement pacifique et conservatrice, tout à fait européenne et continentale. Après cette guerre, le système européen sera fondé, la cause du siècle gagnée, et la révolution accomplie [3]. »

Napoléon demande à Alexandre une explication définitive sur ses armements (1812, 25 févr.) : « Il espère, écrit-il à son ambassadeur Lauriston, que les quatre cent cinquante mille hommes qu'il a mis en mouvement et leur immense attirail feront faire de sérieuses réflexions au cabinet de Saint-Pétersbourg, le ramèneront sérieusement au système établi à Tilsitt, et replaceront la Russie dans l'état d'infériorité où elle était alors. » La Russie répond par un *ultimatum* où elle demande l'évacuation de la Prusse, de Dantzig et de la Poméranie, un équivalent pour Oldenbourg et la liberté du commerce des neutres (24 avril). « Quel langage ! dit Napoléon : c'est tout au plus celui que Catherine pouvait tenir au dernier roi de Pologne ! » En même temps l'ambassadeur russe demande ses

[1] Instruction du 18 avril au chargé d'affaires à Varsovie. — [2] Lettre à Alexandre, du 28 juin 1812. — [3] Las-Cases, t. VII, p. 90.

passe-ports, et Alexandre va joindre son armée à Wilna. C'était une déclaration de guerre (9 mai). Aussitôt Napoléon part pour Dresde ; il y trouve l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et la plupart des princes de la confédération, qui l'accablent de témoignages d'amitié et de protestations de dévouement. Enivré de sa puissance, de cette cour de rois, de l'Europe marchant sur ses pas : « Jamais, dit-il, un tel concours de circonstances favorables ne pourra se présenter ; je sens qu'il m'entraîne. » Et il quitte Dresde, visite Dantzig, prend séjour à Kœnigsberg, et pousse toute son armée sur le Niémen (1812, 29 mai). Alors, apprenant qu'une dernière ambassade envoyée à Alexandre n'a pas même été reçue : « La fatalité, dit-il, entraîne la Russie ! que ses destins s'accomplissent (22 juin). « Et il fait une proclamation dont les premiers mots révèlent la cause secrète de la guerre et la résolution de faire ce que l'entrevue de Tilsitt a empêché : « *La seconde guerre de Pologne est commencée !* Elle sera glorieuse comme la première ; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie et mettra un terme à cette orgueilleuse influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

L'armée était composée de quatre cent cinquante mille hommes, dont deux cent mille Italiens, Allemands, etc. A l'extrême gauche, devant Tilsitt, était Macdonald avec vingt mille Prussiens et dix mille Français ; au centre, devant Kowno, était Napoléon avec les corps de Davoust, d'Oudinot et de Ney, formant cent vingt mille hommes ; la garde, de trente mille hommes et commandée par Lefebvre, Mortier et Bessières ; la réserve de cavalerie, de trente mille hommes, sous le roi de Naples ; à droite, vers Pilony, Eugène avec cinquante mille Italiens et Bavarois ; plus loin, en face de Grodno, le roi de Westphalie avec soixante mille Polonais, Westphaliens et Saxons ; enfin, à l'extrême droite, sortant de la Gallicie sur Drogiczin, le prince de Schwartzemberg avec trente mille Autrichiens. En arrière, entre l'Oder et la Vistule, était Victor avec trente mille hommes ; et en réserve, sur l'Elbe, Augereau avec cinquante mille. Ainsi, sauf les Autrichiens et les corps de Victor et d'Augereau, toute l'armée se serrait dans le rentrant que forme le Niémen de Grodno à Tilsitt. Cette armée traînait avec elle une autre armée d'employés de tout genre, plus de douze cents canons, trois mille voitures d'artillerie, quatre mille voitures d'administration, une innombrable quantité d'équipages des chefs, de fourgons de vivres et d'ambulance, tout cela occupant deux cent mille chevaux. Les routes, les rivières, les canaux étaient couverts de soldats, de voitures, de voyageurs, de bestiaux ; le pays entre la Vis-

tule et le Niémen se trouvait dévoré par cette masse d'hommes.

Alexandre avait mis sur pied trois armées : Barclay de Tolly, avec cent trente mille hommes, était placé devant le Niémen, de Rossiény à Lida; la droite, de trente mille hommes, sous Wittgenstein, à Rossiény; le centre, de soixante-dix mille, à Wilna; la gauche, de trente mille, sous Doctorof, à Lida; cette armée s'appuyait sur la Duna, Riga, Dunabourg et le vaste camp retranché de Drissa. Bagration, avec cinquante mille hommes, était à Wolkovitz pour fermer la trouée entre le Niémen et le Bug et déboucher sur notre flanc droit : il s'appuyait sur Minsk, Bobruisk et le Dniéper. Tormasof, avec quarante mille hommes, était à Loutzk devant le haut Bug; il devait être renforcé par l'armée de Moldavie, de cinquante mille hommes, qui allait être débarrassée des Turcs. Il y avait en réserve, en deuxième ligne, quatre-vingt mille hommes et des troupes de Cosaques, et, en troisième ligne, des levées de milice : ce qui rendait les forces des Russes à peu près égales à celles des Français.

§ X. Passage du Niémen. — Séjour a Wilna. — L'Empereur, en portant la masse de ses forces sur Kowno, situé au sommet de l'angle que forme le Niémen, avait résolu d'y passer le fleuve, et, en se dirigeant sur Wilna, de couper en deux la principale armée russe; ensuite il se porterait dans l'espace entre la Dwina et le Dniéper, couvert seulement par Witepsk et Smolensk, position centrale au delà de laquelle une bataille le rendrait maître d'une des deux capitales. La grande armée, arrivée devant le Niémen, le franchit sur trois ponts (22 juin), entre à Kowno en chassant les avant-gardes russes, passe la Wilia et se dirige sur Wilna. En même temps, l'extrême gauche passe à Tilsitt et se dirige sur Riga. Quelques jours après, Eugène passe à Pylony et marche sur Wilna (30 juin); Jérôme passe à Grodno. Barclay, se voyant percé par le centre, évacue Wilna en brûlant les magasins, et se retire dans le camp retranché de Drissa, qui couvrait la route de Saint-Pétersbourg, pour y rallier toute son armée : il est suivi par Murat et Ney. Sa droite, culbutée par Oudinot, est rejetée sur Dunabourg, et trouve sur son flanc Macdonald; sa gauche s'enfuit de Lida sur Smorgoni en sacrifiant ses bagages et son arrière-garde, et parvient à joindre Barclay. Ainsi un seul mouvement de Napoléon avait suffi pour jeter le désordre dans la grande armée russe et exposer celle de Bagration. Celui-ci, à la nouvelle du passage du Niémen, s'était mis en mouvement par Nowogrodek pour rejoindre Barclay; quand il connut la prise de Wilna, il fit volte-face et chercha par Myr à gagner Minsk; mais Davoust avait été dirigé sur cette place,

qu'il occupait. Alors il se rabattit sur Neswije ; cette ville se trouvait sur la route de Jérôme ; mais celui-ci, malgré les ordres de l'Empereur, n'avait fait que vingt lieues en sept jours, et il n'atteignit à Neswije que l'arrière-garde des Russes. Alors Bagration courut sur Bobruisk, où il passa la Bérésina, et il se dirigea sur Mohilow, pour tâcher de rejoindre Barclay à Witepsk. Napoléon ordonna à Davoust de le devancer à Mohilow, à Junot, qui succéda à Jérôme dans le commandement des Wesphaliens, de le suivre en queue, à Schwartzemberg de courir par Slonim sur Bobruisk, pendant que Reynier, avec les Saxons, contiendrait les troupes de Tormasof. La perte de Bagration semblait certaine.

Cependant l'Empereur était entré à Wilna au milieu des acclamations des Lithuaniens (28 juin); mais au lieu de se jeter, suivant sa coutume, sur l'armée ennemie et de la forcer à une bataille avant qu'elle eût pris le temps de se reconnaître, il s'arrêta dans cette ville pendant quinze jours ; et cette halte eut une si funeste influence sur l'issue de la campagne qu'elle est regardée comme la plus grande faute militaire de sa vie. L'armée était déjà désorganisée, les voitures de vivres ne pouvaient la suivre ; les bataillons d'équipages s'étaient disloqués ; les pluies et les mauvais chemins avaient fait périr quatre mille chevaux ; il y avait déjà vingt à trente mille traîneurs qui dévastaient le pays ; on craignait la famine. Napoléon, inquiet de cet immense désordre, y remédia avec son activité ordinaire : il fit de Wilna un grand centre d'approvisionnements, d'hôpitaux, de communications avec ses derrières ; il ordonna de fortifier la ville, et y établit un gouvernement provisoire de la Lithuanie ; il prescrivit à Victor de s'échelonner entre la Vistule et le Niémen, en se faisant remplacer entre l'Elbe et l'Oder par Augereau. La diète de Varsovie s'était constituée en confédération générale, et avait proclamé le rétablissement de la Pologne (1812, 14 juill.); une députation de cette diète vint lui demander sa protection : « Dites un mot, sire, lui dit-elle ; dites que la Pologne existe, et votre décret sera pour le monde l'équivalent de la réalité. » Napoléon était résolu à rétablir la Pologne[1] ; « c'était, disait-il, la véritabe clef de toute la voûte ; » mais « lui, qui pliait toujours ses systèmes sur la contexture imprévue des événements, » ne pouvait pas déclarer ses desseins avant une grande victoire, se faire une ennemie de l'Autriche au moment de s'enfoncer en Russie, se fermer d'avance toute voie à la paix. « Si la guerre s'engage, avait-il dit à son chargé d'affaires à Varsovie, les Polonais ne doivent la considérer que comme un moyen ajouté à

1 Voy. les instructions données au chargé d'affaires à Varsovie, le 18 avril 1812.

leurs propres ressources. Le gouvernement du grand-duché doit faire confédérer sous les bannières de l'indépendance les démembrements de leur malheureuse patrie... » Il répondit à la députation : « Si j'eusse régné pendant les partages de la Pologne, j'aurais armé tous mes peuples pour vous soutenir.... J'applaudis à tout ce que vous avez fait ; j'autorise les efforts que vous voulez faire ; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai... Mais j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses états... Que la Lithuanie, la Samogitie, la Wolhynie, l'Ukraine, la Podolie, soient animées du même esprit que j'ai vu dans la Grande-Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause !... »

Le czar, voyant son armée coupée en deux, essaya de rouvrir les négociations ; il écrivit à l'Empereur : « Si Votre Majesté consent à retirer ses forces du territoire russe, je regarderai ce qui s'est passé comme non avenu, et un accommodement entre nous reste encore possible. » — « Le sort en est jeté ! » répondit Napoléon. Ce fut une grande faute, bien que, d'après les termes de la proposition, il fallût un mois pour s'entendre, et que ce délai pût lui faire perdre des préparatifs immenses : car il savait alors que ses deux alliances indispensables lui manquaient, que les Suédois et les Turcs, qui devaient être à Pétersbourg et en Crimée en même temps que lui à Moscou, étaient maintenant ennemis ou neutres.

Depuis l'occupation de la Poméranie, Bernadotte avait négocié avec Napoléon pendant quatre mois, demandant toujours la Norwége et un subside, ne cessant de dire qu'il « ne perdait jamais de vue la gloire de la France et l'attachement sincère qu'il avait voué à l'Empereur. » Tout cela était un leurre : il avait conclu depuis long-temps son traité d'alliance avec la Russie (1812, 24 mars), à condition que la Norwége serait donnée à la Suède ; et l'Angleterre avait accédé à ce traité, qui fut le préliminaire de la sixième coalition (3 mai)[1].

[1] « Bernadotte a été le serpent nourri dans notre sein. A peine il nous avait quittés, qu'il a été dans le système de nos ennemis, et que nous avions à le surveiller et à le craindre. Plus tard, il a été une des causes actives de nos malheurs ; c'est lui qui a donné à nos ennemis la clef de notre politique, la tactique de nos armées ; c'est lui qui leur a montré les chemins du sol sacré... Un Français a tenu dans ses mains les destinées du monde ! S'il avait eu le jugement et l'âme à la hauteur de sa situation, s'il avait été bon Suédois, ainsi qu'il l'a prétendu, il pouvait rétablir le lustre et la puissance de sa nouvelle patrie, reprendre la Finlande et enlever Pétersbourg avant que j'eusse atteint Moscow. Mais il cède à des ressentiments personnels, à une sotte vanité, à de petites passions. La tête lui tourne, à lui, ancien Jacobin, de se voir recherché par des souverains d'ancienne race, de se trouver en conférences de politique et d'amitié avec un empereur de toutes les Russies, qui ne lui épargne aucune cajolerie. Dans son enivrement, Bernadotte sacrifie sa nouvelle patrie et l'ancienne, sa propre gloire et sa véritable puissance, la cause des peuples, le sort du monde. » (Las-Cases, t. V, p. 246 ; t. VII, p. 178.)

La Turquie avait fait la paix à Bucharest (28 mai), moyennant la restitution de la Moldavie et de la Valachie : le grand-visir avait été gagné par l'or anglais et décidé, dit-on, par une lettre qu'inventa le général Kutusof, lettre où Napoléon proposait à Alexandre le partage de l'empire ottoman. On n'attendait plus que la ratification du sultan pour que l'armée russe se dirigeât dans la Wolhynie.

§ XI. **Entrée a Witepsk. — Opérations sur les deux ailes. — Bataille de Smolensk. — Combat de Valoutina.** — Malgré l'abandon de la Turquie et de la Suède, qui laissait ses flancs à découvert (15 juill.), l'armée française se remit en marche, et Napoléon se porta à Glubokoï ; il voulait, en s'écartant de la route de Saint-Pétersbourg, où Barclay l'attendait, s'avancer par Witepsk et Smolensk sur celle de Moscou, pénétrer entre les deux lignes de la Dwina et du Dniéper, et déborder ainsi les deux armées ennemies. Barclay, voyant qu'il allait être tourné par sa gauche, coupé de l'intérieur et rejeté sur la mer, abandonna son camp de Drissa : il laissa Wittgenstein pour garder la route de Saint-Pétersbourg, et fila rapidement sur Witepsk, où il espérait se joindre à Bagration. Napoléon se mit à sa poursuite et atteignit son arrière-garde à Ostrowno. Barclay défendit les approches de Witepsk avec acharnement ; mais il apprit que Bagration, arrêté à Mohilow par Davoust après un violent combat, avait passé le Dniéper à Bichow, et gagnait Smolensk par Mitislaw ; alors il abandonna Witepsk et recula sur Smolensk, où il fit en effet sa jonction avec Bagration. Napoléon entra à Witepsk (28 juill.), qu'il trouva déserte, et donna quelque repos à ses soldats. La gauche, sous Eugène, campa sur la haute Dwina ; la garde, Ney et Murat, entre Witepsk et Orcha, dans cet étroit et plat espace qui forme la ligne de partage des eaux de l'Europe : Davoust remonta le Dniéper avec Junot, en se faisant relever à Mohilow par Poniatowski. L'armée souffrait de la chaleur et du manque de vivres ; elle s'inquiétait de ce pays de plaines et de marécages, où l'on s'enfonçait sans rencontrer l'ennemi, de cette guerre où elle trouvait tout dévasté, des routes affreuses, des villes de bois qu'on pouvait incendier avec une torche ; elle commençait à regarder derrière elle les immenses pays qui la séparaient de la France.

Les Russes, au contraire, en se repliant dans le centre de leur empire, puisaient de nouvelles forces et excitaient les passions nationales. Des proclamations fanatiques appelaient les serfs à « défendre l'indépendance de la patrie et la sûreté de l'Église contre le Moloch qui veut détruire toute la terre. » Alexandre parcourait

les provinces pour lever les milices et préparer ses sujets aux plus grands sacrifices : « Les désastres dont vous êtes menacés, dit-il aux habitants de Moscou, ne doivent être considérés que comme des moyens sûrs de consommer la ruine de l'ennemi. » Des ordres barbares furent donnés pour incendier toutes les villes, détruire les vivres, faire refouler toute la population dans le centre de l'empire. C'était une guerre d'extermination, une guerre de Scythes, qui se préparait. En même temps, les deux ailes de l'armée russe eurent l'ordre de faire la plus grande résistance : c'était sur elles que reposait réellement le salut de l'empire, surtout depuis que les traités avec la Suède et avec la Turquie les laissaient libres dans leurs mouvements.

A la gauche, Napoléon avait laissé sur la Dwina Oudinot, soutenu en arrière par Saint-Cyr avec les Bavarois, pour rejeter Wittgenstein sur Pétersbourg en se liant à Macdonald. Les trois corps formaient plus de soixante mille hommes. Oudinot, après avoir détruit le camp de Drissa et pris Polotzk, livra trois combats indécis en avant de cette ville ; Macdonald entra dans Dunabourg évacué par les Russes, puis il investit Riga ; mais Wittgenstein allait être renforcé par les milices de Pétersbourg et le corps d'observation de la Finlande.

A la droite, Tormasof était entré dans le duché de Varsovie, pour couper nos communications avec la Vistule : il surprit Reynier à Kobrin, lui enleva une brigade, et le força à se replier sur Slonim. Napoléon donna l'ordre à Schwarzemberg de se réunir à Reynier, de marcher sur Tormasof, et de le battre sans relâche. Mais les Russes allaient être bientôt renforcés par toute l'armée de Moldavie qui était en marche.

Cependant Barclay et Bagration, ayant réuni et refait leur armée, essayèrent de reprendre l'offensive ; ils attaquèrent nos avant-postes à Roudnia avec le projet de surprendre nos corps disséminés ; mais ils manœuvrèrent lentement et sans ensemble, et Napoléon crut le moment venu de lancer son coup de tonnerre. Il rassembla ses troupes avec la plus grande rapidité : Murat, Ney, Eugène et la garde se dirigèrent sur le Dniéper qu'ils passèrent au-dessus d'Orcha ; Davoust se porta sur Krasnoï en poussant à sa droite Junot, et en laissant Poniatowski en arrière ; enfin, pendant que Barclay cherchait l'armée française avec cent vingt mille hommes sur la route de Witepsk, elle se trouva rassemblée, sur la rive gauche du Dniéper, près de Smolensk qui allait être enlevée, menaçant de couper l'ennemi de la route de Moscou et de le rejeter sur Saint-Pétersbourg. « C'est le plus beau mouvement, dit Butturlin, que

Napoléon ait peut-être fait dans cette campagne. » Il manqua par le dévouement d'un corps de dix mille Russes laissé sur la rive gauche du Dniéper pour observer Davoust, et qui défendit les approches de Smolensk avec un acharnement héroïque : écrasé par quarante charges de cavalerie, il perdit la moitié de son monde, mais il arrêta la marche de l'armée française pendant quelques heures, donna le temps à Barclay de faire volte-face et de lui envoyer des renforts, et rétrograda dans Smolensk.

Napoléon arriva devant cette ville, située sur un plateau, à la rive gauche du Dniéper, et défendue par d'épaisses murailles et quelques ouvrages modernes. Ney essaya de l'enlever par un coup de main; mais elle avait maintenant quarante mille défenseurs, et toute l'armée russe était arrivée sur la rive droite. Barclay eut la pensée de livrer bataille; mais lorsqu'il vit les cent quarante mille Français qui se développaient devant lui, appuyés des deux côtés au fleuve, il ne songea plus à défendre la ville que pour protéger sa retraite; il envoya Bagration avec quarante mille hommes pour s'assurer de la route de Moscou, et avec quatre-vingt mille il garnit les faubourgs et les ouvrages de la place (17 août). Le lendemain les Français attaquèrent les faubourgs et les enlevèrent après une résistance acharnée. Une nouvelle bataille s'engagea aux portes; notre artillerie foudroyait les ponts; on allait livrer l'assaut, lorsque, la nuit étant venue, les Russes repassèrent sur la rive droite en mettant le feu à la ville. Les Français y pénétrèrent au milieu des ruines, de l'incendie, de douze mille morts ou mourants, épouvantés d'une victoire qui leur coûtait sept mille hommes, de l'acharnement des Russes et de cette guerre de destruction.

Barclay, pour ne pas défiler le long du fleuve sous notre canon, se retira par la route de Pétersbourg avec l'intention de revenir par des chemins de traverse sur celle de Moscou, que suivait Bagration. Ney passa le fleuve et fut arrêté sur la route de Moscou à Valoutina par une division qui couvrait les mouvements de Barclay; il l'attaqua, mais il trouva une résistance opiniâtre, et vit bientôt des forces supérieures accourir et se déployer devant lui (20 août). Il demanda des renforts : toute l'armée russe pouvait être enveloppée dans le désordre causé par la manœuvre de son général. Mais Napoléon crut que c'était une affaire d'arrière-garde : il envoya seulement la division Gudin, dont le brave commandant fut emporté en arrivant par un boulet; et il ordonna à Junot, qui était à deux lieues en avant des Russes sur la rive gauche, de passer le fleuve et de tomber sur leurs derrières. Junot n'obéit pas, et les efforts de Ney furent impuissants. Quand la nuit fut venue, les en-

nemis se retirèrent en laissant huit mille hommes sur le champ de bataille, mais ayant gagné leur ligne de retraite et réuni leurs deux armées.

La fortune échappait pour la troisième fois à l'Empereur; mais on était trop avancé pour reculer : il fallait marcher sur Moscou. Napoléon assura la route jusqu'à Wilna par des stations militaires et des relais de poste ; il ordonna de fortifier Witepsk et Smolensk, et d'en faire, comme de Wilna et de Minsk, de grands centres d'approvisionnements : il prescrivit à Victor de se porter à Smolensk pour y prendre le commandement de la Lithuanie, tenir la communication de Wilna à Moscou, surveiller et aider nos deux ailes. Les levées lithuaniennes commandées par Dombrowski devaient se tenir en observation sur la Bérézina; Augereau, avec cinquante mille hommes, se mit en marche pour remplacer Victor entre la Vistule et le Niémen; les cent cohortes de gardes nationales destinées à la garde des places du Rhin devaient être exercées pour passer le fleuve; enfin la conscription de 1813 fut appelée. « L'Europe, dit Jomini, semblait échelonner sa population virile vers le pôle. »

§ XII. Bataille de la Moscowa. — Barclay se retirait sur Moscou, incendiant toutes les villes, poussant toute la population devant lui, défendant chaque ravin, chaque ruisseau, mais décampant à la menace d'une bataille. Les Russes étaient indignés d'une retraite qu'ils regardaient comme une trahison; et Alexandre, «pour nationaliser la guerre, mit un nom russe à la tête de l'armée. » Le vieux maréchal Kutusof, qui venait de finir la guerre contre les Turcs, prit le commandement et résolut de livrer bataille en avant de Moscou : il s'arrêta sur la Kolocza, à Borodino, dans un terrain boisé et ravineux, où il mit toute son armée à l'œuvre pour construire des redoutes. Il avait cent trente mille hommes partagés en deux masses : Bagration, à gauche, défendait le village détruit de Semenofskoï, couvert par trois redans; Barclay, à droite, était en arrière d'une grande redoute bastionnée qui occupait le centre de la position, et il s'étendait le long de la Kolocza et sur les deux bords de la route de Moscou. L'armée française arriva devant ces positions et se prépara à la bataille tant désirée : elle comptait cent vingt mille hommes. Eugène prit position à gauche devant Borodino sur la Kolocza (7 sept.); au centre étaient Davoust et Ney, ayant en seconde ligne Murat et Junot, et en réserve la garde; Poniatowski, à droite, devait tourner les bois sur lesquels s'appuyait la gauche ennemi. Davoust et Ney commencèrent l'attaque sur les redoutes de Semenofskoï : « ils se jetèrent impétueusement dans les intervalles des ouvrages et les tournèrent à la gorge; les

soldats des deux corps entrèrent pêle-mêle dans les redoutes, sans même laisser aux Russes le temps de retirer leurs pièces. » Bagration accourut avec des renforts ; ses attaques désespérées n'eurent aucun succès ; il fut blessé à mort. Pendant ce temps Kutusof entassait ses troupes du côté d'Eugène, qui, après avoir enlevé Borodino, s'était emparé de la grande redoute : il parvint à l'en chasser, et alors il porta ses réserves au secours de sa gauche. Le combat se renouvela avec fureur ; mais l'acharnement des Russes échoua contre la froide intrépidité de nos bataillons ; les redans restèrent en notre pouvoir. Alors Kutusof ranima et concentra toutes ses troupes pour un dernier effort : on prévint son attaque en se jetant sur la grande redoute ; les cuirassiers de Caulaincourt y entrèrent par la gorge, et les fantassins de Lanabère en escaladant les parapets : la redoute fut prise, mais les deux généraux y furent tués. Il était temps : les masses ennemies se précipitaient une troisième fois sur Semenofskoï. Le choc fut effroyable, tout se croisa, se mêla, s'écrasa au milieu des détonations de huit cents pièces de canon ; enfin Davoust et Ney enfoncèrent la gauche des Russes, qui se retirèrent sur la Moskowa en laissant sur le champ de bataille cinquante mille hommes, dont quinze mille tués, trente mille blessés, trois ou quatre mille prisonniers. On pouvait, en faisant donner la garde, les déposter de cette dernière position, et achever leur défaite : Napoléon se contenta d'une demi-victoire. Dans cette bataille, si terrible par les masses qui furent mises en mouvement, il avait montré une circonspection qui parut étrange ; mais il ne voulait pas s'exposer à un revers avec une armée formée de vingt nations diverses à cinq cents lieues de Paris, devant un ennemi pour qui la guerre était nationale. On s'attendait d'ailleurs à livrer une seconde bataille sous les murs de Moscou ; mais Kutusof avait des ordres secrets : il évacua cette ville, qui fut abandonnée par la moitié de ses habitants, et il se retira sur la route de Kolomna : « La cession de la capitale, disait-il à ses soldats consternés, est un piége où la ruine de l'ennemi est infaillible. »

§ XIII. Entrée des Français a Moscou. — Affaires d'Espagne. — Plan de campagne des Russes. — L'armée française, des hauteurs qui dominent Moscou, fut transportée de joie en voyant cette immense ville de deux cent mille habitants, moitié européenne, moitié asiatique, pleine de palais et de jardins, où brillaient les clochers dorés de deux cents églises : elle y entra en chantant la *Marseillaise* et en poussant devant elle les derniers bataillons russes (15 sept.). Napoléon alla prendre séjour au Kremlin, citadelle et palais des czars, joyeux de sa conquête, pensant déjà à

la paix ou à des quartiers d'hiver. Mais le lendemain des incendies éclatèrent partout, et la ville, presque entièrement bâtie en bois, ne fut bientôt qu'un océan de flammes. Les habitants s'enfuirent dans les environs, où la plupart périrent de misère. Nos soldats essayèrent vainement d'arrêter le désastre : ils ne purent qu'arracher aux flammes des vivres et des richesses; pendant cinq jours, cette grande capitale fut le théâtre de la dévastation : il n'y resta debout que les églises et un dixième des maisons. On arrêta la plupart des incendiaires, forçats déchaînés, qui avouèrent les ordres qu'ils avaient reçus du gouverneur Rostopchin, instrument de l'aristocratie russe, sauvage stupide, disait Napoléon, qui croyait faire le Romain.

Cette catastrophe changeait entièrement la face des affaires : l'Empereur en fut stupéfait; il sentait son génie impuissant contre tant de barbarie. « Voilà donc, dit-il, comme ils font la guerre ! La civilisation de Saint-Pétersbourg nous a trompés : ce sont toujours des Scythes ! » Il pensa d'abord, puisque la retraite de Kutusof nous laissait tout le nord libre, à marcher sur Pétersbourg, en se ralliant à Oudinot et à Macdonald; tous ses généraux le dissuadèrent d'une telle entreprise, et l'engagèrent à séjourner à Moscou, où il restait encore de grandes ressources, et à y négocier. Il céda en disant : « Ceux qui ont brûlé Moscou ne sont pas gens à demander la paix. » Il écrivit à Alexandre, et ne s'occupa plus, pendant un mois, qu'à laisser reposer son armée et à se préparer à la retraite. Il mit un peu d'ordre dans la ville, y rappela une partie des habitants, utilisa toutes les munitions et les vivres qu'on put ramasser. Du palais du Kremlin, il gouvernait son empire, recevait chaque jour le travail de ses ministres, s'occupait des affaires étrangères; il demandait des renforts à son beau-père; il portait une vive attention à la guerre commencée entre les États-Unis et l'Angleterre pour les principes de liberté maritime qu'il avait tant défendus; guerre qui aurait donné la paix au monde si elle eût été entreprise deux ans plus tôt; enfin il s'alarmait des affaires d'Espagne, qui prenaient une tournure désastreuse.

Après la prise du pont d'Almaraz, Wellington, avec cinquante mille hommes, marcha sur Salamanque et s'en empara. Marmont se replia sur le Douro, y reçut des renforts qui portèrent son armée à trente mille hommes, et reprit l'offensive. Les Anglais reculèrent et s'établirent sur les hauteurs des Arapiles, près de Salamanque; une bataille s'engagea; Marmont fut blessé dès le premier choc; son armée fut battue (1812, 22 juill.). Clausel, qui commandait l'aile droite, effectua la retraite et fut obligé de se replier jusqu'à

Burgos. Wellington marcha sur Madrid et y entra sans obstacle : Joseph s'était retiré sur Valence. A cette nouvelle, Soult fut forcé d'abandonner le blocus de Cadix, où il avait fait des travaux énormes, et l'Andalousie, où il régnait en souverain ; il se replia dans le royaume de Valence, et fit sa jonction avec Joseph ; puis il marcha sur Madrid et en chassa les Anglais. Wellington s'était porté sur Burgos; mais il fut arrêté devant le château par le général Dubreton, qui pendant trente-cinq jours, et malgré cinq assauts, résista à toute l'armée anglaise et la força à la retraite. Souham, ayant réorganisé l'armée battue à Salamanque, poursuivit les alliés jusqu'à Tordesillas, et fit sa jonction avec Soult (22 oct.). Une bataille allait s'engager devant Salamanque, lorsque Wellington décampa en sacrifiant son arrière-garde, et rentra dans le Portugal. Malgré ce retour de fortune, la bataille de Salamanque n'en porta pas moins un coup fatal à la cause française : les Cortès rompirent les négociations entamées avec Joseph, et elles firent alliance avec l'empereur de Russie, qui reconnut la constitution espagnole.

Alexandre ne daigna pas « répondre à l'ouverture de paix du prince qui avait reçu son billet crayonné sur un chiffon aux champs d'Austerlitz; » il blâma même Kutusof d'avoir consenti à des pourparlers : « Ma résolution est inébranlable, lui dit-il ; aucune proposition de l'ennemi ne pourra m'engager à terminer la guerre. » D'ailleurs l'autocrate ne s'appartenait pas à lui-même : il était dominé par le parti qui avait tué son père et qui venait de brûler Moscou. D'après le plan formé par le cabinet russe, Kutusof, profitant du désordre où l'incendie avait mis les Français, s'était porté, à leur insu et sans être inquiété, de la route de Kolomna, en suivant la Pakhra, sur la route de Kalouga, c'est-à-dire qu'il était passé du sud-est au sud-ouest de Moscou, et qu'il menaçait nos communications avec Mojaïsk (27 sept.). Mais il fut repoussé à Winkowo par Murat, qui, après dix jours de la plus étrange inaction, reçut l'ordre de battre toutes les routes; et il s'arrêta à Taroutino, où son armée, appuyée sur les provinces du midi, abondait en toutes choses et recevait des renforts continuels. En même temps les Russes, attaqués au cœur de leur empire, n'y concentraient pas toute leur résistance : ils persistaient à multiplier leurs efforts sur les extrémités.

Schwartzemberg avait rallié Reynier et battu Tormasof à Gorodeczna (12 août); mais il laissa les Russes se retirer paisiblement sur le Styr, et donna le temps aux quarante mille hommes de l'armée de Moldavie, commandés par Tchichagof, de venir les joindre (18 sept.).

D'un autre côté, Oudinot après une longue inaction, ayant rallié Saint-Cyr, avait repris l'offensive; mais il fut battu devant Polotska, blessé dans le combat (18 août). Il laissa le commandement à Saint-Cyr, qui, le lendemain, défit les Russes et assura sa position sur la Dwina. Mais alors des renforts de Saint-Pétersbourg arrivèrent à Wittgenstein, et le corps d'observation de la Finlande, fort de douze mille hommes, débarqua à Riga pour se joindre à lui (4 sept.).

Les Russes, se trouvant en force aux deux extrémités de leur ligne d'opérations et ayant porté leur grande armée à cent soixante-dix mille hommes, résolurent de reprendre les hostilités devant Moscou, en même temps que Tchichagof et Wittgenstein, avec cent mille hommes, chercheraient à se joindre sur la route de Smolensk pour couper la retraite aux Français. Kutusof donna le signal de ce plan de campagne en surprenant Murat, qui fut battu à Winkowo (18 oct.).

§ XIV. Retraite des Français. — Batailles de Malo-Jaroslawetz et de Viazma. — Il n'y avait plus de temps à perdre: Napoléon s'était préparé à la retraite en employant toutes les ressources trouvées à Moscou, en ralliant tous les traîneurs, en faisant disposer des masses d'approvisionnements à Smolensk, à Witepsk, à Minsk, à Wilna. Son plan était de revenir à Smolensk par la route de Kalouga, qui traversait un pays abondant et bien peuplé : il comptait y arriver avant les froids. Le 13 octobre, la première neige étant tombée, il fit sortir tous les hôpitaux et les convois, et poussa Eugène avec l'avant-garde sur Borowska, pour gagner Kalouga avant que Kutusof fût instruit de sa marche. Quatre-vingt mille combattants sortirent de Moscou du 14 au 19 octobre : l'infanterie était bien refaite et rompue aux fatigues; mais la cavalerie était en mauvais état et ne comptait que douze mille chevaux; l'artillerie, forte de six cents canons et de deux mille caissons, manquait d'attelages; enfin l'armée était embarrassée d'une multitude de chariots et d'équipages chargés de vivres, d'habits et de butin, qui occupaient quarante mille chevaux et qui traînaient des habitants de Moscou, des employés, des femmes, des malades, etc., le tout estimé à cinquante mille non-combattants. On laissa à Moscou une arrière-garte commandée par Mortier, qui fit sauter le Kremlin.

Kutusof n'apprit que le 20 octobre la retraite des Français. Mais les empêchements de l'armée étaient si grands, qu'Eugène n'arriva à Malo-Jaroslawetz que le 25; alors il trouva toute l'armée russe qui barrait la route de Kalouga. Assailli par des forces quadruples, il résista avec tant d'acharnement, que la ville fut prise

et reprise sept fois, et qu'enfin il força l'ennemi à la retraite; mais la route de Kalouga n'en restait pas moins fermée. Il fallait donc ou livrer une seconde bataille avec toute l'armée, ou bien se jeter à droite sur la route de Mojaïsk, celle qu'on avait suivie dans la marche en avant et qui était entièrement dévastée : Napoléon, contre son opinion et de l'avis de tous les généraux, se décida pour le dernier parti, et l'on se dirigea sur Mojaïsk au moment même où Kutusof, redoutant une seconde bataille, décampait à la hâte pour reprendre la route de Taroutino (26 oct.). Ce fut là la cause principale des désastres de la retraite.

L'armée française atteignit son ancienne route à Borodino, et trouva le champ de bataille du 7 septembre encore couvert de cadavres. Elle se partagea en quatre corps qui se suivaient à demi-journée de distance, la retraite ne pouvant se faire que sur une seule route; et l'on prêtait ainsi le flanc à l'armée ennemie, qui devait, en se jetant sur la route parallèle, nous épuiser par des attaques continuelles. Napoléon et la garde marchaient en avant, ensuite Ney et Eugène, enfin Davoust; chaque colonne avait une queue de plusieurs lieues. Kutusof lança à notre poursuite vingt-cinq mille hommes d'infanterie avec tous ses Cosaques; cavalerie sauvage et infatigable, qui tournait bride à la moindre résistance, mais qui tuait ou pillait tout ce qui restait isolé; lui-même se jeta sur la route de Medyn, pour nous prévenir à Wiazma. Napoléon y arriva avant lui : aussitôt il s'occupa de faire avancer des renforts à Smolensk (31 oct.); mais alors il reçut des nouvelles si fâcheuses de ses deux ailes, qu'il précipita sa marche sur cette ville, en laissant Ney en arrière pour attendre Eugène et Davoust. Ceux-ci trouvèrent en effet la route coupée par quarante mille Russes (3 nov.), ils leur passèrent sur le ventre et continuèrent leur marche. Ney releva Davoust et forma l'arrière-garde. Les vivres s'épuisaient; le froid commençait; les bivouacs étaient terribles pour des hommes mal vêtus et mal nourris, et chaque matin l'on trouvait des centaines de morts; le désordre s'était mis dans tous les corps; les soldats jetaient leurs armes; on abandonnait les canons faute d'attelages; les chemins se perdaient sous la neige; des torrents, qu'on avait à peine aperçus dans la marche en avant, étaient devenus des bourbiers d'où l'on ne se tirait qu'en sacrifiant les voitures, les munitions, l'artillerie. Enfin l'on arriva à Smolensk (12 nov.).

§ XV. Opérations des deux ailes. — Bataille de Krasnoï. — Napoléon, en s'avançant sur Moscou, avait pris d'innombrables mesures de prudence : il laissait en arrière deux cent mille hommes,

des magasins immenses, des villes fortifiées; mais sa prévoyance fut déjouée par la négligence des administrateurs et les fautes des généraux. Il espérait s'arrêter à Smolensk, où il devait trouver des approvisionnements en tout genre, l'armée de Victor pour rétablir la sienne, l'appui de Saint-Cyr qui aurait rejeté les Russes sur la route de Pétersbourg, la coopération de Schwartzemberg qui se serait adossé à Minsk pour contenir Tchichagof. Mais les vivres avaient été dissipés par les troupes de passage, et l'armée en retraite dévora en un jour le reste des magasins; l'armée de Victor n'était plus à Smolensk, Saint-Cyr avait abandonné la Dwina, et Schwartzemberg la route de Minsk.

Saint-Cyr, dont l'armée était ruinée par les maladies pendant que son adversaire recevait des renforts, au lieu de marcher sur Pétersbourg fut contraint de se tenir sur la défensive : attaqué par Wittgenstein, il le repoussa; mais le lendemain, ayant appris que le corps de Finlande s'était placé entre lui et Macdonald pour le prendre à revers, il ordonna la retraite et évacua Polotzk après un violent combat (19 oct.); puis il se tourna contre le corps de Finlande, le battit, et s'arrêta à Lepel, pour s'appuyer sur Victor et la haute Bérésina. La ligne de la Dwina était perdue, Smolensk menacée par-derrière ainsi que la route de Minsk, toute la Lithuanie ouverte à Wittgenstein, et Macdonald rejeté hors du cercle de nos opérations. Victor quitta Smolensk pour réparer ce grave échec : il se réunit à l'armée de Saint-Cyr, dont Oudinot reprit le commandement, et s'étendit de Glubokoï à Senno. L'ennemi déboucha sur Lepel, battit Oudinot et menaça la route de Moscou. Victor reçut l'ordre de l'Empereur de reprendre l'offensive à tout prix.

De l'autre côté, Schwartzemberg s'effraya des forces supérieures de Tchichagof, qui pourtant ne s'avançait qu'en tâtonnant et sans but déterminé; mais au lieu de reculer sur Minsk, et malgré les ordres de Napoléon, qui lui disait sans cesse : « Faites en sorte que les ennemis que vous avez devant vous ne viennent pas sur moi, » il repassa le Bug, se basa sur Varsovie, et renonça ainsi à coopérer avec la grande armée. Cette retraite excentrique était si étrange, qu'elle a été regardée comme le premier acte de la défection des Autrichiens : en effet, elle permit à Tchichagof de laisser sur le Bug vingt-cinq mille hommes commandés par Sacken, et de marcher avec trente mille sur Minsk. La coopération du cabinet de Vienne était si équivoque, qu'il avait fait reconnaître par Alexandre la neutralité de la Gallicie, d'après le principe que « l'Autriche, quoique auxiliaire des Français, n'était pas l'ennemie des Russes[1]. »

[1] Butturlin, t. I, p. 128.

Le danger était immense : Kutusof occupait déjà les routes de Roslaw et de Mitislaw, et il menaçait Orcha et Borisow ; Wittgenstein et Tchichagof attaquaient, le premier Witepsk, le second Minsk, et tous deux s'avançaient sur la Béréşina, pour s'y réunir et nous fermer le passage. Napoléon se hâta de sortir de Smolensk. On forma, avec les soldats qui avaient conservé leur force morale et quelque discipline, une armée de cinquante mille hommes partagée en quatre corps ; mais chacun de ces corps était accompagné d'une multitude de voitures qui encombraient les ponts et les passages, et de douze à quinze mille individus de tout rang, de toute condition, de toutes armes, blessés, malades, traîneurs, dévorant les vivres, occupant tous les abris, jetant partout la confusion. On en fit écouler en avant de l'armée une grande partie ; mais le nombre grossissait sans cesse par les désastres de la retraite. Des officiers aussi habiles qu'intrépides marchèrent en avant avec des sapeurs, des pontonniers, des marins de la garde, soldats héroïques qui se dévouèrent au salut de l'armée pour sauver les ponts, éclairer les défilés, ouvrir la route. On détruisit les fortifications de Smolensk avec les munitions qu'on abandonnait (14 nov.) ; et les quatre corps commandés par Napoléon, Eugène, Davoust, Ney, se mirent en marche à une journée de distance. Mais alors le froid descendit à dix-huit degrés ; les vivres étaient épuisés ; la route devint presque impraticable. Le vertige saisit les malheureux accablés de tant de souffrances : les uns se tuaient, les autres se livraient aux Cosaques ; d'autres ne voulaient pas quitter le misérable foyer qu'ils avaient rencontré, et y trouvaient la mort. « Les chevaux de cavalerie, d'artillerie, de train, dit le vingt-neuvième bulletin, périssaient toutes les nuits, non par centaines, mais par milliers ; plus de trente mille chevaux périrent en peu de jours. Notre cavalerie se trouva toute à pied ; notre artillerie et nos transports se trouvèrent sans attelage. Il fallut abandonner et détruire une bonne partie de nos pièces et de nos munitions. L'ennemi, qui voyait sur les chemins les traces de cette affreuse calamité qui frappait l'armée française, chercha à en profiter : il enveloppait toutes les colonnes par ses Cosaques, qui enlevaient, comme les Arabes dans les déserts, les trains et les voitures qui s'écartaient. »

Napoléon arriva à Krasnoï en balayant des avant-gardes ennemies (16 nov.) : et comme on annonçait l'approche de Kutusof sur notre gauche, il s'arrêta pour recueillir les trois autres corps ; mais derrière lui vingt-cinq mille Russes avaient déjà fermé la route. Eugène, avec six mille soldats, suivis de douze mille traîneurs, essaya de percer ; et après un violent combat il se jeta entre

la route et le Dniéper, et échappa à l'ennemi. Napoléon revint sur ses pas pour dégager au moins Davoust; mais toute l'armée russe était arrivée. Il se mit à la tête de sa garde, colonne immortelle réduite à dix mille hommes, mais qui avait conservé toute sa fermeté, s'enfonça au milieu de soixante mille ennemis, et dégagea Davoust. Mais alors, ayant appris que le gros des forces russes se portait sur Liady pour lui fermer le retour, il se retira, plein de douleur de laisser Ney, et arriva à Orcha. Ney heurta avec sa faible troupe de six mille combattants et de six mille traîneurs contre l'armée russe (19 nov.); il parvint trois fois à la percer, et trois fois il vit se refermer cette muraille de fer. On le somma de se rendre : il refusa avec indignation; alors, abandonnant ses traîneurs, il se jeta à travers champs avec trois mille hommes, les seuls valides qui lui restassent, dispersa des nuées de Cosaques, passa le Dniéper sur la glace, et arriva à Orcha, où l'armée l'accueillit avec des acclamations. Les Russes ramassèrent, de Smolensk à Krasnoï, vingt-six mille traîneurs ou blessés, deux cent vingt-huit canons, et cinq mille voitures.

§ XVI. Passage de la Bérésina. — Départ de l'Empereur. — Passage du Niémen. — On comptait, pour se rétablir et s'arrêter, sur Witepsk et Minsk : ces deux places étaient prises. Victor avait vainement marché en avant; après quatre combats acharnés à Smoliani, il recula sur Czereia; Witepsk fut prise (7 nov.). Quant à Schwartzemberg, il se reporta des bords du Bug sur Slonim; puis il s'arrêta tout à coup, et laissa Tchichagof maître de pénétrer jusqu'à la Bérésina, en repliant devant lui la division lithuanienne de Dombrowski : Minsk fut prise (13 nov.). Napoléon écrivit à Victor (19 nov.) : « Le temps de jouer à la manœuvre est passé; votre armée est notre unique ressource : maintenant elle doit fournir au plus pressé, à l'avant-garde comme à l'arrière-garde, devant nous pour nous ouvrir le chemin, derrière nous pour le fermer. » Et il lui ordonna de diriger Oudinot sur Borisow pour s'assurer du pont de la Bérésina, joindre Dombrowski, et chercher à reprendre Minsk; de contenir lui-même les Russes sur l'Oula pour garder la route de Wilna et couvrir le mouvement d'Oudinot. Les deux corps de Victor et d'Oudinot, de soixante-cinq mille hommes qu'ils comptaient au commencement de la campagne, étaient réduits à vingt ou vingt-cinq mille. En effet, Victor se maintint sur notre droite, et Oudinot marcha sur Borisow; mais, en arrivant à Bobr, Napoléon apprit que Dombrowski, cédant à des forces supérieures, avait évacué Borisow (21 nov.), et que Tchichagof en était maître. C'était un coup terrible : on se trouvait resserré dans un

espace de quinze lieues entre les trois armées ennemies, qui allaient se réunir sur la route que nous suivions. Cependant Kutusof, ayant perdu trois jours à Krasnoï, était encore éloigné; Wittgenstein pouvait être contenu par Victor : il fut résolu de marcher droit à Tchichagof et de lui enlever Borisow (22 nov.). Oudinot le rencontra marchant tranquillement vers Wittgenstein, sans se douter du voisinage de la grande armée; il le culbuta et reprit Borisow; mais l'ennemi, en se sauvant, brûla le pont. Tout semblait perdu : l'armée française, enveloppée par cent vingt mille Russes, ayant devant soi une rivière sans pont, dégelée et charriant des glaçons, ne comptait pas, y compris les corps de Victor et d'Oudinot, plus de quarante mille combattants, encore étaient-ils transis de froid et de douleur. Un tiers d'entre eux étaient des Polonais, héroïques soldats qu'on trouvait partout servant de guide et de soutien à leurs frères de France. Dans cette situation, la plus périlleuse où il se soit jamais trouvé, Napoléon ne fut pas au-dessous de lui-même; il osa mesurer le danger de l'œil du génie [1], et, avec son calme et son activité ordinaires, il fit tout pour y échapper (23 nov.). Il envoya de Bobr le général Éblé avec des sapeurs et des pontonniers pour construire deux ponts à Studzianka, village situé à trois lieues en amont de Borisow, où le hasard venait de faire reconnaître un gué; il ordonna à Victor de se jeter vigoureusement à la traverse de Wittgenstein, en avant de Studzianka; enfin il fit faire en aval de Borisow des démonstrations qui persuadèrent à Tchichagof que nous marchions sur Minsk.

L'armée arriva à Borisow, et fit demi-tour à droite pour remonter la rivière jusqu'à Studzianka (25 nov.). Déjà quelques escadrons, portant en croupe des tirailleurs, avaient passé à gué, et la division Dombroski sur des radeaux. Ces troupes protégèrent la construction des ponts, qui éprouvait mille obstacles : on manquait d'outils; on ne trouva des poutres qu'en démolissant le village; la rivière était fangeuse et avait deux cent cinquante toises de large avec les marais qui la bordent; les travailleurs périrent presque tous dans les glaces. Dès que le petit pont destiné à l'infanterie fut construit, Oudinot traversa, s'empara du chemin de Zembin, et se plaça la droite à la rivière pour faire face à Tchichagof (26 nov.); Ney passa avec six mille hommes pour le soutenir. Napoléon gardait Studzianka avec la garde, attendant l'arrivée de Victor qui était encore à Borisow, et surtout celle d'Eugène et de Davoust, que Victor avait devancés; il s'efforçait de faire passer la multitude des traîneurs qui, contents

[1] Butturlin, t. II, p. 362.

d'avoir quelque abri dans Studzianka et frappés de démence, résistaient aux prières comme aux menaces, et ne sentaient plus le danger. Quand les trois corps furent arrivés, que Victor se fut mis en position sur les hauteurs de Studzianza, Napoléon passa avec la garde; Eugène et Davoust le suivirent, mais lentement, à cause des nombreux accidents qui rompaient les ponts. Cependant Wittgenstein était arrivé à Borisow : il y avait enveloppé et fait prisonnière la division Partonneaux, que Victor y avait laissée pour favoriser l'arrivée d'Eugène et de Davoust. De son côté, Tchichagof avait rétabli le pont de Borisow et fait sa jonction avec Wittgenstein. Alors les deux généraux, en l'absence de Kutusof, dont l'avant-garde seule était arrivée, résolurent d'enfermer les Français à Studzianka par les deux rives de la Bérésina. Tchichagof remonta la rive droite, Wittgenstein la rive gauche, et une double bataille s'engagea : le premier fut arrêté par Ney et Oudinot avec seize mille hommes, pendant que Napoléon, Davoust et Eugène marchaient sur Zembin; après un combat acharné, où nos malheureux débris se couvrirent d'une nouvelle gloire, il fut rejeté, avec de grandes pertes, sur Borisow. De son côté, Wittgenstein fut arrêté sur les hauteurs de Studzienka par Victor, qui avait dix mille hommes, et qui répara ses fautes par le plus noble dévouement; ce ne fut qu'après un jour et une nuit de combats qu'il parvint à déloger les Français des hauteurs. Alors la multitude des traîneurs se précipita sur le pont, où pleuvaient les boulets russes. Ce fut un horrible spectacle : charrettes, caissons, fourgons, blessés, malades, femmes, traîneurs, tout s'entassa, s'écrasa, tomba dans la rivière, fut mutilé par le feu ennemi. Victor tint jusqu'à la dernière extrémité; mais à la fin, réduit à cinq mille hommes et acculé à la rivière, il se fit un horrible chemin au milieu de la foule, et brûla les ponts (29 nov.). Il restait encore sur la rive gauche douze à quinze mille traîneurs.

Pendant ce temps Napoléon marchait par Zembin sur Wilna; il était à pied au milieu de ses vieux soldats de la garde, le cœur navré de douleur, voyant à chaque pas tomber quelques-uns de ces glorieux débris. Arrivé à Smorgoni, il résolut de partir pour Paris : l'armée était détruite; son premier devoir n'était pas d'assister à son agonie, il lui fallait songer à la France et à l'Europe. D'ailleurs les Russes avaient tant souffert, qu'ils ne nous suivaient plus que mollement; il n'y avait que les Cosaques qui s'attachaient à nos pas comme des oiseaux de mort; on allait trouver à Wilna le corps d'Augereau, des vivres pour quatre mois, des habits pour cinquante mille hommes, un arsenal complet, et en arrière

les immenses ressources de Kœnigsberg et de Dantzig : il semblait facile de prendre des quartiers d'hiver. Napoléon, ayant exposé ses raisons à ses généraux, laissa le commandement et les ordres les plus minutieux à Murat, et partit en secret pour Paris (5 déc.).

Le départ de l'Empereur, l'incapacité de Murat, le froid qui descendit à trente degrés achevèrent la ruine de l'armée ; il n'y eut plus d'opérations militaires, plus de discipline, plus de drapeaux, plus de liens sociaux : chacun ne songea qu'à sauver sa vie ; on jeta les armes ; on se rua en cohue sur la route, où en trois jours vingt mille hommes périrent de froid et de faim. Le reste, qui se montait encore à cinquante mille, se précipita dans Wilna comme une troupe de sauvages affamés, dévora les magasins, et se jeta dans les maisons (8 déc.). Murat désespéra de remettre un peu d'ordre dans cette foule de malheureux. Le corps d'Augereau, dernière espérance de l'armée, avait lui-même tant souffert du froid, que la division Loison venait de perdre huit mille hommes en trois jours. A peine était-on dans la ville, que le canon de l'ennemi se fit entendre : c'étaient les trois armées russes qui arrivaient, Wittgenstein par la rive droite de la Wilia, Tchichagof par Smorgoni, Kutusof par Minsk. Aussitôt tout s'enfuit à la débandade sur la route de Kowno. La confusion fut alors à son comble : Ney, qui avait conservé seul son énergie, se mit à la tête de quatre mille hommes de la division Loison, et donna le temps à la foule de s'écouler ; mais quinze mille malades ou mourants restèrent dans la ville et y furent presque tous massacrés. La troupe des fuyards, à deux lieues de Wilna, alla se heurter à la montée de Ponary, qui semblait une muraille de verglas ; aucune voiture ne put la franchir ; quatre mille furent abandonnées ; enfin vingt à trente mille malheureux, dont six mille à peine pouvaient tenir un fusil, arrivèrent à Kowno, traversèrent le Niémen, et se jetèrent sur la route de Kœnigsberg (30 déc.). Ce fut encore Ney qui protégea leur fuite : un fusil à la main, avec une centaine de braves, il défendit le pont, et sortit le dernier du fatal territoire où restaient morts ou prisonniers trois cent trente mille hommes des quatre cent cinquante mille qui avaient passé le Niémen !

§ XVII. Retraite des Français sur la Vistule, l'Oder et l'Elbe. — L'ennemi s'arrêta : Kutusof, qui était réduit de cent soixante-dix mille hommes à quarante mille, resta cantonné derrière la Wilia pour s'y rétablir ; Tchichagof et les Cosaques se mirent à la suite des Français sur Kœnigsberg ; Wittgenstein se porta à Gumbinen pour couper Macdonald, qui s'était mis en retraite et avait derrière lui la garnison de Riga (18 nov.) ; enfin

Sacken dut reprendre l'offensive contre Schwarzemberg, qui, en apprenant le désastre de la Bérésina, s'était replié sur Bialistok. La campagne des Russes était réellement terminée : les forces qu'ils pouvaient mettre à la poursuite des débris français ne s'élevaient pas à cent mille hommes; alors commença une série de défections, de perfidies, de trahisons qui devait achever la ruine de la France.

Le général York commandait les vingt mille Prussiens qui formaient l'arrière-garde et presque toute la force du corps de Macdonald. Arrivé à Taurogen, il conclut, avec le corps russe qui le poursuivait, un arrangement par lequel il entra dans ses rangs (30 déc.). Macdonald, avec cinq à six mille Français, eut à peine le temps de repasser le Niémen. Alors Murat quitta à la hâte Kœnigsberg, Elbing, Mariemberg : nos soldats se culbutèrent en désordre sur la Vistule, et les Russes profitèrent des immenses ressources que nous abandonnions. Le roi de Prusse protesta contre la défection de son général, et ordonna la levée d'un nouveau contingent, en déclarant qu'il persistait dans l'alliance française; mais en même temps il s'en alla à Breslau à la rencontre des Russes, et appela aux armes toute la population virile de ses états. C'était, en réalité, donner à la Prusse le signal de l'insurrection contre les Français : aussi l'agitation fut-elle si grande, que Murat, perdant la tête, laissa vingt mille hommes dans les places de la Vistule, et précipita sa retraite jusqu'à Posen. Là il abandonna le commandement au prince Eugène, pour aller sauver, disait-il, son royaume de Naples (1813, 16 janv.). Les Français se jetèrent derrière l'Oder; Macdonald laissa dans Dantzig les débris de plusieurs corps, qui formèrent une armée de trente mille hommes de toutes nations et de toutes armes. Les Russes franchirent la Vistule (18 janv.).

Eugène prit d'une main ferme le commandement de l'armée, réduite à dix-sept mille hommes : il déploya la plus grande activité, tira de ses derrières des armes, des chevaux, des munitions, approvisionna les places de l'Oder, pressa les renforts qui commençaient à arriver sur l'Elbe, et parvint à tenir les Russes en respect. Mais deux nouvelles défections rendirent ses efforts inutiles. Le corps de Bulow, que le roi de Prusse rassemblait vers Stettin pour remplacer celui d'York, traita avec Wittgenstein, et livra le passage de l'Oder. D'un autre côté, Schwartzemberg abandonna Varsovie, se retira dans la Gallicie et fit une trêve avec les Russes (22 janv.) pendant que Reynier et les Saxons se retiraient sur Kalisch. « L'Autriche semblait nous faire grâce, écrivait notre am-

bassadeur à Vienne, en hésitant à se déclarer contre nous. » Alors Eugène, débordé sur ses deux flancs, quitta Posen (12 fév.), laissa des garnisons dans Stettin, Custrin et Glogau, et arriva à Berlin. Il trouva le général Grenier avec dix-huit mille hommes venus d'Italie. Mais déjà les Cosaques se montraient devant cette ville, et la Prusse était dans la plus grande agitation. Alors Eugène évacua Berlin (6 mars), laissa garnison à Spandau, et arriva sur l'Elbe. Il y trouva les noyaux de trois corps d'armée commandés par Lauriston, Victor et Macdonald, outre celui de Reynier qui avait marché de Kalisch par Glogau à Dresde; ses forces s'élevaient à quarante mille hommes. Il s'arrêta, le centre à Leipzig, la gauche à Magdebourg, la droite à Dresde, et attendit des renforts. La retraite était terminée (9 mars).

CHAPITRE V.

Campagnes de 1813 et 1814. — Abdication de Napoléon. — Traité de Paris et Charte de 1814. — Du 10 décembre 1812 au 24 juin 1814.

§ I. Napoléon a Paris. — Conspiration de Mallet. — Apprêts de guerre. — Napoléon arriva à Paris vingt-quatre heures après que son vingt-neuvième bulletin y eut répandu la consternation (1812, 10 déc.). Il se mit au travail avec une activité, une vigueur d'esprit, une force de pensée qui semblaient plus grandes que jamais; et il annonça « que, dans le courant de février, une réserve de trois cent mille hommes viendrait se réunir à la grande armée, et que la campagne prochaine s'ouvrirait avec des forces doubles de celles qui avaient combattu la campagne dernière. » Le Sénat lui accorda cent mille hommes de garde nationale, cent mille hommes pris sur les conscriptions de 1809 à 1812, et cent cinquante mille hommes de la conscription de 1814. Le Corps législatif fut convoqué pour régler les finances (1813, 14 fév.); et il pourvut au déficit des deux années précédentes et aux besoins extraordinaires de l'année actuelle en décrétant la vente des biens-fonds appartenant aux communes, et dont la valeur était de 370 millions. Les communes reçurent en échange des inscriptions de rente sur le grand-livre.

Ces sacrifices furent faits avec résignation et sans mumure; la campagne de Russie n'avait pas affaibli la puissance de l'Empereur, quoique l'opinion publique fît peser sur lui toute la responsabilité de ce grand désastre, quoiqu'elle eût réprouvé vivement qu'il eût abandonné son armée : la machine administrative était

si parfaitement établie, qu'elle n'en avait éprouvé aucune perturbation; de toutes parts arrivaient des adresses pleines de dévouement, où les habitants de Rome et de Hambourg, comme ceux de Lyon et de Paris, déclarèrent à l'Empereur qu'ils étaient « résolus à tous les sacrifices pour qu'il achevât la grande œuvre qui lui avait été confiée par la Providence. » Cependant un événement étrange avait révélé la faiblesse du gouvernement impérial et démontré qu'il n'était que la dictature d'un grand homme. A l'époque où commençait la retraite de Moscou, un général républicain, Mallet, détenu pour complot politique, conçut le projet audacieux de renverser seul le gouvernement; tout son plan reposait sur ce mot : L'Empereur est mort (1812, 16 oct.)! Avec un faux sénatus-consulte, de fausses lettres de service, il se fit suivre par deux bataillons de la garnison de Paris, s'empara des postes du Trésor, de l'Hôtel-de-Ville, mit en prison le ministre de la police Savary, le préfet de police Pasquier, et les remplaça par deux aides-de-camp de Moreau. Il n'échoua qu'à l'état-major de la place, où il fallut employer la force contre le général Hullin, et il fut arrêté. Traduit devant une commission militaire, il fut condamné et fusillé avec treize autres personnes dont tout le crime était d'avoir trop facilement obéi à ce conspirateur audacieux.

Napoléon fut effrayé de ce coup de main : il y avait dans la plate attitude des fonctionnaires, la docilité machinale des troupes, l'indifférence des citoyens, la résignation de tout le monde, la plus terrible leçon pour le gouvernement, une désolante révélation de l'état secret de la France, et l'explication de la révolution de 1814. « Au premier mot de ma mort, dit-il, sur l'ordre d'un inconnu, des officiers mènent leurs régiments forcer les prisons, se saisir des premières autorités! Un concierge enferme les ministres sous les guichets! Un préfet de la capitale, à la voix de quelques soldats, se prête à faire arranger sa grande salle d'apparat pour je ne sais quelle assemblée de factieux, tandis que l'impératrice est là, le roi de Rome, mes ministres et tous les grands pouvoirs de l'état! Un homme est-il donc tout ici? les institutions, les serments, rien? »

Il chercha par tous les moyens à s'assurer la faveur populaire : il parcourut les faubourgs, visita les ateliers, s'entretint avec les ouvriers; il fut accueilli avec enthousiasme par le peuple, qui ne variait pas dans son admiration pour lui, et le regardait toujours comme le symbole de la grandeur de la France[1]; il fit continuer

[1] « Ma popularité est immense, incalculable, disait-il au Conseil d'état : car, quoi qu'on veuille dire, partout le peuple m'aime et m'estime; son gros bon sens

les travaux publics, et s'occupa d'améliorations intérieures ; il présenta au Corps législatif un magnifique exposé de la situation de l'empire, duquel il résultait qu'en douze ans un milliard avait été dépensé pour travaux publics[1]. Enfin il chercha à mettre un terme aux querelles religieuses qui avaient tourné tout le clergé contre lui et indisposé une grande partie de la population. Il alla à Fontainebleau, où le pape avait été transféré en 1812, et conclut avec lui un concordat sur les bases établies par le concile de Paris (1813, 25 janv.). Il fut convenu que Pie VII résiderait à Avignon ; et l'Empereur déclara qu'il n'avait traité avec lui que comme chef de l'Église, et sans rien préjuger sur les États Romains. Le pontife fut rendu à la liberté, et les cardinaux revinrent auprès de lui ; mais la papauté se trouva entièrement dans la dépendance du représentant de la révolution. Alors Pie VII, se repentit et envoya à l'Empereur une rétractation où il disait que sa conscience s'opposait à l'exécution de ce concordat, « signé inconsidérément et par fragilité humaine. » Le concordat était publié; Napoléon regarda cette rétractation comme non avenue : le pape resta à Fontainebleau, et l'opposition du clergé devint de plus en plus menaçante.

Pendant ce temps les apprêts de guerre continuaient : en trois mois six cents canons, deux mille caissons, soixante-dix compagnies de canonniers et six régiments d'artillerie avaient été envoyés sur l'Elbe ; les cadres de cent bataillons, quatre régiments de la garde et deux régiments de cavalerie avaient été tirés d'Espagne ; la gendarmerie fournissait trois mille officiers et sous-officiers pour reformer la cavalerie. L'Empereur obtint encore du Sénat quatre-vingt mille hommes de garde nationale, quatre-vingt-dix mille hommes de la conscription de 1814, destinés à la défense des frontières du midi ; enfin dix mille *gardes d'honneur*, sorte d'otages demandés aux familles nobles, qui devaient s'habiller, s'équiper et se monter à leurs frais. Deux cent mille hommes se dirigeaient sur l'Elbe, cent mille allaient les suivre ; la confédération du Rhin préparait ses contingents ; enfin l'on comptait que l'Autriche allait doubler son corps auxiliaire.

§ II. Apprêts de la coalition. — Alliance de la Prusse et

l'emporte sur la malveillance des salons et la métaphysique des niais. Il me suivrait en opposition de vous tous. C'est qu'il ne connaît que moi; c'est par moi qu'il jouit sans crainte de tout ce qu'il a acquis; c'est par moi qu'il voit ses frères, ses fils, indistinctement avancés, décorés, enrichis; c'est par moi qu'il voit ses bras facilement et toujours employés, ses sueurs accompagnées de quelques jouissances. » (Las-Cases, t. v, p. 345.)

[1] Palais impériaux 62 millions, fortifications 144, ports 117, routes 227, ponts 31, canaux et desséchements 123, travaux de Paris 102, édifices publics des départements 149.

DE LA RUSSIE. — DISPOSITIONS DE L'AUTRICHE. — La coalition faisait aussi ses apprêts pour la grande lutte qui semblait devoir être la dernière : l'Angleterre resserra son alliance avec la Russie ; elle fit un traité avec la Suède par lequel elle prit à sa solde trente mille hommes que devait commander Bernadotte ; elle jeta des proclamations en Allemagne, et soudoya les sociétés secrètes ; elle somma le roi de Prusse d'entrer dans la coalition, en le menaçant d'établir un gouvernement provisoire dans ses états ; elle sollicita l'Autriche de se venger de ses défaites, en lui offrant l'Italie, en lui assurant « que l'Allemagne était prête à se soulever contre la France, que la France était elle-même à la veille d'une grande révolution[1]. » Des résolutions de la Prusse et de l'Autriche dépendait le succès de la lutte.

La Prusse, pour gagner du temps, avait proposé une trêve entre la Russie et la France, et offert même sa médiation. Napoléon la rejeta. Alors Frédéric-Guillaume signa secrètement avec Alexandre (1813, 22 févr.) un traité d'alliance « pour rendre l'indépendance à l'Europe et rétablir la Prusse dans ses limites de 1806 : » la Russie mettait sur pied cent cinquante mille hommes, et la Prusse quatre-vingt mille ; elles ne devaient pas faire de paix séparée ; la Russie s'engageait à faire obtenir à la Prusse les subsides de l'Angleterre. La Prusse n'en continua pas moins à négocier avec la France sur les bases de l'alliance, et tout à coup elle lui déclara la guerre (17 mars). Deux jours après, Alexandre et Frédéric conclurent la convention de Breslau, par laquelle tous les princes allemands étaient appelés à concourir à l'affranchissement de la patrie, sous peine d'être privés de leurs états ; la confédération du Rhin fut déclarée dissoute ; un conseil fut créé pour administrer au profit des alliés les provinces conquises, et organiser la levée en masse dans les états de la confédération ; ordre fut donné à la *landsturm* de harceler l'ennemi, de tuer les soldats isolés, de détruire les vivres, etc. Alors éclata le grand mouvement de l'indépendance allemande, si habilement exploité par les souverains. Les Allemands n'avaient vu dans Napoléon que le conquérant, et dans ses actes que la guerre ; c'étaient eux qui avaient le plus souffert de la lutte entre la France et la vieille Europe, et ils n'en avaient tiré presque aucun profit : « Qu'ils me haïssent, disait l'Empereur, cela est assez simple ; on me força dix ans à me battre sur leurs cadavres ; ils n'ont pu connaître mes vraies dispositions. » Aussi crurent-ils, en prenant les armes contre la France, courir à la liberté ; leur mouvement fut tout révolution-

[1] Dépêches de l'ambassadeur de France à Vienne.

naire ; ils entraînèrent les cours et les cabinets, qui durent simuler les passions des étudiants de la Prusse et de la Westphalie. Rois, ministres, généraux se changèrent en démagogues, empruntèrent le style de 93, promirent des constitutions pour exciter les peuples contre le moderne Attila. « Peuples, soyez libres, disaient leurs proclamations, venez à nous ! Dieu est à nos côtés, et nous affrontons l'enfer et ses alliés ! toute distinction de rang, de naissance, de pays est bannie de nos légions ; nous sommes tous des hommes libres !... — Allemands, disait Wittgenstein, nous vous ouvrons les rangs prussiens : vous y trouverez le fils du laboureur à côté du fils du prince. Toute distinction de rang est effacée par ces grandes idées : le roi, la liberté, l'honneur et la patrie. — La liberté ou la mort ! s'écriait un autre. Allemands, à partir de 1812, nos arbres généalogiques ne comptent plus pour rien. Les exploits de nos aïeux sont effacés par l'avilissement de leurs descendants. La régénération de l'Allemagne peut seule produire de nouvelles familles nobles, et rendre leur éclat à celles qui le furent jadis. » Ainsi les armes révolutionnaires que Napoléon avait refusé d'employer contre les rois étaient employées par les rois contre lui, et il n'avait plus contre eux que les ressources régulières des anciennes monarchies.

Pendant que l'Autriche ordonnait à Schwartzemberg de rentrer dans la Gallicie, et signait avec les Russes une trêve qui devait être prolongée indéfiniment, elle déclarait à la France « qu'elle restait inébranlable dans son système ; que l'alliance était fondée sur les intérêts les plus naturels, les plus permanents, les plus essentiellement salutaires ; qu'elle devait être éternelle... Nous nous engageons, disait-elle, à n'agir que comme il conviendra à l'empereur Napoléon, à ne point faire un pas à son insu, et, si les Russes se refusent à la paix, à employer contre eux toutes les forces de la monarchie [1]. » En même temps François conseillait au roi de Prusse de « ne pas arrêter le noble élan qui l'avait porté à seconder les efforts de l'empereur de Russie pour le soutien de l'indépendance de l'Europe [2] ; » il adhérait secrètement à la convention de Breslau ; il intriguait auprès des rois de Danemarck, de Bavière, de Wurtemberg, de Westphalie et de Naples, « se montrant à eux comme un ami de Napoléon qui ne voulait rien que la paix, mais les engageant à ne pas faire des armements inutiles, qui rendraient l'Empereur moins traitable. » Jamais cabinet européen n'avait montré une duplicité plus honteuse ; mais il n'était pas encore prêt à la guerre, et, en faisant ses armements, il

[1] Lettres d'Otto, ambassadeur de France à Vienne. — [2] Schœll, t. VI, p. 61.

attendait l'issue des premières hostilités, ou pour faire acheter son alliance à Napoléon, ou pour achever sa ruine.

§ III. Campagne d'été de 1813. — Batailles de Lutzen et de Bautzen. — Armistice de Pleswitz. — Eugène était parvenu pendant quinze jours à garder l'Elbe contre cent cinquante mille hommes. A la fin, cette ligne fut rompue à ses deux extrémités par l'insurrection de Hambourg, qui se donna aux Russes (1813. 12 mars); par la prise de Dresde, qu'occupèrent les Prussiens (26 mars). Alors le vice-roi se retira sur la Saal; il arrêta encore l'ennemi pendant un mois par les manœuvres les plus habiles, et, ayant ainsi rempli dignement sa mission, il ne chercha plus qu'à faire sa jonction avec l'avant-garde de la grande armée (30 avril).

L'Empereur, après avoir confié la régence à Marie-Louise, avait quitté Paris et était arrivé à Erfurth avec toutes ses troupes, sauf la cavalerie, dont la formation n'était pas achevée. Son armée se montait à cent dix mille hommes sans les forces d'Eugène, et était partagée en quatre corps commandés par Ney, Marmont, Bertrand et Oudinot; la garde avait pour chefs Soult, Mortier et Bessières; l'artillerie comptait deux cents bouches à feu. De plus, Davoust, avec trente mille hommes, était chargé de balayer la Westphalie des Cosaques qui s'y étaient jetés, et de reprendre Hambourg. Napoléon se mit en marche pour se joindre à Eugène sur la Saal, et se dirigea sur Leipzig. Ney, à l'avant-garde avec quarante mille hommes, formait le centre, ayant derrière lui Marmont et la garde; Bertrand et Oudinot étaient à la droite; Eugène devait former la gauche. Ney passa la Saal à Kosen, et rencontra l'avant-garde de l'armée alliée à Weissenfels.

L'armée alliée, commandée par Wittgenstein, était partie de Dresde, et se dirigeait, la droite par Zwenckau, le centre par Borna, la gauche par Altembourg, espérant surprendre l'Empereur à Erfurth, ou déborder Eugène en pénétrant derrière lui en Thuringe. Ney chassa de Weissenfels, après un violent combat, l'avant-garde de cette armée; le lendemain il enleva le défilé de Rippach après une escarmouche où le maréchal Bessières fut tué (1er mai), et il communiqua avec Eugène, qui venait de Mersebourg; puis il déboucha dans les plaines de l'Elster, et cantonna ses troupes entre Lutzen et Pegau. Eugène, avec les corps de Lauriston et de Macdonald, se porta en avant sur Leipzig; Marmont et Bertrand étaient à Poserna derrière Ney, Oudinot à Naumbourg. On ignorait, à cause du manque de cavalerie, la position de l'ennemi, qui se trouvait placé parallèlement à nous, de Zwenckau à Zeitz. Au moment où Lauriston attaquait Lin-

denau, une épouvantable canonnade éclata sur notre droite, et l'on découvrit du côté de Pegau plusieurs colonnes d'une noire profondeur : c'était l'armée alliée qui débouchait tout entière sur nous (2 mai).

Wittgenstein, ayant appris la marche de Napoléon sur l'Elbe, s'était arrêté, avait concentré toutes ses forces en laissant un seul corps devant Leipzig, et avait résolu de percer par le centre la longue colonne que formait l'armée française depuis Lindenau jusqu'à Naumbourg. Blücher, qui commandait la droite des alliés, se jeta sur les villages de Kaya et de Gœrschen, occupés par Ney, et les enleva. A cette attaque imprévue, Napoléon arrêta toutes ses troupes en marche : il ordonna à Eugène de ramener ses deux corps, à Marmont de quitter Poserna pour former la droite, à la garde de se placer derrière Ney, enfin à Bertrand et à Oudinot de déboucher sur le flanc gauche de l'ennemi.

Ney avait déjà repris les villages; mais Blücher, renforcé, s'en rendit encore maître : Kaya était le point central de la bataille, comme couvrant Lutzen et la route de Leipzig. Ce village fut perdu, pris, perdu et repris de nouveau : les conscrits de la France et les étudiants de la Prusse rivalisaient de bravoure et de fureur; presque tous les généraux étaient blessés. Pendant que Frédéric-Guillaume et Alexandre contemplaient le carnage du haut d'une colline, Napoléon, au milieu du feu, animait ses jeunes soldats : « C'est la journée de la France, leur criait-il, en avant! la patrie vous regarde! sachez mourir pour elle! » Mais Kaya fut encore perdu. On se préparait à le reprendre, quand Eugène et Bertrand entrèrent en ligne : le premier culbuta la droite de l'ennemi, le second déboucha sur sa gauche avec soixante pièces; nos deux ailes prolongées allaient envelopper le centre des alliés. Alors seize bataillons de jeune garde, soutenus par la vieille garde en échelons et couverts par quatre-vingts pièces, se jettent tête baissée dans Kaya, l'enlèvent et forcent l'ennemi à se mettre en retraite en laissant quinze mille hommes sur le champ de bataille.

Napoléon fut enivré de sa victoire : « Depuis vingt ans que je commande les armées françaises, dit-il, je n'ai jamais vu plus de bravoure et de dévouement. Mes jeunes soldats! l'honneur et le courage leur sortaient par tous les pores! » Mais sa victoire lui coûtait douze mille hommes; pour tant d'efforts on n'avait recueilli que deux mille prisonniers, et, faute de cavalerie, on ne put poursuivre les vaincus.

L'armée alliée se retira sur Dresde, et, après quelques combats d'arrière-garde sur la Mulda, elle repassa l'Elbe. Napoléon la

suivit et entra à Dresde, où il rétablit le roi de Saxe, qui lui donna un contingent de quinze mille hommes (9 mai). L'ennemi se dirigea par Bautzen sur la Silésie, abandonnant la défense de Berlin pour rester appuyé sur la Bohême : il connaissait les dispositions de l'Autriche.

Au moment où les hostilités commençaient, la cour de Vienne avait déclaré à Napoléon (26 avril) « que l'alliance avait changé de nature, que l'Autriche devait borner sa simple intervention à l'attitude d'une médiatrice armée, » qu'elle ne pouvait plus être puissance auxiliaire de la France. Après la bataille de Lutzen, elle fit de nouvelles protestations d'amitié : « l'alliance existait, disait-elle, elle n'était que suspendue ; c'était pour conserver les dehors de l'impartialité qu'elle ne fournissait plus son contingent ; un congrès pouvait seul mettre fin à la guerre. » « Le médiateur est votre ami sincère, écrivait François à son gendre (11 mai). Il s'agit d'asseoir sur des bases inébranlables votre dynastie, dont l'existence est confondue avec la mienne. » En même temps il recueillait les blessés de Lutzen ; il continuait à négocier avec les Russes ; il laissait Schwartzemberg, qu'il avait envoyé en ambassade à Paris, dire à Maret, ministre des affaires étrangères : « La politique a fait le mariage, la politique pourrait bien le défaire. »

Napoléon accepta l'offre d'un congrès ; il n'était pas dupe de l'Autriche, mais il ne voulait pas la forcer prématurément à se démasquer, et il espérait qu'une victoire la ramènerait à lui. Il pressa la marche de ses renforts. Marmont, Macdonald, Bertrand, s'étaient mis à la poursuite des alliés et étaient arrivés devant Bautzen ; Ney, avec Lauriston et Reynier, marchaient de Torgau sur Berlin ; Victor, Mortier et Sébastiani gardaient les ponts de l'Elbe. Eugène avait été envoyé en Italie. L'Empereur se porta sur Bautzen et se vit à la tête de cent cinquante mille hommes en y comprenant le corps de Ney, qui avait l'ordre de rentrer dans le mouvement général de l'armée en tournant largement la droite de l'ennemi par Weissig et Kœnigswartha.

L'armée alliée s'était concentrée à Bautzen, dans une formidable position, sa gauche appuyée aux montagnes des Géants, son centre à la ville, sa droite aux mamelons fortifiés de Krekewitz, qui dominaient la Sprée. En arrière était un immense camp retranché garni de nombreux ouvrages, appuyé sur trois villages et un ruisseau marécageux. L'armée alliée, forte de cent soixante-dix mille hommes, était partagée en deux masses, la droite sous Blücher, la gauche sous Wittgenstein. L'Empereur attaqua (20 mai) : après un jour de combats acharnés, la ligne de la Sprée et la ville

de Bautzen furent enlevées; l'ennemi fut rejeté dans son camp retranché; Blücher seul parvint à se maintenir sur les hauteurs de Krekewitz. Le lendemain la bataille recommença. Oudinot, à droite, se prolongea dans les montagnes pour déborder le camp; l'ennemi l'arrêta en portant là tous ses efforts; mais tout à coup une canonnade éclata à gauche sur ses dernières positions. C'était Ney qui, après avoir culbuté, à Weissig, York et Barclay qu'on lui avait opposés, arrivait avec soixante mille hommes sur le flanc droit des alliés. Mais au lieu de donner tête baissée sur la chaussée de Wurtschen, pour s'emparer de la ligne de retraite de l'ennemi, il se porta sur des hauteurs à droite où il lui fallut batailler pied à pied, et il perdit ainsi le fruit de sa grande manœuvre. Cependant les alliés entassant leurs réserves de ce côté, Napoléon en profita pour enfoncer leur centre; alors Blücher, attaqué de front par Bertrand et à droite par Marmont, débordé à gauche par la garde, menacé à revers par Ney, se mit en retraite sur Gorlitz; Wittgenstein, qui s'était maintenu dans ses positions, se hâta de suivre ce mouvement.

C'était encore une belle victoire, mais aussi peu fructueuse que celle de Lutzen : l'ennemi avait perdu dix-huit mille hommes, mais il en avait fait perdre aux Français douze mille; il se retirait en bon ordre, brûlant ses bagages, ravageant toute la route, faisant résistance à chaque ruisseau, à chaque ravin. Il fallut enlever en combattant Weissemberg, Schoppen, Reichembach, et au delà de ce dernier village on trouva encore les ennemis postés en arrière (22 mai) : « Comment! dit l'Empereur, après une telle boucherie, aucun résultat! pas de prisonniers! Ces gens-là ne me laisseront pas un clou! » Et comme il ordonnait à Ney de pousser jusqu'à Gorlitz, un boulet perdu tue à côté de lui le grand-maréchal Duroc et le général du génie Kirgener. Napoléon fut atterré de la perte de Duroc, son ami particulier depuis le siége de Toulon. La consternation était dans tous les cœurs. « Quelle guerre! se disait-on, nous y resterons tous. » Cependant la poursuite continue. Victor et Sébastiani à gauche marchent sur Glogau; Macdonald, Marmont, Bertrand, à droite, suivent les routes qui côtoient la Bohême; Ney, Reynier et Lauriston sont au centre et à l'avant-garde. On passe la Neiss, la Queiss, le Bober, la Katzbach. L'ennemi sacrifie les routes de Berlin, de la Pologne, de Breslau, pour rester appuyé sur la Bohême. Notre droite arrive à Glogau, notre gauche devant Schweidnitz, notre centre à Breslau (1er juin).

Ainsi en un mois la Saxe a été délivrée et la Silésie à moitié conquise. D'un autre côté la Westphalie et le Hanovre ont été balayés de leurs partisans; Davoust a repris les bouches de l'Elbe,

Hambourg et Lubeck. Napoléon peut acculer l'armée alliée sur les montagnes et l'y écraser. Soudain l'Autriche vient se glisser au milieu de nous et arrêter notre élan : elle obtient de Napoléon un armistice signé à Pleswitz, et qui doit durer du 4 juin au 28 juillet. C'est un coup de fortune pour les alliés : ils auront le temps de se remettre de l'ébranlement des deux défaites [1], d'être joints par l'armée de Benigsen qui s'organise en Pologne, par celle de Bernadotte qui débarque à Stralsund, enfin et par-dessus tout de permettre à l'Autriche de compléter ses armements et d'entrer dans la coalition. « Ce fut une grande faute, a dit Napoléon : si j'eusse continué en avant, comme je le pouvais alors, l'Autriche n'aurait pas pris parti contre moi [2]. » Mais tout le monde disait en Europe et surtout en France qu'il ne voulait que la guerre, qu'il la faisait sans raison et uniquement par passion : il lui fallait montrer jusqu'à l'évidence « qu'avec l'air d'attaquer, c'était définitivement lui qui se défendait, » qu'il n'avait d'autre désir que la paix. « Quelles n'étaient pas mes tribulations, disait-il à Sainte-Hélène, de me trouver tout seul à juger de l'imminence du danger et à y pourvoir ; de me voir placé entre les coalisés qui menaçaient notre existence, et l'esprit de l'intérieur qui, dans son aveuglement, semblait faire cause commune avec eux ; entre nos ennemis qui s'apprêtaient à m'étouffer, et les harassements de tous les miens, de mes ministres mêmes, qui me pressaient à me jeter dans les bras de ces mêmes ennemis [3] ! » Aussi ne signa-t-il l'armistice qu'avec une douloureuse appréhension de l'avenir : « Si les alliés ne sont pas de bonne foi, dit-il en partant pour Dresde, cet armistice nous sera bien fatal [4] ! »

§ IV. Situation de Napoléon. — Affaires d'Espagne — Bataille de Vittoria. — En attendant l'ouverture des négociations, l'Empereur s'occupa de raffermir sa position, et il prit Dresde pour centre de ses opérations : « Cette position, dit-il, m'offre des chances telles, que l'ennemi, vainqueur dans dix batailles, pourrait à peine me ramener sur le Rhin, tandis qu'une seule bataille gagnée nous reportant sur les capitales des ennemis, et délivrant nos garnisons de l'Oder et de la Vistule, forcerait les alliés à la paix [5]. » Les approches de Dresde furent protégées par une ceinture de redoutes; on ouvrit un camp retranché à Pyrna, on prit possession du châ-

[1] « J'ai accepté l'armistice, dit le roi de Prusse à ses sujets, afin que la force nationale que mon peuple a si glorieusement montrée puisse se développer entièrement. »

[2] O'Méara, t. II, p. 172.

[3] Las-Cases, t. VI, p. 128. — [4] Fain, Manuscrit de 1813, t. I, p. 149. — [5] Id., t. II, p. 30.

teau de Kœnigstein, sur la frontière de Bohême; on fortifia Hambourg; on fit de Mersebourg, d'Erfurth et de Wurtzbourg nos échelles vers le Rhin. Nos places de l'Oder et de la Vistule étaient en bon état; notre jeune armée s'était raffermie : des renforts, surtout de cavalerie et d'artillerie, lui arrivaient sans cesse. Nos alliés d'Allemagne ne paraissaient que faiblement ébranlés; les rois de Saxe et de Danemarck montraient le plus grand dévouement, quoique le premier vît ses états devenus le théâtre de la guerre, quoique le second eût sa capitale menacée par les Anglais et la Norwége envahie par les Suédois. Quant à la France, habituée à obéir, elle était calme, et l'on ne pouvait, au milieu des félicitations et des joies officielles, voir sa fatigue, sa tristesse, l'opposition au régime impérial qui grandissait sans cesse, et le parti de la contre-révolution qui se ranimait. Aussi Napoléon ne connaissait pas tout le danger de sa situation : en définitive, il n'avait perdu que la Pologne, il n'avait devant lui que deux ennemis, avec lesquels il en finirait par une troisième victoire; il ne croyait pas à la trahison complète de son beau-père; il n'imaginait pas que les rois cherchassent à le renverser par une révolution politique, se croyant devenu tout à fait l'un d'eux et la base de tout l'édifice social. Cette confiance fit sa perte : il ne voulut pas faire de sacrifices, il ne sut pas les faire à temps. Ainsi, à cette époque où il avait besoin de toutes ses ressources, il pouvait les doubler en traitant avec Ferdinand VII, en le renvoyant en Espagne, en rappelant les cent cinquante mille soldats aguerris qui s'y consumaient sans utilité; mais il ne voulut pas revenir en arrière; et c'étaient ces Espagnols, qu'il avait si indignement trompés et maltraités, qui allaient violer les premiers le sol de la France.

Suchet avait assuré la domination française dans le royaume de Valence par une administration pleine de justice et d'énergie; mais dans l'Aragon et la Catalogne, nos troupes, commandées par Decaen et Lamarque, étaient continuellement aux prises avec des bandes d'insurgés et de brigands. Une armée anglo-espagnole s'était formée dans la Murcie; après de nombreux combats sur le Xucar, une moitié de cette armée resta devant Suchet, pendant que l'autre moitié s'embarqua et vint tout à coup bloquer Tarragone. La prise de cette ville aurait coupé la communication des Français avec les Pyrénées. Le maréchal y courut, tomba sur les alliés, les battit complétement, et les força à se rembarquer. Alors il revint prendre ses premières positions sur le Xucar.

Après la retraite de Wellington en Portugal, les armées françaises s'étaient affaiblies par les renforts envoyés en Allemagne :

Joseph, à qui son frère avait rendu presque tout son pouvoir, avec Jourdan pour major-général, en forma une seule armée qui s'élevait à quatre-vingt mille hommes, mais qui était disséminée dans plusieurs provinces, du Tage aux Pyrénées. Wellington, ayant porté la sienne à cent vingt mille combattants, dont 50,000 Anglais, reprit l'offensive (1813, 20 mai) : il déboucha par Salamanque, en même temps que son aile gauche franchissait le Douro près de la frontière portugaise, et il se dirigea vers Zamora et Toro. Aussitôt les divisions françaises évacuèrent Madrid et Valladolid ; Joseph essaya de les concentrer à Burgos; mais Wellington continua son mouvement à gauche, traversa Palencia, et prit position sur le Pisuerga. Joseph, craignant d'être prévenu sur l'Èbre, évacua Burgos, et se retira, avec quarante-cinq mille hommes, sur Miranda et Pancorbo ; sa droite, de douze mille hommes, commandés par Foy, était en Biscaye : sa gauche, de quinze mille hommes, commandés par Clausel, à Logrono. Wellington, laissant sa droite devant les Français (17 juin), tourna l'Èbre avec son centre et sa gauche, et se porta sur le torrent de Bayas, où il prit position, la droite au fleuve, la gauche au chemin de Vittoria à Bilbao. Joseph se retira à Vittoria, nœud des routes de Madrid, de Logrono et de Bilbao. Wellington l'attaqua (21 juin), l'enfonça sur tous les points, et s'empara de la route de Bayonne. Alors Joseph ordonna la retraite sur Pampelune; mais le parc de réserve s'encombra sur cette route avec les voitures royales et les bagages des réfugiés espagnols : cent vingt canons, quatre cents caissons, quinze cents voitures furent pris; les Français perdirent cinq mille hommes, tués ou pris. Quoique mollement poursuivis, ils n'essayèrent pas de tenir à Pampelune, et passèrent les Pyrénées. Clausel, qui arriva à Vittoria après la bataille, gagna Jacca, et de là Oloron, sans obstacle. Foy réunit ses troupes à Tolosa, et fut obligé de combattre jusqu'à la Bidassoa. Soult vint prendre le commandement de l'armée de Joseph avec des pouvoirs illimités. Suchet reçut l'ordre d'évacuer Valence et de se retirer dans la Catalogne.

Les Anglais étaient sur la Bidassoa! la France allait être envahie par les Espagnols! Cet événement fit une profonde sensation en Europe, et ce ne fut pas la moindre des causes qui déterminèrent les coalisés à continuer la guerre.

§ V. Congrès de Prague. — L'Autriche entre dans la coalition. — Les négociations pour la paix n'étaient pas encore ouvertes. L'Autriche avait annoncé à la France que l'Angleterre avait refusé sa médiation, mais que la Russie et la Prusse l'avaient acceptée : elle demanda nos conditions, les alliés lui ayant remis les

leurs ; elle voulut que les négociations passassent uniquement par ses mains ; elle entrava la convocation du congrès. Pendant ce temps, l'Angleterre signait avec la Prusse et la Russie les traités de Reichembach (14 juin), par lesquels elle leur accorda un subside mensuel, à l'une de 33 millions, à l'autre de 17 millions. Napoléon vit le but de l'armistice, et Metternich étant venu le trouver à Dresde (28 juin) : « Vous venez bien tard, lui dit-il ; votre médiation devient presque hostile, à force d'être inactive... Quels ont été jusqu'à présent les résultats de l'armistice? Je n'en connais pas d'autres que les traités de Reichembach. Convenez-en : vous avez voulu gagner du temps ; aujourd'hui vos deux cent mille hommes sont prêts, là, derrière le rideau des montagnes de Bohême. La grande question, pour vous, est de savoir si vous pourrez me rançonner sans combattre, ou s'il faudra vous jeter décidément au rang de mes ennemis. Eh bien ! voyons, traitons : que voulez-vous? Je vous ai offert l'Illyrie pour rester neutres : cela vous suffit-il? — Il ne tient qu'à vous, dit Metternich, de disposer de nos forces. Les choses en sont venues à ce point, que nous ne pouvons plus rester neutres : il faut que nous soyons pour vous ou contre vous. » Et il fit ses propositions. « Quoi ! s'écria alors l'Empereur, non-seulement l'Illyrie, mais la moitié de l'Italie, le retour du pape à Rome, la Pologne ! l'abandon de l'Espagne, de la Hollande, de la confédération du Rhin, de la Suisse ! Et il nous faudrait évacuer l'Europe, dont j'occupe encore la moitié ; ramener mes légions, la crosse en l'air, derrière le Rhin, les Alpes et les Pyrénées ! Et c'est quand nos drapeaux flottent encore aux bouches de la Vistule et sur les rives de l'Oder, quand mon armée triomphante est aux portes de Berlin et de Breslau, quand je suis ici à la tête de trois cent mille hommes, que l'Autriche, sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte de me faire souscrire à de telles conditions ! et c'est mon beau-père qui accueille un tel projet ! c'est lui qui vous envoie ! Ah ! Metternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné pour me faire la guerre[1] ? » Le ministre, blessé au cœur, changea de visage, et dès lors la défection de l'Autriche, depuis longtemps résolue, devint pour lui une affaire de passion personnelle. Cependant Napoléon signa une convention par laquelle il acceptait la médiation de la cour de Vienne : le congrès devait se tenir à Prague, l'armistice serait prolongé jusqu'au 10 août. Tout cela n'était qu'un jeu, pendant lequel Metternich acheva ses armements.

Napoléon attendait l'ouverture du congrès, et pendant ce temps les souverains alliés, Bernadotte et les ministres anglais se réuni-

[1] Fain, t. II.

rent à Trachenberg (9 juill.). Là, l'Autriche adhéra formellement à la coalition, et reçut de l'Angleterre un subside mensuel de 13 millions. Alors le plan de campagne fut arrêté : « Bernadotte en proposa trois, disait Castlereagh au parlement anglais, et tous trois excellents. » Il fut convenu que cent mille Russes et Prussiens, commandés par Barclay, se réuniraient en Bohême à cent mille Autrichiens pour marcher sur Dresde, pendant que Blücher et Bernadotte, à la tête de deux autres armées, tiendraient les Français en échec, en refusant la bataille à Napoléon et en l'acceptant de ses lieutenants. On corrompit les cabinets de la confédération rhénane; on lia des intrigues en France; on remit sur le tapis les projets de restauration des Bourbons; enfin, par le conseil de Louis XVIII et de Bernadotte, on fit venir Moreau des États-Unis. Le plan d'une révolution en France fut formé : on devait isoler l'armée de la nation, appeler la liberté contre l'Empereur, se montrer aux Français non en conquérants, mais en libérateurs « contre l'ennemi commun : » la coalition ne faisait la guerre qu'à un homme; elle n'avait d'autre but que la paix du monde; il semblait que les idées de 1789 eussent passé dans le camp des souverains absolus, tant ils s'étaient pris de tendresse pour les peuples et la liberté !

Cependant, à force d'entraves et de délais, et quoique les négociateurs fussent à Prague, le congrès ne s'était ouvert que le 29 juillet, douze jours seulement avant celui où l'armistice expirait. L'Autriche redoubla d'intrigues pour empêcher les conférences : elle éleva des questions de formes, elle empêcha les négociateurs de se voir, elle voulut décider seule sur leurs notes écrites. « Il devenait difficile de douter de ses intentions et du résultat du prétendu congrès de Prague, qui était terminé avant d'être commencé.[1] » Napoléon vit enfin l'abîme où il était tombé : il entama avec Metternich une négociation directe et lui demanda son dernier mot. Celui-ci, pour mettre le comble à tout cet édifice de mensonges, demanda le partage de la Pologne entre les trois puissances du Nord, la reconstruction de la Prusse, l'indépendance de la confédération germanique, etc. Napoléon accéda à tout; mais sa réponse n'arriva au congrès que le 11 août, depuis quelques heures les négociateurs s'étaient séparés : l'Autriche déclara qu'il était trop tard et qu'elle était entrée dans la coalition, « décidée à courir toutes les chances que lui promettait la guerre. » Aussitôt elle publia son manifeste, et ne dissimula pas la conduite qu'elle tenait depuis six mois en disant que « les alliés et elle

[1] Montvéran, t. VI, p. 225.

étaient déjà réunis de principes avant que les traités eussent déclaré leur union. » Napoléon fut indigné : « Le cabinet de Vienne, dit-il, vient d'abuser de ce qu'il y a de plus sacré pour les hommes, un médiateur, un congrès et le nom de la paix ! »

§ VI. Campagne d'automne. — Bataille de Dresde. — La coalition, telle que l'Angleterre avait tant de fois voulu la faire, était complète, et, décidée à en finir avec la France, elle avait mis sur pied un million d'hommes. Les armées du Nord comprenaient six cent mille combattants [1], cent mille chevaux et dix-huit cents canons ; celle de droite ou *du Nord*, commandée par Bernadotte, était forte de cent trente mille hommes, et campait sur le Havel ; celle du centre ou *de Silésie*, commandée par Blücher, était forte de deux cent mille hommes, et occupait l'Oder ; celle de gauche ou *de Bohême*, commandée par Schwartzemberg, et forte de cent trente mille hommes, était à Prague. En outre, cent quarante mille Russes et Prussiens bloquaient les places de la Vistule et de l'Oder ; les Autrichiens avaient sur l'Inn trente mille hommes opposés à la Bavière, et en Styrie cinquante mille destinés à entrer en Italie ; il y avait trente mille Anglais, Suédois et Russes dans le Mecklembourg, commandés par Walmoden ; on attendait une réserve de soixante-dix mille Russes d'Asie commandés par Benigsen ; enfin les armées d'Espagne comprenaient plus de deux cent mille hommes.

Napoléon opposa à cette masse d'ennemis cinq cent cinquante mille combattants. Sous ses ordres étaient deux cent quatre-vingt mille hommes, quarante mille chevaux, douze cents canons, partagés en trois armées : la première, sous Davoust, et forte de trente mille hommes, occupait Hambourg ; la deuxième, forte de soixante-dix mille sous Oudinot, était rassemblée à Wittemberg ; la troisième, forte de cent quatre-vingt mille, sous Napoléon, était échelonnée de Dresde à Liegnitz. En outre, Eugène rassemblait en Italie quarante mille hommes ; vingt-cinq mille Bavarois étaient sur l'Inn ; Augereau réunissait à Wurtzbourg vingt mille hommes ; soixante-quinze mille étaient enfermés dans les places de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe ; enfin cent mille étaient sur les Pyrénées et dans la Catalogne. Le plan de Napoléon était de diriger Oudinot et Davoust de Wittemberg et de Hambourg sur Berlin, pendant que lui-même se jetterait en Bohême pour empêcher la jonction des Russes et des Autrichiens. En effet, laissant dix-huit mille hommes dans Dresde, sous Gouvion Saint-Cyr, il se porta

[1] Russes, cent quatre-vingt-dix mille ; Prussiens, deux cent trente mille ; Autrichiens, cent quatre-vingt mille ; Suédois, trente mille ; Allemands, vingt mille.

à Gorlitz; et, sans s'inquiéter de Blücher qui, avant la fin de l'armistice, avait pris l'offensive et répoussé nos troupes au delà du Bober, il tourna brusquement sur Zittau, traversa les montagnes des Géants et s'empara de Gabel (28 août); mais il apprit que, dès le 9 août, c'est-à-dire trois jours avant la séparation du congrès, quatre-vingt-dix mille hommes détachés de l'armée de Blücher étaient entrés en Bohême, qu'ils avaient fait leur jonction avec les troupes de Schwartzemberg, que cette grande armée était en marche sur Dresde. Il retourna à Zittau, et voulant éloigner Blücher avant de revenir à Dresde, il courut sur le Bober avec sa garde, culbuta l'ennemi dans toutes ses positions et le jeta au delà de la Katzbach (24 août). Un dernier combat à Goldberg apprit à Blücher la présence de Napoléon; alors il se replia à la hâte dans les lignes de Jauër. « Il faut l'user, » avaient dit les coalisés.

Cependant l'armée de Bohême avait traversé les montagnes Métalliques et était descendue lentement en Saxe, la droite par la grande route de Peterswald, le centre par Dippodiswald, la gauche par Marienberg, pour revenir sur Dresde par Freyberg. Saint-Cyr replia ses avant-postes sur Pyrna, et il fut bientôt acculé derrière les palissades de l'enceinte extérieure. Cent cinquante mille hommes se développèrent depuis Pilnitz jusqu'à la vallée de Tharandt; c'étaient la droite et le centre des alliés; la gauche, commandée par Klenau, n'était pas encore arrivée, et devait achever l'investissement de la ville depuis Tharandt jusqu'à l'Elbe; Schwartzemberg perdit trente heures à attendre Klenau.

Napoléon, ayant appris la marche des alliés, laissa devant Blücher soixante-quinze mille hommes, commandés par Macdonald, en lui ordonnant de garder la défensive; et il revint sur Dresde à marches forcées, avec soixante mille hommes (20 août). Arrivé à Stolpen, il allait se diriger dans les défilés de la Bohême, par Kœnigstein, pour prendre l'ennemi à revers, lorsqu'il apprit que Dresde allait être enlevée (25 août). Alors il détacha Vandamme avec vingt-cinq mille hommes pour s'emparer des défilés de Peterswald et y attendre les fuyards qu'il allait lui envoyer de Dresde; et laissant ses autres troupes en arrière, il entra dans cette ville avec sa garde au moment où Saint-Cyr, avec ses dix-huit mille conscrits, se préparait à une résistance désespérée. Il était temps : Schwartzemberg, n'attendant plus Klenau, ordonna l'attaque (26 août). Six colonnes, précédées de trois cents pièces, se précipitèrent dans l'intervalle des redoutes, et s'emparèrent du faubourg de Pyrna. La ville était couverte d'obus; l'ennemi criait :

Paris! Paris! une porte était enfoncée. Mais deux colonnes de vieille garde s'élancèrent sur les assaillants, les culbutèrent et reprirent le faubourg; l'ennemi recula dans ses premières positions en laissant quatre mille morts et deux mille prisonniers.

Le lendemain Klenau devant entrer en ligne avec vingt-cinq mille hommes, Schwartzemberg se tint sur la défensive; mais Napoléon, ayant rallié toutes ses troupes, l'attaqua vigoureusement au centre avec toute son artillerie, et l'obligea à y entasser toutes ses forces; ce fut là qu'un boulet français tua Moreau dans les rangs ennemis! Pendant ce temps les deux ailes agissaient; Murat, à droite, faisait un grand détour pour tourner Klenau : il l'enfonça et le culbuta de toutes parts en lui faisant dix mille prisonniers; Ney et Mortier à gauche, rejetaient la droite ennemie sur Maxen. Alors Schwartzemberg, qui venait d'apprendre la marche de Vandamme, se mit en retraite sur la Bohême, en abandonnant trente mille tués, blessés ou prisonniers, et deux cents canons.

Les alliés se retirèrent dans le plus grand désordre par toutes les routes des montagnes Métalliques, qu'ils couvrirent de bagages et de blessés. Napoléon lança tous les corps à leur poursuite : il comptait sur Vandamme pour achever leur défaite; mais il fut pris de maladie à la suite des fatigues de la bataille, et forcé de revenir à Dresde : il laissa la poursuite à ses lieutenants, qui s'arrêtèrent; Vandamme fut oublié, et alors commencèrent les désastres qui devaient amener l'Europe confédérée dans Paris.

§ VII. Batailles de Kulm, de la Katzbach, de Gross-Beeren et de Dennewitz.—Vandamme avait quitté l'Elbe à Kœnigstein, descendu le fleuve jusqu'à Pyrna, enlevé le camp sur quinze mille hommes de la garde russe qui couvraient la route de Prague; il avait rejeté ce corps dans les montagnes, enlevé les défilés de Peterswald; et croyant que Napoléon arrivait derrière lui, il descendit à Kulm et voulut pousser jusqu'à Tœplitz, nœud des routes que suivaient les différentes colonnes des alliés (28 août). « S'il s'en fût rendu maître, dit Butturlin, les colonnes qu'il coupait auraient jeté un tel désordre dans l'armée des alliés, que les Français auraient pu les poursuivre jusqu'à Vienne. » Mais la garde russe fit une résistance désespérée et donna le temps d'arriver aux premières troupes de Schwartzemberg : alors Vandamme, étonné d'être laissé seul et sans ordre par l'Empereur, rétrograda sur Kulm; il s'y vit bientôt attaqué par soixante mille hommes (29 août). Il voulut reprendre sa position de Peterswald; mais au moment où il montait, le corps prussien de Kleitz, qui

venait d'échapper à la poursuite de Saint-Cyr, en descendait : il y eut un choc effroyable entre les deux troupes, qui cherchaient à passer en sens contraire. Les Français remontèrent avec tant de furie cette chaussée escarpée, qu'ils enlevèrent aux Prussiens leur artillerie, et que douze mille hommes s'échappèrent ; mais le reste, enveloppé par des forces quadruples, fut forcé de se rendre (30 août). Vandamme était du nombre des prisonniers, et fut indignement traité par les souverains alliés, qui le livrèrent aux outrages de la populace.

Dès que Napoléon eut quitté l'armée de Silésie, Blücher reprit l'offensive et voulut passer la Katzbach entre Liegnitz et Goldberg. Mais Macdonald avait passé lui-même la rivière et marchait en trois colonnes sur un front de dix lieues. Les deux armées se rencontrèrent sans s'en douter : notre centre, exposé seul à toutes les forces ennemies, fut enfoncé ; la gauche accourut trop tard et se retira en désordre ; la droite ne parvint à regagner les débris du centre qu'après trois jours de combat (26 août). Cette grande défaite fit perdre aux Français dix mille tués ou blessés, dix mille prisonniers, soixante canons. Les pluies et les inondations rendirent leur retraite désastreuse. Ils repassèrent le Bober, la Queiss, la Neiss, en abandonnant leurs bagages, et rétrogradèrent jusqu'à Bautzen.

Bernadotte, laissant Walmoden pour contenir Davoust, avait porté cent mille hommes sur la route de Berlin à Wittemberg pour isoler Magdebourg ; mais apprenant qu'Oudinot marchait sur la capitale de la Prusse par la route parallèle de Torgau à Baruth, il se replia. Alors les Français débouchèrent sur Trebbin pour lui couper la retraite ; mais ils le trouvèrent en bataille couvrant les avenues de Berlin (24 août) : après un violent combat à Gross-Beeren, ils se retirèrent en laissant quinze cents prisonniers. Cet échec eut des suites fâcheuses. Une division sortie de Magdebourg pour coopérer au mouvement d'Oudinot, fut écrasée par la droite de Bernadotte, et perdit douze cents hommes. Enfin Davoust, qui avait pris Schwerin et Wismar, fut obligé de rétrograder dans son camp de la Steckenitz.

Oudinot se replia lentement sous Wittemberg, et Ney vint le remplacer. Napoléon, laissant trois corps devant la Bohême, se disposait à suivre Ney avec cinquante mille hommes et à marcher sur Berlin, quand il fut arrêté par le désastre de Macdonald. Alors Ney, laissé seul, voulut déposter l'ennemi de la route de Wittemberg : il l'attaqua à Dennewitz ; mais ses divisions ne s'engagèrent que successivement ; les Saxons lâchèrent pied ; il fut complétement

battu, perdit dix mille hommes tués ou pris, et ne rallia son armée que derrière l'Elbe et sous le canon de Torgau. Bernadotte arriva sur le fleuve et jeta des bandes de Cosaques dans la Saxe et la Westphalie.

Cette défaite amenait la droite des alliés sous Wittemberg; la retraite de Macdonald amenait leur centre près de Dresde; la bataille de Kulm permettait à leur gauche de revenir en Saxe. Napoléon persista dans sa position centrale; mais tout le mois de septembre se passa à courir alternativement de l'armée de Silésie à l'armée de Bohême, sans que ni l'une ni l'autre se décidât à une bataille. S'il s'avançait contre Blücher, les Autrichiens descendaient en Saxe; s'il s'avançait contre Schwartzemberg, les Prussiens menaçaient Dresde. L'armée s'abîmait dans ces marches continuelles. Des bandes de partisans couraient sur nos derrières; la Westphalie était en pleine insurrection; les Cosaques avaient pris Cassel et Brême; le roi de Bavière avertissait l'Empereur qu'il allait être forcé d'entrer dans la coalition, et son général, Wrède, comblé des bienfaits de Napoléon, traitait déjà avec l'Autriche; les Saxons et les Wurtembergeois étaient travaillés par les sociétés secrètes et les proclamations de Bernadotte. « L'étoile pâlissait, dit le prisonnier de Sainte-Hélène; je sentais les rênes m'échapper, et je n'y pouvais rien. Un coup de tonnerre pouvait seul nous sauver... et chaque jour, par une fatalité ou une autre, nos chances diminuaient. Les mauvaises intentions commençaient à se glisser parmi nous; la fatigue, le découragement gagnaient le plus grand nombre; mes lieutenants devenaient mous, gauches, maladroits, et conséquemment malheureux : ce n'étaient plus les hommes du début de notre révolution, ni ceux de mes beaux moments... Les hauts généraux n'en voulaient plus : je les avais gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances, et eussent acheté du repos à tout prix... Le feu sacré s'éteignait[1]. »

§ VIII. Bataille de Leipzig. — Pendant ce temps les alliés réparaient leurs pertes, gagnaient quelques marches, rapprochaient leurs armées; ils formaient auteur de Dresde un demi-cercle qui allait de Wittemberg, par Bautzen, à Tœplitz, et qui se resserrait de plus en plus autour des Français acculés sur l'Elbe; ils n'attendaient plus que les soixante mille hommes de Benigsen pour se porter tous derrière Dresde et fermer la route de France à Napoléon. Quand Benigsen fut arrivé, les trois armées alliées se mirent en mouvement. Blücher se porta de Bautzen sur Wittemberg, et fit

[1] Las-Cases, t. VI, p. 139.

sa jonction avec Bernadotte. Tous deux passèrent l'Elbe et rejetèrent Ney sur la Mulda (23 sept.) : le premier resta à Eilenbourg, le second se prolongea sur la basse Saal. En même temps Schwartzemberg déboucha, par Commotau et Chemnitz, sur l'Elster (3 oct.). Ainsi le demi-cercle que les alliés formaient sur la rive droite de l'Elbe, transporté sur la rive gauche, allait de Wittemberg, par Leipzig, à Tœplitz; mais il n'était pas encore entièrement formé : « aussi, dit Butturlin, nous ne marchions plus qu'avec des précautions extrêmes depuis que nous étions arrivés sur la circonférence du cercle dont les Français occupaient la corde. »

Napoléon donna à Murat cinquante mille hommes pour contenir l'armée de Bohême et garder les approches de Leipzig; il laissa vingt-cinq mille hommes à Dresde sous Saint-Cyr; lui-même se porta sur Eilenbourg, se réunit à Ney, et rassembla cent vingt-cinq mille hommes (9 octobre). Il espérait couper Blücher de l'Elbe et le battre isolément; mais celui-ci se jeta derrière la Saal et fila sur Zerbig, où il joignit Bernadotte. Tous deux se portèrent à Halle : leur communication avec l'Elbe était coupée, mais leurs coureurs allaient jusqu'à Weissenfels. En même temps arriva sur ce point le corps de Giulay, extrême gauche des Autrichiens, qui, malgré la résistance de Murat, faisaient de grands progrès : leur gauche était à Altenbourg, pendant que leur centre descendait la Pleiss et que leur droite arrivait à Colditz. La route de la France allait donc être fermée. Napoléon résolut de renverser sa ligne d'opérations et de reporter la guerre en Prusse, en se jetant sur la rive droite de l'Elbe pour manœuvrer entre ce fleuve, l'Oder, la Baltique et la Bohême, sous la protection de nos places. Au moment où ce beau mouvement commençait et où Bernadotte se dirigeait sur l'Elbe pour s'y opposer, on apprit que la Bavière était entrée dans la coalition, que le Wurtemberg et Bade allaient y être entraînés, que soixante mille Austro-Bavarois marchaient sur le Rhin (8 oct.). Napoléon abandonna son plan, et ne songea plus qu'à profiter de l'éloignement momentané de Bernadotte pour se concentrer à Leipzig, s'y assurer la route de France, et battre isolément Schwartzemberg. En deux jours, toute l'armée française, réduite à cent quarante mille fantassins et à vingt mille cavaliers, y fut réunie (15 oct.). Elle s'y adossa à toutes les portes pour fermer toutes les routes de l'Elbe. Napoléeon dirigea Bertrand, avec quinze mille hommes, sur Lindenau, pour rouvrir la route de Lutzen; il posta Ney sur la Partha avec quarante-cinq mille hommes, pour contenir Blücher qui arrivait par Halle, et Bernadotte qui revenait à Zerbig; lui-même, avec cent mille hommes, espérait battre les cent trente

mille de Schwartzemberg : sa droite s'appuyait sur la Pleiss, son centre était dans le ravin de Wachau, sa gauche était sur la route de Colditz.

Schwartzemberg, voulant empêcher la concentration des forces françaises et donner le temps à Blücher et à Bernadotte d'arriver, se décida à attaquer, quoiqu'il eût encore en arrière cinquante mille hommes sous Benigsen et Colloredo. Trois énormes colonnes se portèrent contre les positions des Français, qui furent perdues et reprises jusqu'à six fois (16 oct.); l'ennemi en fut définitivement chassé avec de grandes pertes, mais la victoire était restée indécise. En même temps, Ney était attaqué par Blücher : il fut rejeté sur la Partha avec perte de deux mille hommes. Bertrand occupa Lindenau et battit Giulay.

Napoléon se décida à une nouvelle bataille. C'était une grande faute : l'ennemi allait se renforcer de plus de cent mille hommes, et nous n'attendions d'autre renfort que douze mille Saxons. Il replia ses postes et se concentra entre Connewitz et Schœnfeld, le centre à Probstheyda ; mais il eut le soin de préparer la retraite en ordonnant de construire des ponts sur l'Elster ; ordre que Berthier n'exécuta pas, et qui fut la cause d'un grand désastre. L'ennemi n'attaqua pas ce jour-là : Bernadotte et Benigsen n'arrivèrent que le lendemain. Alors les alliés s'avancèrent de toutes parts, au nombre de trois cent mille hommes, avec cinquante mille chevaux et douze cents canons ; enfermant dans un demi-cercle de trois à quatre lieues de développement les cent quarante mille Français adossés à Leipzig. La bataille fut effroyable (18 oct.). Les alliés donnaient par masse, et livraient aux colonnes françaises de véritables assauts où ils faisaient d'énormes pertes ; mais ils remplaçaient sans cesse leurs troupes épuisées par des troupes fraîches ; ils jouaient uniquement à tuer des hommes, dussent-ils en sacrifier le double, certains d'avoir toujours la supériorité du nombre. Au centre et à la droite, les Français, qui, au dire même des ennemis, n'avaient jamais montré plus de bravoure, conservèrent leurs positions ; mais à la gauche, une horrible trahison leur fit perdre un moment du terrain : là quarante mille hommes étaient battus en brèche par cent mille hommes et trois cents canons que dirigeait Bernadotte, quand les douze mille Saxons qui formaient le tiers de cette gauche coururent au-devant des Russes, entrèrent dans leurs rangs, et, à la prière de Bernadotte, déchargèrent toute leur artillerie à bout portant sur les compagnons qu'ils venaient de quitter. Napoléon accourut sur ce point avec sa garde, et là comme ailleurs les positions furent conservées. La nuit fit cesser le car-

nage : soixante mille hommes jonchaient le champ de bataille. L'Empereur, n'ayant plus de munitions, se prépara à la retraite, et les bagages commencèrent à s'éloigner par la route de Lindenau, long défilé de deux lieues, coupé de cinq à six canaux que traverse un seul pont. Le lendemain, les corps de Victor et d'Augereau ouvrirent la retraite (19 oct.) ; Marmont se maintenait dans le faubourg de Halle ; Ney occupait les faubourgs de l'est; Lauriston, Macdonald et Poniatowski formaient l'arrière-garde et défendaient les barrières du midi. Les alliés refusèrent tout arrangement qui pourrait épargner à Leipzig les horreurs d'une ville prise d'assaut, et ils attaquèrent les faubourgs avec fureur. Blücher emporta celui de Halle; Benigsen enleva les barrières du midi. Une nouvelle bataille s'engagea sur les remparts, dans les rues, dans les maisons; la ville était encombrée d'équipages, de combattants, de fuyards. Cependant Victor, Augereau, Ney, Marmont, la garde et Napoléon avaient passé Lindenau ; Lauriston s'ébranlait pour en faire autant : encore deux heures de résistance, et l'arrière-garde était sauvée. Mais la fusillade, qui arrivait de tous côtés sur le pont de l'Elster, fit croire aux sapeurs chargés de faire sauter ce pont que le moment était venu : ils mirent le feu à la mine. Trente mille hommes et cent cinquante canons restaient dans la ville. Le désespoir s'empara de ces braves : les uns se défendirent jusqu'à la mort dans les maisons; les autres se jetèrent dans les canaux profonds et bourbeux de l'Elster ; Macdonald se sauva à la nage ; Poniatowski fut tué en se lançant dans la rivière ; le roi de Saxe, Reynier, Lauriston et quinze généraux restèrent prisonniers. Dans les trois jours de cette bataille, la plus terrible des temps modernes, et que les Allemands appellent la *bataille des nations*, les Français perdirent cinquante mille hommes, dont vingt mille tués ; les alliés n'eurent pas moins de soixante mille tués ou blessés.

§ IX. Retraite des Français. — Bataille de Hanau. — Les Français repassent le Rhin. — Blücher et Schwartzemberg se mirent à notre poursuite ; Bernadotte et Benigsen se dirigèrent sur Hambourg et la Westphalie; Klenau fut détaché sur Dresde. Les Français trouvèrent à Weissenfels Bertrand, qui était tenu en échec par Giulay, maître de Naumbourg. Alors ils se portèrent rapidement sur Freyburg, pour éviter un combat ; puis, contenant par des arrière-gardes les Prussiens au delà de l'Unstrutt, et les Autrichiens sur la Saal, ils gagnèrent rapidement Erfurth. On y apprit que les Bavarois, s'étant joints aux Autrichiens et formant cinquante mille hommes, commandés par Wrède, venaient de s'établir à Hanau. On quitta Erfurth après un jour de repos (25 oct.).

Macdonald, Victor, Sébastiani, marchaient en avant; Marmont, Ney, Augereau, au centre; Bertrand et Mortier venaient en arrière. Murat abandonna l'armée et s'en retourna à Naples : il négociait déjà avec l'Autriche.

L'armée arriva près de Hanau. Il fallait forcer un défilé le long de la Kintzig, à travers une forêt, et en quelques heures, car Blücher filait à gauche par les sources de la Nidda, et Schwartzemberg à droite par les montagnes de la Franconie. Napoléon battit l'avant-garde ennemie, arriva au débouché de la forêt, et trouva toute l'armée bavaroise en bataille, la droite appuyée à Hanau et couverte par quatre-vingts canons; il la culbuta de toutes parts, lui fit perdre dix mille hommes et le rejeta au delà de la Kintzig (30 octob.). Alors il passa avec l'avant-garde et le centre. Wrède revint sur l'arrière-garde, mais Bertrand le battit de nouveau et le rejeta sur le Mein.

Le 2 novembre toute l'armée, réduite à soixante mille hommes, avait passé le Rhin. Nos malheureux débris s'entassèrent dans les hôpitaux, où le typhus se déclara et enleva trente mille hommes en six semaines. Les alliés suspendirent leurs opérations pour préparer l'invasion de la France.

« La campagne de 1813, dit Napoléon, sera le triomphe du courage inné dans la jeunesse française, celui de l'intrigue et de l'astuce dans la diplomatie anglaise, celui de l'impudeur dans le cabinet autrichien ; elle marquera l'époque de la désorganisation des sociétés politiques, celle de la grande séparation des peuples avec leurs souverains, enfin la flétrissure des premières vertus militaires, la fidélité, la loyauté, l'honneur. » Défection d'York qui livre le Niémen, de Bulow qui livre l'Oder, de Schwartzemberg qui livre la Vistule ; trahison de l'Autriche au congrès de Prague, trahison des Saxons à Leipzig, trahison des Bavarois à Hanau : voilà à travers quels obstacles l'armée française a été ramenée sur le Rhin par l'Europe confédérée.

§ X. Capitulation des places. — Opérations sur le Bas-Elbe. — Insurrection de la Hollande. — Opérations en Italie et sur les Pyrénées. — Napoléon avait laissé plus de cent mille hommes dans les places de la Vistule, de l'Oder et de l'Elbe, vieux soldats qui manquèrent à la France dans ses revers. Saint-Cyr, assiégé dans Dresde avec trente mille hommes, montra peu de résolution, et, après avoir essayé vainement de se faire jour jusqu'à Davoust en réunissant les autres garnisons de l'Elbe, il capitula sous condition que son armée serait conduite en France et ne servirait qu'après échange (11 novembre). Cette capitulation fut indigne-

ment violée par les Autrichiens, et l'on retint prisonnière la garnison de Dresde : depuis l'assassinat de nos plénipotentiaires à Rastadt, il n'y avait plus de droit des gens pour la France. Stettin capitula le 5 décembre après neuf mois de blocus, Zamosc le 22, Modlin le 25, Torgau le 26. Cette ville, encombrée de vingt-sept mille malades, se rendit sous condition que les non-combattants seraient conduits en France : la capitulation fut violée. Dantzig, où Rapp s'étaient défendu avec héroïsme pendant un an, capitula le 29 sous les mêmes conditions que Dresde : la capitulation fut encore violée. Wittemberg se rendit le 13 janvier, Custrin le 30 mars, Glogau le 10 avril 1814.

Bernadotte avait détaché Bulow sur la Westphalie, et Wintzingerode sur le Hanovre : lui-même se porta sur le Bas-Elbe pour se joindre à Walmoden et reprendre Hambourg. Davoust reçut de l'Empereur l'ordre de revenir sur la Hollande, mais il était trop tard ; il abandonna son camp de la Steckenitz, se sépara des Danois, et rentra dans Hambourg. Il y fut assiégé par le corps de Woronzow. Les Danois évacuèrent Lubeck et se retirèrent sur Rendsbourg ; ils y furent enveloppés par Walmoden, et signèrent un armistice (15 déc.) qui laissa les Français isolés aux bouches de l'Elbe sans espoir d'être dégagés, et ayant à résister même aux habitants ; mais Davoust, à force d'énergie et d'habileté, s'y maintint jusqu'à la fin de la guerre. Les Danois refusèrent de prendre parti contre la France, et ce fut le seul peuple qui osât se tenir dans cette noble neutralité.

Pendant ce temps, Bulow s'était avancé en Hollande, où il y avait à peine douze mille hommes de très-mauvaises troupes, sous le commandement de Molitor. Celui-ci évacua Amsterdam (18 nov.), jeta des poignées d'hommes dans les places, et se replia sur Utrecht. La Hollande se mit en insurrection et appela les alliés. Wintzingerode vint joindre Bulow, força le passage de l'Yssel à Zwol, s'embarqua sur le Zuyderzée, et entra à Amsterdam (24 novembre), où il établit un gouvernement provisoire qui proclama l'indépendance des Provinces-Unies, et rappela le prince d'Orange. Bulow, après un rude combat à Arnheim, arriva à Utrecht. Molitor se retira sur la Meuse. Gertruydemberg, Bois-le-Duc, Breda, Berg-op-Zoom, avaient à peine pour garnison une centaine de marins et de vétérans ; les autres places n'étaient pas gardées. Les Anglais débarquèrent aux bouches de l'Escaut, et les îles de la Zélande leur furent livrées par les gardes-côtes. La ligne du Leck, d'Arnheim à Rotterdam, fut franchie, et l'ennemi n'avait plus d'autre obstacle que le Wahal. Decaen prit le commandement de la Hollande ; il

réunit à grand'peine quelques bataillons de jeune garde, de garde nationale et de marins; mais il ne put sauver les îles du Leck et de la Meuse, et il évacua bientôt, faute de garnison, Wilhemstadt, Gertruyemberg et Breda. Maison succéda à Decaen (9 déc.).

Les campagnes de 1812 et de 1813 avaient enlevé à l'Italie toute son armée, et ce ne fut qu'avec beaucoup de peine et vers le milieu d'août qu'Eugène put rassembler quarante-cinq mille fantassins, quinze cents chevaux et cent trente canons. Cette armée, entièrement neuve, se porta au delà des Alpes Juliennes et défendit pied à pied les approches de l'Italie. Eugène battit plusieurs fois les Autrichiens; mais ceux-ci étaient secondés par les habitants; toutes les provinces illyriennes se soulevèrent; les Français se retirèrent sur l'Isonzo (13 septembre). La défection des Bavarois donna aux Autrichiens l'entrée du Tyrol; Hiller arriva par le col de Toblach à Trente, et descendit la Brenta (16 octobre). Aussitôt Eugène jeta garnison dans Venise, et se retira sur l'Adige, où il n'arriva qu'après avoir chassé l'ennemi de Bassano. Son armée était réduite à trente mille hommes par la désertion, et il fallait défendre l'Adige de Ferrare à Rivoli. Les Autrichiens arrivèrent à Caldiero; Eugène les attaqua, les battit et les força à la retraite (15 novembre); mais alors un corps anglo-autrichien débarqua à l'embouchure du Pô, s'empara de Ferrare, se porta à Ravenne et insurgea les états pontificaux. Eugène se concentra sur le moyen Adige, s'assura des passages du Pô, et repoussa toutes les propositions des alliés, qui lui offraient la couronne d'Italie. Il comptait sur la coopération de Murat, qui marchait sur Rome avec vingt-cinq mille Napolitains, pour chasser les Anglais de la Romagne et reprendre l'offensive. Mais Murat voulut jouer le même rôle que Bernadotte : il avait traité secrètement avec l'Autriche, qui lui garantit ses états, et il marchait contre les Français, en s'annonçant comme le protecteur de l'indépendance italienne.

Wellington, avec son armée de cent vingt mille hommes, s'était emparé du col de Maya et de Roncevaux, et il attendait la reddition de Pampelune et de Saint-Sébastien pour entrer en France. Soult, en arrivant à Bayonne, compléta son armée avec trente mille conscrits du midi; il arma les forts des Pyrénées, fit de Bayonne une place redoutable, et prit l'offensive pour dégager Pampelune et Saint-Sébastien. Il franchit le col d'Ibagnetta, et trouva l'ennemi posté à Çubiry dans une position inaccessible; il essaya vainement de l'en débusquer, et, après une bataille acharnée, où il perdit huit mille hommes, il se retira derrière les Pyrénées (1813, 15 juill.). Alors Saint-Sébastien et Pampelune, après une résistance héroïque

capitulèrent. Les Anglais, maîtres de Saint-Sébastien, l'incendièrent et massacrèrent tous les habitants (31 août).

Wellington resta inactif pendant deux mois pour réorganiser son armée : alors il passa la Bidassao, perça la ligne des Français, qui s'étendait de Saint-Jean-de-Luz à la montagne de Rhune, et les força à se retirer derrière la Nive (8 novembre). Soult se maintint pendant un mois sur cette rivière, dont les bords furent le théâtre d'une bataille continuelle où les Anglais perdirent quinze mille hommes et les Français dix mille (9-13 décembre). A la fin de décembre, Wellington avait sa gauche à Ustaritz, son centre sur la Nive, sa droite à l'Adour; Soult occupait une courbe de Saint-Jean-Pied-de-Port à Bayonne par Peyrehorade.

Suchet, suivant les ordres de l'Empereur, avait laissé vingt mille hommes dans Denia, Peniscola, Tortose, Mequinenza, Lerida; il avait quitté Valence au milieu des témoignages d'affection des habitants, et il était arrivé à Barcelone, où il rallia le corps de Decaen (7 juillet). Les Anglais le suivirent, passèrent l'Èbre et investirent Tarragone. Suchet délivra cette place, et en ramena la garnison ; de là il se retira sur le Llobregat, battit les Espagnols au col d'Ordal, et les poursuivit jusqu'à Tarragone (1813, 11 sept.). Cette victoire assura ses cantonnements entre le Llobregat et Barcelone. Mais les dangers de la France et les renforts qu'il dut envoyer à l'Empereur le forcèrent bientôt à se replier sur Figuières.

§ XI. Situation de la France. — Déclaration de Francfort. — Opposition du Corps législatif. — Apprêts de Napoléon. — L'Empereur était revenu à Paris : « Il y a un an, dit-il au Sénat, toute l'Europe marchait avec nous; aujourd'hui toute l'Europe marche contre nous. Nous aurions tout à redouter sans l'énergie et la puissance de la nation. » Et il fit décréter une levée de trois cent mille hommes sur les conscriptions de 1803 à 1814, convoqua le Corps législatif, et, avec l'argent du domaine extraordinaire, prépara des armes, des chevaux, des habits. Mais il n'y avait plus que le peuple des paysans et des ouvriers, celui qu'il avait tenu éloigné de toute influence politique, celui qui s'était prodigué à lui sur les champs de bataille, celui qu'il semblait, au milieu de sa cour de nobles et de chambellans, voir avec dédain et méfiance, il n'y avait plus que le peuple qui eût gardé sa foi en lui, qui ne séparât pas sa cause de celle de la France, qui vît toujours en lui l'homme de la révolution. Tout le reste de la nation, harassé, épuisé, irrité, accusait son ambition seule des maux et des dangers de la patrie, s'effrayait des deux millions d'hommes et des 8 milliards dépensés par lui en huit années, enfin regardait comme in-

tolérable le despotisme du sabre. Les gens qui n'avaient vu dans la révolution que la conquête d'institutions libres, les débris des Girondins, les vaincus du 18 fructidor et du 13 vendémiaire, la génération nouvelle qui souffrait de la dictature sans comprendre les causes qui l'avaient amenée, enfin les mères de famille, les commerçants ruinés, les nombreuses victimes du régime impérial, tous ne voulaient plus de Napoléon, et étaient prêts à sacrifier le représentant de l'indépendance nationale pour un peu de paix et de liberté. Mais, ainsi qu'il était arrivé dans toutes les phases de la révolution, ils faisaient à leur insu l'œuvre des royalistes, qui se cachaient derrière eux pour les exciter, pleins de joie de se voir arrivés au but de leurs désirs : les éternels alliés de l'émigration, après vingt ans de défaites, touchaient le sol de la France comme au temps du manifeste du duc de Brunswick.

Il ne manquait pas de traîtres pour éclairer les étrangers sur la situation de la France ; aussi, avant de mettre le pied sur cette terre qui avait enfanté tant d'idées, tant d'armées, tant de grandes choses, tant de révolutions, songèrent-ils à s'y créer des auxiliaires, à y jeter la division, à isoler Napoléon de la nation. Ils se montraient modérés, pacifiques, libéraux ; au parlement anglais comme dans le conseil des souverains absolus, on ne parlait qu'avec respect de la France, de son « honneur, » de ses « justes droits ; » c'était au nom des principes que nous avions proclamés, au nom de la liberté et de l'indépendance des nations, que les peuples marchaient contre nous. Enfin les souverains alliés en vinrent même à offrir des négociations et un congrès, à condition que, pour bases sommaires du traité, la France abandonnerait l'Italie, la Hollande, l'Allemagne, l'Espagne, et rentrerait dans ses limites naturelles. Napoléon suspecta la sincérité de ces propositions ; il accepta l'offre d'un congrès, sans s'expliquer sur les bases sommaires. Les alliés en exigèrent l'acceptation avant toute négociation, et ils publièrent une déclaration datée de Francfort, dans laquelle ils énonçaient qu'ils « ne faisaient pas la guerre à la France, mais à la prépondérance que Napoléon a trop long-temps exercée hors des limites de son empire... Ils désiraient que la France fût forte, grande, heureuse, parce que la puissance française est une des bases fondamentales de l'édifice social... Ils confirmaient à la France une étendue de territoire qu'elle n'avait jamais eue sous ses rois, parce qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour avoir à son tour éprouvé des revers dans une lutte opiniâtre et sanglante où elle a combattu avec son audace accoutumée... Ils ne poseraient pas les armes avant que l'état politique de l'Europe ne fût de nouveau

raffermi, avant que des principes immuables n'eussent repris leurs droits sur de vaines prétentions, avant que la sainteté des traités n'eût assuré une paix véritable à l'Europe. »

Cette déclaration, habile contre-partie du manifeste de Brunswick, porta un coup mortel à la puissance de Napoléon, parce qu'elle répondait à l'opinion générale, qui tendait à isoler la nation de son chef, et qu'elle satisfaisait à tout ce que la France avait jamais demandé : ses limites naturelles et un gouvernement de son choix. L'Empereur se hâta d'adhérer aux bases sommaires; mais alors recommença la comédie politique de Prague : on prit des délais, on chercha des difficultés, on renvoya tout à un congrès. Les alliés avaient appris par les traîtres de l'intérieur qu'au lieu de transiger avec la révolution ils pouvaient la vaincre, qu'ils n'auraient à combattre qu'une faible armée, non la nation ; qu'ils n'avaient plus devant eux la France de 92, mais la France tellement découragée, qu'elle achèterait la paix même au prix de son honneur. Alors leurs dernières hésitations cessèrent, et une campagne d'hiver fut résolue.

L'Empereur, voyant le plan des alliés et les intrigues de l'intérieur, voulut convaincre la nation de son amour pour la paix : il ouvrit la session du Corps législatif, et lui communiqua toutes les pièces diplomatiques (1813, 19 déc.). Une commission fut nommée pour examiner ces documents : elle se composait de Raynouard, Laîné, Gallois, Flaugergues, Maine de Biran, et, dans son rapport, elle demanda que l'Empereur opposât à la déclaration des alliés une déclaration propre à désabuser l'Europe du dessein qu'on lui prêtait de vouloir une prépondérance contraire à l'intérêt des nations. « Il paraît indispensable, dit le rapporteur Laîné, qu'en même temps que le gouvernement proposera les mesures les plus promptes pour la sûreté de l'état, Sa Majesté soit suppliée de maintenir l'entière et constante exécution des lois qui garantissent aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques. » Une violente discussion s'éleva à la suite de ce rapport, où l'on entendit Raynouard faire la critique la plus amère de la situation, opposer la grandeur de la France sous l'empire des lis à la misère actuelle, appeler Bernadotte le héros de la Suède : « Nos maux sont à leur comble, dit-il, la patrie est menacée sur toutes ses frontières, le commerce est anéanti ; l'industrie expire ; la conscription est devenue pour la France un odieux fléau ; une guerre barbare et sans but engloutit périodiquement la jeunesse. Il est temps que les nations respirent ; il est temps que les trônes s'affermissent, et que

l'on cesse de reprocher à la France de vouloir porter dans tout le monde des torches révolutionnaires. »

Napoléon fut indigné de cette réclamation si malheureuse, si intempestive, qui pouvait engendrer la guerre civile, et dans laquelle se cachaient si mal les intentions du rapporteur, qui faisait en effet partie de l'association bourbonienne. « Votre commission, dit il aux députés, a été guidée par l'esprit de la Gironde!... Au lieu de m'aider, vous secondez l'étranger ! au lieu de nous réunir, vous nous divisez ! Est-ce le moment de parler des abus, quand deux cent mille Cosaques franchissent nos frontières? Il ne s'agit pas de liberté et de sûreté individuelle, il s'agit de l'indépendance nationale. N'étiez-vous pas contents de la constitution? Il y a quatre ans qu'il fallait en demander une autre... Et au nom de qui parlez-vous? C'est moi qui suis le seul, le vrai représentant du peuple : quatre fois j'ai eu le vote de cinq millions de citoyens. M'attaquer, c'est attaquer la nation ! » Et il ordonna l'ajournement indéfini du Corps législatif (1813, 31 déc.). Ce nouveau 18 brumaire fit l'effet le plus fâcheux sur l'opinion, il justifia toutes les accusations de despotisme portées contre Napoléon ; il transforma les députés, jusqu'alors si peu considérés, en amis de la liberté, avec lesquels les royalistes sympathisèrent.

L'Empereur ne pouvait plus compter que sur lui-même pour sauver son trône et la France, et, malgré le découragement universel, il garda son indomptable fermeté ; mais il ne changea pas de système. Il avait tenu outrageusement la nation éloignée des affaires publiques ; il avait concentré la vie de la France en sa personne ; il s'était entouré d'hommes de l'ancien régime, de personnages corrompus par la richesse, d'autorités serviles et tremblantes : il allait subir fatalement la peine de tant de fautes capitales, ne prendre que des mesures insuffisantes et intempestives, et, en laissant la France dans une déplorable sécurité, la livrer, pour ainsi dire, désarmée à l'invasion. Il régla lui-même par un décret le budget de 1814, mais ce fut pour la nation un nouveau sujet de mécontentement ; il envoya dans les départements des commissaires pour accélérer les moyens de défense, mais ces commissaires étaient des hommes inconnus et usés qui ne firent rien ; il rétablit la garde nationale de Paris, mais avec tant de défiance, qu'elle se composa seulement de fonctionnaires et de propriétaires ; il mobilisa cent vingt bataillons de garde nationale pour le service des places, mais il ne leur donna des armes qu'à la dernière extrémité. On ne prit que des mesures partielles pour remuer les masses, et celles qui se soulevèrent le firent spontanément. Avec les cent cinquante mille hommes

qui combattaient en Italie et en Espagne, la France eût été invulnérable; mais Napoléon, croyant toujours reprendre l'offensive, ne voulut pas les rappeler, et, au lieu de concentrer ses dernières ressources, il ne fit que des sacrifices tardifs et inutiles. Ainsi, il se débarrassa de sa querelle avec le pape en le renvoyant en Italie, mais ce fut sans traité et sans condition; car Pie VII, qui était en correspondance avec les étrangers, avait refusé toute espèce de négociation. De même il fit un traité avec Ferdinand VII, par lequel il le reconnut comme roi d'Espagne, lui rendit sa liberté et retira ses troupes de la Péninsule; mais Ferdinand n'avait ni l'envie ni le pouvoir d'exécuter ce traité; la régence espagnole mit des délais à le reconnaître, et Wellington n'arrêta pas sa marche.

Cependant Napoléon n'avait pas quatre-vingt mille combattants pour résister aux cinq cent mille alliés qui allaient passer le Rhin. Augereau rassemblait à Lyon deux mille hommes qui allaient se grossir de dix mille demandés à Suchet : il devait défendre le bassin du Rhône et donner la main à Eugène. Victor avait douze mille hommes répandus de Bâle à Strasbourg; Marmont, dix mille entre Strasbourg et Mayence; Ney, dix-huit mille entre Mayence et Coblentz; Macdonald, treize mille entre Coblentz et Nimègue. Enfin Maison, avec douze mille hommes, couvrait la Belgique.

§ XII. Invasion de la France. — Opérations des trois armées alliées. — Bataille de La Rothière. — Batailles de Montmirail, de Vauchamp, etc. — Opérations de l'armée du Nord. — Pour envahir la France couverte par ce faible cordon de troupes neuves, découragées, dénuées de tout, les alliés avaient convoqué toute la population vigoureuse de l'Europe. Les trois grandes armées de Bohême, de Silésie et du Nord formaient trois cent quarante mille hommes; à leur suite venaient cent quarante mille hommes de la confédération du Rhin, puis cent soixante mille des réserves prussiennes et autrichiennes; il y avait vingt-cinq mille Anglo-Hollandais en Belgique; l'armée autrichienne d'Italie comptait, avec celle de Murat, cent mille hommes; cent vingt mille étaient retenus sur l'Oder et l'Elbe par les siéges; enfin les armées anglo-espagnoles s'élevaient à cent quarante mille hommes.

D'après le plan des alliés, Schwartzemberg devait passer le Rhin à Schaffouse et à Bâle, Blücher entre Strasbourg et Coblentz, tous deux faire leur jonction sur la Marne ou la Meuse, et marcher sur Paris. L'armée du Nord était destinée à la conquête de la Belgique. Ce plan violait la neutralité de la Suisse : la diète helvétique réclama la foi des traités et plaça quelques troupes sur le Rhin; mais les aristocraties de ce pays avaient aussi des réparations à

demander à la France : elles firent accord avec les alliés, et lorsque les Autrichiens se présentèrent, entre Bâle et Schaffouse, les bataillons suisses se retirèrent, et les colonnes de Schwartzemberg passèrent le fleuve (1813, 21 déc.).

L'aile gauche, commandée par Bubna, se porta à travers la Suisse sur Genève, qui fut livrée par les habitants (30 déc.); elle s'empara de Saint-Claude, Salins, Dôle, échoua contre Mâcon et se rabattit sur Bourg, qui fit résistance et fut saccagée. De là, après une vaine tentative sur Lyon, elle occupa le pays entre l'Ain et la Saône. Un de ses détachements se porta sur Chambéry et s'en empara. La population des départements de l'Ain, du Mont-Blanc et de l'Isère se forma en compagnies franches et mit une énergie extrême à défendre son pays.

Le centre s'avanca par Neuchâtel sur Besançon, Auxonne, Dijon. Auxonne et Besançon furent investies; un corps se dirigea sur Langres. Mortier, avec une division de la garde, se porta sur cette ville; mais il fut obligé de l'évacuer : il se retira sur Chaumont, puis sur Bar-sur-Aube, et, après un combat acharné, sur Troyes (1814, 24 janv.).

L'aile droite investit Huningue et Béfort, s'étendit en Alsace et passa les Vosges. Victor, après deux combats à Épinal et à Saint-Dié, se replia sur Nancy où il se joignit à Ney. Tous deux se retirèrent derrière la Meuse à Vaucouleurs.

L'armée de Silésie passa le Rhin, entre Manheim et Coblentz; la droite se porta sur Mayence, qui fut investie; la gauche, sur la route de Nancy pour communiquer avec l'armée de Bohême; le centre, à la poursuite de Marmont, qui recula sur la Sarre, puis sur la Moselle, enfin, après avoir jeté garnison à Metz, sur Verdun. Alors Marmont entra en communication avec Ney et Victor, qui, après un combat à Ligny, se retirèrent à Saint-Dizier (1814, 24 janv.). Les trois maréchaux se réunirent à Vitry.

L'armée du Nord, qui comprenait seulement les corps de Bulow et de Wintzingerode, déjà maîtresse de la Hollande, avait franchi le Wahal et la Meuse. Pendant que Bulow se dirigeait contre Maison, qui essaya vainement de prendre Breda, et se retira sous Anvers (12 janv.), Wintzingerode força Macdonald à évacuer Nimègue, Clèves, Dusseldorf, Cologne. Macdonald se retira à Aix, puis à Liége, enfin à Namur, où, ayant recu de l'Empereur l'ordre de marcher sur Châlons, il se mit en route. Wintzingerode arriva à Namur et attendit des renforts.

Ainsi, vers la fin de janvier, les trois armées de Wintzingerode, de Blücher et de Schwartzemberg occupaient une ligne continue

de Namur à Langres, ayant sur leurs flancs les corps de Bulow et de Bubna qui agissaient isolément. La marche des alliés avait été très-lente, car ils n'avaient devant eux qu'une ombre d'armée, et ils donnèrent le temps à Napoléon de ramasser ses dernières ressources.

L'Empereur partit des Tuileries après avoir laissé la régence à Marie-Louise (25 janv.), et confié à la garde nationale sa femme et son fils, qu'il ne devait jamais revoir! Sa présence ranima la Champagne, où les paysans prirent les armes en criant : Vive l'Empereur ! mais en mêlant à ce cri : A bas les *droits-réunis* ! qui était pour eux l'improbation du régime impérial. Il trouva Marmont, Ney et Victor groupés en avant de Vitry, Macdonald en marche sur Châlons, Mortier à Troyes. Tout cela formait soixante-dix mille hommes. Il laissa Macdonald à Châlons, où était le grand parc d'artillerie, pour garder la Marne; Mortier, à Troyes, pour garder la Seine; avec les trois autres corps il résolut de manœuvrer entre les deux rivières pour empêcher la jonction de Blücher et de Schwartzemberg, et surprendre leurs colonnes isolées. Il se mit en marche et rencontra à Saint-Dizier les premiers ennemis (27 janv.): c'était une partie du centre de l'armée de Silésie, dont l'avant-garde (Sacken) était en marche sur Brienne pour se réunir à l'armée de Bohême, pendant que l'arrière-garde (York) était encore à Saint-Mihiel. Il battit ces troupes. Alors il résolut de tomber sur Blücher avant que sa jonction avec Schwartzemberg fût opérée, et il marcha par Vassy sur Mortierender. Blücher apprit la marche des Français : il instruisit Schwartzemberg de sa position et se concentra à Brienne. Napoléon l'attaqua et enleva Brienne après un violent combat livré dans les murs mêmes du collége militaire où il avait été élevé; mais Blücher se retira sur la route de Bar-sur-Aube, que suivait l'armée de Bohême, et fit sa jonction avec elle. Toutes les masses alliées étaient réunies (1814, 31 janv.), et Napoléon, s'obstinant à poursuivre Blücher, allait, au lieu de les couper, en être enveloppé. En effet, lorsqu'il arriva à La Rothière, il lui fallut combattre avec vingt-sept mille fantassins, neuf mille chevaux et cent dix canons, contre cent mille hommes, dont vingt-deux mille de cavalerie et deux cent quatre-vingts bouches à feu. La bataille fut très-acharnée : les Français, enfoncés au centre et tournés sur leur gauche, perdirent six mille hommes et cinquante canons (1er février). Leur retraite se fit en bon ordre par le pont de Lesmont, sans que l'ennemi l'inquiétât, et ils arrivèrent à Troyes, où ils joignirent le corps de vieille garde de Mortier (3 février). Ce corps avait empêché l'armée de Bohême de tourner Napoléon par

sa droite. Quant à celui de Macdonald, après un violent combat livré devant Châlons contre l'arrière-garde de Blücher (6 févr.) il avait évacué cette ville avec le grand parc et s'était retiré sur Epernay.

Les deux armées alliées ne profitèrent pas de leur victoire de La Rothière : au lieu de se porter, en masses et réunies, sur la capitale par le pays entre Seine et Marne, elles se séparèrent pour descendre, l'une la Marne, l'autre la Seine jusqu'à Paris. Blücher se dirigea, par Arcis-sur-Aube et Fère-Champenoise, sur Épernay; il arrivait ainsi sur le flanc de Macdonald, qui se retira à Château-Thierry. Il ordonna à York de poursuivre ce maréchal par Épernay, à Sacken de se porter par Vertus et Montmirail, pour le prévenir à La Ferté-sous-Jouarre; lui-même prit cette route, et il appela à Châlons, derrière lui, les corps de Cleist et de Langeron. Macdonald se défendit pied à pied, fit sauter le pont de Château-Thierry, arriva à La Ferté-sous-Jouarre, où il repoussa les premières troupes de Sacken; enfin il se retira à Meaux. L'alarme était dans Paris.

Napoléon n'avait plus devant lui que l'armée de Bohême; après quelques combats, il évacua Troyes pour défendre le passage de la Seine à Nogent et recevoir des renforts. Là il apprit la marche isolée de Blücher, et il résolut de se porter sur le flanc de la longue colonne que formait l'armée de Silésie. Il laisse Victor à Nogent, Oudinot à Bray avec vingt mille hommes de nouvelles levées, quelques dépôts de garde nationale sur l'Yonne, et avec sa garde, Marmont et Ney, c'est-à-dire quinze mille hommes, il se jette dans les routes défoncées qui joignent la Marne à la Seine par Villenoxe et Sézanne (7 février). Il débouche à Champ-Aubert sur la route de Châlons, et y rencontre une colonne russe de cinq mille hommes et de vingt-quatre canons : cette colonne est enveloppée, écrasée, détruite, et l'armée de Silésie se trouve coupée en deux (10 fév.), car Sacken était à La Ferté-sous-Jouarre, York à Château-Thierry, Blücher à Vertus, Kleist et Langeron près de Châlons. Blücher ordonne aux deux premiers de revenir sur Montmirail, aux deux derniers d'accourir à Étoges : lui-même s'arrête à Vertus. Napoléon laisse Marmont pour contenir Blücher, et se dirige sur Montmirail (11 fév.) : Sacken y arrive; il le bat complétement, et lui fait perdre quatre mille hommes, vingt-six canons, deux cents voitures. York accourt et ne peut que recueillir les débris de son compagnon. Tous deux se retirent sur Château-Thierry, et veulent tenir en avant de cette ville : ils sont culbutés avec perte de trois mille hommes, poursuivis dans Château-Thierry,

où ils mettent le feu, et de là sur la route de Fismes. Napoléon laisse la poursuite à Mortier et aux paysans furieux; il revient vers Montmirail, et se joint à Marmont, qui avait reculé devant Blücher jusqu'à Vauchamp (14 févr.). Blücher se met en retraite, mais il est poursuivi et battu pendant trois jours; il perd dix mille hommes et revient à Châlons, où il est joint par Sacken et York, qui avaient fait un long détour par Reims. L'armée de Silésie avait perdu vingt-cinq mille hommes; mais elle reçut des renforts de l'armée du Nord, qui commençait à entrer en ligne dans le bassin de la Seine.

Wintzingerode était parti de Namur : il s'empara d'Avesnes (6 fév.), qui n'avait pas garnison, puis de Laon, et enfin de Soissons, qui n'était pas fortifiée. Quant à Bulow, il avait eu à lutter contre Maison, qui, avec de faibles dépôts et des places sans garnison, était venu à bout d'arrêter sa marche : aidé d'un corps anglais, il attaqua Anvers et, après plusieurs jours de bombardement et de combat, il fit une retraite honteuse (6 fév.). La ville était défendue par Carnot, ennemi du despotisme impérial, mais qui, à l'aspect de l'ennemi, s'était souvenu de 1793, et avait offert ses services à l'Empereur[1]. Le corps de Bulow fut alors remplacé par celui du duc de Weymar, et il se porta sur Malines. Maison évacua Bruxelles, et se retira sur Tournay. Bulow fila par Mons, en évitant les places, et arriva à Laon; puis il s'empara de La Fère, mauvaise place, où il trouva un matériel de 20 millions (24-27 fév.). Blücher pouvait donc se réunir aux deux corps de l'armée du Nord; mais à cause de Maison, qui avec huit mille hommes tenait encore notre ancienne frontière, la jonction fut retardée. Bulow et Wintzingerode reculèrent même au delà de l'Aisne, et Mortier réoccupa Soissons, position de la plus haute importance, où il laissa quinze cents hommes.

§ XIII. Congrès de Chatillon. — Retour de Napoléon sur la Seine. — Combats de Mormans et de Montereau. — Retour de Napoléon sur la Marne. — Batailles de Craonne et de Laon. — Cependant un congrès s'était ouvert à Châtillon (5 fév.). Napoléon, découragé par la défaite de La Rothière, y avait envoyé Caulain-

[1] « Sire, lui écrivait-il, aussi long-temps que le succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à Votre Majesté des services que je n'ai pas cru lui être agréables; aujourd'hui que la mauvaise fortune met votre constance à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre des faibles moyens qui me restent : c'est peu, sans doute, que l'offre d'un bras sexagénaire; mais j'ai pensé que l'exemple d'un soldat dont les sentiments patriotiques sont connus pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent se persuader que ce serait servir leur pays que de l'abandonner. Il est encore temps, sire, de conquérir une paix glorieuse, et de faire que l'amour d'un grand peuple vous soit rendu. »

court, en lui donnant carte blanche, pour « sauver la capitale et éviter une bataille où étaient les dernières espérances de la nation. » « J'ai accepté les bases de Francfort, lui disait-il; mais il est plus que probable que les alliés ont d'autres idées : ils veulent réduire la France à ses anciennes limites... Ce système est inséparable du rétablissement des Bourbons, parce qu'eux seuls peuvent offrir une garantie du maintien de ce système [1]. » En effet, les plénipotentiaires de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, « traitant avec la France, au nom de l'Europe formant un seul tout, » déclarèrent, pour première condition de paix, « qu'il fallait qu'elle rentrât dans ses anciennes limites, et que son intervention ne serait pas admise dans la disposition des pays auxquels elle renoncerait. » « Jamais je ne signerai un tel traité, écrivit Napoléon. J'ai juré de maintenir l'intégrité de la république; je n'abandonnerai pas les conquêtes qui ont été faites avant moi ! Que pour prix de tant d'efforts, de sang et de victoires, je laisse la France plus petite que je ne l'ai trouvée : jamais! Que serai-je donc pour les Français, quand j'aurai signé leur humiliation? Que dirai-je aux républicains, quand ils viendront me demander leurs barrières du Rhin? Si les alliés veulent changer les bases de Francfort, je ne vois que trois partis : vaincre, mourir ou abdiquer [2]. » Ce fut alors, et pendant que Caulaincourt cherchait à négocier, qu'il se porta contre l'armée de Silésie et la culbuta jusqu'à Châlons. Enivré de ces succès, croyant la fortune revenue et les alliés atterrés, il enjoignit à Caulaincourt de ne traiter que sur les bases de Francfort. « Je suis plus près de Vienne qu'ils ne sont de Paris, » dit-il. Mais les alliés connaissaient mieux que lui la situation intérieure de la France, et ils conclurent le traité de Chaumont (1er mars), par lequel ils faisaient alliance offensive et défensive pour vingt ans, et s'engageaient, en poursuivant la guerre avec toutes leurs ressources, à ne jamais faire de paix séparée. « Alors ils pressèrent Caulaincourt de donner une réponse définitive. » Si la paix ne se fait pas dans ce moment, lui écrivit Metternich, le triomphe des partisans de la guerre à outrance contre Napoléon sera assuré, le monde bouleversé, et la France la proie de ces événements. » Caulaincourt parvint encore à gagner du temps. « Il faut des sacrifices, dit-il à l'Empereur; il faut les faire à temps. Comme à Prague, l'occasion va nous échapper. La négociation une fois rompue, tout est fini : on ne veut qu'un prétexte. » Mais de nouveaux succès avaient rendu à Napoléon toute sa confiance dans sa fortune.

[1] Fain, Manuscrit de 1814, t. I, p. 76. — [2] Lettres des 19 janvier et 5 février.

Pendant qu'il mettait en fuite l'armée de Silésie, l'armée de Bohême avait passé la Seine à Bray et à Nogent malgré une vive résistance; Victor et Oudinot s'étaient retirés sur Nangis; Montereau, Sens, Auxerre avaient été prises, et peu après Fontainebleau et Montargis; les Cosaques se montraient sur la route d'Orléans à Paris. Macdonald, qui était encore à Meaux, fut envoyé avec dix mille hommes au secours de Victor et d'Oudinot; tous trois se retirèrent sur la ligne de l'Yères; Schwartzemberg, qui connaissait la défaite de Blücher, les suivit mollement. A la nouvelle de ces événements, l'Empereur laisse Marmont à Étoges contre Blücher, et Mortier sur la route de Villers-Cotterets pour contenir Bulow et Wintzingerode : il quitte Montmirail avec sa garde, descend jusqu'à Meaux, prend la route de Meaux à Guignes, arrive sur l'Yères et se joint aux trois maréchaux (15 fév.). Son armée présentait alors cinquante mille hommes; elle était pleine d'enthousiasme et se porte en avant (17 fév.). L'avant-garde de Wrède, qui était à Mormans, est écrasée et perd quatre mille hommes; une autre division bavaroise est enfoncée à Valjouan; les corps ennemis se replient de toutes parts et repassent la Seine; les Wurtembergeois veulent défendre Montereau. Les hauteurs qui bordent la Seine sont emportées par Pajol et Gérard après un violent combat où Napoléon dirige lui-même le feu de l'artillerie; l'ennemi se retire dans la ville, où il est écrasé par la cavalerie et les habitants; il repasse la Seine ayant perdu six mille hommes. Schwartzemberg ordonne la retraite sur Troyes et prescrit à Blücher, alors retiré à Châlons, de se joindre à lui par Arcis et Méry. Les colonnes françaises se mettent à sa poursuite par Bray et Nogent, arrivent à Méry, et trouvent cette ville occupée par un corps de Blücher qui se disposait à agir sur la gauche et les derrières des Français. Oudinot, après un violent combat, emporte Méry et rejette les Prussiens sur l'Aube (21 fév.). Napoléon arrive à Troyes. Schwartzemberg se retire sur Bar-sur-Aube, et donne la main à Blücher qui occupe Arcis. Les deux masses ennemies se trouvaient encore réunies, mais elles étaient troublées, inquiètes; les fuyards jetaient l'alarme jusque sur le Rhin, où les paysans de la Lorraine et de l'Alsace faisaient une guerre acharnée à leurs convois, et où la ligne de retraite des alliés pouvait être coupée par Augereau.

Augereau avait réuni à Lyon dix-sept mille hommes : sa mission était de remonter la Saône, de soulever les paysans belliqueux de la Comté et du pays de Vaud, et de se porter sur le Rhin et les Vosges pour couper les convois et la retraite de l'ennemi. Mais, au lieu d'opérer cette large diversion, il ne s'occupa qu'à faire une

guerre de chicane sur la Saône et le Rhône contre le corps de Bubna : il dispersa son armée en détachements, reprit Bourg, Montmélian, Chambéry, battit Bubna à Aix et le rejeta dans Genève. Alors les alliés se rassurèrent et changèrent de plan. Blücher dut se diriger sur la Marne pour y écraser Marmont, se joindre aux corps de l'armée du Nord et marcher sur Paris. Schwartzemberg devait se replier sur Langres en entraînant Napoléon à sa poursuite, pendant qu'une nouvelle armée, dite du Midi, et forte de cinquante mille hommes, marcherait sur Mâcon pour battre Augereau et assurer la ligne de retraite des alliés.

En effet, pendant que Schwartzemberg se retire derrière l'Aube, puis sur Bar et enfin sur Chaumont, Blücher passe l'Aube à Arcis, se jette sur Marmont à Sézanne et le force à reculer à La Ferté-sous-Jouarre. Là Marmont est joint par Mortier, qui s'était porté de Soissons à Château-Thierry. Blücher pousse sur Meaux pour tourner la droite des deux maréchaux et les couper de Paris : ceux-ci reculent à la hâte sur Meaux et en chassent les Prussiens. Blücher se replie sur La Ferté-sous-Jouarre, y passe la Marne et se dirige sur Lisy pour tourner la gauche des maréchaux : ceux-ci se prolongent sur la rive droite de l'Ourcq, et l'arrêtent par deux violents combats ; mais ils étaient fort inquiets, n'ayant que dix mille hommes pour couvrir Paris, et voyant Bulow et Wintzingerode qui s'avançaient sur Soissons.

Napoléon, ayant appris la marche de Blücher, laisse Macdonald et Oudinot pour contenir les Autrichiens, part de Troyes avec vingt-cinq mille hommes, et arrive par Sézanne à La Ferté-Gaucher (1er mars). Blücher, apprenant ce mouvement, renonce à marcher sur Paris et fait passer la Marne à toute son armée (26 fév). Quand les Français arrivent harassés à La Ferté sous-Jouarre, ils découvrent sur l'autre rive l'ennemi qui se retire à la hâte sur Soissons, sous les murs de laquelle il a donné rendez-vous aux deux corps de l'armée du Nord. Napoléon ordonne à Marmont et à Mortier de reprendre l'offensive par Villers-Cotterets (2 mars); puis il passe la Marne et court sur Soissons. L'ennemi marchait à la débandade, couvrant les chemins de traîneurs; pressé par Marmont et Mortier, menacé à gauche par l'Empereur, acculé à l'Aisne et à une place mauvaise mais bien garnie, il fallait qu'il fût détruit ou mît bas les armes. Mais la fortune allait se jouer encore des admirables combinaisons du génie. Bulow et Wintzingerode s'étaient portés sur Soissons et attaquaient cette place (9 mars). Le commandant, n'osant exposer cette bicoque à un assaut, capitula. A peine la garnison s'était-elle écoulée, que les colonnes de Blücher

s'y précipitèrent pleines de joie de ce refuge inespéré (4 mars). Les armées de Silésie et du Nord étaient réunies; Blücher n'était plus un fugitif; il avait doublé ses forces et pouvait reprendre l'offensive.

Napoléon, furieux de ce fatal accident, auquel les alliés ont attribué eux-mêmes tout le succès de leur campagne, essaya vainement d'enlever Soissons. Alors il voulut tourner les alliés par leur gauche, les prévenir à Laon, les couper de la Belgique. Il enleva le passage de l'Aisne à Béry, et rencontra sur le plateau de Craonne l'armée de Blücher rangée en bataille (7 mars): il parvint à l'en déloger après un combat très-sanglant; mais il perdit huit mille hommes, et les ennemis se retirèrent en bon ordre sur Laon, où ils se préparèrent à une deuxième bataille. Il s'obstina à les suivre: il ne pouvait opposer aux cent mille hommes aguerris de Blücher que trente mille soldats jeunes, malades, à peine habillés. Après une journée de combat pour déposter l'ennemi des approches de Laon, il reconnut la position inattaquable de front, et ordonna à Marmont de la tourner par la route de Reims (10 mars); mais celui-ci, assailli par des forces supérieures, fut enfoncé et rejeté au delà de l'Aisne. L'Empereur s'opiniâtra encore deux jours à batailler devant Laon. Après avoir perdu cinq mille hommes, il se retira par la route de Reims, en laissant Mortier à Soissons que les alliés avaient évacuée. Reims avait été surprise par le corps russe de Saint-Priest, qui, ayant traversé les Ardennes, servait de lien à Blücher et à Schwartzemberg. Napoléon enleva cette ville après un violent combat, où les Russes perdirent cinq mille hommes et leur général (14 mars). Après cette victoire, il s'arrêta pendant trois jours pour donner du repos à ses troupes et jeter un regard sur sa situation.

§ XIV. Rupture du congrès. — Opérations en Belgique, dans le midi, en Italie, aux Pyrénées. — L'invasion étrangère n'avait pas tiré la France de son apathie; l'Empereur avait ordonné vainement une levée en masse, prescrit de couper les ponts, de sonner le tocsin, de détruire les vivres à l'approche de l'ennemi; il n'y avait que les départements frontières qui eussent répondu à cet appel; on ne voulait plus se défendre; on laissait Napoléon seul contre l'Europe; il semblait qu'on ne crût pas au danger. Cependant l'administration s'embarrassait, les impôts ne rentraient plus; on ne pourvoyait à l'entretien de l'armée que par des réquisitions forcées; un tiers du territoire, déjà occupé par l'ennemi, ne donnait plus ni argent ni hommes; des bandes de réfractaires remuaient la Vendée. Les ennemis du régime impérial

redoublaient leurs intrigues; la contre-révolution se préparait; la conspiration dont Talleyrand, Dalberg, Vitrolles, de Pradt étaient les chefs, négociait activement avec les étrangers, et elle détermina, par ses révélations, la rupture du congrès de Châtillon.

Caulaincourt, poussé dans ses derniers retranchements (15 mars), avait remis un contre-projet par lequel la France ne gardait de toutes ses conquêtes que la Savoie avec le royaume d'Italie borné à l'Adige pour le prince Eugène; mais les alliés déclarèrent (19 mars) qu'ils « regardaient les négociations comme terminées : indissolublement unis pour le grand but qu'avec l'aide de Dieu ils espéraient atteindre, ils ne faisaient pas la guerre à la France, ils regardaient les justes dimensions de cet empire comme une de premières conditions d'équilibre politique, mais ils ne poseraient pas les armes avant que leurs principes n'eussent été reconnus et admis par son gouvernement. » Alors le cabinet de Londres déroula son plan de restauration des Bourbons. Le comte d'Artois vint à Vesoul, les ducs d'Angoulême et de Berry à Saint-Jean-de-Luz et à Jersey; Louis XVIII fit des adresses au Sénat et à la nation; les conspirateurs de l'intérieur répandirent des proclamations où le mot d'ordre était : « Plus de tyran, plus de guerre, plus de conscription, plus de droits-réunis. »

Les événements de la guerre dans la Belgique, à Lyon, en Italie, aux Pyrénées contribuèrent à cette résolution suprême des alliés. Après le départ de Bulow pour Soissons, le corps du duc de Weymar fut contenu par les habiles manœuvres de Maison, qui s'était retiré sous le canon de Lille. Carnot se défendait énergiquement dans Anvers (8 mars). Huit mille Anglais essayèrent, d'accord avec les habitants, une surprise sur Berg-op-Zoom; mais la moitié de ce corps fut tuée ou prise dans la ville par une garnison de deux mille cinq cents hommes. Enfin, quand le duc de Weymar eut reçu des renforts, il se dirigea contre Maubeuge; mais les habitants, hommes, femmes, enfants, se portèrent sur les murailles, et le forcèrent à se retirer honteusement (27 mars).

Augereau n'avait devant lui que les vingt-cinq mille Autrichiens de Bubna, disséminés de Châlons à Genève, et il restait immobile. Napoléon lui ordonna plusieurs fois de former une seule colonne de toutes ses troupes, et de marcher sur le Rhin : « Frappez l'ennemi au cœur, lui disait-il. L'Empereur vous somme d'oublier vos cinquante-six ans et de vous souvenir des beaux jours de Castiglione. » Augereau n'en resta pas moins à Lyon, sous prétexte que son armée n'était pas équipée. « J'ai en ce moment, lui répondit l'Empereur, une division de quatre mille gardes nationaux en

chapeaux ronds et en vestes, sans gibernes, armés de toute sorte de fusils, dont je fais le plus grand cas, et je voudrais bien en avoir trente mille. » Augereau ne se mit en marche que quand l'armée du Midi s'avança sur Châlons et Mâcon ; mais arrivé à Lons-le-Saulnier, il craignit d'être coupé de Lyon, rétrograda et rentra dans cette ville. Dès lors il n'était plus qu'un chef de partisans, et non une aile de Napoléon : ses opérations ne pouvaient plus influer sur les événements (9 mars). Cependant il essaya de reprendre Mâcon, fut repoussé, et se retira sur les hauteurs de Limonest pour sauver Lyon par une bataille. Il fut défait, évacua Lyon, se dirigea sur Valence pour prendre la ligne de l'Isère, et, sous prétexte d'empêcher la jonction des Autrichiens avec les Anglo-Espagnols, échelonna ses troupes depuis Valence jusqu'à Pont-Saint-Esprit. C'était une trahison : Augereau était depuis trois semaines en négociation avec les étrangers. Les alliés entrèrent à Lyon : maîtres de cette ville et de Genève, ils avaient leur ligne d'opérations assurée et tenaient les portes de l'Italie.

Eugène occupait la ligne de l'Adige avec trente-huit mille hommes de troupes peu certaines, et il avait des garnisons dans Ancône, Château-Saint-Ange, Pise, Livourne, etc. L'armée autrichienne, forte de soixante-dix mille hommes, avait sa droite sur le lac de Garda, son centre sur l'Adige, sa gauche sur le Pô, appuyée au corps anglais qui tenait Ferrare. Venise, Palma-Nova, Cattaro, Raguse étaient assiégées. Les deux armées attendaient, pour reprendre les hostilités, l'arrivée de Murat, qui venait de signer son traité définitif avec l'Autriche, et qui marchait lentement par l'État romain et la Toscane sur Modène (13 janv.) [1]. Eugène se replia sur le Mincio; l'ennemi le suivit : une bataille s'engagea, où les Français restèrent maîtres de leurs positions et firent éprouver une perte de sept mille hommes aux Autrichiens (18 février). Alors Eugène envoya un détachement sur la rive droite du Pô, qui battit les Napolitains à Parme. Murat s'arrêta à Reggio, attendant l'issue de la campagne de France; il était plein d'indécision et de remords, et la discorde éclata entre lui et les alliés lorsqu'il vit descendre à Livourne Ferdinand IV avec seize mille Anglo-Siciliens. Les trois armées restèrent dans l'inaction jusqu'à la fin de la campagne.

Au commencement de l'année, Wellington occupait, avec soixante-

[1] Napoléon fut indigné : « Murat faire tirer des coups de canon sur des Français, c'est abominable ! Le voilà, le Bernadotte du midi ! Il pouvait jouer un si beau rôle ! Son armée, réunie à celle du vice-roi, pouvait faire une campagne superbe. Ils étaient plus forts que Bellegarde. Une bataille gagnée sur les Autrichiens les menait aux portes de Vienne. Ils sauvaient la France et l'Italie ! »

dix mille hommes, les routes de Saint-Jean-de-Luz et de Saint-Jean-Pied-de-Port à Bayonne. Soult, avec soixante mille hommes, avait sa droite à Bayonne, son centre sur l'Adour, sa gauche sur la Bidouze. Le mois de janvier se passa en escarmouches. Wellington reçut des renforts pendant que Soult dut envoyer à l'Empereur presque toute sa cavalerie et deux divisions d'infanterie; ce qui réduisit ses forces à quarante mille hommes. De plus, le duc d'Angoulême, ayant été débarqué par les Anglais à Saint-Jean-de-Luz, répandit une proclamation qui anima les royalistes du midi : les associations secrètes se mirent en relation avec les alliés et les instruisirent de la situation de la France.

Wellington attaqua la ligne de l'Adour : après de nombreux combats sur la Joyeuse et la Bidouze, l'armée française abandonna Bayonne, devant laquelle l'ennemi laissa vingt mille hommes, et elle se retira sur Orthez, où elle prit position. Les Anglais passèrent le gave de Pau et l'attaquèrent. La bataille fut vivement disputée, et la perte égale des deux côtés ; mais les Français reculèrent sur Aire (26 fév.). Wellington les suivit avec circonspection. Soult fit retraite parallèlement aux Pyrénées en remontant l'Adour, ce qui lui permettait de s'appuyer sur les montagnes et de se joindre avec Suchet; mais il abandonnait ainsi Bordeaux aux trahisons de l'intérieur. En effet les royalistes, ayant à leur tête le maire Lynch, sollicitèrent l'ennemi de se diriger sur leur ville, où l'on était prêt à proclamer Louis XVIII. Wellington détacha sur Bordeaux deux divisions, qui y entrèrent au milieu des applaudissements des royalistes et des bourgeois ruinés par la guerre : on proclama Louis XVIII, et l'on prit la cocarde blanche (12 mars). L'armée fut indignée de cette trahison; elle continua son mouvement par Tarbes et Saint-Gaudens, et arriva à Toulouse.

§ XV. Dernières opérations contre Schwartzemberg. — Marche de Napoléon sur Saint-Dizier. — Marche des alliés sur Paris. — Combat de Fère-Champenoise. — Après le départ de Napoléon pour la Marne, Schwartzemberg avait continué sa retraite sur Chaumont; mais dès qu'il sut que l'Empereur n'était plus devant lui, il s'arrêta et reprit sa marche en avant. Oudinot se trouva assailli à Bar par quarante mille hommes; il combattit tout le jour et rétrograda sur Troyes; Macdonald suivit le même mouvement, rejoignit son collègue et prit le commandement de toute l'armée forte de vingt-six mille hommes (27 fév.). Il disputa le terrain pied à pied, abandonna Troyes, qui fut horriblement pillée, et se retira lentement sur Nogent et Bray (4 mars). Schwartzemberg, inquiet de Blücher, s'arrêta pendant huit jours; puis,

quand il eut connaissance de la bataille de Laon, il passa la Seine, et força Macdonald à reculer jusqu'à Nangis ; mais, ayant appris que Napoléon marchait de Reims vers la Seine, il rétrograda sur l'Aube.

Napoléon avait quitté Reims avec seize mille hommes, laissant Marmont et Mortier avec dix-huit mille hommes et soixante canons pour disputer le chemin de Paris aux cent vingt mille hommes de Blücher. Il se dirigea par Épernay et Fère-Champenoise à Plancy, où il passa l'Aube, et il remonta jusqu'à Arcis, qu'il trouva évacuée par l'armée de Bohême, qui se mit en pleine retraite. Alors l'Empereur de Russie, fatigué de ces fuites continuelles devant une poignée d'hommes, fit décider devant le conseil des alliés que Blücher et Schwartzemberg se réuniraient pour marcher en une seule masse sur Paris. Le rendez-vous était à Châlons ou à Vitry. Schwartzemberg y marcha par Arcis ; mais il fut arrêté devant cette ville par Napoléon : après un violent combat où Arcis fut incendié, il recula, concentra ses forces, et présenta aux Français, qui le poursuivaient, cent mille hommes en bataille. Napoléon rétrograda et abandonna la ligne de l'Aube.

Il devenait impossible de continuer la lutte dans le pays entre Seine et Marne, où deux cent mille hommes allaient se réunir. Napoléon changea de plan : il résolut de se jeter par Saint-Dizier dans la Lorraine, d'y réunir les insurgés et les garnisons des places, de couper les communications de l'ennemi, et de le forcer ainsi à suspendre sa marche sur Paris, à faire face au Rhin, à le suivre dans ce nouveau système d'opérations où une bataille serait décisive. Ce plan était dangereux, puisqu'il découvrait Paris ; mais il n'y avait qu'un coup d'audace qui pût sauver la France. Napoléon se mit en marche après avoir ordonné à Marmont et à Mortier de venir le joindre vers Châlons, ainsi qu'à la division Pacthod qui conduisait un convoi d'artillerie : il passa la Marne près de Vitry, et arriva à Saint-Dizier (23 mars). Schwartzemberg s'étonna, craignit quelque combinaison du grand capitaine, et le suivit vers Vitry.

Mortier et Marmont, dès que Napoléon les eut quittés, furent attaqués sur l'Aisne et forcés d'évacuer Reims pour couvrir Paris. Alors ils reçurent l'ordre de l'Empereur de marcher sur Châlons : ils s'y dirigèrent par Château-Thierry ; mais Blücher, qui devait joindre Schwartzemberg, avait déjà pris Épernay et marchait sur Châlons avec toute son armée. Alors ils se rabattirent sur la route de Montmirail : ils allaient donner, sans le savoir, sur les armées alliées réunies et maîtresses, celle de Bohême, de Châlons ; celle de Schwartzemberg, de Vitry.

Les alliés, instruits du plan de Napoléon par une lettre interceptée, étaient dans la plus grande incertitude : il leur semblait impossible de laisser derrière eux un tel chef, une telle armée, avec une Vendée impériale, pour marcher, contre toutes les règles de la guerre, à cent cinquante lieues de leur base d'opérations, contre une ville de six cent mille habitants, la ville de la révolution, qui pouvait vomir soixante mille hommes pour sa défense. Qu'ils éprouvassent devant elle un seul échec, et pas un d'eux ne revenait sur le Rhin. Mais alors les traîtres de l'intérieur envoyèrent des émissaires aux souverains étrangers, pour les exciter à marcher sur Paris. « Vous pouvez tout, et vous n'osez rien, écrivit Talleyrand : osez donc une fois. » Si la trahison ne fût venue à leur secours, dit un écrivain anglais, les alliés se trouvaient dans un cercle vicieux d'où il leur était impossible de se tirer : elle fut consommée au moment où les succès de Napoléon semblaient hors du pouvoir de la fortune; et le mouvement de Saint-Dizier, qui devait lui assurer l'empire, lui fit perdre la couronne [1].

Alexandre assembla un grand conseil, et il fut décidé que les deux armées marcheraient sur Paris, l'armée de Bohême par Vitry, Sézanne et Coulommiers, l'armée de Silésie par Châlons, Montmirail et La Ferté-sous-Jouarre. Wintzingerode, avec un grand corps de cavalerie et d'artillerie, devait se mettre à la queue de Napoléon, pour lui persuader qu'il entraînait les deux armées à sa suite. Alors fut publiée la fameuse déclaration de Vitry, où les souverains séparaient entièrement Napoléon de la nation, et annonçaient leur plan de restauration. « La marche des événements, disaient-ils, avait donné dans ce moment aux cours alliées le sentiment de toute la force de la ligue européenne. Les principes qui présidaient à leurs conseils dès leur première réunion pour le salut commun, avaient reçu tout leur développement; rien n'empêchait plus qu'ils exprimassent les conditions nécessaires à la reconstruction de l'édifice social. »

Les deux maréchaux qui suivaient la route de Montmirail, apprenant la présence d'immenses colonnes entre Vitry et Châlons, se rabattirent sur Fère-Champenoise; mais ils donnèrent sur l'armée de Bohême, perdirent toute leur arrière-garde, et s'enfuirent sur Sézanne. Ils furent sauvés de la poursuite des ennemis par la division Pacthod qui, depuis quatre jours, marchait pour les joindre, et qui tomba sans le savoir au milieu des alliés. Cette division était formée de huit mille gardes nationaux des départe-

[1] Robert Wilson, p. 91. — Voyez aussi les Révélations de M. de Pradt sur la Restauration, p. 30 et 47.

ments envahis, qui avaient suivi volontairement la retraite de l'armée en abandonnant leurs familles : assaillie par la cavalerie de Blücher, elle se forma en carrés, et, tout en combattant, essaya de gagner Fère-Champenoise ; mais alors elle fut enveloppée par la cavalerie de Schwartzemberg. Ces braves citoyens, dont les noms mêmes, dans le grand naufrage de la France, n'ont pas été connus, foudroyés par quatre-vingts bouches à feu, chargés par l'immense cavalerie des deux armées, firent une résistance héroïque pendant douze heures. Un millier à peine s'échappa : tout le reste fut tué ou pris. Le double combat de Fère-Champenoise coûta aux Français neuf mille hommes, dont quatre mille prisonniers, soixante canons, et trois cent cinquante caissons. Les alliés perdirent quatre mille hommes.

Les maréchaux précipitèrent leur retraite sur La Ferté-Gaucher, pressés de flanc par les Prussiens, qui les précédèrent dans cette ville ; ils se rabattirent sur Provins et de là sur Melun, pendant que l'ennemi entrait à Meaux. Les corps de Sacken et de Wrède restèrent là pour couvrir les mouvements des deux armées, qui se dirigèrent, la droite, ou l'armée de Silésie, par Charny ; le centre, ou les gardes et réserves que commandait Barclay de Tolly, par Claye ; la gauche, ou l'armée de Bohême, par Chelles. Ces trois colonnes arrivèrent au Bourget, à Bondy et à Noisy, pendant que les deux maréchaux arrivaient à Charenton.

§ XVI. Bataille de Paris. — Tout était en confusion dans Paris. Le gouvernement impérial s'était si aveuglément attaché à laisser les citoyens dans une parfaite sécurité, que, malgré deux mois de batailles dans la Champagne, la capitale se réveilla le 30 mars, stupéfaite d'entendre le canon ennemi. On comptait entièrement et uniquement sur l'Empereur ; et en apprenant qu'il était à Saint-Dizier, on se crut abandonné de lui. L'Impératrice, le roi de Rome, les ministres, les grands dignitaires étaient partis la veille pour Blois ; Joseph seul était resté ; mais il n'y avait plus en réalité de gouvernement ; la capitale était abandonnée à des autorités tremblantes de servilité, disposées à trahir, résolues à ne faire qu'un semblant de défense pour obtenir une capitulation ; le champ était libre aux conspirateurs, qui s'agitaient pleins d'espérance. Il n'y avait pas une voix pour éclairer l'opinion publique, pour remuer la population, pour donner de l'unité à la résistance. La garde nationale, formée malgré les habitants et malgré le gouvernement, comptait à peine dix à douze mille hommes, dont une moitié armée de fusils, une moitié de piques ; un tiers sortit de la ville pour se battre, le reste garda les barrières. La garnison se

composait de quelques dépôts, de quatre mille conscrits, de la gendarmerie et des vétérans; avec les débris de Marmont et de Mortier, cela formait vingt à vingt-deux mille hommes. L'artillerie comptait cinquante pièces servies par les vétérans et les élèves de l'école Polytechnique. Les ouvriers assiégeaient les mairies en demandant des armes : ils auraient donné à l'armée l'appui vigoureux de leurs trente mille bras, et, comme en 92, sauvé la France; mais le ministre de la guerre, Clarke, les repoussa, employa des baïonnettes de la vieille garde pour les contenir, et les empêcha de sortir même désarmés! Il y avait vingt mille hommes en dépôt à Versailles et dans les villes voisines; on ne les fit pas venir! Il y avait dans les arsenaux vingt mille fusils, quatre-vingts canons, cinq millions de cartouches, deux cent cinquante milliers de poudre : on les laissa sans emploi, pendant que nos malheureux combattants manquaient d'armes et de munitions! et le lendemain, l'ennemi, qui était coupé de ses parcs de réserve, trouva toutes ces ressources! Enfin on n'avait pas fait le moindre apprêt sur les hauteurs qui dominent Paris et qui sont si favorables à la défensive : il y avait quatre canons sur la butte Chaumont, sept sur la butte Montmartre!

Les souverains alliés, ayant cent quarante mille hommes, dont vingt-cinq mille cavaliers, résolurent de brusquer l'attaque; Barclay, avec trois corps, les réserves et les gardes, marcha au centre sur le plateau de Belleville; le prince de Wurtemberg, avec deux corps, se plaça à Vincennes pour couvrir l'armée du côté de la Marne. La bataille commença : Marmont chassa les Russes du plateau de Romainville, pendant que Mortier leur disputait Aubervilliers (30 mars). Barclay, étonné de cette résistance et de ses pertes, s'arrêta et attendit Blücher, qui se développa par Pantin, Saint-Denis, Montmartre, et tourna Belleville par La Villette. A ce redoutable déploiement de forces, Joseph, désespérant du salut de Paris, s'enfuit en autorisant les maréchaux à capituler. La bataille recommença, nos braves combattaient avec désespoir : Ils sont trop! disaient-ils en tombant. Marmont, chassé des rues et du bois de Romainville, se reforma dans le parc Saint-Fargeau; mais il fut bientôt rejeté dans la Grand'rue de Belleville, où il se défendit encore; la butte Chaumont fut emportée; les boulets roulaient déjà dans les rues de Paris. Pendant ce temps, Mortier défendait, avec une poignée de braves, La Villette et La Chapelle; mais à l'ouest Montmartre était enlevé, la barrière de Clichy, que défendait Moncey, allait être emportée; l'ennemi se prolongeait sur la route de Neuilly et le bois de Boulogne : Mortier évacua pas

à pas La Villette et La Chapelle, et s'accula sur le mur d'enceinte. En même temps, les ponts de Saint-Maur et de Charenton avaient été enlevés par les Wurtembergeois; la garde nationale et la réserve d'artillerie avaient vainement attaqué la cavalerie russe sur la chaussée de Vincennes; elles avaient été rejetées sur la barrière. Marmont demanda une suspension d'armes, que les coalisés s'empressèrent d'accorder, parce qu'ils venaient d'apprendre que l'Empereur était en marche sur Paris. En effet un aide-de-camp arriva à toutes brides pour solliciter les maréchaux de tenir encore vingt-quatre heures. Mais la ville pouvait être prise d'assaut; une capitulation fut signée, par laquelle l'armée évacuait Paris et se retirait sur la route d'Orléans; la capitale était recommandée à la générosité des souverains alliés. La bataille avait coûté à l'ennemi, et de son propre aveu, dix-huit mille hommes; les Français en avaient perdu quatre mille.

Cependant Napoléon s'était arrêté à Saint-Dizier, troublé par les mécontentements de tout ce qui l'entourait, inquiet de ce que ferait l'ennemi; il se retourna sur Wintzingerode, et, après un combat très-vif, il lui fit perdre deux mille hommes et le rejeta sur Vitry. Les prisonniers lui apprirent qu'il n'avait eu affaire qu'à un seul corps de Blücher et que les deux armées alliées étaient en marche sur Paris. Alors, fatigué des représentations de ses généraux, il changea son plan et résolut de courir sur la capitale, où il pouvait arriver presque en même temps que l'ennemi : il comptait qu'elle tiendrait au moins deux jours, et il ignorait la bataille de Fère-Champenoise. L'armée se mit en marche par une pluie continuelle et des chemins affreux, en suivant la route de Troyes. Là, Napoléon reçut du directeur des postes, Lavalette, ce billet : « Les partisans de l'étranger, encouragés par ce qui se passe à Bordeaux, lèvent la tête; des menées secrètes les secondent. La présence de Napoléon est nécessaire, s'il veut que la capitale ne soit pas livrée à l'ennemi. Il n'y a pas un moment à perdre (29 mars). » Alors il courut seul jusqu'à Fontainebleau, et de là sur Paris (30 mars); mais en arrivant à dix heures du soir à Fromenteau, il rencontra les premières troupes qui avaient évacué la ville (31 mars). Tout était fini. Il retourna plein de douleur à Fontainebleau. Le lendemain ses troupes, celles de Mortier et de Marmont se rencontrèrent à Essonne et prirent position sur la rivière. Elles formaient cinquante mille hommes.

§ XVII. Entrée des alliés a Paris. — Déchéance et abdication de Napoléon. — Ce même jour les alliés firent leur entrée dans Paris. Les autorités municipales avaient obtenu d'Alexandre

la conservation de toutes les institutions civiles et celle de la garde nationale. Les troupes étrangères gardèrent une discipline parfaite : elles semblaient plus étonnées que les Parisiens eux-mêmes de se voir dans la capitale de la civilisation moderne, et elles montrèrent une modération et une politesse qui allaient jusqu'au respect et à la crainte. Les souverains savaient que Napoléon seul était vaincu, et non la nation, dont le réveil révolutionnaire pouvait être si terrible ; ils sentaient que leur victoire était nulle sans un changement politique : aussi ils s'adressèrent à la France, non comme à une conquête, mais comme à une puissance rivale dont ils voulaient se faire une amie ; le but qu'ils poursuivaient était si grand qu'ils ne reculaient nullement à flatter les vaincus. Déjà, pendant la bataille, ils avaient, dans une proclamation, déclaré « qu'ils cherchaient de bonne foi une autorité salutaire en France pour traiter avec elle de l'union de toutes les nations et de tous les gouvernements ; » et en remettant ainsi aux Parisiens à décider eux-mêmes de la paix du monde, ils leur montraient l'exemple de Bordeaux. D'après cela, les conspirateurs qui avaient amené l'étranger dans Paris se donnèrent beaucoup de mouvement pour le rappel des Bourbons : de jeunes nobles parcoururent les boulevards au cri de vive Louis XVIII ! et en portant la cocarde blanche ; des femmes de la haute société se jetèrent au-devant des alliés, criant : Vive Alexandre ! vivent nos libérateurs ! Les fonctionnaires étaient disposés à tout subir, pourvu qu'ils conservassent leur position. Beaucoup de patriotes sincères se refugiaient dans l'idée d'une restauration pour échapper à celle de la conquête. Quant au peuple, abandonné sans direction à lui-même, et ne connaissant que l'Empereur, en qui il avait personnifié la patrie, il était inquiet, sombre, humilié, mais incapable d'aucun mouvement et ne pouvant que suivre la bourgeoisie. Tout cela ne formait pas une opinion publique en faveur des Bourbons, que les quatre cinquièmes de la France ne connaissaient même pas ; aussi les souverains alliés étaient embarrassés, leur plan étant de paraître céder au vœu national ; et à toutes les sollicitations des royalistes Alexandre répondait : « La nation n'a qu'à manifester son vœu, nous le soutiendrons. » Ce fut alors que Talleyrand, chez lequel le czar avait pris demeure, lui dit que les autorités, et surtout le Sénat, étaient prêts à se déclarer pour les Bourbons, mais que les souverains devaient se prononcer auparavant contre Napoléon. Alors Alexandre publia une déclaration par laquelle les alliés annonçaient qu'ils ne traiteraient plus avec Napoléon ; qu'ils respectaient l'intégrité de la France ancienne, telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes ; qu'ils re-

connaîtraient et garantiraient la constitution que la nation se donnerait; enfin, ils invitaient le Sénat à nommer un gouvernement provisoire pour préparer une constitution et pourvoir à l'administration de l'État (31 mars).

Le lendemain, soixante-deux sénateurs se réunirent et nommèrent membres du gouvernement provisoire : Talleyrand, Beurnonville, Jaucourt, Dalberg et Montesquiou (2 avril); puis ils publièrent l'acte suivant : « Considérant que Napoléon Bonaparte a déchiré le pacte qui l'unissait au peuple français en levant des impôts autrement qu'en vertu de la loi, en ajournant sans nécessité le Corps législatif, en rendant illégalement plusieurs décrets portant peine de mort, en anéantissant la responsabilité des ministres, l'indépendance judiciaire, la liberté de la presse, etc.; considérant que Napoléon a mis le comble aux malheurs de la patrie par l'abus qu'il a fait de tous les moyens qu'on lui a confiés en hommes et en argent pour la guerre, et en refusant de traiter à des conditions que l'intérêt national exigeait d'accepter; considérant que le vœu manifeste de tous les Français appelle un ordre de choses dont le premier résultat soit le rétablissement de la paix générale et qui soit aussi l'époque d'une réconciliation solennelle entre tous les États de la grande famille européenne; le Sénat décrète : Napoléon Bonaparte est déchu du trône; le droit d'hérédité est aboli dans sa famille; le peuple français et l'armée sont déliés envers lui du serment de fidélité. »

Ce décret fit en France la plus grande sensation et jeta le trouble dans l'armée. Le Sénat étant le premier corps constitué et le bras droit du gouvernement impérial, sa défection entraîna celle de toutes les autorités : le Corps législatif, représenté par soixante-dix-sept de ses membres, les cours de cassation et des comptes, le corps municipal de Paris, le clergé, l'université adhérèrent à la déclaration de déchéance. On brisa tous les insignes du régime impérial; on n'entendit plus que des imprécations contre Napoléon; on descendit sa statue de la colonne de 1805. En même temps le gouvernement provisoire nomma des ministres, un commandant de la garde nationale, un directeur des postes; il libéra les conscrits, les bataillons de nouvelle levée, les levées en masse; il adressa une proclamation à l'armée (6 avril). Enfin, il présenta et fit adopter en quelques heures, par le Sénat, une constitution nouvelle par laquelle le peuple français appelait librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, et, après lui, les autres membres de la famille des Bourbons dans l'ordre ancien. La présente constitution devait être soumise à l'acceptation du peuple

français, et Louis-Stanislas-Xavier proclamé roi des Français dès qu'il aurait fait serment à cette constitution.

Napoléon fut stupéfait d'un abandon si subit, de tant d'outrages de la part de ceux qui l'avaient tant adulé, de la lâcheté du Sénat qui lui reprochait ses propres actes : « Un signe de ma part, disait-il, dans une proclamation à ses soldats, était un ordre pour le Sénat, qui toujours faisait plus qu'on ne désirait de lui... » Alors il songea à se retirer au delà de la Loire, à s'y réunir à Eugène, Augereau, Suchet et Soult, ce qui lui formerait, avec les garnisons des places, plus de deux cent mille hommes, et à revenir sur Paris; mais ses généraux, usés par tant de guerres et de révolutions, refusèrent de le suivre : la défection n'était plus seulement dans quelques partisans des Bourbons, dans quelques fonctionnaires ingrats, elle était même dans l'armée, qui frémissait à l'idée d'assiéger Paris et de faire la guerre civile. Alors Napoléon signa une abdication en faveur de son fils (4 avril), et envoya Caulaincourt, Ney et Macdonald pour négocier un accommodement sur cette base. Alexandre accueillit les envoyés avec faveur : en effet, tant que l'armée, qui depuis quinze ans était la nation, restait fidèle à Napoléon, rien n'était décidé, et les événements de Paris n'avaient nulle portée. Mais pendant la conférence, arriva la nouvelle que Marmont avait signé avec les alliés une convention par laquelle son corps d'armée abandonnait les drapeaux impériaux pour se retirer en Normandie avec armes et bagages. En effet, ses troupes, qui croyaient être menées à l'ennemi, traversèrent les cantonnements des Russes et laissèrent Fontainebleau à découvert. Cette trahison changea entièrement la question, et Alexandre rejeta les propositions de Napoléon. Celui-ci, désespéré, était résolu à la guerre; mais ses soldats étaient dans l'abattement le plus complet, ses généraux ne songeaient plus qu'à leurs intérêts particuliers : la plupart, même Ney et Berthier, l'abandonnèrent. Alors il se résigna et signa son abdication dans ces termes (11 avril) : « Les puissances alliées ayant proclamé que l'Empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur Napoléon, fidèle à ses serments, déclare qu'il renonce pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la France. »

Alors fut signé un traité par lequel Napoléon conservait son rang, son titre et ses honneurs, avec l'île d'Elbe en souveraineté et 2 millions de rentes (11 avril). Parme, Plaisance et Guastalla furent assignées à Marie-Louise et à son fils. Il ne resta bientôt auprès de Napoléon que Maret, Caulaincourt, les généraux Bertrand, Drouot

et Cambronne, avec quatre cents hommes qui devaient le suivre à l'île d'Elbe (20 avril). Il fit des adieux touchants à sa garde dans la cour de Fontainebleau, et partit accompagné de commissaires des puissances alliées. Il fut accueilli avec de vifs regrets et des acclamations dans toute la France, excepté en Provence, où il fut outragé et obligé de prendre un costume étranger : « Savez-vous pourquoi, disait-il, l'on m'appelle maintenant scélérat et brigand? j'ai voulu mettre la France au-dessus de l'Angleterre : voilà tout. » Enfin il s'embarqua à Saint-Raphau et aborda à l'île d'Elbe.

Cependant toute la France s'était ralliée au gouvernement provisoire avec un empressement qui était à la fois la condamnation du régime impérial, la conséquence de la docilité machinale des autorités et l'effet de l'habileté avec laquelle les alliés avaient ménagé les susceptibilités nationales. La cocarde blanche fut substituée à la cocarde tricolore, et toute l'armée la prit, mais avec un profond regret. Maison, Augereau, Grenier, auquel Eugène avait cédé le commandement de l'armée d'Italie, Suchet et Soult envoyèrent successivement leur adhésion. Les dernières opérations de ces divers généraux n'avaient eu qu'une faible importance, excepté celles du maréchal Soult, qui livra, sous les murs de Toulouse, avec trente-trois mille hommes, une bataille acharnée aux soixante mille hommes de Wellington (10 avril) : il se retira ensuite sur Montpellier, où il allait se joindre avec Suchet, qui avait repassé les Pyrénées avec quatorze mille hommes, quand on apprit l'abdication de l'Empereur et les actes du Sénat.

§ XVIII. Restauration des Bourbons. — Traité de Paris. — Charte de 1814. — Les Bourbons arrivèrent à Paris : « C'est à vous et à votre glorieux pays, avait dit Louis XVIII au prince régent d'Angleterre, que j'attribuerai toujours, après la divine providence, le rétablissement de notre maison sur le trône de ses ancêtres. » C'était révéler d'un mot le vice radical de la Restauration : elle venait de l'étranger ! et, en conséquence de cette fatale origine, les deux actes fondamentaux du nouveau gouvernement, c'est-à-dire le traité de Paris et la Charte de 1814, contenaient les causes de sa chute.

Une convention provisoire mit fin aux hostilités, et régla l'évacuation par les troupes alliées du territoire français, tel qu'il était en 1792, et à mesure que les places occupées par les troupes françaises hors des limites de la France actuelle seraient évacuées (23 avril). Cette convention signée par le comte d'Artois, qui avait précédé son frère comme lieutenant-général du royaume, fit mal augurer du patriotisme et de l'habileté des Bourbons : elle fit perdre

à la France d'un trait de plume cinquante-trois places garnies de douze mille canons, trente et un vaisseaux, douze frégates, etc.; elle annonçait que la paix serait imposée par les étrangers, puisqu'on se privait par avance des seules compensations qu'on pût leur offrir. En effet, un mois après, Louis XVIII n'eut plus qu'à accepter le traité de Paris sans en débattre une seule condition (30 mai). Par ce traité la France fut replacée sous l'empire du droit public créé par le traité de Westphalie, et que le manifeste du duc de Brunswick avait invoqué : elle reprit ses limites de 1792, avec quelques annexes, principalement du côté de la Savoie, où l'on garda Chambéry et Annecy. Elle recouvra la Guadeloupe, la Martinique, la Guiane, le Sénégal, Bourbon, Pondichéry. Elle reconnut, sans y prendre part, le partage que les alliés devaient se faire des pays cédés par elle dans un congrès convoqué à Vienne, et dont les bases étaient ainsi posées : La Hollande et la Belgique réunies sous la souveraineté de la maison d'Orange; l'Allemagne confédérée en états indépendants : l'Italie composée d'états souverains; l'Angleterre gardant Maurice, Tabago, Sainte-Lucie, le Cap, Malte et les îles Ioniennes, etc.

Louis XVIII avait, à toutes les époques de la révolution, négocié sa restauration avec tout le monde : homme sans préjugés comme sans croyance, il avait écrit à Robespierre, à Barras, à Bonaparte, à Talleyrand, n'ayant de répugnance pour personne et disposé à toutes les concessions : aux yeux du comte d'Artois et des émigrés purs, c'était un jacobin. Mais quand il vit Napoléon vaincu et la France foulée aux pieds par l'étranger, il refusa d'admettre le principe de la souveraineté nationale, et rejeta la constitution du Sénat : il tenait, disait-il, ses droits de Dieu et de ses pères, et il ne voulait pas de capitulation avec ses sujets. Il fallut l'intervention d'Alexandre pour le décider (2 mai 1814), avant d'entrer dans Paris, à faire une déclaration de principes qui consacrât les grandes conquêtes politiques de la révolution. Un mois après (4 juin), il assembla le Sénat et le Corps législatif, épurés arbitrairement des révolutionnaires les plus marquants; et là, « par le libre exercice de son autorité royale, il fit concession et octroi à tous ses sujets, tant pour lui que pour ses successeurs et à toujours, d'une Charte constitutionnelle, » qui fut datée de la *dix-neuvième année de son règne*, et que ses ministres appelèrent une *ordonnance de réformation*.

C'était appuyée sur ces deux actes impopulaires, le traité de Paris et la Charte octroyée, que la Restauration prenait possession de la France.

LIVRE IV.

RESTAURATION.

1814-1830.

La Restauration des Bourbons et les deux actes fondamentaux qui l'accompagnent marquent une ère toute nouvelle à la révolution et commencent une période dont le temps historique n'est pas encore venu. La France était ramenée à son point de départ et à sa situation territoriale et politique de 1789 ; mais sa destinée ne pouvait être bornée à cette situation imposée par l'étranger. Après un grand accident, où elle essaya de secouer la dynastie de l'émigration, elle retomba plus lourdement sous la main victorieuse de la coalition : alors, et pendant quinze ans, elle ne s'occupa plus qu'à batailler pied à pied pour les principes révolutionnaires. Ce fut un temps de halte et de transition, une époque d'éducation politique, d'anarchie morale, de progrès matériels et intellectuels. Enfin elle se débarrassa de la dynastie, et reconquit en même temps le grand principe de la souveraineté nationale : la liberté intérieure fut gagnée ; mais l'indépendance extérieure resta et reste encore un problème : le traité de Paris subsiste ; c'est le chaînon qui, tenu encore dans la main de l'avenir, rend cette période incomplète ; il nous suffira d'en préparer en quelques lignes la future histoire.

A toutes les expériences faites sur la révolution, il en manquait une : après l'émigration, les conspirations, les guerres civiles, six coalitions, il manquait de donner la France nouvelle à gouverner aux Bourbons, aux émigrés, au parti de l'ancien régime. Cette grande expérience est celle de la Restauration ; et elle eut un tel

succès, que la Restauration sembla n'être qu'une justification providentielle de la révolution. Le gouvernement nouveau avait pourtant de grandes chances de succès : il n'y avait plus d'ivresse révolutionnaire, plus d'idées républicaines, plus de désir de gloire; on ne demandait que du calme et de la paix; la révolution se trouvait pour la première fois tranquille du côté de l'étranger, qui la voyait enchaînée entre les mains des Bourbons, il ne fallait que laisser aller la machine administrative de l'Empire: « Si Louis XVIII fait bien, disait Napoléon, il se mettra dans mon lit, en en changeant seulement les draps; car il est bon. » Mais tous les actes du gouvernement royal ne furent qu'une réaction aussi niaise que violente contre le passé; l'émigration traita la France en pays conquis; l'ancien régime brava avec une ineptie digne du délire de Coblentz tous les intérêts et les sentiments nationaux. Le premier ministre de la guerre fut Dupont, le vaincu de Baylen! l'armée et la flotte furent remplies de nobles qui n'avaient vu ni un camp ni la mer depuis vingt-cinq ans, on refit la maison du roi telle qu'elle était sous Louis XVI; on prescrivit des deuils nationaux pour les victimes de la révolution; on honora comme des martyrs de la patrie les hommes de Quiberon, Georges Cadoudal, Moreau, etc.; on élimina du Sénat, devenu la Chambre des pairs, tous les conventionnels; le clergé fit de la chaire une tribune contre la « rébellion des vingt-cinq ans; » il réclama ses prérogatives et ses biens, il fit prescrire l'observation du dimanche et des fêtes religieuses. Les émigrés menacèrent les possesseurs de biens nationaux; ils obtinrent la restitution de ceux qui n'avaient pas été vendus; ils se firent payer de leur solde à l'armée de Condé pendant vingt-cinq ans; ils se distribuèrent 20 millions du domaine extraordinaire de l'Empereur. On disait tout haut et partout que la Charte n'était qu'une concession temporaire, que le comte d'Artois et ses fils avaient protesté contre elle. Enfin, en dix mois, le gouvernement de Louis XVIII fut usé; toutes les existences nouvelles étaient menacées; l'armée n'avait les yeux que sur l'île d'Elbe; le peuple ne cachait pas son mépris pour ces princes revenus dans les bagages de l'étranger, sa haine contre les prétentions du clergé, son horreur pour les féodaux; les amis de la liberté croyaient son union impossible avec la dynastie.

Napoléon, ayant appris la situation de la France, résolut de tenter la fortune. Il partit de l'île d'Elbe avec quatre petits bâtiments portant un millier d'hommes, et débarqua près de Cannes (1815, 1er mars). « Français, dit-il dans une proclamation, élevé au trône par votre choix, tout ce qui a été fait sans vous est illégitime. Sol-

dats... ceux que nous avons vus depuis vingt-cinq ans parcourir toute l'Europe pour nous susciter des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre contre nous dans les rangs des armées étrangères, prétendraient-ils enchaîner nos aigles? Venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef : son existence ne se compose que de la vôtre ; ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres ; son intérêt, son honneur et sa gloire ne sont autres que votre intérêt, votre honneur et votre gloire. La victoire marchera au pas de charge : l'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. » Il traversa les départements du Var, des Hautes-Alpes et de l'Isère, au milieu des acclamations des paysans : « Citoyens, disait-il, je compte sur le peuple, parce que je suis l'homme du peuple. » Il convenait de ses fautes ; il disait qu'il s'était trompé en croyant que le siècle était venu de rendre la France le chef-lieu d'un grand empire ; il ne parlait que de paix et de liberté ; il voulait que la France eût une constitution inviolable qui fût l'ouvrage du peuple. Aux premiers soldats qui furent envoyés contre lui, il se présenta seul en disant : « Y a-t-il quelqu'un d'entre vous qui veuille tuer son empereur ? » Et les soldats se jetèrent à ses pieds, baisant ses mains, ses habits, leurs aigles, avec des cris d'enthousiasme. Sa marche fut un triomphe continuel : toutes les villes lui ouvrirent leurs portes ; toutes les troupes se tournèrent pour lui. Le gouvernement royal ne prit que de fausses mesures, essaya vainement de se rattacher à la Charte, et fut abandonné de tout le le monde. Louis XVIII et sa famille s'enfuirent à Gand. Napoléon, porté jusqu'à la capitale par l'élan universel, entra à Paris (20 mars).

A peine était-il arrivé, que l'enthousiasme s'éteignit : on se retrouvait dans la situation de 1814, avec toute l'Europe pour ennemie et des dissensions intérieures. La Vendée et le midi commencèrent la guerre civile ; les souverains alliés, qui se partageaient alors au congrès de Vienne les dépouilles du grand empire, déclarèrent « que Napoléon s'était placé hors des relations civiles et sociales, et que, comme ennemi et perturbateur du repos du monde, il était livré à la vindicte publique : » ils renouvelèrent le traité de Chaumont « pour préserver de toute atteinte l'ordre de choses si heureusement rétabli en Europe ; » ils y firent adhérer tous les États de l'Europe, même la Suisse, qui s'engagea à donner passage aux alliés ; ils levèrent un million d'hommes ; ils appelèrent leurs peuples au sac de la nouvelle Babylone ; ils les enflammèrent d'une fureur inouïe dans les annales modernes : « Marchons, disait-on, pour écraser, pour partager cette terre impie, que la politique des

princes ne peut laisser subsister sans danger pour les trônes..... Il faut exterminer cette bande de brigands qu'on appelle l'armée française ; il faut mettre hors la loi tout ce peuple sans caractère, pour qui la guerre est un besoin...... Le monde ne peut rester en paix tant qu'il existera un peuple français. » Et Blücher promettait aux étudiants prussiens de faire pendre Napoléon à la tête de ses colonnes.

Dans cette terrible situation, il n'y avait qu'un parti à prendre : donner la dictature à Napoléon et sauver la France de l'étranger par un grand effort d'énergie nationale. Mais on redoutait plus le despotisme impérial que l'invasion étrangère ; on voyait l'Empereur qui s'était refait une cour, qui rendait seul des décrets, et même des décrets de proscription, qui restaurait la tyrannie du sabre et l'omnipotence de l'armée, enfin qui, au lieu de convoquer une assemblée nationale pour faire une constitution, donnait de mauvaise grâce une sorte de charte sous le titre d'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire (1815, 22 avril) : « On veut enchaîner le vieux bras de l'Empereur, disait-il, on me pousse dans une voie qui n'est pas la mienne ! » Dès lors les patriotes, qui auraient voulu sauver à la fois la liberté et l'indépendance nationale, se séparèrent de lui, et la Chambre des représentants, qu'il convoqua, ne lui montra que défiance et antipathie (7 juin).

Cependant l'Europe armée s'avançait : déjà cent soixante mille Anglais, Hollandais, Hanovriens, commandés par Wellington, et cent vingt mille Prussiens commandés par Blücher, se trouvaient en Belgique. Napoléon, ayant reformé en deux mois une armée de trois cent mille hommes, envoya des corps d'observation sur les frontières de l'est et marcha sur la Sambre avec cent vingt mille hommes pleins d'enthousiasme. Il battit les Prussiens à Ligny (16 juin). Alors il s'avança contre les Anglais, en laissant trente mille hommes commandés par Grouchy pour contenir les Prussiens. Une nouvelle bataille s'engagea à Waterloo (18 juin), et les Anglais défaits se mettaient en retraite, lorsque les Prussiens, qui avaient échappé à Grouchy, vinrent se joindre à eux : les Français furent écrasés et mis en pleine déroute. Napoléon essaya vainement de les rallier à Laon : il laissa le commandement à Soult et accourut à Paris pour y concentrer ses moyens de défense et demander aux Chambres la dictature : « Que les députés me secondent, dit-il, et rien n'est perdu. » Mais, à la nouvelle du désastre, il y eut une explosion de fureur contre lui ; et Fouché, ministre de la police, qui le trahissait en travaillant à une restauration des Bourbons, fit courir le bruit qu'il méditait un 18 brumaire. Alors, et sur la pro-

position de La Fayette, la Chambre déclara la patrie en danger, appela la garde nationale à la défense des représentants, et réputa crime de trahison toute tentative faite pour la dissoudre. C'était en réalité un décret de déchéance. Napoléon chercha vainement à s'entendre avec elle sur les mesures de salut : « Je ne vois qu'un homme, dit La Fayette, entre la paix et nous; nous avons assez fait pour lui; notre devoir est de sauver la patrie. » Et un message lui fut envoyé pour lui demander son abdication. Napoléon s'y résigna (22 juin). « Français, dit-il, en commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés et le concours de toutes les autorités nationales. J'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclarations des puissances contre moi : les circonstances paraissent changées, je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France; ma vie politique est terminée : je proclame mon fils Napoléon II empereur des Français. » Les représentants furent pleins de joie, croyant la liberté sauvée et espérant obtenir des étrangers l'intégrité du territoire sans les Bourbons. Un gouvernement provisoire fut nommé ainsi qu'une commission chargée de négocier la paix. Mais cette commission ne put entrer en pourparlers, et Fouché, président du gouvernement, traita secrètement avec Wellington et l'engagea à pousser rapidement sur Paris. Cependant tout n'était pas perdu; les débris de Waterloo s'étaient retirés sous la capitale, où ils s'étaient grossis de nombreux renforts; ils formaient une belle armée de quatre-vingt mille hommes, dont Davoust prit le commandement; la garde nationale et les ouvriers, formés en bataillons de fédérés, étaient disposés à défendre la ville, qu'on avait fortifiée du côté du nord; enfin les alliés s'avançaient avec tant d'imprudence, sans avoir ni leurs flancs ni leurs derrières assurés, qu'ils semblaient courir à leur perte. Napoléon, sûr d'anéantir l'ennemi, demanda à se mettre à la tête de l'armée, Fouché le refusa, le pressa de se réfugier aux États-Unis, et menaça de le faire partir de force. Napoléon se rendit à Rochefort; mais les croisières anglaises tenaient la mer; il résolut de se confier à la générosité britannique, et monta sur *le Bellérophon* pour être conduit en Angleterre (15 juill.); mais il fut déclaré prisonnier, et, malgré ses protestations, conduit à l'île Sainte-Hélène, qui devait être sa prison et son tombeau (13 oct.).

Cependant la Chambre des représentants avait reconnu Napoléon II, et elle faisait tranquillement une constitution pendant que les Anglo-Prussiens arrivaient sous Paris, en déclarant qu'ils ne s'arrêteraient pas qu'on n'eût proclamé Louis XVIII. Le peuple et

l'armée, pleins d'une sombre énergie, voulaient combattre; mais le vertige et la trahison étaient dans tous les pouvoirs : le passage de la Seine fut livré aux ennemis, qui tournèrent Paris par le sud. Alors Davoust, qui s'entendait avec Fouché pour ramener les Bourbons, signa une capitulation par laquelle l'armée française évacua Paris et se retira derrière la Loire (3 juillet). Les soldats crièrent vainement à la trahison en brisant leurs armes : les ennemis entrèrent dans la capitale comme dans une ville conquise (5 juillet), braquèrent les canons sur les places, et appelèrent Louis XVIII. Le gouvernement provisoire se sépara. La Chambre des représentants déclara qu'elle ne reconnaîtrait aucun gouvernement qui n'adopterait pas les couleurs nationales et les conquêtes politiques de la révolution (7 juillet); mais le lendemain la salle des séances fut fermée par les Prussiens, et elle n'eut plus qu'à se disperser.

Louis XVIII rentra dans Paris (8 juillet), mais à la suite des alliés ardents de vengeance, qui pillèrent les musées, essayèrent de détruire les monuments, tinrent Paris dans l'humiliation et la terreur. La France fut inondée d'un million cent quarante mille étrangers qui vinrent prendre leur part du butin, dévastèrent les campagnes, imposèrent les villes, démolirent les places fortes. Pour mettre un terme aux pillages, il fallut que le roi donnât aux alliés une première indemnité de guerre de 100 millions; comme préliminaire de toute négociation, il fallut qu'il licenciât l'armée de la Loire (1er août) : l'on vit alors rentrer paisiblement dans leurs foyers ces *brigands* qui avaient subjugué l'Europe. Enfin un nouveau traité de Paris fut signé (30 nov.), monument de haine et d'effroi, qui enleva à la France cinq cent mille habitants, et ouvrit de trois brèches la monarchie de Louis XIV par la perte de Philippeville, de Saarlouis, de Landau, etc. On imposa à la France une indemnité de guerre de 700 millions; on exigea d'elle qu'elle satisfît à toutes les réclamations des particuliers pour les pertes que nos conquêtes leur avaient fait éprouver; on mit dans ses places pendant trois ans cent cinquante mille étrangers entretenus à ses frais. Les souverains s'étaient préparés à ce traité par un pacte mystérieux qui ne renfermait aucune stipulation précise (26 sept.), et qu'on appela la Sainte-Alliance : c'était simplement l'acte constitutif de la coalition formée en 1793 contre la révolution française, c'est-à-dire l'acte d'union des rois contre les peuples. La première conséquence de cet acte fut le renouvellement du traité de Chaumont, par lequel les alliés s'engagèrent à assurer à perpétuité l'ordre de choses existant en France, et à y étouffer toute tentative de révolution.

Pendant ce temps l'anarchie désolait les provinces. Le midi re-

nouvelait par les mains des volontaires royaux les horreurs de 1795 : à Toulouse, à Marseille, à Avignon, on massacra les révolutionnaires et les soldats de l'Empire ; le maréchal Brune fut assassiné à Avignon, le général Ramel à Toulouse, etc. A Nîmes, la présence du duc d'Angoulême ne put arrêter la réaction, qui dura plusieurs mois : on tuait les protestants, on pillait leurs maisons, on incendiait leurs temples. Le gouvernement était lui-même entraîné dans cette voie de vengeance. Dix-neuf généraux furent traduits devant des conseils de guerre : le maréchal Ney fut condamné à mort par la Chambre des pairs, et fusillé; Labédoyère, les frères Faucher, Mouton-Duvernet, Chartran, eurent le même sort ; plusieurs autres n'échappèrent à la mort que par la fuite. Vingt-huit personnages de la révolution furent proscrits ; vingt-quatre furent mis en surveillance hors de Paris; dix-neuf furent exclus de la Chambre des pairs. La Chambre des députés, qui avait été élue sous l'influence réactionnaire et par des électeurs que nommaient les préfets, se montra animée de passions si violentes que le nom d'*introuvable* lui est resté : elle suspendit la liberté individuelle par une loi qui fit revivre la police du temps des suspects ; elle établit la censure la plus rigoureuse sur la presse ; elle institua des cours prévôtales qui jugèrent sommairement sans appel, et souvent en masse, à l'instar des tribunaux révolutionnaires ; elle proscrivit les conventionnels qui avaient condamné Louis XVI ; et ainsi allèrent mourir à l'étranger Carnot, Cambacérès, David, etc.; elle prit sur son compte les massacres du midi en rappelant à l'ordre un député, Voyer-d'Argenson, qui avait osé en dire quelques mots. Sans une minorité courageuse qui avait à sa tête de Serres et Royer-Collard, elle eût proscrit un huitième de la nation par la loi des catégories. Enfin elle s'apprêta, sous prétexte de réviser quatorze articles de la charte, à abolir ce pacte constitutionnel. Une terreur royaliste pesa sur toute la France, et en face des étrangers au nom desquels le ministère demandait lui-même la mort de nos illustrations militaire ! La guerre civile fut sur le point d'éclater en plusieurs lieux. Dans les environs de Grenoble, trois cents paysans égarés s'étant mis en marche sur cette ville aux cris de vive l'Empereur ! le général Donadieu se jeta sur eux, les sabra et les dispersa. « Les cadavres des ennemis du roi, écrivait-il, couvrent toutes les routes. » Cent vingt prisonniers furent jugés en masse et exécutés. Les environs de Lyon furent le théâtre de scènes aussi sanglantes.

Louis XVIII s'effraya de la marche des ultra-royalistes et craignit pour lui-même : par le conseil de ses ministres, et principale-

ment de M. Decazes, il rendit l'ordonnance du 5 septembre 1816, qui prononça la dissolution de la Chambre des députés, et déclara qu'aucun article de la Charte ne serait revisé. Alors la réaction s'arrêta; la France reprit du calme; les royalistes furent partout contenus; la loi reprit son empire dans les provinces méridionales. La nouvelle Chambre se montra modérée; les cours prévôtales furent abolies, la liberté individuelle rétablie, l'armée reconstituée par la loi de recrutement faite sur les bases des lois de conscription, la liberté assurée par une loi électorale où, pour la première fois depuis la révolution, l'élection directe fut admise, ce qui mit en réalité tout le pouvoir aux mains de la classe moyenne (1817). Enfin le roi négocia avec les étrangers la libération du territoire : il fallut d'abord subir la loi du vainqueur dans toute sa brutalité, par les réclamations de tous les particuliers de l'Europe contre nos victoires; réclamations que Wellington fit porter jusqu'à 1300 millions et qui furent réduites, par l'intervention de la Russie, à 370 millions. On se libéra de cette dette, ainsi que des 265 millions qui restaient à payer sur l'indemnité de guerre, par un emprunt fait aux taux les plus onéreux, parce que l'étranger indiqua, malgré les propositions des banquiers français, la maison de banque anglo-hollandaise qui devait le souscrire (1818, 25 avril). Alors les souverains tinrent un congrès à Aix-la-Chapelle, et, malgré les notes secrètes envoyées par les royalistes pour les supplier de prolonger l'occupation, ils décidèrent l'évacuation du territoire (9 octobre). Ce fut un grand événement : la France eut enfin les mains libres pour reprendre sa prospérité, et moins de cinq ans après les désastres de 1815, qui lui avaient coûte 3 milliards, elle était dans un état florissant : la richesse publique s'accroissait rapidement; l'activité intellectuelle était prodigieuse; les bienfaits de la paix et la marche du gouvernement avaient rallié aux Bourbons la majorité de la nation; il semblait que l'accord de la dynastie avec les principes de la révolution ne fût plus un problème; on était plein d'espérance dans l'avenir.

Ce n'était pas en vain que nos armées avaient semé les idées françaises dans tous les pays; ce n'était pas en vain que de tous les coins de l'Europe les peuples étaient venus à Paris s'abreuver à la source révolutionnaire; ce n'était pas en vain que les rois s'étaient faits démagogues pour renverser Napoléon, et avaient ensuite manqué de foi aux peuples : les peuples avaient vu par les scandales du congrès de Vienne, où les souverains se partagèrent les nations comme des troupeaux, par lots d'*âmes*, sans tenir compte des religions, des mœurs, des langues; où Milan, Venise,

Florence furent livrées à l'Autriche, Gênes au Piémont, la Belgique à la Hollande, les provinces rhénanes à la Prusse, la Pologne à la Russie; les peuples avaient vu si c'était pour assurer la liberté du monde que la France avait été vaincue. Toute l'Europe semblait maintenant travaillée par les idées révolutionnaires : en Allemagne quatorze sociétés secrètes, qui correspondaient avec la France et l'Italie, enlaçaient toute la Confédération germanique dans une vaste conspiration qui menaçait tous les trônes; les princes de Bade, de Wurtemberg, de Bavière, de Hanovre, avaient été obligés de donner des constitutions à leurs états; le roi de Prusse avait institué des assemblées provinciales et promis une assemblée nationale; l'Autriche elle-même corrigea son administration civile par les idées françaises. Le czar cherchait à assurer la soumission de la Pologne en lui donnant une constitution. Le mariage si absurde de la Belgique et de la Hollande avait été déguisé par le don d'institutions libérales. En Angleterre, le parti démocratique était sorti de l'aveuglement où l'avait tenu l'aristocratie : la nation voyait qu'elle avait abattu la France pour donner le sceptre du continent à la Russie : elle se plaignait des « 16 milliards dissipés dans des guerres entreprises en opposition aux véritables intérêts de l'Angleterre, dont la constitution politique marquait la place à côté de la France pour régler l'essor de sa révolution, non en face d'elle pour la combattre; » l'Irlande remuait et demandait l'émancipation des catholiques; cent mille ouvriers s'étaient mis en armes à Manchester, mêlant aux cris de la misère ceux d'une réforme radicale; le prince-régent, en se rendant au parlement, fut couvert de boue et d'outrages. En Espagne, Ferdinand VII avait, dès son rétablissement, aboli la constitution de 1812, persécuté ses auteurs, et, soutenu par le peuple et les moines, qui voyaient en lui le symbole de leurs passions, exercé sur les classes riches, éclairées, imbues des idées françaises, une tyrannie aussi absurde qu'impitoyable. Mais l'armée se révolta, proclama la constitution des Cortès, et fut appuyée par toutes les villes; Ferdinand fut forcé de se soumettre à la constitution (1820, 1er janv.). Le Portugal suivit cet exemple: il chassa les autorités anglaises qui avaient fait de leur pays une colonie britannique; Jean VI fut rappelé du Brésil et accepta une constitution modelée sur celle des Cortès. Dans le grand naufrage de 1815, Murat, que le congrès de Vienne n'avait pas voulu reconnaître, s'était réconcilié avec Napoléon et avait marché contre les Autrichiens; mais il avait été vaincu, abandonné de son armée, forcé de se réfugier en France; Ferdinand IV fut rétabli. Murat essaya de remonter sur le trône, et, comptant sur l'appui des Na-

politains, il débarqua avec quelques partisans à Pizzo; mais il était tombé dans un piége : il fut pris et fusillé sur-le-champ, comme s'il eût été un voleur de grand chemin! Ferdinand IV abolit toutes les institutions françaises; mais les Napolitains étaient travaillés comme tous les peuples d'Italie par les idées révolutionnaires : ils se révoltèrent et forcèrent le roi à accepter une constitution modelée sur celle des Cortès (1820, 2 juill.). Dans le Piémont, où le roi de Sardaigne avait rétabli l'ancien régime sans modification, cet exemple fut suivi et le roi obligé d'accepter la même constitution. Toute l'Italie voulait former contre le joug étranger une fédération d'états constitutionnels ou de républiques. Enfin la Grèce, réveillée d'une honte de quatre siècles par le mouvement universel, se souleva contre les Turcs. Jamais l'Europe n'avait semblé si voisine d'une subversion totale.

Tous les pays prenaient modèle et inspiration sur la France, et là aussi recommençait le mouvement révolutionnaire : de nombreuses sociétés secrètes, où s'unissaient bonapartistes et républicains, cherchaient à renverser la dynastie; les élections de 1819 furent libérales : le département de l'Isère envoya à la Chambre Grégoire. A ce nom, la monarchie se crut en danger; Louis XVIII recula et résolut de changer la loi électorale; les royalistes crièrent au retour de la terreur. Enfin une catastrophe précipita le gouvernement dans les voies de l'absolutisme : le duc de Berry fut assassiné par un misérable qui déclara l'avoir frappé pour éteindre dans son sang la dynastie des Bourbons (13 fév.); mais ce prince laissa sa femme enceinte d'un enfant qui fut le duc de Bordeaux. La fureur des royalistes ne connut plus de bornes : le ministre favori du roi, Decazes, fut renversé : le parti rétrograde reprit la direction des affaires; la liberté individuelle fut suspendue, la censure rétablie, la loi électorale changée de telle sorte que les électeurs les plus riches eurent un double vote (20 fév.). Toutes ces mesures ne furent décrétées qu'après des mesures sanglantes où la jeunesse de Paris, aux cris de Vive la Charte! préludait à une révolution. En même temps une puissance occulte s'empara du gouvernement et des Chambres : l'ancien régime avait depuis 1815, et d'après les idées de l'émigration, cherché des auxiliaires dans la religion, et il avait réveillé la société des Jésuites, que Pie VII avait rétablie; mais en engageant la religion dans les puissances que la démocratie attaquait, on ne fit que la rendre odieuse au peuple comme instrument de contre-révolution; on ranima toutes les idées voltairiennes; on rendit la nation impie par esprit d'opposition; on acheva cette séparation entre la liberté et le clergé, si fatalement commencée

dans l'Assemblée constituante. Les Jésuites fondèrent des colléges, établirent des missions, dominèrent l'administration et mirent l'hypocrisie à l'ordre du jour. Enfin ils parvinrent à donner le ministère aux chefs des royalistes de 1815, Villèle et Corbière, et au coryphée de la congrégation, Matthieu de Montmorency (1821, 15 déc.). La contre-révolution marchait à grands pas, mais non pas sans obstacle. Il y eut des troubles dans toutes les villes où l'on fit les missions, et les Jésuites ne prêchèrent qu'au milieu des baïonnettes; la presse faisait une guerre acharnée au pouvoir; enfin des conspirations éclatèrent en plusieurs provinces, et le gouvernement ne les réprima qu'avec des échafauds.

Cependant les souverains absolus, s'étant réunis en congrès, avaient concerté des mesures énergiques pour comprimer l'esprit révolutionnaire. Les sociétés secrètes de l'Allemagne furent détruites, la censure rétablie dans tous les états, l'Autriche et la Prusse investies d'un droit de surveillance qui livrait à leur discrétion toute la Confédération. Une armée autrichienne marcha en Italie, renversa les constitutions de Naples et du Piémont, et rétablit le pouvoir absolu des deux rois (1821). En Angleterre, les tories obtinrent du parlement la suspension de la liberté individuelle et comprimèrent le mouvement populaire à force de violences.

Enfin un événement remplit de joie la Sainte-Alliance et la délivra de sa plus grande terreur : Napoléon mourut à Sainte-Hélène, âgé de cinquante et un ans, après six années d'agonie sur ce rocher dévorant où ses geôliers le tuèrent « à coups d'épingles (5 mai). » « Je lègue, dit-il, l'opprobre de ma mort à la maison régnante d'Angleterre. » Toute l'Europe fut émue de ce triste dénoûment du plus grand drame que présentent les annales humaines. « Le monde, dit lord Holland au parlement, porte le deuil du héros, et ceux qui ont contribué à ce grand forfait sont voués aux mépris des générations présentes aussi bien qu'à ceux de la postérité. »

Alors la Sainte-Alliance résolut de porter le dernier coup à l'esprit révolutionnaire en faisant renverser la constitution espagnole par la France : c'était discréditer à jamais aux yeux des peuples le foyer de toutes les révolutions et décider par la guerre la question de vitalité du gouvernement des Bourbons. Louis XVIII, accablé d'infirmités, ne régnait plus que de nom ; le pouvoir était tout entier au comte d'Artois ; les Jésuites dominaient partout ; la majorité de la Chambre appartenait au parti rétrograde : on obéit à l'injonction des puissances réunies en congrès à Vérone. Quatre-vingt mille hommes furent rassemblés aux Pyrénées, sous le commandement du duc d'Angoulême guidé par le maréchal Oudinot,

et l'on entra en Espagne (1823, 6 avril). Les moines, dépouillés de leurs biens par les Cortès, avaient soulevé le peuple contre la constitution; les royalistes avaient commencé la guerre civile; les constitutionnels se montraient sans énergie et sans habileté. Les troupes françaises n'éprouvèrent que de faibles obstacles dans ce pays où les prêtres leur avaient fait jadis une si terrible guerre. Les Cortès s'enfuirent à Cadix et déclarèrent Ferdinand déchu du trône. Les Français arrivèrent sous cette ville, qui, après un siége mal soutenu, capitula (octobre). Ferdinand, mis en liberté, annula tous les actes des Cortès et commença des supplices. Le duc d'Angoulême essaya vainement de servir de médiateur entre les constitutionnels et les royalistes : nos soldats revinrent avec la triste gloire d'avoir remis la nation espagnole sous le joug de moines barbares et d'un roi inepte et cruel.

L'expédition d'Espagne acheva la défaite de la révolution en Europe, et remplit d'orgueil le parti de l'ancien régime. Les Jésuites marchaient le front levé; on allait droit à une contre-révolution; la chambre avait été dissoute, et de nouvelles élections, entachées de fraude et de corruption, en avaient exclu tous les libéraux, à l'exception de dix-neuf (1824, 24 décemb.). On rendit la Chambre septennale; on rétablit la censure; on fit de nombreux procès à la presse; on mit l'Université dans les attributions du ministère des affaires ecclésiastiques, où dominaient les Jésuites. Mais les dix-neuf députés libéraux étaient la tête d'une opposition violente qui se propageait jusque dans les derniers rangs de la société; la lutte était continuelle et s'exerçait jusque dans les moindres détails; on ne passait rien au gouvernement; on le harcelait sur des minuties et même avec injustice. C'était à la dynastie qu'on en voulait réellement : rien n'avait pu effacer sa fatale origine; mais au lieu de faire de la lutte une question de révolution, on en faisait une question d'institutions, et c'était au nom de la Charte qu'on attaquait les vassaux de la Sainte-Alliance et les représentants de l'ancien régime.

La mort de Louis XVIII (1824, 16 sept.) précipita la crise : « Que Charles X, avait-il dit, ménage la couronne du duc de Bordeaux! » Mais Charles X, esprit étroit, borné, opiniâtre, était la contre-révolution incarnée : il n'avait jamais varié dans ses opinions, et il était, en montant sur le trône, rempli des mêmes idées qu'au 16 juillet 1789, quand il donna le signal de l'émigration. Devenu très-dévot après une jeunesse dissolue, il s'était abandonné aux Jésuites, et croyait sincèrement qu'il avait mission de Dieu de restaurer le trône et l'autel en anéantissant la révolution.

Aussitôt, et guidé par ses ministres Villèle, Corbière et Peyronnet, il fit proposer aux Chambres de donner un milliard d'indemnité aux émigrés, de rétablir les couvents de femmes, de punir de mort les sacriléges, de recréer dans les héritages un privilége en faveur de la primogéniture. Les députés adoptèrent toutes ces lois contre-révolutionnaires; les pairs adoptèrent les deux premières seulement. C'est qu'il s'était formé parmi les royalistes un parti qui voyait avec terreur la marche du gouvernement et qui, croyant le maintien de la Charte indispensable au salut de l'État, s'était séparé des Jésuites et du ministère : le chef de ce parti était M. de Chateaubriand; il ralliait à lui tout ce que le royalisme comptait d'esprits éclairés et généreux; et comme il dominait principalement à la Chambre des pairs, il fit rejeter les lois du sacrilége et du droit d'aînesse. Ce fut la résistance de ce parti qui arrêta pendant cinq ans encore la dynastie sur la pente fatale où elle courait de faute en faute. L'opposition grandissait sans cesse, et la marche du pouvoir était telle, qu'il n'avait plus pour amis qu'une tourbe ignorante d'émigrés fougueux et de prêtres fanatiques. Un projet de loi contre la liberté de la presse excita une telle clameur que le ministère fut forcé de le retirer; la garde nationale de Paris, passée en revue par le roi, l'accueillit par les cris : « A bas les ministres! » elle fut licenciée (1827, avril); enfin Villèle, voulant s'assurer une majorité pendant sept ans par de nouvelles élections, fit dissoudre la Chambre (novembre). Mais, grâce à l'activité de la presse, les élections furent libérales, et le ministère fut contraint de se retirer. Alors arriva au pouvoir le parti Chateaubriand (1828, 1er janv.). On reprit confiance. Le ministère nouveau, qui avait pour chef Martignac, abolit la censure, proposa de bonnes lois, enfin obéit à l'opinion publique, qui depuis long-temps sollicitait l'intervention de la France dans l'insurrection de la Grèce. Déjà un traité avait été signé (1827, 6 juill.) entre la France, l'Angleterre et la Russie pour faire cesser les hostilités entre les Grecs et les Turcs : il avait été suivi de la bataille de Navarin, dans laquelle les trois flottes alliées détruisirent la flotte ottomane (20 octobre); mais les troupes de terre occupaient encore la Morée. Le ministère Martignac envoya dans ce pays quinze mille hommes qui forcèrent les Turcs à l'évacuer. Alors le sultan reconnut l'indépendance de la Grèce.

Cependant le cabinet, harcelé par les libéraux, était obligé de leur donner de nouveaux gages : il fit rendre des ordonnances contre les Jésuites, et il mit les écoles secondaires ecclésiastiques sous la surveillance de l'Université. Charles X ne signa cette ordonnance qu'avec une profonde répugnance : dès que la session fut close, il

congédia son ministère et appela aux affaires MM. de Polignac, Peyronnet et Bourmont (1829, 8 août). Le premier était l'âme de la congrégation; le deuxième était le collègue discrédité de M. de Villèle; le troisième, ancien chef de chouans, avait trahi l'Empereur dans la campagne de Waterloo. La nation se vit menacée définitivement d'une contre-révolution et se prépara à la lutte. Les Chambres ayant été convoquées, celle des députés, à une majorité de deux cent vingt et une voix contre cent quatre-vingt-une, déclara au roi que son ministère était menaçant pour les libertés publiques. Charles X prononça la dissolution de la Chambre. La guerre était déclarée entre la dynastie et la nation : les nouvelles élections renvoyèrent à la Chambre les deux cent vingt et un, grossis de plusieurs autres libéraux : il fallait que le roi cédât ou qu'il fît un coup d'état.

Le gouvernement chercha à cacher son impopularité sous la gloire militaire : une insulte ayant été faite à notre consul d'Alger, il fut résolu de purger la Méditerranée des pirates barbaresques. L'armée d'expédition était commandée par le général Bourmont, la flotte par l'amiral Duperré. On débarqua à deux lieues d'Alger, et l'on assiégea la ville, qui fut forcée de capituler (1830, juill.). C'était une glorieuse conquête : elle excita une grande joie, mais elle ne ralentit pas les haines populaires. Alors la cour résolut un coup d'état, et, le 26 juillet, furent publiées des ordonnances qui abolissaient la liberté de la presse, annulaient les dernières élections et créaient un nouveau système électoral. C'était, en réalité, la destruction de la constitution. Aussitôt Paris se révolta au cri de vive la Charte! (27 juill.). Le peuple, qui gardait rancune à la dynastie, engagea la lutte avec les troupes; le combat dura trois jours; on prit le drapeau tricolore; on détruisit les insignes de la royauté; enfin on chassa les troupes royales de Paris. Le roi, qui était à Saint-Cloud, s'enfuit à Rambouillet. Un gouvernement provisoire fut formé; tous les partis s'agitaient et demandaient, les uns la république, les autres le duc d'Orléans, d'autres le duc de Bordeaux. Les Chambres s'assemblèrent et conférèrent la lieutenance générale du royaume au duc d'Orléans : on se souvenait des gages qu'il avait donnés dans sa jeunesse à la révolution; rentré en France en 1814, il s'était montré sujet soumis de Louis XVIII et de Charles X, mais il n'avait pris part, durant la Restauration, à aucune démonstration anti-populaire, et on avait remarqué ses liaisons avec quelques membres de l'opposition libérale. Charles X et le duc d'Angoulême abdiquèrent vainement en faveur du duc de Bordeaux; ils furent forcés de se réfugier à l'étranger avec le dernier rejeton de leur race. Enfin les Chambres modifièrent la Charte,

rétablirent le grand principe de la souveraineté nationale, et appelèrent au trône le duc d'Orléans, qui, après avoir prêté serment à la nouvelle constitution, fut reconnu pour roi des Français sous le nom de Louis-Philippe I[er] (9 août).

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

